UNIVERSITY OF TORONTO
3 1761 00395564 8

HANDBOUND
AT THE

UNIVERSITY OF
TORONTO PRESS

(40)

ŒUVRES

COMPLÈTES

DE CONDILLAC.

TOME XIV.

Cet ouvrage se trouve aussi

CHEZ BRIÈRE, LIBRAIRE, RUE DES NOYERS, N° 37.

DE L'IMPRIMERIE DE RIGNOUX.

157

ŒUVRES

COMPLÈTES

DE CONDILLAC.

TOME QUATORZIÈME.

HISTOIRE MODERNE.

195820
6.4.25

PARIS,

LECOINTE ET DUREY, LIBRAIRES, QUAI DES AUGUSTINS, N° 49;
TOURNEUX, LIBRAIRE, MÊME QUAI, N° 13.

MDCCCXXII.

B
1982
A2
1822
t.14

HISTOIRE MODERNE.

LIVRE QUINZIÈME.

CHAPITRE PREMIER.

Des intérêts et des vues des principales puissances.

Situation embarrassante de l'empereur.

La France occupait les villes forestières, presque toute la haute et basse Alsace, plusieurs places dans les électorats de Cologne et de Trèves, et dans le Luxembourg. La Suède, qui était maîtresse de la Poméranie, avait encore des garnisons en Bohême, en Silésie, en Moravie, en Westphalie, et dans la haute et basse Saxe. L'empereur, malgré la paix de Prague, qui avait paru lui donner des alliés, pouvait difficilement réparer tant de pertes. Il tirait peu de secours du duc de Lorraine, que la France avait dépouillé. Le duc de Bavière était son unique appui. Les Polonais persistaient à n'être que les spectateurs de la guerre. Le roi de Danemarck, qui avait pris les armes contre la Suède, était à la veille de faire sa paix. Les électeurs de Saxe et de Brandebourg, contens de garantir leurs états, croyaient faire assez s'ils restaient neutres; et les princes d'Italie

observaient la même neutralité. Abandonné des états de l'empire, Ferdinand avait encore contre lui le landgrave de Hesse-Cassel et l'électeur de Trèves; et Ragotski faisait de temps en temps des diversions qui lui donnaient au moins de l'inquiétude.

Il lui fallait diviser les deux couronnes, ou attendre que la minorité de Louis XIV causât des troubles.

Pressé de toutes parts, il n'avait de ressources que dans l'espérance de diviser les deux couronnes alliées, et dans l'attente des troubles que la minorité de Louis XIV pouvait produire. Une pareille révolution le sauvait : car dès que la France serait déchirée par une guerre civile, elle ne pourrait plus agir au dehors; et les Suédois, abandonnés à eux-mêmes, seraient trop faibles pour se maintenir en Allemagne. Alors les princes de l'empire, ne les jugeant plus capables de protéger la liberté, et ne voyant en eux que des étrangers dont les succès leur donnaient de la jalousie, devaient naturellement traiter avec l'empereur, et s'unir à lui pour les chasser.

Il comptait sur l'un ou l'autre de ces événemens, et se refusait à la paix.

Mais plus l'empereur faisait d'efforts pour diviser les deux couronnes, plus il resserrait les nœuds de leur alliance. Cet artifice était trop usé. Plusieurs années de succès prouvaient à la France et à la Suède que, s'ils elles persistaient dans leur union, elles deviendraient les arbitres de la paix. D'un autre côté, les troubles ne menaçaient pas encore la France. La guerre même paraissait l'en garantir, parce que c'était une occasion d'éloigner

ceux qui pourraient en causer. Cependant l'empereur, comptant toujours sur l'un et l'autre de ces événemens, ou sur tous deux ensemble, s'opiniâtrait à ne pas vouloir la paix; et la France, qui ne pouvait pas encore obtenir tout ce qu'elle désirait, ne la voulait pas davantage. Elle songeait à faire de nouvelles conquêtes, afin de mettre son ennemi dans la nécessité de subir les conditions qu'elle lui imposerait.

Il était bien plus facile au roi d'Espagne de troubler la France et d'en détacher les Provinces-Unies.

Après la perte du Portugal, de la Catalogne, du Roussillon et de plusieurs places conquises dans les Pays-Bas par les Français et par le prince d'Orange, l'Espagne, à qui l'alliance de la France avec la régente de Savoie, sœur de Louis XIII, ne permettait pas de faire des progrès en Italie, ne pouvait acheter la paix qu'en sacrifiant des provinces entières. Don Louis de Haro, qui avait succédé au comte-duc d'Olivarez, alors disgracié, aimait mieux, comme l'empereur, attendre quelque révolution, que de faire de si grands sacrifices. Il faut convenir qu'il était beaucoup mieux fondé. Par les intelligences que les Espagnols entretenaient en France depuis si long-temps, il leur était plus permis de se flatter d'y causer des troubles; et ils pouvaient encore plus se promettre de détacher les Provinces-Unies de l'alliance de Louis XIV.

La Suède ne pouvait traiter sûrement sans garantie;

Il était vraisemblable qu'après que la Suède aurait traité séparément, l'empereur, s'il venait à

bout de chasser de l'Allemagne les Français, tournerait toutes ses forces contre les Suédois, pour leur enlever ce qu'il leur aurait cédé. Il était donc de leur intérêt de traiter conjointement avec la France et avec les princes de l'empire, afin de trouver une garantie sûre dans une ligne puissante, dont les membres devaient toujours se réunir, pour défendre les acquisitions que chacun aurait faites.

Mais l'impuissance de l'Espagne était une garantie suffisante pour la Hollande.

La Hollande n'avait pas le même besoin d'une garantie. Si on lui offrait de la reconnaître pour une puissance indépendante, et de lui abandonner toutes les places qu'elle demandait, elle pouvait conclure sans rien appréhender pour l'avenir. Il y avait plus de vingt ans que la guerre avait recommencé : chaque année l'Espagne s'était épuisée, autant par ses efforts que par ses pertes; et la manière dont elle était gouvernée ne permettait pas de présumer qu'elle pût jamais se rétablir. Par conséquent, quelques avantages qu'on lui supposât, lorsqu'elle ferait sa paix avec la France, il était naturel de juger qu'elle serait long-temps hors d'état de former de grandes entreprises. Il lui était plus difficile de porter la guerre dans la Hollande qu'à l'empereur dans la Poméranie; et il n'était pas aussi facile à la Suède de défendre cette province, dont elle était séparée par la mer, qu'il était facile à la Hollande de défendre ses propres frontières. Si l'Espagne reprenait donc

jamais les armes, pour recouvrer ses anciens droits sur tous les Pays-Bas, elle devait échouer, puisque Philippe II, avec toute sa puissance, avait échoué lui-même.

D'ailleurs cette république pouvait au besoin compter sur les secours de la France contre l'Espagne.

Il est vrai que les Provinces-Unies ne s'étaient soutenues jusqu'alors que par les secours de leurs alliés. Mais il est vrai aussi qu'elles pouvaient compter d'être secourues toutes les fois que l'Espagne les menacerait. Il n'aurait pas été de l'intérêt de la France de les laisser succomber; et cette couronne, oubliant leur infidélité, aurait armé pour les défendre. La Hollande n'avait donc pas besoin d'une garantie comme la Suède; ou plutôt l'intérêt de la France, joint à l'impuissance de l'Espagne, était pour elle une garantie plus sûre qu'un traité.

Et il pouvait arriver qu'elle aurait besoin des secours de l'Espagne contre la France.

Bien plus, si les états-généraux, fidèles à leurs engagemens, se faisaient un point d'honneur de traiter conjointement avec la France, ils s'exposeraient à rendre la maison de Bourbon aussi redoutable que l'avait été la maison d'Autriche. Or, pour abaisser l'une, ils ne devaient pas trop élever l'autre; ils ne devaient pas rester unis à la France, jusqu'à ce qu'elle eût satisfait son ambition, et s'exposer à devenir les voisins d'une monarchie qui paraissait alors devoir bientôt dominer dans l'Europe. Les provinces que les Espagnols conservaient dans les Pays-Bas étaient une barrière qu'il fallait laisser subsister. Il était donc de l'in-

térêt des états-généraux de traiter séparément, et bien loin d'avoir besoin de la garantie de la France contre l'Espagne, l'Espagne devenait une garantie pour eux contre la France même.

Mazarin devait peu compter sur le dernier traité fait avec les Provinces-Unies.

Nous ne devons compter sur nos alliés qu'autant qu'ils ont avec nous des intérêts communs : nous serons abandonnés si ces intérêts cessent. Nous le serons, à plus forte raison, s'ils s'en font de contraires, et s'ils commencent à nous craindre. Par conséquent, si le cardinal Mazarin a cru s'assurer des Provinces-Unies par le traité de 1644, il s'est trompé : il a eu raison, s'il a cru seulement mettre un obstacle aux négociations de la cour de Madrid, et en retarder l'effet. Il a pu penser avec fondement que les états-généraux seraient arrêtés quelque temps par la crainte de s'exposer aux reproches d'infidélité.

Mais si elles paraissent vouloir traiter séparément, il doit leur reprocher leur infidélité et leur ingratitude.

Dans une pareille conjoncture, l'Espagne doit tout accorder aux Provinces-Uunies pour les séparer de la France ; et la France doit faire valoir la foi des traités, sans oublier de rappeler les secours qu'elle n'a cessé de donner à cette république, et d'en exiger la reconnaissance qu'elle est en droit d'en attendre. Mais la Hollande, de son côté, doit chercher les moyens de concilier ses intérêts avec les circonstances délicates où elle se trouve, et cependant se mettre à l'abri de tout reproche. Voilà ce qui se fera, et ce seul exposé me dispensera d'entrer dans de grands détails à ce sujet.

Le cardinal Mazarin fera bien de se récrier d'avance sur l'infidélité et sur l'ingratitude des Provinces-Unies, si elles paraissent déterminées à traiter séparément. Ces cris pourront au moins suspendre leurs résolutions. Mais de pareilles plaintes ne sont pas aussi fondées qu'on le juge au premier coup-d'œil.

Cependant le reproche d'infidélité était peu fondé ;

En s'engageant à ne traiter que conjointement, la France et la Hollande supposaient sans doute qu'elles voulaient l'une et l'autre sincèrement la paix, et qu'elles agiraient avec la même sincérité pour en conclure une avantageuse à toutes deux. Si les Français eussent exigé qu'on ne traitât pas sans eux, et que cependant ils eussent déclaré qu'ils mettraient tous les jours de nouveaux obstacles à la paix, les états-généraux, à qui elle était nécessaire, auraient sans doute rejeté cette proposition. Le cardinal Mazarin n'eut garde de laisser découvrir ses desseins secrets. Je ne sais comment sa dissimulation pourrait en pareil cas se concilier avec la bonne foi. Il est au moins certain qu'il arracha aux Provinces-Unies un consentement qu'elles auraient refusé, si ce ministre eût été moins dissimulé. Il leur tendit un piége, et elles y donnèrent. Mais lorsqu'elles s'en apercevront, ne leur sera-t-il pas permis de chercher à se dégager? et si on leur reproche leur infidélité, ne pourraient-elles pas se plaindre d'avoir été trompées les premières? Je ne trouve pas

plus de fondement dans l'accusation d'ingratitude.

Celui d'ingratitude l'était tout aussi peu;

La reconnaissance et l'ingratitude ont lieu entre des particuliers, parce qu'il arrive tous les jours qu'on rend service, sans songer à d'autre avantage qu'au plaisir de servir : mais de nation à nation, ce cas est extrêmement rare. J'en vois des exemples dans l'histoire ancienne, et je ne sais pas si la moderne en fournit. Il est au moins certain que si la France a donné long-temps des secours aux Provinces-Unies, c'est qu'il était de son intérêt d'affaiblir l'Espagne et d'en consumer les forces dans les Pays-Bas. Le reproche d'ingratitude était donc plus spécieux que solide. Vous nous avez secourus, pouvaient dire les états-généraux, parce qu'en bonne politique vous le deviez pour votre avantage. Devons-nous donc par reconnaissance continuer une guerre que nous ne pouvons plus soutenir? et, lorsqu'on nous accorde tout ce que nous demandons, faudra-t-il, pour satisfaire votre ambition, et sans espérance d'aucune utilité, nous exposer à tout perdre? Quand même les choses réussiraient pour vous et pour nous, comme vous le présumez, ne pourrions-nous pas nous repentir un jour d'avoir contribué à des succès que nous partagerions aujourd'hui? La reconnaissance oblige-t-elle donc à de si grands sacrifices? Si vous voulez que nous traitions ensemble, hâtez-vous, comme nous, de

faire la paix. L'occasion est favorable. Elle peut vous échapper : il ne faut qu'une maladie dans vos armées, une bataille perdue, une guerre civile.

Et on ne peut qu'applaudir à la Hollande, si elle ne se laisse pas tromper aux artifices du cardinal.

Ces raisons étaient bonnes, et on n'osait pas les dire. Les Provinces-Unies cherchaient donc d'autres excuses, et le cardinal s'en prévalait pour les accuser d'ingratitude et d'infidélité. Regardant ses premiers succès comme un augure de ceux qu'il se promettait encore, il ne feignait de désirer la paix que parce qu'il y était forcé; et il tentait tout pour engager ses alliés à continuer la guerre qu'il affectait de vouloir finir. Mais, si les Hollandais ne sont pas trompés par ses artifices, ils ne mériteront que des éloges. Telle est la différence qui se trouvait entre les intérêts de la France et ceux des Provinces-Unies.

Maximilien, duc de Bavière, était dans une position où il ne savait s'il devait se détacher de l'empereur ou lui rester uni.

La Suède devait, pour son intérêt, traiter conjointement avec la France; et la Hollande devait traiter séparément, si on lui accordait ce qu'elle demandait. Il n'était pas si facile à Maximilien, duc de Bavière, de décider lequel était pour lui plus avantageux, de se détacher de Ferdinand ou de lui rester uni. Le haut Palatinat, et la dignité électorale que l'empereur lui avait donnée, et qu'il lui garantissait, étaient une raison pour ne pas l'abandonner. Cependant pouvait-il ne pas craindre d'être enveloppé dans la ruine d'un prince auquel il donnait plus de secours qu'il

n'en recevait? et devait-il embrasser le parti des deux couronnes qui s'intéressaient au rétablissement du prince palatin?

Ce dernier parti paraissait le plus sûr. Car s'il s'opiniâtrait à courir jusqu'au bout la même fortune avec l'empereur, il s'exposait à tout le ressentiment de la France et de la Suède, qui le regardaient avec raison comme l'auteur de la guerre et comme le plus grand obstacle à leurs projets. Si au contraire il traitait avec ces puissances, lorsqu'il méritait encore d'être recherché, il pouvait compter sur des conditions avantageuses, parce que sa défection les rendait arbitres de la paix. Mais c'était manquer à la reconnaissance, c'était démentir toute la conduite qu'il avait tenue jusqu'alors. Se voyant donc encore en état de soutenir la guerre, il résolut de demeurer fidèle à ses engagemens, d'attendre quelque révolution, de retarder la paix, de regarder comme une dernière ressource l'alliance que la France lui offrait, et de se justifier au moins par la nécessité où il se trouverait réduit. Vous voyez que Maximilien est dans une position à faire durer la guerre ou à la faire finir, suivant la conduite qu'il tiendra.

Les autres princes de l'empire avaient peu d'influence par eux-mêmes, et ne demandaient que la paix.

Les autres alliés de la maison d'Autriche avaient par eux-mêmes peu d'influence. Les électeurs de Cologne, de Mayence, et le duc de Neubourg, paraissaient disposés à suivre les impressions du

duc de Bavière. Les électeurs de Saxe et de Brandebourg, et les ducs de Lunebourg avaient pris le parti de la neutralité. Les autres, trop faibles pour balancer les grandes puissances, étaient entraînés malgré eux. Las d'une longue guerre, qui ruinait leurs états, ils ne demandaient que la paix; et si la France et la Suède l'offraient, ils étaient prêts à se déclarer contre l'empereur pour le forcer à l'accepter. Ainsi Ferdinand avait mis sa ressource dans l'espérance de diviser ses ennemis; et il voyait son parti se détruire insensiblement par les divisions.

Sans m'arrêter sur les divers intérêts qu'un si grand nombre de princes avait à discuter, je saisirai cette occasion pour vous donner une idée du gouvernement de l'empire. La suite demande que vous en ayez au moins une connaissance générale.

L'empire était sujet, par sa nature, à bien des variations.

Il serait impossible de suivre le gouvernement de l'empire dans toutes les variations qu'il a souffertes. Il était de nature à varier continuellement, et ce sera assez pour nous d'observer les changemens principaux, sous les différentes périodes.

Après Louis IV, la couronne devint tout-à-fait élective.

L'année 911, que mourut Louis IV, fils d'Arnoul, et le dernier des descendans de Louis le Germanique, est l'époque où l'Allemagne se sépara pour toujours de l'empire que Charlemagne avait gouverné. La couronne de Germanie devint élective, et le droit d'élire appartint aux états,

où le peuple était appelé : mais les évêques, les ducs et les comtes y avaient plus d'autorité, parce qu'ils étaient plus puissans.

Effet de cette révolution pendant la première période, sous les princes de la maison de Saxe.

Cette révolution eut des suites. On les remarque dans le cours de la première période, qui finit en 1024, à la mort de Henri II, dernier prince de la maison de Saxe. Les grands commencèrent à dépendre moins du souverain qu'ils avaient élu, et qui était obligé de les ménager pour conserver la couronne dans sa famille. Les duchés devinrent des fiefs héréditaires; les empereurs eurent des vassaux dans les provinces, au lieu de gouverneurs; et pour balancer la puissance de ces princes, les Ottons imaginèrent d'élever le clergé, et d'ériger en principautés des évêchés et des abbayes; mauvaise politique, qui fut la source de bien des désordres.

Origine des comtes palatins, des margraves, landgraves, etc.

Les rois d'Allemagne, dans l'usage de visiter leurs provinces, ont été long-temps sans avoir de résidence fixe. C'est pourquoi on donna le titre de comte aux magistrats qui rendaient la justice, et qui les accompagnaient partout où ils transportaient leur cour. Le premier comte fut, par cette raison, nommé comte du palais ou palatin.

Il fallait donc, pour attendre le jugement d'un procès, voyager avec la cour, et passer souvent d'une extrémité de l'Allemagne à l'autre. Cet inconvénient fut sans doute cause qu'ont établit des comtes dans les provinces. Or ces comtes devin-

rent, de juges, gouverneurs, et de gouverneurs, vassaux.

Ces magistrats, dans l'origine, étaient choisis parmi les hommes à qui l'âge donnait ou supposait de l'expérience. En conséquence on les nomma *graves*, mot qui signifie gris. De là viennent les margraves, les landgraves, les burgraves, etc., qui ne sont que des espèces de comtes. Les margraves commandaient sur les frontières, les landgraves dans des provinces, et les burgraves dans des villes et dans des châteaux. Pendant la première période, on pouvait déjà prévoir que les comtés seraient bientôt héréditaires.

Privilége des diètes.

Les diètes étaient l'assemblée des évêques, des abbés, des ducs, des comtes, de la noblesse et des députés du peuple. Elles élisaient les rois, qui n'osaient prendre le titre d'empereur qu'après avoir été sacrés par le pape. Elles faisaient les lois, décidaient de la guerre et de la paix, et jugeaient les membres de l'empire.

Prérogatives des rois de Germanie.

Les rois de Germanie jouissaient de toutes les autres prérogatives de la souveraineté, comme de nommer aux principaux bénéfices, de convoquer les conciles et les diètes, de confirmer ou d'annuler l'élection des papes, de conférer les fiefs vacans, de faire rendre la justice en leur nom dans toute l'étendue de l'empire, etc. Ils disposaient surtout de l'Italie.

Ils les perdent

Toute cette puissance s'évanouit presque pen-

presque toutes sur la fin de la seconde période, qui comprend les princes de la maison de Franconie.

dant la seconde période, qui finit en 1137, à la mort de Lothaire II, et qui comprend les princes de la maison de Franconie. Les évêques qui voulurent se rendre indépendans, les ducs qui les favorisèrent par leurs révoltes fréquentes, Grégoire VII, qui les enhardit par ses entreprises, les Normands qui prirent les intérêts du saint-siége, et les comtés qui, pendant les troubles, devinrent absolument héréditaires, ont été les causes de cette révolution.

Pendant la troisième, sous les princes de la maison de Suabe, il n'y a que des troubles.

Sous les princes de la maison de Suabe, qui remplissent la troisième période, les querelles entre le sacerdoce et l'empire, les factions des guelfes et des gibelins, et les schismes dans l'empire et dans l'église, portèrent les désordres jusqu'aux derniers excès. L'autorité des papes s'accrut en Italie par la ruine de celle des empereurs: ils commencèrent à former des prétentions sur la souveraineté de Rome; ils regardèrent l'empire comme un fief du saint-siége, et si leurs succès ne répondirent pas à toute leur ambition, ils se rendirent au moins redoutables à deux grands hommes, Frédéric I, surnommé Barberousse, et Frédéric II.

Ces troubles occasionent plusieurs changemens.

Il arriva bien des changemens dans cet intervalle. Les empereurs créèrent dans les duchés plusieurs principautés, qui ne relevèrent que d'eux seuls. Plusieurs villes, sous leur protection, commencèrent à se soustraire aux ducs et aux

évêques. Les états formèrent des ligues pour veiller à leur sûreté, et des peuples, en Allemagne et en Italie, tentèrent de se gouverner en républiques.

La quatrième période est un temps d'anarchie.

Mais dans la quatrième période, qui commence en 1524, à la mort de Conrad IV, fils de Frédéric II, il se fit encore de plus grandes révolutions. Ce fut un temps d'anarchie jusqu'en 1273, que Rodolphe de Habsbourg fut élevé à l'empire.

C'est alors que les évêques et les ducs, qui avaient le droit de première élection, s'arrogent à eux seuls le droit d'élire l'empereur.

Guillaume, comte de Hollande, qu'une faction avait élu roi des Romains en 1247, du vivant même de Frédéric, fut reconnu en 1244, et mourut en 1256. Il y avait déjà long-temps que les évêques et les ducs, qui exerçaient les grandes charges de la couronne, s'étaient arrogé le droit de première élection; en sorte que les diètes ne faisaient que confirmer le choix qu'ils avaient fait. Dès le commencement de cette quatrième période, ils donnèrent l'exclusion à tous les autres princes, et leur choix n'eut plus besoin d'être confirmé. Ils acquirent insensiblement ce droit pendant les troubles, parce que la difficulté de se rendre aux diètes fit regarder comme un avantage de ne pas s'y trouver : en effet les brigands qui infestaient tous les chemins faisaient une nécessité de marcher avec une armée. Il n'y avait déjà dans ce temps-là que sept électeurs, qui étaient les archevêques de Mayence, de Cologne et de Trèves, le roi de Bohême, le duc de Ba-

vière, comte palatin, le duc de Saxe, et le margrave de Brandebourg.

Pour s'assurer les usurpations qu'ils ont faites, ils donnent la couronne impériale à des princes dénués de forces.

Ces électeurs achevèrent de ruiner l'autorité impériale. Comme ils s'étaient agrandis par des usurpations, ils s'accordèrent tous, à la mort de Conrad, pour chercher parmi les princes étrangers un chef qui fût dénué de forces en Allemagne; mais ils se partagèrent sur le choix. Les uns élurent Richard de Cornouailles, second fils de Jean-Sans-Terre, et frère de Henri III, et les autres élurent Alphonse le Sage, roi de Castille.

La guerre des Maures et la révolte des Castillans ne permirent pas à celui-ci de s'éloigner de son royaume. Richard, sans concurrent, fit trois voyages en Allemagne, où il répandit des trésors. Il fut reconnu tant qu'il eut de quoi donner; il perdit ses partisans lorsqu'il n'eut plus rien; et il mourut en Angleterre en 1271. Ce n'est pas sans fondement que plusieurs écrivains font commencer, à la mort de Conrad, l'interrègne qui finit à l'élection de Rodolphe; car Guillaume et Richard n'ont eu qu'une ombre de souveraineté.

Interrègne qui donne lieu à des ligues.

Cet intervalle est un temps d'anarchie, où le besoin de veiller à la sûreté publique fut l'occasion de plusieurs établissemens nouveaux. Sur l'une et l'autre rive du Rhin, depuis Zurich jusqu'au-dessous de Cologne, les princes et les villes se liguèrent pour leur défense commune. Les villes commerçantes conclurent une alliance, qui

devint célèbre sous le nom de ligue Anséatique. En Franconie, en Suabe et sur le Rhin, les seigneurs ayant fait des confédérations particulières, se rendirent indépendans des ducs, de l'empereur, et relevèrent immédiatement de l'empire. Cette noblesse se distingue par son *immédiateté*, de la noblesse soumise à quelques princes particuliers. Elle est antérieure à la quatrième période; mais il paraît au moins qu'elle dût alors se multiplier davantage. Elle est souveraine dans ses terres; cependant elle n'a point de part au gouvernement de l'empire, et elle n'est jamais appelée aux diètes.

Et à des usurpations.

Si ces seigneurs devinrent indépendans, les princes plus puissans de l'Allemagne achevèrent de s'arroger toutes les prérogatives de la souveraineté. Les électeurs firent plus, car ils se partagèrent presque tous les domaines de la couronne. Les gouverneurs d'Italie se firent des principautés de leurs gouvernemens; et les Danois, les Polonais et les Hongrois se séparèrent de l'empire, et cessèrent d'en être tributaires.

Pendant la cinquième période les empereurs, occupés de l'agrandissement de leur maison, ou des troubles de l'empire et de l'Église, n'ont pu recouvrer les domaines et les prérogatives enlevés à leur couronne.

C'est à ces temps de troubles qu'il faut remonter, pour apercevoir dans l'origine les divers droits des membres du corps germanique. Les abus qui s'introduisirent alors, devinrent des droits incontestables pendant le cours de la cinquième période, que Rodolphe de Habsbourg commença. Ce prince fut trop faible pour recou-

vrer les terres et les prérogatives de la couronne. Il y eut ensuite des interrègnes, des guerres civiles, des empereurs qui ne s'occupèrent que de l'agrandissement de leur famille. Les querelles entre le sacerdoce et l'empire recommencèrent sous Louis V et Charles IV; Wenceslas et Robert Ier achevèrent de dissiper les domaines de l'empire, et Sigismond, qui finit la cinquième période en 1337, se vit engagé dans la guerre des Hussites, après avoir donné tous ses soins à faire cesser le grand schisme. Pendant cet intervalle, les empereurs furent dans l'impuissance de recouvrer ce que leurs prédécesseurs avaient perdu, ou même ils ne parurent pas en avoir le dessein. Les électeurs formèrent un collége particulier, auquel la bulle d'or confirma le droit d'élire le roi des Romains, et on distingua deux autres classes, celle des princes et celle des villes libres. Cependant ces trois états ne formaient qu'un seul corps dans les assemblées générales; et c'est dans la diète de Nuremberg, tenue en 1466, 1467, etc., qu'on les voit distribués pour la première fois en trois colléges différens.

Lorsqu'après tant de révolutions, les princes de l'empire n'avaient plus dans la sixième période que des prétentions, dont la force seule pouvait faire des droits, les hérésies semèrent de nouvelles divisions.

La sixième et dernière période commence avec le règne d'Albert II en 1437. La couronne impériale n'est plus sortie de la maison d'Autriche; mais jusqu'à Charles-Quint, l'empereur n'était proprement que le chef d'un corps de souverains. Les électeurs avaient alors la principale autorité;

ils s'étaient arrogé presque tous les droits que les princes et les villes partageaient auparavant dans les diètes; ils parurent même se les assurer, lorsqu'ils prescrivirent des capitulations à Charles-Quint et à ses successeurs. Cependant ils furent au moment de se voir enlever ce qu'ils avaient eux-mêmes usurpé sur les deux autres colléges. Ainsi la souveraineté, qui avait appartenu à la nation entière, se renfermait peu à peu dans un petit nombre de membres, et paraissait devoir un jour se trouver uniquement dans le chef.

Après tant de révolutions, le gouvernement était dans un vrai chaos. On réclamait de toutes parts pour recouvrer des droits perdus, ou pour conserver des droits usurpés. D'un côté, les électeurs s'élevaient contre l'empereur, auquel il reprochaient d'avoir violé sa capitulation; de l'autre, exposés aux plaintes des princes et des villes libres, qu'on n'appelait presque plus aux diètes que pour contribuer aux charges, ils s'unissaient à l'empereur, afin de disposer avec lui de l'empire. Le luthéranisme refusait de rendre ce qu'il avait usurpé; le calvinisme, auparavant exclus de l'Allemagne, s'y était établi, et voulait s'y maintenir. Enfin chaque prince, chaque ville libre avait à se plaindre, et formait des prétentions. L'objet du corps germanique était donc de concilier, dans le traité de paix, les intérêts des trois religions, ceux

de tous les princes et ceux de toutes les villes impériales.

Dans cet état de choses, il était naturel que les membres de l'empire s'unissent à la France et la Suède, qui offraient de faire cesser l'oppression.

Après cet exposé, il est facile de saisir le plan que la France et la Suède se sont fait, pour attirer peu à peu dans leur parti tous les états de l'empire.

Elles déclarèrent n'avoir pris les armes que pour défendre la liberté germanique. Si les électeurs voulaient donc forcer Ferdinand à remplir les engagemens de sa capitulation, ils devaient s'unir à ces deux puissances; et les deux autres colléges devaient s'y unir encore, s'ils voulaient recouvrer les droits usurpés sur eux par les électeurs. Le corps de l'empire se divisait donc naturellement, et tous les membres devaient se détacher les uns après les autres.

Ils pouvaient compter sur la protection de ces deux puissances, parce qu'elles ne pouvaient s'agrandir qu'en ménageant leurs intérêts.

Mais, dira-t-on, comme la France songeait à conserver la meilleure partie de ses conquêtes, le dessein de la Suède était de se faire un établissement dans l'Allemagne, en acquérant la Poméranie, l'archevêché de Bremen, les évêchés de Verden, d'Halberstadt, d'Osnabruck et de Minden. Voilà le vrai motif pour lequel elles avaient pris les armes l'une et l'autre; et la liberté de l'empire n'était qu'un prétexte qui ne pouvait tromper personne. Il est vrai; mais, comme ce prétexte était l'unique moyen de remplir leur objet, il devenait partie de l'objet même, et par conséquent le corps germanique trouvait son intérêt à traiter

avec elles. Il devait donc appuyer leurs prétentions pour soutenir les siennes, et former une ligue où toutes les puissances se garantiraient mutuellement ce qu'elles auraient acquis ou recouvré. D'un côté, la Suède offrait sa protection aux protestans; de l'autre, la France offrait la sienne aux catholiques qui se déclaraient neutres. Ni les uns ni les autres ne s'intéressaient à Ferdinand : les électeurs, les princes, les villes, tous voulaient s'enrichir de ses dépouilles. Ils n'attendaient pour l'abandonner, que le moment où ils cesseraient de le craindre. Il ne fallait donc qu'achever d'épuiser ses forces, pour lui faire perdre les alliés qui lui restaient; et le succès de la négociation dépendait du succès des armes.

Pour forcer Ferdinand et Maximilien à la paix, la France se propose de porter la guerre dans les états héréditaires et dans la Bavière.

La France, qui s'était contentée jusqu'alors de faire des conquêtes sur ses frontières, adopta le projet de la Suède, qui voulait qu'on établît le théâtre de la guerre dans les provinces d'où l'empereur tirait tous ses secours, c'est-à-dire dans les états héréditaires et dans la Bavière. Elle se proposait surtout d'attaquer vigoureusement Maximilien, et d'offrir en même temps de lui conserver le haut Palatinat et la dignité électorale. Elle voulait le faire entrer dans ses vues, en lui faisant une nécessité d'accepter les avantages qu'elle lui offrait. L'habileté des généraux paraissait répondre du succès de cette négociation. Il ne fallait pas de faibles efforts pour dépouiller l'empereur

de l'autorité qu'il s'arrogeait, pour le réduire à n'être plus que le chef de l'empire, et pour forcer la maison d'Autriche à renoncer à tant de provinces qu'on prétendait lui enlever. Tels étaient les intérêts et les vues des principales puissances. Vous voyez qu'on était loin de conclure encore, quoique les plénipotentiaires eussent ouvert le congrès.

CHAPITRE II.

Du traité de Westphalie, ou des négociations faites à Munster et à Osnabruck.

Médiation sans effet des Vénitiens et du pape.

La Suède voulut traiter sans l'entremise d'aucun médiateur : les autres puissances acceptèrent la médiation du pape, qui se bornait à la réconciliation des princes catholiques, et celle de la république de Venise, qui se proposait de réconcilier toutes les puissances. Ces deux médiateurs n'étaient pas tout-à-fait sans partialité, car l'un et l'autre ne pouvaient voir avec indifférence les arrangemens qu'on prendrait par rapport à l'Italie; et le pape devait surtout favoriser les catholiques d'Allemagne. D'ailleurs de quelle utililé était une médiation qui se bornait aux catholiques? Était-il possible de donner la paix à l'Europe, sans

s'occuper des intérêts des protestans? Aussi ces deux médiateurs finiront-ils pas être les simples spectateurs de la négociation.

On n'attendait plus au congrès que les plénipotentiaires des Provinces-Unies.

Il y avait déjà plusieurs mois que le nonce Fabio Chigi et Louis Contarini, noble Vénitien, s'étaient rendus au lieu du congrès avec les plénipotentiaires de France, de Suède, de Vienne et de Madrid. Les envoyés de Portugal et de Catalogne s'y trouvaient aussi; mais, comme Philippe et Ferdinand n'avaient pas voulu leur accorder des sauf-conduits, ils y étaient venus sans titre, et ils n'y paraissaient qu'à la suite des ministres de France et de Suède. Les députés des Provinces-Unies n'étaient pas encore arrivés.

Plénipotentiaires des autres puissances.

Les plénipotentiaires étaient, pour la France, les comtes d'Avaux et de Servien; pour la Suède, le baron Oxenstiern, fils du chancelier, et Salvius; pour l'empereur, le comte de Nassau-Hedamar, et Isaac Volmar, jurisconsulte; pour l'Espagne, le comte de Diego de Saavedra et Antoine Brun.

Obstacles qui retardent l'ouverture du congrès:

Je ne parlerai point des difficultés que le cérémonial fit naître; de pareils détails seraient une perte de temps pour nous, comme pour les négociateurs. Il me suffira de dire un mot des principaux obstacles qui retardèrent pendant plusieurs mois l'ouverture du congrès.

1°. Pleins pouvoirs qu'on veut trouver défectueux.

Le premier s'offrit, lorsqu'il fut question d'échanger les pleins pouvoirs. Ils se trouvèrent tous défectueux, c'est-à-dire que de part et d'autre on

voulut les trouver tels, parce qu'on ne songeait point encore à traiter de bonne foi. On contesta donc comme sur les sauf-conduits, on gagna du temps, et chacun crut gagner beaucoup.

2°. Artifice de la maison d'Autriche pour diviser ses ennemis.

Le second obstacle vint des artifices de la maison d'Autriche pour diviser ses ennemis; artifices employés tant de fois et si inutilement, et qui furent encore sans effet.

3°. Lenteur des états de l'empire à députer au congrès, comme ils y étaient invités par les plénipotentiaires de France et de Suède.

Le troisième enfin avait pour cause la lenteur des états de l'empire à députer au congrès. La diète de Francfort durait encore, et le collége des villes paraissait disposé à se séparer de l'empereur, pour traiter de ses intérêts à Munster ou à Osnabruck. Le comte d'Avaux, les plénipotentiaires de Suède et le landgrave de Hesse, voulant affermir les villes dans cette résolution, adressèrent à tous les membres de la diète des lettres circulaires, par lesquelles ils leur représentaient leurs droits, et les invitaient à se rendre au congrès. Cette invitation tendait à réunir tous les états de l'empire, et les faire juges des différens qu'ils avaient avec Ferdinand. Quelques-uns, retenus par la crainte, n'osèrent encore se déclarer; mais le grand nombre résolut de forcer l'empereur à consentir que les trois colléges, chaque prince et chaque ville libre envoyassent leurs députés. Il n'y eut que les électeurs qui s'y opposèrent ouvertement, parce qu'ils voulaient se réserver le droit de décider seuls de la guerre et de la paix.

Ferdinand aurait voulu parer le coup qu'on lui portait. Cependant il ne pouvait pas contester aux princes et aux villes le droit d'assister au congrès. Il n'osait donc pas se plaindre de l'invitation qu'on leur avait faite, il se plaignit seulement de quelques termes peu ménagés de la lettre du comte d'Avaux. Il excita la jalousie des électeurs contre les deux autres colléges; il essaya de prouver qne les différens de l'empire ne pouvaient être traités que dans une diète; et il publia qu'il se proposait d'en convoquer une pour les régler. Cependant plus il faisait d'efforts, plus il persuadait aux états combien il leur était avantageux de se rendre aux invitations des plénipotentiaires. En effet il n'auraient pas trouvé dans une diète la protection qu'on leur offrait à Munster et à Osnabruck. Cette vérité était sensible; et comme ils paraissaient ébranlés, la France et la Suède achevèrent de les déterminer par de nouvelles lettres, dans lesquelles ces deux couronnes affectèrent de montrer beaucoup de zèle pour la paix, et de se plaindre des obstacles que la maison d'Autriche y faisait naître.

Ferdinand aurait voulu empêcher cette députation.

Cependant la contestation sur les pleins pouvoirs durait encore; on ne pensait pas que la négociation dût commencer sitôt, et les députés des états de l'empire ne se pressaient pas de se rendre à Munster et à Osnabruck, lorsque le succès des armes de la France et de la Suède força l'empe-

Le mauvais succès de ses armes le force à paraître moins contraire à la paix, et on prend jour pour les propositions.

reur à montrer plus de disposition pour la paix. Les pleins pouvoirs ne souffrirent plus de difficultés ; on convint des changemens qu'on y ferait ; on publia que la négociation allait commencer ; et du consentement des plénipotentiaires, les médiateurs assignèrent le 4 décembre 1644, pour faire de part et d'autre les premières propositions.

Les impériaux et les Espagnols demandent qu'on leur restitue toutes les conquêtes.

Au jour marqué, les plénipotentiaires remirent leurs propositions aux médiateurs. Les impériaux et les Espagnols offrirent la paix, à condition qu'on restituerait toutes les conquêtes ; et on faisait observer, au nom de Philippe, que c'était en considération de ce que la reine régente, sa sœur, et Louis XIV son neveu, n'avaient eu aucune part aux commencemens de la guerre.

Cet égard et cette restitution parurent également ridicules aux Français, qui ne jugeaient pas devoir tout abandonner, après avoir soutenu une guerre aussi dispendieuse. Ils rappelaient les usurpations que l'Espagne, dans ses temps de prospérité, avait faites sur la France ; et ils demandaient qu'avant d'exiger qu'on lui rendît quelque chose, elle restituât tout ce qu'elle retenait injustement.

La Suède et la France se bornent à demander qu'on attende les députés des états de l'empire.

En même temps les impériaux et les Espagnols éclatèrent lorsqu'ils apprirent que les Français et les Suédois, au lieu d'entrer en matière, n'avaient proposé qu'un préliminaire. Ils crurent avoir trouvé l'occasion de les convaincre de ne chercher qu'à retarder la paix. Ce reproche ne paraissait pas

sans fondement; car les deux couronnes s'étaient bornées à demander ensemble qu'on attendît les états de l'empire, et qu'on fît, de part et d'autre, des instances pour les presser de se rendre au congrès. La France demandait même encore que l'empereur rendît la liberté à l'électeur de Trèves, afin que ce prince pût se trouver à l'assemblée par lui-même ou par ses députés.

On les attend, en disputant si on les attendra.

Le parti de la maison d'Autriche répondait que si les états refusaient de se hâter ou même de venir, ce n'était pas une raison pour retarder la négociation ou pour la rompre. A quoi on répliquait que puisqu'on avait pris les armes pour soutenir les droits des états, on ne pouvait rien conclure sans eux, et que leur consentement était nécessaire pour assurer l'exécution du traité. Il est vrai qu'on pouvait d'abord le conclure, et exiger ensuite qu'il fût ratifié dans une diète générale. C'est ce qu'on proposait; mais cette proposition n'agréait ni à la Suède ni à la France. Dans une diète, les états auraient agi séparément, après coup, et avec moins de liberté. Dans le congrès, au contraire, ils seraient d'autant plus libres, qu'ils dépendraient moins de l'empereur; ils traiteraient conjointement avec les deux couronnes; ils auraient avec elles un même intérêt, et ils leur seraient favorables afin d'en être protégés. Pendant qu'on agitait avec de bonnes et de mauvaises raisons si on les attendrait, on les attendait en effet. Il en

était déjà venu un grand nombre; et on aurait pu commencer, si le cérémonial, qu'il fallait régler, n'avait pas donné le temps d'en attendre d'autres encore.

Malgré les oppositions de Ferdinand, le congrès est regardé comme une diète générale de l'empire.

Plus les deux couronnes invitaient les états, plus l'empereur faisait d'efforts pour les exclure de la négociation. Il eût au moins voulu n'y admettre que les électeurs; mais il fut encore obligé de céder aux deux autres colléges, qui se voyaient trop bien soutenus pour abandonner leurs droits.

Il ne lui restait plus qu'à régler la forme des délibérations, de manière que toute l'autorité des états fût confiée aux électeurs, qui avaient des intérêts communs avec lui. C'est ce qu'on ne lui permit pas de faire. Les princes et les villes libres, résolus de jouir de tous les droits du collége électoral, ne jugèrent pas à propos de se conformer à ce que Ferdinand voulut leur prescrire. Il fut arrêté que l'assemblée aurait la même autorité qu'une diète générale, et que tous les états qui avaient droit de suffrage, y délibéreraient en la manière accoutumée. On contesta long-temps avant de décider si les trois colléges s'assembleraient à Munster ou à Osnabruck; s'ils se partageraient entre ces deux villes, ou s'ils se transporteraient dans quelque autre ville voisine. Les députés ne convenaient point entre eux sur ce sujet; et, comme les Suédois auraient voulu entraîner tous les états à Osnabruck, les Français

voulaient les attirer à Munster. Enfin l'avis du comte d'Avaux prévalut. Il fut réglé, comme il le proposait, que chacun des trois colléges serait partagé dans les deux villes; que les catholiques et les protestans s'établiraient en égal nombre dans Munster et dans Osnabruck, et qu'ils auraient cependant la liberté de passer quelquefois de l'une à l'autre ville, afin de se concerter sur l'objet des délibérations.

Si tous les catholiques s'étaient rangés d'un côté et tous les protestans de l'autre, disait ce ministre, il aurait été difficile d'éviter les contrariétés qui devaient naître des intérêts opposés des deux religions. Il avait même demandé que les députés protestans vinssent en plus grand nombre à Munster, afin qu'ils y pussent soutenir avec plus de force leurs intérêts, que les Suédois seuls pouvaient suffisamment défendre à Osnabruck ; et il ajoutait que la France serait bien aise de les avoir pour témoins de la droiture de ses intentions, et du zèle avec lequel elle se proposait de ménager leurs avantages. Des motifs aussi honnêtes concilièrent tous les partis ; et, tout ayant été arrêté, le congrès fut regardé comme une diète générale de l'empire. C'est ce que les deux couronnes désiraient depuis long-temps, et ce que l'empereur avait toujours craint.

L'empereur avait rendu la liberté à l'électeur de Trèves, et il était arrivé un grand nombre de

Les Suédois, qui avaient eu de grands suc-

cès, paraissaient vouloir hâter la négociation ;

députés à Munster et à Osnabruck. Il n'y avait donc plus de prétexte pour différer la négociation. Les Suédois paraissaient eux-mêmes fort empressés de l'entamer. Ils se trouvaient dans une conjoncture avantageuse. Les succès de leurs généraux Wrangel et Konigsmark avaient forcé le roi de Danemarck à la paix ; et Torstenson ayant ensuite tourné ses armes contre les impériaux, était entré en Bohême, et avait remporté à Janowitz une victoire qui lui ouvrait tous les pays héréditaires.

Mais la France la voulait retarder, de crainte qu'ils n'en retirassent de trop grands avantages.

Mais la France craignait de donner trop d'avantages à la Suède, si l'on se hâtait de traiter dans de pareilles circonstances. Quoique l'objet des deux couronnes fût également de rétablir la liberté du corps germanique, en diminuant la puissance de la maison d'Autriche, elles avaient néanmoins chacune des vues particulières qui pouvaient difficilement se concilier. Si les Français soutenaient qu'on pouvait assurer la liberté de l'empire, sans sacrifier aucune des deux religions, les Suédois se proposaient au contraire d'abaisser les catholiques pour élever les protestans, persuadés que les catholiques seraient toujours attachés aux Autrichiens. Il était donc à craindre que secondés de tous les princes protestans, comme ils devaient l'être, ils ne se prévalussent de la supériorité que leur donnait la victoire de Janowitz, et qu'ils n'obtinssent par le

traité de trop grands avantages au préjudice de la France. C'est pourquoi les Français jugeaient devoir suspendre, jusqu'à ce qu'ils pussent balancer les succès de leurs alliés.

Quoique les deux couronnes alliées eussent des raisons communes pour la retarder, elles consentent à donner leurs propositions.

Ces deux puissances avaient même des raisons communes pour retarder encore. Les avantages qu'elles se proposaient d'obtenir, étaient de nature à ne pouvoir être demandés qu'avec beaucoup de ménagement; car leurs prétentions sur tant de provinces devaient soulever le corps germanique, qui ne pouvait pas consentir volontiers au démembrement de l'empire. Il s'agissait donc de sonder les esprits, de les préparer adroitement, de les conduire par de longs détours. Tout cela demandait du temps et un grand concert. Cependant, comme elles voulaient paraître répondre à l'impatience de l'Europe, leurs plénipotentiaires promirent de donner et donnèrent en effet leurs propositions le jour de la Trinité, qui tombait cette année le 11 juin. Alors la France était humiliée par la défaite de Turenne que Merci avait surpris à Mariendal. C'était la première faute de ce grand capitaine. Il la répara bien dans la suite, et ce fut la dernière de cette espèce. 1645.

Elles paraissent dans leurs propositions ne s'occuper que des intérêts du corps germanique, et se bornent pour elles à une satisfaction qu'elles n'expliquent pas.

Les principales conditions que les deux couronnes mirent à la paix, étaient : 1° Que toutes choses seraient rétablies dans l'empire au même état où elles étaient en 1618, avant le commencement de la guerre. C'était demander que l'em-

pereur rendît le royaume de Bohême électif, et que le duc de Bavière restituât le haut Palatinat et la dignité électorale.

2° Que tous les princes et états de l'empire seraient rétablis dans leurs anciens droits, prérogatives, libertés et priviléges; que par conséquent ils jouiraient de tous les droits de souveraineté, du droit de suffrage dans les diètes, et du droit de faire des confédérations pour leur sûreté, tant entre eux qu'avec les princes voisins.

3° Qu'on ne pourrait ni porter de nouvelles lois, ni interpréter les anciennes; ni faire la guerre, la paix ou des alliances; ni imposer des tributs aux états; ni priver un prince de sa dignité ou de ses biens, etc., que par le suffrage libre et le consentement de tous les états dans une assemblée générale.

4° Que toutes les anciennes constitutions de l'empire, et particulièrement la bulle d'or, seraient observées religieusement, surtout dans l'élection du roi des Romains, et qu'on ne procéderait jamais à cette élection pendant la vie des empereurs, parce que cet abus perpétue la dignité impériale dans une seule famille, en exclut tous les autres princes, et anéantit le droit des électeurs.

5° Qu'outre les précautions générales qu'on prendrait pour la sûreté du traité, on donnerait aux deux couronnes et à leurs alliés une satisfac-

tion et une récompense aux milices étrangères qui ont servi dans leurs armées; et que la satisfaction devait être telle, qu'elle fût un dédommagement pour le passé et une sûreté pour l'avenir.

C'était le vrai moyen d'obtenir ce qu'elles désiraient;

Les états de l'empire ne pouvaient qu'applaudir à des propositions qui faisaient de leurs intérêts le premier objet du traité. Ils auraient pu avoir quelque inquiétude sur ce que les deux couronnes entendaient par leur satisfaction. Mais puisqu'elles paraissaient ne vouloir rien obtenir pour elles, qu'après qu'ils auraient eux-mêmes été rétablis dans leurs droits, il était naturel qu'ils s'occupassent des avantages qu'on leur offrait, et qu'ils se sentissent même portés à favoriser dans la suite les prétentions de la France et de la Suède. Lorsqu'ils se seront familiarisés avec des idées qui les flattent, il sera difficile qu'ils y renoncent. Ils aimeront mieux sacrifier des provinces aux dépens de Ferdinand, et ce sera le moment que les Français et les Suédois pourront prendre pour s'expliquer. Il faut néanmoins remarquer que ces deux puissances ne paraissent embrasser, et n'embrasseront en effet les intérêts du corps germanique, que parce qu'elles les regardent comme un moyen d'obtenir ce qu'elles désirent, et comme l'unique garantie qui peut leur en assurer la possession. Jusque-là elles soutiendront leurs premières demandes, mais au delà elles se relâcheront à proportion que leurs ennemis se ren-

dront plus faciles à leur égard ; elles en sont même convenues.

Mais ne s'expliquant pas sur leur satisfaction, elles n'avançaient pas la paix.

Il est aisé d'imaginer combien l'empereur et ses partisans furent offensés du projet d'anéantir l'autorité impériale. Aussi relevèrent-ils dans les propositions tout ce qui pouvait donner lieu à la critique. Les médiateurs eux-mêmes y trouvèrent à redire. En effet, ce n'était pas avancer le traité que de parler vaguement d'une satisfaction, sans s'expliquer sur ce qu'on demandait. Si l'Europe s'était flattée d'une paix prochaine, en apprenant que les deux couronnes avaient donné leurs propositions, cette espérance s'évanouit bientôt; et, comme le disait le chancelier Oxenstiern, il restait encore bien des nœuds qu'on ne pourrait couper qu'avec l'épée.

Succès des armes de la France.

1645.

La France eut sur l'Espagne des avantages qui firent oublier la perte de la bataille de Mariendal. En Flandre, les maréchaux de Gassion et de Rantzau, sous le commandement du duc d'Orléans, enlevèrent plusieurs places, et le prince d'Orange se rendit maître de Hulst. En Catalogne, le comte du Plessis Praslin avait fait le siége de Roses, qui capitula après quarante-neuf jours de tranchée ouverte, et qui rendit la communication libre entre la Catalogne et le Roussillon. Le comte d'Harcourt, qui tenait la campagne, prit ensuite Agrammont et Saint-Annais, gagna la bataille de Liorens et s'empara de Balaguer. Enfin les Espa-

gnols furent battus par les Portugais et contraints de lever le siége d'Elvas.

D'un autre côté, le duc d'Enghien passa le Rhin auprès de Spire, et se joignit au vicomte de Turenne, dont l'armée avait été renforcée par les Hessois et par les Suédois, sous les ordres du général Geis et de Konigsmarck. Ce prince s'approcha du Danube, en se rendant maître de Wimpfen et de Rothenbourg. Il se proposait d'entrer dans la Bavière ou de revenir sur Hailbron, lorsqu'il fut abandonné des Suédois, qui craignaient vraisemblablement qu'une victoire en Allemagne ne donnât trop d'avantage aux plénipotentiaires français. Malgré la défection de Konigsmarck, le duc gagna la bataille de Nordlingen, dans laquelle le général Merci perdit la vie. Peu après le vicomte de Turenne prit Trèves, et rétablit l'électeur, que les Espagnols avaient dépouillé.

Cependant elle cherchait des prétextes pour ne pass'expliquer encore sur la satisfaction qu'elle demandait.

Ces succès ne hâtaient pas la négociation; les comtes d'Avaux et de Servien avaient refusé d'expliquer l'article de la satisfaction, sous prétexte qu'ils étaient obligés d'attendre l'arrivée de Henri d'Orléans, duc de Longueville. Le cardinal envoyait ce prince à Munster, pour donner plus d'éclat à l'ambassade, et pour éloigner en même temps de la cour un esprit capable d'y former des intrigues. A l'arrivée du duc de Longueville, les plénipotentiaires ne s'expliquèrent pas davan-

tage, et on vit naître seulement de nouvelles contestations sur le cérémonial. Peu de jours après arriva le premier ambassadeur d'Espagne, don Gaspard Bracamonte, comte de Pegnaranda; et on attendait de Vienne Maximilien, comte de Trantmansdorff, ministre qui avait toute la confiance de l'empereur. Ces mouvemens faisaient présumer qu'on songeait sérieusement à la paix.

L'empereur répond aux propositions des deux couronnes, et paraît prendre pour juges les états de l'empire.

Il ne restait plus qu'un prétexte aux Français et aux Suédois pour différer l'explication qu'on leur demandait; c'est qu'on n'avait pas encore répondu à leurs propositions. Or les impériaux leur enlevèrent cette dernière ressource. Le 25 septembre, ils assemblèrent avec beaucoup d'appareil tous les députés des trois colléges; ils leur communiquèrent leur réponse, en les invitant à donner leur avis sur chaque article. C'était reconnaître également dans tous les états le droit d'opiner sur les affaires les plus importantes de l'empire, et les déclarer juges dans leur propre cause. Si par conséquent les princes et les villes avaient été jusqu'alors opprimés par les empereurs et par les électeurs, ils parurent ce jour-là avoir recouvré leur ancienne liberté. Ces états se crurent déjà libres, et, pleins de cette idée, ils se regardèrent comme les maîtres de la négociation; car après avoir délibéré s'ils donneraient leur avis avant que la réponse fût communiquée aux Français et aux Suédois, ils jugèrent devoir per-

1645.

mettre de la communiquer sur-le-champ; déclarant néanmoins qu'ils ne prenaient ce parti que pour avancer la négociation, et que les choses demeureraient indécises jusqu'à ce qu'ils eussent donné leur avis.

Quelle était cette réponse.

La réponse de l'empereur ne faisait pas espérer de pouvoir sitôt conclure. Bien loin d'accorder une satisfaction aux deux couronnes et à leurs alliés, ce prince en demandait une pour lui-même. Il paraissait disposé à faire des sacrifices aux protestans, ce qui déplaisait aux médiateurs, et ce que les Français voulaient au moins paraître désapprouver. Enfin il ne refusait rien aux états de l'empire. Mais il ajoutait des clauses dont il pouvait se prévaloir un jour.

Les états s'occupent de leurs intérêts, qui font naître bien des contestations.

Les députés des états avaient à traiter des intérêts politiques soit généraux, soit particuliers, et des intérêts de religion. Ils ne s'accordèrent que sur les choses générales; et il resta des articles sur lesquels il était difficile ou même impossible qu'ils eussent un avis commun. La religion fit surtout naître de grands sujets de contestation, les protestans se plaignant d'avoir été toujours opprimés par les catholiques, et les catholiques se plaignant des usurpations que les protestans avaient faites.

Cependant, au milieu de ces contestations, les états s'applaudissaient d'avoir été pris pour juges; l'empereur se savait gré d'avoir eu cette condes-

cendance pour eux, parce qu'il prévoyait qu'il ne serait pas sitôt jugé; et les deux couronnes n'étaient pas fâchées de voir naître des incidens qui retardaient la négociation, sans qu'on pût leur faire aucun reproche.

Se flattant de tout obtenir pour eux, ils ne paraissent pas s'intéresser à la satisfaction des deux couronnes.

Chacun se croyait donc dans des conjonctures favorables, et tout le monde était content. Les états se flattaient de tout obtenir, parce qu'ils voyaient l'empereur dans la nécessité de les ménager; et l'empereur comptait sur les états, qui, se bornant à disputer sur leurs propres intérêts, ne parlaient de la satisfaction des Français et des Suédois, que comme d'une chose à laquelle ils prenaient fort peu de part. Mais cette indifférence ne donnait pas d'inquiétude aux deux couronnes; car elles jugeaient avec raison que les états ne trouveraient de sûreté, qu'autant qu'ils traiteraient conjointement avec elles; et elles attendaient le moment où, se joignant à elles, ils seraient favorables à la satisfaction qu'elles voudroient obtenir.

Ces deux couronnes n'osaient pas d'abord s'en expliquer l'une à l'autre.

Il s'agissait enfin de s'expliquer sur cette satisfaction, et c'est un point sur lequel les deux couronnes commençaient à se faire des intérêts différens. Comme les prétentions de l'une pouvaient nuire aux prétentions de l'autre, plus chacune des deux voulait obtenir, plus elle craignait de trouver d'obstacles dans son alliée. C'est pourquoi, de part et d'autre, les plénipotentiaires

s'observaient et ne s'ouvraient pas encore; les Suédois étaient surtout plus circonspects, parce qu'ils avaient de plus grandes difficultés à vaincre.

Enfin elles se devinent, et ayant pressenti les dispositions du public, elles déclarent ce qu'elles demandent.

A la fin cependant on se devina; on connut même les dispositions du public, qui, jugeant que la satisfaction se ferait aux dépens de la maison d'Autriche, sacrifiait volontiers à la paix les intérêts de cette maison. On ne fut donc plus dans le cas de faire un mystère de ses desseins, et au commencement de 1646, les deux couronnes, de concert, déclarèrent aux impériaux ce qu'elles exigeaient chacune pour leur satisfaction. La France demandait la haute et la basse Alsace, y compris le Sundgaw, Brisach et le Brisgaw, les villes forestières, Philisbourg, et les lieux nécessaires pour assurer la communication de cette place avec la France. La Suède demandait la Poméranie entière, ou la moitié avec la Silésie; et de plus, Cammin, Wismar, Poel, le château de Walfisch ou de la Baleine, Warnemonde, Bremen et Verden. Je passe, pour le présent, sous silence les autres articles, et je n'en parlerai dans la suite qu'autant que j'y serai obligé pour donner une idée générale de cette négociation. En effet il nous suffit de considérer l'objet qui faisait le principal, ou même l'unique obstacle au traité. Or, si la France et la Suède avaient obtenu une satisfaction telle qu'elles la voulaient, elles se seraient volontiers relâchées sur tout le reste.

La satisfaction de la France devait être prise sur les domaines de la maison d'Autriche.

C'est sur les domaines de la maison d'Autriché qu'il s'agissait de prendre la satisfaction de la France. Ainsi ce démembrement, sans rien coûter aux princes de l'empire, affaiblissait l'unique puissance qu'ils redoutaient. Ils pouvaient même regarder comme un avantage pour eux, que la France, s'étendant jusque sur le Rhin, pût au besoin les défendre contre les entreprises des empereurs. Ferdinand paraissait enfin disposé à tout sacrifier pour la paix; et quoique l'Espagne, qui ne pouvait le secourir, l'en détournât, le duc de Bavière, qui l'avait toujours si bien défendu, l'invitait à céder.

Il n'en était pas de même de celle de la Suède : c'est pourquoi elle souffrait plus de difficultés.

La satisfaction de la Suède souffrait de grandes difficultés; car la Pologne et le Danemarck ne devaient pas souffrir que les Suédois eussent en Allemagne un établissement aussi considérable, et l'électeur de Brandebourg s'y opposait encore davantage, parce qu'il avait sur la Poméranie des droits qu'on ne pouvait lui contester. Pour avoir son consentement, il fallait le dédommager aux dépens de l'empereur ou de l'Église. Le second moyen était seul au gré de Ferdinand; mais la France ne l'approuvait pas, les médiateurs s'y opposaient, et tous les catholiques le rejetaient avec scandale. C'est par cette raison même que les Suédois le préféraient; car ce démembrement des biens de l'Église entrait dans le plan qu'ils s'étaient fait de mettre au moins une égalité parfaite entre les

protestans et les catholiques. Par ce plan ils entretenaient en Allemagne les guerres de religion. Les Français au contraire assuraient la paix, parce que, sans distinction de catholiques et de protestans, ils se proposaient de faire une ligue générale de tous les membres du corps germanique.

Les députés, à qui les impériaux communiquèrent la réplique des deux couronnes, décidèrent qu'il n'était dû aucune satisfaction; et prononcèrent en général contre elles sur tous les articles. Le plus grand nombre était donc favorable à l'empereur, soit qu'ils le craignissent encore ou qu'ils fussent gagnés par des promesses; soit qu'ils se crussent désormais en état de défendre eux-mêmes leur liberté; soit qu'ils eussent quelque honte à souffrir que des puissances étrangères donnassent la loi dans l'empire; soit enfin que les catholiques prévissent combien la paix coûterait à l'Église, si on l'achetait des Suédois. Cela fait voir que l'empereur aurait pu se ménager un parti puissant.

Les états déclarent qu'ils n'est dû de satisfaction ni à l'une ni à l'autre.

Les Français et les Suédois ne regardèrent pas cette décision comme un jugement : ils se flattèrent de ramener les uns par les avantages qu'ils leur offriraient dans le cours de la négociation, et de lasser les autres en continuant la guerre avec vigueur.

Les deux couronnes ne s'inquiètent pas de ce jugement.

Le comte de Trantmansdorff, d'un esprit ferme

Le comte de

Trautmansdorff tente inutilement de réconcilier l'empereur avec le corps germanique.

et solide, avait encore une réputation de probité qu'il soutenait par un caractère franc et honnête. Peut-être cet habile ministre eût-il raccommodé les affaires de l'empereur, s'il en eût été chargé plus tôt; mais alors elles étaient désespérées. Le premier objet de son instruction, et sur lequel il ne se flattait pas de réussir, était de réconcilier Ferdinand avec tout le corps germanique, et de réunir toute l'Allemagne pour chasser les Français et les Suédois. Afin de préparer l'exécution de ce projet, on répandit, à son départ de Vienne, qu'il allait au congrès avec des pleins pouvoirs pour satisfaire entièrement tous les états de l'empire. Mais plus ces promesses étaient grandes, plus elles parurent suspectes, et les états n'eurent garde de donner dans le piége, jugeant bien qu'ils ne seraient plus ménagés, lorsque les puissances qui les protégeaient cesseraient d'être redoutables.

Il ne réussit pas mieux à détacher la Suède de la France.

Ce premier projet ayant échoué, il se proposait de tout sacrifier, jusqu'aux intérêts de la religion, pour gagner les protestans et détacher la Suède de la France. Ce second projet n'eut pas plus de succès. Les Suédois demeurèrent fermes dans leur ancienne alliance, et se montrèrent plus difficiles à mesure que l'empereur parut se relâcher davantage avec eux. Cependant la France et la Suède faisaient de nouveaux préparatifs pour la campagne de 1646; Ferdinand craignait la continuation de la guerre, et il ne restait plus d'autre

ressource que de négocier avec les Français pour essayer de conclure une paix générale.

Il entame une négociation avec cette dernière couronne.

Avant de faire cette démarche, Trantmansdorff assembla les députés des états, et leur demanda s'il était dû une satisfaction à la France. Il comptait se prévaloir de l'opposition de l'empire pour porter au moins les Français à se relâcher. Ses espérances furent trompées; car, excepté les députés d'Autriche, de Bourgogne et de l'archiduc Léopold, tous opinèrent en faveur de la France.

Alors il fit faire des offres par les médiateurs, et la négociation commença; cependant, comme il n'offrait pas encore tout ce qu'il se proposait de céder, la France insistait sur tout ce qu'elle avait d'abord demandé, et, quoiqu'elle se fût aisément contentée de l'Alsace et de Brisach, elle appuyait avec la même chaleur sur les articles qui étaient les plus indifférens, et paraissait n'en vouloir abandonner aucun.

Maximilien de Bavière traite aussi avec la France, qui lui fait des propositions avantageuses.

L'année précédente, 1645, le cardinal avait commencé une négociation avec le duc de Bavière, dans le dessein de le détacher de l'empereur. Il offrit de lui conserver le haut Palatinat avec la dignité électorale, et il proposait de créer un huitième électorat pour le Palatin, auquel on restituerait le bas Palatinat. Cet expédient conciliait, autant qu'il était possible, les intérêts de ces deux princes. En rétablissant l'un, la France affermissait la paix dans l'empire; et elle s'atta-

chait l'autre, en lui conservant ce qu'il avait acquis.

Dès lors la cour de France et la cour de Bavière commencèrent à se ménager. Si Maximilien ne pouvait prendre sur lui d'abandonner l'empereur, il se proposait au moins d'user de son autorité pour le porter à la paix, et le déterminer à donner une satisfaction à la France. Il entra donc dans les vues du cardinal, sans néanmoins s'engager trop avant. On ne savait donc sur quoi compter. En effet, ses dispositions variaient comme la fortune. Après la défaite de ses troupes à Nordlingen, il fit à la France les propositions les plus avantageuses; et il commença bientôt à changer de langage, parce qu'il eut à son tour quelques succès.

Quoique la négociation paraisse avantageuse, tout est encore suspendu.

Cependant son âge avancé lui faisait désirer la paix, parce que si la mort le surprenait pendant la guerre, il ne savait plus ce qu'il laissait à ses enfans. Il entra donc dans la négociation que Trantmansdorff avait entamée; et, pour la hâter, il menaça d'abandonner les impériaux, si, avec l'Alsace qu'ils offraient, ils ne cédaient pas encore Brisach; il savait que c'était là le nœud qu'il fallait trancher. Ferdinand y consentit, mais avec des conditions que les Français ne pouvaient accepter sans offenser leurs alliés. Quoiqu'on parût donc se rapprocher, tout était encore suspendu. Puisqu'on voulait assurer la paix, il fallait qu'elle

fût générale, et par conséquent il ne suffisait pas que la France obtînt ce qu'elle désirait.

1646. La France temporise pour ménager le duc de Bavière, et pour ne pas donner trop d'avantage à la Suède.

Pendant qu'on négociait, les armées entraient en campagne. Charles-Gustave Wrangel, ayant succédé à Torstenson, à qui la goutte avait fait quitter le commandement à la fin de l'année précédente, 1645, s'avança jusque dans la haute Silésie; afin de se joindre aux Français, conformément au projet du vicomte de Turenne. En effet, il semble que la jonction des deux armées eût pu rendre l'empereur plus facile; mais on avait des raisons pour temporiser. Comme le duc de Bavière se prêtait alors aux vues de la France, elle croyait le devoir ménager. Ce prince était le plus puissant de l'empire, et si elle pouvait le gagner, elle se rendait maîtresse de la négociation. C'est ce que les Suédois craignaient. Aussi reprochaient-ils à la France les démarches qu'elle faisait auprès de Maximilien. Ils pressaient la jonction des armées, et ils auraient voulu porter le fer et le feu dans la Bavière; persuadés que s'ils ruinaient cette puissance, ils deviendraient les arbitres de la guerre et de la paix. Les intérêts étant aussi contraires, les Français craignaient une victoire presque autant qu'une défaite. Si les impériaux ont l'avantage, disaient les plénipotentiaires, ils ne voudront plus traiter aux mêmes conditions; et si notre parti demeure victorieux, il y a lieu d'appréhender que la Suède ne veuille nous donner la loi.

Mais, par cette conduite, elle expose l'armée suédoise.

Cependant les Suédois s'approchaient du Rhin avec la confiance que les Français s'uniraient à eux. La France devait-elle donc manquer à ses engagemens, rompre avec un allié, et l'exposer à un échec qu'elle aurait senti par contre-coup? Déjà les impériaux et les Bavarois s'avançaient pour combattre l'armée suédoise; bien supérieurs en nombre, ils se flattaient d'une victoire, et Trantmansdorff, qui en attendait la nouvelle, suspendait la négociation, et paraissait mépriser les prétentions des deux couronnes. Il était donc temps de voler au secours des Suédois. Turenne eut ordre de les joindre lorsque la jonction était devenue fort difficile. Elle se fit néanmoins sur les frontières de la Hesse.

Difficultés qui retardaient la négociation commencée entre la France et l'empereur.

La négociation recommença; mais il survenait de nouvelles difficultés. D'un côté, l'empereur déclarait ne vouloir rien conclure sans l'Espagne, et demandait que le duc de Lorraine fût compris dans le traité; d'un autre côté, quoique le duc de Bavière eût fait entendre que la France se contenterait de l'Alsace et de Brisach, elle insistait encore pour obtenir Philisbourg et les droits souverains sur les dix villes impériales de l'Alsace, et faisait valoir la facilité avec laquelle elle avait renoncé aux villes forestières et au Brisgaw.

Cependant l'Espagne ne songeait point à traiter sérieusement : elle n'avait d'autre dessein que de détacher les Provinces-Unies, et de retarder la

paix de l'empire. Le cardinal pensait avec raison que les impériaux ne sacrifieraient pas leurs intérêts aux vues de cette couronne; et comme ils s'intéressaient encore moins au duc de Lorraine, il persista dans la résolution de ne pas comprendre ce prince dans le traité.

Quant aux villes impériales de l'Alsace, il fallait bien qu'elles obéissent aux dispositions des principales puissances de l'Europe. La plus grande difficulté consistait donc dans la demande que les Français faisaient de Philisbourg. L'empereur répondait qu'il n'était pas en son pouvoir d'accorder cette place; qu'il fallait le consentement des états de l'empire, et surtout de l'électeur de Trèves, à qui elle appartenait; et que si le France pouvait obtenir ce consentement, il ne s'y opposerait pas. Il n'avait pas connaissance d'un traité secret, par lequel l'électeur avait consenti à céder Philisbourg.

Le progrès des armées en Allemagne acheva de lever les difficultés. Les états du duc de Bavière étaient menacés. Il fallut prendre une résolution sans délibérer davantage; et les impériaux souscrivirent aux principales demandes de la France. Ils ajoutèrent à la vérité une clause en faveur de la paix d'Espagne et du rétablissement du duc de Lorraine; mais cette clause ne parut de leur part qu'un reste de bienséance.

Le progrès des armées force les Impériaux à souscrire aux principales demandes de la France.

Ces arrangemens particuliers, quoique con-

Cependant la

France ne peut pas conclure définitivement sans la Suède.

venus, n'étaient que conditionnels; l'exécution en était renvoyée à la paix générale; la France qui ne voulait pas se séparer de ses alliés, ne pouvait pas traiter définitivement sans la Suède; elle avait seulement désiré qu'on arrêtât d'abord les articles qui la concernaient, et pour trouver moins de difficulté, elle avait offert d'agir auprès des Suédois, et fait espérer qu'elle les porterait à se relâcher.

Elle devient médiatrice entre les Suédois et les impériaux.

Les plénipotentiaires français devinrent donc médiateurs entre l'empereur et la Suède. Cette négociation était on ne peut pas plus délicate. Jaloux de la supériorité que prenait la France, les Suédois se montraient plus difficiles que jamais. Ils ne se désistaient sur rien, ni sur les articles qui les regardaient, ni sur ceux des protestans, ni sur ceux des états de l'empire; ils ne cherchaient même qu'à faire naître de nouvelles difficultés, en paraissant ne s'occuper que des intérêts de la cause commune.

Mais plus elle prend de supériorité dans la négociation, plus les Suédois se montrent difficiles.

Nous sommes convenus, disaient les Français, que nous nous relâcherions sur les affaires générales, à mesure que les impériaux nous satisferaient sur nos intérêts particuliers. Mais les Suédois sentaient que le vrai moyen d'obtenir tout pour eux, était de demander beaucoup pour les autres, et ils s'obstinaient dans cette conduite, afin que si la paix était retardée, on l'attribuât moins à leurs prétentions qu'à leur zèle pour la

cause commune. Enfin ils se plaignaient de la France, qui avait si fort avancé son traité, lorsque le leur n'était pas encore commencé; et si on leur répondait que cette démarche ne leur faisait aucun tort, puisque tout ce dont on était convenu serait sans effet jusqu'à ce qu'ils eussent eux-mêmes conclu avec les impériaux, ils n'étaient pas satisfaits de cette réponse, parce qu'ils voyaient les avantages que la France prenait sur eux dans la négociation.

Offre des impériaux aux Suédois.

Comme ils refusaient de s'expliquer, parce qu'ils disaient ne pas savoir les intentions de l'empereur, auquel ils reprochaient de ne leur avoir jamais fait de propositions expresses, les plénipotentiaires français agirent auprès des impériaux, pour les engager à faire des offres sur lesquelles on pût compter. Ceux-ci offrirent la la Poméranie citérieure, la coseigneurie de Wismar et le duché de Mecklenbourg, avec la disposition à perpétuité de l'archevêché de Bremen et l'évêché de Verden.

1646. Les plénipotentiaires français écrivent à ce sujet à Christine, qui désirait la paix.

Christine, alors majeure, désirait la paix; mais on prétend que le chancelier Oxenstiern ne la voulait pas, et c'est en effet son fils qui mettait les plus grands obstacles à la négociation. Salvius au contraire, qui avait la confiance de la reine, s'ouvrit avec les plénipotentiaires français, et leur conseilla de négocier immédiatement avec la cour de Suède, leur avouant que s'il ne recevait de

nouveaux ordres, il n'était pas en son pouvoir de conclure. Ils suivirent ce conseil, et ils écrivirent à la reine.

Succès de Turenne et de Wrangel.

Pendant que la négociation traînait, les impériaux et les Bavarois fuyaient devant l'armée des alliés, qui était bien inférieure. Avec dix-huit mille hommes, au plus, Wrangel et Turenne prenaient des villes, se rendaient maîtres de la campagne, mettaient à contribution la Franconie et la Suabe, et portaient le ravage dans la Bavière. L'archiduc Léopold, hors d'état de faire subsister son armée, renvoya les Bavarois chez eux, et ramena les impériaux en Autriche. Les alliés prirent leurs quartiers dans la Suabe. Turenne se saisissant des places situées le long du Danube, et Wrangel occupant le pays qui s'étend vers le lac de Constance, leurs partis faisaient des courses jusqu'aux portes de Munich. Ainsi finit la campagne. Ces succès rendaient les Suédois plus difficiles, et mettaient Maximilien dans la nécessité de traiter avec la France.

L'Espagne, qui faisait des pertes, négociait lentement avec la France, et pressait les états-généraux de conclure un traité particulier.

Dans les Pays-Bas, les Français prirent Courtrai, Mardick et Dunkerque; et en Italie, Piombino et Porto-Longone. Il est vrai qu'en Catalogne le comte d'Harcourt fut obligé de lever le siége de Lérida, mais ce n'était qu'une conquête de moins. Après tant de pertes, l'Espagne, menacée d'en faire encore, paraissait devoir désirer la fin de la guerre. Cependant sa négociation avec la

France n'avançait point. Elle persistait toujours dans le dessein de conclure promptement un traité particulier avec les états-généraux, et de faire en même temps tous ses efforts pour retarder le traité de l'empire, persuadée qu'elle pourrait alors reprendre l'avantage sur la France, ou recouvrer au moins une partie de ce qu'elle avait perdu. Ce plan était sage; mais afin de pouvoir juger s'il a été conduit sagement, il faut connaître l'état des choses au commencement de la négociation; c'est-à-dire pendant l'hiver qui a précédé la campagne de 1646.

Elle feignait de vouloir conserver toutes ses conquêtes, et l'Espagne paraissait ne vouloir abandonner que quelques places.

Outre la Catalogne et le Roussillon, la France, depuis la guerre déclarée, avait acquis dans l'Artois, Arras, Bapaume, l'Écluse, Béthune, Saint-Venant, Lillers, Hédin, Lens et plusieurs autres petites places; dans la Flandre, Gravelines, Bourgbourg, Linck, Cassel, Armentières, le Quesnoy; dans le Hainaut et le Luxembourg, Landrecie, Maubeuge, Damvilliers, Thionville et beaucoup de châteaux; enfin Casal en Italie. La France déclarait ne vouloir rendre aucune de ces conquêtes, afin d'en conserver la plus grande partie; l'Espagne marchandait, et n'offrait que quelques places, afin de céder le moins qu'il serait possible. Enfin le Portugal, la Catalogne et la Lorraine faisaient naître encore de grandes difficultés.

Philippe IV feint de vouloir céder les Pays-

Le cardinal Mazarin avait formé le projet d'échanger la Catalogne pour les Pays-Bas. Il se

Bas en échange de la Catalogne.

flattait même d'y réussir par l'entremise du prince d'Orange; et il s'imaginait trouver des moyens pour ne donner d'ombrage ni aux Catalans, ni aux Provinces-Unies. Philippe IV, qui feignit de se prêter à ce dessein, proposa le mariage de l'infante avec Louis XIV, et offrit en dot les Pays-Bas. Il est vrai que les plénipotentiaires français affectèrent d'écouter cette proposition avec indifférence; mais les Espagnols se hâtèrent de répandre que le traité allait être conclu, et on ajouta que la cession que faisait l'Espagne comprenait les droits de cette couronne sur les Provinces-Unies. En faisant courir ces bruits, le conseil de Madrid voulait alarmer les Hollandais, afin de les engager à prévenir la France par un traité particulier. La négociation était déjà bien avancée avec eux, puisque l'Espagne abandonnait tout ce que la république avait conquis. Il ne restait plus que de légères difficultés; et les états-généraux, comptant les vaincre, faisaient les préparatifs de la campagne avec une lenteur qui dérangeait tous les projets du cardinal. Cependant la France osait à peine se plaindre. Plus elle craignait de perdre son allié, plus elle le ménageait; et les députés que la république avait envoyés à Munster, ne répondaient que par des promesses vagues de remplir tous les engagemens. Il est vrai néanmoins qu'ils continuaient de déclarer à l'Espagne qu'ils ne concluraient rien sans la France; et ils parlaient

ainsi, soit pour rassurer l'une, soit pour engager l'autre à leur offrir davantage.

Il paraît disposé à conclure avec la France.

Cette conduite incertaine semblait devoir avancer la paix; car d'un côté les Français se relâchaient, parce qu'ils craignaient d'être abandonnés; et de l'autre, les Espagnols faisaient des offres plus considérables, parce qu'ils espéraient moins de détacher les Provinces-Unies. Peut-être encore jugeaient-ils que s'ils paraissaient disposés à conclure avec la France, les états-généraux se hâteraient de faire leur traité particulier.

Il prend les députés de Hollande pour arbitres.

Les deux partis parurent donc se rapprocher; mais l'Espagne ne faisait pas encore assez au gré des Français, ni même au jugement des députés de Hollande, qui l'invitèrent à faire davantage. Ils déclarèrent même, conformément à de nouveaux ordres des états-généraux, que la république ne ferait point de traité particulier, et que l'unique moyen de conclure était de traiter en même temps avec la France. Les Espagnols feignirent de n'avoir pas d'autre dessein, et, voulant écarter tout soupçon, ils prirent les députés pour arbitres. Les Français acceptèrent avec joie cette médiation.

La France feint de ne vouloir pas abandonner la Catalogne.

La Catalogne fut le premier article qu'on traita. Quoique la France se crut en droit de la retenir pour toujours, elle proposa de ne faire pour cette province qu'une trêve, qui durerait autant que celle que les états-généraux obtiendraient pour

eux; car alors cette république préférait une trêve à la paix. Que si Philippe aimait mieux prévenir une nouvelle guerre, il pouvait abandonner à perpétuité toute la Catalogne, avec les villes qu'il y possédait encore; et que Louis XIV le dédommagerait, en lui restituant quelques places dans les Pays-Bas. Mais, quelque parti que prît l'Espagne, la France déclarait qu'elle n'abandonnerait point un peuple qui s'était mis sous sa protection; que ce serait une infidélité, une infamie, une lâcheté dont elle n'était pas capable.

Et par cet artifice, Mazarin s'imagine engager les députés à offrir les Pays-Bas.

Elle était cependant résolue à l'abandonner, si on lui cédait en échange tous les Pays-Bas. Bien persuadée que Philippe ne pourrait pas se résoudre à voir les Français établis dans le sein de ses états, elle n'offrait les Pays-Bas pour la Catalogne, qu'afin de faire naître aux députés la pensée d'un échange contraire, c'est-à-dire de rendre la Catalogne à l'Espagne, pour en obtenir les Pays-Bas.

Cet artifice ne devait pas réussir.

Tel était le caractère du cardinal Mazarin. Il allait volontiers par des voies détournées, insistant sur les choses qu'il ne voulait pas, et paraissant indifférent sur celles qu'il désirait davantage. Comme il craignait de donner de l'ombrage aux députés, il n'osait leur déclarer ses vues sur les Pays-Bas, et il dissimulait. Il me semble qu'il eût mieux fait de renoncer aux Pays-Bas. En effet il était difficile de comprendre comment il pouvait

se flatter d'amener les Hollandais à former eux-mêmes un projet qu'il savait leur être odieux. Il fallait supposer que les députés, assez aveugles pour ne pas juger des desseins du cardinal par les intérêts de la France, seraient encore aveugles sur leurs propres intérêts. Or c'est ce que Mazarin ne pouvait supposer. Si jamais l'art de négocier est porté à sa perfection, tous ces petits artifices qui ne peuvent réussir que lorsqu'on traite avec des hommes tout-à-fait stupides, seront si usés, que la bonne foi sera la première qualité d'un habile négociateur.

Les Espagnol font des propo sitions que l France aurai dû accepter.

Le duc de Lorraine, dont l'Espagne demandait le rétablissement, et le roi de Portugal, que la France avait pris sous sa protection, étaient deux articles auxquels les deux couronnes voulaient paraître s'intéresser, et sur lesquels elles étaient bien disposées à se faire des sacrifices. En effet, après plusieurs conférences, et peu avant la prise de Dunkerque, qui se rendit le 7 octobre 1646, les députés et les médiateurs assurèrent que les Espagnols consentiraient à tout, pourvu qu'il ne fût plus question du Portugal; c'est-à-dire qu'abandonnant le Roussillon et toutes les conquêtes faites sur eux dans les Pays-Bas, ils consentaient à une trêve de trente ans pour la Catalogne. Alors on parut s'accorder, ou du moins il ne restait plus que des difficultés assez légères.

1646.

Il en survint une nouvelle par la prise de Piom-

bino et de Porto-Longone, car la France résolut de conserver encore ces deux places. Il semble que les conjonctures étaient assez belles pour ne pas retarder la paix par de nouveaux incidens; mais le cardinal aimait à former des projets; son esprit, fécond en raisons, les lui rendait toujours plausibles; et son intérêt personnel lui faisait craindre la fin de la guerre.

Pour alarmer les états-generaux, ils font courir le bruit du mariage de l'infante avec Louis XIV.

L'Espagne n'avait pris les Hollandais pour arbitres, qu'afin de leur persuader de traiter séparément, si les Français, comme elle l'avait prévu, se rendaient trop difficiles. Elle affecta même encore de penser sérieusement au mariage de l'infante avec Louis XIV; et cette nouvelle pouvait donner d'autant plus d'inquiétude aux Provinces-Unies, que l'infant, unique fils du roi d'Espagne, étant mort sur ces entrefaites, le mariage de sa sœur portait dans la maison de Bourbon toute la succession et toutes les prétentions de Philippe IV.

Raisons des états-généraux pour conclure leur traité particulier.

Ce mariage était hors de vraisemblance; mais le peuple croit volontiers aux bruits qui se répandent, et les députés des états-généraux feignaient d'y croire, afin d'avoir un prétexte pour conclure promptement avec l'Espagne. Tout était arrêté. Ils avaient obtenu ce qu'ils demandaient; et au lieu d'une trêve, on leur accordait une paix qui assurait pour toujours l'état de la république. De nouvelles conquêtes pouvaient, comme Piom-

bino et Porto-Longone, retarder encore le traité de la France; et les Hollandais craignaient de perdre le moment favorable s'ils laissaient au sort des armes les avantages qu'on leur offrait. Leurs intérêts d'ailleurs ne se conciliaient pas avec ceux du roi de Portugal, que la France protégeait. Ils voulaient conserver les conquêtes qu'ils avaient faites sur les Portugais dans le Brésil et aux Indes orientales, ou même en faire de nouvelles, et par conséquent ils devaient se liguer avec l'Espagne contre le Portugal.

Ils le concluent, mais ils en diffèrent la signature.

Les Français ne cessaient de rappeler l'article du traité d'alliance, par lequel il était déclaré que la France et la Hollande n'avanceraient pas leur négociation l'une plus que l'autre. Toutes ces représentations furent inutiles, et les députés conclurent leur traité particulier avec l'Espagne. Ils consentirent seulement à différer la signature, afin que le comte de Servien eût le temps de se rendre à la Haye pour conférer avec les états-généraux.

Il était impossible aux puissances alliées de conduire leurs négociations du même mouvement.

Il avait été prudent aux puissances alliées de se proposer de conduire leurs négociations toutes ensemble et d'un même mouvement, mais ce projet était impossible dans l'exécution; car si elles avaient un intérêt commun à traiter de concert, elles commençaient à se faire des intérêts différens, dès qu'elles en venaient chacune au détail de leurs prétentions; et les ennemis, bien

loin de vouloir négocier du même mouvement avec toutes ensemble, ne songeaient au contraire qu'à déranger ce concert. Il fallait donc nécessairement que l'une convînt avec eux sur quelques articles, lorsque l'autre ne savait pas encore sur quoi compter. De là naissaient des jalousies, des défiances et des variations continuelles. Chacune aurait voulu avancer sa négociation séparément, et retarder celle de ses alliés; parce que chacune craignait de rester seule chargée du poids de la guerre, ou d'être forcée par ses alliés mêmes, à faire une paix moins avantageuse.

La France, qui se plaignait de la précipitation de la Hollande, était exposée aux mêmes reproches de la part de la Suède.

Telles étaient les dispositions de la France même, qui reprochait trop de précipitation à la Hollande, et qui était exposée au même reproche de la part de la Suède. Il fallait qu'elle prouvât qu'elle n'était pas trop précipitée, et que les Suédois étaient trop lents, et en même temps qu'elle n'était pas trop lente, et que les états-généraux étaient trop précipités. Elle avait donc à faire valoir contre l'un de ses alliés les raisons qu'elle avait à combattre dans la bouche de l'autre. Cette situation aurait été embarrassante si les politiques se piquaient toujours de parler de bonne foi et de raisonner exactement; mais en général ils se contentent de donner des raisons.

Pourquoi la France avait-elle si fort avancé son traité avec les impériaux? C'est parce qu'elle voulait prévenir les Suédois et avoir sur eux tout

l'avantage. Comment donc peut-elle se plaindre, si les états-généraux tiennent avec elle la même conduite? On répondra sans doute que, quoiqu'elle eût arrêté les articles qui la concernaient, tout était encore suspendu jusqu'à ce que la Suède eût fait son traité. Mais les états-généraux répliqueront qu'ils sont dans le même cas, puisqu'ils n'ont pas encore signé. Si la France, qui retarde la paix en formant toujours de nouvelles prétentions, craint que les Provinces-Unies ne se prévalent du traité qu'elles ont fait, et ne la forcent à se désister d'une partie des choses qu'elle demande, ne donne-t-elle pas les mêmes craintes aux Suédois, et n'a-t-elle pas résolu de les forcer à se relâcher?

Elle ne pouvait pas exiger que les états-généraux s'arrêtassent à chaque incident qu'elle faisait naître.

Je sais bien qu'on dira qu'elle est déterminée à ne pas abandonner la Suède, et qu'au contraire elle appréhende avec raison l'infidélité des Hollandais. Mais cette infidélité n'est peut-être qu'un reproche spécieux, et ce n'est pas la vraie cause de ses inquiétudes. Elle voit plutôt qu'elle exige trop des Hollandais. Comme ils ne lui sont pas attachés par un intérêt aussi pressant que celui qui la lie aux Suédois, elle craint qu'ils ne veuillent pas se prêter à toutes ses vues, et retarder la paix à chaque incident qu'il lui plaira de faire naître. Il me semble que la franchise de Henri IV et de Sully aurait mieux réussi que les artifices du cardinal; et que pour être en droit de faire

aux Provinces-Unies le reproche d'infidélité, il aurait fallu avoir avec elle moins de dissimulation. Henri et Sully n'auraient pas eu besoin de cette dissimulation, parce qu'ils n'auraient pas formé des projets évidemment contraires aux intérêts des Provinces-Unies.

Par la médiation des députés de Hollande, tout était d'accord entre l'Espagne et la France,

A la fin de 1646, la négociation entre la Hollande, l'Espagne et la France, était dans l'état que je viens de représenter. Vous verrez, dans le père Bougeant, les efforts des Français pour empêcher la Hollande de faire la paix séparément; et comment cette république suspendit la signature de son traité pendant le cours de l'année 1647. Ses députés continuèrent d'employer leur médiation; ils avancèrent même les choses au point que tout était d'accord entre les plénipotentiaires espagnols et français; et on n'attendait plus pour conclure que les ordres de la cour de France.

Lorsque de nouvelles prétentions de Mazarin rompent la négociation. Alors les députés signent leur traité.

Alors les Napolitains s'étaient soulevés, et le cardinal formait déjà de nouveaux projets. Quoiqu'il suivît en général le plan de Richelieu, il n'était pas en lui de se proposer un objet bien déterminé. A peine se croyait-il arrivé à un but qu'il voulait tendre à un autre, et chaque événement produisait quelque révolution dans son esprit. Il voulait profiter de la situation des Espagnols, pour leur imposer des conditions plus dures; ou même il était fâché de voir la paix se conclure dans une conjoncture où il se flattait

d'enlever le royaume de Naples à l'Espagne. Cependant il n'osait prendre sur lui de continuer la guerre, parce qu'il eût rendu la France odieuse à l'Europe, et qu'il se fût rendu lui-même odieux à la France. Dans l'embarras où il se trouvait, il sut mauvais gré au duc de Longueville et au comte d'Avaux de l'y avoir mis, et il en sortit avec sa dissimulation ordinaire. Après avoir réfuté avec une humeur pleine de mépris les raisons que ces deux plénipotentiaires apportaient pour la paix, il consentit néanmoins d'accepter les propositions qui avaient été faites; mais il y mit tant de réserves, que son consentement était un vrai refus. Les plénipotentiaires furent donc obligés de rompre la négociation. Heureusement pour eux, les Espagnols, qui ne connaissaient pas les dispositions du cardinal, leur fournirent un prétexte plausible, en élevant quelques nouvelles difficultés. Ils les saisirent; et, cachant les ordres qu'ils avaient reçus, ils firent croire que si la paix ne se faisait pas, c'était uniquement la faute de l'Espagne. Ce fut alors que les députés, las de tant de longueurs, conclurent conformément aux vœux des Provinces-Unies. Ils signèrent leur traité le 30 janvier 1648, et les ratifications furent échangées deux mois après.

Les Espagnols eurent lieu de s'applaudir. Ils avaient enfin brisé les liens qui unissaient contre eux la France et la Hollande. Voilà où ils avaient

dirigé toutes leurs démarches ; depuis le commencement des négociations, ils n'avaient jamais perdu de vue cet objet principal ; ils ne s'en étaient jamais écartés. Cette conduite uniforme et constante ne pouvait manquer de réussir mieux que les artifices du cardinal, qui, changeant toujours quelque chose à son plan, se rendait suspect aux états-généraux, n'en tirait souvent que de faibles secours, et les dégoûtait de la France. Il fut certainement la principale cause de la défection qu'il leur reprochait.

Justification des états-généraux.

« Il faut être exactement vrai, dit le père Bou-
« geant, et je fais profession de l'être. Si les
« Provinces-Unies avaient eu connaissance de la
« dépêche de la cour de France, du 17 janvier,
« qui mettait tant de clauses et de réserves aux
« accommodemens proposés; si elle avait été bien
« informée des véritables dispositions du cardinal
« Mazarin ;.... je ne dis pas que cette connaissance
« eût absolument dispensé la république de tous
« les engagemens solennels qu'elle avait pris avec
« la France..... Il faut pourtant avouer qu'elle
« aurait eu droit de se prévaloir de cette connais-
« sance pour justifier sa conduite, et pallier sa
« défection par la nécessité réelle ou supposée de
« l'état, et le besoin pressant de la paix. Mais ce
« n'était pas là le cas où se trouvait la république.
« Elle n'avait sur l'éloignement de la cour de
« France pour la paix, que des soupçons et des

« conjectures, dont une partie était évidemment « fausse, et l'autre n'était appuyée sur aucune « preuve solide. Les plénipotentiaires français à « Munster, et M. de la Thuilerie à la Haye, ne « cessaient de protester qu'ils voulaient sincère- « ment la paix. »

Cette manière d'accuser la république de Hollande me paraît bien étrange. C'est conclure qu'elle avait tort de ce qu'elle ignorait que la France avait tort elle-même. Mais encore ne l'ignorait-elle pas; car toute la conduite du cardinal décélait assez ses dispositions. Or, pour se déterminer en politique, on n'est pas obligé d'attendre d'avoir vu les dépêches secrètes d'une cour. De fortes conjectures sont une preuve suffisante; et quand l'événement les confirme, on a lieu de s'applaudir de son discernement.

Quant aux protestations des plénipotentiaires, elles ne pouvaient pas assurer la république, parce qu'ils ne tenaient pas tous le même langage. Le père Bougeant remarque lui-même que le comte de Servien détruisait l'ouvrage de ses collègues par des discours tout opposés, et qu'il ne dissimulait pas même en public qu'il était d'un sentiment contraire. En effet ce ministre adoptait en courtisan les vues qu'il prévoyait devoir être agréables au cardinal, et il ne travaillait qu'à perdre le comte d'Avaux.

Enfin, si après avoir reçu les dépêches de la

cour, les plénipotentiaires n'ont pas cessé de protester qu'ils voulaient sincèrement la paix, ils n'ont continué de tenir ce langage, que parce qu'ils ont vu qu'en paraissant ne la pas vouloir, ils mettraient tous les torts de leur côté. Mais ils ont parlé contre ce qu'ils pensaient. Or, il est maladroit de prouver la mauvaise foi des plénipotentiaires, pour prouver l'infidélité des Hollandais.

Voyons si l'état où se trouvait la France justifiera l'éloignement du cardinal pour la paix.

La France avait besoin de la paix, parce qu'elle était épuisée, et que le mécontentement général menaçait d'une révolte.

En 1643 la régente avait trouvé les fonds de 1644, 1645 et 1646 entièrement consumés. Il fallut donc chaque année avoir recours à des expédiens ruineux. Ceux qu'on avait connus jusqu'alors ne suffisaient pas, quoiqu'on les multipliât continuellement. On en imagina de nouveaux. Les besoins pressans de l'état ne permirent pas de choisir les moins à charge. On ne connut aucune règle dans la levée des impôts : les finances furent dissipées par l'ignorance ou par les rapines de ceux à qui elles furent confiées ; le cardinal lui-même avait peu de connaissance de cette partie de l'administration, et les abus vinrent au point que pour avoir un million, il en abandonnait quatre ou cinq aux partisans. Vous pouvez juger par-là combien le peuple était foulé, et de l'état misérable où se trouvaient l'agriculture et le commerce. En un mot, au-dedans la France était aussi mal qu'elle paraissait bien au-dehors.

Les peuples se plaignaient; les murmures se répandaient et croissaient tous les jours davantage; les corps commençaient à montrer leur mécontentement; le parlement refusait d'enregistrer les édits; les impôts les moins à charge, les plus raisonnables, trouvaient le plus d'opposition, parce qu'ils étaient nouveaux; on voyait enfin dans les esprits des dispositions prochaines à un soulèvement général. C'est donc dans un temps où l'état épuisé était menacé d'une révolte, que le cardinal s'obstinait à ne vouloir pas la paix. Mais ce ministre, circonspect et presque timide quand il voyait le danger de près, était hardi quand il le croyait loin; et nous le verrons plein de ressources quand il y sera enveloppé.

Après vous avoir fait connaître le commencement et la fin de la négociation entre l'Espagne et les Provinces-Unies, je vais reprendre celle de l'empire où nous l'avons laissée, c'est-à-dire au commencement de 1647.

Pendant que le comte de Servien était à la Haye pour retarder la négociation des états-généraux, le comte d'Avaux était à Osnabruck pour avancer celle des Suédois; et les deux couronnes négociaient encore à Ulm avec le duc de Bavière, qui, voyant l'ennemi dans ses états, songeait à se détacher de l'empereur.

Pendant que Servien travaillait à retarder la négociation de la Hollande, d'Avaux hâtait celle de la Suède.

La négociation que le comte d'Avaux suivait à Osnabruck, était exposée à mille difficultés qui

Les Suédois ne s'expliquaient pas sur leur satisfaction.

naissaient les unes des autres. Il s'agissait d'abord de faire expliquer les Suédois sur ce qu'ils demandaient pour leur satisfaction; et comme ils ne le savaient pas trop eux-mêmes, il n'était pas facile de fixer leur esprit irrésolu. A peine avaient-ils donné une parole qu'ils la rétractaient, ou ils ajoutaient de nouvelles clauses qui changeaient tout.

Offres qu'on leur faisait.

On leur offrait la Poméranie citérieure, Stetin et quelques autres villes dans la Poméranie ultérieure, avec le consentement de l'électeur de Brandebourg; ou les deux Poméranies entières, sans le consentement de l'électeur, et seulement avec la garantie de l'empereur et de l'empire. Les impériaux auraient volontiers préféré ce dernier parti, parce que l'électeur se refusant à l'accommodement, ils se seraient crus dispensés de l'obligation de le dédommager. Les Français au contraire le désapprouvaient comme trop violent, et comme propre à susciter tôt ou tard une nouvelle guerre. Enfin les Suédois n'y trouvaient pas assez de sûreté. Ils s'arrêtèrent donc sur la première proposition; mais ce ne fut qu'après avoir varié beaucoup; encore demandèrent-ils un dédommagement pour la Poméranie ultérieure, à laquelle ils renonçaient.

On convient de dédommager, aux dépens des eglises, l'électeur de Brandebourg de la

Il restait à s'assurer du consentement de l'électeur de Brandebourg. Cependant puisque la défense de la religion protestante avait été un des

motifs de la guerre, était-ce sur un prince protestant qu'il en fallait prendre les frais, et surtout sur un prince dont le père avait donné des secours à la Suède? ou plutôt n'était-ce pas sur l'empereur, sur ses alliés et sur tout le corps de l'empire? Ces raisons cédèrent à la force des circonstances. On faisait d'ailleurs espérer un dédommagement à l'électeur de Brandebourg. Il abandonna donc la moitié de la Poméranie.

moitié de la Poméranie, qu'on lui ôtait, et la Suède de l'autre moitié, qu'on ne lui donnait pas.

Il restait encore bien des intérêts à concilier. Rien n'était encore fait, si on ne dédommageait l'électeur de la moitié de la Poméranie qu'on lui ôtait, et les Suédois, de l'autre moitié qu'on ne leur donnait pas. Or, ce dédommagement pouvait se faire aux dépens de l'Église ou aux dépens des pays héréditaires. L'empereur ne balança pas, et l'Église fut chargée de tout. Alors tous les princes d'Allemagne prirent part à cette négociation, et la multitude des intérêts contraires suscita des contestations sans nombre.

L'Église protestante soutenait qu'il n'était pas juste de lui faire payer les frais de la guerre, puisqu'on avait pris les armes pour empêcher qu'elle ne fut dépouillée. L'Église catholique, qui continuait de protester contre les anciennes usurpations, protestait encore davantage, lorsqu'elle considérait qu'on allait lui enlever de nouveaux domaines pour les donner à des protestans. Est-ce donc là le fruit qu'elle devait se promettre du

Mais le dédommagement devait-il être pris sur les protestans ou sur les catholiques?

zèle des empereurs, et surtout du fameux édit de restitution publié par Ferdinand II? Cependant les Suédois et l'électeur de Brandebourg, sans distinction d'église protestante et d'église catholique, demandaient indifféremment ce qui leur convenait davantage; et ils auraient voulu envahir les biens des deux églises. Enfin le comte d'Avaux s'intéressait tout à la fois à la satisfaction des Suédois, au dédommagement de l'électeur de Brandebourg, et à la conservation des biens des catholiques. Il n'était pas facile de concilier toutes ces choses; il fallait persuader aux uns de faire des sacrifices, et aux autres de mettre des bornes à leurs prétentions.

Fallait-il encore dédommager les églises qu'on dépouillerait?

Quand on vint au détail des domaines qu'on voulait arracher au clergé, de nouveaux intérêts élevèrent de nouvelles disputes. Il fallut composer avec ceux qui les possédaient et avec leurs successeurs désignés. Devait-on les dédommager? Quels seraient ces dédommagemens, et où les prendrait-on? Voilà les questions qu'il fallait résoudre, et elles en faisaient naître d'autres encore. Enfin la Suède et l'électeur de Brandebourg demandaient l'un et l'autre douze cent mille richsthalers à l'empereur, somme qu'il pouvait difficilement trouver.

Le comte d'Avaux lève ces difficultés.

Le comte d'Avaux se démêla de cette négociation compliquée avec l'applaudissement des impériaux, des Suédois et de l'électeur de Bran-

debourg et de toute l'Europe. Tout fut conclu avant la fin de février; en sorte que le traité de la Suède se trouvant alors aussi avancé que celui de la France, la paix paraissait devoir être prochaine. Le mois suivant parut encore la devoir hâter par le traité de neutralité qui fut fait entre la France, la Suède et le landgrave de Hesse d'une part, et de l'autre le duc de Bavière et l'électeur de Cologne, son frère. Autant la France se promettait d'avantages de cette dernière négociation, autant les impériaux en craignirent les suites, se trouvant réduits par la défection des Bavarois à dix ou douze mille hommes. Aussi Maximilien fut-il exposé aux reproches les plus odieux de la part des partisans de la maison d'Autriche. 1647.

On était d'accord sur les principaux articles, mais le traité de paix n'était pas fait encore, et il restait bien des sujets de contestations sur lesquels les armes devaient venir au secours de la politique. Mais cette campagne ne fut pas brillante pour la France. Quoique les succès fussent variés en Flandre, l'archiduc Léopold, frère de l'empereur, y remporta de plus grands avantages. Cependant, après la conclusion du traité d'Ulm, il ne restait plus à Ferdinand d'autres alliés que l'électeur de Mayence et le landgrave de Darmstadt. Encore ne les conserva-t-il pas long-temps, parce que le vicomte de Turenne les contraignit à prendre le parti de la neutralité. Ce général Campagne de 1647.

voulait ensuite porter ses armes dans les Pays-Bas; mais à peine eut-il passé le Rhin que ses troupes se mutinèrent, et il ne put exécuter aucun de ses projets. En Catalogne, le duc d'Enghien, qu'on nommait le prince de Condé depuis la mort de son père, fut obligé de lever le siége de Lérida. En Italie, la révolte des Napolitains est ce qui se passa de plus remarquable; événement qui avait fait former de nouveaux projets au cardinal, et dont cependant il ne tira aucun parti.

Les Suédois se rendirent maîtres de Schweinfurt, qui facilitait la communication entre la Westphalie et la Suabe supérieure, provinces où ils occupaient plusieurs places. Wrangel ayant ensuite mis le siége devant Égra, força cette place après une vigoureuse résistance, et fut au moment d'enlever l'empereur, qui s'était approché pour la secourir.

Les plénipotentiaires étaient d'accord sur les principaux articles, lorsque l'empereur voulut avoir l'avis des députés.

Cependant les négociations continuaient. On avait pourvu à la satisfaction des deux couronnes, ou du moins il ne restait plus que des difficultés qu'on se flattait de lever facilement. On avait même déjà beaucoup fait pour l'empire; car l'empereur avait accordé les principaux articles, lorsque, demandant le conseil des députés, il les prit, en quelque sorte, pour juges. La France et la Suède avaient donc rempli les engagemens de leur alliance; et puisqu'elles étaient convenues de se relâcher sur les choses générales, lorsqu'elles se-

raient satisfaites sur ce qui les concernait, il n'était pas naturel de continuer la guerre pour des intérêts étrangers à leur traité.

Les Suédois paraissent s'intéresser vivement aux protestans, ce qui met le comte d'Avaux dans une situation embarrassante.

Mais les Suédois, qui voulaient se rendre puissans en Allemagne, en y fortifiant leur parti, épousaient les intérêts des protestans avec autant de chaleur que les leurs propres; et la France devenait l'unique appui des catholiques, que l'empereur ne pouvait plus soutenir. Tel est l'état où l'empire avait été réduit par le despotisme de la maison d'Autriche; les deux couronnes y donnaient la loi, et chaque prince était dans la nécessité de mendier la protection de l'une ou de l'autre. Le comte d'Avaux se trouvait dans une situation assez embarrassante; puisque d'un côté il avait à ménager des alliés, et à défendre de l'autre les intérêts de l'Église. Quelque conduite qu'il tînt, il se voyait exposé aux reproches des deux partis; les catholiques l'accusaient de les sacrifier aux protestans, et les protestans de les sacrifier aux catholiques.

On convient de créer un huitième electorat pour le prince palatin.

L'affaire palatine fut une des principales qu'on agita. Après bien des contestations de la part des Suédois, favorables au prince palatin, elle fut décidée comme le cardinal l'avait projeté; c'est-à-dire qu'on arrêta de créer pour ce prince un huitième électorat, et de lui restituer le bas Palatinat.

Par rapport aux

Les griefs de religion paraissaient encore plus

deux religions, on convient de rétablir les choses dans l'état où elles étaient en 1624, à quelques exceptions près.

difficiles à juger. Il semble que le fanatisme des deux partis ne permettait pas un accommodement; mais le fanatisme était bien diminué après des dissensions si longues et si sanglantes. Les uns étaient las de la guerre et les autres commençaient à la regarder d'un œil politique. Il s'agissait de fixer les droits des catholiques et des protestans, droits que le temps, les révolutions, la mauvaise foi, les usurpations, les violences et les traités même avaient rendus obscurs. Il fallait rechercher l'état où les deux partis s'étaient trouvés dans des temps différens, et rétablir les choses comme elles l'étaient dans l'année qu'on aurait choisie. Comme ce choix n'était pas indifférent, les protestans et les catholiques voulurent chacun prendre l'année qui leur donnait plus d'avantages. On convint cependant de l'année 1624; mais les protestans y firent quelques exceptions. Quoiqu'alors Osnabruck, par exemple, eût été possédé par un évêque catholique, les Suédois qui l'avaient depuis donné à un protestant, ne voulaient plus le rendre; et, pour terminer ce débat, il fallut décider que cet évêché serait possédé alternativement par un catholique et un protestant. La liberté de conscience souffrit aussi de grandes difficultés; car les Suédois prétendaient régler la religion jusque dans les pays héréditaires.

On règle la

Le landgrave de Hesse-Cassel avait toujours été

fidèlement attaché à l'alliance de la France et de la Suède. Les deux couronnes s'accordaient donc à lui procurer une satisfaction. Cependant il la demandait si considérable qu'il fallut la modérer, d'autant plus qu'on la prenait sur l'Église.

satisfaction du landgrave de Hesse.

Ce à quoi on ne se serait pas attendu, c'est que l'armée suédoise demanda aussi une satisfaction à l'empereur, et menaça de la prendre si on ne la lui donnait pas. On prévoit bien qu'on la donnera, et qu'il ne s'agira que du plus ou du moins. Puisque la Suède fait faire cette proposition par ses troupes plutôt que par ses plénipotentiaires, elle ne veut pas essuyer un refus.

Les troupes suédoises demandaient une satifaction.

Enfin la France insistait sur deux articles qu'elle n'avait pas encore obtenus, l'un que le duc de Lorraine ne serait pas compris dans le traité, l'autre que l'empereur s'engagerait à ne donner aucun secours à Philippe IV, si la guerre d'Espagne continuait après que la paix aurait été faite avec l'empire. On contestait sur ces dernières demandes, lorsque la négociation se ralentit encore.

Deux demandes de la France, sur lesquelles on contestait encore.

Nous avons vu que pendant quelque temps les Espagnols pensaient à la paix, au moins en apparence. Alors les Français, qui voulaient faire tout à la fois les deux traités, hâtaient la négociation de l'empire; et ce fut la raison du voyage du comte d'Avaux à Osnabruck. Quand au contraire ils virent que la cour de Madrid ne cherchait qu'à

L'empereur, qui compte sur des succès, suspend la négociation.

gagner du temps, ils se ralentirent aussi, parce qu'ils se flattèrent que les impériaux, impatiens d'avoir la paix, presseraient eux-mêmes l'Espagne de conclure. Sur ces entrefaites, l'empereur eut quelque lieu de croire qu'il débaucherait les troupes bavaroises, et il jugea devoir suspendre la négociation. Comme dans ces temps-là les troupes françaises avaient été retirées d'Allemagne, et qu'elles s'étaient soulevées, il comptait sur de grands préparatifs qu'il avait faits, et il croyait pouvoir attaquer avec avantage Wrangel, qui faisait alors le siége d'Égra. Toutes ces espérances devaient bientôt s'évanouir; mais deux autres raisons causèrent de nouveaux retardemens.

Elle est encore retardée par le départ du comte de Trantmansdorff,

La première fut le départ du comte de Trantmansdorff. Ce ministre n'aimait pas les Espagnols, parce qu'il les regardait comme la cause de la situation où se trouvait l'empereur; les Espagnols ne l'aimaient pas davantage, parce qu'ils le savaient favorable à la paix. Après avoir inutilement tenté de le perdre dans l'esprit de Ferdinand, ils vinrent à bout, à force d'intrigues, de le faire retourner à Vienne. Alors, maîtres de la négociation de l'empire, ils ne s'appliquèrent qu'à la retarder.

Et par le duc de Bavière, qui se rejoint à l'empereur.

Sur ces entrefaites le duc de Bavière rompit la neutralité, et se rejoignit à l'empereur. C'est le second incident qui suspendit d'abord la négociation, et qui bientôt la hâta, comme Maximilien le désirait. Il la suspendit par les espérances qu'il

donnait à l'empereur. Ces espérances furent même suivies de succès, car il reprit plusieurs places sur les Suédois, et Wrangel, forcé de sortir de la Bohême, se retira dans la basse Saxe, après avoir néanmoins pourvu à la conservation de toutes les conquêtes.

Mais ce prince la hâta ensuite au moins par rapport à la France. La Suède avançait plus lentement.

Le changement du duc de Bavière hâta la négociation, parce que les Français trouvaient de l'avantage à traiter dans une conjoncture où la Suède avait besoin de leurs secours; parce que les Suédois, ayant fini la campagne par des revers, devaient se relâcher plutôt que d'en hasarder une nouvelle, ne sachant pas les efforts que la France ferait pour eux; et parce qu'enfin Maximilien s'était joint à l'empereur, moins pour l'engager à continuer la guerre que pour le porter à la paix. Ses instances ne furent pas vaines; car Ferdinand dépêcha ses ordres à ses plénipotentiaires, et la France obtint tout ce qu'elle demandait, excepté deux articles, dont l'un regardait le duc de Lorraine, qu'elle voulait exclure du traité, et l'autre le roi d'Espagne, auquel elle ne voulait pas que l'empereur pût donner des secours. Au reste ces deux articles étaient dans le fond si étrangers à l'empire, qu'elle se flattait de vaincre encore à cet égard la résistance des impériaux. La négociation de la Suède avançait plus lentement, parce que cette couronne voulant protéger les luthériens et les calvinistes, un plus grand nombre

d'articles à terminer faisait naître un plus grand nombre de contestations. C'est ainsi que finit l'année 1647.

1648. Cependant la défection des Hollandais flatte l'empereur de pouvoir diviser ses ennemis.

Au commencement de l'année suivante, les choses changèrent encore de face; car la défection des Hollandais fit reprendre à l'empereur le projet abandonné de diviser ses ennemis. C'est en se rendant faciles d'un côté et difficiles de l'autre, que les Espagnols détachèrent enfin les Provinces-Unies de l'alliance des Français; parce qu'en tenant cette conduite, ils ôtèrent à la république toute espérance de conclure conjointement. Or l'empereur se flatta que s'il suivait ce même plan, il aurait le même succès. Il se proposa donc de faciliter l'accommodement des états de l'empire, espérant que lorsqu'ils n'auraient plus rien à demander pour eux, ils pourraient abandonner la Suède et la France. Si cependant les Suédois conservaient encore un parti trop puissant en Allemagne, il voulait montrer la même facilité à terminer avec eux; toujours dans l'espérance que lorsqu'ils seraient satisfaits, ils se mettraient peu en peine de satisfaire les Français.

Il se trompait.

Ferdinand voyait mal. Sa situation était toute différente de celle des Espagnols, parce que les Hollandais, comme je l'ai remarqué, n'avaient pas besoin de la garantie de la France; et qu'au contraire, les états de l'empire, les Suédois et les Français ne pouvaient s'assurer de rien, que par

un traité général qu'ils se garantiraient mutuellement. Il était donc aisé de juger qu'après avoir tout accordé aux états, l'empereur serait obligé d'accorder tout encore à la Suède, dont les états soutiendraient les prétentions; et qu'ensuite il ne pourrait rien refuser à la France, puisque les états et la Suède en appuieraient toutes les demandes. C'est ce qui arrivera. Nous commençons donc à prévoir le dénouement.

Départ du duc de Longueville, Rappel du comte d'Avaux.

Après le traité des Provinces-Unies, le duc de Longueville avait obtenu la permission de retourner en France. Le comte d'Avaux, disgrâcié par les intrigues du comte de Servien, ne tarda pas à être rappelé. Il était protégé par la régente; son ennemi était dévoué au cardinal : il fallait donc qu'il fût sacrifié. Ces deux ministres n'avaient jamais pu s'accorder. Il n'y avait pas plus d'intelligence entre le baron Oxenstiern et Salvius, et il en était à peu près de même des plénipotentiaires des autres puissances.

Servien reste seul chargé des intérêts de la France.

Servien resta donc seul chargé de la négociation. Il ne s'agissait plus que de rompre les mesures de l'empereur, et elles se rompaient toutes seules. D'ailleurs le duc de Bavière pouvait beaucoup par lui-même, soit pour déterminer l'empereur à la paix, soit pour rendre les députés de l'empire favorables aux deux couronnes. Or il n'est pas douteux qu'il ne désirât de voir la fin de la guerre; et, s'il était opposé à la Suède, la situa-

tion de ses états lui faisait une loi de ménager au moins la France. Il continuait même de négocier avec elle.

Le comte de Pegnaranda se retire à Bruxelles.

Le comte de Pegnaranda, premier plénipotentiaire d'Espagne, se retira à Bruxelles, ne jugeant pas de sa dignité de rester à Munster, depuis que le comte de Trantmansdorff et le duc de Longueville n'y étaient plus. Le départ des principaux ministres fit d'abord languir la négociation; et les médiateurs avaient entendu tant de fois des propositions inutiles, qu'ils ne daignaient presque plus rien écouter. En effet il n'y avait pas d'apparence de terminer les différens entre la France et l'Espagne; mais tout faisait espérer que ceux de l'empire allaient être réglés.

Les députés d'Osnabruck se rendent maîtres de la négociation.

Les députés d'Osnabruck attirèrent à eux toute la négociation. Les protestans trouvaient un avantage à s'éloigner de Munster, où la présence du nonce pouvait nuire à leurs intérêts; et les plus considérables des députés catholiques étaient eux-mêmes obligés de les suivre à Osnabruck, puisque c'était le lieu où l'on allait traiter de leurs prétentions et de leurs droits. Il ne resta guère à Munster que ceux qui étaient dévoués à la maison d'Autriche, et qui protestèrent inutilement contre tout ce qui se ferait à Osnabruck.

Il paraissait de la gloire de la France, que le traité se fit dans le lieu où résidaient ses ministres; mais il était bien plus de son intérêt que ce fût

où ses ministres auraient plus de crédit. Le comte de Servien aurait voulu sauver cette gloire de la France, si c'en est là une; il chercha des expédiens, qui ne lui réussirent pas; et il prit sagement le parti de se rendre à Osnabruck, comme les autres.

Ils deviennent les arbitres des puissances de l'Europe.

Il n'y avait plus que la maison d'Autriche qui se refusait à la paix. Dans l'attente de quelque révolution, elle eût voulu tout hasarder pour retarder le moment qui devait la dépouiller d'une partie de ses domaines, et mettre encore des bornes à sa puissance. Mais l'assemblée d'Osnabruck devient enfin l'arbitre des longues querelles de l'Europe; elle a pour elle les armées des deux couronnes; armées qui auront bientôt de nouveaux succès. Si, par conséquent, le roi d'Espagne persiste encore dans son obstination à la guerre, l'empereur au moins sera forcé à subir la loi.

Chaque puissance voulait que l'on commençât par ses intérêts.

Il était impossible de terminer à la fois tous les différens que l'assemblée se proposait de régler; il importait même peu de commencer par les Français, par les Suédois et par les états de l'empire, pourvu qu'on ne conclût le traité qu'après que tout le monde aurait été satisfait. Cependant, parce qu'on craignait d'être moins ménagé si on restait en arrière, chaque parti demandait que ses intérêts fussent réglés les premiers. Le comte de Servien ne cessait de rappeler l'article par lequel on était convenu d'avancer d'un pas égal le traité de la France

et celui de la Suède; il avait autant à se plaindre de la précipitation des Suédois, que le comte d'Avaux s'était plaint de leur lenteur, et les Suédois avaient les mêmes reproches à faire aux états de l'empire. On eût dit que chaque parti ne pensait qu'à soi, et qu'après avoir obtenu ce qu'il demandait, il serait indifférent sur tout le reste. Mais parce que tous avaient le même besoin d'une garantie, ils se trouvaient tous également dans la nécessité de se soutenir; et ils voyaient qu'aucun d'eux ne pourrait s'assurer les avantages qu'il obtiendrait, qu'autant qu'il procurerait ceux des autres. Ainsi, quoique d'abord chacun s'occupât séparément de ses intérêts, ils devaient ensuite se réunir; parce que l'intérêt général demandait que tous fussent également satisfaits. Il arriva donc que, malgré l'opposition de la plupart des négociateurs, on suivit dans la négociation l'ordre qu'il convenait le mieux de suivre.

Dans quel ordre les intérêts sont traités.

En effet, les députés de l'empire voulurent commencer, et commencèrent par les articles qui les concernaient. C'était avec raison, car l'empereur devait leur être plus favorable lorsqu'ils traiteraient séparément; et les couronnes pouvaient s'intéresser moins à eux, lorsqu'une fois elles auraient été satisfaites. Cette conduite leur réussit: non-seulement les Français et les Suédois les secondèrent, dans l'espérance d'en être secondés, mais les impériaux se montrèrent encore

très-faciles, conformément au système que Ferdinand s'était fait. Cependant après avoir satisfait les états de l'empire, il n'était plus possible de refuser une satisfaction à la Suède, dont les états appuyaient les prétentions; et il fallait bien en accorder encore une à la France, parce que les états et les Suédois la demandaient.

Les articles du traité de paix sont arrêtés.

C'est dans cet ordre que s'acheva cette célèbre négociation; l'assemblée discuta de nouveau les articles dont on était convenu; elle régla ceux qui jusqu'alors étaient demeurés indécis; elle assura les intérêts particuliers de chaque puissance, en s'occupant des interêts communs à toutes; enfin elle arrêta jusqu'à la forme qu'on donnerait aux articles du traité. Elle accorda une satisfaction aux troupes suédoises, le duc de Lorraine fut exclus du traité de paix, et l'empereur n'eut pas la liberté de donner des secours au roi d'Espagne. Mais dans le cours des conférences, il survint bien des difficultés où la France eut besoin de toute l'habileté du comte de Servien. Ce que j'ai dit jusqu'ici vous fait connaître les principaux articles qui furent arrêtés; vous trouverez un précis du traité même dans le *Droit public de l'Europe fondé sur les traités*.

Les succès des armées confédérées forcent l'empereur à le signer.

Le traité de paix était donc achevé; mais les impériaux ne cherchaient que des prétextes pour retarder la signature; et ils eussent affecté délai sur délai, si les succès des armées confédérées

n'eussent enfin arraché le consentement de l'empereur.

Turenne et Wrangel, s'étant joints, avaient battu les impériaux et les Bavarois à Summer-
1648. Hausen, près d'Augsbourg, le 17 mai. Pendant qu'ils ravageaient la Bavière, que Maximilien avait été contraint de leur abandonner, Kœnigsmarck surprit la petite Prague, où le butin fut si grand, que la seule part de la reine de Suède fut estimée sept millions d'écus. Enfin Charles-Gustave, comte palatin des Deux-Ponts, arriva de Suède avec une nouvelle armée, et assiégea la vieille Prague. La guerre, plus allumée que jamais, parut donc préparer de nouvelles calamités à l'Allemagne épuisée; et cependant, après tant de revers, Ferdinand et Maximilien se voyaient sans ressources et dans l'impuissance de faire face à leurs ennemis. Alors tout l'empire se souleva contre l'opiniâtreté des impériaux. Les députés bavarois proposèrent aux états de signer, et de forcer ensuite l'empereur à consentir à la paix. Déjà la plupart des autres députés suivaient cet avis, et tous paraissaient indignés de se voir au hasard de perdre le fruit d'une négociation qui durait depuis si long-temps. Il n'était par conséquent pas possible de résister davantage. Il fallut céder, et le traité fut signé le 14 octobre 1648. L'échange des ratifications se fit le 18 février de l'année suivante.

LIVRE SEIZIÈME.

CHAPITRE PREMIER.

Depuis la paix de Westphalie jusqu'à la paix des Pyrénées.

Le traité de Westphalie fut conclu à propos pour la France, où la guerre civile venait de s'allumer. L'administration du cardinal avait fait des mécontens; la jalousie les avait multipliés, et en se multipliant, ils s'étaient enhardis. D'un côté étaient les frondeurs, qui, sous prétexte du bien public, prenaient les armes contre le roi; et de l'autre, les Mazarins, c'est-à-dire le roi, la régente, et les grands qui croyaient pouvoir établir leur fortune sur la puissance du cardinal.

La guerre civile commençait en France.

Avec de l'ordre dans les finances, on aurait pu soutenir la guerre sans trop fouler le peuple. Mais Richelieu était ignorant dans cette partie de l'administration; Mazarin la connaissait encore moins; et le gouvernement, qui n'avait que des ressources momentanées, s'épuisait tous les jours davantage. Sully avait détruit presque tous les abus; ils se reproduisirent et ils se multiplièrent depuis ce

Les finances étaient dans un grand désordre

ministre, plus grand que Mazarin et que Richelieu même.

Les cris du parlement autorisaient les murmures du peuple.

Cependant le parlement criait contre les abus, souvent avec peu de discernement, puisqu'il favorisait les impôts les plus onéreux, et qu'il s'opposait à ceux qui l'étaient moins. Mais il criait, et quoique d'ordinaire il consultât moins l'intérêt public que le sien propre, il gagnait la confiance du peuple, assez simple pour croire qu'on se déclarait pour lui lorsqu'on se déclarait contre le ministre. Ce n'est pas que les impôts fussent plus grands qu'ils le sont aujourd'hui. Ils l'étaient moins : le mal venait du vice général de l'administration dans cette partie.

Édits bursaux qui soulèvent les corps.

Il parut plusieurs édits bursaux pour créer plusieurs offices, entre autres douze charges de maîtres des requêtes, pour suspendre le paiement de quatre quartiers des rentes, et pour supprimer pendant quatre ans les gages des compagnies supérieures.

A la lecture de ces édits, le cri fut général. Les compagnies souveraines s'ameutent comme la populace ; on s'assemble contre les lois, on forme des associations, et les différens corps présentent des requêtes au parlement, qui est le premier à se soulever. Au reste l'intérêt personnel est l'unique cause de ces mouvemens : on ne songe point au bien public, on ne le veut pas, ou même on n'est pas capable de le connaître.

Émeute du peuple de Paris.

Il y avait au parlement de Paris un conseiller-clerc nommé Broussel, dont tout le mérite était de fronder le ministère. Le cardinal le fit arrêter le 26 août, avec Potier de Blancmenil, président aux requêtes, et dès le soir le peuple prit les armes. Jean-François-Paul de Gondi, coadjuteur de Paris, et depuis cardinal de Retz, alla dans les rues en rochet et en camail, pour apaiser la sédition; mais la nuit seule la fit cesser.

1648.

Le coadjuteur est l'auteur d'une nouvelle sédition.

Mécontent de la cour, qu'il trouvait trop peu reconnaissante, le coadjuteur médita lui-même une nouvelle sédition. Il en forma le plan pendant la nuit. Le lendemain matin on tendit les chaînes dans les rues, on fit derrière les chaînes des retranchemens avec des barriques remplies de terre, de pierre ou de fumier; et les bourgeois à couvert tirèrent sur les troupes du roi, commandées par le maréchal de La Meilleraie. Cette journée est ce qu'on appelle la journée des barricades. La régente fut obligée de rendre les deux prisonniers. L'impuissance du gouvernement parut donc justifier les entreprises du parlement et du coadjuteur, et le peuple ne pouvait manquer d'être séduit.

La cour s'enfuit à Saint-Germain, où elle manque de tout.

1649.

Comme le parlement et les autres compagnies continuaient de tenir des assemblées malgré les défenses, la cour, craignant quelque nouvelle émeute, s'enfuit de Paris pour se transporter à Saint-Germain-en-Laye. Elle y manqua de tout,

au point que les seigneurs et les dames couchèrent sur la paille. Il n'y eut de lit que pour Louis XIV et pour la régente. Ils manquèrent souvent l'un et l'autre du nécessaire, et ils congédièrent les pages de la chambre faute d'avoir de quoi les nourrir. Il est bon que les grands éprouvent quelquefois la misère pour se rappeler qu'ils sont hommes. Je souhaite, Monseigneur, que vous n'ayez pas besoin de cette leçon; mais Louis XIV, à qui elle était nécessaire, en perdra bientôt tout le fruit.

Les rebelles, maîtres de Paris, songent à s'y défendre;

Pour rentrer dans Paris, il en fallait former le siége, et toute l'espérance était dans le prince de Condé, qui avait suivi la cour. Cependant cette capitale levait des troupes pour sa défense. Le coadjuteur leva lui-même à ses frais un régiment, qu'on nomma le régiment des Corinthiens, parce que ce prélat était archevêque titulaire de Corinthe. Les compagnies et les communautés se cotisèrent, afin de faire des fonds suffisans pour la guerre; et en se soulevant contre les impositions du cardinal, elles se mirent dans la nécessité d'en payer de bien plus considérables. Enfin le prince de Conti, jaloux du grand Condé, son frère, vint offrir ses services au parlement, et d'autres suivirent son exemple. Tels furent les ducs de Longueville, de Beaufort et de Vendôme, le prince de Marsillac, le duc de Bouillon et le maréchal de Turenne, son frère.

Mais on voyait

Nous avons vu que les guerres civiles sous

que l'esprit de faction s'éteignait.

Louis XIII étaient bien différentes des guerres de la Ligue. Celles de la Fronde en diffèrent encore davantage, en sorte qu'on voit l'esprit de faction s'éteindre peu à peu. Non-seulement les chefs étaient divisés, mais encore ils ne savaient pas ce qu'ils se proposaient. Ils passaient continuellement d'un parti dans un autre, changeant pour changer, et n'ayant jamais d'objet fixe. Des gens de robe entreprenaient de réformer le gouvernement, et ils n'étaient capables de connaître ni les causes des abus, ni les remèdes. Ils foulaient les peuples qu'ils se proposaient de soulager; ils leur donnaient des armes, dont ils ne connaissaient pas l'usage; ils troublaient l'état pour le bien public. Les soldats n'étaient pas des citoyens que le fanatisme armait, c'étaient des bourgeois ornés de plumes et de rubans, qui devenaient la risée des deux partis. Le régiment du coadjuteur ayant été battu, on ne fit qu'en rire dans la ville, et on appela cet échec *la première aux Corinthiens*. De graves magistrats, de grands capitaines, des prêtres brouillons, des seigneurs galans et de jolies femmes, voilà quels étaient les acteurs. Aucun d'eux n'avait les qualités nécessaires à un chef de parti; c'était même une place presque toujours vacante que celle du chef. Les femmes s'en saisissaient ordinairement, on la leur abandonnait par galanterie; et leurs petites intrigues gouvernaient les magistrats, les capitaines, les seigneurs et les

prêtres. Le duc de la Rochefoucault avait embrassé le parti de la Fronde pour plaire à la duchesse de Longueville, sœur du prince de Condé, Il fut blessé, et il fit ces vers :

> Pour mériter son cœur, pour plaire à ses beaux yeux,
> J'ai fait la guerre aux rois, je l'aurais faite aux dieux.

Quand les guerres civiles dégénèrent à ce point, elles deviennent ridicules; et c'est un symptôme auquel on peut juger que l'esprit de faction va finir.

Le parlement fait des propositions de paix. Elles sont acceptées.

Le parlement eut à peine commencé la guerre, qu'éprouvant combien il était peu propre à la conduire, il se hâta de faire des propositions. Elles furent acceptées; et la paix fut conclue par une amnistie générale. Mais les deux partis, également timides, ne quittèrent les armes que parce qu'ils se craignaient; et comme l'un et l'autre compta sur la timidité du parti contraire, ils s'opiniâtrèrent à ne pas céder, et le traité ne satisfit aucun des deux. Le parlement continua de s'assembler malgré la cour, et la cour conserva son ministre malgré le parlement.

Caractère de Condé.

Condé, élevé parmi les armes, avait tous les talens d'un grand capitaine : mais il avait aussi les défauts que les succès donnent à une âme fière, haute et impérieuse. Persuadé que ses services devaient lui donner la plus grande part à la faveur, il ne se trouvait jamais assez récompensé, et il regardait comme un affront, si on refusait

une grâce qu'il demandait pour quelqu'une de ses créatures. Il ne considérait pas que s'il eût été régent ou roi même, il n'aurait pas été en son pouvoir de rassasier leur avidité. Ses valets ne manquaient pas de l'entretenir dans cet esprit : ils faisaient un crime au cardinal de tout ce qu'ils n'obtenaient pas par le crédit de leur maître : et Condé menaçait, persuadé qu'en intimidant il ne serait pas exposé à de nouveaux refus. C'est ainsi qu'il se mettait insensiblement à la tête des séditieux, et que se croyant fait pour réformer le gouvernement il se préparait à prendre les armes pour ses valets et pour ses créatures.

Il est arrêté avec le prince de Conti et le duc de Longueville.

Il ne tarda pas à se déclarer ouvertement contre le cardinal, dont il venait de prendre la défense. Il se joignit au prince de Conti et au duc de Longueville ; il devient frondeur. Alors on ne trouva plus en lui le grand homme. Tout-à-fait déplacé à la tête d'un parti, il donna dans tous les piéges que Mazarin lui tendit. Il indisposa toute la Fronde, accusant le coadjuteur et le duc de Beaufort de l'avoir voulu faire assassiner. Lui-même il disposa tout pour le faire conduire sûrement en prison. En un mot le grand Condé fut joué comme un enfant. Il fut arrêté le 18 janvier avec le prince de Conti et le duc de Longueville ; et on les conduisit d'abord à Vincennes, ensuite à Marcoussi ; enfin au Hâvre-de-Grâce.

Leur parti armé.

Ceux qui étaient attachés à ces princes s'étant

déclarés contre la cour, Turenne fit un traité avec l'Espagne, et arma pour les délivrer. Les rebelles néanmoins eurent peu de succès.

Ils sont mis en liberté, et Mazarin est forcé à sortir du royaume.

Pour arrêter le prince de Condé, la régente et Mazarin avaient recherché le parti de la Fronde; et le coadjuteur avait été gagné par l'espérance du chapeau de cardinal. Des femmes avaient conduit toute cette intrigue. Mais le coadjuteur, voyant qu'on ne se pressait pas de tenir ce qui lui avait été promis, engagea le duc d'Orléans, qu'il gouvernait, le parlement, où il avait un grand crédit, et le parti de la Fronde, dont il était le chef, à se déclarer hautement pour la liberté des princes et pour l'éloignement du cardinal. La régente fut obligée de les délivrer, et d'éloigner son ministre, qui sortit du royaume. Le peuple fit des feux de joie pour la liberté des princes, comme il en avait fait pour leur prison; et ils rentrèrent dans Paris, au milieu des acclamations, le 16 février.

1651. Condé armé.

Le parlement rendit plusieurs arrêts contre le cardinal, et le bannit à perpétuité du royaume. Mazarin continuait cependant de gouverner la régente, qui feignit d'être raccommodée avec le prince de Condé pour le perdre plus sûrement. Ce grand capitaine ne combattait pas à armes égales. Trompé par la dissimulation de la reine, il fut la victime des petites intrigues qu'elle trama. Il ne reconnut son erreur que lorsqu'il se fut rendu odieux à la Fronde. Alors, pour se venger

de la cour, il fut contraint de former un troisième parti. Il fit un traité avec l'Espagne, et on se prépara de part et d'autre à la guerre. Dans cette conjoncture, la cour acquit le maréchal de Turenne, qui revint sur une lettre que le roi lui écrivit.

Louis, alors majeur, rappela le cardinal au commencement de l'année suivante. Le parlement se déclara tout à la fois contre Condé et contre Mazarin. Il rendit de nouveaux arrêts contre ce ministre, il mit sa tête à prix; et le duc d'Orléans qui flottait toujours entre les partis, leva des troupes pour forcer Louis XIV à le renvoyer : mais ce prince, toujours le même, n'avait qu'un grand nom tans talens.

Louis, alors majeur, rappelle le cardinal, dont le parlement met la tête à prix.

1652.

La guerre commence, et finit presque aussitôt. L'arrière-garde de Condé ayant été défaite près de la porte Saint-Martin, ce prince n'eut que le temps de se jeter dans le faubourg Saint-Antoine. Il allait être forcé par le maréchal de Turenne, qui commandait l'armée royale, lorsque les Parisiens, qui jusqu'alors n'avaient été que spectateurs du combat, ouvrirent les portes à la sollicitation de Mademoiselle, fille de Gaston d'Orléans. Cette princesse fit même tirer le canon de la Bastille sur les troupes du roi. Ce combat, qui se donna le 2 juillet, est remarquable par l'habileté des deux généraux, qui se couvrirent d'une gloire égale.

Paris ouvre ses portes à Condé.

1652.

Condé dans Paris paraissait redoutable; mais

Mais une se-

Condé retraite du cardinal ayant soumis les Parisiens, Condé se retire dans les Pays-Bas, et le cardinal revient.

la retraite du cardinal, qui consentit à sortir une seconde fois du royaume, ayant fait cesser tout prétexte de révolte, les Parisiens abandonnèrent ce prince, et implorèrent la clémence du roi. Condé, sans crédit, se retira dans les Pays-Bas, où il alla servir les Espagnols. Le duc d'Orléans eut ordre de se rendre à Blois : Mademoiselle fut exilée dans ses terres; et le coadjuteur, que la régente avait fait cardinal, fut enfermé d'abord à Vincennes et ensuite au château de Nantes, d'où il se sauva en 1654. Ce fut la fin de ces guerres civiles qu'un esprit de vertige semblait avoir allumées et conduites. Le cardinal, qui fut rappelé au commencement de 1653, reprit toute son autorité et il la conserva jusqu'à sa mort.

1653.

La France s'allie de Cromwel, qui déclare la guerre à l'Espagne.

L'Espagne avait profité des troubles de la France, mais elle n'avait pas eu tous les succès que le ministère de Madrid s'était promis, lorsqu'il refusa d'accéder au traité de Westphalie. Pour reconquérir tout ce qu'elle avait perdu, il aurait fallu faire des efforts que son épuisement ne permettait pas; et elle continuait, comme à son ordinaire, à compter plus sur les événemens que sur ses propres forces. La France reprit l'avantage, lorsqu'elle fut délivrée de ses troubles domestiques; et elle acquit une plus grande supériorité en 1655, par l'alliance qu'elle fit avec Cromwel, protecteur du royaume d'Angleterre.

1655.

Charles I se

L'Angleterre n'avait plus de roi. Cette révo-

lution avait eu pour cause le fanatisme que nous avons vu commencer dans ce royaume, et la conduite inconsidérée de Charles Ier.

conduisait en despote qui croit que toute l'autorité réside en lui.

Depuis l'année 1629, que ce prince fit la paix avec la France et l'Espagne, et qu'il forma la résolution de ne plus convoquer de parlement, il continua d'aigrir les Anglais en imposant des droits et des taxes arbitraires, en autorisant les entreprises odieuses de la chambre étoilée et de la cour de haute commission, et en permettant à Laud, évêque de Londres, d'employer jusqu'à la violence pour faire adopter de nouvelles cérémonies, que les puritains surtout regardaient comme un reste d'idolâtrie. Charles en un mot se conduisait comme un monarque convaincu que toute l'autorité réside en lui, et que les priviléges de la nation ne sont que des grâces qu'il a accordées lui-même, et qu'il peut toujours retirer. Il était entretenu dans cette façon de penser par les évêques, qui affectaient une sorte d'horreur pour tous ces priviléges, qui l'invitaient à les supprimer, et qui cependant ne le revêtissaient de toute la puissance, que pour se rendre eux-mêmes indépendans. La faveur dont ils jouissaient auprès de lui était une des choses qui déplaisaient le plus au peuple.

Malgré ce mécontentement général, le roi ne vit que des marques d'empressement et de respect, lorsqu'en 1633 il fit un voyage en Écosse :

Cependant on était moins choqué de l'usage qu'il faisait de son pouvoir, que du pouvoir qu'il s'arrogeait.

c'est que dans le fond, le gouvernement était doux. Favorable à l'industrie et au commerce, il faisait régner l'opulence avec la paix, et on était moins choqué de l'usage que ce prince faisait de son pouvoir, que du pouvoir même qu'il s'arrogeait. On ne pouvait pas lui reprocher de fouler le peuple; mais quelque modérés que fussent les impôts, il les mettait de sa seule autorité, et la nation ne se croyait plus libre. Les Anglais auraient pu souffrir encore long-temps de pareilles entreprises, lorsque les Écossais plus féroces se soulevèrent, et donnèrent naissance aux plus grands troubles.

Il voulut changer de son autorité la liturgie des Écossais.

Dans le dessein d'établir les mêmes rites et la même hiérarchie dans ces deux royaumes, Jacques Ier. avait fait recevoir l'épiscopat en Écosse, et il avait obtenu, ou plutôt extorqué les suffrages des assemblées ecclésiastiques. Charles, voulant achever l'ouvrage commencé par son père, dédaigna de convoquer des assemblées où il pouvait trouver des oppositions, et résolut de réformer l'église d'Écosse par des voies d'autorité. En conséquence il fit publier en 1635 des canons sur la juridiction ecclésiastique, et une liturgie conforme à peu de chose près à celle de l'église anglicane.

Ce fut alors que l'Écosse se souleva.

Quoique les Anglais fussent séparés de Rome, les Écossais les regardaient encore comme idolâtres, et croyaient seuls avoir reçu du Ciel la religion

avec toute sa pureté. La nouvelle liturgie ralluma donc leur fanatisme; et la populace ayant commencé le tumulte, les presbytériens se rendirent de toutes parts à Édimbourg. La noblesse, jalouse des évêques que Charles affectait d'élever aux premières dignités de l'état, se joignit aux presbytériens; et insensiblement tout le peuple se réunit pour s'opposer aux innovations qu'on voulait introduire.

Quatre conseils se saisirent de l'autorité souveraine.

Charles, au lieu de se désister, a l'imprudence de soutenir son entreprise. Le soulèvement qui croît par degrés, éclate enfin; et il se forme quatre conseils, qui s'arrogent toute l'autorité souveraine : le premier était composé de la haute noblesse; le second de la noblesse inférieure; le troisième des ministres ecclésiastiques, et le quatrième des bourgeois.

Le covenant, acte par lequel ils jurent de s'opposer à toute innovation.

Le Covenant fut un des premiers actes de ces quatre conseils. Cet acte était un engagement par lequel les Écossais, renonçant à la religion romaine, s'engageaient avec serment à rejeter toute innovation, et à s'unir pour leur défense mutuelle contre toute autorité, sans excepter le roi même.

Charles, qui mollit, consent à convoquer une assemblée ecclésiastique et un parlement.

Charles, qui sentit trop tard les conséquences de sa démarche, recula lorsqu'il n'était plus temps, et par sa faiblesse il enhardit les rebelles. Ils acceptèrent l'offre qu'il fit de convoquer successivement une assemblée ecclésiastique et un parle-

ment, pour remédier aux maux dont on se plaignait, bien assurés de dominer dans l'une et l'autre assemblée, et de se rendre maîtres des délibérations.

L'assemblée ecclésiastique ordonne de signer le covenant.

En effet l'assemblée ecclésiastique tenue à Glascow en 1638, abolit l'épiscopat, la haute commission, les canons, la lithurgie, et tous les règlemens que Jacques et Charles avaient faits, pour étendre leur autorité. Tout le monde eut ordre de signer le covenant sous peine d'excommunication.

On déclare que le parlement doit obéir lui-même à cette décision, et on arme.

Tout parut alors décidé, et on ne jugea plus nécessaire de convoquer le parlement. Quel est le supérieur, de Jésus-Christ ou du roi, demandait-on? Jésus-Christ, sans doute. Donc, lorsque l'assemblée ecclésiastique, qui est le conseil de Jésus-Christ, a jugé, le parlement, qui est le conseil du prince, n'a plus à délibérer, et doit obéir aveuglément. Il fallait armer pour donner de la force à ce raisonnement, et on arma. Le cardinal de Richelieu, qui avait fomenté ces troubles, envoya de l'argent et des armes aux covenantaires. Il voulait occuper Charles en Écosse, parce que ce prince menaçait de s'opposer aux projets de conquête que la France et la Hollande formaient alors sur les Pays-Bas.

Charles, qui a besoin de subsides, convoque le parlement d'Angleterre.

Contre un peuple fanatique, qui combattait pour sa religion, Charles ne pouvait opposer que des soldats mercenaires. Il n'arma que pour épui-

ser ses finances; et pour contracter des dettes; et il fallut convoquer le parlement d'Angleterre.

Cette assemblée s'ouvrit au mois d'avril 1640. Le roi demandait des subsides, et les communes répondaient par des plaintes. Elles voulaient, avant tout réformer le gouvernement, remédier aux abus, rétablir la liberté. La conjoncture était favorable. Le parlement, convoqué après onze ans, interruption dont les annales n'offrent point d'exemple, décelait l'impuissance du roi. Il était manifeste que la nécessité seule l'avait forcé à cette démarche; toute sa conduite démontrait qu'il avait voulu supprimer ces assemblées. On aurait donc cru se forger des chaînes, si on eût contribué à soumettre les Écossais, dont la révolte était favorable à la liberté anglaise; et on jugeait que, moins on secourrait le roi dans ses besoins pressans, plus il serait facile de ruiner les prérogatives de la couronne, et de rétablir les priviléges de la nation. Charles cassa le parlement.

Mais ce corps veut profiter de la conjoncture pour ruiner les prérogatives de la couronne, et il le casse.

L'armée royale n'était pas encore en marche, et déjà les Écossais s'étaient avancés sur les frontières d'Angleterre. Ils avancèrent encore; ils se rendirent maîtres de Newcastle, et ils eurent la précaution de déclarer qu'ils ne voulaient pas faire la guerre aux Anglais, et qu'ils ne cherchaient le roi que pour mettre leurs très-humbles remontrances à ses pieds. Peu après ils lui adressent une requête, par laquelle ils le priaient d'é-

Les Écossais armés demandent que le roi prenne l'avis de son parlement d'Angleterre.

couter leurs plaintes, et l'invitaient à prendre l'avis du parlement d'Angleterre, sur les moyens de remédier à leurs maux. Par cette conduite ils tendaient à n'avoir qu'un même intérêt avec les Anglais; et, pour montrer la sincérité de leur langage, ils observèrent une exacte discipline, ils ne prirent rien sans payer, et ils eurent soin de ne point troubler le commerce.

Se voyant sans ressources, il est forcé à le convoquer;

Cette conduite des Écossais mettait Charles dans une étrange situation. Il connaissait le mécontentement général des Anglais. Ses trésors étaient épuisés : il ne lui restait qu'une armée mal disciplinée, qui marchait à regret, et qui ne pouvait regarder les Écossais comme un peuple ennemi. Il fallut céder. Pressé par la ville de Londres, par les instances de quelques seigneurs, et par les vœux de toute la nation, Charles convoqua le parlement pour le 3 novembre 1640.

Mais il s'est donné un juge.

Entre le parlement d'Angleterre et l'armée écossaise, le roi reste sans puissance. La situation où il se trouve ne lui permettra pas de casser ce parlement comme les autres, et il vient de se donner un juge.

Les communes recherchent les ministres sur leur conduite;

La chambre des communes, se proposant de réformer le gouvernement dans toutes les parties, reçut les plaintes des particuliers, des villes, des provinces, et commença par faire arrêter le comte Strafford, principal ministre de Charles. Peu de jours après Laud fut aussi conduit à la Tour, et

deux autres ministres, menacés du même sort, ne s'y dérobèrent que par la fuite.

Bientôt le roi se vit sans troupes et hors d'état d'en lever; les communes lui en ôtèrent les moyens, en recherchant les gouverneurs et leurs lieutenans, sur la conduite qu'ils avaient tenue dans les comtés, et en enveloppant dans diverses accusations, un grand nombre d'officiers de la haute et de la petite noblesse.

Les gouverneurs, les lieutenans.

En même temps, pour avoir elles-mêmes une armée, elles donnèrent une paie réglée aux Écossais, et elles déclarèrent qu'elles les retiendraient tant qu'elles croiraient en avoir besoin. Elles se trouvèrent donc tout à coup saisies du pouvoir souverain.

Elles donnent une paie à l'armée écossaise.

En conséquence elles abolirent la chambre étoilée, la cour de haute commission, les droits, les taxes et tous les établissemens qu'elles jugèrent contraires à la liberté de la nation. Il fut déclaré que l'approbation des deux chambres serait nécessaire pour donner force de loi aux canons ecclésiastiques, que le parlement ne pourrait pas être dissous sans leur consentement, et qu'il serait convoqué de trois en trois ans. Charles ratifia tout. Malgré ses complaisances, il ne put pas empêcher qu'on ne fît le procès au comte Strafford, et ce ministre perdit la tête sur un échafaud.

Elles abolissent tout ce qu'elles jugent contraire à la liberté.

Charles, dépouillé d'une grande partie de son autorité en Angleterre, fit en 1641 un voyage en

Charles fait un voyage en Écosse, où il reçoit la loi.

Écosse, où il abdiqua la couronne, au titre de roi près. Il reçut la loi du parlement, jusque-là qu'il se conforma au culte établi par les covenantaires.

Le parlement licencie les troupes, parce qu'il craint qu'elles ne se déclarent pour le roi.

A l'occasion de ce voyage, les communes licencièrent les troupes écossaises et les troupes anglaises, parce qu'elles craignaient que le roi, qui devait traverser ces deux armées, ne les fît déclarer pour lui. En effet le bruit avait déjà couru qu'il avait fait des tentatives pour les engager à le servir contre le parlement; on ajoutait même qu'il proposait de faire venir des troupes étrangères. Ces accusations aigrissaient ses anciens ennemis, et lui en suscitaient de nouveaux.

Soulèvement de l'Irlande.

Charles était en Écosse lorsqu'il apprit la nouvelle d'un soulèvement en Irlande. La vieille haine des peuples de cette île contre les Anglais n'était pas éteinte. Ils portaient le joug avec impatience; l'exemple de l'Écosse les encourageait, les troubles de l'Angleterre leur assuraient des succès; d'ailleurs ils craignaient pour la religion catholique, s'ils devenaient sujets d'un parlement où les puritains dominaient. La conspiration, conduite avec un grand secret, fut exécutée avec une barbarie qui ne peut se trouver que dans une nation tout à la fois sauvage et fanatique. Dans le massacre qui se fit des Anglais, il périt plus de quarante mille hommes; encore ne se contentait-on pas d'égorger; on imaginait les tortures les plus cruelles, et le nom de religion retentissait

de toutes parts. Tel était le sort de Charles : tous ses peuples se soulevaient, et on l'accusait d'avoir été l'auteur de la conspiration d'Irlande, et d'en méditer une semblable en Angleterre pour faire périr tous les protestans par la main des catholiques.

Si l'on avait voulu réformer le gouvernement, on le pouvait alors. Mais le fanatisme ne devait pas se borner à une réforme.

La puissance royale était comme anéantie. Il paraît donc que c'était le moment d'en fixer les bornes, d'assurer les priviléges de la nation, et de rétablir l'ordre et la tranquillité. Mais les chefs, qui animaient le peuple, voulaient les troubles, soit par l'espérance de s'élever, soit par l'appréhension de n'être plus rien lorsque tout serait réglé, soit par la crainte d'être alors recherchés et punis. La disposition des esprits leur était favorable. Depuis l'union de l'Angleterre avec l'Écosse, le peuple se déclarait avec enthousiasme pour la discipline presbytérienne : il s'élevait contre les évêques, il en demandait la ruine; et le parlement, qui leur avait déjà porté plusieurs coups, allumait encore ce fanatisme. Or, la puissance des évêques et la puissance royale étant unies par des intérêts communs, la passion pour le presbytérianisme, qui rendait tous les jours la religion anglicane plus odieuse, faisait tous les jours haïr davantage la royauté.

Le parlement emploie jusqu'aux impostures pour perdre Charles.

Dans cette disposition générale des esprits, plus les embarras et les besoins du roi croissaient, plus le parlement osait entreprendre. Il répandait

des terreurs paniques, il supposait des conspirations tramées par les évêques et par le roi; il montrait le papisme prêt à s'établir de nouveau sur la ruine de toutes les sectes. Par cet artifice il animait les peuples, il s'en faisait un appui, et les intéressait à toutes ses démarches. Il acheva de soulever les esprits par une remontrance qui fut adressée à la nation. C'était une satire de tout le règne de Charles. Remplie d'exagérations et de mensonges grossiers, elle était tracée avec les couleurs les plus noires. Il semblait qu'on n'y avait répandu des vérités que pour donner plus de poids aux impostures.

Le peuple de plusieurs provinces et celui de Londres, offrent leurs services au parlement.

C'est avec cette pièce odieuse qu'on reçut le roi à son retour d'Écosse. Il put juger par-là des nouvelles entreprises qu'on projetait. Il était facile de prévoir que le parlement ne mettrait plus de bornes à ses prétentions, et que tous ses pas tendraient à la ruine entière de la monarchie. En effet les choses en vinrent au point que le roi fut contraint de sortir de Londres, où il n'était plus en sûreté. Il est vrai que la chambre des pairs défendait encore les restes de la prérogative royale. Mais les communes qui s'étaient saisies de toute l'autorité, déclarèrent qu'elles représentaient seules tout le corps de la nation. Cet enthousiasme pour la démocratie gagnait même insensiblement tout le peuple, et l'on se voyait au moment d'une confusion générale et d'un boule-

versement total. Les habitans du comté de Buckingham présentèrent aux communes une requête signée de six mille personnes, qui promettaient de vivre et de mourir pour la défense des priviléges du parlement. La ville de Londres, les comtés d'Essex, de Herreford, de Surrey et de Bercks suivirent cet exemple. Tous les ordres, jusqu'aux plus vils, crurent devoir offrir leurs services. Les apprentis se présentèrent avec leur requête, les porte-faix, les mendians même, enfin les femmes. Dans la terreur qu'elles avaient des papistes et des évêques, elles disaient avoir le même droit que les hommes à déclarer leur sensibilité pour les maux publics, puisque le Christ les avait rachetées au même prix, et que le bonheur des deux sexes consistait également dans la jouissance libre du Christ. Les communes reçurent toutes ces requêtes avec applaudissement.

Le parti que le roi conserve dans ce corps est forcé au silence.

Les moyens qu'on employait contre l'autorité royale devenaient donc tout à la fois odieux et ridicules, et par conséquent ils devaient soulever les honnêtes gens à qui il restait encore quelques lumières. Aussi Charles avait-il dans le parlement un parti considérable, qui aurait pu devenir le plus nombreux, si ce prince se fût conduit avec plus de prudence. Mais les chefs des communes profitaient de ses fautes : en entretenant la fureur d'un peuple aveugle, ils inti-

midaient tous ceux qui auraient voulu s'opposer à leurs entreprises, et le parti du roi était forcé au silence.

La guerre commence.

Le calme était seul à craindre pour les communes. Des esprits rassis pouvaient ouvrir les yeux, et revenir au gouvernement monarchique, auquel on était accoutumé depuis tant de siècles. Le moment du plus grand fanatisme était donc une conjoncture favorable pour porter les derniers coups, et la guerre civile commença.

Le roi s'était retiré dans les provinces du Nord, où il avait trouvé des sujets fidèles, parce qu'elles étaient plus éloignées de la contagion. Son parti, fortifié de la principale noblesse, se grossissait de tous ceux qui commençaient à mieux juger des vues des communes, et qui voyaient une nouvelle tyrannie s'élever au milieu de l'anarchie. Quoiqu'il fût encore plus faible que le parlement il se sentit assez de forces pour montrer de la fermeté; et il avait préféré la guerre aux conditions honteuses que les communes avaient voulu lui imposer.

Le parlement d'Angleterre demande des secours aux Écossais.

La guerre se faisait depuis un an, avec des succès variés, lorsqu'en 1643, le parlement demanda des secours aux Écossais. Il était assuré de ne pas essuyer un refus : car si le roi recouvrait son autorité en Angleterre, il devenait assez puissant pour pouvoir rétracter toutes les concessions que l'Écosse lui avait arrachées. Les cove-

nantaires trouvaient d'ailleurs dans leur fanatisme, un motif pour répondre favorablement. Fiers d'avoir établi le presbytérianisme dans leur nation, ils n'ambitionnaient plus que la gloire de le répandre au-dehors. Or une nouvelle alliance avec le parlement d'Angleterre semblait hâter ce moment désiré. Les circonstances ne permettaient pas de douter du succès : car le peuple anglais avait en général les évêques en horreur, et les communes qui ne cessaient de les humilier, déclaraient vouloir réformer l'Église, à l'exemple de leurs frères du Nord.

Un parlement convoqué en Écosse sans l'aveu de Charles, fait alliance avec celui d'Angleterre.

Cependant c'était au parlement d'Écosse à ordonner des levées de troupes et d'argent, et Charles ne pouvait consentir à rassembler un corps qui devait s'armer contre lui. On y suppléa. Des officiers publics, à l'instigation du clergé, le convoquèrent, et enlevèrent au roi la seule prérogative qui lui restait. Les deux parlemens firent alliance : les Écossais armèrent. L'année 1644 se passa en marches, en combats, en négociations, et rien ne fut encore décidé.

Alors les indépendans, qui se confondaient avec les presbytériens, se rendaient insensiblement maîtres du parlement.

Outre les puritains, anciens ennemis du gouvernement, et les presbytériens, qui faisaient tous les jours des progrès, il était sorti, du sein du fanatisme, une nouvelle secte qui enchérissait sur toutes les autres : c'est celle des indépendans.

Non-seulement les indépendans proscrivaient

l'épiscopat, ainsi que les presbytériens ; ils ne voulaient pas même de prêtres. Ils prétendaient que tout homme a droit d'exercer les fonctions du sacerdoce; ils rejetaient comme frivoles les cérémonies de l'Église pour donner un caractère à ses ministres : ils condamnaient tous les établissemens ecclésiastiques, ils abolissaient tout gouvernement spirituel. Leur système politique portait sur les mêmes principes. Ce n'était pas assez d'abolir la monarchie et l'aristocratie : ils se déclaraient encore contre toute distinction d'ordre et de rang : ils voulaient une égalité parfaite dans une république absolument libre et indépendante.

Dans un temps où le fanatisme règne, la secte qui le porte le plus loin doit nécessairement dominer. Les presbytériens étaient néanmoins en plus grand nombre dans le parlement ; et les indépendans, n'osant encore se déclarer, se confondaient avec eux. Mais sous le manteau du presbytérianisme, ils parvenaient aux emplois, ils se fortifiaient insensiblement, et ils vinrent à bout de leurs desseins par l'adresse de leurs chefs, Vane et Cromwel.

Ils se proposent de forcer les membres du parlement à renoncer aux emplois civils et militaires.

Ils répandirent dans le public que les généraux songeaient plus à prolonger la guerre qu'à la finir ; et que tant que les membres du parlement exerceraient les emplois civils et militaires, ils n'auraient garde de travailler pour la paix, qui devait

leur enlever toute leur considération. De semblables discours furent répétés en chaire par des prédicateurs, dans un jour de jeûne qu'on avait ordonné pour implorer l'assistance du Ciel.

Le lendemain, Vane harangua les communes sur les plaintes des prédicateurs; il remarqua que tous avaient tenu en même temps le même langage; il conclut que cet accord était une inspiration du Saint-Esprit; et il conjura l'assemblée, pour la gloire de Dieu et de la patrie, de mettre à part tout intérêt personnel, et de renoncer à tout emploi civil et militaire, ajoutant que l'absence des membres occupés à les remplir rendait la chambre déserte, et diminuait l'autorité de ses résolutions. Il donna lui-même l'exemple, en remettant la charge de trésorier de la marine qu'il possédait depuis long-temps. Cromwel applaudit à ce discours, et entreprit de faire voir combien il serait avantageux de suivre les conseils de Vane.

Ils réussissent dans ce dessein.

Cette proposition souffrit bien des difficultés de la part des presbytériens. Mais enfin, après de grands débats, les indépendans l'emportèrent; et les membres qui avaient des emplois s'en démirent.

Par ce moyen ils font passer toute la puissance militaire entre les mains de Cromwel.

Pendant que ces choses se passaient, Cromwel avait été chargé de conduire un corps de cavalerie. Son absence ayant été remarquée, on dépêcha pour son retour; et Fairfax, à qui on avait

donné le commandement de l'armée, eut ordre de le remplacer. Mais ce général écrivit au parlement, pour obtenir qu'on lui laissât pendant quelques-jours le lieutenant-général Cromwel, dont il assurait que les lumières lui étaient utiles pour le choix des nouveaux officiers; et peu après il demanda qu'on le lui accordât pour toute la campagne. C'est par ces artifices que les indépendans exécutèrent leurs desseins, et firent passer toute la puissance militaire entre les mains de Cromwel. Car le chevalier Fairfax, quoique bon capitaine, était un homme simple, et facile à gouverner.

Charles se livre aux Écossais, qui le vendent au parlement.

La campagne de 1645 fut funeste à Charles. Défait par les Anglais, il n'eut d'autre ressource que de se jeter entre les bras des Écossais, qui le livrèrent, et même le vendirent au parlement d'Angleterre, à la fin de 1646.

Les indépendans, qui ont chassé de ce corps tous ceux qui leur sont contraires, le font périr sur un échafaud.

La captivité de ce prince fut le terme de l'autorité du parlement. L'armée se révolta, enleva le roi, se rendit maîtresse de Londres, chassa du parlement tous ceux qui étaient contraires au parti des indépendans; et il n'y resta plus que quelques factieux fanatiques, qui firent périr Charles sur un échafaud, le 30 janvier 1649. Toute la nation frémit du coup qui trancha les jours de ce malheureux monarque, et chacun se reprocha de ne l'avoir pas servi, ou d'avoir eu part aux troubles.

Cette mort tragique arriva précisément la même année et le même mois que Louis XIV fuyant de sa capitale, se réfugia à Saint-Germain, où ce monarque, qui venait d'humilier la maison d'Autriche, manquait du nécessaire. Alors Henriette, sa tante veuve, de Charles et fille de Henri IV, était retirée à Paris, où elle vivait dans la plus grande pauvreté : sa fille, qui épousa depuis le frère de Louis XIV, était obligée de garder le lit, n'ayant pas de bois pour se chauffer. Voilà l'état où une longue guerre, de grands capitaines, d'habiles ministres, de grands négociateurs et une pacification qu'on admire, laissaient les puissances qui donnaient la loi à l'Europe. Vous le voyez, Monseigneur, les Bourbons sont hommes et quelquefois misérables, et ils le sont dans le moment où ils paraisssent couverts de gloire. L'exemple est récent.

Alors la maison d'Autriche venait d'être humiliée, et la maison de Bourbon manquait du nécessaire.

L'ordre que j'ai suivi a rapproché deux guerres civiles d'un caractère bien différent, et il vous sera facile de comprendre que, si la France fut tout à coup tranquille, l'Angleterre devait être encore bien agitée.

Tout était dans une confusion qu'il serait difficile de représenter. Jamais peuple n'avait été divisé par tant de factions, et toutes ces factions, plus ou moins fanatiques, formaient dans leur délire des systèmes de religion et de gouvernement, et prenaient leurs rêves pour des inspirations. Il ne res-

Désordre où se trouvait l'Angleterre.

tait plus de lois : tout était soumis aux passions, auxquelles une imagination déréglée lâchait la bride : chacun se faisait des principes à son gré ; et l'impunité du passé enhardissait pour l'avenir.

La nation anglaise, devenue plus courageuse et plus entreprenante, avait besoin d'un chef.

Le seul avantage que la nation anglaise retira de sa situation, c'est qu'elle était devenue propre aux plus vigoureuses entreprises. Le génie militaire s'était réveillé pendant les guerres civiles : quantité de gens obscurs s'étaient élevés pas leurs talens, ils conservaient leur courage actif auquel ils devaient leur fortune; ils pouvaient, s'ils étaient bien conduits, assurer au moins la tranquillité de l'état sur le despotisme : il ne leur fallait qu'un chef.

Elle le trouve dans Cromwel.

Cromwel fut ce chef. Il avait toutes les qualités pour réussir dans le temps où il vivait, de l'hypocrisie, de l'audace et de la fermeté. Je doute que dans un autre siècle il eût eu occasion de faire connaître ses talens, ou seulement de les connaître lui-même. Il acquit du crédit dans le parlement et dans l'armée par son fanatisme. Il parvint à la puissance souveraine par des crimes; il gouverna en grand homme. Mais, pendant qu'il faisait trembler ses concitoyens sous son despotisme, et qu'il rendait l'Angleterre redoutable aux nations étrangères, il redoutait tout lui-même, toujours entouré d'amis faux et d'ennemis irréconciliables, toujours exposé aux complots des différens partis, toujours menacé par le fanatisme prêt à s'armer d'un poignard.

Chargé de porter la guerre en Irlande et en Écosse, il soumit ces deux royaumes. Aussitôt après, une autre guerre commença contre la Hollande. L'amiral Blake s'y distingua, et le parlement affecta de relever les avantages qu'il remportait sur mer. Il se plaignit des dépenses que coûtait l'armée de terre; il insista sur la nécessité d'en licencier une partie. Il voulait abattre la puissance de Cromwel, qui lui faisait ombrage; mais il n'était plus temps : ce général, maître des troupes, cassa la parlement sans trouver d'opposition. Accompagné de soldats, il parut au milieu de l'assemblée comme un homme inspiré : *Retirez-vous*, leur dit-il, *vous n'êtes plus le parlement; le Seigneur vous a rejetés; il en a choisi d'autres pour achever son ouvrage.*

Cromwel casse le parlement, qui tentait de diminuer son autorité.

Il créa ensuite un nouveau parlement, en faisant venir des différentes parties des trois royaumes ceux que le Ciel avait choisis. *Jamais*, leur dit-il, *je n'aurais osé me promettre de voir le Christ si hautement reconnu.* Il parlait en fanatique à des fanatiques, qui, croyant avoir reçu le Saint-Esprit dans toute sa plénitude, extravaguaient, et croyaient former un plan de république. Les ambassadeurs de Hollande, qui voulaient négocier avec ce parlement, furent fort étonnés de trouver des saints, qui prétendaient devoir d'abord les épurer pour les rendre utiles au grand œuvre de subjuguer l'Antechrist. Cromwel, honteux de son

Il en crée un composé de fanatiques, qu'il casse encore. Il est déclaré protecteur par l'armée.

ouvrage cassa ce parlement ridicule, et fut déclaré protecteur par l'armée, qui régla la forme du gouvernement.

Cependant l'Angleterre était formidable au-dehors, et Cromwel donne la loi dans le traité qu'il fait avec la France.

Pendant que l'Angleterre offrait au-dedans de pareilles scènes, elle était formidable au-dehors. Elle paraissait acquérir l'empire de la mer. Elle n'avait jamais joué un plus beau rôle avec les nations étrangères. Elle accorda la paix aux États-Généraux; et, tout à la fois recherchée par les deux couronnes qui se faisaient la guerre, elle fit un traité avec la France. Cromwel dicta les conditions avec hauteur, et le cardinal Mazarin les accepta.

Avantages que l'Angleterre trouva dans l'alliance de la France. Mort de Cromwel.

On reproche au protecteur de n'avoir pas connu les vrais intérêts de sa nation. Il devait, dit-on, soutenir l'Espagne dans sa décadence, et maintenir la balance entre les deux couronnes. On ne remarque pas que dans l'état où cette monarchie était réduite, ce projet eût été chimérique; qu'il ne suffisait pas de la soutenir; qu'il aurait fallu la relever malgré les vices de sa constitution, et qu'il était plus raisonnable à l'Angleterre de se préparer à devenir un jour elle-même la rivale de la France. Mais il s'agissait d'abord de s'agrandir. Or Cromwel en était bien plus sûr avec l'alliance de Louis XIV qu'avec celle de Philippe IV; car il pouvait se promettre des conquêtes en Amérique et en Flandre. En effet, il enleva la Jamaïque que l'Angleterre a conservée; et en 1658 il acquit

Dunkerque, qui lui ouvrait les Pays-Bas. La flotte anglaise bloquait le port, et Turenne qui conduisait le siége, remporta la fameuse bataille des Dunes sur le prince de Condé. La place capitula le 23 juin, et fut livrée aux Anglais comme on en était convenu. Cromwel mourut le 3 septembre de la même année, âgé de cinquante-huit ans. Ce fut à propos; car le mécontentement gagnait l'armée. Les conspirations se renouvelaient sans cesse, et jusqu'à ses enfans, tout le monde s'éloignait de lui, et lui reprochait ses crimes. Richard son fils, qui lui succéda dans le protectorat, abdiqua bientôt une puissance que Cromwel aurait eu bien de la peine à conserver.

Traité des Pyrénées. 1659.

La guerre entre la France et l'Espagne finit en 1659. Le traité fut conclu le 7 novembre par le cardinal Mazarin et don Louis de Haro, dans l'île des Faisans sur la rivière de Bidassoa. On céda plusieurs places de part et d'autre : le duc de Lorraine fut rétabli; le prince de Condé revint, et rentra dans ses gouvernemens et dans tous ses biens; la France promit de ne point donner de secours au roi de Portugal, et le mariage de l'infante Marie-Thérèse avec Louis XIV fut arrêté, sous la condition de la renonciation à la succession d'Espagne. Léopold, qui avait succédé à Ferdinand III, son père, et qui souhaitait d'épouser l'infante, n'omit rien pour traverser ce mariage.

Charles est é-

Les troubles continuaient en Angleterre. Il

tabli sur le trône d'Angleterre. Les royaumes du Nord font la paix.

1660.

n'était pas possible aux factions de s'accorder sur la forme du gouvernement. Monck, un des généraux de l'armée, profita de ces divisions pour rétablir les Stuarts. Il affecta un zèle républicain, et il prépara si bien les choses, que Charles II, fils aîné de Charles Ier, fut reçu parmi les acclamations du peuple, et rétabli sur le trône de ses pères en 1660. La même année les royaumes de Suède, de Pologne et de Danemarck, firent la paix sous la médiation de la France. Il semble qu'on respire enfin, quand on voit le calme se répandre dans presque toute l'Europe.

CHAPITRE II.

Depuis la paix des Pyrénées jusqu'à la paix de Nimègue.

Quel était le parlement qui rappela Charles II.

Dans l'espérance de secouer le joug d'un parlement qui s'était rendu odieux, les différens partis oubliaient leurs animosités, et attendaient avec impatience la fin des désordres, lorsque Monck, qui s'était déclaré pour la liberté, et qui par-là avait gagné la confiance du peuple, prit sur lui de rappeler les membres qui avaient été exclus avant qu'on fît le procès à Charles. Comme ces membres étaient le plus grand nombre, la plupart des indépendans prirent le parti de se retirer,

et le parlement fut en quelque sorte renouvelé. Les membres rétablis commencèrent par faire quelques réglemens; et après avoir ordonné eux-mêmes leur propre dissolution, ils convoquèrent un nouveau parlement.

L'amour de la liberté n'était plus le même : on se reprochait un aveuglement qui avait causé tant de maux : on ne voyait pas qu'il fût possible d'établir quelque forme de gouvernement, sans soulever encore les factions les unes contre les autres. Parmi tant de divisions, il paraissait qu'on ne pouvait retrouver la paix que sous un monarque : les presbytériens, qui avaient été victimes des indépendans, formaient à cet égard les mêmes vœux que les royalistes; et comme ces sentimens étaient généralement répandus, il arriva que dans toutes les provinces; les suffrages du peuple tombèrent sur ceux qu'on savait être favorables à la monarchie. Tel fut le parlement qui rétablit Charles. Il ne mit point de conditions à son rappel, parce que, dans l'impatience de jouir du repos, il eût été effrayé du retardement que pouvait apporter la lenteur d'une négociation. En cela il ne fit que se conformer aux vœux des peuples.

Bonnes et mauvaises qualités de Charles.

Charles II avait les qualités qui séduisent : une figure mâle, un air engageant, de l'esprit, de la pénétration, du jugement, un caractère doux et une affabilité singulières. Il paraissait avoir oublié dans ses malheurs qu'il était prince, et sur

le trône il ne paraissait plus s'en ressouvenir. Mais il avait des défauts qui ne se montraient pas d'abord. Sa paresse, qui lui donnait de l'éloignement pour toute sorte de travail, rendait inutiles les qualités de son esprit. Sa bonté n'était pas un sentiment de l'âme : ce n'était que l'effet de sa nonchalance. Son affabilité dégénérait en familiarité, et paraissait peu décente. Il était le même pour tous ceux qui l'approchaient, les accueillant également, n'en aimant aucun et se méfiant de tous. On lui reproche encore d'avoir été ingrat envers ceux qui l'avaient servi avec zèle, et d'avoir été livré aux plaisirs, jusqu'à dissiper ses revenus. Il est doux pour un prince lâche, qui aime à dissiper, d'être absolu. C'était aussi tout ce que Charles ambitionnait, mais cette ambition lui suscitera des affaires qui contrarieront sa nonchalance.

Le parlement, quoique soumis et respectueux, paraît prendre des mesures contre le despotisme.

Le contraste de ses adversités et de la révolution subite qui venait de le rétablir, intéressait en sa faveur, et ne permit de remarquer d'abord que ses qualités aimables. Le parlement, soumis et respectueux, lui accorda des subsides, fixa ses revenus à douze cent mille livres sterling; c'était plus qu'aucun autre roi d'Angleterre n'avait eu : enfin il fit périr par les supplices dix de ceux qui avaient condamné Charles Ier. Il donna cependant avec beaucoup d'économie : les fonds mêmes qu'il assigna pour les revenus de la couronne, ne fai-

saient pas les deux tiers des douze cent mille livres ; et en se réservant de remplir dans la suite ses engagemens, il parut vouloir tenir le roi dans la dépendance. Néanmoins Charles, qui n'avait pas en général lieu d'en être mécontent, le congédia en lui témoignant combien il était satisfait.

Un nouveau parlement renonce au droit des armes; mais il ne donne que de legers subsides. 1661.

Ce parlement avait été principalement composé de presbytériens : celui qui s'assembla l'année suivante fut encore plus favorable, parce que les royalistes et les anglicans y dominaient. Non-seulement il condamna toutes les maximes qui tendent à la révolte; il déclara même qu'aucune des deux chambres, ni les deux ensemble n'ont pas le droit des armes; et il porta la soumission jusqu'à renoncer au droit de se défendre contre le souverain. C'était donner à la couronne une prérogative sans bornes. Mais le plus grand nombre des membres était encore si frappé des derniers désordres, qu'il était plus porté à prendre des précautions contre la révolte des sujets que contre l'ambition du roi. Ils firent encore un acte fort avantageux à la monarchie; ce fut de rétablir l'Église anglicane dans le même état où elle était avant les guerres civiles; et, dans cette vue, ils ordonnèrent à tous les ecclésiastiques de suivre cette communion, sous peine de perdre leurs bénéfices. Les presbytériens qui ne voulurent pas se soumettre furent appelés non-conformistes. Mais ce parlement, si pénétré des principes de la

monarchie, la rendait impuissante par l'économie avec laquelle il donnait des subsides; s'il voulait qu'on ne lui portât pas des coups, il paraissait vouloir qu'elle fût assez faible pour qu'elle n'en pût pas porter elle-même.

Pour fournir à ses dépenses, Charles vend Dunkerque à la France.

Les revenus de la couronne, trop bornés pour les charges de l'état, étaient encore dissipés par les prodigalités du monarque. Il ne restait à Charles que des dettes. Dans cette situation, il résolut de vendre Dunkerque, dont la garnison lui coûtait chaque année cent mille livres sterling; et il la livra pour quatre cent mille à la France.

1662.

Il en est blâmé.

Il fut généralement blâmé, parce que Dunkerque, entre les mains des Français, pouvait faire beaucoup de tort au commerce de l'Angleterre. Il l'eût été encore plus, si l'on eût connu dès lors l'ambition de Louis XIV; car l'acquisition de cette place donnait à la France de grands avantages pour s'étendre du côté des Pays-Bas.

A la sollicitation des communes, qui lui promettent des subsides, il fait la guerre à la Hollande.

Les communes offrirent enfin à Charles une occasion d'obtenir des subsides. Jalouses du commerce florissant des Provinces-Unies, elles cherchèrent des prétextes pour faire la guerre à cette république, et, quoiqu'elles n'en trouvassent que de bien frivoles, elles promirent au roi de lui donner toutes sortes de secours s'il voulait entrer dans leurs vues. Elles s'imaginaient qu'après avoir abattu la puissance des Hollandais, l'Angleterre

serait en possession de tout le commerce; et la guerre fut déclarée. 1664.

Les Anglais, comme les Hollandais, désirent bientôt la paix.

Les combats sur mer ne sont pas décisifs comme sur terre; souvent on se ruine pour ruiner son ennemi, sans rien acquérir, et la nation qui a le plus de ressources reprend bientôt tous ses avantages. Les Anglais eurent lieu de connaître la supériorité que la Hollande avait à cet égard, et ils commencèrent à se lasser de la guerre; les Hollandais, qui l'avaient entreprise malgré eux, et dont le commerce souffrait beaucoup, désiraient la paix; Charles, plus nonchalant qu'ambitieux, n'était pas capable de persister dans des projets où il trouvait de grands obstacles; le Danemarck venait d'ailleurs d'armer pour les Provinces-Unies, ainsi que la France, alliée de cette république. Il est vrai que cette dernière puissance agissait faiblement, et qu'elle paraissait plutôt montrer ses forces que donner des secours. Louis XIV, qui ne voulait ni la prospérité ni la ruine de la Hollande, formait alors un projet, qui le mettait dans la nécessité de ménager le roi d'Angleterre.

Le pensionnaire de Wit venge sa patrie. Paix de Bréda.

La paix se négociait à Bréda. On était d'accord sur les principaux articles; et les difficultés qui restaient paraissaient si légères, qu'elles n'auraient dû apporter aucun retardement. Mais de Wit, pensionnaire de Hollande, prolongeait la négociation dans l'espérance d'humilier les Anglais et de venger sa patrie de l'injuste guerre qu'ils lui

avaient faite. Il jugea que Charles, dans l'espérance d'une paix prochaine, songeait plus à ménager ses finances qu'à prendre des mesures contre l'ennemi. Il ne se trompa point. L'Angleterre était dans la plus profonde tranquillité, lorsque le pensionnaire avait fait tous ses préparatifs. La flotte hollandaise entra dans la Tamise, où elle brûla plusieurs vaisseaux; elle menaça toutes les côtes d'Angleterre; et elle eût pu faire une descente, si elle eût été soutenue par les Français. Mais Louis XIV, qui voulait maintenir la balance entre ces deux puissances maritimes, n'avait garde de contribuer à la supériorité de l'une ou de l'autre.

1667. La paix fut signée à Bréda le 10 juillet. Une nouvelle scène va s'ouvrir.

A la mort de Philippe IV, Louis XIV réclame les Pays-Bas, quoiqu'il eût renoncé aux droits de sa femme.

Philippe IV, roi d'Espagne, mort au mois de septembre 1665, laissait la couronne à son fils, Charles II. Or, parce que dans quelques provinces des Pays-Bas l'ordre de succession exclut les enfans d'un second mariage pour donner la préférence à ceux du premier, Louis réclama les Pays-Bas pour Marie-Thérèse, sa femme, née d'un premier lit. Il est vrai qu'il avait renoncé à tous les droits de cette princesse; mais il regardait cette renonciation comme nulle, sur ce principe, qu'un père ne saurait, par aucun acte, frustrer ses enfans de leurs droits. On répondit qu'il avait donc traité de mauvaise foi; que l'Espagne ayant accepté la renonciation comme une sûreté réelle,

la France était censée l'avoir donnée comme telle; qu'il n'y avait point eu de violence; qu'on avait contracté librement; et que par conséquent on devait de part et d'autre remplir également les conditions du traité. Mais les rois n'ont point de juge, et leurs querelles se décident par les armes.

Louis XIV était né avec d'heureuses dispositions, qu'une mauvaise éducation avait rendues inutiles.

Louis XIV avait été fort mal élevé. Né avec des dispositions heureuses, qu'on ne voulut pas cultiver, il n'eut aucun goût pour la lecture, aucune connaissance de l'histoire, aucune notion même des beaux-arts; en un mot, on rendit stériles les dispositions que la nature avait mises en lui, parce qu'en ne l'accoutumant pas à s'appliquer, on le rendit peu capable d'application. Comme ses maîtres ne savaient pas lui faire goûter l'étude, et qu'ils n'osaient le contrarier, Louis se livrait à ses caprices, ne faisait que changer d'objets, et ne contractait pas l'habitude d'une attention soutenue. Il retenait les faits parce qu'il avait de la mémoire; il les racontait même avec grâce : mais il paraissait avoir de la peine à saisir une suite de raisonnemens; et ce qu'il ne comprenait pas du premier coup, il lui arrivait rarement de le comprendre.

La régente et Mazarin auraient voulu faire durer son enfance.

Quoiqu'il eût été déclaré majeur à treize ans et un jour, en 1651, la régente et Mazarin ne songeaient pas assez à le former peu à peu dans l'art de gouverner. Jaloux de l'autorité, ils voulaient l'un et l'autre faire durer l'enfance du roi.

Louis, abandonné, obéissait aux penchans de son âge et se dégoûtait de toute application, pour se livrer à des amusemens frivoles. Il avait vingt ans, et il ne s'occupait encore que de ballets, de mascarades, de tournois, de comédies, de chasses, de jeux et d'intrigues d'amour.

Honteux de ne disposer de rien, il désire de s'instruire. Mazarin le fait travailler avec lui.

Bien loin d'avoir de l'autorité, à peine avait-il du crédit. Il ne disposait d'aucune grâce; il n'avait que la voie de la recommandation et des prières auprès du cardinal et de la régente. Ses courtisans ne manquèrent pas de lui en faire quelque honte, et de l'inviter à prendre les rênes du gouvernement. La confiance qu'il avait donnée à Mazarin, et la méfiance qu'il avait de lui-même, ou peut-être encore le dégoût du travail l'en empêchèrent. Cependant, quoique affermi dans le dessein de laisser l'administration à ce ministre, il parut désirer de prendre quelques connaissances de ses affaires. Le cardinal ne se refusa pas à un désir aussi louable : mais il mourut peu de temps après, en 1661.

Après la mort de ce cardinal, il travaille avec ses ministres, qui lui persuadent qu'il fait tout, et qu'il fait tout par lui-même.

Le roi n'ayant plus de premier ministre, gouverna par lui-même, tenant conseil tous les jours, et travaillant séparément avec les secrétaires d'état. Il prit d'autant plus de goût à ce travail, que ses ministres ne cherchaient qu'à le lui rendre agréable, et le flattaient continuellement pour gagner sa confiance. Ils l'accoutumèrent si fort à s'entendre louer, que, quoique convaincu de son

ignorance, dont il faisait quelquefois des sujets de plaisanteries, il commença à croire qu'il avait naturellement tous les talens de son état; et bientôt il se crut capable de former lui-même ses ministres. Le Tellier, qui avait le département de la guerre, excellait surtout dans l'art de flatter. Il sut toujours persuader au roi qu'il était le seul auteur des projets qui réussissaient; et pour l'intéresser à la fortune de Louvois, son fils, qu'il avait instruit dans le même art, il lui fit croire que Louvois était son élève, et qu'il tenait de lui toutes ses lumières. Vous pouvez prévoir qu'une trop grande confiance fera faire des fautes à Louis XIV.

Il goûte moins Colbert, qui le sert sans le flatter.

Il ne faut pas confondre avec de tels ministres, Colbert, qui eut dans son département les finances et le commerce. Il avait été l'homme de confiance de Mazarin, et ce cardinal, qui l'avait recommandé à Louis XIV comme propre à l'administration des finances, avait donné une preuve de son discernement, et fait un présent au roi et à l'état. Mais, trop grand pour flatter son maître, comme Le Tellier et Louvois, Colbert en fut aussi beaucoup moins écouté; et lorsqu'il mourut, en 1683, il était hors de la faveur. Ce fut à lui néanmoins que Louis XIV dut toute sa puissance. Sans Colbert, jamais il n'eût été capable de soutenir les grandes entreprises dans lesquelles il s'engagea par de mauvais conseils; et sans ces

malheureuses entreprises, qui mettaient dans la nécessité de fouler les peuples, Colbert eût enrichi le prince et les sujets. Étant donc forcé par les circonstances à mettre des bornes à ses grands desseins, il n'en exécuta qu'une partie. Cependant dès l'année 1666, il avait mis un si grand ordre dans les finances, et rendu le commerce si florissant, que la France se trouvait des forces dont elle ne s'était pas doutée avant l'administration de de ce sage ministre. En voici la preuve. En 1660, le peuple payait quatre-vingt-dix millions d'impôts : les charges de l'état montaient à cinquante-cinq millions ; et le roi, à qui il n'en restait que trente-cinq, n'était pas même au courant : deux années de son revenu étaient consumées d'avance. En 1666 les impositions produisaient quatre-vingt-treize millions : les charges de l'état étaient réduites à trente-quatre, et il en restait au roi cinquante-neuf. Les revenus de la couronne étaient donc considérablement augmentés, et cependant Colbert avait soulagé les peuples. Vous pouvez lire à ce sujet les *Recherches et considérations sur les finances de France.*

La France était épuisée.

Il aurait fallu une longue paix pour réparer les pertes que la France avait faites depuis François II. Certainement la population devait être fort diminuée, et le royaume par conséquent était encore faible par lui-même. S'il paraissait donc puissant, c'est que Colbert savait donner du res-

sort à toutes les parties. Il était puissant surtout par rapport aux autres états de l'Europe, qui avaient fait de pareilles pertes, et qui n'avaient point de Colbert. La population ne s'était accrue que dans les Provinces-Unies; c'était une raison pour qu'elle fût moindre ailleurs, puisque cette république avait été l'asile des familles persécutées.

Cependant les courtisans ne parlaient que de la puissance de Louis XIV, et malheureusement ce fut quelquefois dans des circonstances où ils ne paraissaient pas le flatter;

Si Louis XIV eût été plus éclairé, il eût mis toute sa gloire à faire le bonheur de ses peuples, et il ne se fût servi de sa puisance que pour entretenir la paix en Europe. Il ne fallait qu'écouter Colbert, étudier avec lui et le laisser faire. Mais ses courtisans ne l'entretenaient que de sa puissance, et chaque instant l'étalait à ses yeux. Elle se montrait surtout dans ces fêtes magnifiques qu'il donnait souvent à sa cour, et où il paraissait avec un air majestueux, tel qu'on peindrait le maître du monde. C'est au milieu d'une de ces fêtes, qu'en 1662 un légat vint s'humilier devant lui, pour faire satisfaction d'une insulte que les gardes du pape avaient faite à l'ambassadeur de France, et la même année le roi d'Espagne avait essuyé une humiliation à peu près semblable. Le baron de Watteville, son ambassadeur à Londres, ayant insulté le comte d'Estrade, ambassadeur de France, sur lequel il voulait prendre le pas, Philippe IV fut obligé d'envoyer un ambassadeur extraordinaire pour déclarer à Louis XIV, en présence de tous les ministres étrangers, que

ses ambassadeurs céderaient partout la préséance aux ambassadeurs de France. Comment dans de pareilles circonstances, Louis, jeune encore, n'aurait-il pas été ébloui lui-même d'un éclat qui éblouissait ses courtisans, et qui portait la terreur jusque dans une monarchie, auparavant redoutable à la France et à l'Europe? Pouvait-il se ressouvenir de ces temps malheureux où il n'avait pas un page pour le servir, et où il n'était pas en état de tirer de la misère Henriette, sa tante, veuve de Charles Ier? Il les oublia donc, et il ne vit plus que sa grandeur.

Entretenu dans cette illusion par Louvois, il entreprend de faire valoir les droits qu'il se fait sur les Pays-Bas.

1667

Il fut toujours entretenu dans cette illusion par Louvois, qui, voulant se rendre nécessaire et tout à la fois flatter la faiblesse de son maître, lui présenta la Flandre comme un pays sur lequel il avait des droits, et dont il devait se saisir par les armes. La guerre fut aussitôt décidée. En une seule campagne, quarante mille hommes, commandés par les plus habiles généraux, envahirent, sous les yeux de Louis, Charleroi, Ath, Binche, Menin, Comines, Deinse, Tiel, Tournai, Bergues, Furnes, Armentières, Courtrai, Douai, Oudenarde, Alost, Lille. Ces villes, sans magasins, sans fortifications, sans munitions, ne firent presque point de résistance; car, quoique cette invasion eût été prévue, les Espagnols ne s'y étaient pas préparés. Au commencement de l'année suivante, et pendant l'hiver, Louis conquit encore la Franche-Comté,

en moins d'un mois. Condé commandait sous lui. 1668.

A ses premiers succès obtenus sans obstacles, le roi, qui dans le vrai avait servi sous Condé, s'imagina être un conquérant : il se crut puissant, parce que l'Espagne était faible : et il n'eut plus d'autre ambition que de reculer ses frontières et de se rendre redoutable, sans considérer qu'il répandait l'alarme chez ses voisins, et qu'il pouvait armer contre lui toute l'Europe. Son principal avantage était dans ses généraux et dans ses ministres, bien supérieurs à ceux des autres puissances; avantage qu'il connaissait peut-être trop peu, car il croyait déjà être tout par lui-même.

Fier de ses premiers succès, il ne songe plus qu'à conquérir, et à se rendre redoutable.

L'invasion de la Flandre faisait connaître que si Charles II roi d'Espagne, dont la santé était languisante, mourait sans enfans, Louis formerait des prétentions sur la couronne de ce prince. Il semble donc que les puissances de l'Europe auraient dû prévenir la réunion de ces deux royaumes; c'est ce dont elles ne parurent pas s'occuper.

L'Europe aurait dû prévoir qu'il porterait son ambition sur la couronne d'Espagne;

L'empereur Léopold, qui avait eu pendant quelques années la guerre avec les Turcs, faisait alors tous ses efforts pour soumettre la Hongrie, ou plutôt pour y établir son despotisme. Dans le dessein d'usurper sur les priviléges de la nation, il traita de rebelle un peuple qui ne voulait pas être esclave. Il saisit par surprise quelques chefs du patriotisme; il leur fit trancher la tête, sous

Mais Léopold ne s'occupait que des moyens de régner despotiquement en Hongrie.

prétexte d'une prétendue conspiration; et il répandit dans tout le royaume des troupes qui, vivant à discrétion comme en pays ennemi, forcèrent enfin les Hongrois à se révolter véritablement. Pendant qu'il donnait tous ses soins à dépeupler la Hongrie pour y régner en despote, il ne pouvait pas porter son attention sur ce qui se passait ailleurs.

Les princes de l'empire ne s'alarmaient pas de l'agrandissement de la France, qu'ils s'imaginaient les devoir protéger, parce qu'elle les avait protégés.

Malgré le traité de Westphalie, il y avait peu d'union entre les membres de l'empire. L'empereur, les électeurs et les autres princes formaient trois partis; et la diète était au moins troublée par des contestations qu'on ne terminait pas. Les Allemands, accoutumés à se précautionner contre l'ambition de la maison d'Autriche, ne s'apercevaient pas encore que la maison de Bourbon devenait de jour en jour beaucoup plus formidable. Ils continuaient de la regarder comme une puissance, qui devait les protéger contre l'empereur. C'est pourquoi en 1658, Louis XIV fut reçu dans une alliance que les électeurs ecclésiastiques et d'autres princes avaient faite pour leur défense commune, et qu'on nomme la ligue du Rhin; et en 1668, plusieurs persistaient encore dans leurs engagemens avec la France. Il est difficile que tout un corps, tel que celui de l'empire sache changer à propos de vues et de politique. Les princes d'Allemagne ne pensaient donc point à s'opposer aux progrès de Louis XIV, ou ceux qui y pen-

saient, ne savaient encore quelles mesures prendre. Les républiques et les princes d'Italie étaient encore plus favorables au roi de France, parce qu'ils croyaient voir leur élévation dans l'abaissement d'une puissance qui occupait le royaume de Naples et de Lombardie.

L'Italie ne craignait que la maison d'Autriche.

Les Hollandais jugaient mieux du danger, parce qu'ils en étaient plus près; mais cette république était trop faible contre toutes les forces de la France, et d'ailleurs elle était troublée par deux factions.

Les Hollandais, qui jugeaient mieux, étaient trop faibles, et troublés par des factions.

Frédéric-Henri était mort en 1647, et avait laissé le stathoudérat à Guillaume II, son fils. Guillaume ne parut pas aussi bon républicain que ses aïeux; il se rendit suspect par son ambition, et peut-être eût-il causé une guerre civile, s'il eût gouverné long-temps. Après sa mort, qui arriva en 1650, les partisans de la liberté, effrayés du danger qu'ils avaient couru, songèrent à mettre des bornes au stathoudérat, ou même à exclure de cette dignité le fils posthume de Guillaume II.

Ils craignaient le stathoudérat, contre lequel ils songeaient à prendre des précautions.

De Wit, pensionnaire de Hollande, et qui gouvernait alors la république, donna tous ses soins à l'éducation de Guillaume III, qui était né huit jours après la mort de son père. Il ne négligeait rien pour le former aux affaires, voulant, disait-il, le rendre capable de servir la patrie, s'il arrivait jamais que des circonstances lui missent l'administration entre les mains. En même temps il

Le pensionnaire de Wit avait donné l'exclusion à Guillaume III, qu'il avait élevé.

tâchait de prévenir ces circonstances, et, en 1667, il avait fait rendre un édit, par lequel Guillaume et ses descendans étaient exclus à perpétuité du stathoudérat.

Cette exclusion donnait de nouveaux partisans à ce prince, qui montrait des vertus.

Guillaume avait alors dix-sept ans. On voyait déjà le fruit de l'éducation qu'il avait reçue : les vertus et les talens se développaient en lui. Il paraissait aimer la république; il paraissait dans la résolution d'en vouloir dépendre entièrement, et les peuples regardaient comme une injustice l'exclusion qu'on venait de donner à un prince auquel ils s'intéressaient. L'édit avait augmenté le nombre de ses partisans. On le comparait à ses ancêtres, dont on se rappelait les services : on le jugeait digne, à toutes sortes de titres, de la même confiance et des mêmes honneurs.

Parce qu'il était fils d'une sœur du roi d'Angleterre, de Wit était resté dans l'alliance de la France.

Ce jeune prince était fils d'une sœur du roi d'Angleterre. Il était donc à craindre que Charles, qui ne demandait qu'à troubler la Hollande, ne donnât des secours à la faction de Guillaume. C'est pour cette raison que de Wit était resté jusqu'alors dans l'alliance de la France. Mais un danger plus pressant ayant changé toutes ses vues, il ne voyait plus que l'Angleterre qui pût arrêter les progrès de Louis XIV.

Alors il change de plan, et la triple alliance qu'il a méditée force Louis XIV à la paix.

Les Anglais ne pouvaient voir sans jalousie la supériorité que prenaient les Français. Charles, voulant donc faire une chose agréable à la nation, chargea le chevalier Temple, son ministre à

Bruxelles, de se concerter avec le pensionnaire. Ces deux habiles négociateurs conclurent en quatre ou cinq jours un traité, auquel la Suède accéda, et par lequel ces trois puissances se proposaient d'offrir leur médiation, et de forcer la France et l'Espagne à la paix. Aucune d'elles néanmoins ne s'était encore préparée à la guerre. La Suède était bien loin pour être redoutable, et pour s'intéresser vivement aux Pays-Bas. Les Hollandais n'avaient point de troupes de terre; et Charles était toujours indolent, irrésolu et sans argent. Cependant le ministère français ayant pris l'alarme, la triple alliance, qui ne pouvait que menacer, eut tout le succès qu'on s'était promis. La négociation ne fut même pas longue; car le traité fut conclu et signé trois mois après à Aix-la-Chapelle. Louis rendit la Franche-Comté, et conserva toutes les conquêtes faites dans les Pays-Bas.

1668.

Le traité en est conclu à Aix-la-Chapelle. 1668.

Louis XIV avait fait une paix assez glorieuse, pour se promettre de nouveaux succès. Il s'en promit, et dans sa confiance, il songea surtout à se venger de la Hollande, qui avait eu la plus grande part à la triple alliance. Pour y réussir, il se proposa de déterminer l'Angleterre à rompre les engagemens qu'elle avait contractés avec cette république.

Louis songe à se venger de la Hollande.

Sous prétexte de visiter ses conquêtes, le roi se transporta dans les Pays-Bas avec toute sa cour, et fournit à la duchesse d'Orléans l'occasion de

1670. La duchesse d'Orléans, qui passe en Angleterre, trouve le roi, son frère,

dans des dispositions favorables au dessein de Louis.

passer en Angleterre, pour voir son frère, Charles II, ou plutôt pour négocier un traité avec ce prince.

Charles donnait alors toute sa confiance à Clifford, Ashley, Buckingham, Arlington et Landerdale; et le public nommait cabale le conseil composé de ces ministres, parce que les lettres initiales de ces cinq noms forment le mot de *cabal*. Les vues de la cabale, autant qu'on peut en juger par la conduite de ces cinq ministres, étaient de rendre le roi tout-à-fait indépendant du parlement. Pour y réussir, on proposait une alliance avec la France contre la Hollande; parce que sous le prétexte de la guerre, il serait facile de lever et d'entretenir un corps de troupes dans le royaume, et que Charles pourrait encore obtenir de Louis XIV des secours pour soumettre ses sujets rebelles. Ce projet était assez mal concerté; on devait juger que si le roi de France s'y prêtait, ce serait moins pour rendre Charles absolu, que pour faire naître des troubles en Angleterre. De pareilles vues s'accordaient néanmoins avec le caractère de Charles, que l'économie des communes laissait dans l'indigence, et qui ne pouvait pas prendre sur lui d'avoir une confiance entière pour ses peuples. Telles étaient les dispositions où la duchesse d'Orléans trouva son frère. Il lui fut donc aisé de sortir de sa négociation avec succès. Elle lui laissa, pour maintenir l'alliance entre les deux

couronnes, une demoiselle de sa suite dont il devint amoureux, et qui a été connue sous le titre de duchesse de Portsmouth.

Les deux rois déclarèrent la guerre aux Provinces-Unies. Comme ils n'avaient pas de raisons solides, ils employèrent les prétextes les plus frivoles : ils se plaignirent de quelques médailles et de quelques peintures injurieuses à leurs majestés. Ils auraient mieux fait de ne pas publier des déclarations qui ne faisaient que dévoiler davantage leur injustice. Charles eut en particulier la mortification de perdre toute la confiance de son peuple. Car, dans la vue de trouver plus de facilité dans son parlement, il avait feint de vouloir rester fidèle au traité de la triple alliance, et ce motif lui avait fait obtenir des subsides considérables. Mais les Anglais, qui voyaient avec chagrin que ces subsides étaient destinés à remplir les vues de la France, ne lui pardonnaient pas d'avoir employé la mauvaise foi pour sacrifier plus sûrement les intérêts de la nation.

Les deux rois déclarent la guerre à la Hollande. 1672.

Les Provinces-Unies cultivaient le commerce et la marine, et dans la sécurité où les laissaient la paix avec l'Espagne et leur alliance avec la France, elles avaient licencié la plus grande partie des troupes de terre, et négligé d'entretenir la discipline dans celles qui leur restaient. Jalouses de leur liberté, elles avaient surtout congédié un grand nombre d'officiers expérimentés, qui paraissaient

Cette république n'était pas en état de se défendre.

trop attachés à la maison d'Orange. Elles n'eurent donc pour toute défense que quelques troupes levées à la hâte, avec lesquelles on ne pouvait ni tenir la campagne, ni mettre des garnisons suffisantes dans les places.

Conquêtes de Louis XIV. Troubles qu'elles causent en Hollande. 1672.

Contre un pays si mal défendu, Louis XIV, qui avait engagé dans son alliance l'évêque de Munster, et l'électeur de Cologne, marcha à la tête de cent soixante-dix-sept mille hommes. Il prit, dans peu de mois, plus de quarante villes fortifiées, et envahit les provinces de Gueldres, d'Utrecht et d'Over-Issel. Guillaume III, que la république avait mis à la tête des troupes, se retira dans la province de Hollande, mettant toute sa ressource dans la force naturelle du pays. Cependant le peuple tourna sa rage contre le pensionnaire. Regardant comme l'auteur de ses maux, celui dont il avait admiré jusqu'alors la prudence et l'intégrité, il le massacra avec son frère, et il se souleva contre les magistrats, qu'il força à reconnaître le prince d'Orange pour stathouder.

Cette république met toute sa ressource dans le jeune prince d'Orange, qu'elle fait stathouder.

Ce jeune prince, car il n'avait encore que vingt-deux ans, se montra digne d'être le chef de la république. Il rendit le courage aux plus consternés. Les factions cessèrent. Tout se réunit sous lui, et le désespoir fit prendre un nouvel essor à l'amour de la liberté. Les écluses étaient ouvertes; le pays était inondé. La mer formait une barrière à l'ennemi.

L'empereur, qui d'abord avait désiré l'humiliation des Hollandais, fait une ligue contre Louis.

L'empereur avait d'abord vu sans inquiétude les préparatifs de Louis XIV contre les Provinces-Unies. Il avait promis de ne leur point donner de secours : il désirait même l'humiliation de cette république, et plusieurs autres puissances d'Allemagne adoptaient cette politique aveugle. Il ouvrit enfin les yeux, lorsqu'il considéra qu'après la conquête de la Hollande, les Pays-Bas espagnols seraient menacés, et il fit une ligue avec le roi d'Espagne, l'électeur de Brandebourg et les états-généraux. Louis fut obligé d'évacuer plusieurs des places conquises. 1673.

Le roi d'Angleterre fait la paix avec la Hollande.

Mais le parlement d'Angleterre était l'allié sur lequel les Hollandais pouvaient le plus compter : il commençait à soupçonner les desseins de la cabale. Charles connut qu'il n'obtiendrait rien pour une guerre que les communes désapprouvaient. Il frémit, en prévoyant les suites d'un mécontentement qui se montrait déjà, et il fit sa paix avec les états-généraux. 1674.

Toute l'Allemagne se déclare contre Louis, à qui il ne reste que l'alliance de la Suède.

L'électeur de Cologne et l'évêque de Munster furent aussi contraints de prendre le même parti, et les princes d'Allemagne, qui avaient été neutres jusqu'alors, se déclarèrent encore pour l'empereur. C'est ainsi que la France perdait ses alliés, se faisait des ennemis, et se voyait réduite à faire face de tous côtés. Le roi de Suède, qui avait abandonné les vues de la triple alliance, restait seul à Louis XIV ; mais il ne pouvait lui donner

aucun secours, parce qu'il entra en guerre avec le Danemarck.

Cependant Louis a de grands succès.

Dans cette conjoncture les Français furent obligés de changer d'objet. Ils abandonnèrent les Provinces-Unies ; et, de tant de conquêtes, ils ne purent conserver que Grave et Mastricht : leurs efforts se portèrent sur les Pays-Bas et sur le Rhin : ils conquirent la Franche-Comté et plusieurs places en Flandre, et ils pénétrèrent dans le Palatinat. Cependant la guerre se faisait aussi en Danemarck, en Suède, sur la mer Baltique, sur l'Océan, sur la Méditerranée, sur les frontières d'Espagne, et en Sicile, où la France donna des secours aux Messinois, qui s'étaient révoltés contre les Espagnols. C'est ainsi que la république de Hollande vit tout à coup le danger s'éloigner d'elle. Les autres puissances avaient armé pour la secourir, et elle continuait la guerre pour les secourir elle-même.

Pacification de Nimègue. 1678.

Cette guerre finit en 1678 par le traité de Nimègue, dont Louis XIV dicta les conditions. Elle fut donc glorieuse par les succès des généraux, si elle ne le fut pas par les motifs qui la firent entreprendre. Le ministère français sut diviser les ennemis, ou plutôt profiter de leur peu de concert. Les états-généraux auxquels ont rendait Mastricht, la seule place qu'ils n'avaient pas recouvrée, déclarèrent à leurs alliés que, s'ils n'acceptaient pas
1678. les conditions que Louis XIV leur offrait, ils fe-

raient leur paix séparément; et en effet ils la signèrent le 10 août. Le traité assurait à la France la Franche-Comté, Cambrai, Aire, Saint-Omer, Valenciennes, Tournai, Ypres, Bouchain, Cassel, etc. Il ne restituait à l'Espagne que Charleroi, Courtrai, Oudenarde, Ath, Gand, le pays de Limbourg, qui avaient été donnés à la France par le traité d'Aix-la-Chapelle. Enfin il obligeait le roi de Danemarck et l'électeur de Brandebourg à rendre tout ce qu'ils avaient enlevé à la Suède. Les puissances intéressées se plaignirent de la Hollande, qui en les abandonnant, s'unissait encore à Louis XIV pour leur faire la loi. Toutes cependant, les unes après les autres, acceptèrent les conditions qu'on leur prescrivait : l'Espagne le 17 septembre 1678; et dans l'année suivante, l'empereur, le 5 février; l'électeur de Brandebourg, le 29 juin; et le roi de Danemarck, le 2 septembre.

Causes des succès de Louis dans cette guerre.

Il faut attribuer les succès de la France dans cette guerre et dans cette négociation, à la supériorité de ses généraux, à la faiblesse de chacun de ses ennemis en particulier, et au peu de concert de toutes les puissances confédérées.

L'Espagne, aussi faible par l'usage qu'elle faisait de ses forces, que parce qu'elle en avait peu, était dans l'impuissance de défendre tout à la fois les Pays-Bas et sa frontière du côté des Pyrénées; et cependant elle avait encore à rétablir son au-

torité dans la Sicile, où les Messinois s'étaient révoltés.

Les Hongrois, toujours opprimés, faisaient une diversion, et mettaient l'empereur hors d'état d'agir vigoureusement contre la France. Les princes de l'empire s'embarrassaient mutuellement : les uns ne s'étaient pas déclarés encore; les autres avaient pris un parti sans avoir de plan arrêté. Or la force d'une confédération ne consiste pas dans le nombre des alliés : il faut un chef qui ait assez de talens pour en diriger les mouvemens, et qui paraisse avoir assez d'expérience pour mériter la confiance de tous les membres. Guillaume III était le seul qui eût les talens nécessaires : mais, trop jeune encore, il ne pouvait pas prendre assez d'autorité. Il essuya des contradictions de la part de sa république : les gouverneurs des Pays-Bas n'entrèrent pas dans ses vues; les princes d'Allemagne rompirent souvent ces mesures; et il paraît même avoir été quelquefois trahi. Il levait des siéges, il perdait des batailles : néanmoins les contradictions, les trahisons, les revers, rien ne pouvait l'abattre. Son courage lui restait, et ce courage suscitera bien des affaires à la France.

L'Angleterre aurait balancé la puissance de la maison de Bourbon, si Charles n'eût pas eu d'autres vues que celles de son parlement. Mais pour avoir abandonné la France, il ne s'était pas joint aux confédérés. Il pouvait être au moins l'arbitre de

l'Europe; il pouvait prescrire les conditions de paix : sa médiation avait même été acceptée. Cependant il ne voulut jamais tirer avantage d'une conjoncture aussi favorable, quoique les communes, inquiètes des progrès de Louis XIV, l'invitassent à prendre les armes, et lui fissent quelquefois des remontrances d'un ton à lui donner de l'inquiétude. Il ne voyait de toutes parts que des sujets de crainte. Il se méfiait des communes, comme elles se méfiaient de lui. Il n'osait les contredire ouvertement; et il n'osait pas non plus se rendre à leurs instances, parce qu'il appréhendait qu'après l'avoir engagé dans une grande guerre, elles ne profitassent de ses besoins pour l'obliger au sacrifice de quelque partie de sa prérogative. C'est ainsi qu'après avoir perdu la confiance de ses peuples, il ne croyait plus leur pouvoir donner la sienne : et dans cette position, il était incapable de prendre un parti. D'ailleurs, s'il se déclarait ouvertement pour les confédérés, il renonçait aux secours qu'il attendait de la France pour assurer son autorité; et s'il se déclarait pour Louis XIV, il soulevait le parlement et la nation. Cette incertitude parut dans la conduite qu'il tint comme médiateur. Toujours flottant entre la crainte et la fermeté, il agit avec une lenteur qui servit la France, peut-être plus utilement que s'il eût pris les armes pour elle. Car dans ce cas il n'eût point obtenu de subsides : il n'eût donc pu

donner aucun secours, et il eût été sans doute bien embarrassé.

L'état de l'Angleterre étant aussi favorable à l'agrandissement de la France, les Provinces-Unies, qui voyaient la faiblesse de la maison d'Autriche, et le peu de concert des confédérés, ne furent plus sensibles qu'aux dépenses que la guerre entraînait, et aux pertes qu'elles faisaient tous les jours par la ruine de leur commerce. Elles abandonnèrent donc des alliés sur lesquels elles ne pouvaient plus compter, et elles firent la paix.

Vous voyez que Louis XIV, réussit moins par ses propres forces que parce que ses ennemis ne surent pas se réunir. Il eût pu succomber, si un chef habile eût été l'âme de la confédération.

CHAPITRE III.

Depuis la pacification de Nimègue jusqu'à celle de Ryswick.

Les ennemis de la France avaient été trop humiliés, pour songer à se réunir de nouveau contre elle.

La grandeur de Louis XIV paraissait à son plus haut période. Il avait fait des conquêtes : il avait donné la loi à toutes les puissances confédérées ; il ne devait pas naturellement craindre qu'une nouvelle ligue se formât contre lui. Tous ses ennemis, divisés et mécontens les uns des autres, se reprochaient mutuellement des fautes ou des trahisons; et l'expérience de leur dernière

confédération ne leur promettait pas plus de succès, s'ils se réunissaient de nouveau contre la France.

Mais Louis veut être craint. La flatterie lui exagère sa puissance; et Guillaume III s'étudie à répandre des terreurs paniques.

En usant de ses avantages avec modération, le roi eût dissipé les alarmes qu'il avait données à l'Europe; il eût répandu la sécurité parmi des puissances qui, ne pouvant compter les unes sur les autres, ne cherchaient que des prétextes pour se persuader qu'elles n'avaient rien à craindre de lui; et s'il ne les eût pas forcées à se faire un système contraire aux vues qu'elles avaient eues jusqu'alors, il ne les eût pas mises dans la nécessité de recourir à l'empereur, et d'abandonner le système pour lequel elles avaient combattu et négocié si long-temps. Mais Louis ne voyait hors de ses frontières que des ennemis qu'il avait vaincus, et qu'il se flattait de vaincre encore. Déjà les Français se croyaient un peuple conquérant, et demandaient à être conduits à de nouvelles conquêtes. Ils célébraient à l'envi la gloire du vainqueur qui les gouvernait. Des poëtes, qui se faisaient lire malheureusement, lui promettaient le plus vaste empire. Il était le héros de la nation dans les monumens publics, dans les spectacles, dans les fêtes, dans les conseils de ses ministres. Toujours l'objet de la flatterie de ses sujets, il paraissait encore la terreur de ses voisins. Le prince d'Orange affectait de le craindre : il l'accusait d'aspirer à la monarchie universelle : il ré-

pandait l'alarme dans les cours, et cette terreur panique, qui suscitait des ennemis à Louis, le confirmait dans l'idée que lui donnaient de sa puissance ses derniers succès et ses courtisans. C'est ainsi qu'au dehors, comme au dedans du royaume, tout concourait à lui faire illusion. Cependant il eût été effrayé lui-même, s'il eût mieux apprécié la fausse gloire dont il s'enivrait. Ce qu'il avait acquis par le traité de Nimègue valait à peine, dit l'abbé de Saint-Pierre, vingt millions une fois payés, et dans le cours de six ans, la guerre lui avait coûté plus de quatre-vingt mille hommes, et plus de trois cent cinquante millions. Quand les conquêtes se font à ce prix, une monarchie est bientôt épuisée, pour peu qu'elle recule ses frontières. Mais Louis ne songeait pas à faire ces calculs; et Louvois, qui n'avait garde de les lui mettre sous les yeux, entretenait le prestige qui l'égarait.

Il eût fallu dissiper les alarmes de l'Europe.

La gloriole de Louis XIV, pour parler comme l'abbé de Saint-Pierre, n'était donc qu'un épouvantail; mais cet épouvantail pouvait réunir encore les ennemis de la France, et leur apprendre à se mieux concerter. Il fallait donc ne rien négliger pour dissiper les alarmes que le prince d'Orange s'étudiait à répandre. Louvois les accrut au contraire, et leur donna quelque fondement par les démarches dans lesquelles il engagea son maître.

1680. Mais Louvois paraît se concerter avec le prince d'Orange, pour forcer l'Europe à redouter Louis.

Louis érigea deux chambres, l'une à Metz, l'autre à Brisach. Il cita devant ces tribunaux plusieurs princes allemands. Il les somma de lui rendre des terres sur lesquelles il formait des prétentions; et sur les décisions de ses propres sujets, il se saisit de tout ce qui était à sa bienséance. Quelques-unes de ses prétentions pouvaient êtres fondées : mais après que le traité de Nimègue paraissait avoir terminé tous les différens, il faut convenir que cette manière de se faire justice était odieuse; et elle le devenait encore davantage par l'insolence des magistrats qui composaient ces tribunaux.

Mais Louis se croyait plus puissant, à proportion qu'il était plus craint; et sa passion était de montrer sa puissance. Louvois songeait donc à le faire craindre; il rapportait là toutes ses entreprises. Pendant qu'il achetait du duc de Mantoue, Casal, capitale du Montferrat, il se rendait maître de Strasbourg par surprise. Il saisissait toutes les occasions de vexer les puissances voisines. Si elles se plaignaient, il leur faisait un crime de leurs plaintes; on menaçait de les punir, comme on eût menacé des peuples rebelles. L'alarme se répandit donc. Louvois plaisait à son maître, parce qu'il le faisait redouter; et la guerre qui se préparait rendait Louvois nécessaire.

1681.

On avait cru que les projets de Louis XIV se borneraient à la conquête des Pays-Bas, et les

Allemands auraient volontiers sacrifié l'Espagne à l'ambition de ce prince. Mais les arrêts des chambres de Metz et de Brisach, et la prise de Strasbourg, avaient déjà décelé d'autres vues, lorsque trois camps, que Louvois forma du côté de l'Allemagne, donnèrent de nouvelles inquiétudes. L'un était en Bourgogne, l'autre sur la Sare, et le troisième sur la Saône. Le roi les alla visiter. Il jouit de sa puissance, il jouit du plaisir de l'étaler presque aux yeux de ses voisins, et bientôt après il commença les hostilités.

1683.

Seignelai veut aussi faire redouter le roi sur mer.

Grâce à Louvois, Louis se faisait craindre sur terre. Seignelai, fils de Colbert, était secrétaire d'état, et avait le département de la marine. Jaloux du ministre de la guerre, il voulut plaire par les mêmes moyens; et il chercha l'occasion de rendre le roi redoutable sur mer.

Il bombarde Gênes, et force cette république à députer le doge au roi.

Lorsqu'il s'élève une guerre entre deux puissances, tout peuple voisin est certainement en droit de se déclarer pour l'une ou l'autre, suivant ses intérêts; et la puissance contre laquelle il se déclare est en droit de le traiter en ennemi, tant que la guerre dure. Mais lorsque la paix est faite, il serait absurde de lui faire un crime de ses engagemens, comme il serait peu glorieux de se venger, parce qu'on est le plus fort. Or, en plusieurs occasions, la république de Gênes avait préféré l'alliance de l'Espagne, parce que les Espagnols l'avaient toujours ménagée, qu'ils n'a-

vaient jamais rien entrepris sur elle, et que les principales familles de cette république avaient de grandes terres dans le royaume de Naples, et des rentes considérables sur le Milanais. Louis, conseillé par Seignelai, crut qu'il était de sa gloire de punir des républicains qui osaient se mettre sous la protection d'un autre prince; et comme on ne pouvait pas même leur reprocher d'avoir commis aucune hostilité, on les accusa d'avoir formé le dessein de brûler les vaisseaux français dans les ports de Marseille et de Toulon. Du Quesne, le premier homme de mer que la France eût alors, fut commandé avec une escadre considérable, pour forcer la république de Gênes à faire satisfaction, et il fit voile sous les ordres de Seignelai : ce ministre voulut paraître conduire une entreprise dont le succès était facile, et qu'il croyait devoir lui mériter le bâton de maréchal. Les Français commencèrent par jeter 1684.
dix mille bombes qui brûlèrent une partie de la ville; ils firent ensuite une descente dans le faubourg de Saint-Pierre d'Arena, qui fut entièrement consumé. Les Génois eurent alors de quoi s'excuser auprès du roi d'Espagne : ils étaient certainement à l'abri de tout reproche. Ils consentirent donc à la satisfaction que Seignelai exigea d'eux. Les conditions du traité furent que le doge se rendrait à la cour avec quatre sénateurs; que, contre les lois de la république, il conserverait

sa dignité pendant son absence; et que, s'humiliant devant le roi, il témoignerait, avec les expressions les plus soumises, combien la république avait de regret d'avoir déplu à sa majesté, et combien elle désirait d'en mériter à l'avenir la bienveillance. Le doge, Francesco Maria Imperiali, remplit toutes ces conditions avec l'approbation de tous les courtisans. On eut soin de publier le discours qu'il avait prononcé; et le roi jouit dans toute l'Europe du plaisir qu'il avait eu de voir le chef d'une république à ses pieds. Il est vrai que ce spectacle coûtait cher aux Français; car le bombardement de Gênes avait mis dans la nécessité de lever sur les peuples cinq à six millions d'extraordinaire.

Mot du doge.

Louis XIV habitait alors Versailles, qui fut achevé peu après. C'était le moment où l'on parlait avec le plus d'enthousiasme de ce monument qu'il élevait à sa grandeur. Parce que d'un vilain lieu, d'un repaire de bêtes, il avait fait un château digne d'être le séjour de la cour la plus brillante et la plus magnifique, on disait qu'il avait fait quelque chose de rien, c'était l'expression familière. On ne comptait pas un milliard que ce quelque chose pouvait avoir coûté. On s'attendait qu'un républicain louerait comme un courtisan, et on lui demanda ce qu'il trouvait de plus singulier à Versailles : *C'est de m'y voir*, répondit le doge.

Si Seignelai copiait si bien Louvois, Louvois ne restait pas en arrière. Pendant qu'on bombardait Gênes, le maréchal de Créqui faisait le siége de Luxembourg, et cette place se rendit après vingt-quatre jours de tranchée ouverte. La guerre avait recommencé l'année précédente au sujet du comté d'Alost, que la France prétendait lui avoir été cédé par l'Espagne. Vous demanderez ce que faisaient les ennemis.

Le maréchal de Créqui se rend maître de Luxembourg.

1684.

Les réunions que les chambres de Metz et de Brisach faisaient à la couronne de France, avaient excité dans l'Allemagne des mouvemens grands et vagues, qui, en 1681, aboutirent en un congrès, tenu à Francfort, pour discuter les droits de Louis XIV. Mais on oublia l'objet pour lequel on s'était assemblé. Tout le temps fut consumé en débats entre les princes de l'empire, et en contestations sur le cérémonial.

L'Allemagne cependant paraissait vouloir s'opposer aux entreprises de Louis.

L'année suivante, les cercles du Haut-Rhin, de Suabe et de Franconie conclurent, à Laxembourg, une alliance avec l'empereur pour la défense de l'empire contre les réunions. Le roi de Suède, les électeurs de Saxe et de Bavière, le duc de Lunébourg et le landgrave de Hesse-Cassel, accédèrent à ce traité, ainsi que l'Espagne; et tous ces confédérés convinrent de rassembler trois armées sur le Rhin. Comme il n'est pas raisonnable de se faire des ennemis dans ses états, quand on a un ennemi redoutable au dehors, Léopold,

Mais Léopold soulevait les Hongrois, et Vienne était assiégée par les Turcs.

dans cette conjoncture, aurait dû suspendre au moins le projet d'opprimer les Hongrois, et tourner toutes ses forces contre Louis. Mais, tout occupé d'établir son despotisme sur ce peuple, il médita la guerre contre la France, et se mit hors d'état de la faire. Les Turcs, appelés par Teckeli, qui était à la tête des révoltés, fondirent sur l'Autriche, et mirent le siége devant Vienne en 1683. Il fallut donc employer contre eux les forces qu'on avait destinées contre la France.

Lorsque Jean Sobieski a délivré Vienne, la Hollande, qui voit l'impuissance des ennemis de Louis, propose une trêve qui est acceptée.

L'empereur se sauve à Passau, pendant que Jean Sobieski, roi de Pologne, marche contre les Turcs, les met en déroute, se rend maître de leur camp, de leurs bagages, et délivre Vienne. Il voulait après sa victoire saluer Léopold, et Léopold voulait l'assujettir à un cérémonial qu'il n'eût pas exigé sans doute lorsqu'il fuyait à Passau. Il se relâcha cependant; mais il était trop humilié pour témoigner de la reconnaissance au vainqueur qui venait de sauver l'Autriche et l'empire. Il le reçut froidement. Le roi de Pologne néanmoins lui donna des conseils, il lui montra ses vrais intérêts, il tenta de lui faire accepter les propositions raisonnables que faisait Teckeli. L'empereur, toujours aveugle et obstiné, voulut continuer la guerre contre les Hongrois et contre les Turcs. La frontière d'Allemagne restait donc sans défense du côté du Rhin, l'Espagne était trop faible pour agir sans le secours de l'empire; les

Provinces-Unies étaient épuisées, et la France soutenait ses entreprises sans craindre la ligue de Laxembourg. Les états-généraux, voulant rétablir la paix, ne trouvèrent d'autre moyen, que de proposer une trêve de vingt ans, pendant laquelle Louis XIV conservait tout ce qu'il avait acquis depuis la pacification de Nimègue. Elle fut acceptée. 1684.

L'Angleterre était alors occupée d'une prétendue conspiration que la crédulité du parlement rendait vraisemblable.

Les Anglais ne se mêlaient point alors des affaires du reste de l'Europe. Ils étaient occupés d'une prétendue conspiration, dont on accusait les jésuites. Le pape, disait-on, ayant déclaré que l'Angleterre, l'Écosse et l'Irlande lui étaient dévolues par l'hérésie du prince et des peuples, avait transporté tous ses droits à la société des jésuites, qui se proposait d'assassiner le roi et de prendre possession de ces trois royaumes. Toutes les circonstances de ce complot étaient presque autant d'absurdités; et les délateurs, qui n'en donnaient aucune preuve, étaient des hommes perdus et sans aveu. Ils ne voulaient qu'acquérir de la considération auprès du peuple, que l'ombre du papisme effrayait toujours. En effet ils se virent bientôt sous la protection du parlement, ils en obtinrent des gratifications : leurs dépositions en eurent plus de poids, et la terreur devint si générale, que douter c'eût été se rendre suspect soi-même. Le roi fut obligé de parraître approuver les mesures qu'on voulait prendre

contre une conspiration à laquelle il ne croyait pas. Cependant depuis quelques années les protestans d'Angleterre avaient de l'inquiétude, et ce n'était pas sans fondement.

On jetait des soupçons sur la religion de Charles, et on craignait le duc d'Yorck, qui s'était converti.

Le frère de Charles II, le duc d'Yorck, qui s'était converti pendant son exil, se déclara publiquement catholique en 1671. Or comme la conversion de l'héritier présomptif de la couronne flattait les catholiques de l'espérance de détruire un jour les hérésies, elle ne pouvait pas ne pas répandre l'alarme parmi les protestans. Ils voyaient avec frayeur que le papisme menaçait de reparaître sous un nouveau règne. Ils craignaient même qu'il ne se hâtat de faire des progrès sous Charles, qu'ils soupçonnaient d'être dans les mêmes sentimens que son frère. Ils fondaient leurs soupçons sur les liaisons que ce prince avait avec la France, et sur les tentatives qu'il avait faites pour introduire une tolérance générale; car ils l'accusaient de ne vouloir tolérer les non-conformistes, qu'afin de procurer aux catholiques le libre exercice de leur religion.

Telles étaient les frayeurs des protestans, quand on crut découvrir la conspiration des jésuites. Plusieurs circonstances avaient accru l'épouvante; ceux qui voulaient troubler, fomentaient les craintes du peuple; le duc d'Yorck devenait tous les jours plus odieux, et l'esprit des communes paraissait se préparer à la révolte, lorsque le roi cassa

le parlement. C'était néanmoins le même parlement qu'il avait assemblé le mois de mai 1661. Après avoir tenu des sessions à diverses reprises, il finit avec l'année 1670. Charles se flattait que la dissolution de ce corps, qui entretenait les préventions du public, rétablirait une sorte de calme, et qu'il pourrait former un nouveau parlement, dont les membres seraient plus modérés. Cependant celui qu'il venait de congédier, presque entièrement composé de royalistes, lui avait d'abord été très-favorable. Il en avait ensuite perdu la confiance par sa faute. La conversion du duc d'Yorck avait donné de nouvelles inquiétudes : la conspiration, attribuée aux catholiques, avait achevé d'aliéner les esprits, parce qu'on jugeait que le gouvernement ne leur serait que trop favorable. Enfin l'Écosse, tout-à-fait subjuguée, gémissait sous l'oppression des ministres de Charles, et faisait craindre un pareil sort aux Anglais.

Charles casse le parlement.

A la manière dont se firent les élections, le roi prévit quel serait l'esprit du nouveau parlement. Les peuples, persuadés que la religion, la liberté et la vie des citoyens étaient dans un danger manifeste, avaient fait tomber leur choix sur les sujets qui montraient le plus d'audace. Le désir général de la nation était surtout d'exclure le duc d'Yorck des couronnes d'Angleterre et d'Irlande. Or un peuple qui menace de changer la succession n'est

Le nouveau parlement est plus séditieux encore.

pas loin de menacer le souverain même. Une conjoncture aussi critique demandait de la vigilance, de la prudence, de la fermeté. Charles le sentit, il fit un effort; et trouvant des ressources dans son esprit, il se montra tel qu'il devait être.

Il exclut le duc d'Yorck du trône. Il le bannit; il est encore cassé.

On avait exécuté quelques-uns des prétendus conspirateurs. On continuait de faire le procès à d'autres. Le peuple demandait le sang de ces malheureux. Sa fureur se fût irritée davantage, si elle eût trouvé des obstacles. Charles laissa donc un libre cours à ses procédures. Mais parce que la présence de son frère entretenait la haine et les soupçons, il engagea ce prince à se retirer à Bruxelles. Voulant ensuite lui assurer la couronne, il proposa au parlement de mettre à l'autorité royale toutes les limitations qu'on jugerait nécessaires pour assurer la religion et la liberté sous un prince catholique. Celles qu'il proposait lui-même dépouillaient le souverain des principales prérogatives; et si on ne les trouvait pas suffisantes, il offrait d'en accepter d'autres. Le duc d'Yorck eût mieux aimé être exclus, parce qu'une entreprise injuste lui laissait tous ses droits, et lui formait un parti; et Charles, qui prévoyait que les communes se refuseraient à tout accommodement, voulait faire retomber tous les torts sur elles. En effet non-seulement elles exclurent le duc d'Yorck du trône; elles le bannirent encore du royaume. Charles cassa ce parlement, lorsqu'il

méditait de nouvelles entreprises; et l'ordre fut donné pour de nouvelles élections.

Cependant, comme il ne se pressait pas d'assembler le nouveau parlement, il fut vivement sollicité; et il lui vint de toutes parts des suppliques à ce sujet. Afin de se refuser à ces instances, il se fit adresser d'autres suppliques, dans lesquelles on montrait beaucoup de respect pour sa personne, une grande soumission à son autorité, et une vraie horreur contre ceux qui prétendaient lui prescrire un temps pour l'assemblée du parlement. Il y eut donc deux partis qui se distinguèrent par les noms de *pétitionnaires* et d'*abhorrans :* ils se donnèrent encore ceux de *wihgs* et de *torys ;* parce que les abhorrans ou royalistes comparaient les pétitionnaires aux fanatiques d'Écosse, qu'on nommait wihgs; et que les pétitionnaires comparaient les abhorrans aux brigands d'Irlande, qu'on nommait torys. Cependant quelque animés que fussent ces deux partis, on n'en devait pas appréhender les mêmes excès, qu'on avait vus sous le dernier règne. Car, depuis que l'ambition avait démasqué l'hypocrisie, on jetait des ridicules sur le jargon des enthousiastes; le fanatisme avait cessé, on n'osait plus se montrer; et la religion entrait moins dans la haine du papisme que la crainte de perdre la liberté.

On lui fait des suppliques pour en convoquer un autre. Il s'en fait faire pour n'en pas convoquer.

Parti des pétitionnaires ou whigs : parti des abhorrans ou torys.

Le parlement s'assembla le 12 octobre 1680. Les communes renouvelèrent le bill d'exclusion :

Nouveau parlement qui se rend odieux à la nation.

elles sévirent contre les abhorrans : la liberté des citoyens fut violée chaque jour par leurs jugemens arbitraires : et il n'y eut bientôt qu'un cri contre leurs violences. Le despotisme qu'elles s'arrogeaient devenait d'autant plus odieux, que Charles affectait beaucoup de modération, et offrait toujours de limiter la puissance royale.

Le peuple commence à voir le peu de fondement de la conspiration, qui l'avait effrayé.

Sur ces entrefaites le vicomte de Stafford, condamné par le parlement comme un des conspirateurs, fut exécuté. C'était un homme respectable par son âge, et dont toute la vie assurait l'innocence. Tout le peuple fondit en larmes à la vue du courage de ce vertueux vieillard. Malgré ses préventions, il ne put se persuader que Stafford fût coupable. Il eut honte de sa crédulité, il ouvrit les yeux, et rejeta comme autant d'impostures tous les bruits qu'on avait fait courir. Le sang de Stafford est le dernier qui fut versé pour cette prétendue conspiration.

Le roi casse le parlement, et en convoque un autre à Oxford.

Pendant que les communes accumulaient sur elles les reproches de tous les citoyens, elles procuraient à Charles de nouveaux partisans. Ce prince, dont les qualités aimables faisaient oublier les torts, s'attachait encore tous ceux qui se souvenaient des dernières guerres civiles. L'horreur, qui en était encore présente, soulevait contre les communes, qui violaient la liberté des citoyens sous prétexte de la défendre. On était donc bien éloigné de vouloir approuver et soute-

nir leurs violences. Le roi, qui avait prévu ce moment, le saisit : il cassa le parlement; et il en convoqua un autre à Oxford. Il pensait qu'il pourrait peut-être se réconcilier avec les communes, lorsqu'elles seraient éloignées de Londres, où elles trouvaient des factieux qui les soutenaient; et que, si au contraire elles persistaient dans leurs violences, il serait autorisé à rompre tout-à-fait avec elles, et à ne plus convoquer de parlement.

Il casse encore ce dernier.

Le nouveau parlement s'assembla au mois de mai 1681. Le roi jugea qu'il était temps de parler aux communes avec plus de fermeté. Il leur offrit encore d'agréer tous les moyens de pourvoir à la sûreté publique : mais il leur déclara que, comme il ne prétendait point au gouvernement arbitraire, il ne le souffrirait jamais dans les autres. Cependant les communes, qui étaient à peu près composées des mêmes membres, se portèrent à de nouvelles violences; et le roi, saisissant le moment où elles étaient désavouées par la nation, à qui elles se rendaient de plus en plus odieuses, se hâta de casser le parlement.

La nation applaudit à cette démarche.

Cette dissolution subite et imprévue étourdit les communes. Leur parti dispersé a resté sans forces : de toutes parts on félicita le roi d'avoir échappé à la tyrannie des parlemens. Les maximes les plus favorables à la monarchie retentirent dans tout le royaume; et la nation parut courir d'elle-même à la servitude. C'est ainsi que le

peuple passe subitement d'une extrémité à l'autre.

Le roi gouverne en monarque absolu.

Les communes avaient toujours cru que le besoin des subsides tiendrait le roi dans leur dépendance. Mais Charles devint économe. Il fit des retranchemens considérables dans sa maison. Il fut en état d'entretenir une petite armée. Il put agir, et il agit en monarque absolu. Londres se ressentit bientôt de cette révolution. Cette ville perdit une partie de ses priviléges, et l'exemple de la capitale fut une loi aux autres de se soumettre. Il est vrai que Charles, qui s'était occupé jusqu'alors à éteindre l'esprit de faction, se vit dans la nécessité d'agir lui-même en chef de parti; situation fâcheuse pour un prince. Ce fut une source d'injustices et d'oppression.

Plus affermi après une conspiration qu'il découvre, il reprit son indolence lorsqu'il mourut.

C'est l'effet des conspirations, lorsqu'elles sont découvertes et punies, d'affermir l'autorité par la terreur qui se répand. Il y en eut une en 1683. Les coupables furent recherchés et punis avec tant de rigueur, que le gouvernement en devint odieux. Mais on n'osait pas se révolter, et d'ailleurs toute la haine retombait sur le duc d'Yorck, à qui Charles avait confié l'administration. Le roi en reprenant l'autorité, avait repris son indolence. Cependant il n'approuvait point le gouvernement dur de son frère, parce qu'il paraissait en prévoir les suites : il songeait au contraire à gagner l'affection de tous ses sujets. Dans cette vue il méditait un nouveau plan ; il se proposait d'écarter tous les ministres

qui déplaisaient au peuple : et il projetait même de convoquer un parlement, lorsqu'il mourut le 6 février. 1685.

Jacques II, qui se trouvait saisi de l'autorité, monta sur le trône. Personne ne lui contesta ses droits. Les whigs, subjugués comme les torys, oublièrent les motifs qu'ils avaient eus de l'exclure, lorsqu'il n'était que duc d'Yorck : il se hâta de promettre qu'il n'entreprendrait rien contre la religion anglicane ni contre la liberté; et le peuple, comptant sur cette parole, ne conçut aucune inquiétude. Effrayé, quand il se rappelait le passé, il préférait une confiance aveugle à tous les avantages d'une révolution qu'il n'avait pas le courage d'entreprendre. Les villes et les corps s'empressèrent de donner des marques de respect et de soumission à leur nouveau souverain : mais ce fut avec des expressions serviles, qui faisaient connaître qu'il était plus craint qu'aimé.

Jacques II lui succède sans opposition.

Les Anglais avaient appris, par leur expérience, qu'un peuple ne doit jamais se révolter contre son roi légitime. Les maux qu'ils avaient soufferts les avaient convaincus de leur devoir; et cette démonstration était à la portée des esprits les plus grossiers. Jacques II va bientôt démontrer aux rois qu'en abusant d'un pouvoir légitime, on met dans l'âme du peuple le plus soumis, le désespoir à la place du devoir.

Il soulèvera le peuple en abusant de son autorité.

Charles II avait joui pendant sa vie d'un re-

Il s'attribue d'abord des re-

venus qu'il devait demander au parlement.

venu que le premier parlement de son règne lui avait accordé. Ce revenu était expiré avec lui. Jacques II se l'attribua de sa seule autorité. C'était se faire une idée bien étrange de sa prérogative, ou respecter bien peu les droits de la nation. Cependant, comme il eût été imprudent de ne pas mieux assurer ses revenus, le parlement fut convoqué bientôt après. Il était presque tout composé de torys : car depuis que les communautés avaient perdu leurs priviléges, le roi s'était rendu maître des élections.

Il les obtient ensuite du parlement qu'il convoque.

Au lieu d'accorder à Jacques un revenu fixe, comme à Charles II, il était de l'intérêt de la nation de lui fournir seulement des subsides par intervalles. C'était le seule moyen de tenir dans la dépendance un prince qui se trouvait d'ailleurs revêtu de toute l'autorité. Cependant les communes lui acordèrent pour sa vie les revenus dont Charles avait joui. Elles y ajoutèrent même encore, de sorte que Jacques, en y comprenant son apanage en qualité de duc d'Yorck, eût deux millions sterling de rente. Elles étaient si intimidées, que le roi ne crut pas devoir les ménager. C'est en menaçant qu'il obtint des revenus aussi considérables : car il fit entendre qu'en vertu de sa prérogative, il se les procurerait sans l'aveu du parlement.

Monmouth décapité.

Pendant que ces choses se passaient, le duc de Monmouth, fils naturel de Charles II, et qui avait

trempé dans la conspiration de 1683, fit une descente en Angleterre, comptant sur l'affection que les peuples lui avaient toujours témoignée. Mais si on était mécontent, on n'osait encore le déclarer. Monmouth fut vaincu, fait prisonnier, décapité, et il parut n'avoir pris les armes, que pour augmenter l'autorité de Jacques. Cependant cet évémement fut suivi de tant de cruautés et de tant d'imprudences, qu'il devint funeste au roi même.

Jacques protége ouvertement les catholiques, et casse le parlement, qui lui résiste.

Persuadé que tout devait désormais plier sous le joug, Jacques ne parla plus qu'en maître absolu. Il aurait pu protéger les catholiques, sans le déclarer ouvertement; le parlement n'eût pas osé paraître vouloir pénétrer ses desseins. Mais il déclara qu'il les dispensait des lois qui avaient été faites contre eux; et il ne permit pas d'ignorer que la religion anglicane était menacée. Les deux chambres commencèrent donc à lui résister. On demanda dans l'une et dans l'autre, si le roi, en en vertu de sa prérogative, pouvait dispenser des lois. Cette question occupa le public ; il se répandit plusieurs écrits à ce sujet ; la haine du papisme se ralluma, et les chaires entretinrent la frayeur du peuple. Jacques ayant alors cassé le parlement, on jugea qu'il n'en voulait plus convoquer : car il n'était pas possible d'en former un plus dévoué à la monarchie.

Sur ces entre-

Un événement étranger accrut l'incendie, qui

faites, Louis XIV révoque l'édit de Nantes. 1685.

venait de naître. Louis XIV révoqua l'édit de Nantes, donné par Henri IV en 1698, et tous les autres édits rendus depuis en faveur de la religion prétendue réformée. Cette révocation fut dans la suite suivie de déclarations d'arrêts du conseil et de différens ordres, qui dégénérèrent en une véritable persécution. Les temples des huguenots furent démolis, et l'exercice du calvinisme fut absolument défendu.

Et on lui fait croire qu'il a extirpé l'hérésie, parce qu'il a envoyé des dragons contre les hérétiques.

Le roi voulait détruire l'hérésie : on ne peut qu'applaudir à son zèle; mais il faut reconnaître que les moyens n'étaient pas prudens. Nous voyons aujourd'hui ce qu'il aurait pu prévoir lui-même : c'est qu'il n'a servi ni l'église, ni l'état. Défendre aux hugenots l'exercice de leur religion, et envoyer contre eux des dragons, c'était les persécuter pour en faire des hypocrites, ou pour les chasser du royaume. Cependant on fit croire à ce prince qu'il avait extirpé l'hérésie, c'est-à-dire que tous les huguenots étaient convertis, ce qui était une imposture; ou qu'ils avaient tous abandonné la France, ce qui était heureusement un mensonge. Il eût perdu plus de trois millions de sujets.

Les huguenots qui se réfugient en Angleterre, font craindre les mêmes persécutions de la part de Jacques.

Plus de cinq cent mille néanmoins sortirent du royaume. C'était surtout ceux à qui l'industrie assurait de quoi vivre partout. Ils portèrent chez l'étranger les arts et les manufactures qui enrichissaient la France. Ils y portèrent encore

l'horreur des persécutions; et les Anglais, qui avaient donné asile à plus de cinquante mille, crurent voir Jacques marcher déjà sur les traces de Louis.

Toutes les sectes se réunissent contre la religion romaine.

Les démarches de ce prince ne confirmaient que trop les soupçons de ses sujets. Comme il était plus absolu en Écosse, il y dissimulait moins ses desseins; et il les montrait ouvertement en Irlande, où les catholiques dominaient. Les Anglais prévoyaient donc le danger dont leur religion était menacée. L'église anglicane s'opposait à la tolérance générale que le roi voulait introduire, parce qu'elle jugeait qu'il n'affectait de tolérer toutes les sectes, que dans la vue de favoriser ensuite la religion romaine à l'exclusion de toutes les autres. Les non-conformistes, qui auraient profité de cette tolérance, ne se laissaient pas prendre à cet appât. En vain Jacques tentait tout pour les attirer dans son parti. Ils pensaient qu'après s'être servi d'eux pour ruiner les anglicans, il voudrait ensuite les ruiner eux-mêmes; et dans cette prévention ils étaient disposés à se réunir à l'église anglicane contre l'église romaine.

Jacques envoie une ambassade au pape, pour réconcilier son royaume avec l'église.

Les catholiques ne faisaient pas alors la centième partie du peuple; cependant le roi parlait et agissait déjà comme si sa religion eût été dominante. Le comte de Castelmaine fut envoyé à Rome avec la qualité d'ambassadeur extraordinaire pour obtenir du pape qu'il réconciliât l'Angleterre

avec la communion romaine. On eût dit que tout le royaume était converti, et qu'il ne restait plus à faire que la cérémonie d'une réconciliation. Si cette démarche déplut aux Anglais, qui se souvenaient qu'un acte du parlement déclarait haute trahison toute communication avec le pape, elle ne déplut pas moins au pape même, qui la trouva de la plus haute imprudence. L'ambassadeur fut fort mal reçu. Innocent XI, qui était sur le saint-siége, avait toujours conseillé au roi de ne rien précipiter : il n'entrait qu'à regret dans un projet dont il prévoyait le peu de succès.

Confiance aveugle des catholiques d'Angleterre.

Un nonce vint à Londres. On lui fit une réception publique. Il sacra des évêques, qui publièrent des instructions pastorales avec la permission du roi, et déjà les catholiques étaient assez indiscrets pour dire qu'ils iraient bientôt en procession dans la capitale. Ils comptaient sur la puissance d'un monarque qu'ils jugeaient absolu : que devient néanmoins cette puissance, lorsque le souverain aliène insensiblement tous ses sujets?

Il fait conduire à la Tour six évêques, qui refusent de publier une déclaration sur la tolérance.

Jacques voulut ouvrir les universités aux catholiques; et les violences dont il usa avaient soulevé tous les esprits, lorsqu'il publia une seconde déclaration pour établir la tolérance. Il ordonna qu'elle serait lue dans toutes les églises. Cette entreprise était une usurpation manifeste sur les droits de la nation; car le parlement avait déclaré plusieurs fois, avec le consentement du prince,

que le roi même ne pouvait pas dispenser des lois portées contre ceux qui ne professaient pas la religion anglicane. Le clergé ne croyant donc pas devoir obéir, six évêques firent des remontrances au roi, et le supplièrent de ne pas insister sur la lecture publique de sa déclaration. Ils furent conduits à la Tour. 1688.

Le peuple et l'armée s'intéressent au sort de ces évêques;

Le peuple, qui les regardait comme des martyrs, courut en foule sur leur passage. Il se prosterna devant eux, il demanda leur bénédiction : les soldats, saisis du même esprit, se jetèrent aux pieds de ces prélats, qu'ils conduisaient à regret ; et tout le monde implorait la protection du Ciel. Cependant les évêques exhortaient le peuple à la crainte de Dieu, à respecter le roi, et à rester fidèles : langage qui redoublait l'intérêt qu'on prenait à leur sort.

Et applaudissent au jugement qui les déclare innocens.

Depuis la révolte de Monmouth, Jacques faisait camper ses troupes pendant l'été sur une hauteur près de Londres. Il était dans le camp, lorsqu'il entendit tout à coup des cris de joie qui se répandaient autour de lui. C'est que les évêques venaient d'être jugés, et avaient été déclarés innocens. Il ne pouvait donc pas ignorer qu'il était seul, avec une poignée de catholiques, contre le peuple et contre son armée même. Cependant il s'opiniâtra dans ses entreprises, et il usa de nouvelles violences. Tel fut son aveuglement.

Alors, presque toutes les puissances de l'Europe

Guil-

laume III avait formé la grande alliance contre Louis XIV.

se réunissaient contre Louis XIV, et dans le cours des années 1686 et 1687, elles avaient conclu à Augsbourg une ligue qu'on nomma la grande alliance. Le prince d'Orange était l'âme de cette confédération. Il l'avait formée lui-même. La guerre de 1667, faite malgré les renonciations, l'invasion de la Hollande, les chambres de Metz et de Brisach, la surprise de Strasbourg, la prise de Luxembourg, le bombardement de Gênes, les persécutions des huguenots, tant d'entreprises peintes avec les couleurs qui font craindre de nouvelles injustices de la part d'un prince ambitieux, sont les motifs qu'il employa auprès des souverains dont il voulut réunir les forces contre la France. Il avait d'ailleurs un intérêt personnel à la guerre, puisqu'elle assurait sa puissance dans les Provinces-Unies, et il n'était pas peu flatté de se voir le chef d'une ligue aussi formidable, et d'imaginer qu'il pourrait humilier Louis XIV.

Gendre de Jacques, et son héritier présomptif, il refuse de concourir aux projets de ce roi.

Il avait épousé Marie, fille aînée du roi d'Angleterre, et il était alors l'héritier présomptif de ce prince. Jacques, considérant les secours qu'il en pourrait tirer pour l'exécution de ses desseins, le sollicita d'y concourir; et dans la vue de l'y déterminer, il lui fit espérer qu'il accéderait à la ligue d'Augsbourg, et qu'il l'aiderait de tout son pouvoir. Mais Guillaume, qui était déjà cher aux Anglais par les projets qu'il méditait contre la France, ne voulait pas les aliéner pour favoriser

une religion qu'il ne professait pas. Jacques en fut si offensé, qu'il parut ne chercher que des prétextes pour déclarer la guerre aux Provinces-Unies.

Il s'attache les Anglais, qui ne balancent plus à l'appeler au trône lorsqu'ils voient que Jacques a un fils.

Jusqu'alors le prince d'Orange ne s'était jamais permis d'autoriser les cris des Anglais contre leur roi; il ne garda plus les mêmes ménagemens. Considérant qu'il devenait l'unique ressource de la nation, il chargea son envoyé à Londres de s'expliquer ouvertement sur la conduite du roi, de lui faire des représentations en public, et de ne rien négliger pour gagner toutes les sectes. Bientôt tous les yeux se tournèrent sur lui, et il fut appelé au trône par les vœux de la noblesse et du peuple. Cependant il n'osait encore se livrer à son ambition; car il craignait de hasarder une couronne, que les lois assuraient à la princesse sa femme, et les Anglais protestans, effrayés d'une guerre civile, paraissaient vouloir attendre le moment où Marie serait appelée à la succession. Mais la reine d'Angleterre ayant accouché d'un prince, le 10 juin, la nation réduite au désespoir ne balança plus, et Guillaume, sollicité de toutes parts, fit ses préparatifs pour détrôner son beau-père. La naissance d'un prince de Galles avait été l'objet des vœux du roi Jacques, qui se crut plus assuré sur le trône, et des catholiques, qui jugèrent la religion mieux affermie; mais elle hâta la ruine du roi et celle des catholiques. 1687.

Alors Louis XIV avait commencé les hostilités, et faisait encore des conquêtes.

Louis XIV songeait alors à prévenir les projets de ses ennemis. Quoique la ligue d'Augsbourg ne parût d'abord que défensive, il ne douta pas qu'elle ne devînt offensive bientôt. Il avait d'ailleurs pour prétextes de commencer la guerre, les droits de la duchesse d'Orléans sur la succession de son frère l'électeur Palatin, ceux du cardinal de Frustemberg à l'archevêché de Cologne, et le refus de l'empereur à convertir la trêve de vingt ans en une paix perpétuelle. Mais il trouvait dans sa politique des raisons qu'il ne publiait pas.

Depuis 1684 les impériaux avaient eu de grands succès en Hongrie. La couronne venait d'être déclarée héréditaire dans la maison de l'empereur; Joseph, son fils aîné, avait été couronné; et les Turcs, défaits plusieurs fois, chassés de quantité de places, ayant encore perdu Bellegrade au commencement de septembre de l'année 1688, paraissaient hors d'état d'arrêter les progrès de leurs ennemis et ne désiraient plus que la paix. Léopold devait la leur accorder, afin de pouvoir tourner toutes ses forces contre la France. Dans l'impuissance de suffire à ces deux guerres à la fois, il était de son intérêt de conclure avec le plus faible de ses ennemis, et de se borner à soutenir les efforts de la ligue d'Augsbourg. C'est ce que Louis XIV voulut prévenir. Il se hâta donc de commencer les hostilités, et par cette diversion il engageait les Turcs à continuer une guerre qui était une

diversion pour la France. Son armée se porta sur le Rhin, où elle trouva peu d'obstacles. Il commença ses conquêtes par la prise de Kell, le 20 septembre, et dans cette campagne il se rendit maître de tout le Palatinat, de Mayence, de Philisbourg, de Manheim, de Spire, Worms, Trèves, et le cardinal de Furstemberg reçut garnison française dans toutes les places fortes de l'électorat de Cologne.

Sous prétexte d'armer contre la France, Guillaume se prépare à faire une descente en Angleterre.

Cette guerre couvrit les desseins du prince d'Orange. Il paraissait armer contre Louis XIV, et il préparait tout pour faire une descente en Angleterre. D'Avaux, ministre de France à la Haye, découvrit cependant le but de ces préparatifs. Louis se hâta d'en informer le roi Jacques, auquel il offrit des secours. Il proposait de joindre une escadre à la flotte anglaise, de faire passer un corps de troupes en Angleterre, ou de porter une armée dans les Pays-Bas. Ce dernier moyen eût été capable d'arrêter les Hollandais chez eux. Toutes ces offres furent rejetées. Jacques voyait de l'inconvénient à les accepter; il ne pouvait croire les desseins qu'on attribuait à son gendre, et il n'imaginait pas que tous ses sujets fussent au moment de se révolter.

Bientôt le prince d'Orange ne dissimula plus. Il publia un manifeste, dans lequel, après un grand détail des abus qui soulevaient le peuple contre le gouvernement de Jacques, il déclarait qu'il ne

se proposait de passer en Angleterre avec une armée, qu'afin de convoquer un parlement libre, et de pourvoir à la sûreté de la nation. Il mit à la voile avec une flotte d'environ cinq cents vaisseaux, sur laquelle il avait plus de quatorze mille hommes de troupes, et il débarqua le 5 novembre à Torbay.

1688.

Jacques, abandonné, se retire en France.

Les peuples commencent à se déclarer pour lui. Les officiers de l'armée royale croient ne pouvoir en conscience combattre contre le prince d'Orange. Plusieurs désertent. Le lord Churchill, depuis duc de Marlboroug, qui avait la confiance du roi, qui lui devait toute sa fortune, est un des premiers, et il en entraîne plusieurs. De ce nombre, est le prince Georges de Danemarck, qui avait épousé la princesse Anne, fille de Jacques. Cette princesse, élevée dans la religion protestante, ainsi que Marie sa sœur, abandonne encore son père. Toutes les troupes font connaître leur mécontentement, et le malheureux monarque voit de toutes parts des trahisons qui l'enveloppent. Ainsi la fidélité, la reconnaissance, le sang, les devoirs les plus sacrés, tout cède au torrent des préventions du peuple. Jacques fuit, est arrêté, échappe, et se retire en France.

Le parlement met des bornes à la prérogative, et donne la couronne à Guillaume.

Ce prince craignit sans doute le sort de son père : mais les circonstances étaient bien différentes. L'exécution de Charles Ier n'avait été que le crime d'une armée fanatique, poussée par un hy-

pocrite ambitieux. Pouvait-on rien appréhender de semblable d'une nation qui avait en horreur cet attentat, et qui ne conservait plus le même fanatisme? Le prince d'Orange pouvait-il être comparé à Cromwel? et devait-on présumer qu'il voudrait se frayer un pareil chemin au trône? Il eût été bien embarrassé, si le roi ne se fût pas enfui : il le sentit, et il lui facilita lui-même les moyens de s'évader. Comme il ne restait plus d'obstacle à son ambition, le parlement, assemblé au mois de janvier suivant, déclara le trône vacant par la fuite de Jacques; il réduisit la prérogative royale à de justes bornes; il détermina les priviléges de la nation; et il donna la couronne au prince d'Orange et à la princesse Marie. 1689.

Les Hollandais et les Anglais accèdent à la grande alliance.

La révolution d'Angleterre donna de nouvelles forces à la ligue d'Augsbourg, à laquelle les Hollandais et les Anglais accédèrent bientôt après. Les confédérés se proposaient de réduire la France aux termes des traités de Westphalie et des Pyrénées, et d'aider la maison d'Autriche, dans le cas où Charles II, roi d'Espagne, mourrait sans héritiers, à se mettre en possession de la monarchie espagnole.

Ordres sanguinaires, donnés par les conseils de Louvois.

Louis XIV, voyant l'orage qui le menaçait, fit ravager le Palatinat, le Wurtemberg et le margraviat de Bade, pour mettre une barrière entre les impériaux et lui. Les campagnes furent ruinées, et on brûla près de quarante villes et un

grand nombre de villages. Si le conseil de Versailles, qui ordonnait de sang-froid ces incendies, ne se crut pas cruel, parce qu'il les jugeait nécessaires au salut du royaume, il pouvait au moins se reprocher la nécessité où il était de les commettre, puisqu'il avait forcé tant d'ennemis à se réunir contre la France. C'est sur Louvois principalement que tombent ces reproches : c'est lui qui fut l'auteur de ces ordres sanguinaires; et il faut rendre justice à Louis XIV : il en eut horreur dans la suite. On croit que ce fut une des causes qui l'indisposèrent contre ce ministre.

La France fait face de tous côtés.

La France, attaquée de toutes parts, porte ses armes tout à la fois dans les Pays-Bas, sur le Rhin, en Italie, en Espagne, et en Angleterre. Elle mettait sa confiance dans des armées nombreuses et bien disciplinées, dans une marine puissante, dans les fortifications de ses places frontières, et dans les succès passés dont le souvenir donnait un nouveau courage aux soldats.

La grande alliance n'est pas aussi redoutable qu'elle le paraît.

Les confédérés comptaient leurs forces, et se flattaient de l'accabler : ils ne prévoyaient pas que ces forces nombreuses n'agiraient jamais ensemble, qu'elles s'affaibliraient par la lenteur qui accompagne toutes les opérations d'une ligue, et qu'elles se diviseraient parce que l'intérêt particulier ferait oublier l'intérêt général. L'empereur, Toujours en guerre avec les Turcs, avec lesquels il aurait pu et dû faire la paix, ne donnera que

de faibles secours à ses alliés. L'Espagne, toujours plus épuisée, ne songera qu'à sa défense, et se défendra mal. Les princes de l'empire, souvent divisés, concerteront mal leurs mesures. Léopold fera naître des troubles en Allemagne, en voulant créer un neuvième électorat en faveur du duc de Brunswick-Lunébourg-Hanover, et les armées ne paraîtront guère sur le Rhin, que pour se tenir sur la défensive.

Guillaume devait porter presque tout le faix de la guerre.

Ce sera donc à Guillaume, roi d'Angleterre et stathouder de Hollande, à porter presque tout le faix d'une guerre offensive ; mais, habile à remuer l'Europe, jusqu'au moment où elle prend les armes, il n'a plus la même habileté, lorsqu'elle est armée, ou du moins il cesse d'être heureux. Les Anglais méditeront la ruine de la France, dont ils sont jaloux; ils embrasseront avec passion la cause commune de l'Europe; ils auront de l'enthousiasme, comme ils en ont toujours eu; ils entreprendront témérairement, et, mal secondés, ils se conduiront mal encore. Tel est en général le caractère des confédérations : elles paraissent moins formidables, à proportion que les alliés sont en plus grand nombre.

La France aurait donc dû tourner ses forces contre l'Angleterre. Ce ne fut pas l'avis de Louvois.

Puisque Guillaume était l'âme de la confédération, et que les Anglais devaient fournir les principales forces, il fallait, comme on a fait, entreprendre de rétablir Jacques sur le trône, et, faisant d'assez grands efforts pour entretenir des

troubles en Angleterre, mettre Guillaume hors d'état de se mêler des affaires du continent. C'était l'avis de Seignelai, peut-être parce qu'il était secrétaire de la marine. Louvois, qui avait le département de la guerre, pensait autrement, et son avis prévalut. Le roi, embarrassé dans les projets de ses ministres, qui avaient chacun des vues particulières, ne démêla pas ses vrais intérêts. Pendant toute la guerre, on ne fit donc pour Jacques que de faibles tentatives, qui ne pouvaient réussir : il eût été mieux de ne rien tenter, et de menacer toujours. Je ne parlerai point des ces vaines entreprises sur le royaume d'Angleterre, et je n'indiquerai ce qui se passait ailleurs que pour vous donner une idée générale des principaux événemens.

1689. Succès de la France dans les cinq premières campagnes.

Dans la première campagne les succès des alliés se bornèrent à la prise de Mayence et de Bonn. Dans la seconde ils furent défaits trois fois. Le maréchal de Luxembourg gagna la bataille de Fleurus près de Charleroi sur le prince de Valdeck. Tourville, vice-amiral, et Château-Renaud battirent, à la hauteur de Dieppe, les flottes combinées des Hollandais et des Anglais. Enfin Catinat défit le duc de Savoie près de l'abbaye de Staffarde, et se rendit maître de Saluces, de Suse et de plusieurs villes du Piémont, pendant que Saint-Ruth soumettait toute la Savoie, excepté Montmélian. Les trois campagnes suivantes furent marquées

1690.

par de nouveaux succès. Le maréchal de Luxembourg gagna les batailles de Leuze, de Steinkerque et de Nervinde; la première sur le prince de Valdeck, et les deux autres sur le prince d'Orange. Le maréchal de Catinat fit encore des conquêtes en Piémont. Elles furent ensuite suspendues, parce qu'il se trouva trop faible contre le duc de Savoie, à qui l'empereur avait envoyé plus de vingt mille Allemands. Forcé de se tenir sur la défensive, il ne put pas même empêcher les ennemis de pénétrer dans le Dauphiné, où ils brûlèrent Gap et quelques villages. Mais il reprit ses avantages, et défit le duc de Savoie à la Marsaille. Le roi prit Mons et Namur. Les Français eurent encore des avantages en Allemagne sous les ordres du maréchal de Lorges, et du côté des Pyrénées sous ceux du maréchal de Noailles. On se fit enfin sur mer beaucoup de mal de part et d'autre.

Ces succès peuvent être brillans dans une histoire; mais ils coûtent cher aux peuples, et ils ne font honneur qu'aux généraux. Louis XIV se sentait trop faible pour les soutenir. Afin de se rendre redoutable, il avait le premier entretenu de grandes armées, et Louvois, qui lui avait donné ce conseil, ne considérait pas sans doute que les ennemis en auraient de pareilles. Il aurait donc fallu qu'il eût été possible au roi d'augmenter toujours à proportion le nombre de ses troupes. Mais cette politique a un terme.

Ces succès l'avaient épuisée.

Dépenses qu'ils avaient occasionées.

La dépense extraordinaire pour la campagne de 1693, montait à plus de quarante millions, à vingt-neuf livres quatorze sous le marc. Les quatre campagnes précédentes avaient coûté chacune autant ou davantage. Ainsi la dépense extraordinaire, pour ces cinq années, passait deux cents millions.

Expédiens ruineux auxquels on avait eu recours.

Si l'on n'avait pas déjà tiré des peuples à peu près tout ce qu'ils pouvaient payer, une augmentation sur les impôts ordinaires aurait pu fournir assez de fonds pour ces dépenses, et ce moyen eût été le plus simple. Mais en 1689, cette augmentation eût été une surcharge. Il fallut donc avoir recours à d'autres expédiens. Les édits bursaux se multiplièrent chaque année. On créa de nouveaux offices, on créa des rentes, on vendit une augmentation de gages à tous les officiers, et on fit une réforme sur les monnaies. De vingt-six livres quinze sous, le marc d'argent monnoyé fut porté à vingt-neuf livres quatorze, ce qui devait, disait-on, produire au roi un dixième de bénéfice, c'est-à-dire cinquante millions; car il y avait alors dans le royaume, au moins cinq cents millions d'espèces. L'effet ne répondit pas à ce calcul, parce que les cinq cents millions ne furent pas portés aux hôtels des monnaies, et parce que les faux-monnoyeurs et les étrangers partagèrent avec le roi les profits de la réforme. Si l'on n'avait pas prévu cette diminution, il fallait au moins

prévoir les pertes que l'état ferait, lorsqu'on paierait les impositions avec la nouvelle monnaie. On ne devait pas ignorer que le commerce est troublé par ces changemens d'espèces, et que les étrangers en retirent tout le profit; car ils nous paient avec notre monnaie faible, et ils gagnent un dixième sur nous; cependant ils veulent être payés avec la monnaie forte, qui a seule cours chez eux, et ils gagnent encore un dixième. Il faut donc perdre, ou ne pas commercer avec eux. Il est vrai qu'après quelque temps les différentes monnaies se balancent, qu'on se met au pair, et que par conséquent on peut cesser de faire des pertes. Mais on a souffert de celles qu'on a faites.

Désordres dans les finances.

Cette mauvaise opération, qui ruinait le commerce, fut faite la première année de la guerre, 1686. On ne pouvait pas plus mal choisir son temps. A la fin de la campagne de 1693, tous les expédiens se trouvaient épuisés : les finances étaient retombées dans un désordre plus grand que celui où elles étaient avant Colbert. Les revenus du roi diminuaient chaque année de plusieurs millions, quoique pour les augmenter on eût accru chaque année la misère des peuples : on ne connaissait d'autre ressource que d'employer par routine les moyens qu'on avait déjà employés. Si la guerre continuait, les besoins devenaient tous les jours plus grands; et cependant on devait craindre d'augmenter encore la misère des

peuples, et de diminuer en même temps les revenus de l'état, comme en effet l'un et l'autre arriva.

Faible ressource du ministère.

Peu avant l'édit de la réforme des espèces, le gouvernement avait ordonné de porter aux hôtels des monnaies toutes les pièces d'argenterie qui excéderaient le poids d'une once. Le roi donna l'exemple, et envoya une partie de la sienne. Cette refonte produisit deux millions cinq cents et quelques mille livres. Cette faible ressource, au commencement d'une guerre, fait voir combien il en restait peu. Des retranchemens sur des choses superflues en auraient procuré de plus considérables. Il fallait, par exemple, cesser de bâtir; car dans le cours de cette guerre, les dépenses en bâtimens montèrent à dix-sept millions neuf cent quarante-sept mille trois cent quatre-vingt-neuf livres.

Louis, malgré ses succès, commence à s'apercevoir de sa faiblesse.

Louvois n'était plus. Il était mort en 1691. Quoiqu'on ne puisse lui refuser d'avoir eu de grands talens pour sa place, il a été la vraie cause des malheurs de la France. On peut même conjecturer que Louis XIV le reconnut, si comme on l'assure, il avait résolu de le disgracier. Quoi qu'il en soit, lorsqu'il ne fut plus livré aux conseils de ce ministre, il commença d'ouvrir les yeux. Il ne connut pas sans doute tout le désordre de ses finances, et toute la misère des peuples : car les rois peuvent difficilement ima-

giner ces choses, et on les leur dit encore moins. Mais il ne put se dissimuler sa faiblesse. Il fallait qu'elle fût grande, puisqu'il s'en aperçut au milieu de ses succès les plus brillans. Il revint donc de ses idées d'ambition : son expérience lui en montrait la vanité : la piété, qu'il goûtait alors, les condamnait, et son âge commençait à lui faire désirer le repos. Se trouvant dans ces dispositions, il fit les premières avances, et il invita le roi de Suède à se porter pour médiateur.

Il fait des propositions de paix qu'on ne croit pas sincères.

Les propositions de Louis le Grand (car dès 1680 on lui avait donné ce titre, qu'il mérita mieux, lorsqu'il cessa d'ambitionner des succès qui le font donner si mal à propos), les propositions de Louis le Grand, dis-je, étaient avantageuses aux ennemis. Mais on avait de la peine à les croire sincères. On soupçonnait qu'il n'entrait en négociation que pour diviser les alliés; et dans la supposition où il voudrait sincèrement la paix, on concluait qu'il fallait faire un dernier effort pour l'accabler. La guerre continua.

Campagne de 1694.

Pendant la campagne de 1694, il ne se fit rien de considérable en Allemagne ni en Italie. Aux Pays-Bas les Français se tinrent sur la défensive, et le roi Guillaume, avec une armée considérable, borna tous ses succès à la prise d'Hui. En Catalogne, le maréchal de Noailles battit les Espagnols, et se rendit maître de quelques places. Enfin les Anglais tentèrent, avec peu de succès,

de bombarder les villes maritimes de France; et les Français n'entreprirent rien sur mer. Seignelai, qui avait formé la marine, était mort en 1690, et les flottes françaises n'étaient plus si formidables.

Le peuple, qui se croit exposé aux invasions des ennemis, se soumet à la capitation sans murmure.

En 1695 la capitation fut établie pour la première fois. L'année précédente, les revenus, toutes charges prélevées, avaient été de cent deux millions. Le nouvel impôt en produisit vingt et un. Les revenus de 1695 auraient donc dû être de cent vingt-trois. Ils ne furent que de cent douze.

La capitation fut reçue sans murmure, et même avec joie. C'est que le peuple commençait à s'effrayer. Nos flottes ne couvraient plus les mers; nous n'avions sur terre que de petites armées; le prince d'Orange venait de prendre Namur; nos côtes étaient menacées; et on se croyait exposé de toutes parts aux invasions des ennemis. Dans cette conjoncture, les Français, persuadés qu'un dernier effort amènerait la paix, se prêtèrent volontiers à suppléer à l'épuisement des finances. Il est triste de voir que cette année on ait dépensé plus de deux millions en bâtimens, et l'année suivante plus de trois.

Bombardement de Bruxelles.

Parce que les alliés bombardaient nos villes maritimes, nous bombardâmes Bruxelles. Le dommage que nous fîmes à cette capitale des Pays-Bas fut estimé à plus de vingt millions. Il semble que l'esprit de cette guerre fût de se détruire mu-

tuellement, sans espérance d'en retirer aucun avantage, et même avec certitude de se ruiner soi-même : on y réussit, car toutes les puissances étaient dans le dernier épuisement.

Pacification de Riswick.

En 1696, on fit de part et d'autre de grands projets, qu'on n'exécuta pas. Le roi, qui désirait sincèrement la paix, cherchait depuis long-temps à détacher le duc de Savoie de la ligue d'Augsbourg. Cette négociation réussit enfin. Le duc consentit à une neutralité pour l'Italie, et força les Espagnols et les Allemands à l'accepter. Alors tous les confédérés, excepté l'empereur et l'Espagne, songèrent à traiter avec la France. Les conférences se tinrent l'année suivante à Riswick sous la médiation du roi de Suède. La paix fut signée avec l'Angleterre, la Hollande et l'Espagne, dans le mois de septembre, et avec l'empereur et l'empire, dans le mois d'octobre. Les traités de Westphalie et de Nimègue servirent de base à celui de Riswick. La France reconnut le roi Guillaume pour légitime souverain d'Angleterre, et promit de ne le troubler ni directement, ni indirectement. Elle restitua à l'empereur, à l'empire et à l'Espagne, tout ce dont elle s'était saisie, en vertu des arrêts des chambres de Metz et de Brisach : de plus, à l'empire, le fort de Kell ; à l'empereur, Brisach et Fribourg ; au roi d'Espagne, Luxembourg, le comté de Chinei, quantité de villes et de villages, réunis à la couronne de France

1697.

depuis le traité de Nimègue, et toutes les places prises en Catalogne. Le duc de Lorraine, qui avait été dépouillé, fut rétabli; et le duc de Savoie acquit Pignerol, qui depuis 1630 ouvrait ses états aux armées françaises. La guerre de l'empereur avec les Turcs finit environ un an après, par le traité de Carlowitz, dont le roi Guillaume fut le médiateur.

LIVRE DIX-SEPTIÈME.

CHAPITRE PREMIER.

Des puissances du midi de l'Europe, jusqu'au commencement du dix-huitième siècle.

État des finances en France après la pacification de Ris-wick.

Puisqu'en Europe l'argent est le nerf de la guerre, il suffit de jeter un coup d'œil sur l'état des finances, pour juger combien la France avait besoin de la paix.

Le gouvernement portait pour vingt millions de charges perpétuelles de plus qu'en 1688. Il disposait donc chaque année de vingt millions de moins qu'avant la guerre.

En 1689, les revenus nets qui entraient au trésor royal étaient de cent cinq millions. En 1697, ils furent de cent dix. Ils paraissaient donc augmentés, et cependant ils étaient diminués de dix-sept millions. C'est que les dix-sept millions de 1697 n'équivalaient en poids et en titre qu'à quatre-vingt-huit de 1689.

L'année suivante ils diminuèrent encore, parce que le roi remplit l'engagement qu'il avait pris d'ôter la capitation à la paix. Ils furent de soixante-

treize millions, à peu de chose près : ce qui équivalait environ à cinquante-sept millions de 1689. Ils montèrent à soixante-dix-sept en 1699, et ils retombèrent à soixante-neuf en 1700. Cette dernière diminution fait soupçonner du désordre dans les finances. Mais la première, par laquelle le roi perdait chaque année dix-sept millions, est l'effet de l'altération des monnaies.

L'altération des monnaies avait diminué les revenus de la couronne.

J'ai dit qu'il y avait eu une réforme en 1689. Il y en eut une autre qui commença sur la fin de 1693. Le marc d'argent fut porté à trente-deux livres six sous, en sorte que la valeur des monnaies augmenta de près d'un sixième. Ce sont ces deux réformes qui diminuèrent les revenus de l'état de dix-sept millions pour procurer une ressource passagère d'environ quatre-vingt quatorze.

La dernière augmentation des monnaies avait été précédée d'une diminution, afin que la réforme qui les devait hausser apportât plus de bénéfice. De trois livres six sous, l'écu avait été réduit à trois livres deux, et par la réforme il fut porté à trois livres douze. Ainsi sur soixante-deux sous, le roi en devait gagner dix. Mais il ne les pouvait gagner qu'une fois, pour les perdre ensuite tous les ans, et encore les faux-monnoyeurs et les étrangers lui enlevèrent-ils une partie de ces profits. Suivant les calculs de l'auteur des *Recherches et considérations sur les finances*, les

deux réformes valurent aux étrangers environ vingt-six millions.

Non-seulement l'état perdit les millions qui sortaient du royaume, il perdait encore une bonne partie des millions qui ne sortaient pas. Car cet argent qui cesse de circuler est nul pour l'état jusqu'à ce que la circulation soit rétablie. Or l'argent se resserre nécessairement lorsque le public, voyant les espèces hausser et baisser tour à tour, ne peut plus compter sur une valeur fixe. On ne veut pas se défaire de la monnaie forte, de peur d'être remboursé en monnaie faible, et on ne peut pas recevoir de la monnaie faible, parce qu'on pourrait être obligé de rembourser en monnaie forte. Chacun garde donc son argent; on ne prête, on n'emprunte et on n'achète qu'autant qu'on y est forcé. Les denrées qui se peuvent conserver ne sont point mises en vente. Le commerce est suspendu, jusqu'à ce qu'on puisse le faire avec sûreté, et le gouvernement qui a détruit la confiance publique perd lui-même son crédit. Ainsi le peuple, qui portait difficilement le poids des impôts, souffrait encore par le défaut de commerce; et tous les jours plus misérable, il pouvait tous les jours moins fournir aux besoins de l'état. Pour vous faire comprendre combien le produit des impositions était au-dessous des dépenses nécessaires, je remarquerai que dans le cours des années 1698 et 1699 elles ne rapporte-

Autres mauvais effets de cette altération.

rent au roi que deux cent cinquante millions, et que cependant les dépenses montèrent à six cents, en y comprenant des remboursemens qu'on fut obligé de faire. Voilà l'épuisement où se trouvait la France, lorsqu'après de grands succès pendant la guerre, Louis XIV fit ce qu'on appelle une paix glorieuse. Ce fut lui qui proposa les conditions, et les ennemis furent forcés de les accepter; ce qui fait voir combien toute l'Europe était épuisée. Il était donc important d'assurer la paix. Dans cette vue, Louis rendit des conquêtes qu'on ne pouvait pas lui enlever, et prouva par cette modération, que, touché des maux de la guerre, il se reprochait les projets ambitieux dont il s'était enivré. Comme il était alors difficile de fournir aux besoins de l'état, même en temps de paix, les ministres, tous les jours moins entreprenans, ne lui donnaient pas des conseils tels que ceux de Louvois ou de Seignelai. Eclairé par son expérience, le roi jugea donc par lui-même. Aussitôt l'illusion se dissipa. Il connut combien il s'était trompé, en ambitionnant d'être la terreur de l'Europe; et il ne songea plus qu'à dissiper les craintes qu'il avait données. Il ne pensait point à reprendre les armes pour faire valoir ses droits sur la succession entière de Charles II, roi d'Espagne. Il ne voulait que négocier, et il était disposé à se contenter de quelques provinces.

Louis, ne pouvant plus se dissimuler les maux qu'il a causés, se reproche ses projets ambitieux.

Ses ennemis,

L'Angleterre et la Hollande avaient surtout

porté le faix de la guerre. Aussi furent-elles les premières à désirer la paix, et leurs alliés ne pouvaient rien sans elles. Les puissances, qui étaient entrées dans la grande alliance furent donc obligées d'abandonner leurs projets; et, bien loin d'enlever à Louis XIV tout ce qu'il avait acquis depuis le traité des Pyrénées, elles se contentèrent de ce qu'il voulut rendre.

qui n'ont pas moins souffert, sont forcés à renoncer aussi à leurs projets.

Plus on réfléchira sur cette guerre, plus on se convaincra de la faiblesse des puissances de l'Europe. Tout y décèle les vices de leurs gouvernemens. On dirait qu'elles ne se flattent de faire des conquêtes que parce qu'elles savent qu'il y a eu des peuples conquérans, et qu'elles ignorent que ces peuples ne se gouvernaient pas comme elles. En effet, leurs entreprises sont toujours au-dessus de leurs forces. Elles prennent d'abord les armes avec confiance, sans connaître leurs moyens, sans prévoir les obstacles; et cependant elles se promettent les plus grands succès. Mais bientôt sans ressources, elles se lassent; et comme elles ont toutes ensemble demandé la guerre, elles demandent enfin la paix toutes ensemble. Celle qui a eu le plus de succès se trouve plus affaiblie que les autres; et pendant que les poëtes célèbrent les victoires d'un monarque, les peuples gémissent à l'ombre des lauriers. C'est un misérable asile.

Ainsi les puissances de l'Europe commencent la guerre, sans savoir comment elles la soutiendront, et elles posent les armes par épuisement.

Guillaume, qui était l'âme de la grande alliance,

Cette guerre

n'avait été utile qu'à Guillaume, à qui la paix devenait nécessaire depuis qu'il était roi d'Angleterre.

avait hâté la conclusion de la paix. C'est que depuis qu'il était roi d'Angleterre, il ne lui manquait, pour n'être pas troublé sur le trône, que d'être reconnu par la France; au lieu que lorsqu'il n'était que stathouder de Hollande, il lui importait de soulever toute l'Europe contre Louis XIV. Ses intérêts, qui avaient changé, se trouvèrent donc heureusement conformes aux vœux de tous les peuples.

Il eût été sage d'régler à Riswick la succession du roi d'Espagne.

Puisqu'on avait généralement désiré la paix, il eût été sage de prévenir la guerre, dont on était menacé par la mort prochaine de Charles II, roi d'Espagne. C'est à Riswick qu'il fallait discuter les droits de la maison d'Autriche et ceux de la maison de Bourbon. L'intérêt de toute l'Europe le demandait, et on ne pouvait pas trouver une circonstance plus favorable : car la disposition des esprits à la paix rendait la négociation facile. D'un côté, Louis XIV se serait assuré une partie de la succession du roi d'Espagne, et c'est tout ce qu'il demandait; et de l'autre, les confédérés l'auraient fait renoncer à la plus grande partie de cette succession, et c'est aussi tout ce qu'ils pouvaient prétendre.

Mais il n'est pas d'usage en Europe de prévenir de nouvelles guerres.

Mais il semble que les puissances de l'Europe ne veulent la paix qu'au moment où elles sont lasses de la guerre ; et que, prévoyant qu'elles se dégoûteront de la paix par inquiétude, elles veulent se ménager des prétextes pour reprendre les

armes. Elles ne font d'ordinaire que des trêves. Si elles songent quelquefois à réparer leurs forces, ce n'est pas pour les conserver, c'est pour les reperdre; et comptant sur des événemens, comme si la fortune leur pomettait à toutes des succès, elles se gardent bien de prévenir des guerres où chacun se flatte de trouver son avantage. On ne régla donc pas à Riswick la succession de Charles II.

Après la conclusion du traité de Riswick, il n'était plus temps de réparer cette faute.

On voulut ensuite réparer cette faute; mais les circonstances étaient bien différentes. La paix ayant été faite, on ne voyait plus la guerre que dans l'éloignement. On se flattait, comme on se flatte toujours, de quelque événement favorable. Dans cette attente la négociation, hâtée par quelques puissances était retardée par d'autres. Il était impossible qu'elles y concourussent toutes également; et celles qui se croyaient lésées par les arrangemens qu'on proposait, aimaient mieux attendre que d'abandonner une partie de leurs prétentions.

Projet de partage. 1698.

Cependant on projeta le partage de la monarchie espagnole. Par le traité qui en fut conclu à la Haye, le 22 octobre, entre le roi de France, le roi d'Angleterre et les états-généraux, le prince électoral de Bavière, comme plus proche héritier, fut désigné roi d'Espagne; on promit au dauphin les royaumes de Naples et de Sicile, les places dépendantes de la monarchie d'Espagne sur

les côtes d'Italie et la province de Guipuscoa; et on destina le duché de Milan à l'archiduc Charles, second fils de l'empereur.

Autre partage. 1699.

La mort du prince de Bavière, qui arriva l'année suivante, fit penser à d'autres projets; et les mêmes puissances, qui avaient fait le premier plan de partage, en formèrent un nouveau. Le traité en fut signé au mois de mars, à Londres et à la Haye. On destinait l'Espagne, les Indes et les Pays-Bas à l'archiduc Charles : on ajoutait la Lorraine à ce qu'on avait déjà donné au dauphin; et pour dédommager le duc de Lorraine, on lui donnait le Milanais. Enfin on accordait trois mois à l'empereur pour accéder à ce traité; et on arrêtait que l'Espagne et l'empire ne seraient jamais réunis sur une même tête.

1700.

L'Angleterre et la Hollande s'arrogeaient le droit de disposer de la succession de Charles.

L'Angleterre et la Hollande disposaient donc de la succession de Charles II, sans consulter ni ce prince, ni les Espagnols. Elles s'arrogeaient donc un droit qu'elles n'avaient pas : mais le desir de prévenir la guerre, si elles agissaient secrètement, est un motif qui les justifiait assez. Il me semble que si les principales puissances n'usurpaient des droits que dans des cas semblables, il ne serait pas raisonnable de les leurs contester. N'avaient-elles pas le droit de veiller à la tranquillité de l'Europe? et si, pour l'assurer, il fallait disposer de la monarchie d'Espagne, pourquoi n'en n'auraient-elles pas disposé?

Il est vrai qu'une nation indépendante peut en général réclamer avec raison contre les lois qu'on lui impose. Mais ne peut-il pas se trouver des cas où elle ne mériterait pas d'être écoutée? Si, par une vanité mal entendue, les Espagnols aiment mieux troubler toute l'Europe, que de souffrir le démembrement de leur monarchie, faut-il que toute l'Europe se sacrifie à cette vanité? N'est-ce pas pour avoir voulu conserver l'Italie et les Pays-Bas, que l'Espagne s'était ruinée? et n'était-ce pas la servir que de la borner à elle-même et à ce qu'elle possédait dans les Indes? Le traité de partage pourrait donc n'être pas injuste, quoique fait malgré les protestations de Charles II. Mais certainement c'était une injustice de disposer des états de ce prince, sans consulter les puissances intéressées. Or Léopold, d'après les principes qu'on suivait en Europe, avait des droits à la succession entière. Son consentement était donc nécessaire. On ne l'obtint pas; et il ne restait plus qu'à renoncer aux dispositions qu'on avait faites, où qu'à soutenir une injustice par la voie des armes.

Cette entreprise, qu'on pouvait se permettre malgré les protestations de ce prince, avait cependant besoin du consentement de Léopold.

On ne se fût pas trouvé dans cet embarras, si on eût fait le traité de partage à Riswick; car alors le conseil de Madrid aurait donné son consentement à ce qui aurait été réglé; ou s'il l'avait refusé, les autres puissances auraient pu l'y contraindre, sans s'exposer à aucun blâme. L'empe

Elle n'aurait donc pas la paix.

reur, trop faible pour continuer la guerre, aurait été moins difficile, et se serait cru heureux d'assurer à un de ses fils l'Espagne, les Indes et les Pays-Bas. On pouvait donc faire à Riswick le premier partage : on devait même y faire le second, ou quelque autre; car il n'eût pas été prudent de compter sur la vie du prince de Bavière, qui n'avait que quatre ou cinq ans. Mais parce qu'on ne prit ces mesures qu'après avoir signé la paix, l'empereur se refusa à toutes les propositions; et quand le dernier partage aurait eu lieu, il serait au moins resté une cause de guerre, puisque Léopold conservait tous ses droits.

La signature du traité de partage avait souffert des retardemens.

Quelque intérêt qu'on eût à prévenir la guerre, la négociation des deux traités de partage avait souffert bien des retardemens. On était convenu des articles; cependant on ne signait pas, et l'Angleterre et la Hollande se rendaient suspectes à la France par les délais qu'elles affectaient. Elles prenaient pour prétexte l'espérance d'obtenir enfin le consentement de l'empereur; mais on pouvait croire qu'elles négociaient moins pour conclure que pour affaiblir le parti de la maison de Bourbon en Espagne, en faisant connaître que Louis XIV songeait à diviser cette monarchie. La signature du second traité de partage parut dissiper ces soupçons.

Le roi d'Espagne se plaint qu'on dispose de ses états.

Surpris qu'on disposât de ses états, lorsqu'il vivait encore, Charles II porta ses plaintes dans

toutes les cours. Il ne pouvait former que des plaintes. Sans argent, sans forces, il ne trouvait des ressources ni dans son esprit naturellement faible, et affaibli encore par les maladies, ni dans ses ministres, qui se conduisaient par des vues contraires. Les intrigues, qui divisaient la cour, communiquaient des impressions différentes au royaume entier; et l'on s'agitait de toutes parts dans l'attente d'un événement auquel l'Espagne pouvait moins contribuer qu'aucune autre puissance.

Les vœux des Espagnols sont pour un prince de la maison de Bourbon.

Cependant les vœux des Espagnols étaient en général pour un prince de la maison de Bourbon. Ils se flattaient d'empêcher par ce moyen un démembrement qu'ils jugeaient déshonorant pour la monarchie. Ils étaient à la vérité offensés du traité de partage; mais leur haine tombait sur l'Angleterre et la Hollande; présumant que Louis XIV renoncerait à ce traité, lorsqu'on offrirait la monarchie entière à son petit-fils. Les vues de la plus grande partie du conseil de Madrid étaient conformes aux vœux de la nation; et Charles, qui ne pouvait consentir à la division de ses états, était disposé à donner l'exclusion aux princes de sa maison, parce qu'il les jugeait trop faibles pour les conserver tout entiers.

Le roi d'Espagne appelle à sa succession le duc d'Anjou, à charge qu'il ne démembrera

N'osant néanmoins se décider par lui-même, il consulta son conseil; des théologiens, des jurisconsultes, des évêques, et même le pape Inno-

pas la monarchie.

cent XII. Tous les avis, dit-on, furent uniformes et en faveur de la maison de Bourbon. Il fit donc un testament, par lequel il reconnut les droits du dauphin : voulant néanmoins prévenir la réunion des deux monarchies, il appelait à sa succession le duc d'Anjou, second fils du dauphin; il le nommait héritier de tous ses états, sans en excepter aucune partie, et sans démembrement; et il déclarait que si ce prince n'acceptait pas la monarchie entière, il la conférait à l'archiduc Charles. Ce testament ne fut public qu'à sa mort, qui arriva un mois après, le premier novembre.

1700.

Ce testament était mal raisonné.

Quoique Charles II eût consulté, son testament ne paraît pas avoir été bien digéré. Si le duc d'Anjou, comme il le reconnaît, a droit à toute la monarchie, il peut sans doute en abandonner une partie : comment donc le roi d'Espagne peut-il déclarer qu'il n'en aura rien du tout, s'il ne l'acceptait pas tout entière? et comment, dans cette supposition, peut-il la transférer à un autre?

Cependant la maison de Bourbon acquérait un titre à la couronne d'Espagne, par le consentement des peuples.

Si, par des renonciations solennelles, la maison de Bourbon avait perdu les droits qu'elle tenait d'Anne et de Marie-Thérèse d'Autriche, elle acquérait de nouveaux titres par le consentement du peuple d'Espagne aux dispositions de Charles II. Elle pouvait donc accepter le testament.

L'agrandissement de cette maison ne de-

On peut même remarquer que si les puissances de l'Europe avaient jugé sainement des choses,

la maison d'Autriche se serait seule opposée à l'agrandissement de sa rivale. Le duc d'Anjou, pour être petit-fils de Louis XIV, en aurait-il été l'allié? serait-il entré dans les vues de son grand-père, jusqu'à sacrifier les intérêts de sa couronne? en aurait-il été le maître? Supposons que Louis XIV eût régné en Espagne sous le nom de son petit-fils, sa puissance en devenait-elle plus redoutable? Comme roi de France, il avait besoin de la paix; il en avait encore plus besoin comme roi d'Espagne. Cette seconde monarchie faisait la fortune du petit-fils, et elle n'ajoutait rien à celle du grand-père : elle était tout-à-fait épuisée; et son épuisement la rendait d'autant plus faible, qu'elle était plus vaste.

vait pas effrayer l'Europe.

Si les deux branches de la maison d'Autriche ne se sont pas toujours donné des secours, malgré les raisons qu'elles avaient d'être toujours unies, pouvait-on supposer qu'après la mort de Louis, les intérêts des deux couronnes cédant aux liens du sang, les deux branches de la maison de Bourbon ne formeraient qu'une seule et même puissance? Certainement, de quelque maison que fût le roi d'Espagne, il devait rechercher l'alliance de l'Angleterre et de la Hollande; et il ne pouvait pas regarder comme son allié naturel une puissance qu'il bornait au nord et au midi.

Le roi d'Espagne ne pouvait pas être l'allié de la France.

L'Europe n'en jugeait pas ainsi. Accoutumée à craindre l'ambition de Louis XIV, elle la crai-

Mais l'Europe s'était accoutumée à craindre

l'agrandissement des Bourbons.

gnait encore, lorsqu'elle n'était plus à redouter; et elle voyait toujours le fantôme de la monarchie universelle. Il lui semblait que l'agrandissement des Bourbons était l'agrandissement de la France même, et donnait de nouvelles forces à cette monarchie. Aveuglée par ce préjugé, elle ne devait pas souffrir que cette maison recueillît toute la succession du roi d'Espagne. Si Louis acceptait le testament, il armait donc toute l'Europe contre lui. Il trouvait aussi des inconvéniens à s'en tenir au traité de partage.

Guillaume avait donné ce préjugé à l'Europe.

Le roi Guillaume, en agitant l'Europe, n'avait jamais eu que des vues particulières. Lorsque son intérêt fut de susciter des ennemis à la France, il forma cette grande alliance, à laquelle il persuada d'assurer à la maison d'Autriche toute la succession du roi d'Espagne. Pour y réussir, il imprima la terreur du nom de Louis XIV; et parce que dans la frayeur on juge mal des objets, l'Europe se grossit le danger dont elle se crut menacée, et elle ne vit pas celui auquel elle s'exposait, en rendant aux descendans de Charles-Quint une puissance qu'elle avait eu tant de peine à détruire. On se proposait d'établir l'équilibre; et on ne s'apercevait pas, que si l'on réussissait, on porterait tout d'un bassin dans l'autre.

Mais il ne l'avait pas pris.

A force de dire qu'il était temps d'abaisser la maison de Bourbon et d'élever la maison d'Autriche, on ne se faisait plus d'autres idées, on ne

formait plus d'autres projets. Mais Guillaume, qui avait donné ce prégugé, ne l'avait pas pris; il pensait d'après ses intérêts, et comme ils avaient changé, il s'était fait un nouveau plan. Depuis qu'il était roi d'Angleterre, il voulait la paix. Il lui importait peu que la France acquît les royaumes de Naples et de Sicile et d'autres provinces. Peut-être pensait-il qu'elle n'en serait pas plus puissante. Je dis *peut-être*, car on croit communément qu'un prince est plus puissant, lorsqu'il a plus d'états. C'est un préjugé que l'expérience n'a pas encore détruit.

L'Angleterre et la Hollande n'avaient consenti qu'à regret au traité de partage, dont il était l'auteur.

Le traité de partage était l'ouvrage du roi Guillaume. Ce n'est qu'à regret que l'Angleterre et la Hollande avaient consenti à l'agrandissement des Bourbons. Les obstacles qu'elles avaient opposés avaient fait traîner la négociation; et depuis que le traité avait été signé, on n'avait pris, ni voulu prendre aucune mesure pour en assurer l'exécution.

Si Louis XIV s'en fût tenu au traité de partage, il n'aurait armé que la maison d'Autriche.

Si Louis XIV s'en tenait au traité de partage, il ne pouvait donc attendre aucun secours d'Angleterre ni des Provinces-Unies. Mais au moins il ne devait pas craindre qu'elles prissent les armes, pour empêcher l'exécution d'un traité qu'elles avaient ratifié. Elles voulaient la paix, elles en avaient besoin pour se rétablir; il n'est pas vraisemblable, que sacrifiant leur repos à l'ambition de Léopold, elles voulussent s'épuiser encore pour assurer à un fils de ce prince toute la monarchie

d'Espagne. On doit donc présumer que la France n'aurait eu pour ennemi que la maison d'Autriche, au lieu qu'elle armait toute l'Europe, si Louis XIV acceptait le testament. Dans le premier cas, elle pouvait se promettre des succès ; dans le second, elle avait tout à redouter.

Il accepte le testament.

Aussitôt que l'ambassadeur d'Espagne eut communiqué le testament de Charles II, le roi assembla son conseil. L'avis du marquis de Torci, secrétaire d'état au département des affaires étrangères, fut d'accepter le testament. Le duc de Bauvilliers, persuadé que ce parti causerait une guerre capable de ruiner la France, opina pour le traité de partage. Le chancelier Pontchartrain, ayant résumé les raisons de part et d'autre, n'osa prononcer, et conclut que le roi seul, plus éclairé que ses ministres, pouvait décider. Le dauphin parla peu : jugeant en père qui s'intéresse à son fils, il se déclara pour le testament ; et Louis, comme le dauphin, ne fut que père. Cependant il aurait dû penser qu'il était roi, que son royaume était épuisé, qu'il l'avait lui-même ruiné pour en reculer les frontières, et qu'il était injuste de le sacrifier encore à l'agrandissement de sa maison. Enfin le duc d'Anjou fut déclaré roi d'Espagne sous le nom de Philippe V. Il partit pour Madrid, et fut reconnu sans obstacles dans toute la monarchie espagnole.

L'Angleterre et la Hollande,

Le roi d'Angleterre et les états-généraux, quoi-

que offensés de l'infraction du traité de partage, ne se déterminèrent pas d'abord à déclarer la guerre à la maison de Bourbon. Ils reconnurent même Philippe V. Les intérêts de leur commerce, le repos dont ils sentaient le besoin, l'incertitude où ils étaient des alliés sur lesquels ils pouvaient compter, et des secours qu'ils en pourraient retirer : tout demandait qu'ils ne prissent pas leur résolution à la hâte. Ces raisons firent commencer une négociation à la Haye. Mais la France et l'Espagne eurent lieu de juger qu'on ne cherchait qu'à gagner du temps ; et qu'après avoir obtenu une chose, on en demanderait bientôt une autre. Car on ne laissait pas ignorer qu'on se réservait d'expliquer et d'étendre dans la suite les premières propositions qu'on leur faisait. Or cette manière de négocier est tout au moins suspecte ; et d'ailleurs il est étrange de demander une réponse positive à des propositions qu'on reconnaît n'avoir pas encore expliquées, ni exposées dans toute leur étendue. Cette négociation finit le 7 septembre par un traité d'alliance entre l'empereur, le roi d'Angleterre et les états-généraux.

qui reconnaissent d'abord Philippe V, font bientôt après un traité d'alliance avec l'empereur.

1701.

L'objet de cette confédération se bornait à procurer à la maison d'Autriche une satisfaction en dédommagement des droits qu'elle avait sur l'Espagne. Elle ne portait donc pas ses prétentions aussi haut que la ligue d'Augsbourg. Cela seul fait voir que le roi d'Angleterre et les états-géné-

Mais, comme elles craignaient une nouvelle guerre, elles se bornent à demander une satisfaction pour la maison d'Autriche.

raux s'engageaient à regret dans une nouvelle guerre, et qu'ils l'entreprenaient avec une sorte de méfiance. Ils se croyaient accablés de dettes; ils sentaient combien il serait difficile de mettre de nouveaux impôts sur des peuples déjà trop surchargés : le parlement d'Angleterre surtout ne paraissait pas disposé à donner des subsides. Guillaume, qui favorisait les whigs, était sûr de leurs suffrages; mais les torys formaient un parti considérable et fort animé. Toute la nation chérissait la paix qu'elle commençait à goûter : elle soupirait après le rétablissement de son commerce; et elle était alors bien moins effrayée de la maison de Bourbon que des nouvelles impositions qu'elle serait obligée de payer.

L'empereur ne paraissait pas devoir tirer de grands secours de ses alliés.

La paix continuait entre l'empire et la Porte. L'empereur paraissait donc pouvoir soutenir cette guerre avec plus de succès que les précédentes. Mais avec beaucoup de dettes, peu d'argent et des peuples pauvres, il était à charge à ses alliés. Il continuait d'aliéner les états d'Allemagne, en persistant dans la résolution de créer un neuvième électorat. Le plus grand nombre des princes paraissait ne vouloir prendre aucune part à la succession d'Espagne. Il se formait même des intrigues et des ligues contre les entreprises de l'empereur. Il est vrai que Léopold fortifia son parti, en promettant de terminer le différent sur le neuvième électorat à la satisfaction des princes;

mais les secours qu'il attendait de pareils alliés étaient toujours incertains et fort coûteux.

Après la paix de Riswick, la France n'avait pas désarmé comme les autres puissances. Elle conservait de grandes forces sur terre et sur mer; et elle était en état d'attaquer, lorsque la plupart de ses ennemis n'étaient pas encore préparés à la défense. Philippe V, en possession paisible de toute la monarchie d'Espagne, commandait à des peuples qui lui étaient dévoués. Les deux couronnes ne pouvaient manquer d'agir de concert, puisqu'un même intérêt les unissait. Elles avaient pour alliés l'électeur de Bavière, son frère, l'électeur de Cologne, l'évêque de Munster, le duc de Savoie, celui de Mantoue, et le roi de Portugal.

Louis n'avait pas désarmé; Philippe était en possession de l'Espagne. Ils avaient des alliés.

Cependant elles ne pouvaient pas compter également sur tous ces alliés. Il était facile à l'empereur de gagner le duc de Savoie, qui était dans l'usage de s'agrandir en passant tour à tour de l'alliance de la maison de Bourbon dans l'alliance de la maison d'Autriche. Si le roi de Portugal était d'abord entré dans l'alliance de Louis XIV, c'est qu'à l'avénement du duc d'Anjou, il n'avait pas d'autre parti à prendre; et il était évident qu'aussitôt que l'Angleterre et la Hollande armeraient, il serait de son intérêt de rechercher leur protection.

Mais ils ne pouvaient pas compter sur tous.

L'Espagne pouvait peu pour sa défense, et quelles que fussent les forces de la France, elles

Ils devaient après quelques campagnes se

trouver sans ressources.

n'étaient pas proportionnées aux frontières des deux monarchies. Dès les premières campagnes, elles devaient diminuer par les succès mêmes, elles pouvaient se ruiner par des revers; et cependant où étaient les ressources pour les rétablir? Se flattait-on d'en trouver dans l'épuisement des peuples, dans le désordre des finances? Une autre cause de faiblesse, dont le gouvernement ne s'apercevait peut-être pas, c'est qu'on n'avait plus d'aussi grands ministres ni d'aussi grands généraux. Au contraire les ennemis s'étaient disciplinés pendant la guerre qu'on venait de terminer à Riswick. Instruits par leurs propres défaites, les Hollandais et les Anglais ne devaient plus être aussi faciles à vaincre; et les Français, si souvent vainqueurs, devaient naturellement s'être relâchés.

Ils auraient dû par conséquent se hâter d'accorder une satisfaction à la maison d'Autriche.

Si les forces de Louis XIV et de Philippe V n'étaient pas proportionnées à la défense des deux monarchies, si encore elles ne pouvaient pas se soutenir long-temps, il en faut conclure que ces princes se sont engagés dans la guerre avec trop de confiance. Ils auraient pu l'éviter, en sacrifiant l'Italie et les Pays-Bas, et en convenant de quelques règlemens pour dissiper les terreurs paniques que donnait l'agrandissement de la maison de Bourbon. On a tout lieu de le croire, quand on considère les dispositions des peuples de l'empire. L'intervalle écoulé depuis la pacification de Ris-

wick ne leur avait pas permis d'oublier les maux qu'ils avaient soufferts; ils en étaient encore accablés; et ce n'est qu'avec une extrême répugnance qu'ils pouvaient se déterminer à reprendre les armes. L'empereur aurait lui-même accepté la paix. Son ambition aurait cédé à l'impuissance de soutenir seul la guerre, et il se serait contenté de la satisfaction dont ses alliés seraient convenus. Mais puisque Louis XIV et Philippe V voulaient conserver la succession entière de Charles II, la guerre ne pouvait plus s'éviter, et cependant ils entreprenaient au delà de leurs forces.

La guerre commence en Italie.

Léopold avait commencé les hostilités en Italie, lorsqu'il négociait encore à la Haye avec le roi Guillaume. Il soutint seul la guerre pendant la première année. Le prince Eugène de Savoie, qui commandait l'armée impériale, était entré par le Trentin, pour pénétrer dans le Milanais. Le maréchal de Catinat commandait les troupes de France, sous les ordres du duc de Savoie, que les deux rois avaient nommé généralissime.

1701.

Eugène force le poste de Carpi.

Il s'agissait d'empêcher le passage de l'Adige aux impériaux, chose difficile à cause de l'étendue de pays qu'il fallait garder. En effet le poste de Carpi fut forcé le 9 juillet, et le prince Eugène se vit maître de tout le pays entre l'Adige et l'Adda. Catinat, qui recevait continuellement des échecs, soupçonna le duc de Savoie d'intelligence avec les ennemis. Mais la cour de Versailles, qui rejeta

1701.

ces soupçons, le rappela, et envoya le maréchal de Villeroi pour le remplacer.

Il défait à Chiari le maréchal de Villeroi.

Contre l'avis de Catinat, qui n'avait pas encore quitté l'armée, Villeroi voulut livrer bataille aux ennemis, qui étaient campés à Chiari. L'entreprise était téméraire, et quand elle eût réussi, on n'en eût tiré aucun avantage. Les Français furent défaits. Cette action se passa le 1er septembre. Le courage que montra le duc de Savoie parut dissiper les soupçons qu'on avait formés.

1701. A la mort de Jacques II, Louis reconnaît le prince de Galles.

Le 16 du même mois, mourut à Saint-Germain-en-Laye Jacques II; et Louis XIV reconnut pour roi d'Angleterre le prince de Galles, son fils, qui prit le nom de Jacques III. Il eut bientôt lieu de se repentir d'une démarche imprudente, qui pouvait soulever les Anglais contre la France, et qui, bien loin d'être utile au jeune prince de Galles, devait plutôt lui nuire.

Cette démarche offense les Anglais, et Guillaume excite leur ressentiment.

Guillaume III s'en applaudit. Il ne douta plus d'obtenir des subsides, lorsqu'il vit les ressentimens de la nation éclater contre un prince étranger, qui prétendait lui donner un roi. Il représenta cette entreprise comme un attentat qui intéressait la religion protestante, la tranquillité présente et future, et la liberté de la nation. Il exagéra la puissance de la maison de Bourbon, qui, après s'être affermie sur le trône d'Espagne, entreprendrait de rétablir un prince papiste sur celui d'Angleterre. Il fit craindre que le commerce ne

fût ruiné par l'union de la France et de l'Espagne, si on ne se hâtait de troubler ces deux monarchies et de les abattre, avant qu'elles eussent eu le temps de déployer toutes leurs forces. Enfin il montra dans l'Amérique des conquêtes faciles, et capables de dédommager des frais de la guerre.

Le parlement lui accorde toutes ses demandes.

Les deux chambres entrèrent dans ses vues. Jugeant qu'il était de leur intérêt de soutenir les droits de la maison d'Autriche, elles ordonnèrent qu'on leverait quarante mille hommes. Le roi ayant encore demandé dix mille hommes pour un débarquement, ils lui furent accordés. Il fut même résolu de ne point faire la paix jusqu'à ce que la nation eût reçu satisfaction de l'offense que Louis lui avait faite, en reconnaissant le prétendu prince de Galles.

Mort de Guillaume. Quelle a été sa puissance en Angleterre et en Hollande. 1702.

La saison d'entrer en campagne approchait, quand le roi Guillaume mourut, le 19 mars. Il avait régné près de quatorze ans. On a dit qu'il était stathouder d'Angleterre et roi des Provinces-Unies. C'est que le parlement d'Angleterre avait si fort limité la prérogative royale, que Guillaume n'était proprement que le chef d'une république. Quoique les Anglais l'eussent désiré pour maître, ils lui témoignèrent peu de confiance. Ils parurent cesser de l'aimer, et ils lui firent essuyer bien des contradictions. Les Hollandais, au contraire, lui montrèrent toujours le plus grand dévouement. Ils n'oublièrent jamais les services

qu'il leur avait rendus dans la guerre de 1672. Ils portèrent même la reconnaissance jusqu'à lui sacrifier leur liberté ; car, en 1674, ils déclarèrent en sa faveur le stathoudérat héréditaire. Heureusement pour les Provinces-Unies, il ne laissa point de postérité, et elles supprimèrent une dictature qu'elles avaient eu l'imprudence de rendre perpétuelle. Je vous avais prévenu que les Hollandais vous prouveraient qu'un peuple jaloux d'être libre se donne volontiers un maître, quand il se flatte d'être bien gouverné.

Anne, qui lui succède, donne sa confiance à Marlborough.

La mort de Guillaume ne changea rien aux résolutions qui avaient été prises. Anne, fille de Jacques II, monta sur le trône, conformément à l'ordre de succession que le parlement avait établi. Elle s'écarta d'autant moins du plan de son prédécesseur, qu'elle donna toute sa confiance au duc de Marlborough, qui, étant aussi avare qu'ambitieux, avait besoin de troubles pour s'enrichir et pour s'élever. Grand ministre, grand capitaine, il se vit bientôt à la tête des affaires et des armées. Ce changement dans le gouvernement présageait à la France une guerre bien plus longue et bien plus ruineuse que celle que Guillaume eût faite, s'il eût vécu.

CHAPITRE II.

De la Russie jusqu'au commencement du dix-huitième siècle.

Jusqu'au dix-septième siècle les Russes ont été barbares.

On sait suffisamment l'histoire des siècles barbares, quand on sait qu'ils ont été barbares. Dans une ignorance profonde, remplis de préjugés absurdes, livrés à des superstitions grossières; sans arts, sans police, sans mœurs; croupir dans un lâche repos avec un corps fait pour la fatigue, ou se battre comme des bêtes féroces, et n'apprendre jamais la guerre, tour à tour fuir, piller, commettre toute sorte de cruautés; ne compter que sur le nombre, ne connaître ni courage, ni vertu; enfin être esclave, sans être soumis : voilà ce qu'ont été les Russes jusqu'au dix-septième siècle. Il n'importe donc pas de savoir avant cette époque les événemens de ce vaste empire, qui s'étend d'occident en orient environ deux mille lieues. En étudiant la géographie, Monseigneur, ne considérez-vous pas quelquefois combien il y a peu de peuples qui méritent d'être connus, et parmi ces peuples, combien peu d'hommes, et parmi ces hommes combien peu de princes. Cela abrége au moins nos études; cependant elles seront bien longues encore, si nous voulons les

faire comme il faut. Je ne fais que vous introduire : jugez donc ce qui vous reste à faire, et ne vous croyez pas instruit.

Michel Féodorowitz élu czar.

La famille qui régnait à Moscou s'était éteinte, et la Russie avait été déchirée par des guerres, lorsqu'en 1613 les Russes eurent enfin la liberté de se choisir un maître. Ils le prirent dans la famille de Romanow, alliée par les femmes aux czars précédens. Michel Féodorowitz, c'est ainsi que ce prince se nommait, n'avait que quinze ans, et vivait avec sa mère, Marie Iconomasie, alors religieuse dans un couvent à Uglits. Marie se refusa d'abord aux vœux de la nation, craignant pour son fils les malheurs du trône ; mais elle se rendit lorsqu'un évêque eut assuré avoir eu une révélation qui confirmait ce choix. Michel fut proclamé, et signa une capitulation, par laquelle il promit de protéger la religion, de ne point faire de lois nouvelles, de ne rien changer aux anciennes, et de n'entreprendre point, sans le consentement du sénat, ni de mettre des impôts, ni de faire la guerre, ni de faire la paix. Les Russes, ou plutôt les sénateurs saisirent l'occasion d'avoir quelque part dans le gouvernement. Michel fut fidèle à ses promesses. Il mourut en 1645, et laissa le trône à son fils Alexis.

Alexis, son fils, qui a le premier connu l'ignorance des Russes, a pro-

Alexis, surnommé Mikhaelowitz, c'est-à-dire fils de Michel, n'avait alors que seize ans. Il s'attira d'abord la haine publique par la conduite des

ministres auxquels il confia l'autorité. Il fut ensuite aimé et respecté, lorsqu'il gouverna par lui-même. Il est le premier czar qui paraisse s'être aperçu de l'ignorance de ses peuples. Il connut qu'il fallait leur donner des lois, des arts et des connaissances. Il favorisa le commerce, il établit quelques manufactures, il fit traduire plusieurs livres qui traitaient des arts et des sciences. Sans égard pour le préjugé, qui défendait toute communication avec les nations étrangères, il attira des étrangers instruits et laborieux. Il peupla des provinces auparavant désertes. C'est sous son règne que les Russes commencèrent à se faire connaître aux principales puissances de l'Europe et de l'Asie : car jusqu'alors ils n'étaient guère connus que des peuples avec qui la guerre les mettait en relation. Des ambassadeurs chinois, persans et autres vinrent à Moscou, et Alexis en envoya pour la première fois en France et en Espagne. Il est à remarquer qu'il refusa de recevoir l'envoyé de Cromwel, déclarant qu'il ne reconnaîtrait jamais ce prétendu protecteur de l'Angleterre. Il formait le projet d'avoir des flottes sur la mer Noire et sur la mer Caspienne, lorsqu'il mourut en 1676.

tégé les arts et les sciences.

Il laissa trois fils, Féodor, Ivan ou Jean, et Pierre: tous trois, conformément à l'usage, surnommés Alexiowitz. Le premier, âgé de seize ans, monta sur le trône, et régna jusqu'en 1682, qu'il mou-

Féodor, son fils aîné, lui succède, et le prend pour modèle.

rut. Il suivit les traces de son père, accueillant les étrangers, protégeant le commerce, les sciences et les arts, et travaillant à réformer les mœurs de ses sujets. On prétend que dans le dessein de n'avoir égard qu'au mérite, il brûla tous les titres des nobles. Mais il était trop jeune, il régna trop peu pour produire une révolution.

Pierre, son frère, qu'il désigne son successeur, est reconnu par les boyars.

De ses deux frères, dont l'un avait treize ans et l'autre dix, il avait préféré le cadet pour son successeur, parce qu'Ivan était également faible d'esprit et de coprs. Or les czars ont droit, ou sont dans l'usage de désigner dans leur famille celui qui doit leur succéder. Pierre fut donc reconnu par les boyars : c'est ainsi qu'on nommait alors les sénateurs et les principaux de la nation.

Jean lui est associé par les intrigues de Sophie, sœur de ces deux princes.

Sophie, sœur de ces deux princes, s'était flattée de régner sous le nom d'Ivan son frère. Cette femme ambitieuse, voyant ses espérances déçues, intrigua. Elle gagna les strélitz, corps de troupes qui pouvait tout à Moscou, comme autrefois les gardes prétoriennes à Rome. Elle causa de grands troubles. Mais enfin elle fit associer Ivan à Pierre, obtint la régence, et régna.

Sophie, qui a obtenu la régence, et Basile Gallitzin, son ministre favori, songent à écarter du trône le czar Pierre.

Sophie se conduisait par les conseils du prince Basile Gallitzin, Lithuanien d'origine et de la maison des Jagellons, qui avaient occupé le trône de Pologne pendant près de deux cents ans. N'osant attenter à la vie du czar Pierre, qui était cher au peuple, cette princesse et ce ministre son-

gèrent à l'écarter au moins du trône. Dans cette vue ils se hâtèrent de marier le czar Ivan; et ils se flattaient de conserver toute l'autorité, si ce prince, qui était d'une santé faible, laissait un fils après sa mort.

Mauvaise éducation qu'ils lui donnent.

Cependant ils ne donnaient aucun soin à l'éducation de Pierre; au contraire, ils mettaient auprès de lui de jeunes débauchés, qui le portaient à des excès de liqueurs fortes capables de ruiner la santé et d'affaiblir l'esprit. Ce jeune prince se livrait à ces excès; la force de son tempérament paraissait l'y inviter : heureusement cette même force le garantit en partie des maux qu'il se préparait. Je dis *en partie :* car les débauches de son enfance tourneront en habitude, et souilleront sa vie.

Entouré de débauchés, Pierre s'abandonnait au vice. Il n'était pas content.

Il y a des âmes qui croupissent lâchement dans les vices où elles ont été poussées : ce n'est pas qu'elles se trouvent bien, c'est qu'elles n'ont pas la force de se mettre mieux. Il y en a d'autres qui font des efforts, et qui se dégagent quelquefois : c'est qu'elles sentent ce qui leur manque. Pierre, dans les excès auxquels il se livrait avec le plus de plaisir, n'était pas content. Il cherchait quelque chose qu'il ne trouvait pas parmi ses jeunes débauchés : il sentait un besoin qu'il ne pouvait pas s'expliquer : il lui fallait un homme vertueux.

Dans les troupes étrangères qui étaient alors

Il fait connaître

sanes avec le Fort qu'il s'attache.

au service de la Russie, il y avait un officier génevois qui se nommait le Fort. Pierre, qui n'avait encore que onze à douze ans, le remarqua, causa avec lui, le goûta, lui donna un emploi qui l'approchait de sa personne, et voulut apprendre de lui à faire l'exercice. Plus il connut cet homme sage et éclairé, plus il lui donna sa confiance. Tantôt il faisait l'exercice avec lui; tantôt il conduisait avec lui sur un lac une barque, construite comme un vaisseau de guerre; et le Fort ne laissait pas échapper l'occasion de lui faire comprendre que la vraie manière de régner n'était pas celle des czars.

Jean Sobieski, allié de l'empereur contre les Turcs, engage les Russes à faire une diversion en Crimée.

L'empereur Léopold, la république de Venise et la Pologne, alors ligués contre les Turcs, sollicitaient la cour de Moscou à faire une diversion en Crimée, afin de rappeler de ce côté les Tartares, qui faisaient en Hongrie la principale force de la cavalerie ottomane. Cette négociation n'avançait point, de sorte que les czars ne prirent part à cette guerre qu'en 1687, lorsque Jean Sobieski eut offert de leur céder, en son nom et en celui de la république, toutes ses prétentions sur l'Ukraine et sur le duché de Smolensko.

Boris Gallitzin, ministre de Pierre, éloigne Basile Gallitzin en lui donnant le commandement de l'armée.

Les partisans de Pierre lui avaient donné pour premier ministre Boris Gallitzin, parent et ennemi du favori de Sophie. C'était un homme fidèle, intègre et zélé. Dans le dessein d'éloigner son rival et d'en rompre toutes les mesures, il lui fit

donner le commandement des armées qui devaient agir en Crimée. Basile Gallitzin n'osa refuser, de peur de se rendre suspect.

Mauvais succès de Basile.

La Crimée est cette presqu'île que les anciens ont nommé Chersonèse-Taurique. Basile Gallitzin y marcha avec confiance, parce qu'il comptait sur le nombre de ses troupes; mais ses troupes connurent bientôt qu'elles ne devaient pas avoir la même confiance en leur chef. En effet, il les engagea dans des déserts, où elles ne purent ni agir ni subsister, faute de vivres et de fourrages. Gallitzin rejeta le mauvais succès de cette campagne sur l'hetman ou chef des Cosaques, qui fut déposé et envoyé en Sibérie.

Mazeppa est fait hetman d'Ukraine.

Il y avait alors en Ukraine, pays des Cosaques, un gentilhomme polonais nommé Mazeppa. Il y était arrivé nu et lié sur un cheval fougueux, et à demi-mort de faim et de fatigue. Les Cosaques lui donnèrent des secours; il se fixa parmi eux; il se distingua dans les courses qu'ils faisaient contre les Tartares; et ce fut lui qu'ils choisirent pour hetman ou prince d'Ukraine avec l'agrément de la cour de Moscou. L'aventure qui fit sa fortune et qui devait faire sa perte avait été l'effet de la vengeance d'un seigneur polonais qu'il avait offensé. Cet homme jouera un rôle dans l'histoire de Pierre Alexiowitz.

Nouvelle campagne de Basile avec aussi peu de succès.

Il fallut faire de nouveaux préparatifs contre les Tartares. On y employa plus d'un an. Basile Gal-

litzin n'attendit pas qu'on lui offrît le commandement des troupes. Il le sollicita dans l'espérance de réparer sa honte, et il l'obtint. Il comptait surprendre Précop, une des principales places de Crimée. Il se trompa, les ennemis furent informés à temps. Après un combat qui ne fut point décisif, il se laissa amuser par une négociation, pendant laquelle les forces des Tartares croissaient, et les siennes diminuaient par le défaut de subsistances. Il fallut donc songer à la retraite, après avoir perdu l'occasion de vaincre. Il fit cependant une relation, où il s'attribuait des succès : mais il ne put tromper le czar Pierre. On l'accusa même de s'être laissé corrompre par le kan des Tartares.

Sophie conspire contre Pierre, qu'elle veut faire périr.

Ruiné dans l'esprit du czar Pierre, il ne lui restait que Sophie. Cette princesse partageait vivement les mortifications de son favori : elle jugeait que s'il perdait son crédit, elle perdrait elle-même toute son autorité ; et cependant elle ambitionnait de partager le trône avec lui. Impatiente d'assouvir sa passion, elle ne voulut pas laisser à son frère le temps de se saisir des rênes du gouvernement, et elle en médita la mort.

La conspiration est découverte, et Sophie est enfermée.

Elle avait gagné Tekelavitaw, chef des strélitz. Déjà six cents de ces soldats, conduits par ce perfide, marchaient la nuit au château de Bebrackensko, où Pierre était depuis quelques jours, sans aucune défiance. Heureusement deux strélitz, qui eurent horreur de ce crime, se dérobèrent, et cou-

rurent par des chemins détournés avertir le czar. Ce prince eut le temps de se sauver; et toute sa cour le suivit dans le monastère de la Trinité, où il se réfugia. Aussitôt il envoya des lettres à Moscou pour inviter les boyars, les sénateurs et les strélitz, qui n'avaient pas trempé dans la conspiration, à se rendre auprès de lui. La noblesse, le peuple, les soldats, tout le monde accourut : tous volèrent à la défense de leur prince. Il ne restait plus qu'à punir les coupables. Tekelavitaw périt sur la roue. On enferma Sophie dans un couvent. Basile Gallitzin fut exilé à Kargapol, pour y vivre et mourir dans la misère. Son fils et ses plus proches parens, suivant la coutume de ce pays barbare, furent enveloppés dans sa disgrâce, et le suivirent dans son exil.

Le czar Pierre se propose de policer les Russes.

Pierre régnait enfin, c'est-à-dire qu'il était le maître d'un vaste empire : mais cette manière de régner ne le contentait pas. Il portait envie aux souverains qui commandaient à des hommes dans de petits états. Tout était à créer pour lui; il se flatta de créer.

Cependant les préjugés, surtout lorsqu'ils tiennent aux mœurs, sont difficiles à détruire. Il semble que ce ne puisse être que l'ouvrage du temps, et qu'une autorité absolue, telle que celle du czar, devait même échouer. Aussi se proposa-t-il de tenter la réforme de ses peuples, moins par la force des lois que par son exemple. C'est en ef

fet par des exemples que les souverains p euvent changer facilement les mœurs d'une nation ; et ils ne les changent que trop facilement, quand ils en donnent de mauvais.

Occupé de ses vastes projets, le czar s'en entretenait souvent avec e Fort, le seul homme qui pût en effet lui donner des lumières, et contribuer au succès de ses desseins. Il lui ordonna de former une compagnie de cinquante hommes, afin d'avoir d'abord un modèle, pour former ensuite le reste de ses troupes.

Il est tambour dans une compagnie que le Fort a levée.

Peu de jours après, le Fort parut à la tête de cette compagnie, presque toute composée d'étrangers. Il lui fit faire l'exercice sous les fenêtres du czar, qui ne s'était pas attendu à jouir si tôt de ce spectacle. Ce prince, enchanté, voulut servir dans cette compagnie ; et ayant été fait tambour, il en prit l'habit et battit la caisse. Il resta quelque temps dans cet emploi, vivant de sa paye, couchant sous une tente, et déclarant à son capitaine qu'il ne voulait avancer de grade en grade qu'autant qu'il le mériterait. Il tint parole. C'est ainsi que Pierre descendait du trône pour donner à ses sujets l'exemple de la subordination et de la discipline.

Cette compagnie devient un régiment et une école.

La compagnie de le Fort devint bientôt un régiment de plusieurs bataillons. Ce fut l'école d'où l'on tirait les meilleurs sujets pour former d'autres troupes : et, dans la vue de hâter les progrès de la discipline militaire, le czar assigna des sommes

considérables en Hollande, en Angleterre et à Genève, pour les officiers qui voudraient passer à son service. Cependant le désordre de ses finances était un obstacle à l'exécution de ses desseins. Il y pourvut, et remédia aux abus que le Fort lui fit connaître.

Commencement de la fortune de Mentzikof, qui entre dans cette compagnie.

Vers ce temps commença la fortune d'Alexandre Mentzikof, que Pierre éleva dans la suite aux premiers emplois. C'était un garçon pâtissier, né de pauvres paysans, sur les bords du Volga. Un jour qu'il passait dans les rues de Moscou, en criant ses petits pâtés, le czar, qui était à table, eut la curiosité de le faire appeler. Il lui trouva de la physionomie : il l'interrogea, il fut content de ses réponses, et il le mit aussitôt dans la compagnie de le Fort, auquel il le recommanda. Mentzikof ne tarda pas à se distinguer, et dans peu d'années il acquit la confiance de son maître.

Mésintelligence entre la Pologne et la Russie.

Depuis les mauvais succès de Basile Gallitzin, la cour de Moscou ne paraissait plus penser à la Tartarie. Les troubles dont elle avait été agitée, et les soins dont s'était occupé le czar, n'avaient pas permis de s'engager dans une guerre qui demandait de grands préparatifs. Les Turcs surent tirer parti de cette inaction. Ils persuadèrent aux Polonais qu'elle était l'effet d'une négociation secrète; que le czar était au moment de faire la paix avec la Porte; et qu'il se proposait de déclarer la guerre à la Pologne. Les Tartares, de leur côté,

employaient de semblables moyens pour rendre les Polonais suspects aux Russes.

Elle empêche ces deux couronnes de donner des secours à l'empereur contre les Turcs.

Ces intrigues semèrent la mésintelligence parmi les alliés. La république de Pologne, craignant quelque entreprise de la part de la Russie, ne donna plus les mêmes secours à l'empereur; et le czar ne voulait pas commencer la guerre contre les Tartares, dans une conjoncture où il croyait devoir se méfier des Polonais. Cependant les Turcs assemblaient toutes leurs forces en Hongrie, et ne craignaient point de diversion, lorsque le baron de Curtz, que Léopold envoya à Varsovie et à Moscou, dissipa tous les soupçons, et détermina le czar à prendre les armes.

Les soupçons ayant été dissipés, Pierre fait le siége d'Asoph.

Pierre se proposa la conquête d'Asoph. Cette ville, située sur la rive gauche du Don, autrefois nommé Tanaïs, devait lui servir de rempart contre les Turcs; et, comme elle le rendait maître des Palus-Méotides, il pouvait encore porter l'effroi jusque dans Constantinople. Mais il fallait des vaisseaux, et les Russes savaient à peine construire des barques. Le czar néanmoins ne désespéra pas d'avoir une flotte ; il y fit travailler des étrangers à Woronesch, ville située sur la Woronesch, rivière profonde, qui se jette dans le Don, et qui est entourée de grandes forêts.

Impatient de commencer la guerre, il n'attendit pas que ses vaisseaux fussent construits; il ouvrit la campagne au commencement de 1695, et

mit le siége devant Asoph, ou plutôt il y servit sous les ordres du général Schérémétof, car il n'était encore que colonel d'un régiment. Mentzikof se voyait déjà dans la plus grande faveur. Compagnon des plaisirs et des débauches de son maître, il eut assez de crédit pour faire répudier la czarine, qui lui reprochait sa conduite. Cette princesse, qui avait donné un fils au czar, fut enfermée dans un couvent.

Il construit une flotte.

Les secours qu'Asoph recevait par l'embouchure du Don, ne permirent pas de se rendre maître de cette place. Après la prise de quelques forts, le czar mit ses troupes en quartier d'hiver. Il se rendit ensuite à Woronesch, pour hâter la construction de ses vaisseaux ; et il lui arriva des ingénieurs qu'il avait demandés à l'empereur, à l'électeur de Brandebourg et aux états-généraux.

1696. Asoph capitule.

L'année suivante, sa flotte mit à la voile sous les ordres de le Fort, grand-amiral. Quoiqu'elle ne fût composée que de deux petits vaissaux de guerre et de quelques bateaux longs, elle ferma l'embouchure du Don aux ennemis, et Asoph, ne recevant plus de secours, fut forcée de capituler. Pierre fit fortifier cette place sur les dessins des ingénieurs étrangers qu'il avait avec lui. Au mois de janvier de cette même année, mourut le czar Ivan. Quoique ce prince fût faible, il sut toujours résister à toutes les intrigues qu'on mit en œuvre pour l'opposer à son frère.

1696.

Entrée triomphante de l'armée.

Pierre, voulant exciter l'émulation des soldats, et les attacher de plus en plus à la discipline, fit tout préparer pour une entrée triomphante. L'armée s'étant rassemblée à un mille de Moscou, les généraux à la tête des corps qu'ils avaient commandés, entrèrent au son des instrumens et des voix qui chantaient leurs louanges. Mais le czar, qui n'était pas général encore, resta confondu dans la foule : il n'en fut que plus remarqué.

Nouveaux succès, nouvelle conspiration de Sophie : elle est découverte.

En 1697, la prise de Précop, précédée de deux victoires, donna lieu à de nouvelles réjouissances. Cependant Sophie, du fond de son couvent, tramait une nouvelle conspiration. Elle animait les boyars et les strélitz contre la réforme, en se prévalant de leurs préjugés. Les Russes voyaient avec indignation que Pierre eût ordonné à plusieurs personnes de sa cour, de voyager dans les pays étrangers, et qu'il eût résolu de faire lui-même de pareils voyages. Ils étaient surtout offensés du bruit qui courait, qu'on voulait les forcer à couper leur barbe, ce qu'ils regardaient comme le plus grand affront qu'on leur pût faire. Voilà les principaux motifs d'un parti qui se proposait de mettre Sophie sur le trône, après avoir assassiné le czar. La conspiration fut découverte. Pierre punit les plus coupables, et ménagea néanmoins le sang de sa sœur, se contentant de la faire observer de plus près.

Après avoir pourvu à la sûreté de ses états, le czar se prépare à voyager, l'année qu'Auguste, électeur de Saxe, et le prince de Conti avaient été élus rois de Pologne.

Des victoires, des places fortifiées, une flotte et une armée commandée par le général Schem, Prussien, défendaient suffisamment les frontières contre les Tartares, à qui la Porte ne pouvait plus envoyer de secours : car les Turcs avaient besoin de toutes leurs forces contre les Vénitiens et contre les impériaux, qui avaient eu de grands avantages sur eux. Les trésors du grand-seigneur étaient épuisés, et ses provinces dépeuplées étaient encore ravagées par la peste. Rien n'étant donc à craindre au dehors pour la Russie, et la conspiration, découverte et dissipée, assurant la tranquillité au dedans, le czar crut avoir trouvé le moment de voyager pour étudier les usages, les mœurs, les lois et les arts des peuples policés de l'Europe. Il prit néanmoins toutes les précautions nécessaires pour prévenir de nouveaux troubles. Il fit partir pour différens voyages les seigneurs qu'il jugea les plus capables de remuer, et leur prescrivit le genre d'étude auquel ils devraient s'appliquer. Il écarta les strélitz, qu'il répandit sur les frontières de Lithuanie, afin d'appuyer le parti d'Auguste, électeur de Saxe, contre celui du prince de Conti. Ces deux princes avaient été élus rois de Pologne le même jour, au mois de juin. Il laissa, sous les ordres du général Gordon, Écossais, le corps de ses gardes pour veiller à la sûreté de Moscou. Ces troupes, qui étaient originairement la compagnie de le Fort, sont ce qu'il

1697.

avait de mieux discipliné. Presque toutes composées d'étrangers, elles montaient alors au delà de douze mille hommes. Enfin il confia la régence à Léon Nariskin son oncle, à Boris Gallitzin et au boyar Procoroski.

Il part confondu dans la suite de ses ambassadeurs.

Après avoir fait toutes ces dispositions, il sortit de ses états, confondu dans la suite de ses ambassadeurs, l'amiral le Fort, Alexis Gallovin, gouverneur de Sibérie, et Vonitsin, diak ou secrétaire d'état. Mentzikof, son favori, qu'il avait fait chambellan, le suivit. On remarquait encore dans cette ambassade le fils du roi de Géorgie, qui, ayant été détrôné par ses sujets, avait cherché un asile et des secours en Russie.

Il est mécontent du gouverneur de Riga.

L'ambassade, accompagnée d'un grand cortége, prit sa route par l'Estonie et par la Livonie, provinces qui étaient alors à la Suède, et qui avaient été long-temps un sujet de guerre entre les Russes, les Suédois et les Polonais. Le comte de Dahlberg, gouverneur de Riga, capitale de Livonie, fit recevoir les ambassadeurs avec distinction : mais il ne leur fit point de visite, sous prétexte qu'ils n'étaient pas envoyés à son maître. Il trouva même fort mauvais que le czar voulût visiter les fortifications de cette ville. Quoique ce gouverneur n'eût pas tort, Pierre affecta de croire qu'on lui avait manqué.

Il tire dans le sein l'épée contre le Fort.

L'ambassade, ayant traversé la Courlande, se rendit dans la Prusse-Brandebourgeoise. Frédé-

ric III, électeur de Brandebourg, qui était alors à Kœnigsberg, la reçut avec un faste qu'il aimait et qui le ruinait. Ce faste n'était pas du goût du czar. Mais on buvait à cette cour comme on buvait alors dans toutes les cours d'Allemagne ; et quoique dans le vin Pierre fût sujet à des emportemens, il ne savait pas résister à une passion que l'éducation lui avait donnée. Dans un de ces repas où il avait bu avec excès, il tira l'épée contre le Fort. Il est vrai que, revenu à lui, il demanda pardon à son favori. *Je veux*, disait-il, *réformer mes peuples, et je ne puis pas me réformer moi-même!* Vous voyez, Monseigneur, la vérité de ce que je vous répète souvent. Il est un temps où il n'est presque plus possible de se corriger ; et ce temps vient bien vite. En effet, Pierre, qui n'avait alors que vingt-cinq ans, s'était déjà reproché bien des fois de ne pouvoir pas se corriger. Il se le reprochera encore.

Il arrive à Amsterdam.

Le czar eut, sans cérémonies, quelques conférences secrètes avec l'électeur de Brandebourg. Il partit ensuite pour Dantzick. Mais, impatient de voir la Hollande, il devança ses ambassadeurs, et il se rendit à Amsterdam quinze jours avant eux.

Il va à Sardam apprendre la construction des vaisseaux.

A deux lieues de cette ville est Sardam, gros village, peuplé, riche, où l'on construisait alors beaucoup de vaisseaux. Sardam méritait sa curiosité. Il y vint vêtu en pilote, comme un artisan qui cherche de l'ouvrage, ou plutôt comme un

paysan qui veut apprendre un métier. Il se fit inscrire dans le rôle des charpentiers sous le nom de Pierre Michaelof. On l'appelait communément *Peterbas*, c'est-à-dire maître Pierre. Il travaillait comme les autres ouvriers : il vivait des mêmes nourritures. Quand on sut que Peterbas était le czar, les ouvriers voulurent le traiter avec respect : mais ce n'était pas lui faire la cour : il fallut continuer de l'appeler Peterbas, et de le traiter en compagnon. Il apprit la construction de toutes les parties d'un vaisseau : il devint excellent charpentier, bon pilote ; il prit quelque connaissance de géométrie, et il fit un vaisseau de soixante pièces de canon.

Il passe en Angleterre pour y puiser de nouvelles connaissances.

Ne pouvant guère apprendre en Hollande que la pratique de ces choses, il désirait d'aller en Angleterre pour en approfondir la théorie. Le roi Guillaume, qu'il vit à la Haye, et qu'il vit sans cérémonie, lui donna son yacht et deux vaisseaux de guerre pour passer à Londres. Le czar y vécut comme dans le village de Sardam. Il se perfectionna dans les mathématiques : il construisit, suivant la méthode anglaise, un vaisseau, qui fut un des meilleurs voiliers : il donna son attention à tous les métiers, à tous les arts ; il étudia l'astronomie, la physique, l'anatomie ; il fit même des opérations de chirurgie.

Il engage à son service des étrangers instruits.

Il engageait à son service des officiers, des mathématiciens, des ingénieurs, des matelots, des

artisans de toute espèce. Il savait les choisir lui-même. C'est ainsi qu'il faisait passer en Russie les arts de l'Angleterre et de la Hollande. Schérémétof, son ambassadeur en Italie, parcourait, dans le même dessein, les principales villes. Le czar au reste avait grand besoin de transporter des étrangers instruits dans ses états : car, excepté le prince Sibirski, qui était son émule, les autres Russes profitèrent peu de leurs voyages. Un comte Gollovin, dont Pierre estimait la valeur, passa quatre ans à Venise à fumer sans sortir de sa chambre, de peur de voir et d'apprendre quelque chose.

Il était à Vienne, lorsqu'il apprend la révolte des strélitz.

La France n'entrait point encore dans le plan des voyages du czar, parce qu'il s'était déclaré contre le parti du prince de Conti. Il alla à Vienne pour étudier la discipline militaire des Allemands, et pour se concerter avec l'empereur contre le Turc, leur ennemi commun. Il était sur le point de passer à Venise, lorsqu'il apprit que les strélitz s'étaient révoltés.

Causes de ce soulèvement.

Ce n'était pas sans murmures que les Russes avaient vu leur souverain aller, hors de ses états, chercher des connaissances et de nouveaux usages. Ils se rappelaient la loi qui défendait à leurs pères tout commerce avec les autres nations. Ils voyaient qu'on allait proscrire leur barbe et leur robe longue ; et ce qui les scandalisait encore, c'est la permission que le czar avait donnée à des Anglais de débiter du tabac en Russie : car l'église russe en

condamnait l'usage comme un péché. Ceux des boyars qui avaient les mêmes préjugés que le peuple, et ceux même qui ne les avaient pas, entretenaient ce mécontentement général, parce qu'ils voyaient avec chagrin que des étrangers leur enlevaient tous leurs emplois.

Il arrive à Moscou lorsque les strélitz avaient été défaits.

Cette disposition des esprits donna de nouvelles espérances à la princesse Sophie; et ses partisans répandirent tous les bruits capables d'armer la superstition contre le souverain légitime. Cependant le peuple de Moscou, contenu par les troupes étrangères, n'osait remuer. Mais les strélitz, répandus sur les frontières de la Lithuanie, s'étaient rassemblés; et ils marchaient vers la capitale, conduits par les pappas ou prêtres, qui les avaient excités à la révolte. Les généraux Shein et Gordon, qui marchèrent au-devant d'eux, les défirent à quinze lieues de Moscou. Pierre arriva pour punir. Les châtimens furent terribles. Plus de deux mille strélitz furent exécutés à mort. Il dispersa les autres dans les provinces désertes de son empire, et il abolit presque jusqu'au nom de ce corps redoutable.

Exécution barbare.

Comme les bourreaux ne pouvaient pas suffire à tant d'exécutions, le czar avait ordonné que chaque juge serait l'exécuteur de sa sentence. Il abattit lui-même quatre-vingts têtes. Les seigneurs de sa cour en coupèrent sans répugnance; et le Fort n'obtint qu'avec peine la permission de

n'en pas couper. Quand on emploie de pareils moyens pour policer des peuples, il faut qu'ils soient bien loin encore de pouvoir être policés, et qu'on ait bien besoin de se policer soi-même.

1699. Regrets du czar à la mort de le Fort. Ses soins pour accoutumer ses troupes a la discipline.

Peu de temps après ces exécutions, au mois de mars 1699, mourut à Moscou l'amiral Le Fort. Le czar fut vivement sensible à cette perte. A qui donnerai-je ma confiance? s'écriait-il en répandant des larmes; j'ai perdu le meilleur ami. Il lui rendit les devoirs funèbres avec une pompe qui prouva le cas qu'il faisait de cet homme vertueux. Il le regrettait d'autant plus qu'il le perdait précisément dans le temps où il lui aurait été le plus nécessaire : car il commençait alors à s'appliquer principalement à la réforme de son peuple. Dans la vue d'accoutumer les boyars à passer par tous les grades, il n'était encore que lieutenant dans un régiment, et il venait de se faire mousse, pour commencer l'apprentissage de matelot. Il n'était pas possible de se refuser à la discipline, dont le souverain donnait l'exemple. Des régimens russes se formèrent sur le modèle des Allemands, dont ils prirent l'exercice et les habits courts et uniformes : en même temps des Anglais et des Hollandais préparaient tout à Woronesch pour la construction d'une flotte; et l'ingénieur Perri, que le czar avait amené de Londres, travaillait à la communication du Tanaïs avec le Volga.

Pourquoi il

Tout en Russie paraissait prendre une nouvelle

proscrit les barbes et les habits longs.

vie, mais c'était plutôt par le concours des étrangers que par l'empressement des Russes à se prêter aux vues du czar. Ceux-ci s'attachaient à leurs usages, par la haine qu'ils avaient toujours conçue pour les autres nations; et la différence des vêtemens contribuait à entretenir cette haine. Pierre jugea qu'il serait avantageux qu'on ne pût pas distinguer à l'habillement un Russe d'un étranger. Voilà pourquoi il proscrivit les barbes et les habits longs. La cour obéit : il n'en fut pas de même du peuple. Il fallut mettre une taxe sur les habits longs et sur les barbes, et couper la robe et la barbe à ceux qui ne voulaient pas payer.

Il accoutume sa noblesse à la bienséance, et institue l'ordre de Saint André pour lui donner de l'émulation.

Les Russes avaient emprunté quelques coutumes des peuples de l'Asie. Les mariages s'y faisaient comme en Turquie et en Perse, où l'on ne voit celle qu'on épouse qu'après que le contrat est signé. Pierre abolit cet usage. Afin d'adoucir les mœurs de ses sujets, il établit des assemblées où les mères conduisaient leurs filles, et où les hommes étaient obligés de se trouver. Il leur apprit comment ils devaient s'y comporter, et il leur dicta les lois de la bienséance et de la politesse. Enfin, voulant donner de l'émulation à sa noblesse, il institua l'ordre de Saint-André.

Il travaille à la réforme du clergé.

Il crut devoir s'occuper encore de la réforme du clergé. Le patriarche, riche et puissant, avait souvent abusé de son pouvoir. Les évêques s'étaient arrogé le droit du glaive; et les pappas,

toujours ignorans et souvent vicieux, entretenaient les superstitions et les vices du peuple. Le patriarche Adrien étant mort, Pierre abolit le patriarchat. Il établit un synode pour veiller à la discipline ecclésiastique, et à tout ce qui concerne la religion; et ce synode le reconnut pour juge suprême. Ainsi, sans prendre le titre de chef de l'église, il le devint en effet.

Il défend d'entrer dans les ordres monastiques avant l'âge de 50 ans.

Les prêtres séculiers se marient en Russie : il faut même qu'ils se marient au moins une fois, et les moines seuls sont obligés au célibat. Afin que ce célibat fût moins nuisible à la population du pays, déjà trop dépeuplé, le czar ordonna qu'on n'entrerait dans les cloîtres qu'à l'âge de cinquante ans. Ses successeurs n'ont pas sans doute jugé ce règlement aussi nécessaire, puisqu'ils n'y ont pas tenu la main.

Il ordonne de commencer l'année au 1er janvier.

Les Russes commençaient l'année au premier septembre. Pierre ordonna qu'elle commencerait au premier janvier; et ce changement fut célébré par un jubilé, au mois de janvier 1700. Le czar n'adopta pas la correction du calendrier fait en 1582, par le pape Grégoire XIII, parce qu'alors les Anglais la rejetaient. Depuis, les Anglais et tous les protestans l'ont adoptée. Aujourd'hui les Russes s'en tiennent seuls au vieux style, et quand ils comptent le premier janvier, nous comptons le onze.

Il fait avec

Par le traité de Carlowitz, du 26 janvier 1699,

les Turcs une trêve de 30 ans.

la république de Pologne, l'empereur et les Vénitiens avaient fait une paix avantageuse, et imposé des conditions dures à la Porte ottomane. Mais quoique le czar Pierre restât maître d'Asoph, place importante qui pouvait donner l'empire de la mer Noire, il n'avait obtenu qu'une trêve de deux ans, et il se voyait en danger d'avoir à soutenir seul toutes les forces du grand-seigneur. Il ouvrit donc une nouvelle négociation, et il obtint une trêve de trente ans : n'ayant alors plus rien à craindre de ce côté, il s'occupa des projets qu'il formait sur la mer Baltique.

Il s'allie de la Pologne et du Danemarck contre la Suède.

Le commerce par mer avec la Russie ne se faisait que par Archangel. Il fallait tourner la Norwège, la Laponie, et entrer dans la mer Blanche, qui était gelée la plus grande partie de l'année. Si, par conséquent, le czar voulait s'ouvrir un commerce plus facile, il lui importait d'avoir des ports sur la mer Baltique : or, il n'en pouvait pas avoir, s'il ne conquérait pas des provinces sur les Suédois. Il est vrai que la conjoncture paraissait favorable ; car le jeune roi qui était sur le trône de Suède donnait de lui des idées peu favorables. Pierre fit une ligue avec les rois de Danemarck et de Pologne, et ces trois princes projetèrent d'enlever à la Suède toutes les provinces qu'elle possédait au delà de son continent.

Le czar paraît s'être trompé sur les moyens propres

Il me semble que le czar, voulant civiliser ses peuples, aurait dû se mêler moins dans les que-

relles de l'Europe. Il est vrai que pour avoir un commerce plus libre avec l'étranger, il avait besoin d'acquérir des ports sur la mer Baltique; mais avant de penser à ce commerce, il fallait s'occuper des moyens de faire fleurir l'agriculture, et achever de policer ses peuples. Or une trop grande communication avec l'Europe était moins propre à policer les Russes qu'à leur faire prendre les vices des nations policées.

à civiliser ses peuples.

Il avait encore mal pourvu à sa sûreté en abolissant jusqu'au nom des strélitz. Il devait prévoir que la nouvelle garde qu'il avait créée, s'arrogerait le même pouvoir, en abuserait également; et penser qu'un prince n'est jamais plus puissant, que lorsqu'il n'a pas besoin de gardes pour être obéi. C'est donc le despotisme qu'il devait abolir: il fallait apprendre aux Russes à se donner des lois. Le czar n'y a pas pensé.

Il aurait pu observer dans l'histoire les avantages et les vices des différens gouvernemens, et c'est ainsi qu'il pouvait chercher à s'instruire. Les nations de l'Europe, mal gouvernées et corrompues, ne pouvaient que le jeter dans l'erreur. Leur politesse et leurs arts n'étaient pas ce qu'il fallait aux Russes. S'il y eût eu quelque part un pays bien gouverné, je conviens qu'il eût été plus court de l'étudier. Le czar eût donc bien fait d'y aller, et les autres princes de l'Europe auraient dû y voyager à son exemple.

CHAPITRE III.

De la Suède, du Danemarck et de la Pologne jusqu'à la fin du dix-septième siècle.

Passion de Christine pour l'étude.

Christine, fille unique du grand Gustave, monta sur le trône à l'âge de six ans, en 1632. Elle montra de bonne heure une passion singulière pour l'étude. Elle passait les jours et les nuits à lire; et il n'y avait point de sciences qu'elle ne voulût dévorer. Les savans en parlaient comme d'un prodige de savoir; mais les savans parlaient d'une reine. Ils admiraient qu'elle eût appris jusqu'à huit langues, et qu'elle les parlât presque toutes avec la même facilité. Il me semble cependant qu'un esprit fait pour les vraies connaissances doit apprendre moins de mots. J'ajouterai même que jamais homme n'a su huit langues également bien, quoiqu'on en puisse savoir un plus grand nombre également mal. C'est même assez d'en savoir une, si savoir c'est entendre et parler avec goût : dans ce sens, on ne sait bien que sa langue, encore faut-il l'avoir beaucoup étudiée.

Et pour les savans.

Christine recherchait les savans avec la même passion qu'elle cultivait les sciences. Elle aurait voulu les attirer dans ses états, ou du moins elle

voulait être en commerce de lettres avec eux. Dans la liste néanmoins de ceux qui ont mérité son attention, on trouverait bien des noms aujourd'hui inconnus. Quoi qu'il en soit, son goût vif pour l'étude fut jugé d'un bon augure, parce qu'on présuma qu'elle n'oublierait pas d'apprendre la science de régner.

Cette passion lui fit désirer le repos, et hâta la conclusion du traité de Westphalie.

Déclarée majeure à seize ans, elle gouverna par elle-même, assistant à tous les conseils, travaillant avec ses ministres, donnant audience à ceux des cours étrangères, lisant elle-même les dépêches de ses ambassadeurs, ou s'en faisant faire au moins le rapport. Cependant elle ne renonçait pas à ses études favorites. Il est vraisemblable qu'elle regrettait les momens qu'elle était obligée de leur dérober. Son goût pour les lettres lui faisait désirer le repos; et elle voulait la fin d'une guerre qui ne lui permettait pas de prodiguer ses bienfaits aux savans. Elle hâta donc la conclusion du traité de Westphalie. Sans ses ordres absolus, ses deux plénipotentiaires ne se seraient jamais accordés, et le chancelier Oxenstiern aurait fait durer la guerre.

Ses profusions.

La paix donnée à l'Europe est la plus belle partie de la vie de Christine; mais cette princesse ne soutint pas long-temps la réputation qu'elle venait d'acquérir, parce qu'avec beaucoup de ce qu'on appelle esprit, elle avait tous les caprices

d'une tête mal faite qui se pique de philosophie, et ses caprices ruinaient l'état. Les finances se dissipaient en livres, en tableaux, en statues, en meubles, en bijoux, en profusions faites sans discernement aux étrangers qu'elle attirait auprès d'elle; en ballets, en fêtes, en magnificences de toute espèce. On voyait à sa cour, qu'elle voulait rendre une des plus brillantes, des favoris qu'elle avait enrichis en aliénant les domaines de la couronne; des jeunes gens sans capacité qui occupaient les premières charges, à l'exclusion des anciens sénateurs; et parmi quelques hommes de mérite, beaucoup de pédans hérissés de grec et de latin. Elle paraissait régner pour ses fantaisies plutôt que pour ses peuples. Cependant le trésor se trouvait épuisé, on n'acquittait pas les dettes contractées pendant la guerre; les troupes étaient mal payées et la marine mal entretenue.

Ses peuples se lassent de son gouvernement, et elle se dégoûte de régner.

La conduite de Christine excita des murmures. Les grands et le peuple commençaient à se lasser de son gouvernement, et elle se lassa elle-même de régner. Embarrassée des rênes qu'elle tenait mal, elle était encore vivement sollicitée à s'engager dans de nouvelles chaînes : la nation demandait qu'elle se mariât. Mais le célibat, dans une vie privée, lui paraissait préférable à la couronne, parce qu'elle ne soupirait qu'après le moment où elle pourrait s'occuper sans contrainte des sciences

qu'elle croyait avoir apprises. Il y avait d'ailleurs entre les ordres de l'état des sujets de dissension qui lui faisaient craindre de ne pas jouir d'un règne assez tranquille. Enfin elle était dégoûtée du climat de Suède, et elle désirait de vivre sous un plus beau ciel. Elle était donc malheureuse sur le trône, et elle demandait souvent en quoi consiste le bonheur. Ses savans auraient pu lui répondre : à régner autrement que vous ne faites; mais ils dissertaient et se perdaient en raisonnemens, comme ces philosophes grecs qui cherchaient le bonheur dans des siècles où toute la Grèce était misérable.

Voulant vivre dans le célibat, elle désigne pour son successeur Charles Gustave.

Dans les états assemblés, en 1650, Christine fit connaître pour son successeur Charles Gustave, fils de Jean Casimir, comte palatin du Rhin, et de Catherine, fille de Charles IX, et sœur du grand Gustave. C'est ce prince que nous avons vu, à la tête des troupes suédoises, assiéger Prague en 1684. Il s'était flatté d'épouser la reine de Suède; mais elle avait toujours éludé, et par sa dernière disposition, elle paraissait avoir ôté à ses sujets tout prétexte d'exiger qu'elle se mariât.

Cependant on la presse de se choisir un époux.

Charles Gustave se conduisit avec toute la circonspection possible, vivant à la campagne, venant rarement à la cour, et paraissant moins désirer de régner à mesure qu'il approchait plus du trône. Cependant il gagnait l'affection des peuples, et

les grands s'attachaient à lui. On continuait donc de presser Christine à choisir un époux; c'était lui dire de se donner un maître dans Charles Gustave.

Alors elle déclare qu'elle veut abdiquer, et Gustave l'invite à conserver la couronne.

Ce fut alors qu'elle déclara le dessein qu'elle formait d'abdiquer depuis quelque temps. Elle chargea le grand maréchal et le chancelier de faire connaître sa résolution au prince palatin, qui les chargea lui-même de l'engager à conserver la couronne. Peut-être que, considérant combien l'état était obéré, il ne refusait qu'afin de ne pas traiter avec la reine, qui aurait pu se réserver de trop grands revenus et de trop grands droits. Dans la supposition qu'elle voulait sincèrement abdiquer, il aimait mieux attendre qu'elle eût déposé la couronne entre les mains des états. Le caractère de cette princesse et le mécontentement général de la nation pouvaient lui faire prévoir qu'elle serait forcée à prendre tôt ou tard ce parti; et alors il était assuré d'obtenir le trône à des conditions moins désavantageuses.

Le sénat lui fait la même invitation, et elle s'y rend, à condition qu'on ne lui parlera plus de mariage.

Ce refus ne parut pas avoir fait changer le dessein que la reine avait pris. Elle vint au sénat le 25 octobre 1651, et déclara sa volonté ferme et irrévocable d'abdiquer entre les mains du prince palatin. Il est naturel d'opposer de la résistance à une pareille proposition. On ne sait jamais si elle est bien sincère : elle pourrait n'être qu'un piége, et on craindrait d'avoir mal fait sa cour, si on

paraissait l'accepter trop facilement. Les sénateurs s'y refusèrent donc. Ils sollicitèrent vivement Christine à ne pas abandonner les rênes du gouvernement; et ils firent bien, puisqu'elle se rendit à leurs prières. Elle mit seulement pour condition qu'on ne lui parlerait plus de mariage, ce qui lui fut accordé.

Vers ce temps, un nouveau favori la dégoûta tout-à-fait des sciences : c'était un nommé Michon, médecin français, qui se faisait appeler Bourdelot, du nom de sa mère, parce que Bourdelot, son oncle maternel, avait commenté du grec et du latin, et qu'un nom de commentateur était un titre dans cette cour; ignorant, même dans son métier, il crut donc qu'avec le nom de Bourdelot il serait bien accueilli. Il ne se trompa pas. Il eut en effet toute la confiance de Christine. Alors il lui persuada que les maladies auxquelles elle était sujette venaient uniquement de sa grande application à l'étude et aux affaires; et qu'elle rétablirait sa santé, lorsqu'elle ne s'occuperait que d'amusemens et de plaisirs. Il jeta des ridicules sur les savans qui n'y prêtaient que trop; et il n'oublia pas de lui dire que les Français méprisaient les femmes qui voulaient paraître savantes. Alors la reine laissa ses livres, reçut froidement les savans, ou même les écarta.

Michon, son médecin, la dégoûte des sciences.

Bourdelot, vain, insolent et railleur, eut bientôt pour ennemis les médecins, les gens de lettres et

Sa prévention pour cet homme.

les grands, qui se voyaient obligés de faire la cour à un étranger sans nom et sans mérite. Christine n'en fut que plus prévenue pour son favori. Elle en parlait comme du plus grand homme en tout genre. Elle le consultait sur les affaires d'état; elle en raffolait au point que, dans ses maladies, elle feignait de se bien porter, ne voulant pas qu'on crût qu'elle pût être malade, tant qu'elle aurait un si grand médecin.

Pimentel, envoyé d'Espagne, supplante Michon, et rend à Christine son goût pour les sciences.

Cependant Antonio Pimentel, envoyé d'Espagne, supplanta ce favori. Bourdelot ne fut plus qu'un homme fort commun, un mauvais médecin, et on le renvoya. Le ministre espagnol avait gagné la confiance de la reine par des flatteries. Il louait son esprit, ses connaissances, l'éclat de sa majesté, et il lui avait rendu tout son goût pour les sciences.

Il l'engage à rompre avec le Portugal; et le sénat, qui désapprouve cette démarche, attend avec impatience l'abdication de cette princesse.

La légèreté de Christine indisposait de plus en plus les Suédois, à qui d'ailleurs la faveur de Pimentel était odieuse, lorsque cette princesse déclara qu'elle ne connaissait plus le duc de Bragance pour roi de Portugal; qu'elle le regardait comme un usurpateur, et qu'elle voulait que le résident de ce prince sortît de ses états. Cette démarche, qu'elle fit par complaisance pour le ministre espagnol, était trop contraire à la politique que la Suède avait tenue jusqu'alors pour ne pas offenser le sénat. Mais il se consola par l'espérance de se voir bientôt délivré du gouver-

nement d'une princesse aussi capricieuse; car elle parlait alors d'abdiquer; elle y paraissait tout-à-fait résolue, et on n'était pas moins déterminé à la prendre au mot.

Elle abdique.

Le 21 mai 1654, quelques jours après avoir donné ses ordres au résident de Portugal, elle ouvrit à Upsal l'assemblée des états, par un discours dans lequel elle déclara qu'elle abdiquait la couronne. Après quelque résistance qu'il convenait de faire, on accepta son abdication, et on lui assura un revenu de deux cent mille rixdales sur des domaines qu'elle demandait en souveraineté, et qu'on ne lui accorda qu'en apanage.

Elle enlève toutes les richesses des palais.

Avant d'abdiquer, elle avait envoyé en Allemagne tout ce qu'elle avait de plus précieux dans ses palais; on assure qu'elle enleva pour plus de six millions d'effets, en pierreries, en bijoux, en tableaux, en vaisselle d'or et d'argent, et en meubles de toute espèce. Elle ne laissa au nouveau roi que deux pièces de tapisserie et un mauvais lit.

Elle abjure le luthéranisme et se retire à Rome.

Ne voulant avoir que des hommes à son service, elle congédia toutes ses femmes, et partit, travestie elle-même en homme. Elle franchit un petit ruisseau qui sépare la Suède du Danemarck, en s'écriant : *Me voilà enfin en liberté et hors de Suède, où j'espère ne retourner jamais.* Elle abjura le luthéranisme, s'établit à Rome, et fit deux voyages en France et en Suède. Mais le reste de

la vie de cette femme extraordinaire, qui n'avait plus que le titre de reine, intéressait peu l'Europe, et ne doit pas nous intéresser davantage. Elle mourut à Rome en 1689. Elle a été louée par les gens de lettres, qui l'ont mise à côté des plus grands monarques; il eût mieux valu être loué par les paysans de Suède.

État où Charles X trouve les finances.

Lorsque Charles X voulut connaître l'état des finances, il trouva les revenus si engagés, qu'il ne lui restait que deux millions quatre cent mille livres ; et cependant il était chargé de plus de trente millions de dettes : somme considérable pour ce temps-là, et surtout pour la Suède, où l'argent était rare. Afin de remédier à cet épuisement des finances, les états convinrent de réunir à la couronne la quatrième partie du domaine que Christine avait aliénée.

Charles enlève la Pologne à Casimir V qui avait protesté contre les dispositions de Christine.

Comme les descendans de Sigismond, à qui Charles IX avait enlevé la Suède, régnaient encore en Pologne, il y avait toujours des sujets de guerre entre les deux couronnes; et Jean-Casimir V, alors roi de Pologne, venait de protester contre les dispositions de Christine. Charles X, né pour la guerre, ne demandait qu'un prétexte pour armer. Il craignait de laisser amollir les Suédois par un trop long repos : il était appelé en Pologne par un parti mécontent du gouvernement : saisissant donc cette conjoncture, il conquit rapidement ce royaume; et pendant que Casimir, aban-

donné de sa noblesse et de son armée, fuyait en Silésie, il marcha contre l'électeur de Brandebourg, qui s'était rendu maître de la Prusse-Ducale, et eut encore des succès.

Il la reperd aussitôt.

Mais la Pologne est aussi difficile à conserver qu'elle est facile à conquérir. Les Polonais reprirent les armes pour chasser les Suédois. L'Europe, alarmée des progrès de Charles-Gustave, remua pour lui susciter des ennemis : le Danemarck arma contre lui. Les Russes firent une division, et les Tartares vinrent au secours des Polonais. Casimir fut rétabli presque aussi vite qu'il avait été détrôné. Les Suédois, enveloppés de toutes parts, périrent sous le fer de leurs ennemis. Charles, qui était en Prusse, revint pour remporter une victoire inutile. Le froid et la disette lui enlevèrent la plus grande partie de son armée.

Il tourne ses armes contre le Danemarck et menace Copenhague.

Charles fit alors alliance avec l'électeur de Brandebourg et avec Ragotski, prince de Transylvanie. Les secours qu'il retira de ces alliés ne lui conservèrent pas la Pologne. Dans l'impuissance de la défendre pour le moment, il se flatta de la pouvoir reconquérir, lorsqu'il aurait vaincu le roi de Danemarck. Il tourna donc ses armes de ce côté, quoiqu'on fût dans le cœur de l'hiver. A la faveur des glaces, il se rendit maître de plusieurs îles; et il menaçait déjà Copenhague, qui ne paraissait pas en état de soutenir un long siége.

Il l'assiége.

Frédéric III, fils de Christian IV, qui régnait

pendant la longue guerre terminée par le traité de Westphalie, était alors sur le trône de Danemarck. Dans la situation critique où il se trouvait, la nécessité lui fit la loi, et il demanda la paix, qu'il n'obtint qu'à des conditions dures.

Une pareille paix n'était pas assurée. La violence faite à Frédéric pouvait être pour ce prince un prétexte de la rompre; et il y avait lieu de présumer qu'il n'attendrait qu'un moment favorable. Charles voulut le prévenir; comme il connaissait l'état de faiblesse où était alors le Danemarck, et que d'ailleurs il jugeait qu'un ennemi qui se reposait sur la foi des traités était facile à surprendre, il se promettait les plus grands succès. Il fit donc ses préparatifs sans déclarer ses desseins; et, entrant tout à coup dans le Danemarck, il mit le siége devant Copenhague.

La Hollande donne des secours au roi de Danemarck.

Il était de l'intérêt de la république de Hollande de maintenir l'équilibre entre la Suède et le Danemarck; car son commerce eût été en danger, si l'une des deux puissances eût prévalu sur la mer Baltique. Elle travaillait en conséquence à établir entre elles une paix durable. Mais, lorsqu'elle apprit la situation de Frédéric, elle fit partir une flotte, qui, après un combat où les deux partis s'attribuaient la victoire, eut cependant l'avantage de faire entrer dans Copenhague deux mille hommes avec une grande quantité de provisions.

La France et l'Angleterre se joignirent à la Hollande, pour forcer les deux rois à la paix. Des flottes anglaises et hollandaises appuyèrent la négociation. On tint plusieurs conférences; mais Frédéric voulait obtenir de meilleures conditions que celles du dernier traité, et Charles voulait conserver toutes ses conquêtes. D'ailleurs ces deux monarques, également fiers et intrépides, voyaient avec chagrin que des puissances étrangères entreprissent de leur faire la loi.

La mort de Charles met fin à cette guerre, que les négociations de plusieurs puissances n'avaient pu terminer.

Comme la négociation n'avançait pas, les Anglais se retirèrent; et les Hollandais, s'étant joints aux Danois, attaquèrent l'île de Fionie. Ils remportèrent une victoire complète. De sept mille hommes qui composaient l'armée suédoise, il n'échappa que les deux généraux : tout le reste fut pris ou tué. Il semble que les Hollandais n'avaient plus qu'à passer dans l'île de Zéeland pour en chasser les Suédois, mais ils craignirent apparemment d'affaiblir trop le roi de Suède, et ils se retirèrent dans le port de Lubeck. Les négociations continuaient cependant, quoique sans succès; et Charles faisait de nouveaux préparatifs, lorsque la mort mit un terme à ses projets, le 23 février 1660. Les Suédois le regrettèrent. C'était un héros qu'ils admiraient, et pour lequel ils auraient tout sacrifié. Il méritait d'inspirer ces sentimens à un peuple brave et guerrier; mais il laissait beaucoup d'ennemis à la Suède, qu'il avait

1660.

épuisée d'hommes et d'argent. A force d'avoir des héros sur le trône, il viendra un jour où les Suédois reconnaîtront qu'il est une autre gloire que celle des armes.

Traité d'Oliva entre ces deux couronnes.

Charles XI, fils de Charles Gustave, n'avait que cinq ans. Après avoir confirmé les principales dispositions du dernier roi, concernant la tutelle et la régence, les états songèrent à terminer la guerre. Le besoin qu'on avait de la paix de part et d'autre aplanit les difficultés; le traité fut conclu dans le couvent d'Oliva, aux environs de Dantzick. La Suède jouit enfin de plusieurs années de repos.

Les nobles danois refusaient de contribuer aux charges de l'état.

Depuis que le clergé danois avait été abaissé par le changement de religion, les nobles s'étaient rendus très-puissans. Ils s'attribuaient tous les honneurs, tous les titres, tous les emplois; ils étendaient leurs prétentions sur la prérogative royale, et ils refusaient de contribuer aux taxes. Cependant les ecclésiastiques, les bourgeois et les paysans, vexés par des gentilshommes qui se regardaient comme autant de souverains, ne pouvaient pas porter seuls toutes les charges. La dernière guerre avait été fort dispendieuse. On ne pouvait congédier l'armée faute d'argent. Le soldat, qu'on ne payait pas, vivait de licence. Il était donc plus juste que jamais que tous les ordres contribuassent aux besoins de l'état. Frédéric, voulant remédier aux calamités publiques, convoqua les états-généraux à Copenhague.

Quand on parla d'imposer les nobles, ils se soulevèrent, comme s'ils eussent été d'une autre espèce que le peuple, qu'ils traitaient d'esclave. Mais autant ils étaient haïs, autant Frédéric III était aimé. Le clergé se réunit au peuple; et, pour secouer le joug de leurs tyrans, ils résolurent de confier au roi une autorité absolue, et de rendre le trône héréditaire dans sa famille. Cette révolution fut conduite avec tant de concert, que les nobles se soumirent sans résistance. Depuis ce temps les rois de Danemarck se sont occupés avec succès des moyens d'opprimer la noblesse : ils ont favorisé le clergé, qui a contribué et qui contribue encore à leur puissance. Maître de ce corps par les grâces qu'ils lui accordent, ils sont toujours sûrs d'en disposer, parce qu'ils font les chefs de la religion. C'est un des fondemens de leur autorité qu'ils ont toujours à leur solde. Enfin ils n'appréhendent plus rien de la part du peuple, parce qu'il a perdu tout sentiment de liberté. Ceux qui étaient libres avant la révolution ne le sont plus; et les paysans qui étaient esclaves le sont encore.

Pour se soustraire à leur tyrannie, le clergé et le peuple accordent au roi une autorité absolue, et déclarent la couronne héréditaire.

La Pologne était toujours troublée. Les guerres civiles lassèrent enfin la constance de Jean-Casimir. Il abdiqua en 1668, et se retira en France, où Louis XIV lui donna plusieurs abbayes. Il est le dernier prince de la maison de Gustave-Wasa. Après lui les Polonais élurent, en 1669, Mi-

Abdication Jean-Casimir.

chel-Coributh Viesniowiecki, grand maréchal du royaume.

La guerre fut funeste à la Suède, lorsqu'en 1677 elle s'allia de Louis XIV.

La guerre recommençait alors dans le Nord; car ce fut en 1677 que Charles XI, s'étant allié avec Louis XIV, eut tout à la fois pour ennemis l'électeur de Brandebourg, la Hollande, l'évêque de Munster, le duc de Luxembourg et le roi de Danemarck, Christian V, fils et successeur de Frédéric III. Cette guerre fut une longue suite de malheurs. Si la Suède recouvra les provinces qu'elle avait perdues, elle le dut aux succès des armes de la France. Mais cette restitution ne réparait pas l'épuisement où elle se trouvait. Les puissances du Nord prirent peu de part à la guerre de 1678.

Charles XI, qui rendit son autorité absolue, mourut lorsque les conférences de Ryswyck avaient commencé sous sa médiation.

Depuis la paix conclue en 1679, Charles XI ne travailla qu'à rendre son autorité absolue. Il y réussit. En 1682 il établit que la couronne serait héréditaire dans sa maison, et que les femmes succéderaient, au défaut de la ligne masculine. Il fit ces règlemens dans l'assemblée des états, qui n'osèrent résister; ils les assura, par les alliances qu'il contracta au dehors, et par la police qu'il maintint au dedans. Il mourut en 1697, laissant un fils qui sera la gloire et le fléau de la Suède, le héros Charles XII. Les conférences de Riswick avaient commencé sous la médiation de Charles XI, elles finirent sous celle de Charles XII. Ce jeune prince commença son règne en donnant la paix

à l'Europe : il chercha bientôt une autre gloire.

« A son avénement non-seulement il se trouva « maître absolu et paisible de la Suède et de la « Finlande, mais il régnait encore sur la Livonie, « la Carélie, l'Ingrie; il possédait Wismar, Wi- « bourg, les îles de Rugen, d'Œsel, et la plus belle « partie de la Poméranie, le duché de Brême et « de Verden; toutes conquêtes de ses ancêtres, « assurées à son trône par une longue possession, « et par la foi des traités solennels de Munster « et d'Oliva, soutenus par la terreur des armes « suédoises. »

Puissance de Charles XII à son avénement.

Mais tant de puissance ne paraissait pas devoir effrayer, quand on songeait à l'âge de Charles XII, qui n'avait que quinze ans, et au peu de talens qu'il montrait pour gouverner un royaume. « Il « n'avait, à la vérité, dit M. de Voltaire, que je viens « de citer, aucune passion dangereuse. Mais on ne « voyait dans sa conduite que des emportemens « de jeunesse et de l'opiniâtreté. Il paraissait inap- « pliqué et hautain. Les ambassadeurs qui étaient « à sa cour le prirent même pour un génie mé- « diocre, et le peignirent tel à leurs maîtres. La « Suède avait de lui la même opinion; personne « ne connaissait son caractère; il l'ignorait lui- « même, lorsque des orages, formés tout à coup « dans le Nord, donnèrent à ses talens cachés l'oc- « casion de se déployer. » Remontons à l'origine de ces différens.

Cette puissance ne paraissait pas devoir inquiéter.

Les états de Danemarck avaient réuni à la couronne les duchés de Sleswick et de Holstein.

Lors de la dissolution de l'union de Calmar, en 1448, les Danois élurent pour leur roi Christian Ier, de l'ancienne maison d'Oldenbourg[1], neveu d'Adolphe, duc de Sleswick et de Holstein-Gottorp. Quelques années après, ce prince hérita de ces duchés par la mort de son oncle. En 1481, Jean, son fils aîné, lui succéda sur le trône de Danemarck, et les duchés de Sleswick et de Holstein furent le partage de Frédéric, son second fils. Celui-ci fut choisi par les Danois, lorsqu'en 1523 ils déposèrent le Néron du Nord, Christian II, qui avait succédé à Jean son père; et par un règlement qui fut fait à cette occasion, les duchés de Sleswick et de Holstein furent réunis à la couronne de Danemarck.

Christian III les cède à ses deux frères, malgré les protestations des états.

Lorsqu'après de longs troubles, Christian III eut recueilli toute la succession de Frédéric son père, il voulut la partager avec Jean et Adolphe, deux frères qu'il aimait, et il leur céda, en 1544, les duchés de Holstein et de Sleswick. Les états protestèrent contre ce démembrement, qui était contraire aux règlemens faits à l'avénement de Frédéric Ier. Mais le roi, ne pouvant abandonner ses desseins généreux, crut parer à tout, en déclarant qu'il y aurait une union perpétuelle des duchés de Sleswick et de Holstein avec le royaume,

[1] Elle est une de celles qui prétendent descendre du célèbre Witikind.

et que le premier demeurerait un fief de la couronne.

Il eût été facile de prévoir que cette disposition serait une source de querelles entre les ducs, qui tenteraient de se rendre indépendans, et les rois qui voudraient recouvrer des domaines aliénés. La générosité de Christian III troubla tout le Nord. Les guerres suspendues par des traités recommencèrent à plusieurs reprises, et ne parurent terminées qu'en 1689, à Alténa, par la médiation et sous la garantie de l'empereur Léopold, et des électeurs de Saxe et de Brandebourg. Le duc de Holstein-Gottorp fut rétabli dans tous ses états, conformément aux traités de Roschild et de Copenhague.

Cette disposition est une source de guerre.

Les rois de Suède étaient les alliés naturels des ducs de Holstein; et Charles XII venait de contracter une nouvelle alliance avec le jeune duc Frédéric, auquel il avait donné sa sœur en mariage. Se voyant donc appuyé de la Suède, le duc de Holstein ménagea moins le roi de Danemarck; mais Frédéric IV, qui sur ces entrefaites succédait à Christian V, son père, ne jugea pas que l'alliance de Charles XII rendît le duc de Holstein beaucoup plus redoutable. Il commença les hostilités en 1699 : il négocia avec la Pologne et la Russie; et ce fut alors que ces trois couronnes formèrent une ligue contre la Suède.

C'est à cette occasion que Frédéric IV se ligue avec la Pologne et la Russie contre Charles XII, allié du duc de Holstein.

Jean Sobieski était mort en 1696. Le prince

Frédéric Au-

guste était entré dans cette ligue, afin d'avoir un prétexte pour ne pas licencier ses troupes saxonnes.

de Conti, qui avait été élu, ainsi que Frédéric-Auguste, le 27 juin de l'année suivante, avait été forcé d'abandonner ses droits presque aussitôt qu'il les eut acquis. La France était trop éloignée de la Pologne pour la soutenir. D'ailleurs épuisée par la guerre que le traité de Riswick termina quelques mois après, comment aurait-elle pu lui donner tous les secours nécessaires en hommes et en argent? Auguste, au contraire, soutenu par une armée russe et par les troupes de son électorat, força les suffrages qui refusaient de se rendre à lui, et fut généralement reconnu. Cependant les troubles, qui ne cessèrent que l'année suivante, pouvaient renaître. Auguste crut donc avoir besoin de conserver son armée saxonne; mais il fallait un prétexte, afin de ne pas répandre l'alarme parmi la noblesse polonaise, jalouse de sa liberté. Il crut le trouver dans la guerre qu'il projetait contre la Suède, d'autant plus qu'à son avénement il avait promis de faire ses efforts pour recouvrer les provinces que la république avait perdues. Il se proposait surtout la conquête de la Livonie. Elle lui paraissait facile; car les Livoniens, que Charles XI avait dépouillés de leurs priviléges et d'une partie de leurs biens, ne demandaient qu'à secouer le joug. Une circonstance augmentait encore la haine qu'ils avaient conçue pour le despotisme des rois de Suède. Patkul avait été député par la noblesse pour porter au pied

du trône les plaintes de la province. Il fut d'abord écouté. Charles XI applaudit même au zèle avec lequel il avait parlé pour sa patrie. Mais peu de jours après il le fit condamner à mort, comme criminel de lèse-majesté. Patkul, qui eut le bonheur d'échapper, s'enfuit en Pologne. Lorsqu'il cherchait à se venger et à délivrer sa patrie, il eut l'occasion d'être présenté au roi Auguste, et il lui persuada combien il lui serait facile de conquérir la Livonie, défendue par un roi enfant, que toute l'Europe méprisait. Tels sont les motifs qui engagèrent le roi de Pologne à s'unir au czar Pierre et à Frédéric IV, roi de Danemarck.

LIVRE DIX-HUITIÈME.

CHAPITRE PREMIER.

De Charles XII et du czar Pierre, jusqu'en 1708.

Charles XII donne de la confiance à la Suède alarmée.

Le gouvernement de Suède était alarmé des préparatifs que faisaient les puissances ennemies. On était sans généraux; et on n'avait pour roi qu'un jeune prince, « qui n'assistait presque jamais « dans le conseil que pour croiser les jambes sur « la table; distrait, indifférent, il n'avait paru « prendre part à rien. » Mais il se montra tout autre, lorsqu'en sa présence on délibéra sur le danger où l'on était, et qu'on parla de détourner la tempête par des négociations. Se levant tout à coup avec l'air de gravité et d'assurance d'un homme supérieur qui a pris son parti : « Messieurs, « dit-il, j'ai résolu de ne faire jamais une guerre « injuste, mais de n'en finir une légitime que par « la perte de mes ennemis. Ma résolution est prise : « j'irai attaquer le premier qui se déclarera; et « quand je l'aurai vaincu, j'espère faire quelque « peur aux autres. » Sa confiance se communiqua au conseil étonné, et la guerre fut résolue.

Les exercices violens que Charles XII aimait lui avaient fait une constitution vigoureuse. Il cherchait le danger dans la chasse, où les autres cherchent l'amusement. Luttant, pour ainsi dire, avec les ours, il les combattait avec un bâton, et il n'était garanti que par un filet tendu à deux arbres. Il paraissait passionné pour Alexandre et pour César, qu'il voulait prendre pour modèles; et le goût avec lequel il avait lu Quinte-Curce pouvait faire présager ce qu'il serait un jour. Il le fit mieux voir encore, lorsqu'il eut résolu de se préparer à la guerre; car il renonça aux amusemens, au faste, à la table, aux femmes, au vin, en un mot, à tout ce qui peut distraire ou amollir l'âme. Il voulait donner l'exemple à ses soldats, qu'il se proposait de contenir dans la discipline la plus rigoureuse. Tel était Charles XII à dix-huit ans, lorsqu'au mois de mai de l'année 1700, il tourna ses armes contre le Danemarck. Sa flotte se joignit aux escadres d'Angleterre et de Hollande. Ces deux républiques avaient garanti le traité d'Alténa; et, comme elles craignaient la trop grande puissance du roi de Danemarck, qui aurait pu se rendre maître de la mer Baltique, elles avaient envoyé des secours au duc de Holstein, qui succombait sous les forces de Frédéric IV.

Il tourne ses armes contre le Danemarck.

1700.

La flotte danoise ayant évité le combat, Charles XII s'approcha assez près de Copenhague pour

Il force Frédéric IV à la paix.

y jeter quelques bombes. Aussitôt il se proposa de faire une descente et d'assiéger cette capitale par terre, tandis qu'elle serait bloquée par mer. Tout lui réussit. Alors il fit dire au roi de Danemarck, qui était dans le Holstein, qu'il ne faisait la guerre que pour l'obliger à la paix; et que, s'il ne rendait justice au prince qu'il opprimait, il verrait Copenhague détruite, et tout son royaume mis à feu et à sang. Il fallut subir la loi. Le duc de Holstein fut indemnisé des frais de la guerre. Charles, satisfait d'avoir secouru son allié, ne réserva rien pour lui; et cette guerre fut terminée en moins de six semaines.

Il marche contre le czar qui ravageait l'Ingrie.

Précisément dans le même temps, le roi de Pologne, désespérant de prendre Riga, que le comte de Dahlberg défendait, leva le siége qu'il avait mis devant cette place. Charles marcha contre Pierre Alexiowitz, qui ravageait l'Ingrie, à la tête d'une armée de quatre-vingt mille hommes. Le czar venait de publier un manifeste. Il donnait pour raison qu'on ne lui avait pas rendu assez d'honneurs, lorsqu'il avait passé à Riga, où il n'avait paru qu'incognito; et qu'on avait vendu les vivres trop cher à ses ambassadeurs. Des hostilités sur des motifs aussi ridicules animaient d'autant plus le roi de Suède, qu'il y avait alors à Stockholm trois ambassadeurs russes qui venaient de jurer le renouvellement de la paix. Il ne comprenait pas qu'un législateur se fît un jeu

de la foi des traités. Impatient de se venger, il marchait moins pour faire des conquêtes que dans l'espérance d'humilier son ennemi.

Déroute entière des Russes, qui assiégeaient Narva.

Le czar assiéga Narva au commencement d'octobre. Il avait cent cinquante pièces de canon, plus formidables par le nombre que par la manière dont elles étaient servies. Il ne se trouvait guère dans son armée que douze mille hommes de bonnes troupes : le reste était mal armé et mal discipliné. Il est évident qu'il se pressait trop de mesurer les Russes contre des soldats aguerris. On était au 15 de novembre, quand il apprit que son ennemi avait traversé la mer, et qu'il venait au secours de Narva. Comme il se proposa de l'envelopper, il alla chercher trente mille hommes qui lui arrivaient de Pleskow. Il eût mieux fait de ne pas quitter son camp; car ces nouvelles troupes pouvaient bien venir sans lui.

Cependant Charles, qui avait débarqué à Pernaw, dans le golfe de Riga, avec seize mille hommes d'infanterie, et un peu plus de quatre mille chevaux, précipite sa marche, suivi de toute sa cavalerie, et de quatre mille fantassins. Un corps avancé de cinq mille hommes, qui gardait un passage, s'enfuit à son approche. L'épouvante se communique à vingt mille hommes qui étaient plus loin, et qui prennent la fuite. En un mot, Charles, ayant emporté tous les postes en deux ours, arrive devant le camp des ennemis, qui

était bien retranché et bordé de cent cinquante canons. Il songe à profiter de la terreur qu'il vient de répandre, et après quelque repos il donne ses ordres pour l'attaque.

Toutes les circonstances paraissaient lui préparer la victoire. Un vent furieux soufflait une grosse neige dans le visage des ennemis, qui combattaient sans voir devant eux. La désobéissance se joignant à la frayeur, les officiers subalternes et les soldats se soulevaient contre les généraux, qui ne s'accordaient pas. En un mot, le désordre et le tumulte commençaient dans leur camp, au moment même que leurs retranchemens étaient forcés par les Suédois. Ils furent mis en déroute, sans se douter du petit nombre de leurs vainqueurs. Charles fit plus de trente mille prisonniers, dans lesquels était le prince de Géorgie. Il ne garda que les généraux, et il renvoya tous les officiers subalternes et tous les soldats, après les avoir désarmés. La bataille de Narva se donna le 30 novembre 1700.

1700.

L'épouvante des Russes assurait de nouveaux succès à Charles, s'il n'eût pas donné au czar le temps de les rassurer.

Les Russes n'imaginèrent pas avoir été vaincus par des hommes. Ils crurent que des puissances supérieures avaient combattu pour les Suédois, et ils firent des prières publiques à Saint-Nicolas, patron de la Russie, pour le prier de chasser loin de leurs frontières cette armée d'enchanteurs et de sorciers. Cette superstition augmentait l'épouvante et promettait de nouveaux succès. Il y a

donc lieu de croire que si Charles n'eût pas donné au czar le temps de se reconnaître et de rassurer ses peuples, il l'eût défait encore et chassé jusqu'à Moscou, qui eût ouvert ses portes. Mais le désir de la vengeance, surtout dans un vainqueur de dix-huit ans, se règle difficilement sur la prudence. Leroi de Suède avait humilié deux de ses ennemis, il voulait humilier le troisième encore. Il ne paraissait pas avoir d'autre objet. Lorsqu'il marchait contre Pierre Alexiowitz, il écrivait : *Je m'en vais battre les Russes : préparez un magasin à Laïs. Quand j'aurai secouru Narva, je passerai par cette ville pour aller battre les Saxons.* Il ne voulait que battre.

Mais voulant humilier son troisième ennemi, il marche contre les Saxons, qu'il défait; il soumet la Courlande et la Lithuanie. 1701.

Ayant reçu un renfort de quinze mille hommes, il marcha dès le printemps de 1701, du côté de Riga. Il passa la Duna à la vue des Saxons, qu'il défit, soumit toute la Courlande, et entra dans la Lithuanie. Cette province était alors troublée par une guerre civile, dont les chefs étaient, d'un côté, les princes Sapiéha, et de l'autre, Oginski. Charles s'étant déclaré pour les Sapiéha, se vit bientôt maître de la Lithuanie : il n'y restait plus que des troupes dispersées, qui fuyaient devant lui. Alors il forma le projet de détrôner Auguste.

Le gouvernement de Pologne est une anarchie.

Le gouvernement de Pologne a les mêmes vices que le gouvernement des fiefs. Il semble que les Polonais se soient étudiés à le rendre tout-à-fait

anarchique. Les abus ont eu chez eux les mêmes causes que partout ailleurs, où nous en avons déjà remarqué de semblables.

Les rois, en démembrant leurs domaines, avaient fait des vasseaux plus puissans qu'eux.

Dans les siècles où les barbares ne savaient pas donner de forme à leur gouvernement, et où la licence qu'on prenait pour liberté, ne permettait pas aux souverains d'être absolus, les ducs ou rois de Pologne n'avaient d'autorité qu'autant qu'ils se faisaient plus de partisans. Ils imitèrent la politique des rois de France : ils donnèrent des bénéfices; et après avoir démembré leur domaine, pour s'attacher les grands du royaume, ils le démembrèrent encore pour laisser un plus grand nombre de souverainetés dans leur famille. Il arriva que le souverain eut des sujets plus puissans que lui.

Il n'y a dans ce royaume que des nobles et des serfs.

A mesure que la noblesse accrut sa puissance, le peuple tomba dans un esclavage plus dur, et il n'y eut plus en Pologne que des nobles et des serfs.

Époque où a commencé la république de Pologne.

Casimir III, surnommé le Grand, mort en 1370, était le dernier d'une maison qui régnait depuis 528 ans. Si le trône avait paru héréditaire jusqu'alors, il redevint électif. Les nobles polonais voulant même saisir l'occasion d'assurer leurs priviléges, n'élurent Louis, roi de Hongrie, qu'après l'avoir lié par une capitulation, qu'on nomme *pacta conventa*. Cette élection est l'époque du gouvernement républicain qui subsiste aujourd'hui. Louis est ce prince qui fit une irrup-

tion dans le royaume de Naples, pour venger la mort d'André son frère, mari de Jeanne Ire.

Ce contrat entre les sujets et le souverain paraît avoir été oublié pendant que les Jagellons ont été sur le trône; mais depuis 1573, que Henri de Valois sucééda à Sigismond Auguste, le dernier des Jagellons, la république de Pologne a fait des *pacta conventa* avec tous ses rois.

Puissance des nobles.

Cette capitulation assure les priviléges des nobles, parce qu'ils sont assez puissans pour la faire respecter, et pour donner avant chaque élection de nouvelles limites à la prérogative royale. Souverains dans leurs terres, indépendans, ils peuvent seuls posséder les charges et les dignités. Ils règlent les impôts, ils font les lois, ils décident de la guerre et de la paix. Toujours en garde contre l'ambition du roi, ils ne souffrent pas qu'il ait des places fortes, parce qu'elles pourraient servir à les opprimer, comme à les défendre : ils ouvrent le pays à l'ennemi, pour le fermer au despotisme.

Prérogatives de la couronne.

Les rois conservent cependant de grandes prérogatives : ils disposent des fiefs qui sont des démembremens faits autrefois au domaine de la couronne. On les nomme *starosties*, *tenutes*, ou *advocaties*, et en général *biens royaux*. Cependant on ne leur laisse pas toujours la liberté d'en disposer à leur gré. Ils nomment aux bénéfices, aux emplois civils et militaires, aux grandes

charges de la couronne, et aux places qui vaquent dans le sénat. Mais ils font des grâces, sans se faire des partisans, parce qu'ils ne peuvent jamais ôter ce qu'ils ont donné. Ainsi le favori qu'ils élèvent, a toujours dans son zèle vrai ou faux pour la république un prétexte pour se soustraire au souverain.

L'unanimité est nécessaire pour terminer les délibérations, et la république obéit à la force, qui arrache aux diètes cette unanimité.

Cette république est au reste un corps monstrueux. Avant que la grande diète s'assemble, chaque province ou palatinat délibère sur les matières qu'on y doit traiter; elle nomme ses députés ou nonces, et tient pour cela des diétines qu'on appelle *ante-comitiales*. La grande diète s'assemble ensuite; mais les lois qu'elle fait n'ont de force que dans les palatinats où elles sont reçues, et on en délibère dans les diétines *post-comitiales*.

Or dans chacune de ces diètes, rien ne se décide que du consentement unanime de tous les membres. Le *veto* d'un seul gentilhomme arrête toutes les délibérations, et les actes qui avaient passé unanimement sont même encore annulés. S'il y a donc quelques nobles qui veuillent troubler, et il y en a toujours, la république ne peut plus agir, ni même délibérer. Alors on forme des confédérations; les confédérés des différens partis en viennent aux mains : le vainqueur donne la loi, arrache aux diètes un consentement unanime, et tout se décide par la force. Le roi se

trouve donc sans autorité, lorsqu'il n'est pas à la tête d'une faction puissante. Je ne m'étendrai pas davantage sur ce gouvernement absurde que vous étudierez ailleurs. Le peu que je viens de dire suffira pour vous faire comprendre les causes des événemens dont j'ai à parler.

Charles XII aurait pu conquérir la Pologne, c'est-à-dire la parcourir en vainqueur. Mais comment aurait-il pu soumettre par la force une noblesse fière, jalouse de son indépendance, et toujours armée? A peine serait-il arrivé à une extrémité du royaume, qu'elle se serait soulevée dans l'autre : il eût fallu laisser des troupes partout. Il aurait donc éprouvé le sort de Charles X : aussi se proposait-il seulement de détrôner Auguste. Joignant la politique aux armes, il déclarait qu'il n'était pas venu faire la guerre aux Polonais, qu'il n'avait d'autres ennemis que les Saxons, et il offrait de protéger la république, si elle voulait élire un nouveau roi.

Charles se propose de détrôner Auguste.

Le cardinal Radjouski était archevêque de Gnesne, c'est-à-dire qu'il était par sa place le premier des sénateurs, le primat du royaume, le légat né du saint-siége, le régent de la république pendant les interrègnes, et la première personne après le roi. Ce prélat, ennemi d'Auguste, entrait dans toutes les vues de Charles XII; et il intriguait contre son souverain avec tous les dehors d'un grand zèle pour la paix et d'une grande charité.

L'archevêque de Gnesne, primat du royaume, entre dans ses vues.

La noblesse, qui avait des sujets de mécontentement, regardait Charles comme le défenseur de la république.

Auguste n'avait pas gagné ceux qui s'étaient opposés à son élection, et il avait aliéné presque tous les autres. Il n'avait trompé personne sur les motifs qu'il avait eus de prendre les armes contre la Suède. On convenait bien que, par ses engagemens, il devait saisir l'occasion de recouvrer les provinces perdues; mais on savait aussi que, par le même article des *pacta conventa*, il avait promis de n'entreprendre aucune guerre sans le consentement de toute la république; et que, par un autre, il lui était défendu d'introduire des troupes étrangères dans le royaume. En lui voyant donc violer ces deux articles, on jugeait qu'il voulait exercer en Pologne le même pouvoir absolu qu'il exerçait en Saxe. On concluait que s'il eût conquis la Livonie, il aurait tenté de subjuguer la république; et on lui reprochait d'avoir, par cette guerre, livré tout le royaume aux armes du roi de Suède. S'il eût réussi, on n'eût pas osé critiquer ainsi sa conduite. Mais dans un pays où la nature du gouvernement produit des factions, un souverain est bientôt abandonné, quand les plaintes commencent, et que les mécontens sont assurés d'être soutenus. Les uns se flattent de trouver de nouveaux avantages dans une révolution; les autres changent par inquiétude; et les plus fidèles suivent le torrent, parce qu'ils se sentent trop faibles pour résister. Tel était et devait être la disposition des esprits, lorsque

Charles XII ne paraissait avoir vaincu que pour protéger la république, c'est-à-dire le parti des mécontens; car en Pologne, la république n'est jamais que le parti le plus fort.

Auguste est forcé à convoquer une diète, qui arrête d'envoyer une ambassade à Charles.

Dans cet état de fermentation, les palatinats demandèrent une diète au roi de Pologne. C'était lui prescrire de se donner des juges, plutôt que des défenseurs; mais un refus pouvait aigrir encore les Polonais. Elle fut donc convoquée à Varsovie, pour le 2 décembre de l'année 1701. Si, dans les temps les plus tranquilles, cette assemblée a tant de peine à prendre une résolution, vous pouvez juger du tumulte avec lequel elle délibérait dans une conjoncture qui enhardissait tous les factieux. Les cabales qui la divisaient entretinrent, ou même augmentèrent le mécontentement général. Elle ne régla rien, et elle se sépara le 17 février 1702.

Le sénat confirme ce décret, et ne permet pas au roi d'armer. 1702.

Elle avait seulement arrêté qu'on enverrait une ambassade à Charles XII. Le sénat confirma ce décret. Dans l'intervalle d'une diète à l'autre, ce corps représente la nation. Il a le droit de faire provisionnellement des lois. Il est composé des évêques, des palatins gouverneurs perpétuels des provinces, des castellans gouverneurs des villes, et des grands officiers de la couronne. La dignité des palatins est la plus éminente : ils président dans leurs gouvernemens aux assemblées de la noblesse, et ils la commandent à la guerre. Les

quatre grands officiers de la couronne sont chargés de tous les détails de l'administration : ils partagent entre eux toute l'autorité ; ils peuvent tout, et ne dépendent du roi qu'autant qu'ils le veulent. Auguste ne put obtenir de ce sénat trop puissant la permission de se mettre à la tête de l'armée polonaise, et encore moins de faire venir douze mille Saxons.

Charles défait Auguste à Clissau.

Charles répondit aux ambassadeurs de la république, qu'il réglerait tout lorsqu'il serait à Varsovie, et il marcha. A son approche, Auguste s'enfuit avec un petit nombre d'évêques et de palatins, qui lui restaient attachés. Il envoya des lettres circulaires pour assembler la pospolite ; c'est-à-dire pour ordonner à tous les gentilshommes de monter à cheval et de le suivre. Mais la plus grande partie de la noblesse demeura dans ses terres. Alors il fit venir des troupes saxonnes, bien assuré que s'il était vainqueur, on n'oserait pas lui reprocher de les avoir introduites dans les provinces de la république. Il les joignit aux Polonais liés à sa fortune ; et, jugeant qu'il fallait vaincre ou perdre le trône, il alla au-devant de Charles XII qui s'avançait vers Cracovie. Les deux armées parurent en plaine auprès de Clissau. Auguste ramena trois fois ses troupes à la charge, c'est-à-dire les Saxons ; car les Polonais, qui formaient son aile droite, s'étaient enfuis dès le commencement de la ba-

taille. Le roi de Suède gagna une victoire complète.

Quelques jours après, étant sorti de Cracovie dans le dessein de poursuivre son ennemi, son cheval s'abattit et lui fracassa la cuisse. Cet accident le retint six semaines au lit. Le bruit courut même qu'il était mort. Auguste profita de cette fausse nouvelle, pour assembler à Lublin les ordres du royaume, déjà convoqués à Sandomir. Le concours y fut grand. Mais Charles, guéri de sa blessure, reprit tous ses avantages. Il assembla la noblesse à Varsovie; et pendant qu'il opposait diète à diète, il marcha contre le reste des Saxons, qu'il défit encore. Rien ne pouvait plus lui résister. Il était à l'occident de la Pologne, avec l'élite de ses troupes: son grand maréchal Rheinschild commandait un grand corps d'armée dans le cœur de ce royaume; et trente mille Suédois, sous divers généraux, arrêtaient au nord et à l'orient les efforts des Russes.

Sur le faux bruit de la mort de Charles, Auguste convoque une diète à Lublin. Charles en assemble une autre à Varsovie, et défait encore les Saxons. 1703.

Alors le primat, qui venait de jurer au roi Auguste de ne rien entreprendre contre lui, leva tout-à-fait le masque. S'étant rendu à Varsovie, il déclara au nom de l'assemblée, le 14 février 1704, Frédéric Auguste, électeur de Saxe, inhabile à porter la couronne de Pologne. Aussitôt le trône fut déclaré vacant d'une voix unanime.

La diète de Varsovie déclare le trône vacant.

1704.

Auguste, sachant que Charles et le primat voulaient mettre la couronne sur la tête de Jacques Sobieski, fils de Jean, fit enlever ce prince et son

Jacques Sobieski, à qui on voulait donner la couronne, est enlevé. Alexandre, son frère, la refuse.

frère Constantin, lorsqu'ils étaient à la chasse, Alexandre, frère de ces deux Sobieski, vint demander vengeance au roi de Suède, qui lui proposa de monter sur le trône. Il refusa, déclarant qu'il ne profiterait pas du malheur de son aîné. En vain le jeune Stanislas Leczinski, son ami, se joignit à ceux qui le pressaient d'accepter. Toutes les instances furent inutiles : il persista dans son refus généreux.

Stanislas Leczinski est élu. Traité d'Alt-Ranstadt.

Ne pouvant donner la couronne à ceux qui paraissaient y avoir plus de droit, Charles résolut de la donner au plus digne. Il choisit Stanislas Leczinski, palatin de Posnanie, et il ne fut pas trompé dans son choix. Stanislas joignait aux vertus d'un héros, de grandes vertus, celles qui font le bonheur des peuples. L'assemblée de Varsovie eut ordre de l'élire : elle obéit, et ce prince fut élu le 12 juillet 1704. La guerre ne finit cependant qu'en 1707. Par le traité conclu à Alt-Ranstadt, Auguste fut forcé à renoncer pour jamais à la couronne de Pologne, et à reconnaître Stanislas pour roi légitime. Il fut même réduit à un tel point d'humiliation, qu'il ne put refuser de féliciter sur son avénement celui qui prenait sa place sur le trône; il fut obligé de lui écrire une lettre à ce sujet.

Patkul, ambassadeur du czar auprès d'Auguste, est livré à Charles, qui le fait périr.

Jean Patkul, devenu ambassadeur du czar auprès d'Auguste, était alors dans les prisons de Saxe. Il avait été arrêté pour avoir projeté un

accommodement entre la Suède et la Russie, et il n'avait formé ce projet que pour prévenir le ministère du roi Auguste, qui se proposait de faire la paix sans le czar. Tout son crime était donc d'avoir voulu servir son maître, et cependant Auguste avait violé le droit des gens et manqué à son allié. De nouveaux malheurs attendaient cet infortuné Livonien. Charles, qui exigea qu'il lui fût livré, le fit périr sur la roue. Si, dans cette occasion, ce prince ne fut pas injuste, il fut cruel au moins, et il montra combien il était implacable dans sa vengeance.

Cependant le czar donnait des lois, disciplinait ses troupes, et faisait des conquêtes.

Pendant que Charles XII goûtait le plaisir de la vengeance, l'unique passion de son âme, Pierre Alexiowitz jetait les fondemens de son empire. Présent partout, il donnait des lois dans Moscou, il établissait des manufactures, il créait des flottes sur les Palus-Méotides, sur le lac Peipus, sur le lac Ladoga; il mettait la discipline dans ses camps, il repoussait les Suédois, il portait ses armes dans leurs provinces, il donnait des secours au roi Auguste, et il fondait des villes.

La journée de Narva ne l'abattit point. *Je sais bien*, disait-il, *que les Suédois nous battront longtemps; mais enfin nous apprendrons à les battre. Évitons les affaires générales avec eux, affaiblissons-les par de petits combats.* En effet, les défaites étaient des leçons pour les Russes. Dès l'année 1701, ils osèrent marcher contre leurs vain-

queurs et leurs maîtres. Ils eurent rarement l'avantage, mais il suffisait de l'avoir quelquefois pour s'aguerrir. Supérieurs en nombre, ce qui n'est rien par soi-même, ils se rendaient en effet supérieurs à mesure que la discipline s'établissait parmi eux. D'une année à l'autre, les succès devenaient plus fréquens; les flottes et les armées suédoises étaient vaincues; les villes tombaient sous les efforts des Russes; et, en 1704, lorsqu'Auguste était détrôné, Pierre achevait de se rendre maître de l'Ingrie, et prenait Narva d'assaut.

Il traite avec humanité les citoyens de Narva.

Il était glorieux d'entrer en vainqueur dans une place qui lui rappelait sa première défaite; ce qui fut plus glorieux encore, c'est qu'il arrêta le pillage et le massacre. Ayant tué deux soldats qui n'obéissaient pas à ses ordres, il entra dans l'Hôtel-de-Ville où les citoyens s'étaient réfugiés; et, posant son épée sanglante sur la table : *ce n'est pas du sang des citoyens*, dit-il, *que cette épée est teinte, mais du sang de mes soldats que j'ai versé pour vous sauver la vie.* A ces traits d'humanité, qui sont trop rares dans la vie du czar, on reconnaît le grand homme. Mais, comme il le disait lui-même, il réformait son peuple, et il ne pouvait pas se réformer.

Il fait une entrée triomphante.

Tous les succès étaient célébrés par des entrées triomphantes. Les prisonniers faits sur un ennemi qu'on avait cru invincible, ses drapeaux, ses étendards, ses pavillons faisaient le principal orne-

ment de cette pompe : spectacle qui donnait de l'émulation aux Russes, et qui rompait l'enchantement prétendu des troupes suédoises.

Pierre employa un moyen aussi singulier qu'ingénieux pour achever la réforme à laquelle il travaillait.

Moyen dont il se sert pour détruire la prétention des Russes pour leurs anciens usages.

Il fit inviter tous les boyars et les dames aux noces d'un de ses bouffons. Il exigea que tout le monde y parût vêtu à l'ancienne mode. On servit un repas tel qu'on le faisait au seizième siècle. Une ancienne superstition ne permettait pas qu'on allumât du feu le jour d'un mariage pendant le froid le plus rigoureux. Cette coutume fut sévèrement observée le jour de la fête, quoiqu'on fût en hiver. Les Russes ne buvaient point de vin autrefois, mais de l'hydromel et de l'eau-de-vie : il ne permit pas ce jour-là d'autre boisson. On se plaignit en vain. Il répondit en raillant : *Vos ancêtres en usaient ainsi : les usages anciens sont toujours les meilleurs.* Cette plaisanterie contribua beaucoup à corriger ceux qui préfèrent toujours le temps passé au présent, ou du moins à décréditer leurs murmures.

Parmi les soins que demandaient la police, les arts et la guerre, le czar entreprit de bâtir une ville à l'embouchure de la Néva, sur le golfe de la Finlande, à la vue des flottes suédoises qui tentaient tout pour interrompre ses travailleurs, et ruiner son ouvrage. C'est dans un lieu désert,

Il bâtit Pétersbourg, malgré les obstacles qui s'y opposent. 1704.

marécageux, qui ne communique à la terre ferme que par un seul chemin, qu'il jeta le 27 mai 1703, les fondemens de Pétersbourg. Il fallut lutter contre la nature, combattre les ennemis, surmonter mille obstacles qu'on n'avait pas pu prévoir; et cependant cette ville fut achevée l'année suivante, et mise hors de toute insulte. Presque dans le même temps, il fortifiait Novogorod, Pleskow, Smolensko, Asoph, Archangel. Cependant il étendait ses conquêtes dans la Courlande, et il envoyait des secours à son allié détrôné.

Victoire des Russes sur les Suédois. 1706.

En 1706, Mentzikof, que le czar avait fait prince et gouverneur d'Ingrie, ayant joint Auguste dans le palatinat de Posnanie, défit le général Maderfeld près de Kalish. Ce fut la première bataille rangée que les Russes gagnèrent contre les Suédois. Ce qu'il y a de singulier, c'est que cette victoire fut un contre-temps pour Auguste, qui vainquit malgré lui. Elle dérangeait les mesures qu'il avait prises, parce qu'il négociait alors secrètement le traité qui fut bientôt après conclu à Alt-Ranstadt. Il demanda pardon de sa victoire, offrant de rendre tous les prisonniers suédois, de rompre avec les Russes, et de donner au roi de Suède toutes les satisfactions convenables.

Pierre eût voulu arrêter Charles en Pologne.

Lorsque l'électeur de Saxe eut abdiqué, le czar ne négligea rien pour arrêter Charles en Pologne. Il avait encore des troupes dans ce royaume, il en avait plusieurs corps répandus dans la Lithua-

nie, et il était lui-même à Grodno. Croyant donc pouvoir soutenir un nouveau parti, il tenta de faire aussi une élection, et la Pologne fut sur le point d'avoir trois rois. Sur ces entrefaites, la France offrit sa médiation : mais Charles répondit qu'il traiterait avec le czar dans Moscou. Lorsque Pierre apprit cette réponse, il répliqua : *Mon frère Charles veut faire l'Alexandre, mais il ne trouvera pas en moi un Darius.*

Charles marche contre lui, et passe le Boristhène. 1707.

Le roi de Suède partit enfin au mois d'août 1707, de son quartier d'Alt-Ranstadt à la tête de quarante-cinq mille hommes, comptant détrôner Pierre comme Auguste. Il semble qu'il aurait dû prendre par la Livonie, afin de recouvrer d'abord les conquêtes qu'on avait faites sur lui, et de marcher ensuite à Moscou. Dans cette route, son armée n'eût manqué de rien, elle se fût grossie des troupes qu'il avait dans ces quartiers, il eût eu une retraite dans le cas d'un échec, et il communiquait par mer avec la Suède, qui pouvait lui envoyer des secours. Il prit le chemin le moins praticable, marcha au cœur de l'hiver dans des pays ruinés, et arriva, le 6 février 1708, à quelques lieues de Grodno. Pierre ne l'attendit pas. Il faisait reculer ses troupes à l'approche de l'ennemi, qu'il voulait engager dans des déserts et dans des pays qu'il avait dévastés, laissant seulement, dans les postes qui pouvaient se défendre, quelques corps afin de retarder les Suédois dans leur marche, et de les in-

quiéter. Ayant pris sa route d'occident en orient, il arriva sur la rive du Niéper ou Boristhène, qui sépare la Pologne de la Russie. Il passa ce fleuve à Mohilow, dernière ville de Lithuanie. Charles, qui le suivait, trouva des pays ruinés, des marais, des forêts immenses, des déserts, des rivières, des torrens. Son armée ne pouvait marcher que par corps séparés : il fallait continuellement abattre des arbres pour se frayer un chemin : il fallait livrer des combats. Cependant il surmonta tous ces obstacles, et passa le Boristhène au même endroit que le czar.

CHAPITRE II.

Du midi de l'Europe depuis 1702 jusqu'en 1710.

Ressources ruineuses de la France pour soutenir la guerre.

La France, qui n'avait pas désarmé après la paix de Riswick, fut en état d'agir avant les puissances confédérées, qui semblaient n'avoir pas prévu la mort de Charles II. Elle eut donc des succès en 1702 et en 1703; mais les efforts qu'elle avait faits pour se préparer à la guerre demandaient qu'elle en fît de plus grands pour la continuer, et ne lui laissaient cependant que des ressources onéreuses. Dès le commencement on eut recours à des expédiens momentanés, qui

mettent bientôt dans la nécessité d'en chercher d'autres, et dans l'impuissance d'en trouver, sans se ruiner de plus en plus. On avait remis la capitation. On donna des édits bursaux : on les multiplia. C'était presque tous les jours des créations d'offices, de rentes, de nouveaux gages, etc. On fit une réforme des monnaies, et le marc d'argent qui, en 1700, était à 31 liv. 10 sous, fut à 34 liv. 4 sous en 1702. Enfin on imagina un moyen qui pouvait être d'une grande ressource à l'état obéré, si on en usait avec modération; mais il devait achever la ruine des finances, si on en abusait, et on en abusa bientôt. On introduisit des billets pour suppléer dans le commerce au défaut de l'espèce. Ils furent d'abord reçus sans aucune défiance de la part du public. Il importait d'entretenir cette confiance. Il fallait donc les répandre avec mesure; et, les proportionnant à une somme qu'on aurait mise à part, se trouver toujours en état d'en rembourser une grande partie. Mais il parut si commode de payer en billets, et de fournir à toutes les dépenses avec du papier, que le gouvernement n'observa point cette proportion. Il y eut bientôt beaucoup de billets dans le public, et point d'argent dans la caisse. Les papiers perdirent leur crédit, le gouvernement fit banqueroute, et les finances tombèrent dans le plus grand désordre. Ajoutons à ces abus les variations continuelles des monnaies.

Il y eut une nouvelle réforme en 1704. On baissa les espèces successivement en 1705, en 1706, en 1708 et au commencement de 1709; et dans cette dernière année on les haussa ensuite tout à coup, en sorte que le marc d'argent fut porté à 40 liv.

Commencement de ses revers. 1704.

Pendant que la France s'épuisait au dedans par une mauvaise administration, elle s'affaiblissait au dehors par les coups redoublés que ses ennemis lui portaient. Le duc de Savoie, dont la fidélité avait été suspecte à Catinat, avait abandonné Louis XIV au commencement de 1703, et s'était joint aux confédérés. Cette défection contribua aux malheurs que la France se préparait elle-même. Ils commencèrent en 1704, l'année que Stanislas fut élu roi de Pologne. Le maréchal de Villars, à qui elle devait les succès qu'elle avait eus en Allemagne, l'année précédente, fut rappelé, et le maréchal de Marsin, qui le remplaça, perdit la bataille d'Hochstet, le 13 août. La déroute fut complète. Les Français, qui étaient sur le Danube, repassèrent le Rhin. Ils perdirent plus de quatre-vingts lieues de pays. Il semblait qu'on craignait d'employer les meilleurs généraux, et cependant les confédérés avaient à leur tête les deux plus grands capitaines, le prince Eugène et le duc de Marlborough.

Campagne de 1705.

En 1705, Marlborough se proposait de pénétrer en France par la Lorraine et par la Champagne. Le maréchal de Villars, qu'on lui opposa cette

fois, le força de renoncer à ce projet. Les Français eurent quelques avantages en Italie, et leurs ennemis en eurent d'autres en Espagne. Il n'y eut point de grandes batailles décisives. Louis XIV et Philippe V, sentant leur faiblesse, avaient ordonné à leurs généraux de se tenir sur la défensive, et de ne rien hasarder.

La maison d'Autriche exagère sa faiblesse, afin de rendre la maison de Bourbon plus redoutable. 1705.

Léopold mourut cette année. Sa mort ne fit point de changement dans les affaires générales. Car les ministres qui l'avaient gouverné, gouvernèrent son fils Joseph, et continuèrent sur le même plan. D'ailleurs, quoique toute l'Europe armât pour la maison d'Autriche, l'empereur était de tous les confédérés celui qui contribuait le moins aux frais de la guerre. Cette maison avait alors tout-à-fait changé de politique. Auparavant elle tendait au despotisme sans dissimuler son ambition; alors elle y tendait en exagérant sa faiblesse à toutes les puissances. Son unique objet était de persuader que la France était seule à redouter; considérant qu'elle s'éleverait d'abord par l'abaissement de cette monarchie, et ensuite parce qu'on la fortifierait de ce qu'on enleverait à Louis XIV. Mais si l'opinion, qu'il fallait humilier la France, devint contagieuse, ce fut par la faute de la France même, qui avait trop voulu se faire craindre. La cour de Vienne profita de cette opinion, qu'elle avait contribué à répandre. Les confédérés, livrés aux vues particulières du roi

Guillaume et du duc de Marlborough, l'embrassèrent avec plus de passion que de sagesse. Enfin on arma contre la maison de Bourbon avec le même enthousiasme qu'on avait armé contre la maison d'Autriche, et avec plus d'aveuglement.

Campagne de 1706.

En 1706, les Français furent battus partout, excepté en Allemagne, où le maréchal de Villars soutenait sa réputation. La campagne fut une suite de revers en Espagne, jusqu'à l'arrivée du maréchal de Berwick. Philippe avait été contraint d'abandonner l'Espagne, l'archiduc Charles avait été reconnu dans Madrid. Berwick reconduisit Philippe dans cette capitale, et recouvra toute l'Espagne, à l'exception de la Catalogne.

En Flandre, Villeroi, qu'on avait opposé à Marlborough, perdit, le 23 mai, la bataille de Ramillies. Ce fut encore une déroute entière. Les ennemis se rendirent maîtres de presque toute la Flandre espagnole, et enlevèrent encore des places à la France.

Le 19 avril, Vendôme avait gagné en Italie la bataille de Calcinato. Il ne restait plus qu'à prendre Turin pour se rendre maître de tous les états du duc de Savoie. Mais Vendôme fut rappelé d'Italie en Flandre, où l'on avait besoin d'un bon général. Le duc de la Feuillade et le maréchal de Marsin, qui le remplacèrent, ayant formé le siége de Turin, furent forcés dans leurs lignes, le 7 septembre, par le prince Eugène, et entièrement dé-

faits. Ils étaient sous les ordres du duc d'Orléans, dont on ne suivit pas les conseils. Marsin avait les ordres secrets de la cour, qui, se croyant présente partout, voulait conduire les opérations de la guerre au delà des Alpes. Cette défaite fit perdre à la France et à l'Espagne le Milanais, le Piémont, la Savoie et le royaume de Naples. Philippe ne conserva plus que la Sicile.

En Espagne, la campagne de 1707 fut glorieuse pour le maréchal de Berwick et pour le duc d'Orléans. Le maréchal de Villars continuait d'acquérir de la gloire en Allemagne; et le maréchal de Tessé fit lever le siége de Toulon au duc de Savoie et au prince Eugène. Il ne se passa rien en Flandre. Marlborough était allé en Saxe, pour pénétrer les desseins du roi de Suède, et pour le détourner de s'unir à la France, à quoi Charles ne pensait pas. Campagne de 1707.

En 1708, le duc de Vendôme commandait l'armée de Flandre, sous les ordres du duc de Bourgogne. On lui reproche d'avoir fait plusieurs fautes; mais on convient qu'il fut toujours contrarié par les courtisans qui entouraient le duc de Bourgogne. Il commença la campagne par la surprise de Gand. Ayant ensuite résolu de faire le siége d'Oudenarde, il livra la bataille à milord Marlborough et au prince Eugène, qui eurent l'avantage. Il fut alors contraint de se retirer vers Gand; et il ne fut pas le maître d'attaquer les Campagne de 1708.

ennemis, lorsqu'ils assiégeaient Lille, qui se rendit après quatre mois de siége. Cette journée d'Oudenarde fit perdre à l'Espagne ce qui lui restait des Pays-Bas, à l'exception de Luxembourg, de Mons et de Nieuport.

La paix était nécessaire à la France et à l'Espagne; et l'intérêt de l'Angleterre et de la Hollande demandait qu'elle se fît.

Après tant de revers la paix devenait nécessaire à la France et à l'Espagne, et si les Espagnols ne pouvaient pas encore penser sans chagrin au démembrement de leur monarchie, il était temps qu'ils y consentissent au moins par impuissance. Louis XIV avait fait des propositions dès 1706. Alors Philippe se fût vraisemblablement contenté du royaume de Naples, et des autres états qu'il possédait encore en Italie; et il eût abandonné l'Espagne, dont l'archiduc venait de se rendre maître. En 1707, on eût pu former d'autres projets de partage, puisqu'alors l'empereur Joseph s'emparait de l'Italie, pendant que le duc de Berwick reconquérait l'Espagne. Il est donc certain que les Anglais et les Hollandais auraient pu obtenir tout ce qu'ils s'étaient proposé par leur alliance, c'est-à-dire le partage de la monarchie espagnole. Il semble par conséquent qu'ils n'avaient plus qu'à terminer la guerre. S'ils voulaient maintenir l'équilibre, ils ne devaient pas entreprendre d'opprimer la maison de Bourbon pour rendre à la maison d'Autriche cette supériorité de puissance qui l'a rendue redoutable. De quelques espérances qu'ils osassent se flatter en considérant l'épuisement

de la France, il n'était pas prudent de prescrire à cette monarchie des conditions qu'elle ne pouvait accepter sans honte : c'était lui faire trouver des ressources dans son désespoir : c'était prolonger la guerre, lorsqu'ils pouvaient faire une paix glorieuse ; et cependant la fortune pouvait changer. D'ailleurs, quoique la situation de l'Angleterre et de la Hollande ne fût pas aussi mauvaise que celle de la France, ces deux puissances étaient néanmoins dans un état violent. Comme elles portaient presque seules tout le faix de la guerre, elles avaient fait des efforts qu'elles ne pouvaient continuer sans surcharger les peuples d'impôts, et sans contracter de nouvelles dettes. Elles se ruinaient par conséquent.

Mais Marlborough, le prince Eugène, et le pensionnaire Heinsius, qui leur était dévoué, voulaient la guerre, et tout fut sacrifié aux vues particulières de ces trois hommes. Ils paraissaient faire penser à leur gré les peuples qu'ils conduisaient. On s'irritait au souvenir des usurpations de Louis XIV : parce qu'on avait eu des succès, on s'en promettait de plus grands : encore quelques campagnes, disait-on, et la France ne sera plus à craindre. On ne voulait pas voir qu'elle ne l'était déjà plus ; et parce qu'on l'avait humiliée, on voulait la ruiner entièrement. C'est ainsi qu'après avoir commencé la guerre par politique, on la continua par passion.

Mais Marlborough, Eugène et Heinsius voulaient la guerre.

Propositions préliminaires de la Hollande à la France, qui demande la paix.

Les premières négociations se firent avec la république de Hollande, qui exigea, comme condition préliminaire, que l'Espagne et les états dépendans de cette monarchie, dans l'ancien comme dans le nouveau monde, appartiendraient à la maison d'Autriche. Elle demandait de plus des sûretés pour son commerce, et une barrière dans les Pays-Bas contre la France, sans s'expliquer encore sur les places dont elle voulait former cette barrière. Puisque ces articles, qui étaient les plus essentiels à traiter, étaient qualifiés de préliminaires, on pouvait prévoir que les Hollandais formeraient beaucoup d'autres prétentions.

Louis les accepte, et se borne à demander un dédommagement pour Philippe V.

Dans l'impatience d'avoir la paix, Louis XIV eût voulu pouvoir conclure avant l'ouverture de la campagne de 1709; prévoyant que les premiers événemens pouvaient rompre la négociation, si elle n'était au moins fort avancée. Il accepta donc les premières propositions qu'on lui avait faites, et se bornant à demander un dédommagement pour les états que Philippe abandonnerait, il se contentait des royaumes de Naples et de Sicile. Il désirait à la vérité qu'on y ajoutât la Sardaigne et les places que l'Espagne occupait sur les côtes de Toscane : mais il était prêt à se désister sur ce dernier article. Cette négociation ne pouvait pas réussir, car les Hollandais, qui se croyaient alors les arbitres de l'Europe, ne voulaient pas encore

sincèrement la paix ; et quand même ils l'auraient voulue, ils n'auraient pas eu assez de pouvoir sur leurs alliés.

Mais la Hollande ne pouvait pas donner la paix.

C'est en vain, disait Marlborough, que la France se flatte de faire la paix par l'entremise de la Hollande. En effet cette république ne pouvait rien par elle-même, et c'est avec l'Angleterre qu'il eût fallu négocier. Cependant Louis XIV, prévenu que les Hollandais pouvaient donner la paix, continuait à traiter avec eux : il y était même forcé, parce qu'alors le ministère de Londres se déclarait ouvertement pour la continuation de la guerre, et qu'au contraire les états-généraux paraissaient au moins vouloir entrer en négociation.

Marlborough et Eugène répandent que Louis ne veut que diviser ses ennemis,

Cependant Marlborough et le prince Eugène craignaient que les offres de la France ne fissent impression sur les peuples, et que tout l'odieux d'une guerre, dont on était fatigué, et qu'ils voulaient continuer, ne retombât sur eux. Ils cherchèrent donc à persuader que les propositions de Louis XIV n'étaient pas sincères, qu'il ne pensait qu'à diviser les alliés ; ils déclarèrent que toutes les conférences qu'on avait tenues étaient désagréables aux cours de Vienne et de Londres, qui ne souffriraient pas qu'on fît aucune distraction à la monarchie d'Espagne. La France pensait néanmoins qu'elle ne devait pas encore désespérer de la paix.

La France pouvait avoir la paix, s'il se faisait un changement dans le ministère de Londres.

Il est vrai que Marlborough et le grand trésorier Godolfin, son ami et son allié, gouvernaient l'Angleterre, et partageaient entre eux toute l'autorité; il est vrai encore qu'ils voulaient absolument la continuation de la guerre, parce qu'en les rendant nécessaires, elle contribuait à maintenir leur crédit. Mais il se faisait contre eux des brigues sourdes à la cour de Londres, et la reine commençait à souffrir impatiemment la domination de son général. Une révolution dans cette cour pouvait donc changer la face des choses; car un nouveau ministère devait rechercher la paix, afin de s'affermir en rendant Marlborough tout-à-fait inutile. En supposant que cette révolution n'eût pas lieu, on se flattait de pouvoir enfin gagner Marlborough même. On connaissait la passion qu'il avait d'amasser des richesses sans bornes; on lui avait déjà fait quelques propositions; il les avait écoutées sans s'offenser, et seulement en rougissant quelquefois.

Plus la France cédait, plus la Hollande demandait, et la négociation n'avançait point.

Les conférences qui avaient commencé à Moërdik au mois de mars 1709 entre le président Rouillé, ministre du roi, et deux députés de Hollande, Buys et Wanderdussen, continuaient de se tenir à Boëdgrave. Cependant la négociation n'avançait point, parce qu'à mesure que la France cédait, les Hollandais formaient de nouvelles demandes, sans s'expliquer jamais sur le terme qu'ils voudraient mettre à leurs prétentions. A

peine avaient-ils obtenu une place pour leurs barrières, qu'ils en exigeaient une autre. Ils ne paraissaient pas moins ardens, lorsqu'il s'agissait des intérêts de leurs alliés; parce qu'ils se croyaient autorisés à demander d'autant plus pour eux-mêmes, qu'ils demandaient davantage pour l'Angleterre, pour la maison d'Autriche, pour l'empire et pour le duc de Savoie.

D'ailleurs la Hollande ne s'engageait point, et voulait que la France s'engageât.

Il n'était pas possible de négocier avec eux, parce qu'ils voulaient toujours de nouvelles cessions, et que cependant ils ne s'engageaient jamais. Quoi qu'ils pussent obtenir, ils ne promettaient rien à la France, du moins ils ne lui assuraient rien; et ce qu'ils avaient accordé dans une conférence, ils le désavouaient dans une autre. Lorsqu'on leur demandait les royaumes de Naples et de Sicile pour dédommager Philippe V, ils répondaient seulement qu'ils emploieraient leurs bons offices auprès de leurs alliés. Les électeurs de Bavière et de Cologne avaient été proscrits en 1606, à la diète de Ratisbonne. Le roi demanda qu'ils fussent rétablis dans leurs biens et dans leurs dignités; et les Hollandais se contentèrent d'offrir leurs bons offices.

Elle refuse de traiter séparément, quoiqu'on lui accorde tout ce qu'elle demande pour elle.

On leur avait accordé tout ce qu'ils pouvaient désirer pour eux, et on les exhortait à déclarer à leurs alliés, que, s'ils refusaient d'entrer en négociation, la république les abandonnerait et ne songerait plus qu'à ses intérêts. Mais c'était inu-

tilement. Les Hollandais n'étaient pas assez puissans pour régler seuls les conditions de la paix, et forcer leurs alliés à les accepter. Eugène, Marlborough et Heinsius s'étaient rendus maîtres des délibérations. Leur autorité était soutenue par les armées des confédérés qui s'assemblaient dans les Pays-Bas; et ils avaient pour eux le plus grand nombre des citoyens, qui voulaient que la guerre continuât. D'ailleurs il n'eût pas été prudent à la république de traiter séparément; car il lui fallait pour la sûreté de son traité la garantie de ses alliés.

Elle souffre beaucoup de la guerre; mais elle se flatte d'achever la ruine de la France.

Cependant elle ne pouvait se dissimuler le besoin qu'elle avait de la paix. Le poids de la guerre devenait tous les jours plus pesant, l'argent plus rare, le crédit moins assuré, les fonds plus difficiles à trouver. Mais quand les Hollandais considéraient le triste état où la France était réduite, ils supportaient volontiers leurs peines. Enivrés de leurs succès, comptant sur de plus grands encore, ils se flattaient de la voir bientôt succomber sous leurs efforts redoublés. Eugène et Marlborough les entretenaient dans cette opinion.

Etat de la France, et situation de Louis, d'après M. de Torci. 1709.

Leur confiance ne paraissait pas sans fondement. Vous en jugerez par le tableau que M. de Torci fait de l'état où la France se trouvait alors: « Il est vrai, dit-il, qu'elle était affligée de plu-« sieurs maux. La famine imminente se joignait à

« ceux de la guerre : le froid excessif, succédant « subitement au dégel au commencement du mois « de janvier, avait fait périr les grains semés. Le « printemps paraissait sans laisser voir aucune ap- « parence des productions des biens de la terre. « On ne prévoyait que malheur de tous côtés. Les « discours étaient aussi tristes que les sujets de « raisonnement. On enchérissait encore sur le « mauvais état du royaume; et ce que chacun en « disait, vrai ou faux, passait dans les pays étran- « gers. Il est certain qu'une guerre soutenue pen- « dant huit ans contre la plus grande partie des « puissances de l'Europe, avait extrêmement af- « faibli les provinces. Les nouvelles que les étran- « gers en recevaient, persuadaient sans peine « qu'elles étaient épuisées d'hommes et d'argent. « Chaque jour les ressources et le crédit pour « trouver de nouveaux fonds périssaient : les ar- « mées du roi, autrefois victorieuses, avaient été « forcées, après des batailles sanglantes, d'aban- « donner les pays où elles étaient entrées comme « triomphantes.

« L'Allemagne, les Pays-Bas, le Piémont avaient « été le théâtre de leurs désastres. Les ennemis « du roi, accoutumés à rendre les places assié- « gées, presqu'aussitôt que le siége en était formé, « s'étaient rendus maîtres à leur tour des places « de la domination de sa majesté. Ils menaçaient « de pénétrer dans le cœur de la France. Elle

« n'était pas en état de regarder comme vaines « des menaces nouvelles et si peu vraisemblables « lorsque la guerre avait commencé. Le roi don- « nait alors ses ordres sur les bords du Danube, « du Tage et du Pô. On n'aurait pas cru qu'après « quelques années, il eût été réduit à défendre « l'intérieur de son royaume, même obligé d'exa- « miner s'il pourrait demeurer en sûreté dans le « lieu de son séjour ordinaire.

« Quoique le courage des troupes eût été « éprouvé en toutes occasions, même les plus « malheureuses, on doutait si elles résisteraient « au défaut de paiement et de subsistance.

« La seule ressource était donc celle de la paix « désirée et demandée, comme le salut du royaume. « Mais ce désir ardent, fondé sur une nécessité « évidente, augmentait l'aliénation des ennemis, « et fournissait à leur haine autant de raisons « nouvelles de frapper et d'accabler la France, en « continuant une guerre qu'elle ne pouvait plus « soutenir. C'était la source de tant de préten- « tions, qualifiées de préliminaires nécessaires, « des variations des négociateurs hollandais sou- « mis à leurs alliés, des demandes nouvelles qu'ils « avaient faites à chaque conférence, du désaveu « fait de leur part dans les dernières, des mêmes « points dont ils étaient convenus dans les précé- « dentes.

« Le cours d'un règne heureux n'avait été tra-

« versé, pendant une longue suite d'années, d'au-
« cun revers de fortune. Le roi ressentit d'autant
« plus vivement les calamités, qu'il ne les avait
« pas éprouvées depuis qu'il gouvernait lui-
« même un royaume florissant. C'était un terrible
« sujet d'humiliation pour un monarque accou-
« tumé à vaincre, loué sur ses victoires, ses
« triomphes, sa modération, lorsqu'il donnait la
« paix et qu'il en prescrivait les lois, de se voir
« alors obligé à la demander à ses ennemis; leur
« offrir inutilement, pour l'obtenir, la restitution
« d'une partie de ses conquêtes, celle de la mo-
« narchie d'Espagne, l'abandon de ses alliés; et
« forcé de s'adresser pour faire accepter de telles
« offres à cette même république, dont il avait
« conquis les principales provinces en l'année 1672,
« et rejeté les soumissions, lorsqu'elle le suppliait
« de lui accorder la paix à telles conditions qu'il
« lui plairait de dicter.

« Le roi soutenait un changement si sensible
« avec la fermeté d'un héros et la soumission par-
« faite d'un chrétien aux ordres de la Providence,
« moins touché de ses peines intérieures, que
« de la souffrance de ses peuples, toujours oc-
« cupé des moyens de la soulager et de terminer
« la guerre. A peine aperçevait-on qu'il se fît
« quelques violences pour cacher au public ses
« sentimens. Ils étaient en effet si peu connus,
« que c'était alors une opinion assez commune,

« que, plus sensible à sa gloire qu'aux maux de « son royaume, il préférait au bien de la paix « la conservation de quelques places qu'il avait « conquises en personne; que s'il pouvait se « résoudre à les céder, il aurait la paix, et qu'elle « dépendait du sacrifice de ces mêmes places.

« Quelques-uns de ceux qui approchaient le « plus près de sa majesté n'étaient pas exempts « de former ces soupçons injustes. Ils se glissèrent « même dans son conseil.... »

Plus la paix s'éloignait, plus on sentait le besoin de l'obtenir, à quelque prix que ce fût. Le duc de Beauvilliers, chef du conseil des finances, et le chancelier Pontchartrain, employèrent les plus fortes raisons pour représenter combien elle était nécessaire; à quelle extrémité le roi et le royaume se trouvaient réduits, si malheureusement on laissait échapper l'occasion de la conclure; et quelles seraient les suites funestes d'une guerre qu'il n'était plus possible de soutenir. Ils s'adressèrent ensuite au ministre de la guerre et à celui des finances, les pressant de dire à sa majesté, en ministres fidèles, s'ils croyaient, connaissant particulièrement l'état des troupes et des finances, qu'il lui fût possible de soutenir les dépenses, et prudent de s'exposer aux hasards de la campagne. Ils paraissaient donc croire qu'on ne voulait pas sincèrement la paix; ce soupçon, qui retombait

sur Louis XIV, était cruel pour ce monarque.

« Une scène si triste, ajoute M. de Torci, serait « difficile à décrire, quand même il serait permis « de révéler le secret de ce qu'elle eut de plus « touchant.

« Le roi éprouva pour lors que l'état d'un mo- « narque, maître absolu d'un grand royaume, « n'était pas toujours l'état le plus heureux et le « plus à souhaiter. Il sentit que s'il était au-dessus « des autres hommes, il était aussi exposé à de « plus grands revers; que plus on est élevé, plus « l'infortune est sensible; et que c'est pour un « prince un objet de douleur aussi vif que légitime « de se voir attaqué de tous côtés, sans avoir les « moyens, ni de soutenir la guerre, ni de faire la « paix. »

J'ai voulu, Monseigneur, vous rapporter ce long passage de M. de Torci, parce que la peinture que ce ministre fait de la situation de votre aïeul, est une leçon qui vaut beaucoup mieux que toutes celles que je pourrais vous donner moi-même. Rappelez-vous actuellement tout le règne de Louis XIV. Considérez d'un côté le faste avec lequel il donnait des lois à l'Europe; et de l'autre, l'héroïsme qu'il montre dans ses adversités. Jugez en conséquence de la vraie gloire, et dites quel est le temps où ce monarque vous paraît avoir été le plus grand. Je me flatte que vous n'en jugerez pas comme le vulgaire.

Louis se résout à faire de nouveaux sacrifices.

Il fut arrêté de faire de nouveaux sacrifices, d'abandonner encore plusieurs places à la république de Hollande, de se contenter du royaume de Naples sans la Sicile, pour le dédommagement de Philippe V, de remettre aux conférences pour la paix les intérêts des électeurs de Cologne et de Bavière, et de consentir que le prétendant, à qui le roi avait donné un asile, sortît de France. Tels sont les ordres qu'on se proposait d'envoyer au président Rouillé.

Torci, son principal ministre, part pour la Haye.

Mais il restait peu de temps pour conclure. Les conférences duraient depuis deux mois : on était à la fin d'avril, et l'ouverture de la campagne n'était retardée que par le dérangement de la saison. Afin de presser la négociation, il eût été à souhaiter d'employer un négociateur, qui, étant instruit plus particulièrement de l'état des choses, pût prendre sur lui de passer ses pouvoirs, s'il trouvait le moment heureux, mais inespéré de conclure. Le marquis de Torci, ministre des affaires étrangères, s'offrit au roi, et partit pour la Haye le 1er mai, chargé d'exécuter les ordres qui avaient d'abord été expédiés pour le président Rouillé.

Le roi voulait prouver à l'Europe et à la France combien il désirait sincèrement la paix.

Ce voyage donna lieu à bien des discours. Quelques-uns le jugeaient aussi contraire au service qu'à la gloire du roi, pensant qu'il ne convenait pas que son principal ministre allât demander en suppliant la paix à ses ennemis. Mais

plus cette démarche paraissait extraordinaire, plus elle prouvait les vrais sentimens de Louis XIV; et il importait de faire connaître à l'Europe et à la France même les dispositions sincères où il était de tout sacrifier à la paix. C'était un des objets que se proposait le marquis de Torci. Il espérait encore de pénétrer les desseins des ennemis, et peut-être de les engager à les révéler eux-mêmes.

Torci a des conférences avec Heinsius, et la négociation souffre de nouvelles difficultés.

Torci négocia directement avec Heinsius, en présence de Buys et de Wanderdussen, qui furent admis aux conférences. Mais le pensionnaire ne se montra pas moins difficile avec lui, que les deux députés l'avaient été avec le président Rouillé. Il étalait d'un côté les forces des confédérés, il représentait de l'autre l'état de faiblesse où la France était réduite. Dès lors il ne doutait plus des succès de la campagne prochaine, pour laquelle tous les préparatifs étaient faits. Il disait que la confiance des Hollandais était si grande, que plusieurs murmuraient des conditions dont les députés s'étaient expliqués avec le président Rouillé; et il en concluait que dans des conjonctures aussi favorables, il n'était pas naturel de penser à se relâcher. Ainsi, quoique Buys et Wanderdussen eussent promis que la république emploierait ses bons offices pour conserver le royaume de Naples et de Sicile à Philippe V, il déclara qu'il ne se ferait aucun démembrement

de la monarchie d'Espagne; que la république s'y était engagée par des traités faits avec ses alliés, et qu'elle ne pouvait proposer de priver la maison d'Autriche d'une partie de cette monarchie, parce qu'elle ne voulait pas manquer à ses engagemens. Il ne s'en tenait pas là. Il s'agissait encore de satisfaire l'Angleterre, l'empereur, l'empire et le duc de Savoie. Sous prétexte d'opposer de tous côtés des barrières à l'ambition de la France, on eût voulu lui enlever toutes ses provinces frontières, et l'ouvrir de tous côtés à l'ennemi. On affectait de la craindre pour former des prétentions, et il semblait que toutes les puissances voisines voulussent saisir l'occasion de s'enrichir à ses dépens. Enfin si le pensionnaire s'occupait vivement des intérêts des alliés, il ne négligeait pas ceux de la république. Bien loin de se borner aux places que les députés avaient demandées pour la barrière, il disait, sans dissimulation, qu'il fallait profiter des circonstances, qui permettaient d'en obtenir encore de nouvelles.

A l'arrivée de Marlborough, les conférences recommencent.

Cependant la négociation languissait. Le prince Eugène était arrivé; mais on attendait encore milord Marlborough, qui était à Londres, et dont le retour n'était retardé que par les vents. Torci avait ordre de lui offrir jusqu'à quatre millions, si la France obtenait la paix à des conditions moins dures. Il arriva le 18 mai. Les conférences recommencèrent : elles devinrent fréquentes;

mais Torci et Rouillé connurent bientôt qu'elles n'auraient aucun succès. Marlborough avait besoin de la guerre pour se maintenir contre les brigues que ses ennemis tramaient à Londres; et elle était pour lui un fonds de richesses bien supérieur aux offres de Louis XIV.

Louis satisfait l'Angleterre et la Hollande sur toutes leurs demandes, et renonce, pour son petit-fils, à toute la monarchie d'Espagne.

En effet on avait satisfait l'Angleterre et la Hollande sur toutes leurs demandes; et le roi, se désistant de tout dédommagement pour son petit-fils, abandonnait absolument toutes les parties de la monarchie d'Espagne à la maison d'Autriche. Il semblait donc que les Anglais et les Hollandais n'avaient plus qu'à terminer une guerre dont ils portaient presque tout le poids. Mais parce qu'ils ne voulaient pas la paix, ils trouvaient toujours, dans les prétentions de leurs alliés, des prétextes pour l'éloigner. Ils demandèrent que la France restituât toute l'Alsace à l'empire, et qu'elle abandonnât au duc de Savoie toutes les places qu'il avait conquises en Dauphiné, et d'autres encore.

Il offre de retirer les troupes qu'il avait données à Philippe V.

Quand le roi aurait cédé sur ces articles, il n'aurait pas obtenu la paix. L'Espagne suffisait seule pour faire naître de nouvelles difficultés. On demanda quelle sûreté Louis XIV donnerait de la cession entière de cette monarchie. Torci et Rouillé répondirent que le roi rappellerait les troupes qu'il avait données à son petit-fils, et que cette sûreté était suffisante, parce que Philippe V,

privé des secours de la France, serait hors d'état de se soutenir contre les forces des confédérés.

On veut qu'il soit garant que cette monarchie sera dans deux mois livrée tout entière à la maison d'Autriche.

On répliquait que le rappel des troupes françaises ne suffisait pas, et qu'il fallait une assurance positive que la monarchie d'Espagne serait livrée tout entière à la maison d'Autriche; parce qu'autrement la France jouirait de la paix, pendant que les autres puissances seraient obligées de continuer la guerre pour déposséder Philippe V.

On n'osait pas encore proposer à Louis XIV de déclarer la guerre à son petit-fils, condition odieuse qu'on insinua bientôt après. Mais on exigeait qu'il fût garant de la cession de toute l'Espagne.

On veut qu'il donne des places en otage.

C'était lui demander plus qu'il ne pouvait exécuter; car, dès qu'il ne s'agissait pas d'armer contre Philippe V, que pouvait-il faire de plus que de ne pas armer pour lui? Cependant on s'opiniâtrait à vouloir sa garantie. Pour en être assurés, les Hollandais demandaient qu'il leur donnât plusieurs places en otage, et qu'il leur remît en même temps toutes celles dont ils voulaient former leur barrière. Ce n'est qu'à ces conditions qu'ils lui offraient un armistice de deux mois, pendant lequel il serait tenu d'engager Philippe V à descendre du trône. S'il n'y réussissait pas, la guerre contre la France recommençait aussitôt, et les ennemis reprenaient les

armes avec tous les avantages des places qui leur auraient été remises. Ces propositions étaient si extraordinaires, qu'il eût été beaucoup plus raisonnable de se refuser à toutes les conférences, et de déclarer qu'on ne voulait pas la paix.

Torci remet à Heinsius un écrit contenant les offres du roi.

Comme tout le temps des conférences se consumait en disputes, où l'on répétait continuellement les mêmes choses, sans jamais conclure, les négociateurs français pensèrent qu'en mettant par écrit les articles compris sous le titre de préliminaires, ils pourraient fixer l'état de la question, et forcer les ennemis à répondre d'une manière plus précise. Ils se flattaient au moins d'en retirer un autre avantage, et ce fut aussi le seul qu'ils retirèrent : c'était de faire connaître au public les offres du roi, et les réponses qu'on y aurait faites; car alors les Français seraient bien convaincus qu'il voulait sincèrement la paix, et les Hollandais pourraient s'apercevoir que les intérêts de la république étaient sacrifiés à l'ambition de leurs alliés.

Heinsius y répond.

Le mémoire des négociateurs français renouvela les disputes : on se répéta, et on ne conclut point. Alors la seule utilité que Torci pouvait retirer de son voyage, était de savoir à quelles conditions précises les ennemis accorderaient la paix, et d'avoir de leur main un écrit qui dévoilât leurs desseins et leurs procédés. C'est l'objet qu'il s'était proposé dès le commencement de la

négociation. Il demanda donc que, puisqu'il avait remis un projet des offres du roi, ils lui communiquassent à leur tour un projet de leurs demandes. Le pensionnaire accepta la proposition; et, de concert avec Eugène, Marlborough et Sinzendorff, ministre de l'empereur à la Haye, il écrivit un plan général d'articles préliminaires.

Il est prouvé qu'on met la paix à des conditions qui ne sont pas au pouvoir de Louis.

Ce plan, conforme à toutes les prétentions que les ennemis avaient formées jusqu'alors, aurait remis entre leurs mains les principales places de la frontière de Flandre, et ils auraient recommencé la guerre deux mois après, si dans ce terme le roi d'Espagne n'eût pas renoncé au trône. C'était mettre la paix à des conditions qui n'étaient pas au pouvoir de Louis XIV, et que, par conséquent il ne pouvait pas promettre. Il ne restait plus au marquis de Torci qu'à revenir en France. Il partit de la Haye le 28 mai. Le roi, après avoir entendu le compte qu'il lui rendit de son voyage, rejeta le projet du pensionnaire : il rappela le président Rouillé, et la négociation finit.

L'Angleterre et la Hollande se plaignent qu'on laisse échapper la paix.

On se plaignit en Angleterre et en Hollande des chefs de la confédération, qui laissaient échapper la paix, lorsque l'une et l'autre de ces deux puissances obtenaient tout ce qu'elles pouvaient désirer. Les ennemis personnels de Marlborough surent profiter, à son désavantage, de sa complaisance à préférer les intérêts de l'empereur au

bien de sa patrie ; et l'empereur même ne fut pas satisfait. On avait, selon lui, donné trop peu d'attention à la barrière de l'empire.

Les Français sont prêts à tout sacrifier pour soutenir le roi dans cette guerre.

Ces plaintes, qui semaient la division parmi les confédérés, sont un des fruits que la France retira de la négociation de la Haye. Elle en recueillit un autre, lorsque, d'après les conseils de Torci, Louis XIV écrivit aux gouverneurs des provinces, pour informer ses sujets des facilités qu'il avait apportées à la paix, et de l'opposition opiniâtre de ses ennemis. Les raisons étaient bonnes. Exposées avec simplicité, elles étaient accompagnées des sentimens d'un père pour ses peuples, et de la confiance d'un souverain en leur zèle. Elles produisirent l'effet qu'on en devait attendre. Les Français indignés en sentirent moins le fardeau de la guerre ; et, prêts à sacrifier leurs biens et leur vie, ils ne songèrent qu'à la gloire du roi et de la nation.

Ils sont défaits à Malplaquet ; mais la victoire coûte cher aux ennemis. 1709.

Les ennemis avaient pris Tournai. Ils marchaient, sous les ordres d'Eugène et de Marlborough, pour faire le siége de Mons, et le maréchal de Villars avançait au secours de cette place. La bataille se livra près du village de Malplaquet. Elle fut la plus longue et la plus meurtrière de cette guerre. Les Français, qui avaient manqué de pain un jour entier, jetèrent celui qu'on venait de leur donner pour courir au combat. Ils perdirent le champ de bataille, où ils laissèrent en-

viron dix mille hommes ; mais la victoire en coûta, dit-on, près de trente mille aux ennemis. L'infanterie des Hollandais fut presque ruinée ; et la prise de Mons, qui fut la suite de cette journée, ne les dédommagea pas de leurs pertes.

Le maréchal de Villars fut blessé pendant l'action, lorsqu'il passait de l'aile gauche au centre, qui pliait. Cet accident ne permit pas au centre de se rétablir. Il fallut penser à la retraite. Le maréchal de Boufflers la fit en bon ordre; et l'armée se retira vers le Quesnoi, emportant des étendards et des drapeaux pris sur l'ennemi. Les Français, qui étaient plus faibles avant la bataille, se trouvaient alors supérieurs en forces : on ne sait pas pourquoi ils ne tentèrent pas une seconde fois d'empêcher le siége de Mons.

Du côté de la Savoie, et du côté du Rhin, ils eurent toujours l'avantage. Mais les événemens étaient bien plus décisifs en Flandre. C'est là que les ennemis faisaient tomber tous leurs efforts; et ils pouvaient s'ouvrir un chemin jusqu'à la capitale. La journée de Malplaquet fit faire de nouvelles démarches pour obtenir la paix.

Louis se soumet à toutes les conditions qu'on lui impose, et demande seulement qu'on trouve quelque tempérament à la garantie qu'on exige de lui.

Quelque dures que fussent les conditions contenues dans les préliminaires dressés par Heinsius, le roi déclara qu'il accepterait toutes celles dont l'exécution dépendait de lui; c'est-à-dire qu'il offrit d'abandonner toutes les places qu'on avait demandées, soit pour otages, soit pour

barrières aux Provinces-Unies, à l'empire, au duc de Savoie; de raser depuis Bâle jusqu'à Philisbourg toutes celles qu'on voulait bien lui laisser; et de satisfaire les Anglais, qui demandaient que le port de Dunkerque fût comblé, et qu'on en rasât les fortifications. Cependant deux articles souffraient encore de grandes difficultés : le quatrième, par lequel Louis XIV devait promettre que son petit-fils abandonnerait toute la monarchie d'Espagne dans deux mois ; et le trente-septième, qui, faisant dépendre la paix de l'exécution du quatrième, déclarait que, si après ce même espace de temps, Philippe V conservait encore quelques parties de la monarchie d'Espagne, on reprendrait les armes contre la France, dont les places frontières auraient été rasées ou livrées aux ennemis. Le roi, accordant tout, à l'exception de ces deux articles, se bornait à demander qu'on trouvât quelque tempérament, pour aplanir les obstacles qu'ils faisaient à la paix. On consentit à négocier. Le maréchal d'Huxelles et l'abbé de Polignac, nommés plénipotentiaires, arrivèrent à Moërdick, le 9 mai 1710. Ils eurent aussitôt une conférence avec Buys et Wanderdussen, qu'on leur avait députés, et qui les attendaient sur un yacht à peu de distance. Le lendemain ils allèrent à Gertruidenberg, lieu que les confédérés avaient choisi pour continuer la négociation.

Philippe V ne recevait plus de secours de la France, et se défendait avec ses seules forces.

Louis XIV avait retiré d'Espagne toutes ses troupes, persuadé, dit le marquis de Torci, que, cessant de secourir le roi son petit-fils, il prouverait le désir sincère qu'il avait de faciliter la paix. Il se peut que ce motif fût entré pour quelque chose dans cette démarche; mais il est certain que la France avait besoin pour elle-même de toutes ses forces. Quoi qu'il en soit, Philippe V soutenait alors la guerre avec ses seules troupes contre les Anglais, les Hollandais et les Portugais, trois puissances qui agissaient rarement de concert, parce que les prétentions qu'elles formaient toutes ensemble sur l'Amérique étaient pour elles autant de semences de divisions. Aussi l'accession du roi de Portugal à la grande alliance, en 1703, n'avait pas répondu aux grandes espérances des confédérés. Ils avaient particulièrement compté sur les troupes portugaises pour la guerre d'Espagne, et elles leur avaient manqué dans les occasions les plus essentielles.

Voyant le peu de concert de ses ennemis, et l'attachement de ses sujets, il était résolu à ne pas céder sa couronne.

Philippe V, voyant que ses ennemis n'étaient pas capables de réunir leurs forces, et sachant que ses sujets avaient autant d'attachement pour lui que d'éloignement pour l'archiduc, était déterminé à tout risquer plutôt que d'abandonner sa couronne. Il l'avait déclaré plusieurs fois, il le déclarait encore; et c'est parce que les confédérés étaient bien instruits de la ferme résolution de ce prince, qu'ils persistaient à demander,

comme nécessaire à la paix, une condition qu'ils étaient sûrs de ne pas obtenir. Ils n'acceptaient d'entrer en négociation, que parce qu'ils n'osaient refuser aux vœux des peuples le désir apparent de rendre le repos à l'Europe; et dans le vrai ils voulaient continuer la guerre, parce qu'ils se flattaient d'accabler la France.

Cependant on ne conférait que de loin en loin avec les plénipotentiaires français, qu'on tenait comme enfermés à Gertruidenberg.

Les plénipotentiaires avaient demandé par ordre du roi d'être admis à la Haye, afin de pouvoir conférer avec le pensionnaire et les députés de l'état, aussi souvent que le bien des affaires et l'avancement de la négociation pourraient l'exiger. Les chefs de la confédération avaient d'autres vues: ils ne voulaient que retarder la conclusion. C'est pourquoi ils avaient fixé le lieu des conférences loin de la Haye, dans une petite ville fermée, où qui que ce soit ne pouvait entrer, encore moins parler aux plénipotentiaires, sans que l'état en eût aussitôt avis. Les ministres de France étaient donc comme en prison à Gertruidenberg; les députés n'y venaient que de loin à loin: on laissait de longs intervalles d'une conférence à l'autre; et sans paraître vouloir rompre la négociation, on la faisait traîner jusqu'à l'ouverture de la campagne.

On demande que Louis arme contre son petit-fils.

Lorsque le roi s'était plaint qu'on lui eût insinué de joindre ses forces à celles des confédérés pour détrôner son petit-fils, le prince Eugène et milord Marlborough désavouèrent cette pro-

position, comme un artifice inventé pour abuser le public, et persuader que les ennemis de la France ne voulaient qu'éloigner la paix. Cependant dès les premières conférences de Gertruidenberg, cette condition odieuse fut proposée comme essentielle; et on avertissait même qu'elle ne leverait pas encore toutes les difficultés; car Buys déclara que les états-généraux se réservaient la faculté de former, après la signature des préliminaires, de nouvelles demandes, qu'il nomma *ultérieures*.

Encore se réserve t-on des demandes ultérieures qu'on n'explique pas.

Il tut ce qu'elles contiendraient. Il est vrai que Wanderdussen dit, comme en secret, aux plénipotentiaires qu'on voulait comprendre dans ces demandes ultérieures, Valenciennes, Douai, Cassel; et de plus, un dédommagement des frais que les siéges de Tournai et de Mons avaient causés. Mais se contenterait-on de ces trois places? et quel serait d'ailleurs ce dédommagement dont on parlait? Former toujours de nouvelles prétentions, après avoir obtenu ce qu'on avait demandé, et se réserver la liberté d'en former encore, sans s'expliquer sur ce qu'on demandera, c'était montrer des dispositions bien contraires à la paix, à la bonne foi, et à la raison même, car il était absurde d'exiger que la France accordât, par les préliminaires, des demandes ultérieures qu'on n'expliquait pas.

On offre en

Pour se flatter de persuader à Philippe V de

renoncer à la couronne d'Espagne, il fallait au moins avoir un dédommagement à lui proposer. Après bien des difficultés les confédérés n'accordèrent que la Sicile, avec la condition barbare que Louis XIV se chargerait lui seul de contraindre son petit-fils à sortir d'Espagne, de gré ou de force : encore s'opiniâtrèrent-ils à ne pas s'expliquer nettement sur leurs demandes ultérieures.

dédommagement la Sicile à Philippe V.

Le roi, pour le bien de la paix, consentit à conseiller à Philippe V de se contenter de la Sicile; il s'engagea à ne lui donner aucun secours directement ni indirectement; il offrit même de contribuer par des subsides à la guerre que les confédérés auraient à lui faire, et à leur donner jusqu'à un million par mois. En un mot il accepta toutes les conditions, excepté celle de faire directement la guerre à son petit-fils. Alors on exigea qu'il la fît seul et à ses dépens. *Notre volonté*, disaient les confédérés, *est que le roi se charge, ou de persuader au roi d'Espagne, ou de le contraindre lui seul et par ses seules forces, de renoncer à toute sa monarchie. On accorde à la France une trêve de deux mois pour cette opération; et après l'expiration de ce terme on lui fera la guerre, si elle n'a pas réussi dans cette entreprise.*

Louis consent à tout, pourvu qu'on ne le force pas à armer contre son petit-fils.

Mais on veut qu'il se charge lui seul de le détrôner.

Autant Louis XIV avait autrefois dicté des lois avec hauteur, autant alors il se voyait humilié. Mais la politique atroce et déraisonnable de ses ennemis le servait, parce qu'elle lui faisait trou-

Plus Louis est humilié, plus il trouve de ressources.

ver des ressources dans son courage et dans l'indignation des Français. Il ne fallait qu'un événement pour changer la face des choses.

Cependant la campagne de 1710 parut les lui ôter toutes, et à lui et à son petit-fils.

Cependant la campagne de 1710 fortifia les confédérés dans leurs préventions, et les confirma dans le dessein d'accabler tout-à-fait la France. Ils prirent Douai, Béthune, Aire et Saint-Venant. Philippe V, après avoir perdu la bataille de Saragosse, fut contraint de se retirer en Navarre avec les débris de son armée, et l'archiduc, reconnu à Madrid et à Tolède, ne parut pas devoir trouver désormais beaucoup d'obstacles à la conquête entière de la monarchie espagnole.

Tel était l'état des choses à la fin du mois d'août 1710 : l'Espagne échappait à Philippe V, et la France était sans espérance de voir finir une guerre qu'elle ne pouvait plus soutenir.

CHAPITRE III.

De la campagne de Pultava avec ses suites, et de celle du Pruth.

L'Europe étonnée observait Charles XII avec inquiétude.

Lorsqu'en 1706 tout le Nord demeurait dans le silence à la vue des succès de Charles XII, le Midi n'était pas sans inquiétude des desseins que formerait ce jeune conquérant. Les ambassadeurs de

presque tous les princes de la chrétienté vinrent lui apporter les hommages de toute l'Europe dans son camp d'Alt-Ranstadt, près de Lutzen, lieu mémorable par la dernière victoire et par la mort du grand Gustave. Ils croyaient voir ce capitaine revivre dans Charles XII, qui, répandant déjà la consternation en Danemarck, en Saxe, en Pologne, en Lithuanie, en Russie, pouvait pénétrer dans l'empire, qui lui était ouvert ; et ce conquérant leur paraissait pouvoir changer à son choix la face de l'Europe, au midi comme au nord. Ainsi toutes les puissances le ménageaient à l'envi.

L'empereur Joseph, qui le craint, se hâte de le satisfaire sur toutes ses demandes.

L'empereur Joseph fit bien voir combien il le redoutait. La diète de Ratisbonne ayant menacé de déclarer le roi de Suède ennemi de l'empire s'il entrait en Saxe, Joseph se hâta de s'excuser de cette démarche, et lui députa le comte de Wratislaw pour l'apaiser.

Le comte de Zobor, chambellan de l'empereur, avait parlé avec peu de respect du roi de Suède, et surtout du roi Stanislas, qu'il traitait de rebelle; et le baron de Stralenheim, envoyé de Suède à Vienne, lui avait donné un démenti et un soufflet. C'était à l'empereur à demander une réparation ; mais Charles XII l'exigea, l'obtint, et le comte de Zobor, qui lui fut livré, fut gardé quelques jours prisonnier à Stetin.

Le roi de Suède demanda encore que l'empereur rappelât quatre cents officiers allemands,

qui étaient passés au service du czar; qu'il lui livrât quinze cents Russes, qui s'étaient réfugiés sur les terres de l'empire; et que, conformément au traité de Westphalie, il accordât aux protestans de Silésie le libre exercice de leur religion et leur rendît toutes leurs églises. Ces demandes furent reçues comme des ordres. Joseph n'osa rien refuser à un vainqueur qui se croyait maître chez les autres, dès qu'il les pouvait menacer de ses armes. Les Russes n'échappèrent que parce que l'envoyé de Russie à Vienne eut le temps de les faire évader.

Le bruit courait qu'il voulait unir ses forces à celles de la France.

Le roi de Suède ne jugeait rien d'impossible pour lui; et les puissances de l'Europe, paraissant porter le même jugement, fondaient sur ce prince leurs espérances ou leurs craintes. Ainsi le nom de Charles XII avait quelque influence sur la guerre du Midi. Le bruit s'était même répandu qu'il voulait se joindre à la France contre la maison d'Autriche. C'est pourquoi Marlborough fit, en 1707, le voyage de Saxe. Il connut bientôt que ce bruit était sans fondement, de sorte qu'ayant démêlé les vues de Charles XII, il ne jugea pas à propos de lui faire des propositions pour le détourner d'un dessein qu'il n'avait pas.

Il eût pu disposer de la monarchie d'Espagne; mais il était impatient de se venger du czar.

Il n'est pas douteux que le roi de Suède n'eût été l'arbitre de l'Europe s'il l'eût voulu; il semble même qu'étant moins ambitieux de conquérir des royaumes que d'en donner, il aurait dû être flatté

de la gloire de disposer de la monarchie d'Espagne. Mais il était pressé de se venger du czar; et, parce qu'il se flattait de l'avoir bientôt détrôné, il jugeait qu'il serait toujours à temps de s'ériger en juge des autres puissances. Le désir de la vengeance le conduisit donc en Russie : ce fut un mauvais guide pour lui.

Ce dessein le conduit au delà du Boristhène, où les provisions de toute espèce lui manquent.

Nous l'avons laissé, en 1708, au delà du Boristhène. Les vivres commençaient à lui manquer. Dans la marche longue et pénible de Grodno au Boristhène, son armée avait subsisté du biscuit dont il s'était précautionné, et elle l'avait consommé presque entièrement; il n'avait plus de ressources que dans Lœwenhaupt, qui devait le joindre avec un corps de vingt mille hommes, et qui lui amenait sept à huit mille chariots chargés de provisions de bouche et de guerre. Cependant ce général n'arrivait point. Avec un si grand convoi, il ne pouvait avancer que lentement dans de mauvais chemins; et le général Baur, qui commandait un détachement dans la Courlande, le harcelait continuellement.

Le czar, qui attend que la famine lui livre ses ennemis, ne laisse après lui que des pays qu'il a dévastés.

Il fallait vaincre ou périr; et il ne paraissait pas possible de vaincre. Le czar était trop prudent pour hasarder une action générale, lorsque la famine pouvait seule ruiner ses ennemis. Il livrait seulement de petits combats, où les Suédois, toujours vainqueurs, faisaient des pertes qu'ils ne pouvaient réparer.

Il se retirait du côté de Smolensko, ne laissant après lui que des pays où il avait tout détruit. C'était le chemin de Moscou; mais une armée sans provision ne pouvait le prendre.

Mazeppa s'était ligué avec Charles.

Mazeppa s'était ligué secrètement avec Charles XII, croyant avoir trouvé l'occasion de se venger du czar, qui, dans la chaleur du vin, avait menacé de le faire empaler. Il avait promis au roi de Suède trente mille hommes, des munitions de guerre et des provisions de bouche.

Et le roi jugeait que l'Ukraine lui préparait la conquête de la Russie.

L'Ukraine est un des meilleurs pays de l'Europe; tout y vient presque sans culture; mais la partie méridionale, où les habitans ne sèment ni ne plantent, ne saurait être fort peuplée, et les guerres en avaient fait un désert. Charles, jugeant qu'étant maître de ce pays, il pourrait facilement conquérir la Russie, projeta d'y passer l'hiver, et envoya ordre à Lœwenhaupt de l'y venir joindre. Il eût sans doute été plus sage d'attendre ce général que de s'en éloigner; mais ce prince, qui jusqu'alors avait été trop heureux pour être prudent, était si éloigné de prévoir des revers, qu'il n'imaginait pas seulement devoir trouver des obstacles.

Mais lorsqu'il arrive sur les bords de la Desna, il y trouve un corps de Russes, et Mazeppa ne le joint qu'avec trois ou quatre mille hommes.

Il détacha Lageracrons avec quatre mille hommes, pour jeter des ponts et frayer le chemin à l'armée. Ce général s'égara dans une vaste forêt, pleine de marécages; de sorte que les Suédois, laissant dans les marais la plus grande partie de

leur artillerie et de leurs chariots, arrivèrent exténués de lassitude et de faim, sur les bords de la Desna, où Mazeppa avait marqué le rendez-vous. Ils trouvèrent, au lieu de ce chef des Cosaques, un corps de Russes qui s'avançait vers l'autre bord de la rivière. Des détachemens de l'armée du czar avaient prévenu la trahison. Maîtres des principales places de l'Ukraine, et des provisions destinées au roi de Suède, ils avaient déjà fait périr sur la route trente des complices de Mazeppa. Cet hetman n'amena que trois ou quatre mille hommes au camp des Suédois, et n'apporta point de vivres. Charles XII, qui avait alors forcé le passage de la Desna, fondait toutes ses espérances sur les intelligences que Mazeppa conservait dans l'Ukraine : car il n'en avait plus sur Lœwenhaupt, qui venait d'arriver avec les débris de son armée.

Il comptait su les troupes et su les provision que Lœwen haupt condui sait ; mais c général, défa par le czar, n lui amène qu quatre mil hommes.

Le czar était resté sous Smolensko avec l'élite de ses troupes. Il songeait aux moyens d'empêcher Lœwenhaupt de joindre le roi de Suède, lorsqu'il apprit que ce général avait passé le Boristhène au-dessus de Mohilow. Il envoya contre lui le prince Mentzikof, et il s'avança lui-même avec le reste de son armée. Dans trois jours il livra trois combats. Le premier ne fut pas décisif. Au commencement du second, voyant que ses troupes pliaient, il ordonna à l'arrière-garde de tirer sur les fuyards, et sur lui-même, s'il se

retirait. Il eut l'avantage. Le troisième, le plus opiniâtre et le plus meurtrier, ne finit qu'avec le jour. Les Suédois ne furent jamais mis en déroute ; mais ils perdirent environ seize mille hommes, tués ou prisonniers. Lœwenhaupt, abandonnant son artillerie et ses chariots, profita de la nuit pour passer la Sossa, avec quatre mille hommes qui lui restaient, et alla joindre Charles XII

Il eût désiré une action générale ; mais Pierre ne hasardait que de petits combats.

Éloigné de Suède de près de cinq cents lieues, et environné d'ennemis, ce prince marchait dans des déserts qu'il ne connaissait pas, et où il ne trouvait que des villages ruinés. Autant il désirait une action générale, autant le czar, qui l'évitait, cherchait l'occasion de livrer de petits combats, et de risquer, comme il le disait, dix Russes contre un Suédois; par cette conduite il minait insensiblement l'armée de son ennemi, tandis que la sienne pouvait toujours se recruter.

Le froid de 1709 est un nouveau fléau pour les Suédois.

Le froid excessif qui survint en 1709, fut un nouveau fléau pour les Suédois, qui, étant presque nus, résistaient moins que les Russes à la rigueur de la saison. Deux mille tombèrent morts dans une marche. On avait jeté presque tous les canons dans des marais, faute de chevaux pour les traîner; et cette armée, prête à périr de misère, ne subsistait plus que par les soins de Mazeppa. Le froid fut si grand, qu'on fut obligé de part et d'autre de convenir d'une sus-

pension d'armes. Mais dès le premier de février on commença à se battre au milieu des glaces et des neiges.

Après avoir pris Veprick, ville de peu d'importance, Charles mit le siége devant Pultava, au mois de mai 1709. Cette place est située sur la Vorskla, à l'extrémité orientale de l'Ukraine. Le czar en avait fait un magasin. Il y avait des vivres et toutes sortes de munitions : elle était fortifiée, défendue par une forte garnison, et par le général Allart, bon ingénieur.

Charles met le siége devant Pultava.

1709.

Si Charles prenait cette ville, il rendait l'abondance à son armée; et il pouvait attendre de nouveaux secours, ou marcher à Moscou par des défilés qui servent de passages aux Tartares : défilés difficiles à la vérité, et qu'il était aisé à l'ennemi de rendre impraticables; mais il se flattait que si le czar venait au secours de Pultava, il le battrait, et qu'une nouvelle victoire surmonterait bien des obstacles.

Le czar, dont les troupes étaient disposées de manière à pouvoir se rassembler au besoin, parut à la tête de soixante mille hommes, ayant la Vorskla entre lui et le roi de Suède. Charles n'en avait que vingt-quatre mille, dont les Suédois faisaient à peine la moitié. C'est tout ce qui lui restait de quarante-cinq mille qu'il avait amenés de Pologne, et de vingt mille que Lœwenhaupt avait conduits. Cependant il se trouvait entre le

Pierre avance sur la Vorskla.

Boristhène et la Vorskla, dans un pays désert, sans place de sûreté, sans munitions, vis-à-vis d'une armée qui lui coupait la retraite et les vivres; et, pour comble de malheur, il fut blessé d'un coup de carabine, qui lui fracassa le pied gauche.

Il passe cette rivière, et défait les Suédois.

Le czar, ayant appris cette blessure, passa la Vorskla au-dessus de Pultava, et retrancha son armée à droite et à gauche pour enfermer les Suédois. Alors le roi de Suède sortit de ses retranchemens, se faisant porter sur un brancard; mais après un combat de deux heures, ses troupes, cédant au nombre, furent enfoncées, mises en déroute, et il fut contraint de fuir lui-même. Cette action se passa le 8 juillet.

1709.

Charles cherche un asile chez les Turcs.

Le roi de Suède, ayant été mis dans un carrosse, arriva la nuit du 9 au 10 juillet sur les bords du Boristhène, avec les débris de son armée. Il passa ce fleuve avec environ dix-huit cents hommes, tant Suédois que Polonais et Cosaques. Il avait perdu plus de neuf mille hommes sur le champ de bataille, et il en laissait dans les fers douze à treize mille. Il continua son chemin dans des pays arides et des déserts jusqu'au fleuve Hypanis, qu'on nomme aujourd'hui Bog, et qu'il eut le bonheur de passer à propos; car cinq cents hommes de sa suite furent enlevés par les Russes, qui le poursuivaient. Il se trouvait alors sur les terres des Turcs, qui lui donnèrent un asile à Bender.

Auguste recouvre la couronne de Pologne.

La Pologne n'avait jamais été entièrement soumise au roi Stanislas. Siniawski, grand-général de la couronne, avait toujours refusé de le reconnaître : il était soutenu par le czar, qui, quelques jours avant la bataille de Pultava, lui avait encore envoyé vingt mille hommes, commandés par le général Goltz. De nouveaux secours, aussitôt après la défaite de Charles XII, furent conduits par le prince Mentzikof, et achevèrent de relever le parti d'Auguste. Ce roi armait alors en Saxe; et, désavouant le traité d'Alt-Ranstadt, il avait fait enfermer les deux ministres qui l'avaient signé, comme s'ils eussent passé leurs pouvoirs. Pierre parut bientôt lui-même à Varsovie. Il se rendit ensuite à Thorn, où il renouvela un traité d'alliance avec Auguste, auquel il rendait la couronne, et qui lui céda toutes ses prétentions sur la Livonie. Stanislas n'étant plus que le sujet d'une guerre civile, qu'il ne pouvait pas même soutenir, exhorta les Polonais qui lui restaient fidèles à se ranger du parti d'Auguste ; et se retira dans la Poméranie suédoise, avec le général Crassau, que Charles avait laissé en Pologne. Ainsi les Suédois furent obligés d'évacuer tout à coup un pays où quelques jours auparavant ils donnaient la loi. La Lorraine ne savait pas l'intérêt qu'elle pouvait prendre à cette révolution, qui devait cependant contribuer un jour à son bonheur.

Les puissances du Nord se préparent à profiter de l'état d'épuisement où se trouve la Suède.

Les puissances qui avaient tremblé au seul nom de Charles XII, se préparèrent à profiter des malheurs de la Suède. Le Danemarck renouvela ses prétentions sur la Scanie et sur les duchés de Holstein et de Brême. L'électeur de Brandebourg, alors roi de Prusse, en avait d'anciennes sur la Poméranie suédoise. L'électeur de Hanovre, le duc de Mecklenbourg et l'évêque de Munster songeaient à s'enrichir aussi des dépouilles de Charles : et Pierre, alors l'arbitre du Nord, se proposait de conquérir toutes les provinces sur lesquelles les czars avaient formé des prétentions, c'est-à-dire la Livonie, l'Ingrie, la Carélie et une partie de la Finlande. Contre tant d'ennemis, la Suède se trouvait trop faible. Presque dépeuplée par les recrues qu'elle avait envoyées aux armées de Charles XII pendant neuf ans, elle était menacée de perdre au moins toutes les conquêtes de Gustave-Adolphe.

Conquêtes du czar.

Pierre recueillait rapidement les fruits de la victoire de Pultava. Il négociait, il armait tout à la fois; et dans la campagne de 1710, il se rendit presque entièrement maître de la Livonie, de la Carélie et de la Finlande. Le roi de Danemarck, son allié, faisait alors une puissante diversion dans la Scanie. Mais l'armée danoise, après avoir remporté quelques avantages, fut entièrement défaite par le général Stienbock : de dix-sept mille hommes dont elle était composée, il ne s'en sauva pas la moitié.

1710.

L'empereur Joseph, qui n'avait point de prétentions à former sur la Suède, se reprocha ses complaisances forcées pour Charles, qu'il ne craignait plus; il ôta aux protestans de Silésie le libre exercice de leur religion, et permit aux catholiques de reprendre leurs églises.

L'empereur Joseph se reproche ses complaisances pour Charles.

La France et la Suède avaient commencé la guerre en même temps, et toutes deux avec des succès : les Français étaient vainqueurs sur le Danube, lorsque les Suédois l'étaient sur l'Oder. Si ces deux puissances s'étaient alors réunies, elles n'auraient pas été moins formidables que du temps de Gustave-Aldophe. Mais Charles, qui se fiait en ses armes, suivait plutôt les mouvemens de sa vengeance que les conseils de la politique. Peut-être aurait-il craint de contribuer aux succès d'un allié, dont les prospérités excitaient sa jalousie, et qu'il vit dans la suite avec une sorte de plaisir succomber sous les efforts des confédérés.

La France et la Suède avaient eu des succès en même temps.

La France tomba lentement, et conservait encore des ressources : la Suède tomba tout à coup, et n'en avait plus. Il arriva même que son malheur devint avantageux à la France : il causa une diversion.

Elles tombent toutes deux; mais la Suède est sans ressources.

A l'exception du czar, tous les princes qui formaient des prétentions sur les provinces de Suède, étaient entrés dans la grande alliance. Cependant plusieurs n'avaient pas pu donner tous les secours

La chute de la Suede cause une diversion en faveur de la France.

qu'ils avaient promis : car Charles XII avait, sans le vouloir, fait une diversion en faveur de Louis XIV. Sa défaite en causait une plus grande, puisque des princes qui jusqu'alors avaient porté leurs armes contre la France songeaient à les tourner contre la Suède. Si la guerre s'allumait, surtout dans la Poméranie et dans le duché de Holstein, qui sont des provinces de l'empire, il était naturel qu'elle attirât insensiblement de ce côté une grande partie des forces du corps germanique. C'est ce que prévirent les confédérés ; et pour l'empêcher, ils imaginèrent un moyen, qui ne produisit aucun effet, et qui n'est remarquable que par sa singularité.

Moyen qu'on imagina pour empêcher l'effet de cette diversion. Il ne pouvait réussir.

Par un traité qu'ils conclurent à la Haye, sur la fin de 1709, il fut stipulé que la guerre contre les Suédois ne se ferait point en Poméranie, ni dans aucune des provinces de l'Allemagne ; et que les ennemis de Charles XII pourraient l'attaquer partout ailleurs. Le roi de Pologne et le czar, qui accédèrent à ce traité, y firent insérer l'article le plus extraordinaire : c'est que douze mille Suédois, qui étaient en Poméranie, n'en pourraient sortir pour aller défendre les autres provinces de la Suède.

Pour assurer la neutralité de la Poméranie et des douze mille Suédois, on projeta de lever une armée qui camperait sur le bord de l'Oder, et qui serait composée des troupes de l'empereur,

du roi de Prusse, de l'électeur de Hanovre, du landgrave de Hesse, de l'évêque de Munster : c'est-à-dire que l'on confiait cette neutralité à plusieurs princes, qui étaient intéressés à porter la guerre en Poméranie. Rien de tout cela ne fut exécuté.

Charles XII tente d'armer la Porte contre la Russie.

Pendant que les puissances du Nord faisaient une guerre qui inquiétait celles du Midi, Charles XII, dans son asile de Bender, concevait le dessein d'armer l'empire ottoman contre la Russie. Le comte de Poniatowski, gentilhomme polonais, qui l'avait suivi, formait à Constantinople des intrigues jusque dans le sérail, et se flattait quelquefois de réussir au gré du roi de Suède. Mais Tolstoi, ambassadeur du czar, travaillait à rompre ses mesures, et il y avait réussi.

Le kan des Tartares de Crimée sollicite aussi la Porte à prendre les armes, et la guerre est résolue.

La puissance que Pierre montrait sur les Palus-Méotides et sur la mer Noire, où il avait fortifié des places, creusé des ports, et construit des flottes, suffisait pour donner de l'ombrage à la Porte; et c'était sans doute une des raisons que les intrigues de Poniatowski faisaient valoir. Le kan des Tartares de Crimée, qui avait vu Charles XII à Bender, appuyait sur tous les motifs de prendre les armes contre la Russie. Il avait le même intérêt que lui à l'abaissement d'un voisin qu'il redoutait. Il fut consulté, dit-on, par le sultan Achmet III, qui régnait alors, et la guerre fut résolue.

Le czar, qui veut prévenir ses ennemis, s'avance sur le Niester.

Pierre n'attend pas que l'ennemi la porte dans ses états. Il crée un conseil de régence à Moscou; il laisse le prince Mentzikof à Pétersbourg pour veiller sur les provinces qu'il a conquises; il envoie l'amiral Apraxin commander dans Azof, et il marche avec le général Schérémétow vers le Niester, au mois de mars.

Il comptait sur les vayvodes de Moldavie et de Valachie, dont il ne retire aucun secours.

Il comptait que la Moldavie et la Valachie se déclareraient pour lui. Ces provinces, qui étaient autrefois le pays des Daces, sont aujourd'hui des espèces de fiefs qui relèvent de la Porte, et dont le sultan dispose. On nomme hospodar ou vayvode les princes qui les gouvernent.

Démétrius Cantimir, vayvode de Moldavie, et Bassaraba Brancovan, vayvode de Valachie, avaient promis de se joindre au czar, et de lui fournir toutes les provisions nécessaires pour son armée. Mais le second lui manqua, et le premier ne put pas remplir tous ses engagemens. Comme il ne gouvernait les Moldaves que depuis peu, il n'eut pas assez de crédit sur eux pour les entraîner dans sa révolte. Il vint se joindre aux Russes, comme Mazeppa s'était joint aux Suédois, et même il leur fut encore d'une moindre ressource.

Il hâte sa marche pour dégager son avant-garde, qui campait sur le Pruth.

L'avant-garde, commandée par Schérémétow, campait alors à Jassy, capitale de la Moldavie, située sur la rivière de Bahluy, à deux milles du Pruth, nommé par les anciens Hiéruse. Les Moldaves fuyaient; et, ne laissant à l'ennemi que des pays dé-

serts, ils portaient à l'armée turque les provisions que Cantimir avait destinées aux Russes. Cependant Pierre hâtait sa marche avec le reste de son armée pour venir dégager Schérémétow, qui pouvait être enveloppé par les Turcs. Ils avaient passé le Danube sous les ordres du visir Baltagi-Méhémet; ils approchaient du Pruth, et ils marchaient vers Jassy, au nombre d'environ deux cent cinquante mille hommes, en y comprenant les Tartares.

Il ne peut plus ni se retirer ni combattre qu'avec désavantage.

Il s'agissait de leur défendre le passage du Pruth; mais le czar n'arriva pas à temps; et son armée, réduite à la moitié, dans une longue marche sous un soleil brûlant et parmi des déserts arides, n'était tout au plus que de quarante mille hommes. Un corps assez considérable, que le général Renne lui amenait, ne pouvait arriver jusqu'à lui : les Turcs avaient coupé la communication. Campés sur l'une et l'autre rive du Pruth, ils étaient maîtres de la campagne; et les Russes, enveloppés de toutes parts, ne pouvaient ni se retirer ni subsister où ils étaient, ni combattre qu'avec un désavantage évident. Tout leur manquait jusqu'à l'eau; ils ne pouvaient tenter d'en puiser dans le fleuve, sans s'exposer au feu d'une nombreuse artillerie, que le grand-visir avait placée sur la rive gauche. Cependant ils se défendaient avec courage : ils ne purent être entamés. Mais ils ne pouvaient pas résister long-temps à la disette. Pierre sentit alors qu'il avait fait la même faute

que le roi de Suède à Pultava; que, comme lui, il s'était engagé trop avant dans un pays ennemi, et qu'il avait trop compté sur les promesses d'un allié peu puissant.

Hauteur déplacée de Charles XII.

C'est à vingt-cinq lieues de Bender que le vainqueur de Charles XII se voyait au moment de perdre avec la liberté le fruit de tant de soins pour policer et étendre son empire. Le roi de Suède avait refusé de suivre les Turcs, parce qu'il crut au-dessous de lui de se trouver dans une armée où il ne commandait pas. Baltagie-Méhémet lui envoya Poniatowski, pour l'inviter à venir voir les dispositions qu'il avait faites; il refusa encore, exigeant que le grand-visir lui fît la première visite. Cette fierté était bien déplacée. Peut-être qu'avec plus de complaisance, il eût gagné ce général, qui l'oublia bientôt, et qui ne travailla que pour les intérêts de la Porte.

Cruelle situation du czar.

Tel était l'effet de la discipline que le czar avait mise parmi ses troupes : huit mille Russes soutinrent dans un combat les efforts de cent cinquante mille Turcs, leur tuèrent sept mille hommes, et les forcèrent à retourner en arrière. Cependant les escarmouches continuaient : les Russes étaient foudroyés par le canon des ennemis : leur cavalerie était presque toute démontée : ils périssaient par la famine, et ils paraissaient devoir enfin succomber sous le nombre. Pierre, incertain si, hasardant une action

générale, il traînerait au combat son armée languissante, se retira dans sa tente, et défendit que personne osât y entrer, sous quelque prétexte que ce fût, ne voulant pas qu'on fût témoin des troubles qui l'agitaient, ni qu'on le détournât d'une résolution désespérée, s'il la jugeait nécessaire. Une femme lui rendit l'espérance et le sauva.

Le czar avait épousé Catherine.

En 1702, la petite ville de Marienbourg, qui était située sur les confins de la Livonie et de l'Ingrie, ayant été prise et détruite par les Russes, tous les habitans furent emmenés en captivité. Il y avait parmi eux une jeune paysanne livonienne, veuve d'un sergent qu'elle avait perdu le jour ou le lendemain de ses noces. Orpheline dès l'âge de cinq ans, elle était chez un ministre luthérien qui avait donné quelques soins à son éducation. Elle est connue sous le nom de Catherine.

Catherine ayant été le partage d'un général, qui la céda au prince Mentzikof, eut occasion d'être connue du czar, dont elle attira toute l'attention. Charmé de sa beauté, et plus encore de son esprit et de son courage, Pierre l'aima et l'épousa secrètement en 1707. Il crut trouver en elle une âme capable de seconder ses desseins.

Ce mariage était contraire aux usages des Russes.

Ce mariage choquait les préjugés des Russes, non qu'en Russie les princes crussent alors se dégrader lorsqu'ils ne s'alliaient pas à des princes: ils ne se piquaient pas même d'être assez délicats

pour chercher dans une femme les vertus de son sexe. Il y avait une loi ou un usage qui ne permettait pas au czar d'épouser une étrangère; il épousait une de ses sujettes; il la prenait d'ordinaire dans la noblesse, quelquefois dans le peuple, et presque jamais dans les grandes maisons. Il eût craint de les rendre trop puissantes, ou de mettre la jalousie parmi elles. Quand il voulait se marier, il suivait le conseil que Sully donnait en badinant à Henri IV; car il faisait assembler les plus belles personnes de la nation, et il choisissait celle qui lui plaisait davantage.

Les vertus de Catherine pouvaient faire taire les préjugés.

Avec des vertus au-dessus de son sexe, Catherine était destinée à être souveraine d'un empire où elle avait été amenée captive. Elle partageait les fatigues du czar; elle l'accompagnait dans ses voyages et dans ses campagnes; elle adoucissait ses peines; elle le portait à la clémence; elle le rendait plus grand. Elle était à la bataille de Pultava, se montrant partout, encourageant les soldats, faisant enlever les blessés, donnant ses soins à tous, et se signalant par sa bienfaisance autant que par son courage. Pierre déclara son mariage le jour même qu'il partit pour la guerre de Moldavie, c'est-à-dire le 17 mars 1711.

Lorsqu'il allait passer le Boristhène, il la pria de ne pas aller plus avant; il craignait de l'exposer à de nouveaux dangers. Mais elle regarda cette attention comme un outrage à sa tendresse

et à son courage; et le czar fut contraint de céder à ses instances.

Elle négocie avec les Turcs.

Ce fut le salut de l'armée; car elle entra dans la tente malgré les défenses. Elle fit voir au czar qu'il était possible de réussir par une négociation; elle s'en chargea, et réussit en effet. Il y avait des circonstances favorables à son dessein. Le général Renne, après avoir passé trois rivières, était arrivé sur le Danube, et avait pris la ville et le château de Brahila. Un corps de troupes, parti des frontières de Pologne, avançait à grandes journées. Le visir ne savait pas sans doute la disette que souffraient les Russes. Il avait éprouvé combien il était difficile de les vaincre. Il pouvait craindre de perdre tous les avantages de la campagne, s'il les réduisait au désespoir lorsqu'ils étaient au moment de recevoir de nouveaux secours. Enfin il voyait à leurs mouvemens qu'ils étaient disposés à se faire jour au travers de l'ennemi, s'ils n'obtenaient pas la paix aux conditions qu'ils offraient. « Baltagi, dit M. de « Voltaire, qui n'aimait pas la guerre, et qui ce- « pendant l'avait bien faite, crut que son expédition « était assez heureuse, s'il remettait aux mains du « grand-seigneur les villes et les ports pour les- « quels il combattait, s'il renvoyait, des bords du « Danube en Russie, l'armée victorieuse du géné- « ral Renne; et s'il fermait à jamais l'entrée des

« Palus-Méotides, le Bosphore Cimmérien, la mer « Noire, à un prince entreprenant; enfin, s'il ne « mettait pas des avantages certains au risque « d'une nouvelle bataille, que le désespoir pou- « vait gagner contre la force. »

La paix qu'elle obtient sauve l'armée.

Ces raisons et des intrigues dont on ne sait jamais bien la vérité, procurèrent d'abord une suspension d'armes, pendant laquelle les Turcs apportèrent des vivres dans le camp des Russes, et bientôt après la paix fut faite près d'un village nommé Falstchii, sur les bords du Pruth. On convint qu'Asoph serait rendu à la Porte, que quelques places fortes seraient démolies, et que le czar ne s'opposerait point au retour de Charles XII en Suède. Poniatowski et le kan des Tartares traversèrent à l'envi cette négociation. Charles vint lui-même à l'armée pour l'empêcher; mais lorsqu'il arriva, le traité était conclu.

Pendant que Catherine le devance à Pétersbourg, il fait avec Auguste une alliance défensive contre les Turcs.

Cette campagne coûta près de soixante mille hommes au czar. Il perdit ses ports et ses forteresses sur les Palus-Méotides, et par conséquent l'empire de la mer Noire. Il souffrit encore beaucoup dans la retraite, les Tartares ne cessant de harceler ses troupes, malgré l'escorte que le grand-visir lui avait donnée. Après avoir mis les débris de son armée en quartier d'hiver dans la Lithuanie, il eut à Jaroslaw une entrevue avec Auguste, et ces

deux princes conclurent un traité d'alliance défensive contre les Turcs.

Cathérine le devança à Pétersbourg. Elle était accompagnée de Démétrius Cantimir, que Pierre ne voulut jamais livrer, quoiqu'on le lui eût demandé avec instance par un des articles préliminaires. Il donna à ce prince, qui avait tout abandonné pour lui, des terres dans l'Ukraine, avec une pension considérable.

Il déclare plus solennellement son mariage avec Catherine.

Au mois de février de l'année suivante 1712, il déclara plus solennellement qu'il n'avait fait, son mariage avec Catherine, et le célébra à Pétersbourg avec magnificence. En 1724, il la fit couronner et sacrer, voulant, par cette cérémonie inusitée dans ses états, préparer les esprits à la voir régner après lui. Elle nous a été, dit-il, dans la déclaration qu'il donna pour ce couronnement, d'un très-grand secours dans tous les dangers, et particulièrement à la bataille du Pruth, où notre armée était réduite à vingt-deux mille hommes.

Il songe à mettre la dernière main à ses grands desseins.

Après avoir fait la paix avec la Porte, il restait encore une carrière assez vaste à Pierre le Grand. Il avait des établissemens à perfectionner en Russie, de nouvelles réformes à faire, des conquêtes à poursuivre sur la Suède, et le roi Auguste à affermir sur le trône. Il s'occupa de tous ces objets. Mais celui qui lui tenait le plus à cœur, c'était d'enlever aux Suédois toutes les provinces qu'ils pos-

sédaient en Allemagne; car s'il n'achevait de ruiner cette puissance, elle paraissait le devoir toujours traverser dans ses desseins. Il médita donc les moyens de l'abattre; il jeta le plan de ses opérations, et il projeta des traités d'alliance avec l'électeur de Hanovre, et avec les rois de Prusse et de Danemarck.

LIVRE DIX-NEUVIÈME.

CHAPITRE PREMIER.

De la pacification d'Utrecht.

PENDANT que les révolutions violentes du Nord diminuaient les forces des confédérés, il s'en faisait, d'un autre côté, une plus lente et plus sourde, qui devait enfin les dissiper entièrement.

La grande alliance était menacée d'une dissolution entière.

Au mois d'août 1710, Philippe V se flattait si peu de relever son parti, qu'il pensait à transférer le siége de sa monarchie aux Indes occidentales. Dans cette position, ce prince, son conseil et les grands demandèrent le duc de Vendôme à Louis XIV, pour l'opposer à Staremberg et à Stanhope, deux grands capitaines qui commandaient les armées des confédérés. Le roi de France, hors d'état de donner des troupes à son petit-fils, ne lui refusa pas un général dont il ne se servait plus.

Cependant Philippe pensait à se retirer dans les Indes occidentales, lorsqu'il obtient le duc de Vendôme.

Depuis la malheureuse campagne d'Oudenarde, en 1708, Vendôme était retiré dans Anet; mais son nom, au-dessus des disgrâces, ne se renferma

Ce général le rétablit sur le trône.

pas dans sa retraite. Dès qu'il parut à Valladolid, où il rassembla les débris de l'armée de Philippe, les peuples crurent voir leur sauveur. Saisis d'enthousiasme, ils se rangent à l'envi sous ses drapeaux : les villes, les villages, les communautés religieuses ouvrent leurs bourses pour fournir aux frais de la guerre : au lieu des contradictions qu'il avait essuyées dans les Pays-Bas, il trouve un roi trop malheureux pour avoir une volonté, et des courtisans dont le caractère avait changé avec la fortune de leur maître. Ayant donc véritablement toute l'autorité d'un général, il conduisit à Madrid Philippe, qui rentra dans sa capitale, aux acclamations des peuples. Il prit d'assaut Brihuéga, où il fit prisonnier Stanhope et cinq mille Anglais : le lendemain, 10 décembre, il défit à Villaviciosa Staremberg, qui venait au secours de Brihuéga : enfin, en quatre mois, il rétablit et affermit Philippe sur le trône.

Si les confédérés eussent accepté les offres de Louis XIV, Philippe n'eût pas recouvré sa couronne.

L'affection des Espagnols pour ce prince était si grande, qu'ils aimaient mieux brûler leurs vivres que de les vendre à l'archiduc. C'est ce qui faisait dire à Stanhope qu'on pouvait parcourir l'Espagne avec une armée victorieuse ; mais qu'il faudrait une armée encore plus grande pour la conserver. Si les confédérés eussent accepté les offres que faisait Louis XIV, de reconnaître Charles pour roi d'Espagne, de ne donner aucun secours à son petit-fils, de fournir des subsides

pour le détrôner, il est vraisemblable que le zèle des Espagnols se serait refroidi, et que, se voyant tout-à-fait abandonné de la France, ils se seraient fait une loi de la nécessité. Il est au moins certain que Brihuéga n'aurait pas été prise, et que Staremberg n'aurait pas été vaincu, puisque Vendôme n'aurait pas commandé l'armée de Philippe.

Le dixième sur les terres, levé sans murmures, prouve les ressources que Louis trouvait dans ses sujets.

Depuis le mois d'août 1710, la France n'eut pas des succès comme l'Espagne; mais ses ennemis n'eurent pas de nouveaux avantages sur elle. Au mois d'octobre, le roi établit la levée du dixième sur tous les revenus des terres. Cette nouvelle imposition, dont l'édit fut enregistré sans résistance et sans murmures, fit voir aux confédérés que la France avait des ressources qui leur manquaient, et ouvrit les yeux à ceux qui ne se laissaient pas conduire par l'esprit de parti. Ils purent connaître que leurs procédés odieux avaient attaché les peuples à un prince qui sacrifiait tout pour la paix. Ils eurent d'autant plus lieu d'être étonnés des ressources de Louis XIV dans l'affection de ses sujets, qu'alors il s'en fallait de cinq millions que les Anglais fussent en état de lever en un an les dépenses de l'année courante. Cependant c'était principalement à eux à faire les frais de la guerre, auxquels les alliés pouvaient encore moins fournir. Vous voyez que toute l'Europe était épuisée.

Une révolution qui se préparait en Angleterre,

Il était temps que l'Angleterre cherchât la paix, ce qui ne se pouvait sans faire un changement

devait rendre le calme à l'Europe.

dans le gouvernement. Voilà la révolution qui devait rendre le calme à l'Europe. Pour en comprendre les causes et en prévoir les effets, il faut se ressouvenir des factions qui divisaient l'Angleterre.

Les Stuarts avaient été à la tête de la faction des torys.

Les Stuarts, s'opiniâtrant à établir le despotisme, sous prétexte de conserver leur prérogative, n'avaient pas pu prendre beaucoup de part aux démêlés des autres puissances de l'Europe. Ils étaient à la tête d'une faction qui se conduisait par les principes des épiscopaux, et à laquelle on donna le nom de torys.

Les sectes comprises sous le nom de non-conformistes, formaient la faction des whigs.

Les whigs formaient la faction opposée. C'était un assemblage de toutes les sectes, comprises sous la dénomination de non-conformistes : sectes qui ne pouvaient se souffrir, mais qu'un intérêt commun réunissait contre l'église anglicane. Ennemis du pouvoir arbitraire et de l'autorité sans bornes, les whigs se regardaient comme seuls bons patriotes. Ils avaient déclamé contre l'avarice de Charles II, qui se mettait aux gages de la France : ils l'avaient blâmé de ne pas s'opposer à l'ambition de Louis XIV : ils avaient frémi pour l'Angleterre à la vue des progrès de ce monarque; et par cette conduite ils s'étaient attiré la faveur du peuple.

Guillaume III avait ménagé les whigs qui entraient dans ses vues, et à qui

Ils avaient eu la principale part à la révolution de 1688, qui fit passer la couronne sur la tête de Guillaume III, prince d'Orange. Il les favorisa,

moins peut-être par reconnaissance, que parce qu'ils entraient dans ses vues : car ce parti était animé contre la France; et il importait à Guillaume de faire la guerre à cette monarchie, jusqu'à ce qu'il en eût été reconnu. Ils s'élevèrent donc aux premiers emplois, ils dominèrent dans le parlement, ils gouvernèrent, et le ministère de Londres eut un esprit tout différent de celui qu'il avait eu sous les Stuarts.

il devait la couronne.

Ayant conservé leur crédit sous la reine Anne, ils furent maîtres des armées et de toutes les parties du gouvernement; car le duc de Marlborough avait abandonné le parti des torys pour embrasser celui des whigs, plus favorable à son ambition; et il disposait des principaux ministres, qui lui étaient dévoués : tels étaient le comte Godolfin, grand trésorier, et le comte Sunderland, secrétaire d'état.

Marlborough s'était attaché à eux, et ce parti s'était rendu maître du gouvernement.

Il est certain qu'avant la révolution, le ministère de Londres s'occupa trop peu du reste de l'Europe. Les whigs avaient donc raison de le blâmer; mais lorsqu'ils gouvernèrent eux-mêmes, ils auraient dû ne prendre part aux guerres du continent, qu'autant qu'il était de l'intérêt de l'Angleterre de maintenir la balance entre les maisons d'Autriche et de Bourbon. Ce fut aussi l'objet de la grande alliance; et on l'eût rempli dès 1706, si on eût voulu faire la paix. On ne le voulut pas, parce que les confédérés, aveuglés par la prospé-

Les whigs oublièrent l'objet de la grande alliance.

rité, le furent encore plus par les vues particulières de leurs chefs. On continua donc la guerre par passion, sans avoir d'objet fixe, et sans savoir quand on la terminerait. Les négociations de la Haye et de Gertruidenberg en sont la preuve.

Ils s'obstinèrent dans une guerre qui ruinait la nation.

Lorsqu'on se fut écarté du premier objet de la grande alliance, la guerre ne se fit plus que pour l'intérêt de la maison d'Autriche, et des chefs de la confédération, dont elle nourrissait l'ambition et l'avarice. La Hollande pouvait, à la vérité, se proposer d'obtenir un plus grand nombre de places pour sa barrière : mais l'Angleterre n'attendait rien, et cependant elle contribuait seule plus que tous les alliés ensemble. Il y a eu telle campagne où l'empereur ne fournissait guère plus d'un régiment contre la France à sa seule charge. Il ne paraissait prendre aucune part à la guerre d'Espagne : bien loin de donner des troupes à l'archiduc, à peine lui donnait-il de quoi avoir une table. Le roi de Portugal et le duc de Savoie ne faisaient presque rien pour la cause commune. Du côté du Rhin, les princes de l'empire étaient d'ordinaire dans l'inaction. Tout le fort de la guerre se faisait donc dans les Pays-Bas, aux dépens des Hollandais et des Anglais ; et parce que les premiers fournissaient à peine la moitié du contingent auquel ils s'étaient engagés, l'Angleterre était obligée d'y suppléer. Ainsi elle donnait des subsides à ses alliés, elle entretenait

leurs armées : et comme si on eût combattu pour elle, il n'y avait point de petit prince, lorsqu'il n'obtenait pas ce qu'il demandait, qui ne menaçât de retirer ses troupes, quoiqu'il n'eût pas de quoi les faire subsister chez lui.

Sous les Stuarts, l'Angleterre avait vu fleurir son commerce, et elle s'était enrichie. Si alors elle était honteuse de ne jouer d'ailleurs aucun rôle dans l'Europe, elle devait l'être bien plus de celui qu'elle jouait depuis la révolution, puisqu'elle était la dupe de ses pensionnaires, c'est-à-dire de ses alliés; qu'elle se ruinait pour entretenir au dedans une faction, et au dehors des alliances inutiles, et qu'elle s'opiniâtrait à soutenir une guerre onéreuse, à laquelle elle ne prenait point d'intérêt. Les dettes s'accumulaient, le peuple gémissait sous les taxes, le commerce tombait de jour en jour, la nation s'appauvrissait, un petit nombre de familles absorbait toutes les richesses. Quels étaient donc les desseins de ceux qui gouvernaient alors l'Angleterre? d'abattre la maison de Bourbon, pour rendre à la maison d'Autriche toute la puissance de Charles-Quint; ils ne voulaient donc plus maintenir l'équilibre. Mais la vérité est qu'ils ne feignaient de redouter la France que pour sacrifier leur patrie à une guerre qui leur était inutile.

Ce que cette guerre coûta, dans cinq ans, à l'Angleterre.

Depuis 1706 exclusivement jusqu'en 1711, la guerre coûta, dit milord Bolingbrocke, plus de

trente millions de livres sterling à l'Angleterre. On est étonné et indigné, remarque encore ce ministre, quand on compare cette dépense avec le peu de progrès que firent les confédérés.

Fausse politique des puissances de l'Europe.

Cette politique fausse et prodigue, comme il l'appelle, s'est introduite en Europe avec le système de l'équilibre. Les puissances riches ont imaginé d'acheter des alliés, et de donner des subsides aux puissances pauvres. Il arrive qu'elles dépensent beaucoup pour acquérir peu, ou même pour rendre ce qu'elles ont conquis ; il ne leur reste plus que des dettes. Cette politique durera sans doute ; car lorsque les gouvernemens ont pris une allure, ils ne la quittent pas facilement, surtout si elle est mauvaise. Introduite, comme je viens de le dire, avec le système de l'équilibre, elle l'assure beaucoup mieux que les négociations et les congrès, parce que dans un siècle où on ne fait la guerre qu'avec de l'argent, elle hâte la ruine des puissances les plus riches. Il n'y en a point aujourd'hui qui puisse, sans se nuire à elle-même, soutenir pendant trois ou quatre campagnes une suite non interrompue de succès. Milord Bolingbrocke a prédit que l'Angleterre s'appauvrira par cette politique, et que de la pauvreté elle tombera dans l'esclavage.

Il importait de casser le parlement, et de changer tout le ministère.

Pour arrêter les abus du gouvernement d'Angleterre, et terminer une guerre aussi extravagante qu'onéreuse, il fallait que la reine ouvrît

les yeux sur la conduite de ses ministres, qu'elle cassât le parlement, où les whigs étaient supérieurs, et qu'elle en convoquât un nouveau. Je ne sais si la considération du bien public était capable de produire ce changement heureux; une intrigue le produisit.

Intrigue de la Hill.

La duchesse de Marlborough, qui jouissait de la plus grande faveur, avait mis auprès de la reine une de ses parentes nommée Hill, et s'était donné une rivale. Cette femme sut plaire aux dépens de sa bienfaitrice, qui choquait souvent la reine par ses hauteurs. La duchesse de Marlborough fut disgraciée.

Elle prend les conseils de Harlei.

Incapable de reconnaissance, la Hill était capable de ressentiment. Or elle avait à se venger du comte de Sunderland, qui avait tout tenté pour l'éloigner de la cour, et du duc de Marlborough, qui avait refusé un régiment à son frère, quoique la reine l'eût accordé. Elle se conduisit d'après les conseils de Harlei, qui cherchait à s'insinuer dans la confiance de la reine, et qui, ayant été secrétaire d'état, avait perdu sa place par le crédit de Marlborough. Il avait donc aussi à se venger.

Sermon d'un torys.

Sur ces entrefaites, les sermons de quelques torys attirèrent l'attention publique. Un d'eux, nommé Sacheverel, qui avait prêché devant la reine, fut accusé d'avoir attaqué la dernière révolution, condamné la tolérance, fait entendre

que l'église anglicane était en danger sous le règne présent, que l'administration dans les affaires ecclésiastiques et civiles tendait à la ruine du gouvernement, et d'enseigner enfin l'obéissance passive.

Il soulève le parlement, où les whigs dominaient.

Cette doctrine était contre la reine Anne, parce qu'en condamnant la dernière révolution, elle attaquait les droits de cette princesse au trône. Elle n'était pas moins contraire au parlement, presque tout composé de whigs, puisqu'elle blâmait l'administration présente, et qu'en enseignant une obéissance passive, elle reconnaissait dans le souverain une autorité arbitraire et absolue.

La reine Anne voit que les whigs sont les ennemis de son autorité.

La reine fut témoin des contestations qui s'élevèrent dans le parlement au sujet de cette doctrine ; elle vit avec quelle vivacité les whigs se soulevaient contre l'obéissance passive et contre le pouvoir arbitraire. Elle connut qu'elle avait donné sa confiance à des hommes qui n'étaient attentifs qu'à diminuer son autorité. Les torts du parlement lui firent bientôt oublier ceux de Sacheverel ; et dans le dessein de le dissoudre, elle le prorogea, c'est-à-dire qu'elle en suspendit les séances et les remit à un autre temps.

Comme elle voulait casser le parlement, la Hill lui conseille de donner sa confiance à Harlei.

Elle avait besoin de conseils. La Hill, alors nommée Mashan, du nom de son mari, lui parlait souvent de Harlei comme d'un homme indigné de l'ingratitude de ceux que la reine avait

comblés de bienfaits. Il était d'ailleurs reconnu pour un homme éclairé, intelligent dans les affaires, et très-propre à manier l'esprit de la nation.

La reine change tout son conseil, casse le parlement et en convoque un nouveau.

Harlei, ayant été introduit à des audiences secrètes, n'eut pas de peine à persuader à la reine que les critiques des torys tombaient uniquement sur l'administration des whigs; que la meilleure partie de la nation était indignée du pouvoir excessif dont Marlborough et Godolfin s'étaient emparés, et que ces deux hommes ne continuaient la guerre que pour amasser des richesses immenses, pendant que toute l'Angleterre gémissait sous le poids des taxes. La reine lui donna sa confiance, et sur ses avis elle changea tout son conseil.

Sunderland fut le premier sacrifié aux ressentimens de la Mashan. Quelque temps après, c'est-à-dire au mois d'août 1710, la reine renvoya Godolfin, et nomma cinq commissaires pour l'administration des finances. Harlei, qui en était un, pouvait être regardé comme le seul; car il avait choisi les autres, et il était sûr de n'essuyer de leur part aucunes contradictions : la disgrâce des autres ministres suivit de près celle de Godolfin. De tous ceux qui les remplacèrent, je ne nommerai que Saint-Jean, ou milord Bolingbrocke, un des beaux esprits de sa nation. C'est le même que je viens de citer. Il fut fait secrétaire d'état. Bientôt après, la dissolution du parlement fut

publiée, et la reine en convoqua un nouveau.

Cependant elle conserve le commandement des armées à Marlborough, parce qu'elle n'ose encore découvrir ses desseins.

Tous ces changemens, qui se faisaient précisément dans le temps où la France et l'Espagne paraissaient aux abois, firent craindre aux whigs et à la Hollande que la reine n'eût pris des résolutions contraires aux vues des confédérés. En vain l'ambassadeur de cette princesse assurait les états-généraux qu'elle conservait les mêmes sentimens pour la cause commune; elle ne pouvait dissiper l'inquiétude des alliés, et cependant elle n'osait encore déclarer ouvertement ses desseins. Elle crut donc devoir continuer le commandement des armées à Marlborough : le nouveau ministre limita seulement l'autorité de ce général, qui connut par-là qu'il était craint, et qu'on ne pouvait se passer de ses services.

Il importe à la reine et aux nouveaux ministres de rendre Marlborough inutile, et par conséquent de faire la paix.

Marlborough était encore assez puissant pour se venger, puisqu'il continuait d'être nécessaire. Pour n'avoir plus à le redouter, il fallait donc le rendre inutile, et par conséquent faire la paix. C'était l'intérêt de la reine, de la Mashan, du nouveau ministère : heureusement cet intérêt s'accordait avec celui de toute l'Europe. Mais ne pouvant entamer ouvertement une négociation, qui aurait été traversée par les whigs et par les alliés, il s'agissait de trouver une voie sûre et secrète pour faire connaître à la France les dispositions de la reine Anne et de son conseil.

Ils font con-

Lorsque le maréchal de Tallard, ambassadeur

auprès du roi Guillaume, revint en France; il avait laissé à Londres un chapelain nommé Gaultier, qui, étant instruit des affaires d'Angleterre, pouvait donner à la France des avis utiles. Gaultier s'était introduit chez le comte de Jersey, qui avait été ambassadeur auprès de Louis XIV, après la paix de Riswick, et il s'était allié avec Prior, autrefois secrétaire d'ambassade de Jersey, et connu par ses poésies. Jersey, lié avec les nouveaux ministres, proposa ce chapelain comme un homme de confiance, en même temps obscur, tel qu'il le fallait pour une négociation secrète. Sa proposition fut agréée, et il fut commis pour instruire Gaultier, mais verbalement, et sans lui rien donner par écrit.

naître leurs intentions à Louis XIV.

Gaultier fit deux voyages en France. A son second retour, il rapporta des propositions dont les ministres de Londres furent contens, et telles qu'ils les avaient demandées, pour oser les communiquer aux états-généraux. Saisis de la négociation, ils étaient jaloux de la conserver, considérant qu'il était de l'intérêt de l'Angleterre et du leur de ne laisser dépendre d'aucune autre puissance la fin ou la continuation de la guerre. La Hollande, qui offrit alors au conseil de Versailles de reprendre les conférences, leur donna de l'inquiétude; et ils sollicitèrent vivement le roi de France de se refuser aux propositions de cette république. Ainsi les deux puissances qui avaient

Contens des propositions que le roi leur fait, ils sont jaloux de rester maîtres de la négociation que la Hollande veut reprendre.

voulu la guerre avec le plus d'opiniâtreté, paraissaient alors s'envier l'avantage de contribuer à la paix.

Louis devait se refuser, et se refuse aux offres des Hollandais.

Louis XIV n'avait pas besoin d'être sollicité. Après les humiliations qu'il avait essuyées à la Haye et à Gertruidenberg, il n'avait garde de renouer des négociations infructueuses, surtout dans les conjonctures où il se trouvait; car il découvrait de nouvelles ressources dans l'affection de ses sujets; son petit-fils venait d'être rétabli sur le trône d'Espagne; il connaissait enfin qu'il ne pouvait avoir la paix que par l'Angleterre. Il eût d'autant plus mal fait d'accepter les offres des Hollandais, que la suite fit voir qu'ils n'étaient encore capables ni de modération, ni de bonne foi.

Prior lui apporte les propositions de la reine Anne.

Prior accompagna Gaultier dans un autre voyage en France, et fut chargé des préliminaires proposés par le conseil de la reine Anne. Mais il n'avait d'autre pouvoir que de les communiquer, et de rapporter une réponse précise et décisive. Cette réponse n'était pas facile à faire; car on ne pouvait accorder aux Anglais tout ce qu'ils demandaient, sans ruiner le commerce des Français et des autres nations de l'Europe; et par un refus, on s'exposait à rompre la négociation à peine commencée. Il eût fallu, pour traiter les articles qui souffraient des difficultés, que les pouvoirs de Prior l'eussent autorisé à céder sur quelques-uns, et à donner des modifications sur d'autres.

Dans l'embarras où se trouvait le ministère de Versailles, le roi jugea à propos de porter la négociation à Londres, et d'y envoyer un homme instruit de ses intentions, et assez éclairé pour ne pas le compromettre. Le choix tomba sur Ménager, député de la ville de Rouen au conseil du commerce. Il partit avec Prior et Gaultier, et arriva le 18 août 1711.

Ménager passe à Londres pour y traiter les articles qui souffraient des difficultés.

L'empereur Joseph était mort quatre mois auparavant, le 17 avril. Cet événement paraissait favorable à la négociation de Londres, car les confédérés ne pouvaient pas raisonnablement s'obstiner à vouloir désormais conserver la couronne d'Espagne sur la tête de l'archiduc, qui devenait l'héritier de tous les domaines de la maison d'Autriche. C'eût été détruire l'équilibre qu'ils se piquaient de vouloir maintenir. Aussi le roi de Portugal et le duc de Savoie déclarèrent-ils qu'ils ne continueraient pas la guerre pour réunir dans la même personne la monarchie d'Espagne avec l'empire.

Sur ces entrefaites, Joseph étant mort, il n'était pas de l'intérêt des confédérés de donner l'Espagne à l'archiduc, qui héritait de tous les domaines de la maison d'Autriche.

Mais la guerre était utile à Marlborough, dont les intérêts ne changeaient pas avec le système de l'Europe. Les Hollandais obéissaient aveuglément à toutes ses impressions, et les whigs s'opposaient à la paix, parce que les torys, qui commençaient à prendre la supériorité, la désiraient. Ainsi les nations, victimes de l'esprit de parti et des vues particulières de quelques chefs, conti-

Mais Marlborough et les whigs s'opiniâtraient à vouloir la guerre.

nuaient la guerre sans savoir pourquoi elles la faisaient. Lorsqu'on représentait à milord Sommers, un des ministres que la reine Anne avait renvoyés, combien il était inutile et ruineux de la prolonger, il se contentait de répondre qu'il avait été élevé dans la haine de la France.

Ils voulaient forcer la reine à la continuer, ou ils menaçaient de mettre la couronne sur la tête de l'électeur de Hanovre.

Quand un homme qui a été à la tête des affaires ose répondre ainsi, il ne faut pas s'étonner si on tenta tout pour traverser la négociation. Il y eut des complots contre les ministres, des conspirations contre l'état. On demandait si la reine pouvait conclure des traités sans la participation de George, électeur de Hanovre, que le parlement avait désigné pour lui succéder. On s'élevait avec audace, avec frénésie contre le gouvernement. Les whigs, en un mot, s'opiniâtrant à favoriser l'empereur et les Hollandais, formaient des ligues avec des puissances étrangères pour forcer la reine à continuer la guerre, ou pour mettre la couronne sur la tête de l'électeur de Hanovre.

Il importait donc aux ministres de Londres de hâter la paix; mais ils craignaient des disgrâces après la mort de la reine.

La paix pouvait seule dissiper ces ligues; il importait donc à la reine Anne et à son conseil de la conclure promptement. Cet intérêt bien connu de la France, fit que les deux cours négocièrent avec beaucoup de confiance et de bonne foi.

Cependant les ministres de Londres n'étaient pas sans inquiétudes. La santé de la reine ne promettait pas de longs jours, et ils prévoyaient des

disgrâces à l'avénement de l'électeur de Hanovre, en qui les whigs mettaient toutes leurs espérances, et qui, appelé au trône par ce parti, le favorisait. On pouvait alors leur faire un crime d'avoir fait la paix sans les alliés, ou de les y avoir forcés : on pouvait même leur en faire un d'avoir ouvert une négociation avec Louis XIV, car il était déclaré, par un acte du parlement, que qui que ce soit en Angleterre ne pourrait être autorisé à traiter avec un prince qui recevait le prétendant dans ses états; et cependant le prétendant était en France.

Une paix glorieuse pouvait seule les justifier.

Ce n'est qu'en faisant une paix glorieuse pour la nation, et avantageuse pour les alliés, qu'ils pouvaient prévenir les malheurs dont ils se voyaient menacés. Ils ne le cachaient pas à la France, qui dans le besoin qu'elle avait de terminer la guerre, se prêtait à ses considérations. Ils auraient donc procuré les conditions les plus favorables à la Hollande, si elle eût voulut entrer en négociation conjointement avec eux.

Cependant, déjà coupable aux yeux des confédérés et des whigs pour avoir ouvert la négociation, il ne leur restait plus qu'à conclure.

Cette république aurait dû voir que ses intérêts étaient liés avec ceux des ministres de Londres, et que par conséquent elle pouvait compter sur eux. Mais elle s'aveugla. En s'opposant opiniâtrément à la paix, elle les mit dans la nécessité de conclure à quelque prix que ce fût. Plus elle résistait, plus elle suscitait contre eux un parti puissant, plus ils sentaient le besoin de

presser la négociation. Il n'était plus temps pour eux de reculer, ni de lire dans l'avenir des malheurs que mille accidens pouvaient écarter. La conjoncture présente demandait la paix, et demandait qu'elle se fît promptement. Ils se voyaient donc contraints d'abandonnner tout ce qui la pouvait retarder, par conséquent de négliger en partie les intérêts des alliés, et d'avoir de plus grandes complaisances pour Louis XIV. C'est ainsi que les ennemis de la France servaient cette monarchie par leur conduite inconsidérée. Ils hâtaient la paix qu'ils ne voulaient pas lui donner; et plus ils s'y opposaient, plus ils la lui ménageaient favorable.

Artifices des négociateurs.

L'art des négociateurs est d'un côté de demander au delà de ce qu'on veut, afin d'obtenir ce qu'on veut en effet; et de l'autre, d'offrir moins qu'on ne veut céder, afin de n'être pas forcé à céder au delà. On dispute ensuite le terrain; on se rapproche lentement. Celui qui accorde un article qu'il avait d'abord refusé, s'en fait un droit pour obtenir quelque dédommagement; et celui qui se relâche sur une demande qu'il avait faite, entend qu'on lui en sache gré, et veut retirer quelque fruit de sa complaisance.

Avec des lumières et de la bonne foi sans artifices, on terminerait promptement les négociations.

Tout cet artifice deviendrait inutile, si les puissances qui négocient connaissaient réciproquement l'état où elles se trouvent; et si, jugeant l'une et l'autre des intérêts de celle avec qui on

traite, comme toutes deux jugent séparément des siens, elles négociaient toujours dans la vue de terminer promptement. Dès lors on s'entendrait, avant d'avoir ouvert les conférences. Comme l'une ne saurait ce que l'autre doit raisonnablement exiger, et que l'autre, pour prendre le tour de M. de Sévigné, saurait ce que l'une doit raisonnablement céder, on pourrait commencer par conclure. Voilà, dirait-on d'un côté, ce que je veux; et je m'y borne, sans rien demander de plus, parce que je sais que vous me l'accorderez. Voilà, dirait-on de l'autre, ce que je cède, et je n'offre rien de moins, parce que je sais ce que vous avez droit de prétendre. Des plénipotentiaires qui viendraient au congrès avec de pareilles instructions, ne s'assembleraient que pour découvrir qu'ils sont d'accord : ils traiteraient avec autant de simplicité que de lumières.

Si l'art de négocier en était à ce point, il serait à sa perfection. On renoncerait à des artifices, qu'on estime aujourd'hui, et qui s'usent enfin. La bonne foi deviendrait l'âme des négociations; et les négociateurs seraient véritablement habiles, puisque leurs succès seraient uniquement le fruit de leurs lumières. Mais cela n'arrivera pas : car les puissances faibles suppléeront à la force par la ruse; les négociateurs peu éclairés auront besoin d'être fins; et comme on s'obstinera toujours à user d'artifices au moins d'un côté, il faudra

bien que de l'autre on continue encore à en faire usage.

Une puissance dominante peut empêcher qu'on use d'artifices avec elle.

Il n'appartient qu'à une puissance dominante de couper court à tout ce manége ; et elle y réussira, pourvu qu'elle se pique de modération et de justice. Or, l'Angleterre dominait en 1711. Par un heureux concours de circonstances, elle voulait une paix prompte, qui conciliât, s'il était possible, tous les intérêts. Elle se trouvait forcée à être médiatrice entre ses ennemis et ses alliés : c'était à elle à juger de ce qui devait être exigé d'une part, et cédé de l'autre, à le déclarer promptement, et à conclure.

Pour prévenir ces artifices, les ministres de Londres demandent que Ménager réponde, par écrit, aux propositions qu'ils ont faites.

Les ministres de Londres prévirent bien sans doute que Ménager, suivant les ordres qu'il devait avoir reçus, ne céderait que peu à peu, et comme par force; qu'à chaque article qu'il accorderait, il voudrait obtenir un dédommagement; que par conséquent le temps des conférences se consumerait en disputes; et que la négociation traînerait. Pour abréger, ils déclarèrent à Ménager qu'avant de traiter avec lui, ils voulaient avoir une réponse par écrit au mémoire que Prior avait porté en France.

Il n'était plus possible de ne s'expliquer que par degrés, de faire des réserves, de se préparer des dédommagemens. Il fallait répondre à chaque article : refuser, c'eût été se rendre suspect de mauvaise foi, ou du moins d'artifices. Ménager

jugea donc avec raison devoir dresser le mémoire qu'on lui demandait.

Dans la première partie, qui traitait des demandes particulières de l'Angletterre, le roi convenait de reconnaître la reine Anne en qualité de reine de la Grande-Bretagne; de reconnaître aussi la succession à cette couronne, de la manière que les actes du parlement l'avaient réglée en faveur de la ligue protestante.

Ménager les satisfait.

Il accordait aux Anglais, comme autorisé par le roi d'Espagne, Gibraltar et le Port-Mahon, pour assurer leur commerce dans la Méditerranée.

Ils devaient jouir, dans les pays de la domination d'Espagne, de tous les avantages acccordés, ou qui le seraient à la nation la plus favorisée. Enfin le roi de sa part cédait l'île de Terre-Neuve.

Ils ne veulent régler, dans les préliminaires, que les intérêts de l'Angleterre.

Dans la seconde partie du mémoire, le roi expliquait ce qu'il demandait pour lui, pour son petit-fils et pour les alliés de la France et de l'Espagne. Mais les ministres ne voulurent régler dans les préliminaires que les intérêts de la nation anglaise : ils réservèrent ceux de la France et de ses alliés pour être traités dans le congrès, promettant au reste que le roi aurait lieu d'être content des bons offices de la reine.

On confère sur les articles contestés.

Comme le mémoire de Ménager satisfaisait les Anglais sur les articles importans, il plut à la reine et aux ministres. On convint de commencer

des conférences pour éclaircir les points contestés; et Ménager traita avec les commissaires nommés à cet effet. De ce nombre étaient Saint-Jean et Harlei, alors comte d'Oxford.

Il fallut d'abord consentir à la démolition des ouvrages construits à Dunkerque, tant sur terre que sur mer; et cependant se résoudre à ne pas savoir ce qu'on obtiendrait pour prix de cette complaisance. Louis XIV demandait la restitution de Lille et de Tournai. Les commissaires promirent de lui procurer un dédommagement; mais ils dirent qu'il leur était impossible de déterminer encore en quoi il consisterait.

Il fut ensuite question d'assurer le commerce des Anglais en Amérique. Ils proposaient à cet effet que Philippe, qu'ils reconnaissaient pour roi d'Espagne, livrât à l'Angleterre des places aux Indes occidentales, comme ils l'avaient déjà demandé dans les préliminaires. Ménager ayant répondu que ce prince n'accepterait jamais de pareilles conditions, Saint-Jean se réduisit à obtenir la traite des Nègres pour trente ans : à quoi Ménager répondit que le roi emploierait ses puissans offices, pour procurer cet avantage aux Anglais.

La traite des Nègres est un droit exclusif de transporter de la côte de Guinée en Amérique tous les Nègres nécessaires aux colonies espagnoles établies dans ce continent. Les Français avaient joui de ce privilége jusqu'alors. Les An-

glais l'acquirent par le traité d'Utrecht; et cette branche de commerce est d'autant plus considérable pour eux, qu'elle leur fournit l'occasion de faire une grande contrebande. La compagnie qui achète les Nègres en Afrique, et qui les vend aux Indes occidentales, se nomme la compagnie de *l'Assiento*, d'un mot espagnol qui signifie ferme, parce qu'en effet elle prend à ferme la traite des Nègres.

On signe les articles préliminaires.

Saint-Jean ayant fait un mémoire au sujet des questions agitées dans la conférence, l'abbé Gaultier, qui avait été présent à tout ce qui s'était dit, fut chargé de le porter à Versailles, et de rendre compte de ce qui s'était passé. La réponse de Louis XIV satisfit les ministres de Londres, à quelques difficultés près qui furent bientôt levées, parce que de part et d'autre on voulait sincèrement finir. On signa donc les articles préliminaires, et Ménager n'eut plus qu'à revenir en France.

La reine désigne ses plénipotentiaires pour le congrès.

La reine avait déjà désigné ses plénipotentaires pour le congrès. L'un était Robertson, évêque de Bristol, l'autre le comte de Stafford, alors ambassadeur en Hollande, et le troisième, Prior. J'aurai soin de dresser les ordres qui leur seront envoyés, disait Saint-Jean à Ménager. Cessez un moment d'être ministre de France, soyez simplement témoin de notre bonne foi, et du désir sincère que nous avons de la paix : et faites-en le

rapport fidèle à votre cour. Mais observez que nous ne pouvons nous départir des bienséances à l'égard de nos alliés. Il s'agit pour nous de maintenir la succession dans la ligne protestante, de procurer à la Hollande et à l'Empire une barrière sûre et raisonnable; et de conserver à l'Angleterre les avantages dont nous sommes convenus avec vous.

Elle instruit les états-généraux de l'état de la négociation et de ses intentions.

De crainte d'être traversées, les deux cours s'étaient réciproquement demandé le secret sur les propositions qu'elles se faisaient l'une à l'autre. Mais puisqu'elles avaient heureusement levé toutes les difficultés, il ne restait plus qu'à faire connaître l'état de la négociation. Le comte de Stafford eut ordre d'en rendre compte au pensionnaire, et de lui dire que si la reine s'était contentée de stipuler des conditions générales pour ses alliés, c'était uniquement par la seule considération de ne pas s'ingérer à décider de leurs prétentions, et dans la vue de leur laisser l'entière liberté d'en traiter eux-mêmes aux conférences de la paix; que son intention était d'agir de concert avec ses alliés; que nulle offre de la France ne l'engagerait à faire la paix, si elle n'obtenait par le traité que la république de Hollande fût satisfaite sur les articles de la barrière, du commerce, et sur les autres prétentions; que si les états-généraux s'attachaient à soutenir les préliminaires de 1709, elle leur déclarait qu'elle n'était pas en état de

continuer une guerre à laquelle ses alliés n'avaient jamais fourni tout leur contingent; qu'elle leur donnait le choix, ou de le fournir désormais régulièrement, ce qui n'était pas en leur pouvoir, ou de faire la paix avec elle.

Elle déclare qu'elle a choisi Utrecht pour le congrès, et demande des sauf-conduits pour la France.

En conséquence de ces résolutions, le comte de Stafford devait presser le pensionnaire de déterminer les états à consentir au choix qu'elle avait fait d'Utrecht pour le congrès, et à remettre incessamment des passe-ports pour les plénipotentiaires du roi de France, afin que les conférences s'ouvrissent le 12 janvier de 1712. On était alors au mois de novembre 1711.

Elle fait part à Louis de ses démarches.

Gaultier vint en France chargé d'un mémoire, par lequel la reine informait le roi des démarches qu'elle avait faites auprès des états-généraux, et des oppositions qu'ils mettaient à l'ouverture du congrès, jusqu'à ce qu'il se fût expliqué plus particulièrement sur les articles qui les concernaient. Elle avait répondu que ces articles contenaient en général tout ce que les alliés pouvaient prétendre; et les jugeant suffisans, elle avait réitéré ses ordres au comte de Stafford pour presser l'expédition des passe-ports, et le choix de la ville qu'elle avait proposée.

Elle lui demande sous le secret ce qu'il veut faire pour chacun des confédérés.

Elle demandait, comme un moyen d'avancer la paix, que le roi lui confiât son secret sur ce qu'il voulait faire en faveur de chacun des confédérés, assurant qu'elle userait de sa confiance

avec discrétion, et seulement pour l'avantage de l'un et de l'autre. Oxford et Saint-Jean avaient joint à ce mémoire des lettres qui ne permettaient pas de douter de la droiture de leurs intentions. Leurs intérêts propres en étaient garans, toute leur conduite en était une preuve, et les intrigues de Buys, député à Londres pour soulever la nation contre ce ministre, ne faisaient pas craindre que la France fût sacrifiée à la Hollande.

Louis s'ouvre au point qu'il lui communique le fond des instructions faites pour ses plénipotentiaires.

Sur ces considérations le roi crut devoir s'ouvrir : en effet la méfiance eût été déplacée. Il répondit donc à tous les articles sur lesquels on demandait des éclaircissemens; et, déclarant ce qu'il voulait d'abord proposer, et à quoi il voulait ensuite se réduire, il communiqua aux ministres de Londres le fond du mémoire, qui devait servir d'instructions à ses plénipotentiaires. Il fallait un singulier concours de circonstances, pour forcer la cour de Londres et la cour de Versailles à traiter avec autant de franchise.

Offres qu'il fait.

Par la réponse que le roi fit au mémoire de la reine de la Grande-Bretagne, il consentait à donner une barrière aux Hollandais, et à favoriser leur commerce. Mais avant de régler cette barrière, il jugeait nécessaire de savoir à quel prince on destinait les Pays-Bas. Dans le cas qu'on les laisserait à l'électeur de Bavière, à qui le roi d'Espagne les avait cédés, il approuvait que les places fortes fussent gardées par une garnison hollan-

daise; et de son côté il laisserait aux états-généraux Menin, Sauverge, Ypres et sa châtellenie, Furnes et le Furmenbach.

Il demandait pour l'équivalent de ces places, qu'on lui rendît Aire, Béthune, Saint-Venant, Bouchain, Douai et leurs dépendances.

En disant qu'il se proposait de demander Lille et Tournai, en dédommagement de la démolition des ouvrages de Dunkerque, il confiait à la reine que pour le bien de la paix, il se contenterait de la ville et de la citadelle de Lille avec ses dépendances.

Il s'engageait à reconnaître l'archiduc Charles pour empereur, à lui restituer Brisach, à lui rendre à lui et à l'empire le fort de Kell, à raser ceux de Strasbourg construits sur le Rhin, à démolir les fortifications vis-à-vis Huningue et généralement toutes celles qui étaient élevées au delà de ce fleuve. Il demandait en retour la restitution de Landaw, et le rétablissement des électeurs de Cologne et de Bavière.

Il consentait que le duc de Savoie s'agrandît en Italie, comme la reine Anne le désirait : il le souhaitait même autant qu'elle. Mais il ne voulait pas lui laisser Exilles et Fénestrelle.

Frédéric III, électeur de Brandebourg, voyant l'élévation du prince d'Orange et d'Auguste de de Saxe, eut l'ambition d'être roi; et ne pouvant pas comme eux acquérir de nouveaux états, il

donna à une de ses provinces le nom de royaume, et mit une couronne sur sa tête. Il s'agissait d'être reconnu. Il le fut d'abord par l'empereur, par le roi d'Angleterre et par d'autres princes, parce qu'il offrit d'entrer à cette condition dans la grande alliance qui se formait alors, ce qui fut agréé. Les intérêts de ce confédéré ne pouvaient pas être oubliés. Louis XIV consentait donc à le reconnaître pour roi de Prusse, ainsi qu'à ne pas refuser au duc de Hanovre la qualité d'électeur que l'empereur lui avait donnée. C'était à peu près là tous les points sur lesquels on l'avait prié de s'expliquer. L'abbé Gaultier qui rapporta cette réponse aux ministres de Londres, eut ordre de leur dire que le roi ne doutait pas d'une confiance réciproque de leur part, ni de leur discrétion à faire un usage prudent et par degrés de la connaissance qui leur était donnée.

Plus le parti qui veut la guerre s'oppose à la paix, plus il importe au conseil de Londres de la hâter, même par des complaisances pour la France.

Les ministres de Londres flattés des procédés ouverts de Louis XIV, se trouvaient plus disposés à le favoriser; et ils sentaient croître en eux ces dispositions, lorsqu'ils considéraient la conduite de ceux qui s'opposaient à la paix.

Avec près de sept millions de livres sterling que la campagne de 1711 avait coûté à l'Angleterre, tous les efforts de Marlborough s'étaient bornés à la prise de Bouchain. Cependant les Hollandais s'opiniâtraient dans le dessein de continuer la guerre. Ils animaient plus que jamais

les whigs, qui trouvaient un autre appui dans l'empereur. On ne se proposait pas moins que d'exciter un soulèvement en Angleterre; et Gallas, ministre de Charles VI, n'était à Londres qu'un chef de faction. Le conseil de la reine, à qui les complots des whigs et les intrigues des Hollandais et des Allemands étaient connus, en devait désirer davantage la fin de la négociation commencée; et l'intérêt qui le liait à la France devenant plus fort par les oppositions même des alliés, il ne pouvait manquer de procurer à cette couronne les conditions avantageuses qu'il serait possible de concilier avec les avantages de l'Angleterre.

Le nouveau parlement est pour la paix, malgré les oppositions de beaucoup de membres.

La reine se rendit le 10 décembre 1711 au parlement qu'elle avait convoqué, elle y déclara qu'elle était résolue à terminer, par une paix glorieuse et utile, une guerre onéreuse par le sang et les trésors qu'elle coûtait à la nation. Les whigs s'élevèrent avec emportement contre tout traité, qui ne restituerait pas à la maison d'Autriche la monarchie entière d'Espagne. Mais, après de longs débats, le parti de la paix demeura supérieur de cent vingt-six voix dans la chambre des communes, et la supériorité ne lui manqua que d'une seule dans la chambre haute.

Les plénipotentiaires français se rendent à Utrecht. 1712.

On n'ignorait pas que Marlborough avait répandu de l'argent et corrompu plusieurs membres. On ne doutait pas non plus que Buys n'eût contribué par des pratiques secrètes à susciter les

oppositions que la reine avait trouvées dans une partie de son parlement. Le député donnait au moins lieu de croire qu'il attendait quelque événement capable de renverser les mesures du ministère. Les états-généraux lui avaient envoyé les saufs-conduits, avec ordre de les remettre à la reine. Cependant il ne l'avait point fait; comme il n'avait pas même de prétexte pour les retenir, il paraissait que, dans l'attente d'une révolution, il les gardait pour retarder l'ouverture des conférences. Il les délivra enfin, lorsqu'il vit que tous les détours devenaient inutiles et suspects. Saint-Jean se hâta de les faire passer en France. Le maréchal d'Huxelles, l'abbé de Polignac et Ménager, plénipotentiaires du roi, se disposèrent à partir. Leurs instructions étaient conformes au mémoire communiqué au conseil de Londres. Il arrivèrent à Utrecht le 19 janvier 1712. Buys, nommé par la province de Hollande pour assister aux conférences, les avait précédés de quelques jours.

Eugène, sollicité par les whigs, vient à Londres; mais il trouve Marlborough dépouillé de toutes ses charges, accusé et jugé coupable.

Le prince Eugène était à Londres depuis le 16. Il y était venu, sollicité par les whigs, qui fondaient sur lui toutes leurs ressources, et qui ne doutaient pas qu'avec ses talens il ne vînt à bout de culbuter au moins le ministère. Mais il s'était rendu trop tard aux sollicitations vives qu'on lui avait faites. Le comte d'Oxford ayant prévenu son arrivée, il trouva Marlborough déposé de

toutes ses charges, accusé de péculat, et jugé coupable par la chambre des communes. Reçu avec toutes les distinctions qui lui étaient dues, il fut observé de si près, qu'il ne lui fut pas possible de fomenter les cabales des whigs; il repartit après deux mois de séjour, ayant formé, dit-on, des complots, qui donnèrent seulement quelque inquiétude, et qui auraient fait tort à sa réputation, s'ils avaient été prouvés et publiés. Les ministres se trouvaient supérieurs à leurs ennemis, lorsque la France éprouva des malheurs qui apportèrent de nouveaux retardemens à la paix.

Mort du duc de Bourgogne et du duc de Bretagne.

Louis dauphin, fils unique du roi, était mort au mois de février 1711. Le duc de Bourgogne, son fils aîné, qui était le frère de Philippe, roi d'Espagne, et qui avait deux fils, le duc de Bretagne et le duc d'Anjou, mourut lui-même le 18 février 1712, six jours après sa femme, Marie-Adélaïde de Savoie, et le 8 du mois suivant une maladie inconnue mit encore le duc de Bretagne au tombeau. Il ne restait plus que Louis, duc d'Anjou, âgé de deux ans, et dont la vie paraissait en danger.

1712.

On craint que la couronne d'Espagne et celle de France ne se réunissent sur la tête de Philippe V.

Ces coups redoublés, capables par eux-mêmes de frapper vivement un père qui aimait ses enfans, et les Français qui estimaient le duc de Bourgogne, devenaient plus funestes encore dans la conjoncture présente. Car la succession à la couronne de France semblait s'ouvrir à Phi-

lippe V, et l'Europe se voyait menacée de voir cette couronne et celle d'Espagne sur la tête du même prince; danger dont elle s'effrayait beaucoup plus qu'elle ne devait, mais enfin elle s'en effrayait.

Cette crainte retarde la négociation.

Les conférences d'Utrecht n'avançaient pas. Prior, à qui la reine avait confié le secret de la négociation, n'y était pas arrivé; il n'y arriva même point. Ainsi l'évêque de Bristol et le comte de Stafford, n'osant rien prendre sur eux, se conduisaient avec beaucoup de circonspection. Contre l'attente de Louis XIV, ils ne s'ouvraient point avec ses ministres; ils parlaient même encore comme ennemis. Ils ne pouvaient guère se conduire autrement, parce que, dans la situation chancelante des choses, une démarche précipitée pouvait les rendre criminels, si le parti contraire à la paix venait à prévaloir.

Il fallait la dissiper.

Cependant la reine et son conseil la désiraient toujours; mais avant de faire de nouvelles tentatives auprès des alliés, il fallait prendre des mesures pour prévenir la réunion redoutée des deux monarchies. Les Hollandais, de plus en plus animés contre la France, s'opiniâtraient plus que jamais à n'accorder la paix qu'aux conditions spécifiées dans les préliminaires de 1709; et dans une circonstance où Philippe V paraissait si près de succéder à Louis XIV, leurs raisonnemens étaient capables d'ébranler ceux qui voulaient le

plus sincèrement la fin de la guerre. C'est alors même qu'ils remuaient en Angleterre, et qu'ils se flattaient d'y susciter des soulèvemens.

Dans cette vue, le ministère de Londres demande que Philippe V renonce purement et simplement à la couronne de France.

1712.

Ces circonstances ralentissaient nécessairement les démarches des ministres de Londres. Cependant elles ne changeaient rien à leurs dispositions ; au contraire elles leur faisaient sentir davantage la nécessité d'y persister. Le 23 mars, ils envoyèrent un mémoire à la cour de Versailles, par lequel ils demandaient, comme l'unique moyen de calmer les alarmes de l'Europe, que Pilippe V renonçât purement et simplement aux droits de sa naissance, et qu'il cédât la couronne de France au duc de Berri, son frère, troisième et dernier fils du dauphin.

Réponse du ministère de France, qui s'imagine que la renonciation serait nulle.

Cette proposition embarrassa le ministère de France, qui, s'imaginant que la renonciation serait nulle, ne pouvait le déclarer sans rompre toute négociation, ni le dissimuler sans manquer à la bonne foi. Cependant la sincérité prévalut sur toute autre considération. Le marquis de Torci, principal ministre, écrivit à Saint-Jean, que la renonciation serait nulle suivant les lois fondamentales du royaume, selon lesquelles « le « prince qui est le plus proche de la couronne, « en est héritier de toute nécessité ; que c'est un « héritage qu'il ne reçoit ni du roi son prédéces- « seur, ni du peuple; mais en vertu de la loi ; de « sorte que lorsqu'un roi vient à mourir, l'autre

« lui succède immédiatement, sans demander le « consentement de personne; qu'il succède, non « comme héritier, mais comme le maître du « royaume dont la seigneurie lui appartient; non « par choix, mais seulement par le droit de sa « naissance.

« Qu'il n'est obligé de sa couronne ni à la vo- « lonté de son prédécesseur ni à aucun édit, ni « à aucun décret, ni à la libéralité de qui que ce « soit; qu'il ne l'est qu'à la loi; cette loi est esti- « mée l'ouvrage de celui qui a établi les monar- « chies, et qu'on tient en France qu'il n'y a que « Dieu seul qui puisse l'abolir, par conséquent « qu'il n'y a aucune renonciation qui puisse la « détruire. »

Cette réponse, qui ne portait que sur des mots, eût rendu la paix impossible.

Torci emprunta pour cette réponse, comme il le dit, les termes d'un fameux magistrat, Jérôme Bignon, avocat-général. Cet exemple prouve que les opinions d'un homme qui a un nom deviennent des préjugés qu'on adopte sans examen. Car ou je me trompe fort, ou toute cette doctrine ne porte que sur de grands mots. On croirait que Bignon parle du peuple juif.

Ce magistrat aurait-il soutenu que cette doctrine était bien établie et bien reconnue avant Philippe-Auguste? Je demanderais donc pourquoi les souverains prenaient des mesures, de leur vivant, pour assurer la couronne à leur fils. Si c'est depuis Philippe-Auguste que Dieu a établi cette loi

fondamentale dont il parle, je demande sous quel règne elle a été révélée.

Si, avant Louis XIV, il y avait eu une loi qui n'eût pas permis à un prince de renoncer à la couronne, il fallait alors changer cette loi, puisque ce changement devenait nécessaire à la maison de Bourbon, à la France, à l'Espagne, à l'Europe entière. Les lois ayant été faites pour le bonheur des peuples, ce serait une grande absurdité d'imaginer qu'elles sont encore sacrées lorsqu'elles deviennent nuisibles.

Pour être affermis sur le trône, les Bourbons n'ont pas besoin que Dieu vienne dire aux Français : Voilà mon oint, voilà votre roi. Ils sont sûrs de régner par l'affection de leurs sujets. Ils en sont sûrs, parce que l'obéissance n'est pas moins due aux lois que les peuples se font, qu'aux lois que Dieu leur donne; et que désobéir aux premières, c'est toujours désobéir à Dieu, à qui nous rendrons compte de tous nos engagemens.

Le ministère anglais ne croit pas que la renonciation fût nulle.

C'est la flatterie, Monseigneur, qui a fait cette loi fondamentale; mais la flatterie tourne tôt ou tard contre le souverain. Vous le voyez; la paix n'eût pas été possible, si toute l'Europe eût pensé comme Louis XIV et son conseil, ou il eût fallu en revenir avec les Hollandais aux préliminaires de 1709. Heureusement les puissances étrangères ne connaissaient pas les lois fondamentales de la France, et elles crurent que la

renonciation serait bonne. « Nous voulons croire, « répondit Saint-Jean, que vous tenez en France, « qu'il n'y a que Dieu seul qui puisse abolir la loi « sur laquelle votre droit de succession est fondé; « mais vous nous permettrez aussi de croire en « Angleterre, qu'un prince peut se départir de « ses droits par une cession volontaire; et que ce- « lui en faveur de qui il aurait fait la renonciation « pourrait être soutenu avec justice dans ses pré- « tentions, par les puissances qui en auraient ga- « ranti le traité. »

En attendant la réponse de Philippe, on lève les autres difficultés qui s'opposaient à la paix.

L'incertitude du parti que prendrait le roi d'Espagne, faisait languir la négociation. Pour perdre moins de temps, les plénipotentiaires d'Angleterre proposèrent à ceux de France de travailler en attendant à lever de concert les autres difficultés qui s'opposaient à la paix. Ils s'assemblèrent chez l'évêque de Bristol; et afin de ne pas donner d'ombrage aux alliés, ils prirent pour prétexte de traiter quelques points de commerce entre la France et l'Angleterre. Les conférences réussirent comme on se l'était promis. Le traité eût été bientôt conclu entre les deux couronnes, si on avait eu la renonciation du roi d'Espagne.

On propose à Philippe un échange qui retarde encore la négociation.

On cherchait également à Londres et à Versailles si, dans le cas où Philippe refuserait de la donner, il serait possible de trouver quelque expédient pour y suppléer. Milord Oxford proposa une alternative : il donnait le choix à ce prince,

ou de conserver le royaume d'Espagne, en renonçant aux droits de sa naissance, ou de conserver les droits de sa naissance, en abandonnant l'Espagne au duc de Savoie, son beau-père, et en se contentant des états de ce prince, auxquels on joindrait les royaumes de Naples et de Sicile. Oxford crut peut-être avoir trouvé le vrai moyen de hâter la paix, parce qu'il pensa que le second parti serait plus agréable à Louis XIV, et plus convenable à sa famille, vu l'inquiétude que donnait la santé du duc d'Anjou.

Philippe venait alors de répondre qu'il renoncerait à la couronne de France. Ainsi l'option proposée par Oxford ne fit que retarder la négociation; car il fallut attendre une nouvelle réponse.

Philippe donne une renonciation à la couronne de France.

Louis XIV exhorta vivement son petit-fils à préférer l'échange qu'on lui proposait. Philippe persista dans la première résolution qu'il avait prise, et renonça à tous les droits de sa naissance. Peut-être y fut-il en partie déterminé par l'ambition de la reine sa femme, qui ne voulut pas sacrifier la monarchie d'Espagne à l'incertitude d'être un jour reine de France. Quoi qu'il en soit, la renonciation fut faite quelques mois après par le roi d'Espagne, ratifiée par les états de son royaume, acceptée par Louis XIV, publiée par les ordres de ce prince, enregistrée dans tous les parlemens de la manière la plus solennelle, et à

la paix, garantie par toutes les puissances de l'Europe. On peut encore remarquer que le roi de France et le roi d'Espagne ne paraissaient pas avoir douté de la validité de cet acte, si on en juge par les lettres qu'ils écrivirent à ce sujet : et quand ils en auraient douté, il n'en résulterait autre chose, si non qu'ils n'auraient pas traité de bonne foi, et la mauvaise foi ne rend pas un acte nul. Voilà donc une loi fondamentale, ou il n'y en a point. Par conséquent la branche de Bourbon, qui a passé en Espagne, ne conserve plus aucun droit à la couronne de France. En soutenant le contraire, je vous plairais peut-être davantage, mais je vous tromperais.

Tout était d'accord entre la France et l'Angleterre, et la reine Anne avait l'aveu de son parlement.

L'Angleterre et la France se trouvaient parfaitement d'accord. Il ne restait plus qu'à rompre les obstacles que les autres puissances mettaient à la paix. La reine se rendit au parlement le 17 juin 1712. Elle communiqua aux deux chambres l'état où elle avait conduit la négociation. Elle fit l'énumération des avantages qu'elle procurait à ses alliés : elle exposa les mesures qu'elle avait prises pour assurer la succession dans la maison de Hanovre; enfin elle fit valoir ses soins pour prévenir l'union des couronnes de France et d'Espagne. Elle fut écoutée avec un applaudissement général; seulement quelques membres de la chambre-haute protestèrent contre plusieurs articles de sa harangue ; mais ces protestations furent sans effet.

1712.

L'Angleterre pouvait alors faire sa paix séparément. C'eût été sans doute le moyen le plus court de terminer tout-à-fait la guerre. Le conseil de Londres, croyant devoir user de plus de circonspection, n'osa prendre ce parti. Il aurait craint de choquer trop les alliés. Il prit un parti moyen, qui leur était presque aussi contraire, et qui les choqua tout autant. Le duc d'Ormond, qui commandait les troupes anglaises depuis la déposition de Marlborough, eut ordre de se séparer du prince Eugène, et de ne concourir avec lui dans aucune entreprise; et bientôt après, il y eut entre la France et l'Angleterre une suspension d'armes pour quatre mois dans les Pays-Bas.

Les troupes anglaises se séparent du prince Eugène. Suspension d'armes entre la France et l'Angleterre, pour les Pays-Bas.

En considération de ces démarches de la cour de Londres, le roi était convenu de remettre Dunkerque aux Anglais, jusqu'à ce que les fortifications en eussent été démolies. Cependant ces démarches n'avaient pas produit tout l'effet qu'il en avait attendu : car les étrangers à la solde de l'Angleterre avaient pour la plupart refusé de suivre le duc d'Ormond, et étaient restés avec le prince Eugène, dont l'armée se trouvait par-là supérieure à celle des Français. Il y avait donc beaucoup à diminuer des avantages que la suspension d'armes avait promis.

Cette suspension ne produit pas tout l'effet qu'on en avait attendu.

Saint-Jean, que la reine avait fait pair d'Angleterre, sous le titre de vicomte de Bolingbroke, répondit que cette princesse voyait avec un dé-

plaisir sensible que ses desseins avaient été traversés; qu'elle était résolue à ne se pas rebuter; et que si le roi voulait lui remettre Dunkerque, elle ne ferait aucune difficulté de conclure sa paix particulière. Il remarquait au reste que l'Angleterre cessant de payer la solde aux troupes étrangères, les états-généraux ne seraient pas en état de les faire subsister long-temps.

Cessation de toute hostilité entre ces deux couronnes.

Comme l'offre d'une paix particulière conduisait plus promptement à la paix générale, le roi accepta la proposition de la reine. Il envoya ordre à l'officier qui commandait dans Dunkerque, d'y laisser entrer les troupes anglaises. Aussitôt la suspension, qui n'avait eu lieu que dans les Pays-Bas, devint générale; et les hostilités cessèrent par mer et par terre entre les deux couronnes.

La reine Anne avait pris le parti le plus sage : car si elle se fût déterminée à faire encore une campagne, et qu'elle eût eu avec ses alliés des succès tels qu'ils se le promettaient, ils auraient pu se rendre maîtres de la négociation. Si, au contraire, les Français avaient eu l'avantage, ils n'auraient plus voulu traiter avec l'Angleterre aux conditions qu'ils avaient offertes. Cette princesse avait donc pris à propos une résolution décisive, telle qu'elle convenait à ses intérêts.

Les Hollandais se flattent de soutenir la guerre avec avantage.

Les Hollandais se plaignirent hautement, eux qui avaient abandonné leurs alliés à Nimègue, dans une conjoncture bien différente, et qui avaient

seuls tiré avantage d'une guerre, où l'on ne s'était engagé que pour les défendre; eux qui, dans cette dernière guerre qu'ils voulaient continuer, avaient souvent déconcerté les opérations, en retardant la marche de leurs troupes, en refusant même de les envoyer, et en négligeant les préparatifs qu'ils étaient obligés de faire. Après s'être plaints, ils déclarèrent avec confiance qu'ils feraient la guerre sans la Grande-Bretagne, se flattant toujours que quelque révolution changerait le gouvernement de ce royaume, et comptant qu'ils porteraient bientôt le ravage jusque dans le cœur de la France. Sinzendorff, ministre de l'empereur à la Haye, et le prince Eugène, les berçaient de ces vaines espérances.

Eugène assiége Landrecie. Disposition de son armée,

Après avoir pris le Quesnoi, le 4 juillet, le prince Eugène fit le siége de Landrecie. Cette entreprise parut téméraire, parce qu'il ne pouvait tirer ses vivres et ses munitions que de Marchiennes; et qu'il avait par conséquent douze lieues de pays à garder. Il tira des lignes pour couvrir la marche de ses convois. Un corps de troupes, sous les ordres du prince d'Anhalt-Desseau, avait investi Landrecie. L'armée que commandait le prince Eugène s'étendait depuis le camp des assiégeans jusqu'à l'Escaut, qui la séparait du camp de Denain. Le comte d'Albemarle, général des troupes hollandaises, avait dans ce dernier camp, bien retranché, dix à douze mille hommes. Ses

lignes commençaient à l'Escaut, au-dessus de Denain et au-dessous de Prouvi, et finissaient à la Scarpe, au-dessus et au-dessous de Marchiennes, où l'armée avait ses magasins. Par cette disposition, le prince Eugène pouvait se porter sur sa droite ou sur sa gauche, suivant les mouvemens que feraient les ennemis.

Villars force les lignes de Denain.

Villars s'approcha de Châtillon-sur-Sambre, afin de faire croire qu'il voulait attaquer le camp de Landrecie. Il fit ouvrir les chemins; il fit jeter plusieurs ponts sur la rivière, disposa tout pour marcher au camp des assiégeans. Eugène, ne doutant point d'avoir découvert le vrai dessein du maréchal, se rapprocha pour soutenir le prince d'Anhalt, et sa droite se trouva, par ce mouvement, éloignée de Denain d'environ trois lieues. C'est où Villars l'attendait. Alors il s'avance pendant la nuit vers Denain; et pour cacher sa marche, il laisse sur la Sambre le comte de Coigny, auquel il ordonne de passer cette rivière, et d'envoyer, à la pointe du jour, de petits partis à la vue du camp de Landrecie.

Eugène, qui ne fut instruit de ces mouvemens qu'à sept heures du matin, ne put arriver au secours de Denain, que lorsque les lignes avaient été forcées. De toutes les troupes qu'il avait mises à la garde de ce camp, il ne recueillit au plus que quatre cents hommes, tout le reste ayant été pris, tué ou noyé.

Cette action se passa le 24 juillet. Les ennemis de la France, ayant perdu Marchiennes bientôt après, levèrent le siége de Landrecie, et perdirent encore Saint-Amand, Douai, le Quesnoi et Bouchain. Villars eut, par sa victoire, la gloire d'avancer la paix, et de procurer à la France des conditions plus honorables et plus avantageuses. Un bon général est l'âme des négociations.

Les ennemis lèvent le siége, et perdent plusieurs places.

En effet, les espérances des Hollandais étaient évanouies. Ils reconnurent qu'ils ne pouvaient soutenir la guerre sans les secours de la Grande-Bretagne. Ils voulurent renouer avec la France les conférences qu'ils avaient interrompues depuis long-temps; et leurs plénipotentiaires vinrent supplier ceux de la reine Anne d'employer leurs bons offices à cet effet. « Nous prenons la figure « que les Hollandais avaient à Gertruidenberg, et « ils prennent la nôtre, écrivait l'abbé de Poli- « gnac. C'est une revanche complète. Le comte « de Sinzendorff sent bien vivement sa déca- « dence. »

Les Hollandais demandent la paix.

Quoique la renonciation de Philippe eût été promise, et qu'on fût assuré de l'obtenir, elle n'avait pas encore été faite avec la solennité requise. Ce ne fut que le 5 novembre 1712 que ce prince la fit dans l'assemblée des états de son royaume, et les lettres-patentes données par Louis XIV sur cet acte ne furent enregistrées

La renonciation de Philippe s'était fait attendre.

au parlement que le 15 mars de l'année suivante. C'est ce qui retarda la conclusion d'une paix particulière entre la France et l'Angleterre.

Louis XIV en avait retardé l'enregistrement, quoique la cour de Londres n'attendît que cet acte pour faire sa paix particulière.

Je ne sais pas pourquoi le conseil de Versailles suspendit si long-temps l'enregistrement de cette renonciation. Milord Bolingbroke avait sollicité vivement pour qu'on se pressât davantage, promettant qu'aussitôt après l'accomplissement de cette condition essentielle, la reine ferait sa paix particulière; qu'elle déclarerait à ses alliés n'avoir d'autres offres à leur faire que les conditions que le roi avait proposée, qu'elle leur donnerait trois mois pour en délibérer, et qu'après ce terme Louis XIV ne serait plus tenu de leur accorder les mêmes conditions; mais ce même ministre avertissait la France, que si, avant l'enregistrement, les Hollandais revenaient à la raison, et imploraient la protection de la reine, il serait difficile de faire accepter le plan de paix que le roi proposait, et que l'Angleterre ne pourrait se dispenser de procurer de meilleures conditions à ses alliés.

Si l'on se fût plus pressé, elle eût été moins favorable à ses alliés.

L'événement vérifia l'avis que Bolingbroke avait donné au ministère de France. La reine favorisa les Hollandais. Elle leur conserva Tournai, dont le roi leur demandait la restitution. Elle leur aurait procuré de plus grands avantages, si, au lieu de s'opposer à la paix, ils s'é-

taient joints à elle une année plus tôt. Mais depuis la journée de Denain, il n'était plus possible de donner la loi aux Français.

Pacification d'Utrecht terminée.

Enfin, le 11 avril 1713, Louis XIV fit son accommodement particulier, par cinq traités différens, avec l'Angleterre, le Portugal, la Prusse, la Savoie et les Provinces-Unies. L'Espagne signa sa paix avec l'Angleterre et la Savoie le 13 juillet 1713. Elle traita le 26 juin 1714 avec les États-Généraux, et le 26 février de l'année suivante avec le Portugal. Tous ces actes furent signés à Utrecht.

L'empereur avait de la peine à se résoudre à la paix. Mais, étant abandonné de tous ses alliés, et voyant les succès du maréchal de Villars, il fut enfin forcé de conclure le 26 mars 1714. Le traité se fit à Rastadt. Le 6 septembre de la même année, les intérêts des princes de l'empire furent réglés dans des conférences qui se tinrent à Bade; et le 15 novembre de l'année suivante, Charles VI, George Ier, qui avait succédé à la reine Anne, et les États-Généraux conclurent à Anvers le traité de la barrière des Pays-Bas.

La France avait, par le traité d'Utrecht, remis aux Provinces-Unies les Pays-Bas espagnols, tels que Charles II, roi d'Espagne, les avait possédés en vertu du traité de Riswick; et les états-généraux s'étaient engagés à les remettre à la maison d'Autriche pour les posséder en toute souverai-

neté, avec la clause que, sous quelque prétexte que ce fût, elle n'en pourrait jamais céder ou transférer aucune place à la couronne de France, ni à aucun prince du sang de ce royaume. Or, la république de Hollande stipule, dans le traité de la barrière, les conditions auxquelles elle reconnaît la souveraineté de la maison d'Autriche sur les Pays-Bas, et elle y prend toutes les précautions qu'elle a jugées nécessaires à sa sûreté.

CHAPITRE II.

De l'Europe depuis le traité d'Utrecht jusqu'à la cessation de toute hostilité.

Quoique le traité d'Utrecht eût terminé bien des querelles, il n'ôtait pas tout sujet de guerre.

Par les armes de Villars et par les derniers traités, la France avait recouvré les principales places qu'on lui avait enlevées pendant la guerre. Philippe V était affermi sur le trône d'Espagne, et reconnu par toutes les puissances, l'empereur seul excepté. Le duc de Savoie avait le royaume de Sicile par la cession du roi d'Espagne. Les traités de Rastadt et de Bade avaient rétabli les électeurs de Bavière et de Cologne dans leurs états, droits et prérogatives. La France reconnaissait la dignité électorale de la maison de Hanovre, ainsi que la royauté de l'électeur de Brandebourg, Frédéric-

Guillaume, qui venait de succéder à son père Frédéric Ier. La succession à la couronne d'Angleterre était assurée à la ligne protestante. Charles VI avait acquis les Pays-Bas, le royaume de Naples, la Sardaigne et le Milanais. Les Anglais étaient maîtres de Gibraltar et de Port-Mahon. Enfin les Provinces-Unies venaient de former cette barrière pour laquelle elles avaient si long-temps combattu. Après tant de guerres et tant de traités, la paix était encore mal affermie. Si les puissances fatiguées avaient posé les armes, la plupart formaient encore des prétentions, et n'attendaient que le moment de les faire valoir. Mais avant de considérer les suites des traités d'Utrecht et de Bade, il faut jeter un coup d'œil sur le Nord. Nous essaierons ensuite d'embrasser toute l'Europe.

Charles XII revient dans ses états.

Après un trop long séjour en Turquie, et une conduite fort extraordinaire, Charles XII se résolut enfin à revenir dans ses états. Il traversa l'Allemagne incognito, et arriva le 21 novembre 1714 à Stralsund. Ses affaires étaient dans une situation désespérée.

1714.

La Suède avait perdu plusieurs provinces.

Le czar, maître de la Livonie, de l'Ingrie, de la Carélie et d'une partie de la Finlande, l'était encore de la mer Baltique. Frédéric IV, roi de Danemarck, venait de dépouiller le duc de Holstein, et, après avoir conquis les duchés de Brême et de Verden, il les avait mis en dépôt pour

soixante mille pistoles entre les mains de George, électeur de Hanovre. Enfin les généraux suédois, dans l'impuissance de défendre la Poméranie contre les Russes et les Saxons, l'avaient donnée en séquestre au roi de Prusse. Ainsi Charles XII dépouillé par ses ennemis, l'était encore par des princes avec lesquels il n'avait eu jusqu'alors aucun démêlé; car il jugeait bien que le séquestre n'avait été qu'un prétexte pour s'enrichir de ses dépouilles. En effet Frédéric-Guillaume n'affectait la neutralité, que pour recueillir les fruits de la guerre sans en partager les hasards.

Ligue qui se propose de chasser tout-à-fait d'Allemagne les Suédois.

Charles XII protesta contre le séquestre, et fit déclarer contre lui deux nouveaux ennemis. Le roi de Prusse et l'électeur de Hanovre se liguèrent avec le Danemarck, la Pologne et la Russie. Le dessein des confédérés était de chasser tout-à-fait les Suédois d'Allemagne : ils avaient déjà partagé entre eux les conquêtes qu'ils se proposaient de faire.

Frédéric I, roi de Prusse, dissipait ses finances, et trafiquait du sang de ses peuples.

Frédéric Ier, roi de Prusse, avec la magnificence d'une âme vaine, dissipait ses revenus en fêtes, en bâtimens, en chevaux, en valets. Ses prodigalités enrichissaient ses favoris et ses chasseurs, pendant que la famine et la peste ravageaient ses provinces, auxquelles il ne donnait aucun secours. Il trafiquait du sang de ses peuples, dit l'auteur des mémoires de Brandebourg, et il vendait vingt mille hommes pour en entretenir

trente mille. Il est un des princes à qui l'Angleterre et la Hollande donnaient des subsides pour faire la guerre à Louis XIV. *Il est difficile de comprendre*, dit l'écrivain que je viens de citer, *comment cette espèce de fierté qu'ont les âmes généreuses peut se concilier avec la bassesse qu'il y a d'être aux aumônes de ses égaux.*

Frédéric-Guillaume, son fils, qui se ligue contre la Suède, se rendait puissant par son économie.

Frédéric-Guillaume, bien différent de son père, voulant être puissant par lui-même, mit la réforme dans sa cour, dans sa maison, dans toutes ses dépenses. Il régla ses finances avec discernement; il établit la discipline parmi ses troupes : enfin, riche par son économie, il était à peine sur le trône, et il devenait déjà une puissance redoutable à ses voisins. Il entretenait cinquante mille hommes sans être à l'aumône de ses égaux. Tel est le nouvel ennemi qui armait contre la Suède.

Charles XII perd toutes les places qu'il occupait en Allemagne.

Charles XII n'eut plus que des revers jusqu'à sa mort. Au mois de décembre 1715, les confédérés se rendirent maîtres de Stralsund, et l'année suivante ils prirent Wismar, l'unique place que les Suédois conservaient en Allemagne.

Il porte ses plaintes à la diète de Ratisbonne, qui n'y a nul égard.

Auparavant, craint ou recherché de toutes les puissances de l'Europe, le roi de Suède se voyait alors réduit à porter à la diète de Rastibonne des plaintes, auxquelles on n'avait aucun égard. L'empereur regardait comme un avantage pour lui et pour l'Allemagne, que ce prince inquiet fût

chassé au-delà de la mer Baltique. Il venait de se liguer avec les Vénitiens contre les Turcs; il avait besoin de toutes les forces de l'empire : il attendait des secours de la part des ennemis du roi de Suède. Il était donc bien éloigné de se déclarer contre eux, et d'entretenir la guerre dans le Nord, lorsqu'il se disposait à la porter en Hongrie. Frédéric-Guillaume néanmoins ne voulut point prendre part à cette nouvelle guerre, sous prétexte qu'il avait encore besoin de ses troupes contre les Suédois. Mais dans le vrai, c'est qu'il ne voulait pas contribuer à l'agrandissement de la maison d'Autriche.

État de la Suède, qui avait encore la guerre avec le Danemarck.

Lorsque les confédérés eurent partagé leurs conquêtes, le Danemarck resta presque seul armé contre la Suède. La Norwége, où Charles XII avait déjà porté ses armes, dans le temps même qu'on lui enlevait Wismar, devint le seul théâtre de la guerre. Cependant les Suédois, accablés d'impôts, ou plutôt d'extorsions, se voyaient tous dans la nécessité d'être soldats. Les campagnes étaient désertes. Il ne restait presque dans les villages que des vieillards, des femmes et des enfans.

George succède à la reine Anne.

La reine Anne était morte le 12 août 1714, et George, électeur de Hanovre, avait été proclamé roi de la Grande-Bretagne, conformément aux vœux des whigs, et aux dispositions faites par le parlement. Ce prince était fils d'Ernest-Auguste duc de Brunswick-Lunebourg et de la princesse Sophie,

petite-fille de Jacques Ier. Sophie était née du mariage d'Élisabeth d'Angleterre avec Frédéric V, électeur Palatin, ce prince qui avait été élu roi de Bohême, et qui avait donné commencement à la guerre de trente ans. On a remarqué qu'il y avait quarante-cinq personnes qui se trouvaient plus près du trône que l'électeur de Hanovre.

Il fait le procès à Oxford et à Bolingbrocke.

George, persuadé que les principaux ministres du dernier règne avaient eu des vues contraires à ses intérêts, et que, sous le prétexte de la paix, ils ne s'étaient unis à la France que pour préparer le rétablissement du fils de Jacques II, établit une commission qu'il chargea d'examiner avec la dernière rigueur la conduite du comte d'Oxford et du vicomte de Bolingbrocke. Robert Walpole, nommé pour examiner les papiers de l'un et de l'autre, les lut avec la passion d'un whig, qui s'était toujours opposé à la paix, qui avait cabalé dans les communes afin de la traverser, et qui, par ces raisons, avait été renfermé à la Tour. Bolingbrocke prévint l'orage en quittant l'Angleterre : Oxford fut arrêté; mais, parce qu'on ne put rien prouver contre lui, le roi George lui rendit enfin la liberté, après un long procès et une longue prison.

Les commencemens de son règne sont troublés par une guerre civile.

Cependant la naissance avait mis un trop grand intervalle entre cet étranger et le trône, et tous les Anglais ne croyaient pas également voir en lui un souverain légitime. Agréable aux whigs, il de-

venait odieux aux torys, qui, par les changemens faits dans le gouvernement, se voyaient privés de toute la faveur. D'ailleurs les esprits sans passion et sans préjugé ne pouvaient se dissimuler l'injustice qu'on faisait à la maison des Stuarts. Ces dispositions furent la cause d'une guerre civile, qui ne fut assoupie que dans le cours de 1716; et il restait toujours un esprit de révolte, qui suffisait pour troubler le règne de George I.

Mort de Louis XIV. Leçon qu'il laisse au dauphin.

La mort de Louis XIV, arrivée le 1 septembre 1715, changea tout le système de l'Europe. Après un règne de soixante-douze ans, ce prince, dans la soixante-dix-septième année de son âge, appréciait enfin, à la vue du tombeau, cette grandeur, cette gloire qui l'avaient ébloui trop longtemps : « Mon fils, dit-il, deux jours avant sa mort « au duc de d'Anjou, alors dauphin, je vous laisse « un grand royaume à gouverner. Je vous recom- « mande surtout de travailler, autant que vous « pourrez, à diminuer les maux et à augmenter « les biens de vos sujets ; et pour cet effet, je vous « demande avec instance de conserver toujours « précieusement la paix avec vos voisins, comme « la source des plus grands biens, et d'éviter soi- « gneusement la guerre, comme la source des « plus grands maux. Ne faites donc jamais la « guerre que pour vous défendre, ou pour dé- « fendre vos alliés. Je vous avoue que, de ce côté- « là, je ne vous ai pas donné de bons exemples ;

« mais aussi c'est la partie de ma vie et de mon « gouvernement dont je me repens davantage. » Cet aveu excuse les fautes de ce monarque. Ce prince avait de la générosité, de la fermeté, de l'élévation dans l'âme. Il fut grand par la tranquillité avec laquelle il vit les approches de la mort. Il faut le plaindre d'avoir eu une mauvaise éducation, d'avoir été mal entouré, d'avoir eu des succès de trop bonne heure. Avec les qualités qu'il tenait de la nature, il eût été grand dès sa jeunesse, si ses premiers malheurs n'eussent pas duré si peu.

Inquiétudes de la France et de l'Europe, en considérant la jeunesse de Louis XV.

Il y avait plus d'un an que le duc de Berri était mort. Louis XV n'avait pas encore cinq ans accomplis. La France tremblait à la vue des malheurs dont elle était menacée si elle perdait son jeune roi, dont la santé ne la rassurait pas ; et l'Europe n'était pas sans inquiétude quand elle considérait que Philippe V, malgré ses renonciations, pouvait contester au duc d'Orléans, régent du royaume, les droits que le traité d'Utrecht lui donnait à la couronne. Quoique pour la plupart mécontentes des conditions de la paix, les puissances, encore épuisées, ne songèrent qu'à prévenir une guerre à laquelle elles n'étaient pas assez préparées. Autant elles avaient redouté l'union de la France et de l'Espagne, autant alors elles redoutèrent les divisions qui paraissaient les devoir armer l'une contre l'autre.

Traité de la triple alliance.

Le duc d'Orléans croyait voir un ennemi dans Philippe V, et George Ier voyait que le prétendant avait encore un grand parti en Angleterre. Ces deux princes, comme plus intéressés à prévenir une nouvelle guerre, négocièrent pendant le cours de l'année 1716, et l'année suivante ils conclurent à la Haye la triple alliance avec les États-Généraux. Ces puissances se garantissaient mutuellement toutes les dispositions des traités d'Utrecht; elles s'engageaient à ne donner aucun asile à ceux qui seraient déclarés rebelles par l'un des contractans; et en cas de troubles domestiques, ou d'attaque de la part de quelques ennemis étrangers, elles se promettaient des secours prompts et efficaces. Ainsi la France, pour assurer son repos, et pour maintenir les droits de la maison d'Orléans, fut dans la nécessité de se liguer avec l'Angleterre et la Hollande, et bientôt elle fera la guerre à l'Espagne.

C'est après des guerres civiles qu'un bon gouvernement peut retirer une nation de la léthargie où elle était auparavant.

Lorsqu'un mauvais gouvernement a jeté les peuples dans une espèce de léthargie, il semble qu'il n'y ait plus que les troubles des guerres civiles qui puissent rendre aux âmes une activité qu'elles ne se sentaient plus. Alors l'esprit de faction, qui produit naturellement l'enthousiasme, donne du ressort à tous les partis, produit des soldats, et crée des talens militaires. A la paix, le gouvernement trouve des hommes qui sentent le besoin d'agir, et parce qu'ils se sont

fait une habitude de l'action, et parce qu'ils ont des pertes à réparer. S'il est sage, il entretiendra, il nourrira cette inquiétude, en protégeant les arts, et les arts seront cultivés; car partout où ils ont fait des progrès, vous les avez toujours vu fleurir après de longues guerres, et même commencer parmi les troubles.

Le gouvernement de Philippe V n'a fait que jeter les peuples dans leur premier assoupissement.

Ce ne fut pas ainsi qu'en Espagne le gouvernement dirigea l'inquiétude des peuples. Épuisé, n'ayant que des ressources qui devaient l'épuiser encore, il fit de nouveaux efforts pour troubler toute l'Europe. Il entreprit de grandes choses avec de petits moyens, dans un siècle où avec de grands moyens on n'en faisait d'ordinaire que de petites. Après de vaines tentatives, il succomba par lassitude, et les peuples, également las, retombèrent dans leur premier assoupissement.

Fortune du cardinal Albéroni.

Jules Albéroni, né à Plaisance, en 1664, avait eu occasion, lorsqu'il était curé d'un village dans le Parmesan, de s'introduire auprès du duc de Vendôme, qui conçut de l'estime pour lui. Ayant rendu aux Français, pendant la guerre, des services qui ne lui permettaient pas de rester dans sa patrie, il suivit le duc de Vendôme en France, et ensuite en Espagne. Ce général se servit de lui pour entretenir une correspondance avec la princesse des Ursins, qui avait beaucoup de crédit sur Philippe. Albéroni sut se faire goûter, de sorte qu'après la mort du duc de Vendôme, en

1712, il se vit encore assuré d'une puissante protection. Son crédit s'accrut au point que Marie-Louise-Gabrielle de Savoie, reine d'Espagne, étant morte en 1715, il eut beaucoup de part au mariage de Philippe V avec Élisabeth Farnèse. La nouvelle reine lui marqua sa reconnaissance par le chapeau de cardinal et par une confiance entière. Albéroni fut bientôt premier ministre. C'était une imagination bouillante, faite pour former de grandes entreprises, plutôt que pour les bien concerter.

Il médite la conquête de l'Italie.

Les traités qu'on avait faits jusqu'alors n'avaient pas terminé les différens entre Charles VI et Philippe V, car l'un n'avait pas donné sa renonciation à la monarchie d'Espagne, et l'autre n'avait pas donné la sienne aux états que l'empereur possédait en Italie et dans les Pays-Pas. Le cardinal Albéroni, flattant la reine Élisabeth de l'espérance de procurer des établissemens à ses fils, médita la conquête de l'Italie. Il se proposait de réserver pour l'Espagne la Sicile, Naples et la Sardaigne, et il offrait au duc de Savoie le Milanais en échange de la Sicile. Comme la guerre que les Turcs faisaient alors à l'empereur paraissait favorable à ses desseins, il négociait avec la Porte pour la faire durer.

Il suscite des troubles en France pour ôter la régence au duc d'Orléans.

En même temps il cherchait à susciter des troubles en France, comptant beaucoup sur les mécontentemens que les parlemens, la noblesse

et le peuple faisaient paraître. Le prince de Cellamare, ambassadeur d'Espagne, tramait sourdement une conspiration dans laquelle plusieurs grands entrèrent. Un parti, qui se formait en Bretagne, n'attendait que la flotte des Espagnols pour se déclarer; et des soldats déguisés filaient insensiblement, et venaient se joindre aux rebelles. Le projet du cardinal Albéroni était d'ôter la régence au duc d'Orléans, et de la donner à Philippe V, afin de gouverner lui-même tout à la fois la France et l'Espagne.

Il intrigue de concert avec le baron de Gœrtz, qui médite une révolution dans le Nord.

Les intrigues de ce cardinal ne se bornaient pas là. Il négociait encore à Pétersbourg et à Stockholm. Il trouva dans le baron de Gœrtz, premier ministre du roi de Suède, un esprit remuant, capable des desseins les plus audacieux. A peine ces deux hommes se furent-ils communiqué leurs projets, qu'ils ne formèrent plus qu'un plan des vues qu'ils avaient eues séparément.

Et qui fait goûter ses projets au roi de Suède son maître.

Les ennemis du roi de Suède étaient divisés. Le czar surtout paraissait mécontent de l'espèce de défiance avec laquelle les rois de Pologne, d'Angleterre, de Danemarck et de Prusse s'étaient conduits avec lui, et de tout ce qu'ils avaient fait pour l'empêcher d'avoir un établissement en Allemagne. Gœrtz, jugeant donc qu'il serait facile de séparer ce prince de ses alliés, imagina de l'engager à faire la paix avec la Suède, et se flatta d'y déterminer son maître. En effet Charles XII, ir-

rité contre George qui lui avait enlevé Brême et Verden, quoiqu'il ne lui eût point donné occasion de se déclarer contre lui, lui sacrifiait volontiers sa vieille haine contre le czar, au nouveau désir de se venger du roi d'Angleterre. Il est vrai qu'il fallait abandonner plusieurs provinces à la Russie; mais Gœrtz lui faisait envisager la gloire de rétablir Stanislas, le prétendant, le duc de Holstein, de reconquérir les provinces qu'on lui avait enlevées, et de donner la loi à l'Europe.

Cette intrigue se tramait tout à la fois en Angleterre, en France, en Hollande, en Russie et en Suède.

Charles, à qui de pareils projets ne pouvaient manquer de plaire, donna des pouvoirs à son ministre pour traiter avec toutes les cours où il voudrait négocier. Gœrtz vint en Hollande, en France: il se concerta avec Albéroni, et il fit sonder le czar, qui parut entrer dans ses desseins, moins sans doute parce qu'il comptait sur le succès, que parce qu'il risquait peu. Il avait toujours l'avantage de s'assurer de ses conquêtes par un traité. Les propositions qu'on devait lui faire étaient de fournir des vaisseaux pour transporter dix mille Suédois en Angleterre, et trente mille en Allemagne, et d'entrer lui-même en Pologne avec quatre-vingt mille Russes.

Le comte de Gyllembourg, ambassadeur de Suède en Angleterre, encourageait les mécontens. Le parti du prétendant avait déjà fourni des sommes considérables. Gœrtz, qui les toucha en Hollande, avait acheté des armes et des vais-

seaux. Le chevalier de Folard, alors au service de Charles XII, était venu en France pour engager dans ce parti des officiers français et irlandais. Mais comment conduire secrètement une conspiration qui se trame tout à la fois en Angleterre, en France, en Hollande, en Espagne, en Russie et en Suède?

Gœrtz et Gyllembourg, ambassadeurs de Suède en Angleterre, sont arrêtés.

Le duc d'Orléans, ayant découvert ces intrigues, en donna avis au roi d'Angleterre, dans le même temps que les Hollandais communiquaient au ministre de Londres à la Haye les soupçons qu'ils avaient de la conduite de Gœrtz. Le plénipotentiaire du roi de Suède et Gyllembourg furent arrêtés, le premier à Deventer en Gueldres, et le second à Londres. 1717.

Le czar vient en France, et, à sa considération, le duc d'Orléans demande et obtient la liberté de ces deux ministres.

Cette même année le czar vint en France, où il fit trop peu de séjour pour étudier une nation où il y a beaucoup à louer et beaucoup à blâmer. Il s'occupa surtout des arts; et il saisit cette occasion pour proposer un traité d'alliance que le régent n'accepta pas, parce qu'il eût été contraire aux engagemens qu'il prenait avec la Grande-Bretagne. A sa considération, le duc d'Orléans demanda et obtint la liberté des ministres du roi de Suède. Gœrtz, devenu libre, n'abandonna pas ses projets; mais nous sommes bientôt à la fin de toutes ces intrigues.

L'escadre anglaise ruine la flotte qu'Albé-

Au mois d'août 1716, le prince Eugène avait battu les Turcs à Peterwaradin, et au même mois

roni avait armée pour ses projets de conquêtes.

de l'année suivante, il les défit encore à Belgrade, et se rendit maître de cette place. Albéroni, voyant qu'il ne pouvait changer les dispositions que la Porte apportait à la paix, hâta les expéditions dont il avait fait les préparatifs. Les Espagnols envahirent la Sardaigne, et débarquèrent en Sicile. Cette flotte, la plus considérable que l'Espagne eût armée depuis Philippe II, fut entièrement ruinée par l'escadre anglaise, qui vint au secours de l'empereur.

1718.

Paix entre la Porte et la cour de Vienne.

Le traité de Passarowitz venait de terminer la guerre entre la Porte et Charles VI, qui acquérait Temeswar, Belgrade et toute la Servie. Les Vénitiens, qui avaient conquis la Morée à la fin du dix-septième siècle, et à qui elle avait été abandonnée par le traité de Carlowitz, l'avaient perdue dans cette guerre et ne la recouvrèrent pas.

Alors l'Angleterre et la France concluaient le traité de la quadruple alliance.

Dans le temps même que ces choses se passaient, l'Angleterre et la France prenaient sur elles de régler les différens qui subsistaient entre l'empereur et le roi d'Espagne. Le 2 août, elles conclurent à Londres le traité de la quadruple alliance, dans lequel elles se proposaient de faire entrer l'empereur, qui le signa tout aussitôt, et la Hollande, qui, sous différens prétextes, n'y accéda qu'au mois de février de l'année suivante.

1718.

Par ce traité, Charles VI reconnaissait Philippe V pour roi d'Espagne, et Philippe cédait à Charles

les Pays-Bas et les provinces d'Italie, qui étaient le sujet de la guerre. Ces deux princes devaient donner des renonciations aux états qu'ils s'abandonnaient l'un à l'autre.

Le duc de Savoie rendait la Sicile à l'empereur, et on lui donnait en échange la Sardaigne.

Quoique le saint-siége regardât et regarde encore Parme et Plaisance comme des fiefs dont il peut seul disposer, et qui, au défaut d'hoirs mâles dans la maison Farnèse, doivent être réunis au domaine de l'Église, la quadruple alliance, sans aucun égard pour ces prétentions, déclare que les duchés de Parme et de Plaisance, ainsi que le duché de Toscane, seraient tenus pour fiefs masculins de l'Empire; et que, lorsque la succession de ces états sera ouverte, on les donnera aux fils d'Élisabeth Farnèse, en suivant l'ordre de primogéniture. Par cette dernière disposition, favorable à la reine d'Espagne, on comptait persuader à la cour de Madrid d'accéder à la quadruple alliance.

L'Espagne refuse d'accéder à la quadruple alliance. Mort de Charles XII.

Quoique le duc de Savoie fût lésé par ces arrangemens, il y donna son consentement d'une manière authentique, le 2 novembre 1718. Mais Albéroni persistait toujours à vouloir réunir à l'Espagne les provinces démembrées, comme s'il eût pu résister seul aux forces de la quadruple alliance. Sur ces entrefaites la mort de Charles XII, tué le 11 décembre au siége de Friderichs-hall, ruina tous les grands projets du Nord. Gœrtz,

arrêté comme auteur, par ses conseils, des malheurs de la Suède, fut sacrifié à la haine du peuple, et perdit la tête sur un échafaud.

La France déclare la guerre à Philippe, qui accède à la quadruple alliance.

Enfin, au mois de janvier 1719, la France déclara la guerre à l'Espagne, par un manifeste qui expliquait les raisons qu'elle avait eues de faire alliance avec l'empereur et le roi de la Grande-Bretagne. Philippe, alors trop faible contre ses ennemis, et cédant aux instances de l'Europe, disgracia son ministre, et accéda à la quadruple alliance le 26 janvier. Le cardinal Albéroni, contraint de sortir du royaume, se retira en Italie, où il est mort en 1752.

1720.

Cependant la paix donnée à l'Europe n'était rien moins qu'assurée.

L'accession de la cour de Madrid au traité de la quadruple alliance paraissait avoir consommé l'ouvrage de la paix; mais la politique des principales puissances, qui depuis les traités de partage s'établissaient pour juges de tous les différens, n'était pas un moyen bien sûr d'assurer la tranquillité de l'Europe. Les puissances lésées protestaient contre un tribunal qui n'avait sur elles d'autres droits que la force. Si elles cédaient par impuissance, elles conservaient des prétentions, et elles attendaient que quelque événement divisât les arbitres qui leur avaient donné la loi. Le roi d'Espagne réclamait lui-même les provinces qu'il venait d'abandonner, déclarant qu'il n'était entré dans la quadruple alliance que parce que le duc d'Orléans lui avait promis la res-

titution de Gibraltar, que les Anglais refusaient cependant de lui rendre. L'empereur n'avait pas renoncé sincèrement aux duchés de Parme, de Plaisance et de Toscane; il ne les avait cédés aux fils d'Élisabeth Farnèse que parce qu'il pouvait arriver telles circonstances où toutes ces dispositions seraient changées. Il venait d'ailleurs de proclamer une pragmatique sanction, qui était une nouvelle source de querelle. C'est une loi par laquelle il établissait, au défaut d'hoirs mâles dans sa maison, l'indivisibilité de ses domaines en faveur de sa fille aînée. Or cette loi était contraire aux intérêts de plusieurs princes qui, dans le cas où Charles VI ne laisserait point de fils, avaient des droits sur plusieurs provinces de la maison d'Autriche. Ainsi l'Europe jouissait de la paix, et les peuples ne savaient pas combien elle était incertaine. Les conseils des princes occupés à la consolider, ne cessaient de négocier, et se voyaient tous les jours à la veille d'une nouvelle guerre.

Changement dans le gouvernement de Suède.

Les Suédois sont de tous les peuples celui qui sut le mieux tirer avantage des malheurs que toute l'Europe avait soufferts. Ils reconnurent enfin qu'un héros sur le trône de Suède était plus redoutable pour eux que pour leurs ennemis. Les états assemblés déclarèrent à Ulrique-Eléonore, sœur et héritière de Charles XII, qu'ils regardaient le trône comme vacant, l'assurant néanmoins que leur choix tomberait sur elle, si elle

voulait s'engager à ne régner que suivant la forme de gouvernement qu'on lui prescrirait. Eléonore, moins jalouse de l'autorité que touchée des malheurs qu'entraîne le despotisme, consentit à cette proposition, et les Suédois établirent un gouvernement mixte, propre à limiter la puissance du monarque. Ils eurent ensuite pour Eléonore la complaisance de couronner le prince de Hesse-Cassel, son mari. En 1720, cette princesse conclut à Stockholm un traité de paix avec l'Angleterre, la Prusse, la Pologne et le Danemarck; et, en 1721, elle en conclut un autre à Neustadt, avec le czar qui mourut en 1725.

LIVRE DERNIER.

DES RÉVOLUTIONS DANS LES LETTRES ET DANS LES SCIENCES DEPUIS LE QUINZIÈME SIÈCLE.

CHAPITRE PREMIER.

Révolutions que produisent dans les lettres les Grecs qui se réfugient en Italie, après la prise de Constantinople.

L'Europe était dans l'ignorance, et ne faisait que de mauvaises études.

Nous avons vu l'Europe, dans l'ignorance, s'appliquer à des études pires que l'ignorance même; et sans doute que les meilleurs esprits, après avoir fait de vains efforts pour s'instruire, se sentaient portés à préférer leur ignorance à ces études. Dégoûtés de tout ce qu'on leur offrait, et n'ayant pas assez de lumières pour justifier leurs dégoûts, ils n'osaient ni critiquer leurs maîtres, ni tenter une route nouvelle : ils avaient plutôt la simplicité de se croire sans intelligence, et ils renonçaient à un savoir qu'ils ne pouvaient acquérir. Ainsi ce qu'on nommait science restait en proie aux esprits faux, qui étaient d'autant plus vains de ce qu'ils croyaient avoir appris que personne n'y pouvait rien comprendre.

Lorsque le goût se forma tout à coup en Italie;

L'Italie était encore dans cette barbarie, lorsque les poëtes provençaux suscitèrent les génies toscans. Le goût se forma tout à coup sur la fin du treizième siècle, et se perfectionna dans le quatorzième. Ce fut l'ouvrage du Dante, de Pétrarque et de Bocace.

On croirait que la barbarie va se dissiper; car le goût est proprement l'aurore du jour qui doit éclairer l'esprit humain. Aux premiers rayons qu'il répandait, on devait entrevoir les formes hideuses de la scolastique. En effet le Dante, Pétrarque et Bocace méprisaient toutes les études de leur siècle.

Mais il se perdit à l'arrivée des Grecs de Constantinople.

Si la lecture de leurs ouvrages eût répandu ce mépris, comme elle paraissait devoir faire, les bons esprits se seraient portés à de nouvelles études. Les uns auraient cultivé leur goût, en imitant les anciens; les autres auraient cherché dans la nature les connaissances qu'ils ne trouvaient pas dans les écoles. Mais les Grecs, ces Grecs auxquels on attribue la renaissance des lettres, se répandirent en Italie comme un nuage, et interceptèrent la lumière qui venait de se montrer.

L'étude de la langue grecque avait commencé en Italie avec le quinzième siècle.

L'étude du Grec commença parmi les Italiens avec le quinzième siècle. Manuel Chrysoloras l'enseigna successivement à Venise, à Florence, à Rome et à Pavie. Ayant été envoyé par l'empereur de Constantinople, pour implorer le secours

des princes chrétiens contre les Turcs, il se fixa en Italie, lorsqu'il appris la défaite de Bajazet par Tamerlan, et il forma un grand nombre de disciples. 1402.

Après la prise de Constantinople par Mahomet II, les Grecs qui avaient quelques connaissances se réfugièrent en Italie, où le goût qu'on avait pour leur langue leur ouvrait un asile et leur assurait des secours. Ils trouvèrent de puissans protecteurs dans Côme, Pierre et Laurent. Celui-ci surtout les combla de bienfaits. André-Jean Lascaris, un des savans qui étaient venus de Constantinople, fit deux fois par son ordre le voyage de la Grèce, d'où il remporta quantité d'excellens manuscrits. Plusieurs autres princes favorisèrent encore les lettres grecques à l'exemple des Médicis. 1453. C'est pourquoi les Grecs y trouvèrent un asile et de puissans protecteurs.

Le cardinal Bessarion ne les favorisait pas moins à Rome, où il jouissait d'une grande considération. Auparavant archevêque de Nicée, il avait accompagné Jean Paléologue II aux conciles de Ferrare et de Florence. Il était resté en Italie pour se dérober à la vengeance des Grecs, qui lui reprochaient avec fondement d'avoir contribué plus qu'aucun autre au décret de réuion. Il avait été fait cardinal par Eugène IV, et il pouvait rendre aux Grecs qui se retiraient en Italie des services d'autant plus grands, qu'alors Nicolas V, de la maison des Médicis et protecteur des lettres, était sur la chaire de saint Pierre.

Alors l'étude de leur langue devint la passion des Italiens, qui cherchaient l'instruction ou la considération.

La considération que le public accorde à ceux qui approchent les grands, et qui ont part à leurs bienfaits, fut un aiguillon pour les Italiens. Ils se livrèrent avec passion à une étude qui excitait d'autant plus leur curiosité, qu'elle était nouvelle, et qu'elle conduisait à la faveur. Elle devenait d'ailleurs tous les jours plus facile : les livres grecs se répandaient : on trouvait partout des maîtres pour les expliquer, et il est bien plus commode d'apprendre des mots que des choses.

Ils auraient dû étudier le grec pour en transporter les beautés dans leur langue.

Si les Italiens se fussent adonnés à cette étude, avec l'ambition de transporter dans leur langue les beautés des anciens écrivains de la Grèce, ils auraient sans doute perfectionné leur goût. C'est ainsi que Dante, Pétrarque et Bocace s'étaient conduits. Le dernier avait étudié le grec, et tous trois ils savaient la langue latine beaucoup mieux qu'on ne la savait de leur temps. Mais il eût été à souhaiter que ceux qui voulaient enrichir ainsi la langue italienne en eussent étudié le caractère avec plus de discernement que n'ont fait les écrivains du quatorzième siècle. Comme ils avaient plus la manie que le goût du latin, ils en transportaient indifféremment la construction dans leur langue, et faisaient souvent prendre à l'italien des tours qui ne lui pouvaient pas convenir. Bocace n'est pas exempt de reproches à cet égard. Aussi l'italien s'est-il ressenti long-temps et se res-

sent peut-être encore du mauvais goût du siècle où il se formait.

Le quinzième siècle lui fut encore plus contraire; car bien loin de l'enrichir, on ne le cultiva plus. L'étude des écrivains de la Grèce prit avec trop de fureur, trop d'applaudissemens et trop de rapidité, pour permettre de se partager entre une langue savante et une langue vulgaire. Le fanatisme de l'érudition se saisit des esprits, et on ne connut plus d'autre mérite que d'entendre le grec et d'écrire en latin. Alors s'établit le préjugé de l'antiquité, qui n'est pas encore tout-à-fait détruit. On imita servilement les anciens. On crut prouver une opinion qu'on embrassait, en prouvant que c'était celle de quelqu'un d'eux. En un mot, on s'imagina qu'ils avaient tout fait, et qu'il ne restait plus qu'à les entendre et qu'à les copier.

Mais ils laissèrent leur langue pour lire du grec et pour écrire en latin;

Les savans venus de Constantinople contribuèrent sans doute à répandre un préjugé qui leur était aussi favorable. Quoiqu'ils sussent médiocrement la langue latine, ils la préférèrent à une langue vulgaire dont ils ignoraient entièrement les beautés. Ils donnèrent l'exemple, et l'Italie fut féconde en écrivains latins, la plupart poëtes et mauvais; si, comme on le leur reproche, ils n'imitaient qu'en copiant les expressions et les tours des anciens. Ce goût domina pendant le quinzième et le seizième siècles.

Et l'Italie fut féconde en écrivains latins.

Au seizième cependant, quelques esprits, qui

Au seizième

siècle les meilleurs esprits d'Italie cultivèrent l'italien ; mais partout ailleurs les langues vulgaires furent négligées et méprisées.

n'étaient pas faits pour obéir au préjugé, cutivèrent la langue italienne avec succès. Tels sont Guichardin, Machiavel, l'Arioste, Guarini, le Tasse, et quelques autres moins célèbres. Mais partout ailleurs qu'en Italie, les savans négligèrent tout-à-fait les langues vulgaires, qu'ils traitaient de jargon barbare. Ils crurent qu'ils allaient faire renaître celle de l'ancienne Rome, et le seizième siècle produisit plus d'écrivains latins que le siècle d'Auguste. Seulement la France eut quelques poëtes Français fort mauvais, ou qui, tout au plus comme Marot, montraient quelquefois, dans un langage encore grossier, de l'esprit, du talent, et même de l'élégance.

Cette passion pour les langues mortes devait retarder les progrès du goût.

Je crois, Monseigneur, que vous commencez à comprendre comment la mode des langues savantes a retardé les progrès du goût. Cherchons néanmoins à nous en rendre raison plus particulièrement. Cette recherche curieuse est utile, parce qu'elle contribue à faire mieux connaître l'esprit humain.

Les langues n'ont d'élégance qu'autant qu'il y en a dans l'esprit de ceux qui les parlent.

Vous savez que le système des langues est calqué sur celui de nos connaissances; et que par conséquent elles sont plus ou moins riches, suivant que nous avons plus ou moins d'idées. Vous en devez conclure qu'elles sont susceptibles de plus ou moins de finesse, de délicatesse et de précision, à proportion de la finesse, de la délica-

tesse et de la précision avec laquelle nous sommes capables de concevoir les choses. Car la langue dans laquelle nous pensons doit prendre la forme de nos pensées; et elle ne peut être élégante, si l'élégance n'est déjà dans notre esprit.

Les esprits étaient donc bien grossiers au quinzième siècle, puisque les langues étaient grossières.

A l'exception de l'italien, que je ne compte pas, puisque les savans dédaignaient de le parler, toutes les langues de l'Europe étaient encore fort grossières au quinzième siècle. Elles étaient par conséquent rarement capables de finesse, de délicatesse, de précision. J'en peux donc dire autant de ceux qui les parlaient, puisqu'ils avaient fait ces langues d'après leur façon de voir et de sentir.

Ils auraient pu se former le goût s'ils n'eussent étudié les langues mortes que pour perfectionner les langues vulgaires.

Or, la même grossièreté étant commune à ces langues et à ceux qui les parlaient, le goût se serait formé bien difficilement et bien lentement, si on les eût cultivées sans faire aucune étude des anciens; mais il devait se former peut-être encore plus difficilement et plus lentement, lorsqu'on s'appliquait uniquement aux langues mortes, et qu'on négligeait de cultiver les langues vulgaires. Pour hâter les progrès du goût, il fallait donc étudier les unes et en même temps cultiver les autres, il fallait les comparer continuellement; c'était le vrai moyen de s'approprier des beautés qu'on ne savait pas encore sentir. Alors à mesure qu'on aurait lu les anciens avec plus de discernement, les langues modernes seraient devenues susceptibles de plus d'élégance; et à me-

sure que les langues modernes seraient devenues susceptibles de plus d'élégance, on aurait été capable de lire les anciens avec plus de discernement. En continuant donc de passer ainsi alternativement de l'une de ces études à l'autre, on aurait trouvé dans chacune des secours pour réussir également dans toutes deux. Voilà par quel moyen la lecture des anciens pouvait rendre les progrès du goût plus rapides.

Mais dès qu'ils se bornaient à l'étude des langues mortes, le goût ne pouvait plus se former.

Mais pour s'être adonnés au grec et au latin uniquement, il arriva que les esprits, aussi grossiers que les langues qu'ils parlaient, lurent les anciens sans être capables d'en sentir toutes les beautés. En effet pouvaient-ils y démêler une finesse, une délicatesse, une précision dont ils n'avaient pas encore d'idée? S'ils étaient bien éloignés de voir et de sentir comme les Romains ou comme les Grecs, pouvaient-ils juger de la manière dont les Romains ou les Grecs exprimaient ce qu'ils voyaient et ce qu'ils sentaient? On admirait donc sans discernement et sur parole, et cette admiration aveugle était une nouvelle barrière contre les progrès du goût.

En étudiant le français, vous avez eu souvent occasion de remarquer combien les beautés de style sont quelquefois fines et délicates. Or, s'il est si difficile de les bien sentir dans une langue que nous parlons tous les jours avec des gens de goût, et dans laquelle nous avons tant d'excellens

modèles, les savans du quinzième siècle avaient-ils plus de facilité de les apercevoir dans les écrivains de la Grèce et de Rome?

Cependant quoiqu'ils lussent, ou plutôt parce qu'ils lisaient avec aussi peu de goût, ils se flattèrent de s'être rapprochés du siècle d'Auguste, lorsqu'ils n'avaient fait que copier ou contrefaire les anciens. Toutes les fois qu'ils se louent mutuellement, ils croient découvrir parmi eux des Virgiles, des Cicérons, etc. C'était, à s'y tromper, le style de ces grands hommes. On n'avait pas assez de discernement pour sentir que ces écrivains étaient inimitables, surtout au quinzième siècle. Ils l'étaient cependant déjà du temps d'Auguste : car chaque homme de génie a un style, qui ne ressemble point à celui d'un autre. Aussi lorsqu'aujourd'hui nous voulons louer un écrivain, nous n'imaginons pas de dire qu'il écrit comme Racine ou comme Bossuet, quand même il écrirait aussi bien ou mieux; et tout écrivain qui veut écrire comme un autre est un écrivain médiocre.

Cependant ils se comparaient aux écrivains du siècle d'Auguste.

Je crains que la confiance d'écrire si bien en latin dans le seizième siècle n'ait nui à la langue italienne qui se cultivait alors; et que l'usage où étaient les latinistes d'écrire sans trop choisir les tours, n'ait accoutumé les Italiens à n'être pas assez difficiles. Quoique la beauté du style exige, pour employer toujours le terme propre, qu'on

La manie du latin a nui à la langue italienne.

démêle jusqu'aux nuances qui distinguent deux mots; il paraît qu'à cet égard ils ne sont pas fort scrupuleux, et que leurs meilleurs écrivains ne sont pas à l'abri de tout reproche. On peut encore remarquer que s'étant accoutumés dans les commencemens à imiter les tours de la langue latine, ils n'ont plus su écrire qu'en imitant cette langue ou quelque autre, et c'est le français qu'ils imitent aujourd'hui. Aussi leur langue est-elle très-propre à contrefaire toutes les autres; mais elle n'a point de caractère décidé, et n'en aura vraisemblablement jamais. Je sens bien que ce jugement peut être téméraire de ma part; mais comme vous saurez un jour cette langue mieux que moi, je vous laisse le soin de le confirmer ou de le détruire.

La langue française a été formée sous de plus heureux auspices.

Notre langue s'est formée dans des circonstances plus heureuses. C'est dans le dix-septième siècle, lorsque les bons esprits commencaient à secouer le préjugé de l'antiquité, et à se guérir de la manie d'écrire en latin. Nous étudiâmes notre langue, comme il fallait l'étudier, en consultant les anciens, sans nous y asservir; et nous lui fîmes prendre un caractère. Si les Français sont aujourd'hui de tous les peuples celui qui parle le mieux sa langue, en voilà, je crois, une des causes. Autre jugement hasardé, dont les étrangers conviendront d'autant moins, que je ne sais pas leurs langues. Revenons donc à notre sujet.

Tant que le goût était encore grossier, les autres facultés ne pouvaient pas se perfectionner.

Je crois avoir démontré que c'est au goût à se perfectionner le premier; et à donner ensuite, à mesure qu'il fait des progrès, le perfectionnement aux autres facultés. Il était donc bien difficile qu'on sût raisonner, dans ces siècles où l'étude du grec et du latin dégénérait en manie. Aussi n'y a-t-il rien de plus misérable ou de plus absurde que les raisonnemens que faisaient quelquefois les esprits même les meilleurs. Sans jugement, sans critique, ils sont comme le peuple, livrés aux préjugés les plus grossiers. Ils ne savent que penser sur les choses où ils n'ont pas un ancien pour guide; et ils croient tout, lorsqu'ils rencontrent un ancien crédule.

Si Corneille n'eût écrit qu'en latin, il n'eût été que médiocre.

C'est dans le commerce du monde que le goût doit se former; et si les hommes de génie y contribuent plus que les autres, il faut encore que tout le public y concoure. Si Corneille n'eût jamais fait que des pièces médiocres, il eût toujours eu les mêmes applaudissemens, parce qu'on n'eût rien connu de mieux. Mais en donnant des beautés nouvelles, il accoutuma les spectateurs à lui en demander. Il se fit des juges qui ne se contentaient plus du médiocre; et se trouvant forcé à faire mieux, il les rendit tous les jours plus difficiles. Quand il eut donc de mauvais succès, il ne put s'en prendre qu'à son génie, qui avait éclairé le public.

Or, croyez-vous que Corneille eût également

réussi, s'il n'eût écrit qu'en latin? Non, sans doute; puisqu'il n'aurait plus trouvé dans le public ce juge qui l'avertissait lorsqu'il cessait de bien faire. Je craindrais plutôt qu'après avoir commencé par être médiocre, il n'eût fini par être mauvais.

Il ne pouvait pas y avoir de grands écrivains dans le quinzième siècle.

Tel était donc le sort des érudits du quinzième et du seizième siècles. Sans goût, ils se trouvaient dans l'impuissance d'en acquérir, parce qu'ils n'avaient pas le public pour juge; ils louaient pour être loués, ils critiquaient par envie, ils ne jugeaient que par préjugé.

Dans le seizième siècle les arts fleurissent en Italie.

Lorsque, dans le seizième siècle, le savoir, hérissé de grec et de latin, se montrait presque toujours sans goût et sans jugement, les Italiens eurent parmi eux des hommes de génie, pour qui l'érudition ne fut pas si contagieuse, et qui cultivèrent les arts avec succès. L'architecture, la peinture, la sculpture, la gravure et la poésie italiennes furent portées à un si haut point de perfection, que le seizième siècle est le beau siècle de l'Italie.

La cour de Léon X y contribue beaucoup.

Pour faire naître tous ces arts, il fallait une cour voluptueuse, magnifique, riche et prodigue. Telle était celle de Léon X, fils de Laurent de Médicis. Élevé sur la chaire de saint Pierre, à l'âge de trente-six à trente-sept ans, il se partagea entre la politique et les plaisirs. Pendant les guerres qui déchiraient l'Italie, il prodiguait ses trésors aux artistes, aux poëtes, aux gens de

1513.

lettres; il fit achever la basilique de Saint-Pierre, que Jules II, son prédécesseur, avait commencée; et il donnait des fêtes à ses cardinaux. Ce fut alors qu'on vit pour la première fois des poëmes en musique. On donnait souvent des comédies; et le plaisir que le pape et la cour prenaient à la représentation de celles de l'Arioste et de Machiavel contribua sans doute à faire cultiver de plus en plus la langue italienne.

On ne peut pas douter que l'Italie ne doive à ce pontife le progrès qu'elle a fait dans les arts et dans la poésie. Il en a été loué, et le seizième siècle a été nommé le siècle de Léon X.

Mais ce Pontife a fait payer cher à l'Église et à l'Europe la protection qu'il a donnée aux arts.

Mais, Monseigneur, si vous considérez les suites de tant de dissipations, c'est-à-dire les abus des indulgences, et les maux qui en sont nés, vous conviendrez que la basilique de Saint-Pierre, des tableaux, des statues, des poëmes et des fêtes ont coûté à l'Église la moitié de l'Allemagne, les royaumes du Nord, les Provinces-Unies, l'Angleterre, des millions de Français, et à l'Europe entière tout le sang que les guerres de religion ont fait répandre. J'espère donc que vous ne vous laisserez pas éblouir aux louanges qu'on donne à Léon X, et que la gloire dont on le couvre ne sera pas celle dont vous serez le plus jaloux. Avant les arts de luxe, il y a bien des choses qui méritent l'attention du prince. Il doit surtout n'être jamais prodigue; car si les dissipations

coûtent des larmes au peuple, les flatteries des gens de lettres ne les sèchent pas.

Les arts se sont formés en Italie, malgré les savans.

Vous voyez que la naissance des arts ne doit rien à la révolution de Constantinople. Ils paraîtraient plutôt s'être formés malgré les savans du seizième siècle ; car l'Italie se trouvait comme divisée en deux nations, dont l'une était possédée de la manie de l'antiquité, tandis que l'autre parlait sa langue. L'une en quelque sorte se croyait ancienne, et l'autre se contentait d'être moderne. Hors l'Italie, tout le reste de l'Europe était alors barbare : on y trouvait seulement des hommes qui lisaient le grec, qui parlaient latin, qui se croyaient savans, et qui passaient pour tels. Érasme, dont nous parlerons bientôt, est le seul qui se soit véritablement distingué par son goût et par la justesse de son esprit.

CHAPITRE II.

Absurdités et fanatisme des littérateurs et des scolastiques du seizième siècle.

Dans un temps où l'on commençait à quitter la scolastique pour lire les meilleurs écrivains de l'antiquité, il était

Après avoir critiqué les savans du quinzième et du seizième siècles, je ne dois pas oublier ce qui peut les justifier, d'autant plus que j'ai encore des critiques à faire. Plusieurs avaient beau-

coup d'esprit, et il ne leur manquait que d'être venus dans de meilleurs temps. Quand on pense combien ils devaient être dégoûtés de la scolastique, on n'est pas étonné que dans le désir de s'instruire, ils se soient portés avec trop de passion à l'étude des écrivains de la Grèce et de Rome. Attirés par les charmes d'un style qui se faisait entendre, ils ne pouvaient avoir d'autre ambition que d'entendre tous les jours mieux des ouvrages dont la célébrité semblait promettre des connaissances en tous genres. Ils commencèrent donc par mépriser souverainement la scolastique. Peut-être ce mépris ne fut-il d'abord fondé que sur le langage barbare des écoles ; mais il préparait au moins à juger dans la suite des choses et de la méthode.

naturel qu'on se livrât avec trop de passion à l'étude du grec et du latin.

Ce mépris suscita de vaines disputes, dans lesquelles la raison eut moins de part que la passion. D'un côté, attaquer la scolastique, c'était attaquer la théologie, par conséquent la religion, par conséquent être impie, athée, etc. Rien n'est plus dangereux, disait-on, que de mettre les livres des païens entre les mains des jeunes gens : c'est les élever dans le paganisme; et quiconque sait le grec, et se pique de parler comme Cicéron, est tout au moins hérétique.

De là deux partis: celui des scolastiques, qui traitaient de païens ou d'athées ceux qui les méprisaient;

De l'autre côté, on regardait non-seulement les anciens païens comme les inventeurs de toutes les sciences, ce qui était exagérer déjà beaucoup; mais

Et celui des latinistes, qui canonisaient les écrivains de l'antiquité, et qui en transpor-

taient le langage jusque dans la théologie.

on louait encore leurs mœurs, jusqu'à laisser en doute s'ils n'ont pas pu être sauvés ou même jusqu'à les canoniser. On était si attaché à leur langage, qu'on le transportait dans la théologie chrétienne. L'excommunication s'appelait l'interdiction du feu et de l'eau. On rendait grâces aux dieux immortels de l'élévation d'un cardinal sur la chaire de saint Pierre : et Léon X lui-même écrivant à François Ier pour l'engager à faire la guerre aux Turcs, l'y exhortait par les dieux et par les hommes *per deos atque homines*. Enfin il se forma une secte de cicéroniens, qui prétendaient que Cicéron est le seul auteur qu'on doit lire et imiter. Je conjecture que cette prévention outrée des latinistes pour les auteurs païens est ce qui a donné occasion aux poëtes du seizième siècle de mêler dans leurs ouvrages le sacré avec le profane. Il était naturel que l'exemple devînt contagieux pour eux; et personne ne songeait à blâmer un usage approuvé par tous les savans.

Au milieu de ces disputes, les meilleurs esprits s'éclairaient. Tel est Erasme.

Pendant que les uns sauvaient les anciens païens, et que les autres damnaient ceux qui les lisaient, il se trouvait des esprits d'une meilleure trempe, qui s'éclairaient à mesure que les deux partis contraires devenaient plus absurdes. Tel est Érasme, le plus bel esprit et le plus éclairé de son siècle. Je ne dois pas passer sous silence cet écrivain, qui vous a donné quelques leçons.

Erasme se te-

Rodolphe Agricola, d'un village près de Gro-

ningue, avait commencé à répandre la littérature ancienne en Allemagne, lorsque Érasme, né à Roterdam vers l'an 1467 [1], faisait ses études à Deventer, sous Hegius, disciple d'Agricola. Sans m'arrêter sur le temps de sa jeunesse, où il montra autant de talent que d'envie de s'instruire, je dirai seulement qu'il fit avec passion toutes les études qu'on faisait alors, qu'il se dégoûta de quelques-unes avec raison, et que dans la suite il contribua par ses ouvrages plus qu'aucun autre à répandre en France et en Allemagne le goût des lettres grecques et latines. François Ier, dans le dessein de fonder un collége pour les langues savantes, voulut l'attirer à Paris; et il chargea Budé, ami de cet homme célèbre, de lui écrire à ce sujet. Budé était un savant français que l'on comparait alors à Érasme, mais qu'on ne lui compare plus; et ces deux hommes sont en France l'époque de la connaissance du grec, qui, avant le seizième siècle, n'y était point connu. Érasme se refusa aux offres de François Ier, parce que c'était s'exposer à la haine des théologiens, que de concourir à l'établissement d'un collége où l'on enseignerait le grec et l'hébreu, et parce que d'ailleurs il craignait l'esclavage attaché à la condition de ceux qui servent les princes.

fuse aux invitations de François I.

Les savans, comme autrefois les Grecs, voya-

Il voyage.

[1] On ne sait pas exactement l'année de sa naissance.

geaient alors pour acquérir des connaissances : usage qui s'est insensiblement perdu, à mesure que les livres sont devenus plus communs. Érasme voyagea donc en France, en Angleterre et en Italie.

Les Italiens, prévenus pour leur savoir, méprisaient alors généralement les étrangers, et particulièrement Érasme et Budé, dont ils défendaient la lecture : ils se piquaient tous d'être cicéroniens. Érasme arriva en Italie en 1506, lorsque Jules II assiégeait Bologne. Il fut témoin de l'entrée triomphante de ce pontife, dans laquelle il ne reconnut pas la marche d'un successeur de saint Pierre. Les Italiens ne lui parurent pas répondre à leur réputation. Il leur trouva peu de mœurs, peu de religion, beaucoup de pédanterie. Il fut cependant fort accueilli de tous ceux qui avaient le plus de mérite. On tenta même tout pour le retenir à Rome.

L'Éloge de la Folie lui suscite des ennemis, et la Sorbonne le condamne.

Il revint ensuite en Angleterre, où il avait déjà été. Il y composa l'Éloge de la Folie, satire ingénieuse de tous les états. Cet ouvrage eut un grand succès, et suffit seul pour immortaliser Érasme ; mais il suscita contre lui la haine des moines et des scolastiques qu'il avait tournés en ridicule. Plusieurs écrivains ayant pris la plume pour censurer cet ouvrage ou pour le défendre, il s'éleva de grands mouvemens dans la république des lettres. Enfin quelques années après la mort

de l'auteur, il fut mis à l'index, et la Sorbonne le condamna. Cette faculté déclara qu'Érasme, en le composant, s'était montré fou, insensé, même impie, injurieux à Dieu, à Jésus-Christ, à la Vierge, aux saints, aux ordonnances de l'Église, aux cérémonies ecclésiastiques, aux théologiens, aux religieux mendians, qu'il avait osé insulter d'une bouche corrompue et blasphématoire.

Il reconnaît qu'il y a des choses à reprendre dans cet ouvrage.

Avec un esprit tourné à la plaisanterie, Érasme était très-propre à combattre plusieurs préjugés de son temps; mais aussi il lui était difficile de se contenir dans de justes bornes. Il s'échappait quelquefois. Il reconnaissait lui-même qu'il y avait des choses à reprendre dans son ouvrage, et il se reprochait de l'avoir publié. Cependant, de toutes les qualifications que la Sorbonne a données à l'Éloge de la Folie, il ne mérite que celle d'avoir été injurieux aux théologiens et aux moines. Il l'a en effet été d'autant plus que les injures pouvaient passer pour des vérités.

Reproches qu'il faisait avec fondement aux théologiens de son temps.

Ce n'était pas la première fois qu'Érasme attaquait les Théologiens de son temps, et ce ne fut pas la dernière. Il leur reprochait de ne connaître ni l'Écriture, ni les pères, ni les conciles, de n'agiter que des questions frivoles, et d'avoir corrompu la théologie par ambition, par avarice, par flatterie, par un esprit de dispute et par superstition. Ils étaient à la vérité si ignorans, qu'on entreprenait sérieusement de leur prouver

que les belles-lettres leur étaient nécessaires; et ils entreprenaient tout aussi sérieusement de prouver eux-mêmes qu'elles leur étaient tout-à-fait inutiles. Il est vrai qu'elles leur avaient été inutiles pendant plusieurs siècles; et comme ils s'étaient toujours trouvés bien retranchés derrière leur ignorance, ils se défendaient avec rage, se voyant menacés de perdre toute leur considération.

Il écrit contre les cicéroniens, qui lui répondent avec des injures.

Si la littérature était tout-à-fait bannie des écoles, vous avez vu qu'on s'y livrait ailleurs avec un ridicule qui pouvait excuser les scolastiques. Érasme, qui cherchait naturellement le milieu entre les excès, écrivit donc contre les cicéroniens. Aussitôt les littérateurs s'élevèrent contre lui avec la même rage que les scolastiques. Toute l'Italie cria qu'il voulait déprimer Cicéron pour se mettre lui-même à la place de cet orateur. Jules Scaliger le traita d'ivrogne, de bourreau, de parricide, de monstre, de nouveau Porphyre [1], d'hérésiarque; ajoutant qu'il avait commencé par attaquer Jésus-Christ, Dieu même, pour passer ensuite à Cicéron, tâcher de l'anéantir, en prendre la place, et introduire une nouvelle éloquence.

Le goût de l'antiquité s'était répandu trop promptement pour ne pas dégénérer en fanatisme.

Si le goût de l'antiquité se fût introduit avec lenteur, comme aux temps du Dante, de Pétrarque et de Bocace, il eût été plus sage et plus

[1] Porphyre avait écrit contre la religion chrétienne.

réglé; on n'eût point vu tant d'absurdités soutenues avec tant de fanatisme. Je le répète donc, les Grecs venus de Constantinople, en produisant une révolution trop prompte, ont retardé les progrès de l'esprit.

Mauvais raisonnemens des ennemis d'Érasme.

Pendant que les savans s'occupaient à des disputes ridicules, Luther parut, et en agita d'autres qui devaient être bientôt sanglantes. Il attaquait les moines et les scolastiques. Or, Érasme les avait attaqués avant lui. Érasme était donc le précurseur de Luther; il était le véritable hérésiarque : il savait le grec et le latin; il ne fallait donc pas apprendre ces langues, elles étaient la vraie source des hérésies. Avec de pareils raisonnemens ses ennemis croyaient triompher.

Il était suspect, parce qu'il n'approuvait pas qu'on punît de mort les luthériens.

En effet, plus les raisonnemens sont mauvais, plus il est quelquefois difficile de se défendre; comme ils sont intarissables, il n'est pas possible de répondre à tous. Érasme était d'autant plus embarrassé, qu'en condamnant les erreurs de Luther, il ne pouvait approuver les bûchers des catholiques. On brûlait les hérétiques à Rome, en Allemagne, en France, en Angleterre; et il était persuadé que, dans les premiers siècles de l'Église, l'hérésie n'était pas punie de mort. Cependant il eût fallu, pour écarter tout soupçon, allumer lui-même les bûchers. Mais il se contentait de dire; *Je ne juge ni ceux qui tuent, ni ceux qui sont tués; je m'exprime seulement*

comme les Pères qui n'employaient que les argumens et les livres contre les hérétiques.

Scène pantomime où l'on joue l'empereur et Léon X.

Cette façon de penser avait ses partisans, malgré la barbarie du seizième siècle; et, quoiqu'il y eût du danger à se déclarer, il se trouva des hommes assez hardis pour jeter du ridicule sur la conduite du pape et de l'empereur.

1580. Pendant la tenue de la diète d'Augsbourg, dans laquelle les protestans présentèrent à Charles-Quint leur célèbre confession de foi, un homme masqué en docteur parut au milieu de l'assemblée. Il avait un écriteau sur lequel on lisait le nom de Jean Capnion, philosophe sincrétiste ou éclectique, qui, adoptant jusqu'aux absurdités de la cabale, brouillait tous les systèmes. Ce masque jeta au milieu de la salle un fagot, dont une partie du bois était droit et l'autre tortu. Quand il se fut retiré, il en survint un second qui représentait Érasme, et qui tenta d'arranger ce bois et de le redresser; mais n'ayant pu réussir, il s'en retourna après avoir donné quelques signes d'humeur. On vit ensuite arriver un moine avec le nom de Luther; celui-ci sépara le bois tortu, y mit le feu, et dès qu'il le vit enflammé, il se retira. Alors un homme habillé en empereur vint l'épee à la main contre ce feu; il le remua, il l'alluma davantage, il entra en fureur, et sortit. Un dernier masque accourut, c'était Léon X. Tout effrayé, il paraissait occupé des moyens

d'éteindre ce bois, lorsqu'ayant vu deux urnes, dont l'une était pleine d'eau et l'autre d'huile, il prit dans son trouble la dernière, la jeta sur le feu, et disparut. Charles-Quint, qui avait d'abord cru qu'on ne voulait que l'amuser, ayant enfin compris le sens de cette scène pantomime, ordonna d'arrêter les masques; mais on ne les trouva plus.

Les disputes de religion se multipliaient et détournaient de toute autre étude;

Nous avons vu que dans les commencemens Luther attaquait seulement les abus. On a donc lieu de juger qu'une réforme aurait prévenu les maux que cet hérésiarque a causés; mais il eût fallu sacrifier dans bien des choses les intérêts des papes, des moines et des scolastiques. D'ailleurs on était si ignorant et si prévenu, que tout usage qui subsistait depuis un siècle ou deux était regardé comme autorisé par tous les siècles de l'Église. Les moines croyaient bonnement que la théologie des Arabes était la doctrine des apôtres; comme les papes croyaient, ou voulaient paraître croire que la puissance qu'ils s'arrogeaient n'était que la puissance même que Jésus-Christ avait donnée à saint Pierre.

Mais elles devaient enfin produire la lumière.

Les disputes sans nombre, qui sont nées de cette ignorance et de ces prétentions, ont distrait de toute autre étude, et, par conséquent, elles ont encore retardé les progrès des belles-lettres. Cependant elles devaient enfin produire quelque bien, parce qu'elles mettaient dans la nécessité

d'étudier l'histoire, et de lire avec plus de critique. Cette révolution ne pouvait être prompte : mais Érasme a la gloire de l'avoir préparée. Cet écrivain célèbre, qui a eu l'estime de tous les hommes de mérite de son temps, s'est fait un nom qui a survécu à ses critiques. Les ennemis qui l'ont persécuté ne méritent plus d'être nommés. Il mourut à Bâle, en 1536.

CHAPITRE III.

Des sectes de philosophie au quinzième et au seizième siècles.

Les Anciens étaient de mauvais guides en philosophie.

Si nous avions à chercher l'art de la navigation, nous commencerions par échouer contre les mêmes écueils, où l'on avait échoué avant nous. La même chose nous a dû arriver, lorsque l'art de philosopher est devenu l'objet de nos recherches. Nous pouvions consulter les Anciens, et nous l'avons fait : mais c'était prendre sur une mer que nous ne connaissions pas, des guides qui ne la connaissaient guère mieux. Quoiqu'elle fût couverte de leurs naufrages, ils ne s'en étaient pas aperçus; et comme ils s'étaient presque continuellement égarés, en se croyant toujours dans la bonne route, ils nous ont seulement appris à

nous égarer avec confiance. Cette seule considération peut vous faire prévoir ce qui doit arriver à la philosophie.

Cependant il était naturel de les consulter;

Il eût été plus sage d'étudier la nature dans la nature même; mais il fut plus aisé de l'étudier dans les Grecs, qu'on supposait l'avoir connue. Dans l'ignorance où l'on se trouvait, on s'applaudissait d'avoir des guides : on se flattait de satisfaire plus promptement sa curiosité; et la paresse s'accommodait de n'avoir que des lectures à faire.

Et de se prévenir pour eux et pour les Grecs modernes qui paraissaient les entendre.

Le style des anciens philosophes a contribué à dégoûter de la scolastique: c'est un avantage; mais aussi cet avantage est cause qu'on les a lus avec trop de prévention. L'estime pour l'Académie ou pour le Lycée s'est accrue, non à proportion du mérite de ces deux sectes, mais à proportion du mépris où tombaient les écoles. De là naîtront mille préjugés. L'entêtement, avec lequel on les soutiendra mettra de nouveaux obstacles à la découverte de la vérité, et les Grecs de Constantinople, qui ont introduit la pédanterie dans les belles-lettres, ne répandront aucune connaissance dans la philosophie.

Cette prévention devait se porter à l'excès.

Le goût se trouvant informe, le jugement n'était pas assez éclairé, pour démêler ce qui manquait aux anciens écrivains de la Grèce, et ce qui manquait encore plus aux Grecs modernes. Comme on aimait à lire ceux-là, on crut qu'ils savaient tout, et on ne jugea pas moins sa-

vans ceux qui paraissaient les entendre. Ce qu'il y a de vrai, c'est que les Italiens étaient fort ignorans eux-mêmes. S'ils se portaient avec passion à la lecture des anciens, c'était moins par sentiment des beautés de style, que par dégoût du jargon des scolastiques. Ils admiraient ce qu'ils n'entendaient pas. Ils disputaient sur le sens d'un passage, comme si découvrir ce qu'un philosophe a cru, c'était toujours connaître la vérité. Ils croyaient sur sa parole ce qu'ils s'imaginaient avoir trouvé dans ses écrits; et souvent, par conséquent, ce qu'ils n'avaient jamais pensé.

On croira que les anciens ont tout su, et qu'il ne nous reste qu'à les étudier.

De là naîtra une admiration aveugle pour tout philosophe ancien. On ne verra en lui ni erreur, ni faute. Les commentateurs pourront ne pas s'accorder sur les explications qu'ils en donneront; mais ils s'accorderont à dire qu'il est toujours clair, toujours élégant, et qu'il ne peut jamais se tromper. On croira donc que nous sommes venus trop tard pour raisonner, que tout a été dit, que la source des découvertes est tarie, et qu'il ne nous reste plus qu'à étudier l'antiquité, et qu'à la citer. S'il arrivait alors un homme de génie, qui, ayant découvert le système du monde, se contentât de le démontrer par des raisonnemens que l'expérience et les observations confirmeraient, je crois pouvoir assurer qu'il ne passerait que pour ignorant. Au contraire, celui qui le combattrait par l'autorité des anciens, et qui

accumulerait passages sur passages, serait regardé comme un homme d'une science profonde. Ce siècle sera donc celui où l'érudition entreprendra de tout prouver, et où l'autorité tiendra lieu de raison. Vous voyez par-là qu'il ne faut pas juger des savans du quinzième et du seizième siècles sur la réputation qu'ils avaient alors. Quand les sciences paraissent commencer, les hommes doivent toujours être prodigues de louanges, parce que tout savoir, vrai ou prétendu, paraît alors un prodige. Dans des temps plus éclairés, on loue moins, parce qu'on loue avec plus de discernement.

De là naîtront toutes les sectes.

Cette prévention pour l'antiquité est d'autant plus extraordinaire, qu'il n'y a point d'accord entre les philosophes grecs, et que même leurs ouvrages ont encore été commentés, c'est-à-dire altérés de bien des manières. Cependant il faut bien s'opiniâtrer à chercher la science chez eux, dès qu'on a pour principe qu'elle ne se trouve que dans l'érudition. Seulement on se permettra de quitter un ancien pour un ancien, et vous allez voir renaître toutes les sectes.

Le péripatétisme et le platonisme passent de Constantinople en Italie.

Dans le quinzième siècle et dans les précédens, les Grecs étaient péripatéticiens et platoniciens. La secte d'Aristote prévalait à la cour de Constantinople, tandis que le platonisme, bien différent de la doctrine de Platon, régnait dans les cloîtres. Trompés par le faux Denys, les moines avaient

puisé dans Ammonius, ou dans d'autres philosophes d'Alexandrie. Ainsi leur platonisme n'était autre chose que ce sincrétisme qui se proposait de concilier Pythagore, Platon, Moïse; et qui, adoptant des idées d'Hermès et de Zoroastre, se conciliait encore avec le système d'émanation, autrefois si accrédité en Asie et en Égypte. Si cette doctrine devait plaire aux Grecs, dont l'esprit, en matière de philosophie, a toujours été plus subtil que solide, elle était encore bien plus faite pour occuper des imaginations creuses qui rêvaient dans la solitude.

Le platonisme apporté en Italie avec le péripatétisme, y fit des sectateurs. De ce nombre étaient les Médici, qui contribuèrent beaucoup à le répandre, par la protection qu'ils donnaient à ceux qui l'enseignaient. Cependant Nicolas V, quoique de la même maison, et Alphonse, roi d'Aragon et de Naples, favorisant plus particulièrement Aristote, chargèrent des savans d'en revoir le texte, et d'en donner des traductions latines.

Ces deux sectes y élèvent des disputes l'une contre l'autre, et ne s'accordent que dans le mépris qu'elles ont pour la scolastique.

Ces deux sectes ne s'accordèrent que sur la scolastique, qu'elles méprisaient à l'envi. Elles l'attaquèrent; mais elles se livrèrent aussi l'une à l'autre des combats. On disputa dans toute l'Italie pour savoir auquel des deux on devait la préférence, d'Aristote ou de Platon, ou s'il ne serait pas mieux de les rejeter également. Ces disputes furent

soutenues avec tout le fanatisme que l'ignorance inspirait aux nouveaux sectateurs des deux philosophes grecs, et aux partisans aveugles des anciennes études. Cependant on ne connaissait dans le vrai ni Aristote ni Platon; car le premier était mutilé, et ils avaient été fort défigurés l'un et l'autre par les sincrétistes d'Alexandrie.

On se prévenait pour le platonisme, parce qu'on était persuadé que les premiers pères de l'Église avaient été platoniciens, et que Platon, ainsi que Pythagore, avait puisé sa doctrine dans les livres de Moïse. Aussi croyait-on y découvrir les mystères de notre religion. Ceux au contraire qui ne s'accommodaient pas des êtres imaginaires du platonisme, comptaient s'instruire mieux avec Aristote : il leur paraissait plus physicien. D'ailleurs les esprits qui avaient été élevés dans les écoles le trouvaient souvent plus conforme à leur manière de raisonner et aux préjugés dont ils étaient imbus.

Une secte de sincrétistes veut concilier Aristote et Platon.

Entre ces deux sectes, il s'éleva des sincrétistes qui voulurent concilier Aristote avec Platon. Ce fut un nouveau sujet de dispute; car les platoniciens et les péripatéticiens zélés soutinrent également que rien n'était plus contraire que les principes de ces deux philosophes.

Jean Pic de la Mirandole, phénix du quinzième siècle.

Jean Pic, prince de la Mirandole, suffira pour vous donner une idée du savoir du quinzième

siècle, dont il était le phénix, de l'aveu de tous les savans.

Dès l'âge de dix-huit ans, il savait déjà une quantité prodigieuse de langues; et son ambition n'étant pas satisfaite, s'il n'était en tous genres le plus savant des hommes, il ne se proposa pas moins que de connaître toutes les choses divines et humaines avec leurs causes. Il se flatta de trouver tout cela dans des voyages et dans des lectures. Il causa avec tous les vivans; il lut sans choix tous les morts; il apprit le jargon de toutes les sectes passées et présentes; et ne voyant plus rien de caché pour lui, il fit afficher des thèses dans toutes les universités de l'Europe, provocant à la dispute tous ceux qui voudraient se rendre à Rome, et offrant de leur payer le voyage. Ce défi étonna d'autant plus que Pic n'avait alors que vingt-quatre ans.

Ces thèses, au nombre de neuf cents, étaient un ramas de propositions qu'il avait prises dans tous les écrivains connus, platoniciens, péripatéticiens, scolastiques, arabes, cabalistes, etc. Il y avait encore ajouté plusieurs centaines de propositions qu'il regardait comme autant d'opinions à lui, et il se flattait d'avoir fait de tout ce chaos un système qui s'accordait parfaitement avec les dogmes de la religion.

Innocent VIII lui défendit de soutenir à Rome

ces propositions, et d'un si grand nombre, il en condamna treize comme hérétiques. Ce n'était pas beaucoup, ou plutôt c'était trop; car toute cette érudition ne signifiait rien sans doute. Pic de la Mirandole se plaignit, il fit son apologie : cependant quelque temps après il regrettait les années qu'il avait passées à lire saint Thomas, Scot, Albert le Grand, etc.

Le seizième siècle donne la préférence à Aristote sur Platon.

La décadence des Médicis, lors de la guerre de Charles VIII, entraîna la décadence du platonisme. Les péripatéticiens triomphèrent, et les platoniciens devinrent rares dans le seizième siècle.

Deux sectes de péripatéticiens.

La préférence d'Aristote sur Platon cessa donc d'être une question. Il ne restait plus qu'à entendre le premier de ces philosophes, et on eut recours à des commentateurs. Les uns choisirent Averroès, d'autres préférèrent Alexandre d'Aphrodisée, qui vivait au second siècle de l'Église, et qui passait pour avoir le mieux entendu le chef du Lycée. De là naquirent deux sectes que Léon X condamna.

Ce fut avec raison que les péripatéticiens, d'après Alexandre d'Aphrodisée, niaient l'immortalité de l'âme humaine, et les péripatéticiens averroïstes ne reconnaissaient qu'une seule âme pour animer tout à la fois l'univers et chaque homme. Ces deux systèmes étaient une des causes du peu de religion qu'Érasme avait remarqué en Italie.

Ces erreurs d'Aristote fournirent des armes aux scolastiques, qui ne savaient trop eux-mêmes ce qu'ils pensaient sur l'âme. Mais les partisans de ce philosophe le défendaient avec zèle, les uns assurant qu'on ne l'entendait pas encore assez pour le condamner, les autres offrant de le corriger quelquefois avec un peu de platonisme.

La naissance du luthéranisme donne de nouveaux partisans à Aristote.

Ces disputes divisaient tous les esprits, lorsque le luthéranisme fit une diversion en faveur des péripatéticiens. Comme les scolastiques n'avaient fait qu'un système monstrueux de la philosophie et de la théologie; les luthériens, qui prétendaient réformer l'Église, jugèrent devoir porter les premiers coups sur la scolastique, qu'ils regardaient comme le boulevard de tous les abus. Ils le firent avec d'autant plus davantage, qu'Érasme et d'autres les avaient déjà prévenus; et que tant qu'ils se bornèrent à ne combattre que les mauvaises études, les meilleurs esprits, parmi les catholiques mêmes, se joignirent à eux, ou du moins les approuvèrent secrètement. Luther eut surtout un grand nombre de sectateurs en Allemagne, parce que les Allemands étaient exercés dans l'art de disputer autant que les Italiens mêmes. Au bruit que faisaient les sectes qui se combattaient en Italie, ils étaient accourus dès le quinzième siècle; et ils avaient reporté chez eux les opinions et les disputes. Il était difficile que la scolastique se soutînt contre des hommes

qui savaient combattre, et à qui le zèle de la religion ou le fanatisme fournissait des armes. Elle avait d'ailleurs contre elle la passion avec laquelle on se portait à la lecture des anciens; la prévention, où l'on était, que pour corriger les abus, il la fallait absolument détruire; les efforts ridicules qu'elle faisait pour intéresser la religion à sa défense; et enfin les persécutions qu'elle employait.

A mesure qu'elle tombait dans le mépris, le péripatétisme s'élevait à la plus haute considération. On eût dit que c'était assez d'avoir prouvé qu'elle n'apprenait rien, pour être en droit d'en conclure qu'on apprenait tout dans Aristote. Telle était la prévention pour cet écrivain, qu'on appelait le prince des philosophes. Si quelquefois on ne pouvait pas s'en dissimuler les erreurs, on les regardait comme de légères taches qu'il était facile d'enlever.

Mélanchton, un des chefs du luthéranisme, ne connaissait rien de mieux qu'Aristote. Il conseilla de l'étudier; il voulut qu'on l'enseignât dans les écoles après l'avoir corrigé, et son autorité le fit prévaloir parmi les protestans. Cependant il s'éloignait en cela de Luther, qui rejetait également le péripatétisme et la scolastique.

Les scolastiques les moins passionnés conviennent qu'il y a des vices dans leur méthode.

Au milieu des disputes, il s'élève d'ordinaire des esprits conciliateurs qui cherchent à se rapprocher les deux partis. On jugea donc qu'il ne fallait ni tout blâmer dans la scolastique, ni tout

approuver, et qu'il suffirait d'en corriger les abus. On ne faisait pas attention qu'elle n'était scholastique que par les abus, et qu'on ne pouvait les corriger tous sans la détruire.

Mais ils pensent qu'il la faut conserver pour défendre la religion.

Les partisans de cette méthode se trouvant heureux de pouvoir composer, cédèrent sur quelques articles, dans l'espérance qu'on ne les inquiéterait plus sur les autres. Quelque prévenus qu'ils fussent, ils ne pouvaient pas toujours s'aveugler. Les difficultés les frappaient quelquefois, et surtout les ridicules dont on les couvrait. Ils reconnurent donc une partie des abus; mais ils justifièrent la scolastique, en les rejetant sur ceux qui l'enseignaient, et saisissant l'occasion d'en faire l'éloge, ils prétendirent qu'il la fallait conserver pour défendre la religion contre les hérétiques; comme si les pères de l'Église, sans être scolastiques, ne l'avaient pas bien défendue pendant plusieurs siècles.

Ils croient la corriger en se rapprochant du péripatétisme, et Aristote prend possession des écoles.

Dès qu'une réforme devenait nécessaire, il était naturel de chercher des lumières dans la secte la plus accréditée. Les scolastiques se rapprochèrent donc des péripatéticiens; et il se forma une doctrine qui n'était ni la scolastique pure, ni le péripatétisme pur, mais un mélange de l'un et de l'autre. C'est ainsi que les universités s'ouvrirent insensiblement au chef du Lycée. Son nom retentit bientôt dans les écoles, et on ne jura plus que sur la parole d'Aristote.

On croyait du moins jurer sur la parole de ce philosophe, et on se trompait; car Aristote devenu scolastique n'était certainement plus lui-même. Il eût été bien étonné sans doute de penser comme saint Thomas et comme Scot. Ce qu'il y a de vrai, c'est que pour accorder ces trois écrivains, on leur faisait souvent dire ce qu'ils n'avaient pas dit.

Il eût été bien étonné d'enseigner, dans les universités, la doctrine de saint Thomas et de Scot.

Le premier défaut de la scolastique péripatéticienne, comme de la scolastique pure, est de n'avoir fait qu'une science de la philosophie et de la théologie. Car si la saine philosophie est uniquement fondée sur l'expérience et si la saine théologie ne doit puiser que dans l'Écriture et dans la tradition, il est évident que ces deux sciences, ayant une origine différente, doivent être traitées séparément. Elles ne sont pas contraires, mais elles ne sauraient se confondre. Quelle confusion ne doit donc pas produire leur mélange, lorsqu'on emploie une philosophie absurde, sans principe et sans méthode.

Le premier défaut de la scolastique est de n'avoir voulu faire qu'une science de la philosophie et de la théologie.

Si les scolastiques se rapprochèrent des péripatéticiens, les péripatéticiens ne se rapprochèrent pas des scolastiques; au contraire ils continuèrent d'en être les ennemis. Cependant ils n'étaient pas plus raisonnables, puisqu'ils voulaient faire d'Aristote un théologien chrétien, et qu'ils entrepenaient d'expliquer la théologie chrétienne par les mauvais principes de ce phi-

Les péripatéticiens ne se rapprochaient pas des scolastiques, qu'ils continuaient de mépriser, et ils croyaient que, pour être chrétiens, il suffisait de penser comme Aristote.

losophe. Parce que la vérité ne saurait être contraire à la vérité, ils s'imaginaient qu'il devait penser en chrétien; croyant que tout ce qu'il avait dit était presque aussi vrai que tout ce qui avait été révélé.

Mais on ne raisonnera bien que lorsqu'on abandonnera et le péripatétisme et la scholastique.

Vous pouvez juger, d'après ces considérations, qu'il sera inutile de vouloir réformer la scolastique et le péripatétisme; qu'on ne raisonnera bien que lorsqu'on abandonnera absolument l'un et l'autre; et que tant qu'il en restera quelque chose, ce sera un obstacle aux progrès de l'esprit. Mais l'empire d'Aristote est établi sur l'opinion, et la raison a peu de force contre les préjugés.

Secte ennemie des péripatéticiens.

Pendant qu'on pliait en général sous le joug du péripatétisme ou de la scolastique, il y avait une secte qui s'était formée des débris du platonisme, et à laquelle je ne sais quel nom donner. Elle puisait tout à la fois dans Pythagore, qui n'a point écrit, dans Platon et dans les cabalistes. Son principe était que Moïse avait enseigné toutes les sciences, que les cabalistes les conservaient par tradition, et que Platon les tenait de Pythagore, qui les avait prises dans le législateur des Juifs. Après tant de suppositions fausses, elle avait découvert que tous les êtres émanent successivement par degrés d'un premier principe; que par conséquent l'univers est rempli d'esprits de différens ordres, et que nous pouvons remonter à eux, ou les faire descendre à nous. Ce système

prenait autant de formes qu'il avait de sectateurs. C'est un rêve qui mène à la magie, et la magie est un autre rêve elle-même. Cette secte obscure ne s'est signalée que par la haine qu'elle portait aux péripatéticiens.

Bernardo Télésio, qui a le premier réfuté solidement Aristote, renouvelle la secte de Parménide.

Le péripatétisme eut d'autres ennemis. Le plus célèbre de ceux qui commencèrent à l'attaquer ouvertement est Bernardo Télésio, né à Cosenza, dans le royaume de Naples, en 1508, et mort en 1588, dans la même ville. Ne trouvant pas plus de solidité dans Aristote que dans les scolastiques, il s'appliqua surtout à faire voir que les principes de ce philosophe ne sont que des définitions arbitraires, des notions vagues, de pures abstractions qui n'expliquent rien, et qui ne mettent que des mots à la place des choses. La justesse de ses critiques lui mérita les applaudissemens des Napolitains, quoique jusqu'alors ils eussent été prévenus pour Aristote. Mais il ne fut pas heureux, quand il voulut lui-même expliquer la nature. Car ayant pris Parménide pour guide, il entreprit de faire voir comment le chaud et le froid, notions vagues qu'il réalisait, avaient tout produit en agissant sur la matière. Son système, dit-on, est mieux développé et plus ingénieux que celui du philosophe d'Élée : mais il ne s'aperçut pas, comme le lui reproche le chancelier Bacon, qu'il ne raisonnait lui-même que sur des abstractions toutes pures. Il a la gloire d'avoir le premier

réfuté solidement Aristote, et ce fut la cause de sa mort; car les querelles que lui firent des moines péripatéticiens, lui causèrent la maladie dont il mourut.

Les erreurs où tombent d'autres ennemis d'Aristote, font dire que hors du péripatétisme il n'y a plus de religion.

Les avantages qu'il avait remportés sur le prince des philosophes, auraient pu avoir des suites; si les erreurs dangereuses où tombèrent ceux qui entrèrent dans la même carrière, n'avaient pas décrédité les ennemis du péripatétisme. Il semble que dans ce siècle on ne devait plus connaître aucune autorité, dès qu'on avait tant fait que de rejeter celle d'Aristote. Les péripatéticiens s'en prévalurent. Ils soutinrent qu'il ne pouvait être combattu que par des hommes sans religion; et ils parurent le prouver par l'exemple de Giordano Bruno de Nole, et par celui de Tommaso Campanella de Stilo, tous deux de l'ordre des dominicains.

Erreurs ou absurdités de Giordano Bruno.

Bruno avait de la lecture, peu de jugement, une imagination déréglée, et se piquait surtout de penser librement et hardiment. Il adopta pour le fond la philosophie de Démocrite et d'Épicure: il emprunta beaucoup de choses de Pythagore; et il croyait qu'avec la connaissance des nombres, ce philosophe et Apolonius de Tyane avaient fait des miracles; il admettait la métempsycose, pensait que la nature est Dieu; il peuplait l'espace de génies de différentes espèces; il mettait des âmes jusque dans les pierres; il croyait que le

sort de chaque homme est écrit dans sa main, etc. En un mot, il se fit un système rempli d'idées confuses, absurdes et contradictoires. On a remarqué qu'il n'est pas possible de deviner sa pensée, et vraisemblablement il ne savait pas ce qu'il croyait lui-même. Ses opinions sont l'ouvrage d'une imagination qui prend partout sans se fixer sur rien; et elles ne sont pas moins contraires à la raison qu'à la foi.

Il voyagea en Allemagne, en France et en Angleterre, enseignant sa doctrine, et combattant les péripatéticiens. Il vint à Paris lorsque cette secte y causait de grands mouvemens par la violence avec laquelle elle poursuivait Ramus, qu'elle accusait d'attaquer la religion, parce qu'il écrivait contre la dialectique d'Aristote. Cependant il n'y avait pas un demi-siècle que l'université, encore toute scolastique, aurait accusé d'irréligion quiconque eût adopté le péripatétisme; et on remarque que les Grecs qui vinrent à Paris lors de la révolution de Constantinople n'osèrent pas l'enseigner.

Il y a cependant dans ses écrits des choses dont des philosophes se sont fait honneur.

Quelque absurde que soit le système de Bruno, il s'y trouve néanmoins des choses dont des philosophes se sont fait honneur. Il a regardé le doute comme une précaution préliminaire à la recherche de la vérité. Il a supposé des tourbillons pour expliquer le mouvement des corps célestes. Il a pensé qu'il ne peut pas y avoir deux indivi-

dus parfaitement semblables; que toutes les parties du monde, et que toutes les choses qu'elles renferment concourent à la perfection de l'univers; qu'il n'y a rien de mauvais qui ne soit bon à quelque chose, et que tout est bon dans la nature. Il a dit qu'il y a deux sortes d'astres, des soleils immobiles et des terres mobiles; que notre terre est une planète à laquelle les autres planètes ressemblent; qu'elle réfléchit la lumière sur la lune; qu'elle n'est pas parfaitement sphérique; que les étoiles fixes sont des soleils qui éclairent d'autres mondes, etc.

Tommaso Campanella, et d'autres qui puisaient dans le platonisme, n'enseignaient guère que des visions.

Campanella appartient au seizième et au dix-septième siècles. Il adoptait des principes de Téléfio, il en rejetait, et il s'est fait un système où il y a plus d'imagination que de jugement. Il ne faut pas s'étonner si ces philosophes qui empruntaient toujours quelque chose du platonisme ne réussissaient pas à dégoûter d'Aristote; car ils ne mettaient à la place du péripatétisme que des opinions auxquelles on ne pouvait rien comprendre. Ce n'étaient dans le vrai que des visionnaires, et leurs ouvrages ne servaient qu'à nourrir la crédulité du peuple sur la magie et sur l'astrologie judiciaire. Aussi n'a-t-on jamais été plus crédule que dans le seizième siècle. Érasme lui-même conte des histoires de sorcelleries auxquelles il croit de la meilleure foi du monde.

Parmi les

Vous jugerez que l'Europe n'avait jamais été

plus troublée qu'au seizième siècle, si, considérant tout à la fois les divisions de l'Église, les querelles des princes, les révoltes des peuples et les disputes des écoles, vous réfléchissez encore sur le fanatisme qui animait tous les partis contraires. Il était bien difficile de trouver alors, même dans la philosophie, un port assuré et tranquille. Il semble qu'on ne devait pas l'espérer, surtout dans les Pays-Bas. Cependant Juste-Lipse, né en 1467, dans un village près de Bruxelles, se flatta que la philosophie lui ouvrirait un asile; il ne crut pas même en devoir chercher d'autres.

troubles du seizième siècle, Juste-Lipse cherche un asile dans la philosophie des stoïciens.

Mécontent de toutes les sectes de son temps, qui, bien loin d'éclairer, ne donnaient que des notions vagues et absurdes; il se borna comme Socrate à l'étude de la morale, et il renouvela le stoïcisme. Sénèque lui en fournit les préceptes, et Tacite les exemples : deux écrivains qu'il avait fort goûtés. Il est vrai que si jamais on a eu besoin d'être stoïcien c'était dans le seizième siècle et à Bruxelles. Cependant Juste-Lipse n'a pas formé de sectateurs. Au reste c'est un écrivain estimé pour son savoir, mais dont on critique beaucoup le style.

CHAPITRE IV.

Des opinions philosophiques du dix-septième siècle.

Dans le seizième siècle, on avait renouvelé quantité de sectes, mais sans critique et comme au hasard.

Nous avons déjà vu se renouveler les rêves de Platon, d'Aristote de Pythagore, de Zoroastre, de Parménide, de Démocrite, d'Épicure, etc. Ce n'est point avec critique qu'on avait choisi parmi tant d'opinions. Ceux qui se déclaraient pour une secte n'avaient pas examiné les autres, ils ne l'avaient pas seulement examinée elle-même. Les uns se déterminaient sur la réputation d'un philosophe de l'antiquité. D'autres, jaloux de se faire un nom, et de combattre par conséquent la doctrine qui venait de s'établir, cherchaient parmi les anciens un chef dont les opinions fussent moins connues. Quelques-uns prenaient partout, fouillant dans toutes les sources, et croyant penser avec plus de liberté : mais il semble que tous pensaient au hasard. Il est certain que si nous observions les principales circonstances où se sont trouvés les philosophes du quinzième et du seizième siècles, il serait facile de prévoir pour quel système chacun d'eux a dû se déclarer. Mais sans perdre de temps à de pareilles recherches, il suffit de vous avoir donné un exemple de la vé-

rité de cette observation, lorsque la philosophie s'établit à Rome.

Dans le dix-septième, des observations ou des hasards plus heureux convaincront peu à peu qu'il faut étudier la nature.

Les philosophes du dix-septième siècle s'aheurteront encore à chercher des connaissances chez les Grecs. Tantôt sectaires, ils épouseront les opinions d'un seul chef : tantôt électiques, ils emprunteront quelque chose de plusieurs. D'autrefois ils se flatteront de suppléer par leur imagi nation à ce qu'ils croiront manquer aux anciens systèmes, et ils les changeront sans les corriger. Cependant le hasard ou la curiosité fera faire de loin à loin des observations. Des esprits moins prévenus tenteront des expériences. On découvrira des erreurs grossières dans les anciens. On s'en assurera par des observations bien faites. Enfin on se convaincra peu à peu que pour connaître la nature, il faut l'étudier. N'est-il pas étonnant qu'avant d'en venir là, il ait fallu s'égarer pendant plusieurs siècles?

La secte ionique avait été oubliée.

La secte ionique, fondée par Thalès, s'était éteinte, peu après qu'Anaxore, jugé coupable d'athéisme, avait été banni d'Athènes. Depuis, toujours suspecte aux Athéniens, elle ne se renouvela plus : d'autres causes contribuèrent encore à l'ensevelir dans l'oubli.

Socrate sorti de cette école, dans laquelle il avait eu Archelaüs pour maître, lui porta des coups dont elle ne put se relever, lorsqu'il l'abandonna comme toutes les autres, pour s'appliquer uni-

quement à la morale. De ce sage, le plus sage des Grecs, naquirent les académiciens, les péripatéticiens, les cyniques et les stoïciens. C'étaient autant d'ennemis redoutables pour la secte ionique, puisqu'ils paraissaient enseigner la doctrine de celui même qui l'avait abandonnée. Ils entretinrent la prévention où l'on était contre elle, en la calomniant, en lui attribuant des raisonnemens absurdes, et en la couvrant de ridicules, lors même qu'ils s'appropriaient ce qu'ils y trouvaient de mieux.

Claude Guillermet de Bérigard la renouvela pour attaquer indirectement Aristote, qu'il n'osait combattre ouvertement.

Elle n'avait plus de sectateurs dans la Grèce, lorsque la philosophie fut apportée à Rome. Les Romains, qui prenaient les sciences qu'on leur offrait, et faisaient peu de recherches, se contentèrent de l'académie, du lycée, du portique et des jardins d'Épicure. Comme la secte ionique avait d'ailleurs sur la divinité des idées plus saines que toutes les autres, il était difficile qu'elle se pût concilier avec l'idolâtrie. Il arriva donc que de toutes les sectes, la moins déraisonnable fut aussi la plus oubliée; et les ouvrages de ses écrivains, devenant tous les jours plus rares, il était difficile qu'elle reparût jamais. Cependant Claude Guillermet de Bérigard la renouvela au commencement du dix-septième siècle; mais ce fut moins pour faire des partisans à un système qu'il jugeait défectueux, que pour attaquer indirectement Aristote, sans qu'on pût lui en faire un crime.

Après avoir fait ses études à Aix, il vint à Paris, lorsque des observations nouvelles commençaient à faire voir le faux des principes physiques d'Aristote. Alors l'autorité de ce philosophe était si bien établie, qu'on n'osait encore écrire contre lui, et qu'on s'ouvrait seulement dans la conversation, quand on se trouvait avec des personnes sûres. L'université traitait d'hérétiques ceux qui l'attaquaient : le parlement et le gouvernement même défendaient d'enseigner toute autre doctrine : il fallait donc se taire, ou s'exposer à des persécutions.

Il n'était pas permis d'écrire contre ce philosophe, quoique ses principes commençassent à être démentis par les observations.

Il paraît que la guerre de trente ans a été une conjoncture favorable pour combattre le péripatétisme. Comme le public était occupé de choses plus importantes, il ne donnait plus la même attention aux disputes de l'école. Les théologiens, moins écoutés en devenaient moins à craindre, et on commençait à penser avec plus de liberté. C'est en effet entre 1620 et 1630 que parurent les premiers ouvrages contre la physique d'Aristote. Il est vrai qu'en 1624, la faculté de théologie censura des thèses composées dans cet esprit, et que le parlement les condamna; mais cela n'empêcha pas d'écrire. Les uns le faisaient ouvertement, les autres avec plus de circonspection. Quelquefois on affectait de louer beaucoup Aristote, lorsqu'on lui opposait des observations qui détruisaient ses principes; et on paraissait ne re-

Pendant la guerre de trente ans, on put le combattre avec plus de liberté, mais pas encore ouvertement.

lever ses erreurs que comme de légères fautes.

Bérigard est appelé en Toscane, où l'inquisition ne permettait pas d'attaquer Aristote.

La liberté de penser faisait des progrès à Paris, lorsqu'en 1628, Bérigard fut appelé par le grand-duc de Toscane, pour professer la philosophie à Pise. Les Italiens, qui pensaient trop librement au quinzième siècle et au seizième, étaient alors fort contenus par l'inquisition, qui devenait tous les jours plus sévère depuis la naissance du luthéranisme, et qui n'a pas peu contribué à faire tomber les lettres en Italie.

Au lieu donc de le combattre lui-même, il fait des dialogues où l'un des interlocuteurs oppose les sentimens d'Anaxagore à ceux d'Aristote.

Dans l'obligation d'enseigner le péripatétisme, Bérigard, à qui l'inquisition ne permettait pas de déclarer ses vrais sentimens, composa ses leçons en dialogues : l'un des interlocuteurs soutenait les opinions d'Aristote, sans les déguiser avec les subtilités de l'école, l'autre les combattait, et leur opposait les principes d'Anaximandre et d'Anaxagore. Cette méthode cachait ce que les professeurs pensaient, et permettait à chacun d'embrasser le sentiment qui paraissait plus conforme à la vérité. Cependant Bérigard, sans se compromettre, faisait voir combien le péripatétisme était contraire à la religion et à la vraie physique.

En France on pouvait être plus hardi, pourvu néanmoins qu'on fût prudent.

En France on était plus hardi, et on n'avait pas besoin de tant de circonspection. Il est vrai que les aristotéliciens conservaient encore du crédit à la cour et au parlement, et qu'ils pouvaient susciter, ou suscitaient même quelquefois

des affaires à ceux qui les combattaient. Mais les ministres et les magistrats n'étaient pas des inquisiteurs ; ils ne donnaient pas la même attention à toutes ces disputes, et un homme de mérite pouvait trouver des protecteurs auprès d'eux, ou même parmi eux. Il suffisait donc de se conduire avec prudence.

Avec quelle précaution Gassendi combat Aristote.

Il y avait alors en France un jeune homme qui, lui seul, voyait mieux que tout son siècle et que tous les précédens les défauts du péripatétisme ; c'est Gassendi. Il était né à Chantersier, diocèse de Digne, et il professait la philosophie à Aix. Ne pouvant enseigner d'autre doctrine que celle d'Aristote, il l'exposa telle que les scolastiques l'enseignaient eux-mêmes, et il la défendit de la même manière ; mais il n'oublia aucune des difficultés qui la pouvaient détruire ; seulement il les proposait avec timidité comme des doutes, comme des paradoxes qu'il soumettait au jugement de l'Église. Il est assez singulier que pour oser dire ce qu'on pensait sur les ouvrages de ce philosophe, on fût obligé de prendre alors les mêmes précautions que pour juger d'un écrit révélé, et qu'on fût obligé de prendre l'infaillibilité de l'Église pour guide en lisant Aristote comme en lisant l'écriture sainte. Mais enfin il fallait s'accommoder au temps ; et c'était assez que de pouvoir parler de façon ou d'autre.

Il ne suit pas

Gassendi, joignant à une grande érudition un

le plan qu'il s'était fait de détruire le péripatétisme dans toutes les parties.

jugement droit et des mœurs simples et honnêtes, eut de bonne heure des amis parmi les grands qui aimaient les lettres. La considération qu'il avait acquise suffisait pour le défendre contre les traits de ses ennemis, lorsqu'il imprima des paradoxes contre les principes qu servent de fondement à la philosophie d'Aristote. Quoiqu'il se fût proposé de détruire dans toutes les parties le péripatétisme scolastique, il ne suivit pas cette entreprise, vraisemblablement parce qu'il prévit le cri général qui s'élèverait dans toutes les écoles. Il fut attiré à Paris par le cardinal de Lyon, qui lui procura, en 1645, une chaire de mathématiques au collége royal; et il y vécut aimé et considéré jusqu'a sa mort, qui arriva en 1655.

Il renouvelle le système d'Epicure.

Après avoir détruit les calomnies qui flétrissaient depuis tant de siècles la réputation d'Épicure, Gassendi tenta de ressusciter le système des atomes. Il en retrancha les erreurs contraires à la religion. Il l'exposa dans un nouveau jour, et avec une sagacité singulière. Cependant on a lieu de regretter le temps qu'un si bon esprit employait à raisonner sur des principes aussi peu solides, et on désirerait qu'il n'eût pas payé ce tribut à son siècle. Il eut peu de sectateurs.

Jusqu'alors les philosophes avaient commencé par les causes pour descendre aux effets.

Jusqu'ici les philosophes modernes, à l'exemple des Grecs, se sont flattés d'expliquer la nature, en imaginant d'abord des causes pour descendre

ensuite aux effets. Et nous n'avons vu que des révolutions, où les systèmes, prenant continuellement de nouvelles formes, se reproduisent pour se détruire. Chaque philosophe, trop faible pour résister aux coups qu'on lui porte, attaque toujours avec avantage. Toutes les opinions se détruisent les unes par les autres, et aucune ne se soutient.

Il était temps de s'apercevoir qu'il fallait commencer par les effets pour remonter aux causes.

Il semble donc qu'il était temps de soupçonner qu'on s'était engagé dans une route qui ne conduit pas au vrai; que, trop curieux de savoir comment tout a été formé, nous nous sommes aussi trop persuadés que nous étions faits pour le deviner; et, que par conséquent, au lieu de commencer par les causes pour descendre aux effets, il serait peut-être mieux de commencer par les effets pour remonter aux causes. Alors réglant notre curiosité sur nos facultés, nous irions de phénomènes en phénomènes; et ne pouvant pas connaître tout le système de l'univers, nous nous contenterions d'en découvrir quelques parties. Mais les philosophes sont comme les animaux, qui se précipitent à la suite les uns des autres. Je vais vous parler de Descartes.

Descartes ne s'est pas mis à l'abri des reproches qu'il fait aux philosophes de son temps.

Contemporain de Gassendi, Descartes était un peu plus jeune, étant né en 1566. Rien n'est plus sage que les réflexions qui lui ont ouvert les yeux sur les mauvaises études qu'il avait faites, et sur

les erreurs des philosophes; il les a exposées dans ses méditations. Mais, quoiqu'il blâmât qu'on prît pour principes des notions vagues, de pures conjectures et des suppositions tout au plus probables, il ne s'en fit pas d'autres lui-même dans son Système du monde, qu'il acheva en 1633.

Pour former le monde, il ne demande que de la matière et du mouvement.

Pour expliquer la formation de l'univers, il supposa qu'il fût encore à créer, et il ne demanda que de la matière et du mouvement.

Essence du corps, selon lui.

L'essence du corps, selon lui, ne consistant que dans l'étendue, tout fut plein, et il ne vit point de différence entre l'espace et la matière.

Il divise la masse de la matière en cubes.

Toute cette masse homogène, encore informe et sans mouvement, est divisée en cubes ou en d'autres petites parties angulaires, qui ne laissent point d'interstice entre elles. Car autrement il y aurait une étendue qui ne serait pas corps, ce qui est impossible dans ses principes, puisqu'il a défini le corps une substance étendue.

Les cubes étant mus, ils s'arrondissent et forment des globules, ou le second élément.

Dieu imprime le mouvement à toutes ces parties. Alors elles tournent sur elles-mêmes. Leurs angles se brisent; elles s'arrondissent; et Descartes donne le nom de second élément à tous ces petits globules.

Les parties des angles brisés forment la matière subtile ou le premier élément.

De ces angles brisés se forment des parties très-subtiles qui se broient encore, parce que plus elles sont petites, plus elles se meuvent avec facilité. Cette matière subtile est le premier élément.

Mais il reste des parties plus grossières, plus irrégulières, et dont le mouvement est nécessairement retardé. C'est un troisième élément pour former les planètes; car les parties du premier élément étant mues avec plus de rapidité, elles s'échappent, elles s'écartent de tous côtés, et elles repoussent derrière elles, et par conséquent vers un centre commun, toutes les parties grossières. C'est de la sorte que se forme une planète au milieu de son tourbillon.

Ce qui reste de parties plus grossières produit le troisième élément dont se forment les planètes.

Dans ce mouvement rapide les parties du premier élément se divisent toujours davantage. Il arrive qu'il y en a plus qu'il ne faut, pour remplir tous les intervalles entre les globules du second; et les parties qui restent, lorsque tous les interstices sont pleins, se réunissent dans un centre où elles forment le soleil.

Le soleil est formé d'une portion de la matière subtile.

Il faut donc comprendre que dans le plein les différentes parties de matière n'ayant d'abord pu se mouvoir, qu'en tournant chacune sur elles-mêmes, elles n'ont pu dans la suite avoir plusieurs ensemble une même direction, qu'autant qu'elles se sont mues circulairement. C'est ainsi que se sont formés des tourbillons autour du soleil et autour des planètes.

Formation de tourbillons.

Tous ces tourbillons n'ayant pas la même force, les plus faibles ont cédé aux plus forts, qui les ont enveloppés et entraînés; et ils se sont tous combattus jusqu'au moment où l'équilibre leur

Comment un tourbillon est enveloppé dans un autre.

a fait prendre à chacun un cours régulier, et leur a permis de se mouvoir sans se nuire. Alors les planètes secondaires ont fait leur révolution autour des planètes principales, dont le tourbillon enveloppait les leurs; et celles-ci ont été emportées par le tourbillon solaire, qui enveloppe tous les autres.

Chaque planète est entraînée dans une couche du grand tourbillon.

Les différentes couches de ce grand tourbillon se meuvent avec des vitesses inégales : chaque planète nage dans une couche qui est d'une densité égale à la sienne; et elle est entraînée par le courant, comme un bateau sur une rivière.

Ce système devait avoir et a eu le plus grand succès.

Ce roman, exposé d'une manière ingénieuse, paraissait au premier coup d'œil expliquer les phénomènes. Il faisait au moins imaginer une sorte de mécanisme qu'on saisissait confusément, tandis qu'on ne pouvait rien comprendre aux autres systèmes. Il était à la portée de tout le monde. Il ne fallait que quelques momens de lecture pour se rendre raison de tous les mouvemens de l'univers. Il eut donc le plus grand succès.

Il devait aussi se défendre long-temps.

Quand un système est une fois établi, il est difficile de le détruire : car une illusion qui satisfait notre curiosité nous devient tous les jours plus chère; et lorsque nous croyons avoir appris quelque chose, il nous en coûte d'avouer que nous ne savons rien. On nous arrachera surtout difficilement cet aveu, s'il faut, pour nous instruire, non-seulement recommencer, mais encore en-

treprendre des études qui effrayent par les difficultés. Le système des tourbillons s'est donc défendu long-temps. Manié et remanié par des imaginations fécondes, qui l'ont continuellement changé pour le corriger, il s'est soutenu en France jusqu'à notre âge; il a même encore quelques partisans. Les grâces avec lesquelles M. de Fontenelle l'a exposé dans sa Pluralité des mondes, ont fait des cartésiennes de toutes les femmes qui en savent assez pour lire les romans; et les tourbillons ont eu des sectateurs séduisans, bien capables de faire durer les illusions qu'elles avaient prises d'un jeune philosophe, et dans lesquelles il s'entretenait lui-même en leur donnant des leçons. Aussi les a-t-il conservées jusqu'à la fin de sa vie.

Descartes n'eût pas combattu avec succès les erreurs, s'il n'eût pas substitué d'autres erreurs.

Les écoles se soulevèrent contre Descartes : elles l'accusèrent d'impiété et d'athéisme, et en effet son impiété et son athéisme étaient d'avoir porté une main sacrilége sur Aristote, et d'enseigner une doctrine qui n'était pas celle des péripatéticiens. Il a eu la gloire d'étouffer enfin le péripatétisme, cette hydre, dont les têtes ne tombaient que pour se reproduire. Mais avec quelque force qu'il l'ait combattu, il ne fût pas sorti vainqueur, si son système n'eût pas mieux réussi que celui de Gassendi. Pour persuader aux scolastiques d'abandonner leurs erreurs, il fallait leur en donner d'autres; et je conjecture que

si les tourbillons avaient eu moins de succès, on nous enseignerait encore le péripatétisme.

Ses erreurs mêmes étaient un pas vers la vérité.

On peut encore remarquer que les erreurs de Descartes étaient un pas vers la vérité. Après tant de systèmes obscurs et ténébreux, c'était quelque chose qu'un roman que l'imagination du moins paraissait saisir. En donnant la préférence à ce roman, parce qu'on le jugeait plus clair, on s'accoutumait à chercher la lumière. On commençait donc à se demander raison des phénomènes, et on se préparait à voir un jour l'insuffisance des tourbillons. Descartes mourut, en 1650, à Stockolm, où la reine Christine l'avait appelé. Nous aurons occasion d'en parler encore.

Il n'y a point de système qu'on n'ait essayé de concilier avec la théologie.

Depuis que la philosophie a reparu en Europe, nous avons vu des sectaires, des éclectiques, des novateurs et des syncrétistes, qui, plus absurdes que tous les autres, ont cru concilier les opinions les plus contraires. De tous les systèmes qu'ont fait les Grecs, il n'y en a pas un que quelque moderne n'ait essayé d'accorder avec la théologie chrétienne.

Tant d'efforts inutiles pour découvrir la vérité, font juger que la raison est insuffisante.

Après des efforts si souvent répétés, la vérité était encore à découvrir. L'érudition, le raisonnement, le génie, avaient échoué; ou s'il s'était fait quelques découvertes, le préjugé qui les combattait encore ne permettait pas de les reconnaître pour des vérités. Plus on considérait donc le peu de succès des hommes mêmes qui avaient

été les lumières de leurs siècles, plus on désespérait de faire mieux, et on se plaignait de l'aveuglement de la raison humaine. C'était passer d'une extrémité à l'autre; comme si au réveil nous devions désespérer de bien voir, parce que dans le sommeil, nous avons été trompés à nos songes.

On a donc recours à la révélation;

Au défaut de la raison, dont croyait l'impuissance bien constatée, ont eut recours à la révélation; et on chercha dans l'écriture sainte l'origine de l'univers, sa formation et l'explication de tous les phénomènes.

Et on imagine une philosophie mosaïque et chrétienne.

Vous concevez combien il est absurde de chercher un système de physique dans un livre que Dieu n'a dicté que pour nous apprendre les choses nécessaires au salut, et dans lequel, en parlant de la création, il nous dit seulement qu'il a tout fait par sa parole. Il faudra donc aider à la lettre, faire des hypothèses sur un passage, sur un mot, recourir à des allégories, à des interprétations violentes; non pour découvrir dans l'Écriture le système du monde, qui n'y est pas, mais pour y trouver les opinions dont on est déjà prévenu. C'est tout ce qu'on a fait, et cependant cette philosophie se faisait respecter par les noms qu'on lui donnait de mosaïque et de chrétienne.

Excès où tombent les philosophes mosaïques.

Il serait bien long et bien inutile d'entrer dans le détail des systèmes de ces philosophes, prétendus mosaïques : car il n'y a jamais eu de sectes, dont les partisans aient eu des sentimens plus

contraires. Il suffira de vous faire connaître les excès où ils sont tombés.

Persuadés que la raison ne peut rien découvrir par elle-même, ils en concluent qu'avec les seules lumières naturelles, nous ne saurions jamais nous assurer du vrai sens des Écritures. Il faut donc que la vérité nous soit révélée immédiatement. Or, elle ne peut l'être qu'autant qu'une portion de l'esprit divin, une étincelle, échappée de l'océan immense de lumière, descend en nous, et s'unit à notre âme. Ils ne doutent pas que la Divinité ne réside de la sorte en eux-mêmes. Dès lors chacun croit trouver le vrai sens des Écritures dans les allégories qui se présentent à son esprit : ou même sans avoir besoin de consulter les livres saints, ils prennent pour autant de vérités tous les fantômes de leur imagination. Ils sont magiciens, astrologues, ils commandent aux esprits, et ils pénètrent seuls dans tous les secrets de la nature; ce ne sont que des enthousiastes.

Leurs visions infectent les sectes luthériennes.

Comme les protestans, après s'être séparés de l'Église, n'avaient plus de règles pour fixer leur croyance, il s'est formé parmi eux des sectes qui ont cru être éclairées par une portion de cet esprit divin. Tels étaient ces fanatiques que vous avez vus en Écosse dans le temps de la malheureuse reine Marie.

Ils ont donné naissance au quiétisme.

On ne saurait dire toutes les formes que cette théologie mystique est capable de prendre. Mais

je ne dois pas oublier le quiétisme qu'elle a produit, et qui a fait beaucoup de bruit à la fin du siècle dernier. Les quiétistes s'imaginent qu'ils pourront s'unir à Dieu en s'anéantissant; que jouissant alors d'un repos parfait dans le sein de la divinité, leur âme ne se mettra pas en peine de ce qui arrive au corps; et que par conséquent ils ne pourront plus pécher, quoi qu'ils fassent. Vous voyez où conduit une doctrine aussi monstrueuse.

Leurs absurdités ont pour principe les émanations de Zoroastre.

Toute cette mysticité extravagante est une suite du platonisme, qui a pour principe les émanations de Zoroastre. Lorsque je vous ai parlé pour la première fois des opinions de ce philosophe, vous n'auriez pas prévu qu'elles influeraient sur les erreurs de votre siècle. Les absurdités sont bien vieilles, et il semble qu'elles rajeunissent sans pouvoir tomber en caducité.

L'esprit humain, humilié par les erreurs de tant de siècles, prend le parti de douter de tout, et le scepticisme se renouvelle.

Plus les esprits s'égaraient, plus on paraissait fondé à déprimer la raison. Il ne faut donc pas s'étonner si le scepticisme s'est fort répandu dans le cours du dix-septième siècle. Les uns l'embrassaient par paresse, trouvant doux qu'on ne pût rien assurer, afin de n'avoir rien à apprendre; et ils étaient flattés de se trouver sans étude au niveau de ceux qui avaient le plus étudié. D'autres, parce qu'ils étaient plus instruits, se faisaient un jeu de prouver qu'on ne sait rien; ils s'applaudissaient d'avoir une erreur de moins, et leur vanité se trouvait bien d'avoir plus de sagacité pour dé-

truire que les génies de tous les siècles n'en avaient eu pour établir. Plusieurs enfin croyaient servir la religion en exagérant la faiblesse de l'esprit humain, parce qu'ils jugeaient que, lorsque nous ne pourrions plus compter sur les lumières naturelles, nous en sentirions mieux la nécessité de nous soumettre à la foi. Quelquefois ce motif était sincère; d'autres fois ce n'était qu'un prétexte afin d'oser douter de tout impunément. De tous ces sceptiques, je ne vous parlerai que du plus célèbre.

De Bayle.

Pierre Bayle, le plus savant et le plus ingénieux sophiste qui ait jamais été, naquit en 1647 à Carlat, petite ville du comté de Foix, et mourut à Roterdam en 1706. Dès son bas âge il montra pour l'étude une passion, qu'une maladie, causée par trop d'application, ne diminua point. Comme il avait une grande mémoire, il s'occupa naturellement beaucoup plus à lire qu'à réfléchir, et il acquit de bonne heure une vaste érudition en tous genres : peut-être se borna-t-il d'abord à cette étude, parce que c'était alors ce qu'on estimait davantage, et un moyen sûr de se faire un nom plus promptement. Il est certain que s'il eût moins lu et réfléchi davantage, il se serait fait un jugement plus solide; mais il avait vingt-un ans lorsqu'il imagina de s'appliquer à l'art de raisonner. C'était trop tard, comme il en convenait lui-même.

Alors ayant la tête remplie d'opinions qu'il savait prouver et combattre, il se voyait dans une incertitude d'où il ne pouvait sortir; et ce fut peut-être pour trouver une issue, qu'il voulut faire une étude de l'art de raisonner. Mais l'habitude de douter était prise, et elle s'entretenait par le goût qu'il prenait à la lecture de Montaigne, écrivain plein d'esprit, et Pyrrhonien par paresse. Il continua de s'adonner à l'érudition, raisonnant toujours avec assez de sagacité pour détruire les raisonnemens des autres et même les siens. Il se confirma donc de plus en plus dans son doute; il combattit toutes les opinions, et il prouva le pour et le contre, parce qu'il ne voulut jamais rien prouver.

Il est certain que lorsque nous considérons cette multitude d'opinions qui se combattent toutes avec avantage, nous sommes portés à douter, surtout si nous supposons qu'il n'y a pas de meilleure méthode que celles que les philosophes se sont faites. Voilà ce que Bayle a cru, parce qu'il l'a supposé sans l'avoir examiné. En conséquence il soutient que la philosophie détruit tout, et qu'elle ne peut rien établir. Mais ce scepticisme tombe de lui-même, si l'on indique une bonne méthode pour conduire l'esprit, et si l'on fait voir des découvertrs démontrées. Or, ce qui vous paraîtra étonnant, c'est que le siècle où Bayle enseignait le pyrrhonisme, est précisément

le siècle des plus grandes découvertes. Comme je vous crois bien garanti contre ce doute, je n'en parlerai pas davantage; et je viens enfin aux vrais philosophes, c'est-à-dire aux hommes de génie faits pour découvrir la vérité et pour la montrer aux autres.

CHAPITRE V.

Commencement de la vraie philosophie. De l'astronomie sous Copernic, Tichobrahé, Képler et Galilée.

Les découvertes n'ont fait un corps de science que vers la fin du dix-septième siècle.

Pendant que l'imagination égarait les philosophes les plus célèbres, quelques-uns plus sages et plus heureux observaient et acquéraient de vraies connaissances. Je n'en ai point encore parlé, parce que j'ai cru qu'en mettant d'un côté la suite des erreurs, et de l'autre, une suite des découvertes, je vous ferais mieux sentir les avantages d'une bonne méthode. Il faut d'ailleurs remarquer que les découvertes qui ont été faites depuis la renaissance des lettres, n'ont fait un corps qu'à la fin du dix-septième siècle. C'est alors que les progrès rapides de la philosophie ont fait voir ce que peuvent les hommes de génie, quand ils sont une fois dans la vraie route.

Il était temps de sentir le besoin d'observer, et de reconnaître qu'on ne peut pénétrer dans la nature qu'autant qu'on est conduit par les phénomènes. Mais cette méthode est longue, et la curiosité est toujours impatiente. Il fallait se frayer une nouvelle route, y marcher sans guide, avoir le courage de la suivre malgré les obstacles. Tout cela était fort difficile, et capable de dégoûter. Heureusement on sera de temps en temps soutenu par des succès. Les premières découvertes en feront espérer d'autres, elles indiqueront même le moyen d'en faire. Il est vrai qu'on aura bien de la peine à ne pas imaginer des hypothèses et des principes vagues; ce ne sera qu'avec une sorte de répugnance qu'on y renoncera tout-à-fait; et plusieurs observateurs, à qui nous aurons les plus grandes obligations, ne pouvant se refuser à l'impatience de faire des systèmes, se flatteront quelquefois trop tôt d'expliquer les découvertes qu'ils auront faites. Heureux celui qui viendra dans un temps qui lui fournira assez d'observations pour n'avoir pas besoin d'imaginer.

Quoiqu'il fût temps d'observer, les philosophes les plus sages avaient bien de la peine à se borner à l'observation.

Mon dessein n'est pas de vous faire l'histoire de toutes les découvertes, encore moins de vous expliquer toujours comment elles ont été faites et comment on s'en assure. Il ne faut pas oublier que ces leçons ne sont qu'une introduction à l'étude de l'histoire. Sans vous parler de toutes les

Il faut étudier la philosophie pour apprendre comment on évite l'erreur et comment on acquiert des connaissances.

erreurs, je vous en ai fait connaître assez pour vous faire voir comment on se trompe : sans vous parler de toutes les vérités, il s'agit actuellement de vous faire voir comment on doit se conduire, pour être assuré d'en trouver.

La vraie méthode a été connue avant qu'il y eût des philosophes.

Le croiriez-vous, Monseigneur? c'est une des premières choses qu'on ait sues. Oui, on connaissait la vraie méthode de découvrir des vérités, avant qu'il y eût des Thalès, des Pythagore et des Zoroastre; en un mot, avant les temps de tous les philosophes dont les noms sont venus jusqu'à nous. Ce qui vous étonnera peut-être davantage, c'est que je ne vous dis rien que vous ne sachiez.

En effet dès l'origine des sociétés, les hommes ont su qu'il fallait observer pour s'instruire.

Rappelez-vous le temps où vous avez vu les sociétés commencer, et où les hommes, encore sans expérience, voyaient la terre comme une surface plane, et les cieux comme une voûte à laquelle tous les astres étaient attachés. Ce sont ces hommes ignorans qui ont su se mettre tout à coup dans le chemin de la vérité; car vous les avez vu commencer par observer la terre et les cieux.

C'est ainsi qu'ils se sont fait une idée de la rondeur de la terre;

En voyageant dans la direction de la méridienne, ils remarquèrent que les étoiles s'élevaient vers un pôle et qu'il en paraissait de nouvelles, tandis qu'à l'autre pôle il en disparaissait et que toutes s'abaissaient. Ils virent de même que le moment où les astres se montrent

à l'horizon, et celui où il s'élèvent à peu près au méridien, arrivent plus tôt pour ceux qui avancent vers l'orient, et plus tard pour ceux qui marchent vers le côté opposé. De ces observations ils conclurent la rondeur de la terre.

De la distance des astres;

Les éclipses solaires leur firent connaître que la lune est plus près de la terre que le soleil, comme un nuage en est plus près que la lune, puisqu'il la cache. Alors ils commencèrent à soupçonner que les autres astres pourraient bien n'être pas attachés à cette voûte apparente, et ils se confirmèrent dans cette conjecture, lorsqu'ils eurent observé le passage de Vénus sur le disque du soleil. Ils furent sans doute assez longtemps avant de faire la même observation sur Mercure. Mais ils continuèrent d'observer, et après avoir remarqué que les astres étaient plus près ou plus loin, ils essayèrent d'en déterminer les différentes distances.

Et qu'avant Thalés et Pythagore, ils ont fait de grandes découvertes.

Quand des deux extrémités d'une base on regarde un objet, on le rapporte à deux points différens, et les deux rayons visuels forment un angle plus obtus ou plus aigu, à proportion que l'objet est plus près ou plus loin. Cette géométrie grossière était à la portée des plus ignorans. Il ne s'agissait que de la perfectionner, et de s'en servir pour mesurer les distances des corps élevés sur l'horizon. Il faut bien que dans les siècles antérieurs à ceux dont nous connaissons l'histoire,

ces recherches aient été faites avec beaucoup de succès, puisque, aussi haut que nous puissions remonter, nous voyons qu'on déterminait déjà, à peu de chose près, les révolutions de la lune et celles du soleil. Une preuve encore plus grande, c'est qu'alors il y avait des astronomes qui pensaient que la terre tourne sur son axe et autour du soleil, que les comètes sont des planètes, et que les étoiles sont autant de soleils qui éclairent d'autres mondes. On ne peut pas présumer qu'un système qui choque si fort les sens ait été uniquement l'ouvrage de l'imagination de ces astronomes. Je crois bien qu'ils n'étaient pas comme nous en état de le démontrer, et qu'ils en auront conjecturé une partie par analogie; mais ces conjectures supposaient bien des observations.

Ils pouvaient déjà former des conjectures sur le systeme du monde.

Les dernières vérités tiennent si fort aux premières, que lorsqu'on les connaît on est toujours étonné qu'elles n'aient pas été découvertes plus tôt. En effet, de la rondeur de la terre on devait naturellement conclure la gravitation de toutes les parties vers un centre commun; et en considérant les corps dont la pesanteur est sensible à peu de distance de la surface, il était naturel de conclure encore qu'ils peseraient à une plus grande distance. La lune pèse donc sur la terre. Semblable à une pierre qui, étant jetée horizontalement, est forcée par sa gravité à décrire une courbe, elle est un projectile que sa gravité re-

tient dans son orbite. Avec une moindre force de projection, elle tomberait sur la terre, et si elle ne gravitait pas, elle s'échapperait par la tangente.

En partant de cette conjecture, l'analogie conduisait rapidement à la gravitation universelle. Alors on aurait tenu le vrai système du monde; on n'aurait plus cherché qu'à s'en assurer; et, comme des observatious déjà faites l'avaient indiqué, on aurait vu que l'unique moyen de le démontrer, était de faire de nouvelles observations. On se serait trouvé dans la vraie route, et en quelque sorte forcé à la suivre; on aurait tenté de découvrir les lois de la gravité, de mesurer exactement la distance des planètes au soleil, et de déterminer le temps de leurs révolutions périodiques. En un mot, on aurait continué d'observer jusqu'à ce qu'on eût vu que les phénomènes concouraient tous à confirmer la gravitation universelle, que quelques-uns avaient d'abord fait soupçonner.

Vous voyez qu'il y a long-temps qu'on était à portée de former au moins des conjectures sur le véritable système du monde, s'il est vrai, comme je le suppose, que la sphère, telle que Copernic l'a décrite, était connue avant le siècle de Thalès et de Pythagore. Or, cela n'est pas douteux, puisque nous la trouvons dans les pythagoriciens; et que l'école ionique avait à ce sujet des connaissances assez exactes pour prédire des éclipses et

Il est certain qu'ils en savaient assez pour cela.

tracer des cadrans solaires. Or, si ces philosophes avaient imaginé la sphère d'après leurs observations, ils ne nous l'auraient pas laissé ignorer; et il est vraisemblable qu'ils auraient continué d'observer, s'ils en avaient connu la nécessité et l'avantage par leur propre expérience. Mais Pythagore et Thalès, ayant pris cette doctrine chez les barbares qui ne s'expliquaient jamais qu'à demi, l'adoptèrent sans réfléchir assez sur les phénomènes qui en étaient le fondement, et sans chercher à la confirmer par de nouvelles observations. Il paraît au moins qu'ils n'ont pas beaucoup contribué aux progrès de l'astronomie. Je dois cependant remarquer qu'Anaxagore disait que les astres sont des corps pesans; et que lorsqu'on lui demandait pourquoi ils ne tombaient pas sur la terre, il répondait que leur mouvement circulaire les en empêchait. Il avait donc une idée des deux forces, qui retiennent les planètes dans leurs orbites.

C'est le besoin de déterminer les saisons, qui les avait mis dans la nécessité d'observer.

Vous comprendrez pourquoi dès la naissance des sociétés les hommes ont été obligés de commencer par observer, si vous considérez qu'ayant à déterminer les saisons, il ne suffisait pas pour eux d'imaginer le cours des astres, et qu'il fallait le découvrir. D'ailleurs tant qu'ils n'avaient encore rien remarqué, ils ne pouvaient encore rien imaginer; et leurs hypothèses, s'ils en avaient fait, auraient bientôt été démenties par l'expérience,

et les auraient forcés à revenir aux observations. Mais lorsque les sociétés ont cru avoir à peu près toutes les connaissances qui leur étaient nécessaires, elles ont livré le monde aux philosophes, qui, ne sentant plus le même besoin d'observer, et trouvant même cette voie trop longue, se sont flattés de tout découvrir en imaginant. Voilà pourquoi la physique a fait si peu de progrès pendant plus de deux mille ans.

Dans les siècles d'ignorance, on n'a cultivé la chimie et la physique que pour abuser de la crédulité.

La chimie et l'astronomie sont les seules parties de la physique qui aient toujours été cultivées plus ou moins, même dans les siècles d'ignorance. C'est que ceux qui voulaient passer pour magiciens et pour astrologues, avaient besoin d'en faire quelque étude, afin de pouvoir abuser de la crédulité des peuples. Comme l'objet qu'ils se proposaient ne demandait pas des connaissances bien profondes, on peut juger que ces sciences leur doivent peu de chose. Quoi qu'il en soit, il importe peu de savoir si des imposteurs ou des visionnaires ont fait par hasard quelques découvertes ; il est bien plus utile de chercher le progrès des sciences dans les travaux des bons esprits.

Naissance de l'astronomie moderne.

L'astronomie moderne est née en Allemagne, dans le quinzième siècle. Elle dut ses premiers progrès à Peurbach et à son disciple Regiomontanus, qui sentirent l'un et l'autre la nécessité d'observer pour s'assurer d'une hypothèse. Quel-

ques autres astronomes furent aussi assez sages pour se borner à l'observation : mais Copernic, qui leur succéda, les a presque fait oublier. Il naquit à Thorn, en Prusse, en 1473.

Système de Copernic.

Frappé de la confusion qu'il remarquait dans l'hypothèse de Ptolémée, il chercha s'il n'en trouverait pas une plus simple dans les écrits des anciens philosophes; et ayant trouvé dans Cicéron et dans Plutarque, des traces de celle des pythagoriciens, ce fut un trait de lumière pour lui. Tous les mouvemens célestes lui parurent réglés avec ordre, lorsqu'il put imaginer la terre tournant sur elle-même, et décrivant un orbite autour du cercle du monde, où il plaçait le soleil. Bientôt chaque planète eut son orbite. Considérant néanmoins qu'une hypothèse, qui satisfait aux phénomènes généraux, peut être démentie par des phénomènes particuliers, il voulut, avant de la publier, faire des observations, et il en fit pendant près de trente-six ans. Encore eût-il désiré de ne communiquer ses vues qu'à ses amis, parce qu'il prévoyait les cris de l'ignorance et de la superstition ; cependant, pressé par leurs instances redoublées, il les donna au public en 1543. Il ne fut pas témoin du grand scandale qu'il a causé, car il mourut lorsque son ouvrage venait d'être imprimé.

L'inquisition le condamne, lorsque de nou-

Attaqué par les péripatéticiens et par les théologiens, et défendu par les bons astronomes, le

système de Copernic excitait de grandes disputes, lorsqu'en 1615 l'inquisition condamna comme formellement hérétique, fausse et absurde en philosophie, l'opinion qui met le soleil immobile au centre du monde; et comme erronée dans la foi, celle qui donne un mouvement à la terre. Alors précisément ce système venait d'être confirmé par de nouvelles observations dont l'histoire va vous apprendre d'autres découvertes.

velles observations le confirmaient.

Au treizième siècle, quelqu'un s'étant avisé de regarder au travers des verres convexes et concaves, découvrit en partie l'usage qu'on en pouvait faire, et on inventa des lunettes à verres simples. Ce ne fut qu'environ trois cents ans après, vers 1590, qu'un autre hasard fit découvrir le télescope. On regarda à travers deux verres dont l'un était concave et l'autre convexe, il se trouvèrent heureusement à une distance convenable, et on les mit aux deux bouts d'un tuyau; tels furent les premiers télescopes à réfraction: ils paraissaient avoir été plutôt trouvés qu'inventés.

Découverte du télescope.

Cette découverte se répandit assez lentement: car ce ne fut qu'en 1609, que Galilée, étant à Venise, en entendit parler pour la première fois. Observateur et mathématicien, il ne regarda pas cet instrument comme un simple objet de curiosité. Il en chercha la construction dans la théorie des réfractions de la lumière, et il en fit un qui augmentait les objets trois fois en diamètre. Ce pre-

Galilée en fait un qui augmente trente-trois fois le diamètre des objets.

mier essai lui ayant réussi, il parvint, après d'autres tentatives, à construire un télescope, qui augmentait environ trente-trois fois.

Avec ce télescope il découvre des inégalités dans la lune.

Il le tourna vers la lune, qui sortant alors de la conjonction, commençait à se rendre visible. Il remarqua que les confins de la lumière et de l'ombre étaient terminés fort irrégulièrement, et il aperçut même dans les ombres des points de lumière séparés des autres parties éclairées. Il en conclut avec raison qu'il y a des inégalités sur la surface de la lune, comme sur celle de la terre. Ayant même voulu mesurer la hauteur d'une de ces éminences, il montra, par un procédé géométrique, qu'elle est beaucoup plus élevée qu'aucune des montagnes de notre globe.

Il découvre plus de cinq cents étoiles dans l'Orion seul.

Observant ensuite la voie lactée, il donna beaucoup de vraisemblance à l'opinion de ceux qui la jugent formée d'une multitude d'étoiles : car il en aperçut plus de cinq cents dans l'Orion seul, et un grand nombre encore dans d'autres constellations.

Il découvre les satellites de Jupiter.

Peu après, le 8 janvier 1610, il vit trois étoiles auprès de Jupiter. Il les prit d'abord pour des fixes, qui échappaient à l'œil nu. Le lendemain, ayant encore observé cette planète, il reconnut qu'elles avaient changé de position. Continuant d'observer, il en aperçut une quatrième. Il découvrit donc que Jupiter était accompagné de quatre lunes, et au commencement de 1613, il

osa prédire leurs configurations pour deux mois consécutifs. Il leur donna le nom d'astres de Médicis, mais celui de satellites leur est resté.

Il découvre les phases de Vénus, deux globes qui accompagnaient Saturne, et des taches dans le soleil.

Copernic avait dit que Vénus doit avoir des phases comme la lune. Impatient de confirmer une chose qui paraissait tout-à-fait probable, Galilée observa cette planète, et il l'a vit en croissant dans les environs de sa conjonction inférieure, demi-pleine vers ses plus grandes élongations du soleil, enfin pleine ou presque pleine dans le voisinage de sa conjonction supérieure. Mais Saturne l'étonna fort : car il lui parut accompagné de deux globes, qui ne changeaient point de position. Il ne put pas encore distinguer les deux anses que formait l'anneau. Enfin il découvrit dans le soleil des taches, qui lui firent apercevoir que cet astre tourne sur son axe.

D'après ces observations, il juge que la terre n'est pas immobile au centre du monde.

Ces taches et les inégalités de la lune établissaient la ressemblance des corps célestes avec la terre : les satellites de Jupiter faisaient comprendre comment la lune accompagne notre globe : les phases de Vénus démontraient la révolution périodique de cette planète : et l'analogie forçait à juger que la terre n'est pas immobile au centre du monde.

Il est cité à l'inquisition, qui le fait arrêter.

Ce fut alors que, pour arrêter les progrès de l'hérésie copernicienne, des théologiens péripatéticiens citèrent Galilée au tribunal de l'inqui-

sition. Cet astronome, jugeant qu'il n'est pas nécessaire de souffrir le martyre pour des faits dont tout le monde peut s'assurer, et que, quand il s'obstinerait à rester en prison, il n'ouvrirait pas les yeux à des hommes, qui n'observaient pas le ciel matériel, convint de tout ce qu'on exigea de lui, et recouvra sa liberté au commencement de 1616.

Il recouvre sa liberté; et, comme il ne change pas de sentiment, il la reperd encore.

Plusieurs années après, en 1632, il acheva des dialogues dans lesquels il feignait de vouloir prouver, que les docteurs qui condamnaient le système de Copernic n'étaient pas aussi ignorans qu'on le prétendait; et en faveur de ce motif, on lui permit l'impression de son livre. Mais parce que l'interlocuteur qui soutenait l'immobilité de la terre n'avait pas raison, quoiqu'il montrât tout le savoir d'un inquisiteur, on s'en prit à l'auteur de l'ouvrage. Galilée, cité de nouveau, fut encore contraint à se rétracter. On le condamna à une prison perpétuelle en punition de sa rechute; et au bout d'un an, par grâce singulière, on lui donna le territoire de Florence pour prison. Cet homme célèbre perdit la vue en 1636, et mourut en 1642. Il était né à Pise en 1564.

Objection qu'on faisait au système de Copernic.

Une des objections qu'on faisait contre le système de Copernic, était fondée sur l'autorité d'Aristote, qui, supposant que tous les corps graves tendent au centre du monde, et voyant qu'ils tendent au centre de la terre, concluait

que ces deux centres sont dans un même point.

Copernic avait prévenu cette difficulté, en disant que la pesanteur est l'effet de la même cause, qui force toutes les parties de la terre à se réunir de manière à former un globe; et il jugeait que le même phénomène avait lieu dans toutes les planètes. Vous voyez qu'il commence à se faire une idée de la gravitation universelle.

Cet astronome l'avait prévenue.

Une autre objection est que, si la terre tournait sur son axe, toutes ses parties se dissiperaient; comme on voit les gouttes d'eau, dont la circonférence d'une roue est chargée, s'écarter dès que la roue tourne avec quelque vitesse.

Autre objection qui pouvait se résoudre avec les mêmes principes que la première.

Il semble que les coperniciens, qui avaient si bien répondu à la première, devaient répondre à la seconde, que les parties de la terre ne se dissipent pas, parce qu'elles tendent au centre avec une force supérieure à celle qui paraît les devoir écarter. En effet, on démontre aujourd'hui que la force centripète est environ dix-sept fois plus grande que la force centrifuge. Il fallait donc seulement conclure que la terre est plus élevée sous l'équateur, et que si l'expérience venait à confirmer cette conjecture, on aurait une nouvelle preuve de sa rotation. Mais les coperniciens, qui conservaient encore malgré eux quelque reste de péripatétisme, répondirent en prenant pour principe la vieille division du mouvement en rectiligne et circulaire. Le mouvement circulaire, dirent-ils,

Les coperniciens y répondent mal.

ne dissipe pas les parties de la terre, parce qu'il leur est naturel; au lieu qu'il ne l'est pas aux gouttes d'eau qui sont attachées à la circonférence d'une roue.

Autre objection.

On objectait encore qu'une pierre qu'on laisserait tomber du haut d'une tour ne tomberait pas au pied, si la terre tournait d'occident en orient. A quoi on répondait que dans un vaisseau qui serait à la voile, une pierre tombant du haut du mât frapperait au pied le tillac. Cette expérience familière aux matelots, n'était pas connue de tous les philosophes; et Gassendi fut enfin obligé de la faire.

Elle trompe Tycho-Brahé. Système de cet astronome.

Cette expérience, auparavant mal faite, avait trompé Tycho-Brahé, qui, prenant à la lettre quelques passages de l'Écriture, mit la terre au centre du monde, et la priva de tout mouvement; pour prendre un milieu entre l'ancien système et le nouveau, il supposa que toutes les planètes tournent autour du soleil, et qu'en même temps elles accompagnent cet astre dans la révolution diurne et annuelle qu'il lui fait faire autour de notre globe. C'était conserver ce qu'il y a de plus choquant dans le système de Ptolémée. Descartes, voyant les persécutions qu'on faisait à Galilée, paraît avoir cherché à se concilier avec ceux qui s'obstinaient à croire l'immobilité de la terre; car il définit le mouvement, *le transport d'un corps de la proximité de ceux auxquels*

il touchait, et qu'on regarde comme en repos par rapport à lui. En conséquence il pouvait dire que la terre est immobile, puisqu'elle ne s'éloigne point du fluide qui l'environne. Mais c'est définir le mouvement relatif ou apparent, au lieu du mouvement absolu ou réel.

Ses découvertes.

Tycho-Brahé était Danois. Il a précédé Galilée, étant né en 1546 et mort en 1601. Fort exact et plein de sagacité, il a rendu de grands services à l'astronomie par la justesse de la plupart de ses observations. Il découvrit la réfraction des rayons de lumière dans l'atmosphère, ou du moins il la vit beaucoup mieux que ceux qui l'avaient aperçue avant lui, et il la soumit au calcul. Il fit sur les inégalités de la lune plusieurs découvertes qui ont fort perfectionné la théorie de cette planète. Il détermina le lieu d'un grand nombre d'étoiles fixes. Il démontra que les comètes sont beaucoup plus élevées que la lune, parce qu'elles n'ont qu'une très-petite parallaxe. Enfin il a laissé un grand élève; je veux parler de Képler.

Képler, jeune encore, fait un mauvais système.

La passion de Képler était de découvrir la raison des choses. A peine commençait-il à étudier l'astronomie, qu'il voulut savoir pourquoi il y avait six planètes; pourquoi les dimensions de leurs orbites étaient telles que Copernic les avait observées, et quelle était la loi de leurs révolutions. Rempli des analogies mystérieuses des pythagoriciens, il crut avoir déterminé le nombre

des planètes et leur distance au soleil, en considérant seulement les propriétés des nombres et des figures; et il publia ses prétendues découvertes en 1593. Il était jeune encore, puisqu'il n'avait alors que vingt-deux ans, étant né en 1571, dans le duché de Wirtemberg.

Corrigé par Tycho-Brahé, il observe.

Tycho-Brahé, à qui il envoya un exemplaire de son livre, démêla du génie parmi les rêves du jeune astronome. Il lui conseilla de ne pas se presser de chercher les causes, et de commencer par s'assurer des phénomènes. Képler, qui a publié lui-même le conseil que cet homme sage lui avait donné, eut la sagesse d'en profiter. Il se rendit à Prague auprès de lui; il n'eut plus d'autre objet que de partager les travaux de ce grand astronome; et lorsqu'il le perdit, en 1601, il se trouva dans une route qui devait le conduire à de nouvelles découvertes.

Il détermine l'ellipse de Mars.

Jusqu'alors on croyait que les planètes étaient emportées d'un mouvement uniforme dans les orbites circulaires. Képler, en observant Mars, découvrit le faux de cette hypothèse. Il soupçonna d'abord que cette planète décrivait un ovale; il en détermina fort bien l'excentricité, et il se flatta d'en avoir tracé le cours. Mais lorsqu'il en revint aux observations, il ne les trouva d'accord avec ses calculs que lorsque cette planète était aphélie ou périhélie. Hors de là, les distances calculées se trouvaient plus grandes que

les distances observées, surtout à mesure que Mars approchait des lieux moyens. Il reconnut donc que l'ovale qu'il avait supposée avait le défaut d'être trop renflée. Il voulut la corriger, et il en imagina une autre trop aplatie; de sorte que Mars, qu'il croyait déjà tenir, lui échappa une seconde fois. Alors cherchant un milieu entre l'ovale et le cercle, il imagina une ellipse à laquelle la planète voulut bien s'assujettir.

Première analogie de Képler

Dès qu'il eut déterminé cette ellipse, il n'eut pas de peine à s'assurer que Mars, plus lent vers son aphélie, était plus vite vers son périhélie, et que son mouvement, réellement inégal, variait de manière qu'un rayon tiré de cette planète au soleil balayait des aires égales en temps égaux. Telle est la première loi que Képler découvrit, et qu'il retrouva encore dans les révolutions des quatre satellites de Jupiter. C'est pourquoi il la regarda comme une loi qui règle le mouvement de toutes les planètes.

Seconde analogie.

Ayant ensuite considéré que les planètes placées à des distances différentes du soleil, font aussi leurs révolutions dans des temps différens, il conçut qu'il serait possible de découvrir quelque analogie entre les distances et les temps périodiques. Il vit d'abord que Saturne devait achever sa révolution dans neuf ans et demi, s'il avait une vitesse égale à celle de la terre, puisqu'étant neuf fois et demi plus loin du soleil, il décrit aussi une

orbite neuf fois et demi plus grande. Or, la révolution de cette planète est d'environ vingt-neuf ans. Les temps périodiques augmentent donc dans une plus grande proportion que les distances. Cependant ils n'augmentent pas non plus en raison du carré de ces mêmes distances, puisqu'alors la révolution de Saturne serait de quatre-vingt-dix ans. La vraie proportion des temps périodiques doit donc se trouver entre celle des distances et celle des carrés des distances. Képler dit qu'après être tombé à ce sujet dans plusieurs méprises, il découvrit enfin, le 15 mai 1618, que les carrés des temps périodiques des planètes sont toujours dans la même proportion que les cubes de leur distance moyenne au soleil. Les satellites de Jupiter confirmèrent encore cette découverte, et, depuis cet astronome, toutes les observations et tous les calculs en ont donné de nouvelles preuves. Vous savez quel jour ces deux analogies, auxquelles on a conservé le nom de Képler, répandent sur le système du monde.

Pensées de Képler sur la gravité.

Képler a pensé sur la gravité comme Copernic. Il a même été plus loin: car il a dit que les actions combinées de la terre et du soleil sont la cause des irrégularités de la lune; que la lune et la terre se réuniraient si elles n'étaient pas retenues; que le flux et le reflux sont l'effet de l'attraction de la lune, et que toutes les planètes gravitent vers le soleil. Cependant il fallait qu'il

conçût encore bien imparfaitement cette gravitation, puisque, dans la suite, il l'abandonna tout-à-fait pour d'autres principes fort extraordinaires. Car il imagina, comme répandue dans l'espace, une certaine image immatérielle, qui sortant du soleil enveloppait les planètes, et les forçait à tourner avec elle autour de cet astre. On lui reproche encore beaucoup d'autres idées de cette espèce. Telle est, par exemple, l'analogie qu'il a cru trouver entre les mouvemens des corps célestes et les sept tons de la gamme. Mais il ne faut pas le juger d'après des opinions qui sont un reste de l'esprit ténébreux de tant de siècles, et qui doivent seulement nous étonner davantage, quand nous considérons la lumière que cet astronome a répandue.

CHAPITRE VI.

Naissance de plusieurs sciences. L'algèbre, l'analise, principes de mécanique, lois du mouvement, l'horloge à pendule.

Les découvertes qu'on doit à l'observation, étendront nos connaissances et nous forceront à créer de nouvelles scien-

Képler et Galilée sont l'époque où la philosophie commence. Les succès de ces deux observateurs ouvrent enfin une route, dans laquelle plusieurs hommes de génie vont entrer. On va

ces et de nouveaux arts.

continuer d'observer; on cherchera les causes en remontant de phénomènes en phénomènes; et on renoncera peu à peu aux hypothèses et aux principes vagues.

Dès que nous ne cherchons plus la nature dans notre imagination, l'étude que nous nous proposons n'a plus de bornes; elle embrasse l'univers. La philosophie n'est plus la science d'un homme qui médite les yeux fermés : c'est l'histoire de la nature; elle tient à tous les arts. Combien donc ne faudra-t-il pas acquérir de connaissances pour y faire des progrès ? et dans combien de genres!

Aussi les sciences déjà connues vont s'étendre, et de nouvelles vont naître. Une découverte mettra dans la nécessité d'en faire d'autres. Les objets d'étude se multiplieront; on ne pourra pas se borner à un seul; la vue se portera toujours au delà; on embrassera tous les jours davantage, on étudiera une multitude d'arts et de sciences à la fois.

De l'optique perfectionnée naîtront la catoptrique et la dioptrique.

Le télescope, encore imparfait, paraît n'avoir été trouvé que pour nous montrer une science dont nous connaissions à peine quelques élémens. Si nous le voulons perfectionner, il faudra observer les rayons depuis le corps lumineux jusqu'aux surfaces qu'ils éclairent; découvrir comment ils se réfléchissent, comment ils se brisent en passant d'un milieu dans un autre; suivre par-

tout le chemin qu'ils tracent; expliquer le phénomène de la vision; et nous formant de nouveaux yeux, voir les objets qui jusqu'ici nous ont échappé par leur éloignement ou par leur petitesse. Ainsi de l'optique mieux connue naîtront la catoptrique et la dioptrique.

L'astronomie, alors mieux connue, perfectionnera la géographie et la navigation, et ce sera une nécessité d'étudier les mécaniques.

A mesure que nous connaîtrons mieux l'astronomie, nous perfectionnerons la géographie et la navigation; mais pour étudier ces sciences avec succès, il sera encore nécessaire d'étudier les lois du mouvement. Il faudra développer les principes de la mécanique, et c'est alors que les objets d'étude se multiplieront sans fin.

Pour réussir dans ces sciences, il faudra être géomètre.

Cependant il ne suffira pas d'amasser des expériences et des observations. Il faut encore rendre raison des phénomènes, faire sentir la nature à nos usages, connaître par conséquent ses forces, les lois qu'elle suit, la régler en quelque sorte nous-mêmes. Or, c'est à quoi nous ne réussirons qu'autant que nous suivrons la génération des effets, non-seulement en observant, mais encore en mesurant et en calculant. La géométrie nous deviendra donc absolument nécessaire.

Ce sera donc encore une nécessité de perfectionner la géométrie.

Les objets de nos recherches venant à s'étendre et à se multiplier, les rapports en seront plus compliqués, et les problèmes plus difficiles à résoudre. Mille obstacles nous arrêteront par conséquent à chaque pas, si la géométrie ne se perfectionne pas encore. En un mot, la géométrie doit être

appliquée à la mécanique, et ces deux sciences doivent l'être ensemble à toutes les parties de la philosophie, et se perfectionner avec elles.

Voilà les objets qui vont occuper les génies du dix-septième siècle.

Voilà, Monseigneur, les sciences, qui vont occuper plusieurs grands esprits pendant le cours du dix-septième siècle. Voyons-les dans leurs commencemens : ce serait un trop grand ouvrage que de les développer en entier, et puis, si nous voulons dire la vérité, nous n'en savons pas assez, ni vous, ni moi, pour les suivre jusqu'au bout.

Les sciences doivent leurs progrès à la simplicité des méthodes.

Les sciences doivent leurs progrès aux méthodes rendues plus simples ; et si elles en ont fait de si lents pendant plusieurs siècles, c'est que rien n'est si difficile que de simplifier.

L'art de calculer en est la preuve.

Avant l'usage des chiffres arabes, l'art de calculer, si nécessaire pour suivre les procédés de la nature, ne pouvait être que très-borné. Les problèmes ne se pouvaient résoudre qu'à force de tête, et ils devenaient impossibles, pour peu qu'ils fussent compliqués. Ce fut vers l'an 960 ou 970 que les chiffres arabes commencèrent à s'introduire dans l'église d'Occident : on en eut l'obligation à Gerbert, depuis pape, sous le nom de Silvestre II. Mais il se passa plusieurs siècles encore, avant qu'ils fussent généralement connus.

L'algèbre est aux chiffres arabes ce que ceux-ci sont aux chiffres romains : ce n'est qu'une méthode plus simplifiée. Nous la devons encore aux

Arabes : ce fut Léonard de Pise qui la porta en Italie au commencement du quinzième siècle. Elle y fit d'abord des progrès assez rapides.

Essayez de diviser deux cent quatre mille neuf cent quatre-vingt-quatre, par six cent cinquante-sept, sans exprimer ces nombres autrement que je fais; vos efforts seront inutiles, ou vous n'en viendrez à bout qu'avec une grande contention d'esprit. Au contraire, si vous vous servez des chiffres arabes, la division ne sera plus qu'une opération purement mécanique; et vous trouverez d'un coup de plume ce que vous cherchez. L'expression algébrique est encore plus abrégée. Elle renferme dans un petit nombre de signes ce qui demanderait un grand nombre de chiffres arabes. Elle dégage les calculs dont les rapports trop multipliés fatigueraient l'esprit; et par son moyen on résout des problèmes qu'il serait difficile de résoudre autrement, ou que même on ne résoudrait pas. Vous savez tout cela, Monseigneur [1], et je ne vous le rappelle, que pour vous faire comprendre que, comme on n'a d'abord perfectionné l'art de calculer, qu'autant qu'on a imaginé des méthodes plus simples, on ne continuera de le perfectionner encore, que parce qu'on imaginera de nouveaux moyens, qui simplifieront davantage.

[1] M. de Kéralio avait enseigné les mathématiques au prince.

C'est ainsi que l'algèbre s'est perfectionnée;

L'algèbre n'était pas au quinzième siècle telle que vous la connaissez. Les méthodes dont on faifait usage, se bornaient à un certain nombre de cas, et ne fournissaient que des solutions particulières. Les expressions algébriques n'étaient pas même encore assez simples. Ce fut au seizième siècle que Jean Borel, Français, plus connu sous le nom de Buteo, se servit le premier des lettres de l'alphabet; encore ne les employa-t-il que pour désigner les quantités inconnues. Après lui François Viete, autre Français, imagina d'exprimer encore les quantités connues par ces lettres, et ce seul changement rendit le calcul plus facile et plus lumineux.

Vous concevez qu'un art est plus parfait, à proportion qu'on le réduit à un plus petit nombre de règles; à quoi on ne peut parvenir qu'en trouvant des règles plus générales. Or, Viete, s'occupant de cette recherche, découvrit des solutions générales pour des cas, qui auparavant demandaient des solutions particulières. Toutes ces méthodes étaient simples et ingénieuses; et l'algèbre fit de si grand progrès par ses travaux, qu'on regarde ses découvertes comme le germe de celles qui ont été faites après lui.

Et que la géométrie, à laquelle on l'a appliquée, s'est perfectionnée elle-même pour perfectionner ensuite les mé-

Viete est encore le premier qui ait appliqué l'algèbre à la géométrie. A cet égard, Descartes a néanmoins la gloire de l'invention, par la sagacité avec laquelle il a réussi. A la vérité, il paraît

bien facile d'exprimer, avec des signes algébriques, des lignes et des rapports de lignes : mais le sort des méthodes, lorsqu'elles sont connues, est toujours d'étonner d'autant moins qu'elles sont plus simples; et cependant leur simplicité même est souvent ce qui avait empêché de les découvrir. Il ne suffisait pas de voir qu'on peut se servir, en géométrie, des lettres de l'alphabet ; il fallait encore savoir juger des avantages que l'analise algébrique procurerait à cette science, et trouver des méthodes générales pour en faire l'application avec succès. C'est dans cette partie surtout, qu'au jugement des meilleurs mathématiciens, Descartes montre un génie supérieur. Il développa la théorie des courbes avec une sagacité singulière : il l'étendit à quantité de problèmes difficiles, que la simplicité de ses méthodes rendait cependant faciles à résoudre, et la géométrie prenant un nouvel essor, fut propre à répandre un nouveau jour sur toutes les parties de la physique auxquelles on l'applique. Dans le même temps, la France avait un autre géomètre, qui faisait voir presque autant d'invention que Descartes, et qui, ayant imaginé des méthodes quelquefois plus simples, a mis sur la voie pour en trouver de plus générales encore. C'est Fermat, conseiller au parlement de Toulouse.

caniques et la physique.

La géométrie des anciens était bornée par l'imperfection de ses méthodes. Comme elle était as-

Les méthodes se simplifient en substituant des

expressions abrégées; c'est ce que fait l'analise de Descartes.

sujettie à procéder par une suite de raisonnemens développés, les rapports s'embarrassaient lorsqu'ils se compliquaient à un certain point, et ils échappaient enfin à l'esprit. En effet, s'il est certain que l'évidence consiste dans l'identité, il ne l'est pas moins que l'identité ne sera sensible qu'à proportion que nous rapprocherons davantage les termes identiques, en substituant une expression abrégée à de longs raisonnemens; c'est alors qu'on verra sans peine, ou même sans effort, ce qu'on ne pouvait pas apercevoir auparavant. Tel est l'avantage de l'analise de Descartes.

Du temps de ce philosophe et depuis, on a cultivé la géométrie avec passion, et l'analise s'est perfectionnée de plus en plus.

La géométrie était alors cultivée avec émulation. Vous comprenez que les nouvelles vues de Descartes n'ont pas peu contribué à entretenir ou même à augmenter le goût de cette étude : pour peu qu'on l'aimât, il était naturel de l'aimer davantage. On se trouvait transporté dans un nouveau pays, où tout excitait la curiosité, et où chacun se flattait de faire des découvertes. On cherchait donc : on imaginait des problèmes difficiles : on se faisait des défis : c'était à qui aurait l'avantage de l'invention. Le père Mersenne, en relation avec tous les savans, et savant lui-même, avait surtout le talent d'élever des questions curieuses, et d'entretenir dans les esprits cette fermentation qui hâte le progrès des sciences.

Il est des temps où il semble que le génie devient contagieux. Cette contagion, qui ne gagne

pas dans tous les siècles, gagna de plus en plus depuis Descartes, jusqu'à la fin du dix-septième et au delà. On inventa de nouvelles méthodes, on les généralisa, on les simplifia, on se fit encore des défis. Wallis, Grégori et Barrow se distinguèrent surtout dans cette carrière. Le dernier, en simplifiant une des méthodes de Fermat, fut au moment de trouver le calcul différentiel : il ne lui restait qu'à généraliser un peu plus; mais cette découverte était réservée à Newton. C'est ainsi que l'analise fut successivement portée à un point de perfection où je ne crois pas que vous vouliez la suivre. Comme vous connaissez de réputation les autres grands géomètres, je ne vous les nommerai pas, et je passe à autre chose.

Il n'y a point de repos réel.

Il n'y a point de repos absolu dans l'univers : tout corps se meut réellement. Ce que nous nommons repos n'est que l'état d'un corps qui ne change pas de situation par rapport à d'autres. Le repos n'est qu'apparent.

Il n'y a point de repos relatif, sans une tendance au mouvement.

Partout où nous croyons apercevoir du repos, il y a une tendance à un mouvement relatif; et tout corps qui nous paraît immobile se mouvrait à nos yeux si ses efforts pour se mouvoir n'étaient pas combattus par des efforts contraires. Tout ce qui se repose sur la terre tend au centre, et ce qui est au centre tend à la circonférence. En un mot, toutes les parties de la matière ont une infinité de tendances en tous sens, puisqu'a-

gissant mutuellement les unes sur les autres, chacune est attirée par toutes, et toutes sont attirées par chacune. Vous voyez par-là combien, dans le principe de la gravitation universelle, les causes et les effets se compliquent.

C'est dans les lois du mouvement et dans celles de l'equilibre que sont les principes des mecaniques.

Cette complication de causes et d'effets est ce que la mécanique se propose de démêler et de développer. Cette étude vaste se borne cependant à découvrir les lois du mouvement et de l'équilibre; et vous concevez que, ces lois étant une fois connues, on aura les principes de la mécanique.

Pour les découvrir, il faut donc mesurer et calculer.

Pour réussir dans ses recherches, il ne suffit pas d'observer: il est évident qu'il faut encore mesurer, calculer; et l'analise la plus délicate devient absolument nécessaire.

C'est pourquoi la mécanique et la géométrie se cultivent ensemble.

La mécanique n'a donc pu faire des progrès qu'autant que la géométrie en a fait elle-même. Cependant elles se suivent de si près, qu'elles marchent pour ainsi dire de front. Aussi les grands hommes dont j'ai déjà parlé, ont-ils cultivé l'une et l'autre en même temps. Tâchons de nous faire une idée générale de leurs travaux. Je suivrai l'ordre de leurs découvertes, et pour abréger, je parlerai peu de leurs méprises.

Galilée fait voir que des corps de pesanteur inégale tombent avec la même vitesse.

Le célèbre Galilée s'est encore distingué dans les mécaniques. Les péripatéticiens enseignaient comme un axiome, que la vitesse des corps graves dans leur chute est en même raison de leur pe-

santeur. Galilée combattit d'abord ce préjugé par une expérience. En présence d'un grand nombre de personnes que la curiosité avait attirées, il laissa tomber du haut d'un dôme des corps de pesanteur fort inégale, et tout le monde, jusqu'aux péripatéticiens mêmes, vit qu'il n'y avait presque pas de différence dans le temps de leur chûte.

Il y aurait eu lieu de s'étonner si cette expérience n'eût pas réussi; car la pesanteur d'un corps n'est que la somme des pesanteurs des parties de matière qui le composent, et plus de pesanteur suppose seulement un plus grand nombre de parties. Or, soit qu'on prenne ces parties ensemble, soit qu'on les prenne séparément, en égale quantité, ou en quantité inégale, on ne peut pas présumer qu'elles tomberont avec plus de vitesse les unes que les autres. Dix pièces d'or, chacune d'une once, doivent certainement tomber en même temps. Qu'on en réunisse neuf, elles n'en seront pas plus précipitées dans leur chute pour avoir été réunies. Elles n'auront donc pas plus de vitesse qu'une pièce d'une once.

Lorsque les corps n'ont pas la même densité, la résistance de l'air met une différence sensible dans le temps de leur chute; mais vous savez que dans la machine pneumatique, la plume tombe avec la même vitesse que l'or.

Cette expérience de Galilée souleva contre lui tous les vieux professseurs; de sorte qu'il fut con-

traint de quitter Pise et de se retirer à Padoue, où on lui donna une chaire.

Il découvre les lois du mouvement accéléré dans la chute des corps.

Alors, moins contrarié, il s'occupa de recherches plus difficiles, et il découvrit les lois du mouvement accéléré dans la chute des corps. Il démontra que, dans les temps 1, 2, 3, 4, les espaces parcourus successivement sont 1, 3, 5, 7, et que tous pris ensemble, depuis le commencement de la chute, ils sont comme le carré des temps.

Il fait voir que le long d'un plan incliné, elles sont les mêmes que dans une direction perpendiculaire.

Il prit une longue pièce de bois dans laquelle il fit creuser un canal, et l'ayant inclinée de manière que la lenteur du mobile lui permît de comparer le temps avec l'espace parcouru, il trouva toujours que dans un temps double l'espace était quadruple, dans un temps triple neuf fois aussi grand, etc. Cette expérience confirmait ses raisonnemens, et faisait voir que le long d'un plan incliné l'accélération suit les mêmes lois que dans la direction perpendiculaire.

L'idée qu'il s'en fait lui découvre les lois du pendule dans ses vibrations.

Pour se faire une idée plus précise du mouvement accéléré dans l'un et l'autre cas, il représenta des plans inclinés par des lignes tirées des extrémités du diamètre d'un cercle, et il représenta la direction perpendiculaire par le diamètre même. Quoique toutes ces lignes fussent inégales, il démontra que le mobile les parcourait chacune dans le même temps, qu'il aurait employé à parcourir le diamètre.

Cette théorie le conduisit à découvrir les lois

que le pendule suit dans ses vibrations. Il en vit naître, comme une conséquence, la vérité d'une observation qu'il avait déjà faite : c'est que les vibrations d'un même pendule sont isochrones, c'est-à-dire que les petites se font dans le même temps que les grandes; il faut néanmoins qu'elles soient toutes assez petites.

Il détermine le rapport de la longueur du pendule au nombre des vibrations.

Comparant ensuite des pendules inégaux, il découvrit que dans un même temps le nombre des vibrations est réciproquement comme la racine carrée de la longueur, ou autrement, que le carré de ce nombre est réciproquement comme la longueur même. Alors, pour mesurer la hauteur des voûtes des églises, il n'avait plus qu'à comparer le nombre des vibrations des lampes qui y sont suspendues, avec le nombre de celles que faisait dans le même temps un pendule d'une grandeur connue. Il en fit plusieurs fois l'expérience.

Le pendule lui servit encore à démontrer que, dans la chute des corps, la vitesse n'est pas comme la pesanteur. Car deux pendules égaux, dont l'un est chargé d'un poids dix fois plus pesant, font leurs vibrations dans le même temps à peu de choses près.

Il découvre la courbe que décrit un corps projeté obliquement.

Jusqu'alors on n'aurait pas imaginé qu'il fût possible de tracer la courbe que décrit un corps projeté obliquement. La chose devint facile à Galilée. Il n'eut qu'à considérer le mouvement de

projection modifié par le mouvement que produit la pesanteur dont il connaissait les lois; et il trouva que cette courbe est une parabole. Cette dernière découverte lui fit surtout beaucoup d'honneur; mais toutes doivent lui en faire: car nous y trouvons un germe qui, en se développant peu à peu, développera le système du monde.

Castelli et Torricelli ses disciples.

Castelli et Torricelli, disciples de Galilée, s'appliquèrent particulièrement à l'hydraulique, partie des mécaniques, dont la connaissance est surtout nécessaire en Italie. Le second écrivit aussi sur les mêmes sujets que son maître, et il ajouta de nouvelles vues à la théorie des mouvemens accélérés. Mais, ne voulant parler que des principales découvertes, je passe sur ces détails, pour venir à la pesanteur de l'air.

On voyait les effets de la pesanteur de l'air, et on les expliquait par l'horreur du vide.

Plusieurs expériences démontraient la pesanteur de l'air. On en voyait les effets dans les siphons, les pompes aspirantes, etc., et on leur cherchait une autre cause dans une certaine horreur, qu'on prétendait que la nature a du vide. Lorsque Galilée remarqua que les pompes aspirantes n'élèvent l'eau qu'à la hauteur de trente-deux pieds, il en conclut seulement que la force de la nature pour éviter le vide est limitée, et que la colonne d'eau en est la mesure. En conséquence, il faisait du vide avec les poids qui détachaient un piston du fond d'un tube.

Galilée, qui

Galilée n'ignorait pas la pesanteur de l'air : il

montre même comment on la peut prouver. Pourquoi donc faut-il que, tenant encore au préjugé de l'horreur du vide, il n'imagine pas que la colonne d'eau peut être soutenue par le contre-poids d'une colonne d'air? On croirait qu'il aurait dû faire cette découverte, puisqu'il y touchait. C'est ainsi que Viète, de proche en proche, eût pu découvrir jusqu'au calcul différentiel; mais il semble qu'il y ait un terme où les plus grands esprits s'arrêtent d'eux-mêmes, sans avoir trouvé d'obstacles.

croyait l'air pesant, tenait lui-même à ce préjugé.

Torricelli franchit ce terme. Pour faire l'expérience du vide en petit, il remplit de mercure un tube de verre scellé par l'un des bouts. Il jugeait que, quelle que fût la force qui soutenait une colonne d'eau de trente-deux pieds, elle soutiendrait également tout autre fluide; et que le mercure, pesant environ quatorze fois autant que l'eau, se soutiendrait à la hauteur d'environ vingt-huit pouces, s'il plongeait l'orifice du tube dans un vase plein de mercure. Cette expérience ayant parfaitement réussi, Torricelli chercha la cause de ce phénomène, et soupçonna enfin que la masse d'air qui portait sur le mercure extérieur était le contre-poids qui soutenait le fluide au-dessus de son niveau. Il eût sans doute fait de nouvelles expériences pour s'assurer de cette découverte, mais il mourut à la fleur de son âge, 1647.

L'expérience du mercure, qui se soutient dans un tube au-dessus de son niveau, fait soupçonner la pesanteur de l'air à Torricelli.

lorsqu'il pouvait rendre encore de grands services à la philosophie.

Pascal achève de démontrer la pesanteur de l'air.

L'expérience de Torricelli fit beaucoup de bruit. Le P. Mersennes, qui en fut informé le premier, en répandit la nouvelle dans Paris, où elle fut répétée; et Pascal, alors âgé de vingt-trois ans, fit à ce sujet un traité, dans lequel il employait le principe de l'horreur du vide, et qui dès ce moment lui fit un nom. Ayant ensuite appris le soupçon que Torricelli avait eu, il le vérifia en faisant l'expérience dans le vide : car le mercure ne se soutint plus dans le tube. Il sentait cependant qu'il fallait plus d'une preuve, pour combattre un vieux préjugé dont il ne s'était pas garanti. Il fit donc faire l'expérience de Torricelli sur le Puy-de-Dôme, haute montagne d'Auvergne. Or la hauteur du mercure à mi-côte ayant été moindre de quelques pouces qu'au pied, et moindre encore au sommet, on ne put plus douter que ce fluide ne fût soutenu dans le tube par le poids de l'atmosphère. Pascal s'en assura lui-même à Paris : car, étant monté sur une tour élevée d'environ vingt-cinq toises, il trouva dans la hauteur du mercure une différence de plus de deux lignes.

Descartes est le premier qui ait expliqué, par la pesanteur de l'air, l'expé-

Descartes au reste est le premier qui ait rejeté le principe de l'horreur du vide. Avant que Torricelli eût formé ou communiqué ses soupçons

sur la suspension du mercure, il l'avait lui-même expliquée par le poids de l'air. Il prédit le succès de l'expérience qu'on se proposait de faire sur le Puy-de-Dôme, et il pourrait bien en avoir donné l'idée à Pascal : il la revendique au moins dans une de ses lettres. Quand on pense à la sagacité de ce philosophe, on regrette qu'il ait préféré le plaisir d'imaginer à celui d'observer.

rience du mercure suspendu dans le tube.

Après la découverte de la pesanteur de l'air, les lois du mouvement devinrent le principal objet des recherches des physiciens géomètres. Descartes s'en était déjà occupé, et avait établi pour lois générales, que le mouvement subsiste dans un corps avec la même vitesse et la même direction; que tout mouvement ne se fait de sa nature qu'en ligne courbe, que parce que sa direction est continuellement changée par quelque obstacle; en sorte que si l'obstacle cessait, le corps s'échapperait par la tangente, au point où l'obstacle aurait cessé.

Lois générales du mouvement données par Descartes.

Ces lois sont suffisamment démontrées par l'expérience. Mais Descartes n'ayant pas réussi à découvrir les lois particulières que la nature suit dans le choc des corps, la société royale de Londres en proposa la recherche à ceux de ses membres qui s'appliquaient à perfectionner les mécaniques. Wallis, Wren et Huyghens y travaillèrent séparément, se rencontrèrent dans les principes, et satisfirent avec le même succès à ce qu'on leur avait demandé.

La société royale propose la recherche des lois de la nature dans le choc des corps.

Il faut d'abord distinguer deux sortes de corps : les corps élastiques, dont la figure se rétablit après le choc dans son premier état ; et les corps durs, absolument privés de ressort.

Principe général de ces lois.

On établit ensuite pour principe général, qu'une force appliquée à mettre un corps en mouvement, lui donne une vitesse d'autant moindre qu'il est plus grand ; et qu'un corps choqué détruit dans le corps choquant autant de mouvement, que le corps choquant lui en communique.

Lois du choc dans les corps parfaitement durs.

Supposons donc qu'un corps dur, poussé avec une certaine vitesse, choque un autre corps dur en repos ; la force, qui était employée à le mouvoir seul, les meut tous deux après le choc. La quantité de masse en mouvement est donc plus grande : la vitesse commune aux deux corps est donc moindre. Elle sera, par exemple, les deux tiers de ce qu'elle était avant le choc, si le corps choquant est double de l'autre.

Si un corps en choque un autre qu'il suit et qu'il atteint, il ne le frappera qu'avec l'excès de vitesse qu'il a sur lui. Or cet excès se partagera entre les deux, de la même manière que dans le cas où l'un des deux corps était en repos, c'est-à-dire en raison des masses. Il ne reste donc qu'à répartir cet excès dans cette proportion, pour déterminer de combien la vitesse du corps choqué sera accélérée, et de combien celle du corps choquant sera retardée : alors on aura la vitesse commune.

Enfin, si ayant une inégale quantité de mouvement, ils se choquent avec des directions contraires, celui qui a le plus de mouvement détruira tout-à-fait le mouvement de celui qui en a moins, et en perdra lui-même autant qu'il en aura détruit. Car deux mouvemens égaux et directement opposés doivent se détruire mutuellement. Le corps choquant agira donc avec le surplus qui lui reste, comme sur un corps en repos; et ce surplus s'étant réparti en raison des deux masses, ils iront ensemble dans la direction du corps qui avait le plus de mouvement.

Lois du choc dans les corps parfaitement élastiques.

Pour déterminer ensuite les lois qui ont lieu dans le choc des corps parfaitement élastiques, il suffit de considérer l'effet que le ressort doit produire.

Lorsqu'un corps de cette espèce en choque un autre en repos, il le presse et en est pressé; et cette pression réciproque augmente, jusqu'à ce que, de part et d'autre, les ressorts soient aussi bandés qu'ils peuvent l'être. Or, s'ils restaient dans cet état de pression, sans faire d'effort pour se rétablir, il est évident que les deux corps seraient mus dans la même direction, et que la force serait répartie en raison des masses. Il arriverait seulement que dans la pression réciproque, il y aurait une partie du mouvement détruite par la réaction du corps choqué : car dans ce cas, le corps choquant est comprimé par

une force qui le repousse en arrière, et qui par conséquent ralentit son mouvement. Mais cela n'arrive pas : au contraire, le ressort des deux corps se débande avec la même force, avec laquelle il a été bandé; et comme il appuie également sur les deux, il les repousse en sens contraire, en leur distribuant la force avec laquelle il réagit.

Si les deux corps sont égaux, le corps choquant sera repoussé par la réaction du ressort, avec une force égale à celle avec laquelle il a frappé. Il s'arrêtera donc, et le corps qui était en repos, sera poussé en avant par la réaction du même ressort, et prendra la vitesse qu'avait le corps choquant.

Dans la supposition où, étant égaux, ils seraient mus l'un contre l'autre avec des vitesses égales, ils réfléchiront avec la même vitesse qu'ils avaient chacun avant le choc; car à l'instant où le ressort se débande, il réagit sur tous deux avec la même force avec laquelle il a été bandé. Ils ne feront donc que changer de direction.

Chacun des deux ne retourne en arrière, que parce qu'il est poussé par l'autre, et vous voyez, par conséquent, qu'il se fait entre eux un échange de vitesse. L'un reçoit celle de l'autre, et lui rend la sienne. Sur ce principe, vous pouvez prévoir ce qui arriverait s'ils se choquaient avec des vitesses inégales. On pourrait faire bien d'autres

suppositions, suivant la différence des masses et des vitesses.

Ces lois peuvent être appliquées aux corps dont l'élasticité n'est pas parfaite.

Si, d'après ces lois, on voulait trouver ce qui arriverait dans le choc, lorsque l'élasticité n'est pas parfaite, on chercherait d'abord la vitesse que chaque corps acquerrait ou perdrait par le choc, en supposant que les corps qui se choquent sont absolument privés de ressort. Il faudrait ensuite doubler cette vitesse, si les corps étaient parfaitement élastiques, parce que le ressort parfait produit ou détruit autant de vitesse que le choc même en produit ou en détruit dans les corps sans ressort. Si la force du ressort n'est pas entière, par exemple, si elle n'est que la moitié de la force parfaite, elle ne produira que la moitié de la vitesse que les corps sans ressort acquerraient ou perdraient par le choc, et dans ce cas, on augmentera de la moitié la vitesse acquise ou perdue par le choc sans ressort. Mais c'en est assez : de plus grands détails nous mèneraient trop loin ; il nous suffit d'apercevoir les principes. Nous allons considérer de la même manière les recherches d'Huyghens sur les forces centrifuges.

Recherches d'Huyghens sur les forces centrifuges.

Vous concevez qu'avec la même vitesse les forces centrales seront plus grandes, à proportion que le mobile décrira un plus petit cercle ; car puisque la courbe s'écarte alors davantage de la ligne droite, le mobile fait plus d'efforts pour s'échapper ; et par conséquent, il en faut plus

aussi pour le retenir. Dans ce cas, les forces centrifuges et centripètes sont donc nécessairement plus grandes. Vous remarquerez de même qu'elles le sont encore plus, lorsque dans un même cercle un corps se meut avec une plus grande vitesse. Tout cela est facile. Mais quel est le rapport des forces centrifuges dans ces différentes suppositions ? c'est ce qu'il fallait déterminer exactement, et ce que Huyghens a tenté le premier.

Dans le cas où des cercles égaux sont décrits par des corps de même masse avec des vitesses inégales, il démontra que les forces centrifuges sont comme les carrés des vitesses, c'est-à-dire neuf fois aussi grandes, si les vitesses sont triples. Si, au contraire avec la même vitesse, les circonférences étaient inégales, les forces centrifuges seraient réciproquement comme les rayons ; doubles, si le rayon n'est que la moitié; triples, s'il n'est que le tiers.

Huyghens ne se contenta pas d'avoir démontré ces rapports ; il découvrit encore la quantité absolue de force centrifuge dans un mobile qui se meut avec une vitesse déterminée. Mais cette théorie serait trop forte pour nous; il nous sera plus facile de nous faire quelque idée d'une autre invention de ce grand mécanicien.

Il invente l'horloge à pendule

Galilée, qui avait le premier observé l'égalité de durée entre les oscillations du pendule, avait eu dessein de s'en servir pour mesurer le temps,

et en avait fait naître l'idée à quelques astronomes. Cette recherche demandait qu'on trouvât le moyen de perpétuer les vibrations, et de les compter sans être obligé de les suivre continuellement des yeux. Huyghens, occupé de cette découverte, imagina de construire une horloge avec un pendule, qui en modère le rouage et qui l'assujettit à un mouvement uniforme. Il est adapté de manière que par sa partie supérieure il communique un mouvement alternatif à un essieu garni de deux petites palettes, et ces palettes, qui s'engrènent dans une roue, ne laissent passer qu'une dent à chaque vibration. Cette roue se meut donc aussi uniformément que le pendule, et elle règle le mouvement du rouage entier, dont toutes les parties s'engrènent les unes dans les autres. Enfin le mouvement se perpétue dans le pendule, parce que le rouage, à chaque vibration, lui rend à peu près la même quantité qu'il en perd par le frottement et par la résistance de l'air. Il se meut par ce moyen jusqu'à ce que le ressort ou le poids de l'horloge cesse d'agir. Cette machine ingénieuse, devenue aujourd'hui si commune, fut découverte en 1656.

Il détermine la longueur du pendule, en déterminant le centre d'oscillation.

Mais si on ne connaît pas la longueur d'un pendule, on ne pourra pas juger de la durée de ses vibrations, ni s'assurer, par conséquent, d'en avoir un qui les fasse exactement dans une seconde, par exemple. Or cette longueur, comme

vous le savez, n'est pas facile à déterminer. C'est que tout pendule est dans le vrai composé d'une suite de poids qui vont toujours en s'éloignant du centre de suspension. Chacun de ses poids ferait séparément ses vibrations dans des temps différens; mais, forcés à se mouvoir ensemble, le plus vite hâte le plus lent et en est retardé. S'il était possible de les réunir tous dans un point, à l'extrémité d'une ligne mathématique, la longueur du pendule serait celle de cette ligne. Or, quoiqu'ils soient répandus dans toute la longueur du pendule, ils font cependant leurs vibrations comme s'ils étaient tous concentrés en un seul point, de la même manière qu'un corps pèse, comme si toutes ses parties se ramassaient dans son centre de gravité. Ce point est le centre d'oscillation qu'il fallait trouver pour déterminer la longueur du pendule ; problème difficile, dont Huyghens donna la solution.

CHAPITRE VII.

De l'optique et de ses premiers progrès.

A quoi se bornaient les connaissances des anciens sur l'optique.

Les grands progrès de l'optique à la fin du dix-septième siècle, et la part qu'elle a eue à plusieurs découvertes astronomiques, demandent que

nous nous représentions les états par où elle a passé jusqu'à Newton.

Les anciens n'avaient en ce genre que des connaissances très-bornées. Ils ont découvert la propagation de la lumière en ligne droite, et l'égalité de l'angle de réflexion avec l'angle d'incidence. Ptolomée a même connu la réfraction de la lumière, lorsque les astres sont vus à l'horizon, découverte qui était du ressort d'un astronome. Il en a conclu qu'on se trompe alors sur le lieu des astres, et cependant il n'a point imaginé qu'il fallût corriger les hauteurs prises. Il dit que si les objets paraissent plus grands à l'horizon, c'est un effet du jugement de l'âme, qui, les jugeant plus éloignés, se les représente sous un plus grand diamètre. Nous ne savons pas d'ailleurs jusqu'où il a porté ses recherches, parce que son ouvrage ne nous est connu que par quelques citations. Telles sont les connaissances des anciens sur l'optique. Ils n'avaient pas assez d'observations pour expliquer les phénomènes; aussi n'en donnent-ils que des raisons peu satisfaisantes ou même ridicules.

Jean-Baptiste Porta a le premier observé les rayons qui entrent dans une chambre obscure, à laquelle il compare l'œil.

Il faut venir jusqu'au seizième siècle, avant de trouver des découvertes en ce genre, encore se feront-elles bien lentement. Jean-Baptiste Porta, gentilhomme napolitain, qui mourut en 1515, ayant remarqué que les rayons qu'on laisse entrer dans une chambre obscure par une ouverture pratiquée dans la fenêtre, peignent au de-

dans les objets extérieurs, ajoute qu'il va révéler un secret dont il a toujours fait mystère; c'est qu'en mettant une lentille convexe à l'ouverture, les images sont si distinctes qu'on reconnaît parfaitement les personnes qui sont dehors. Il dit ensuite que la cavité de l'œil est une chambre obscure. Il devait donc dire encore que le cristallin est la lentille convexe. Mais il ne suit pas cette comparaison; et, quoique étant médecin, il dût connaître l'organe de la vue, il s'imagine que les images se tracent sur le cristallin.

Maurolicus le premier connu l'usage du cristallin.

Plusieurs années après, Maurolicus de Messine, un des meilleurs géomètres du seizième siècle, connut mieux l'usage du cristallin; car il le juge fait pour rassembler les rayons sur la rétine. Il explique même, sur ce principe, pourquoi les presbytes ont la vue longue, et voient mal de près, et pourquoi les myopes ont la vue courte, et voient mal de loin; et il fait voir comment le défaut des premiers se corrige avec un verre convexe, et celui des seconds avec un verre concave. Il explique encore l'image que forme un miroir concave, en représentant comment les rayons se réunissent dans les points d'un plan opposé au miroir. Cependant il n'entre dans aucun détail sur la manière dont l'image se fait dans l'œil. On soupçonne qu'il a pu être arrêté par la difficulté de concilier le renversement de l'image avec la position droite dans laquelle nous voyons les objets.

Pourquoi, demandait Aristote, un rayon du soleil ayant passé par une ouverture triangulaire, forme-t-il un cercle au delà? et pourquoi, si le soleil se trouve en partie éclipsé, ce rayon trace-t-il une figure semblable à la portion du disque qui n'est pas encore cachée? Ce philosophe répondait : C'est parce que la lumière, faite pour représenter le corps lumineux, en reprend la ressemblance aussitôt qu'elle a franchi l'obstacle qui la gênait. Il supposait que la forme des rayons dépend de l'ouverture par où ils passent; et par conséquent il était bien loin de comprendre comment nous voyons les objets sous toutes sortes de figures.

Il explique le premier un phénomène proposé par Aristote.

Maurolicus a le premier expliqué ce phénomène, en considérant que chaque point de l'ouverture est le sommet de deux cônes opposés, dont l'un a sa base sur le soleil et l'autre sur le plan qui le reçoit; il jugeait, avec raison, qu'il doit se peindre sur le plan autant de cercles égaux, qu'il y a de points dans l'ouverture, et que plus ces cercles seront grands, plus la figure qui en résultera approchera d'un cercle unique. En effet, tracez l'ouverture sur le plan, et de chacun de ses points, ou seulement de ceux du contour, décrivez des cercles égaux, vous verrez qu'en se confondant les uns dans les autres ils formeront tous ensemble une figure circulaire. L'explication

est la même si le soleil ne montre qu'une partie de son disque.

Première découverte sur l'arc-en ciel.

Le commencement du dix-septième siècle est remarquable par une découverte très-fine, faite par un homme qu'on assure avoir été un fort mauvais physicien. Je veux parler de l'explication de l'arc-en-ciel.

Il y avait long-temps qu'on avait observé que ce phénomène est produit lorsque des gouttes de pluie renvoient les rayons du soleil dans un certain ordre; et on en avait inutilement cherché la raison dans la seule réflexion de la lumière.

Marc-Antoine de Dominis expliqua l'arc inférieur en ne le supposant que lumineux.

Marc-Antoine de Dominis, arhevêque de Spalatro, imagina de faire entrer le rayon par le haut de la goutte, de le faire réfléchir contre la partie postérieure, et de le faire sortir par le bas, d'où il arrivait dans l'œil du spectateur. Il y avait donc une réflexion précédée et suivie d'une réfraction, et cela suffisait pour expliquer l'arc inférieur, en ne le supposant que lumineux; mais il fallait encore rendre raison de l'arc extérieur et des couleurs dont ils se peignent l'un et l'autre dans un ordre renversé. Il le tenta sans succès.

Descartes rend raison de l'arc extérieur.

Descartes, ayant soupçonné que l'arc extérieur est produit par deux réflexions dans l'intérieur de la goutte, s'en assura par l'expérience. Il vit que le rayon entre par la partie inférieure de la goutte, qu'il s'y réfléchit deux fois, et qu'il en

sort par la partie supérieure. Voilà donc le second arc lumineux.

Il les mesure l'un et l'autre, mais il ne rend pas raison des couleurs dont ils se peignent.

Le même philosophe expliqua encore pourquoi l'un de ces arcs est d'environ quarante-deux degrés, et l'autre de cinquante-quatre. Mais lorsqu'il voulut rendre raison des couleurs, il n'y sut autre chose que de comparer les gouttes d'eau à de petits prismes. On ne savait pas alors que les rayons sont susceptibles de différentes réfractions, et que s'ils étaient tous également réfrangibles, comme on le supposait, le prisme même ne paraîtrait pas coloré.

Képler explique le premier l'usage des parties de l'œil.

Képler, achevant de développer les idées qu'avaient eues Porta et Maurolicus, expliqua le premier l'usage de toutes les parties de l'œil. Il compara cet organe à une chambre obscure, dans laquelle les rayons entrent à travers un verre convexe, et la rétine devint un tableau : seulement l'œil est une chambre obscure plus composée.

Les rayons réfléchis de chaque point visible d'un objet sont, dans chacun de ces points, le sommet d'un cône qui se forme et s'allonge à mesure que les rayons deviennent divergens, et qui vient appuyer sa base sur l'ouverture de la prunelle. Ils se brisent dans l'humeur aqueuse, dans le cristallin, dans l'humeur vitrée; et, devenant toujours plus convergens, ils forment un nouveau cône, dont le sommet frappe un point de la rétine.

Imaginez donc que la prunelle est la base d'autant de cônes opposés, qu'il y a de points sur l'objet; que les sommets des cônes intérieurs sont entre eux dans le même ordre sur la rétine, que les sommets des cônes extérieurs; et que seulement cet ordre est renversé.

Lorsque tous les sommets intérieurs frappent précisément sur la rétine, la vue est distincte; parce que chacun fait exactement sur chaque fibre l'impression qu'il doit faire, et que toutes ces impressions se font ensemble dans le même ordre que les points de l'objet visible ont entre eux. Il n'est pas nécessaire de supposer des images : car, dans le vrai, il n'y a d'images nulle part.

Si au contraire les rayons se réunissent à leur sommet en deçà ou au delà de la rétine, la vue sera confuse; parce que ceux qui viennent d'un objet se confondront avec ceux qui viennent d'un autre point. Vous comprenez comment, avec des verres concaves et convexes, on corrige l'un et l'autre défaut.

Mais l'image renversée l'embarrasse, et il n'eût pas su dire comment nous voyons des grandeurs et des distances.

Cela suffit pour expliquer les sensations distinctes et confuses de la vue. Mais si on eût demandé à Képler comment nous voyons les objets dans une position droite, comment nous apercevons des grandeurs, des distances, etc., il n'en eût pas su rendre raison. On voit même que l'image renversée, qu'il observait au fond de

l'œil, l'embarrassait beaucoup, et qu'il eût bien voulu la pouvoir redresser.

Le télescope de Galilée était composé d'un objectif convexe et d'un oculaire concave. Képler jugea que deux verres convexes produiraient plus d'effet, qu'à la vérité les objets paraîtraient renversés; mais qu'on les verrait plus éclairés et plus grands, et que d'ailleurs on pourrait les redresser avec un troisième verre convexe. Il s'en tint cependant à la théorie, et ce n'est que quelques années après sa mort, qu'on a construit des télescopes à deux et à trois verres convexes.

Képler perfectionne la théorie des télescopes.

Le télescope à trois verres a deux oculaires. Il a l'avantage de redresser les objets : mais il les représente un peu courbes vers les bords, et il est fort sujet aux couleurs de l'iris. Pour corriger ces défauts, on chercha une autre combinaison de verres, et on fit des télescopes à trois oculaires convexes. Ces derniers sont les meilleurs.

D'après cette théorie, on fait des télescopes qu'on perfectionne encore.

Le microscope simple a été trouvé par hasard dans le même temps que le télescope. C'est une lentille d'un foyer très-court, ou une sphère d'un petit diamètre. Le composé a une lentille pour objectif, et un verre convexe pour oculaire. Il a été connu plus tard.

Découverte du microscope.

Les effets de la lumière dans les télescopes et dans les microscopes, méritaient d'exciter la curiosité des mathématiciens. Ce fut une source de découvertes pour Képler, qui ne contribua pas

Képler étudie les effets de la lumière dans les télescopes et dans les microscopes.

moins au progrès de la dioptrique qu'à ceux de l'astronomie.

Il détermine le foyer ou le point dans lequel se réunissent les rayons parallèles.

Il fait voir que les verres plans convexes réunissent les rayons parallèles à leur axe à la distance du diamètre de la sphère, dont leur convexité est une portion; et que ceux qui sont également convexes des deux côtés, les réunissent à la distance du demi-diamètre. Ce point, où les rayons parallèles se réunissent, est ce qu'on nomme le foyer d'un verre lenticulaire.

Il fait voir ce que deviennent les rayons qui partent du foyer ou d'un point en deçà ou d'un point en delà.

Puisque les rayons parallèles se réunissent au foyer, ceux qui partent du foyer doivent devenir parallèles. S'ils viennent d'un point entre le foyer et le verre, ils resteront divergens, mais moins que s'ils n'eussent pas éprouvé une réfraction. Enfin s'ils arrivent d'un point placé au delà du foyer, ils deviendront convergens au sortir du verre : et ils se réuniront dans un point plus rapproché, lorsque l'objet lumineux sera plus loin; et au contraire dans un point plus éloigné, lorsque l'objet sera plus près.

Exemple qui rend sensibles les premières observations de Képler.

Prenez l'objectif de votre lorgnette, et placez-le entre votre bougie et une feuille de papier; vous verrez la flamme se peindre renversée. Vous pouvez expliquer ce phénomène avec Képler.

Les rayons qui partent d'un des points de l'axe du verre de votre lorgnette, se répandent sur la surface du verre; ils se rompent en le traversant,

et, devenus convergens, ils se réunissent dans un autre point de ce même axe. Or, si de chaque point de l'objet vous imaginez des lignes qui coupent l'axe dans le milieu du verre, elles vous représenteront l'axe même des cônes, formés par les faisceaux de rayons, et opposés à la base; et vous comprendrez comment les sommets s'arrangent sur le papier dans un ordre renversé, et peignent la pointe de la flamme en bas. Vous remarquerez encore qu'à mesure que vous éloignez la bougie, vous êtes obligé d'approcher le verre du papier, et que la distance de l'image au verre diminue, comme la grandeur de l'image. Ainsi, lorsque les objets, à une médiocre distance, s'éloignent ou s'approchent, le point de réunion est plus près ou plus loin; mais lorsqu'ils sont très-éloignés, le point de réunion est toujours au foyer des rayons parallèles, parce que la divergence des rayons s'évanouit.

Explication du télescope de Galilée.

Pour concevoir ensuite les effets des télescopes et des microcospes, il faut remarquer, avec Képler, que nous ne saurions voir distinctement les objets, lorsque les rayons qui viennent à notre œil sont convergens; car ils se réuniraient en de-çà de la rétine; et comme ils n'y arriveront qu'après s'être dispersés, ils n'y formeraient que de petits cercles ronds, qui se confondraient les uns avec les autres. Il est donc nécessaire que les rayons soient au moins pa-

rallèles à l'axe de l'œil, ou même un peu divergens.

Si vous présentez un verre convexe à un objet fort éloigné, l'image de cet objet se peindra au foyer des rayons parallèles, parce qu'alors la divergence est nulle. En pareil cas, votre œil, placé entre le foyer et le verre, ne recevrait que des rayons convergens, et n'aurait qu'une vue confuse. Mais si, sans éloigner l'œil, vous faites passer les rayons par un autre verre qui soit concave, vous changerez leur première direction. Alors, devenus un peu divergens, au lieu de se réunir au foyer de l'objectif, ils iront se réunir sur votre rétine. L'objet, vu sous un plus grand angle, vous paraîtra plus grand. Vous le verrez même plus distinct et plus éclairé, parce qu'il enverra une plus grande quantité de rayons dans votre œil. Voilà précisément l'effet que produit le télescope de Galilée.

Explication des télescopes à deux verres convexes,

Dans les télescopes à deux verres convexes, l'oculaire est placé de manière qu'il a son foyer au foyer de l'objectif; et par conséquent, au lieu où l'objectif peint une image renversée de l'objet[1]. Cette image devient donc l'objet de l'oculaire même, c'est elle que vous regardez par ce second verre. Or, puisqu'elle est au foyer, les

[1] Quoiqu'il n'y ait point proprement d'image, on est forcé pour abréger, de parler comme s'il y en avait.

rayons qui partent de chacun de ces points deviennent, en se rompant dans l'oculaire, parallèles ou médiocrement divergens; et ils vont peindre sur la rétine une autre image, qui, étant dans la même situation que l'objet, le doit faire paraître renversé.

A trois verres convexes.

Votre bougie vous paraîtra renversée si vous la regardez à travers un verre convexe, tenu à une certaine distance de l'œil. C'est qu'en effet vous ne regardez pas la bougie, mais son image renversée, qui est entre votre œil et le verre. Or, la même chose arrive quand on regarde par l'oculaire convexe d'un télescope. Vous comprenez que d'autres verres convexes peuvent redresser cette image, et vous faire apercevoir les objets dans leur vraie position.

L'apparence de grandeur est surtout sensible dans le microscope.

Quant à l'apparence de grandeur sous laquelle les verres convexes représentent les objets, le microscope la rend surtout sensible. Mettez une mouche un peu au delà du foyer d'une lentille, à treize lignes, par exemple, si le foyer est à un pouce; il se formera à treize pouces de l'autre côté, ou environ, une image douze fois aussi grande que la mouche. Or, c'est cette image que vous regardez par l'oculaire convexe, et cet oculaire la grossit encore.

Pour expliquer parfaitement ces phénomènes, il fallait déterminer avec précision le rap-

Pour expliquer parfaitement tous ces phénomènes, il fallait découvrir la loi que suivent les réfractions de la lumière; mais Képler ne l'a

port de l'angle de réfraction à l'angle d'incidence.

connue qu'à peu près. Il remarqua qu'en passant d'un milieu plus dense dans un plus rare, le rayon s'écarte de la perpendiculaire, et qu'il s'en approche en passant d'un plus rare dans un plus dense. Il observa même que lorsqu'il tombe avec une certaine obliquité sur une surface plane du verre, il se brise de manière qu'en sortant il se trouve parallèle à la surface; et que si l'obliquité augmente encore, il réfléchit au lieu de pénétrer dans le verre. Enfin il remarqua que lorsque l'angle d'incidence ne passe pas trente dégrés, l'angle de réfraction, qui se fait dans le verre, en est le tiers à peu de chose près; et cette dernière observation est le fondement de toute sa théorie.

Képler ne le détermine qu'à peu près et pour un cas particulier.

Cette approximation ne suffisait pas. Il fallait déterminer avec précision le rapport des deux angles, et découvrir une loi générale pour tous les cas. Celle de Képler était particulière aux rayons qui passent de l'air dans des surfaces sphériques, semblables aux verres des télescopes, et ce n'était qu'un à-peu-près.

Descartes a suppléé en cela à ce qui manquait à la théorie de Képler.

C'est Descartes qui trouva long-temps après le rapport de deux angles, et qui en donna la démonstration. Il est vrai cependant que Snellius, mathématicien hollandais, avait fait cette découverte avant lui, mais il pouvait n'en avoir pas connaissance. Quant à la cause des réfractions de la lumière, Descartes et d'autres tentèrent inutilement de la découvrir, parce qu'ils

ne raisonnaient que d'après des hypothèses.

Depuis le milieu du dix-septième siècle, la dioptrique et la catoptrique continuèrent à être fort cultivées. On s'appliqua surtout à perfectionner les télescopes, les microscopes, les miroirs ardens, et la théorie de la lumière. Cependant si on connaissait les lois qu'elle suit en se brisant, et en se réfléchissant, on n'avait pas encore imaginé ce qui lui arrive lorsqu'elle ne fait qu'effleurer certains corps. Ce fut en 1666 que le P. Grimaldi découvrit dans les rayons une nouvelle propriété, qui étonna d'autant plus, qu'elle mettait en défaut tous les principes connus. Ayant présenté, dans une chambre obscure, un cheveu à un rayon de lumière, il fut d'abord frappé de la longueur de l'ombre, et il s'assura bientôt que le rayon s'étant partagé, avait un peu fléchi de côté et d'autre, au lieu de continuer en ligne droite. Newton a depuis confirmé cette inflexion de la lumière, et en a beaucoup varié les expériences.

Le père Grimaldi a le premier remarqué l'inflexion des rayons.

Pourquoi voit-on les objets derrière un miroir? pourquoi paraissent-ils plus près et plus petits, si le miroir est convexe; plus grands et plus éloignés, s'il est concave? en un mot, d'après quel principe peut-on déterminer en général le lieu apparent des objets vus par réflexion ou par réfraction? Voilà des questions qui furent agitées.

Phénomènes qu'on n'expliquait pas encore.

Il me semble qu'on peut répondre que nous

jugeons des lieux apparens d'après les habitudes que nous avons prises en jugeant des lieux réels. Lorsque je vous vois, par exemple, derrière le miroir, c'est que j'ai appris à vous voir dans la direction et dans la distance où vous me paraissez, et que les rayons réfléchis agissent sur ma retine de la même manière que si vous étiez en effet dans cette direction et dans cette distance. Un verre lenticulaire rapproche, éloigne, grossit, diminue. Suffit-il de mesurer des angles pour en trouver la raison? C'est à quoi les mathématiciens se bornent. Cependant ils ne donneront point de réponses satisfaisantes tant qu'ils négligeront de considérer les habitudes de voir que nous avons contractées dès l'enfance. Il n'est pas douteux qu'il ne faille avoir égard à ces habitudes, comme à l'action des rayons. Mais on n'avait pas encore assez réfléchi sur la part que les jugemens de l'âme ont aux phénomènes de la vue.

CHAPITRE VIII.

Grandes découvertes.

Les découvertes précédentes ne sont que des préliminaires à de plus grandes.

Les découvertes dont j'ai parlé dans les derniers chapitres ne sont que des recherches préliminaires à de plus grandes découvertes, aux-

quelles on ne pouvait arriver qu'autant que l'astronomie, la géométrie, la mécanique et l'optique, de plus en plus perfectionnées, continueraient à se donner des secours mutuels toujours plus grands. Il nous reste à jeter un coup d'œil général sur les derniers progrès de ces sciences, et à les suivre jusqu'où Newton les a laissées.

On trouve les nœuds et l'inclinaison d'une planète inférieure, en observant son passage sur le disque du soleil.

Les deux principaux élémens de la théorie d'une planète sont la position de ses nœuds, et l'inclinaison de son orbite à l'écliptique. Sans ces observations, il serait impossible d'en déterminer le cours. Or, pour avoir ces élémens, lorsqu'il s'agit d'une planète inférieure, il suffit de l'observer sur le disque du soleil, et de tracer sa route, en remarquant surtout l'instant et le lieu de son entrée et de sa sortie. Car cette portion de l'orbite fera trouver l'angle qu'elle fait avec l'écliptique et le lieu où elle la coupe.

Képler prédit le passage de Mercure sur le disque du soleil.

Mais le passage de Mercure sur le disque du soleil arrive rarement dans un siècle, et celui de Vénus est encore plus rare. Il était même difficile, avant la découverte des télescopes, d'observer la première de ces planètes, et de ne pas la confondre avec quelques taches du soleil. Képler lui-même y avait été trompé en 1607, et avait cru voir Mercure lorsqu'il n'avait vu qu'une tache. Il reconnut son erreur, et après avoir fait de nouvelles observations, il prédit en 1629 le passage de Mercure sur le soleil pour le 7 novembre 1631.

Il mourut précisément l'avant-veille, avec le regret sans doute de n'avoir pu vérifier son calcul.

Gassendi l'observe, et perfectionne la théorie de cette planète.

Il ne s'était pas trompé. Tous les astronomes attendaient avec impatience le moment de faire cette observation; mais Gassendi paraît être celui à qui elle réussit le mieux. Cependant les nuages ne lui permirent de voir Mercure que lorsqu'il était assez avancé sur le disque. Il le prit même d'abord, à la petitesse, pour une tache; car il s'attendait à le trouver d'une ou de deux minutes de diamètre apparent. Cependant il le reconnut bientôt à la rapidité de son cours; il en détermina la route sur le disque; il corrigea de quelques minutes les observations de Képler, et ayant mesuré le diamètre apparent, il l'estima de vingt secondes. Il conjectura dès lors que celui de Vénus n'excéderait pas de beaucoup une minute, ce qui fut vérifié quelques années après.

D'après les tables de Képler, Horoxes prédit le passage de Vénus sur le disque du soleil, l'observe, et marque avec plus de précision le cours de cette planète.

Képler avait aussi annoncé pour la même année le passage de cette planète sur le soleil. Il n'eut pas lieu, ou s'il arriva, ce fut pendant la nuit, et il ne fut pas visible en Europe. Sur la parole de Képler, on ne l'attendait plus de tout le siècle. Mais cet astronome n'y avait pas fait assez d'attention; car, d'après ses tables mêmes, il devait arriver le 4 décembre 1639. Cette méprise fut aperçue par Horoxes, jeune astronome anglais, qui prédit le passage de Vénus, et qui l'observa jusqu'au coucher du soleil. Quoique son obser-

vation eût été courte, il détermina mieux qu'on n'avait encore fait la position des nœuds et d'autres élémens du mouvement de cette planète. Depuis 1639 on n'a pu observer ce phénomène qu'en 1761.

Jusqu'alors on n'avait eu d'autre objet dans les observations que de perfectionner la théorie des planètes inférieures. Depuis, c'est-à-dire en 1691, Halley, grand astronome anglais, a démontré qu'on en peut faire usage pour déterminer la parallaxe du soleil, et savoir à un cinq-centième près la distance où nous sommes de cet astre. Il suffit pour cela d'observer de deux endroits, tels qu'il les désigne, la durée du passage de Vénus sur le disque. Mercure ne serait pas si propre à cette observation, parce qu'ayant un mouvement plus rapide, deux observateurs, placés dans deux lieux différens, ne trouveraient pas assez d'inégalité dans la durée de son passage.

Halley fait voir qu'en observant de deux endroits la durée de ce passage, on peut déterminer la parallaxe du soleil, à peu de chose près.

En 1655 on fit de nouvelles découvertes dans le ciel. Huyghens, qui avait fort perfectionné les verres des télescopes, aperçut que ces deux globes, que Galilée avait cru voir des deux côtés de Saturne, sont un anneau, et il s'en assura en suivant ce phénomène dans tous ses aspects.

Huyghens découvre l'anneau et le quatrième satellite de Saturne, et Cassini les quatre autres.

Cette découverte lui en fit faire la même année une autre, celle d'un des satellites de Saturne, le quatrième. Ce fut pour ce grand homme, un des plus savans en géométrie et des plus ingénieux

en mécanique, une occasion de faire un système, qui prouve combien les meilleurs esprits ont de la peine à se tenir en garde contre les mauvaises manières de raisonner, quand elles sont autorisées depuis plusieurs siècles. Parce qu'il n'y a que six planètes principales, que ce nombre est appelé parfait par les mathématiciens, et que son satellite de Saturne, joint avec notre lune aux quatre de Jupiter, complétait le nombre de six, il s'imagina que le nombre des planètes du second ordre était complet, et qu'il n'en fallait pas chercher davantage. Mais Cassini découvrit les quatre autres quelques années après.

Celui-ci donne la théorie des satellites de Jupiter, et découvre la rotation de cette planète et celle de Mars.

Cassini est encore célèbre pour avoir découvert la rotation de Jupiter et de Mars sur leur axe, et surtout pour avoir donné la théorie des satellites de Jupiter, entreprise dans laquelle on avait échoué jusqu'alors, et dont les meilleurs astronomes commençaient à désespérer. Louis XIV l'attira en France.

Cette théorie confirme les deux analogies de Képler.

Je ne parle pas de plusieurs inventions qui ont rendu les observations plus exactes et plus précises, telles que l'application qu'on fait depuis Picard du télescope au quart du cercle, et le micromètre imaginé pour mesurer le diamètre apparent des astres, et perfectionné depuis. Je remarque seulement que plus on a perfectionné la théorie de Jupiter et de Saturne, plus on a été convaincu que le système de Copernic est le vé-

ritable, et que les deux analogies de Képler sont les lois de la nature. Car chacune de ces planètes avec ses satellites est une image du grand système solaire.

En observant, on trouve souvent ce qu'on ne cherchait pas, et ce qu'on ne se serait jamais flatté de trouver. Comment imaginer, par exemple, qu'on déterminera le temps que la lumière emploie pour venir du soleil jusqu'à nous ? C'est cependant une découverte qui a été faite lorsqu'on ne songeait qu'à perfectionner la théorie des satellites de Jupiter.

En observant les éclipses du premier satellite, Cassini découvre le temps que la lumière emploie à venir du soleil jusqu'à nous.

Quand la terre, passant entre le soleil et Jupiter, est au point où l'éclat des rayons n'empêche pas de voir la planète, on observe que les émersions du premier satellite hors de l'ombre arrivent plus tard, à mesure que la terre avance vers le point où le soleil et Jupiter sont en conjonction, et ce retardement est enfin de quinze à seize minutes. Quand, au contraire, la terre retourne de la conjonction à l'opposition, les émersions se font toujours plus tôt, et les dernières qu'on peut observer anticipent de quinze à seize minutes. On s'assure d'autant plus de cette observation, que les éclipses de ce satellite sont très-fréquentes, puisqu'il achève sa révolution en moins de quarante-deux heures et demie.

De ce fait, reconnu par tous les astronomes, Cassini conclut d'abord que la lumière emploie

plus de seize minutes à traverser le diamètre de l'orbite; je dis plus de seize, parce que la corde qui aboutit aux deux points où l'on commence et où l'on finit d'observer est plus courte que le diamètre. En effet, cette différence qui croît à mesure que la terre s'éloigne, et qui décroît régulièrement à mesure qu'elle se rapproche, ne prouve-t-elle pas que le mouvement de la lumière est progressif ?

Raisons qui font juger à Cassini même que cette découverte est fausse;

Cassini cependant rejeta bientôt cette conséquence, considérant que si elle était vraie, la même inégalité aurait lieu dans les éclipses des autres satellites. Or, il ne la trouvait pas la même, et encore remarquait-il à cet égard beaucoup de variété d'un satellite à l'autre. Leurs éclipses ne lui paraissaient sujettes ni aux mêmes accélérations, ni aux mêmes retardemens. Mais ces observations sont si délicates, qu'il faut des années, avant d'être assuré de les avoir faites avec assez de précision.

A Maraldi.

Maraldi donnait encore de la vraisemblance au raisonnement de Cassini, son oncle. Si cette inégalité, disait-il, provenait du mouvement progressif de la lumière, les éclipses des satellites seraient tour à tour accélérées et retardées, suivant que Jupiter irait tour à tour de son aphélie à son périhélie. Or, ajoutait-il, on ne remarque pas qu'en pareil cas le plus grand et le moindre éloignement de Jupiter retarde et accélère le moment des éclipses. Ce même astronome paraissait

encore prouver son sentiment par des observations, d'après lequelles l'inégalité paraît moindre pour le premier satellite que pour les autres.

Roëmer et Halley la défendent.

D'après l'accélération et le retardement des éclipses, Roëmer avait aussi jugé que le mouvement de la lumière est progressif; et c'est contre lui que Cassini combattait un sentiment qu'il avait abandonné. Halley se joignit à Roëmer. Il avait perfectionné la théorie des satellites de Jupiter. Il rapporta des observations, qui prouvent que l'inégalité est la même pour le second et pour le troisième que pour le premier.

Il faut considérer que de tous les satellites, le premier est celui qui se meut le plus régulièrement, et dans lequel on peut par conséquent démêler cette inégalité avec plus de précision. Le mouvement des autres est moins régulier, et leur entrée dans l'ombre est si lente, que le vrai moment de leur immersion n'est pas facile à déterminer. Il ne faut donc pas s'étonner si les habiles astronomes ont eu d'abord de la peine à s'accorder, et si le mouvement progressif de la lumière était encore un problème à résoudre au commencement de ce siècle.

Pound en prouve la vérité.

Pound, observateur exact, a enfin levé tous les doutes à ce sujet. Il s'assura par des observations continuées pendant plusieurs années, que l'inégalité est non-seulement la même pour tous les satellites, mais encore qu'elle a lieu lorsque Ju-

piter va à son périhélie, et revient à son aphélie. Les difficultés de Cassini et de Maraldi ne subsistent donc plus.

Elle a été confirmée depuis, lorsqu'on a découvert la cause de l'aberration des étoiles.

La découverte du mouvement progressif de la lumière a depuis été confirmée par une autre découverte, plus fine encore, et à laquelle elle a conduit. Quoique celle-ci soit bien postérieure, puisqu'elle n'a été faite que vers 1725, je crois devoir la rapprocher de la première. Il s'agit de la cause de l'aberration des fixes, la plus grande preuve de sagacité qu'aucun astronome ait jamais donnée. Bornons-nous à nous en faire une idée, et contentons-nous des résultats.

Les astronomes cherchent une preuve du mouvement de la terre dans la parallaxe des fixes.

Lorsque Copernic eut tiré la terre du repos où elle était depuis Ptolémée, les astronomes en prouvèrent le mouvement d'après l'analogie, et d'après l'explication simple des phénomènes. Comme il eût été à désirer d'en avoir une preuve plus directe, ils la cherchèrent dans la parallaxe des fixes. Cette parallaxe est l'angle sous lequel d'une étoile on verrait le demi-diamètre de l'orbite de la terre [1]. Si elle est sensible, et que la terre se meuve en effet autour du soleil, il faut nécessairement que les fixes paraissent changer de situation par rapport au zénith et par rapport au pôle.

[1] Cette parallaxe est celle qu'on nomme annuelle. La parallaxe diurne est celle qui a pour base le demi-diamètre de la terre.

Pour le comprendre, imaginons que les fixes sont à une distance qu'il est facile de mesurer, et dans cette supposition élevons une ligne perpendiculaire sur le centre du plan de l'écliptique. Pendant la révolution périodique de la terre, nous tournons autour de cette ligne; et puisque nous ne nous apercevons pas de ce mouvement, ce sont les fixes, que je suppose peu éloignées, qui doivent nous paraître tourner dans le ciel.

Comment cette parallaxe, si elle avait lieu, prouverait ce mouvement.

Si, de votre œil, vous tirez une ligne par une de ces étoiles placée dans la perpendiculaire au plan de l'écliptique, cette ligne formera par son mouvement deux cônes opposés au sommet, dont l'un aura sa base sur le plan de l'écliptique, et l'autre la sienne sur le petit cercle décrit dans le ciel. Sur quoi vous remarquerez qu'en regardant cette étoile le long de cette ligne, le point du cercle où vous la verrez sera toujours directement opposé au point où vous serez dans l'orbite de la terre. Si vous voulez observer de la même manière un autre endroit du ciel, vous n'avez qu'à incliner la perpendiculaire et avec elle les deux cônes, vous continuerez de remarquer le même phénomène, avec cette seule différence que l'étoile décrira une ellipse · mais elle vous paraîtra toujours dans un point opposé à celui où vous êtes.

D'après le mouvement apparent de cette étoile, vous pourrez juger du mouvement réel de la terre,

comme je jugerais des tours que vous avez faits dans votre cabinet, si je savais seulement les différentes situations que les objets immobiles ont eues successivement avec votre zénith, qui se promenait le long du plancher.

Un pareil phénomène dans le ciel serait donc une démonstration du mouvement de la terre, et on le découvrirait, si les fixes avaient une parallaxe sensible; parce qu'alors elles seraient par rapport au pôle ou au zénith dans des situations qui varieraient sensiblement.

Mais si, vu la distance où elles sont de nous, l'orbite de la terre n'est qu'un point, elles n'ont plus de parallaxe. Les deux lignes, qui avec le diamètre de l'orbite auraient dû former un triangle, se confondent alors avec la ligne élevée sur le centre du plan de l'écliptique, et les trois n'en sont qu'une. Dans ce cas, le seul mouvement réel de la terre ne peut plus produire de mouvement apparent dans les fixes; et nous devons les voir dans le même repos que si nous étions sur le soleil.

L'aberration des fixes ne prouve pas qu'elles aient une parallaxe.

Il y a dans les fixes des mouvemens apparens, qu'on nomme aberrations, parce que jusqu'à Bradley, on n'en a pas connu la cause. Si ces aberrations faisaient toujours voir l'étoile à l'extrémité de la ligne, où la révolution de la terre la devrait faire apercevoir, on en reconnaîtrait la cause dans le mouvement de la terre. Mais cela

n'est pas. L'étoile, au contraire, est toujours dans les points où elle ne devrait pas être; et cependant il est à craindre que la ressemblance de ces aberrations avec des ellipses que nous venons de décrire, n'occasionne des méprises.

Depuis qu'on observe les cieux avec de meilleurs instrumens, on y a découvert tant de petites irrégularités, qu'il est bien difficile de décomposer tous ces mouvemens apparens, et d'en séparer ceux qui peuvent être produits par la révolution périodique de notre globe. La chose est d'autant plus difficile que la parallaxe des fixes, si elles en ont, est peu sensible, et que par conséquent les changemens de situation sont bien petits pour être observés et suivis avec toute la précision nécessaire.

Galilée a le premier imaginé des moyens pour trouver cette parallaxe.

Galilée a le premier imaginé des moyens pour trouver cette parallaxe, et après lui plusieurs astronomes l'ont cherchée : mais leurs résultats ne sont point tels qu'ils devraient être, et même ils ne s'accordent pas, de sorte qu'on n'en peut rien conclure.

Bradley, en la cherchant, a découvert que les aberrations sont des mouvemens réguliers;

En 1725, Bradley, professeur d'astronomie à Oxford, tenta cette entreprise. Il fit ses observations avec un soin et une sagacité singulière. Mais il ne découvrit que des variations toutes différentes de celles que la parallaxe devait produire. Cependant ce ne sont pas des aberrations comme on l'avait cru jusqu'à lui. Ce sont des mouvemens

réguliers : l'étoile paraît décrire une petite ellipse, et ce phénomène peut avoir trompé des astronomes qui auront cru y trouver une preuve de la parallaxe des fixes.

Et qu'elles sont l'effet du mouvement de la terre combiné avec le mouvement progressif de la lumière.

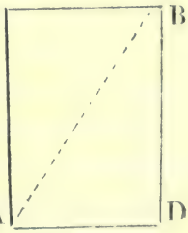
C'était déjà une chose assez fine que de découvrir ces petites ellipses, de démêler qu'elles sont différentes de celles que la révolution seule de la terre pourrait faire paraître, et de remarquer que l'étoile paraît toujours dans un autre point que celui où l'on aurait dû la voir, si son apparence était seulement l'effet de la révolution périodique. Mais il était bien ingénieux d'imaginer d'en trouver la cause dans le mouvement annuel de la terre, combiné avec le mouvement progressif de la lumière ; et vous concevez que, pour développer cette idée, Bradley a dû déployer une théorie subtile dans laquelle nous ne le pouvons pas suivre.

Comment ces deux mouvemens se combinent.

Si la terre était en repos, ou si la lumière arrivait dans l'instant, le spectateur verrait toujours l'étoile immobile au même point, parce que la lumière viendrait toujours à lui directement de ce point, et que sa sensation retournerait par la même ligne à l'étoile. Mais dès que la lumière a un mouvement progressif, et que la terre se meut avec une vitesse qui a un rapport sensible à celle de la lumière, ces deux mouvemens combinés doivent faire paraître l'étoile suivant une autre direction dans un autre point du ciel.

Pour rendre d'abord la chose sensible, tenez un plomb suspendu au-dessus d'une feuille de papier : si, pendant que vous le laissez tomber perpendiculairement, vous donnez à la feuille un mouvement horizontal, vous verrez que, par rapport à cette feuille, le plomb paraîtra se mouvoir obliquement, et décrire la diagonale d'un parallélogramme. L'apparence sera donc la même que si la feuille eût été immobile, et que le plomb eût obéi tout à la fois à deux forces qui l'auraient poussé en même temps, l'une suivant la direction perpendiculaire, et l'autre suivant la direction horizontale. Or, si vous vous représentez le rayon par le plomb qui tombe, et si vous supposez que votre œil est le point de la feuille qui, mu horizontalement, va rencontrer le plomb, vous sentirez que vous devez voir l'étoile suivant une direction oblique, et par conséquent dans un autre lieu que celui où elle est.

Pour donner à cette preuve sensible un tour plus géométrique, supposons que votre œil soit placé au point A, de l'orbite de la terre, que l'étoile que vous observez soit au point C, et qu'ayant tiré la ligne AB tangente de l'orbite de la terre au point A, votre vitesse suivant la direction AB, soit à celle de la lumière comme la tangente AB est à la distance de l'étoile CA.



Dans cette supposition, si la particule de lumière qui part de l'étoile C était portée dans votre œil, suivant les deux directions et les deux vitesses CA et BA, elle parcourrait une diagonale semblable à DA; car c'est la loi que suit tout corps, lorsqu'il est mu par deux forces, dont les directions forment un angle. Dans ce cas, vous verriez donc l'étoile en D, suivant la direction AD.

Mais que la particule de lumière soit portée suivant les deux directions et les deux vitesses CA et BA, ou que n'ayant que la direction et la vitesse CA, votre œil aille la rencontrer, suivant la direction et la vitesse AB, le résultat des directions et des vitesses combinées sera toujours le même. Dans le second cas, comme dans le premier, vous verrez donc l'étoile suivant la direction de la diagonale du parallélogramme CABD.

Comment l'étoile paraît décrire une ellipse.

Dès que le rayon vient à vous obliquement, vous le rapportez obliquement; il ne peut plus retourner de votre œil à l'étoile, il se dirige un peu à côté. Votre rayon visuel fait donc un angle avec une ligne qui serait tirée directement de l'étoile à votre œil; et tournant autour de cette ligne à mesure que vous êtes transporté dans l'orbite de la terre, il décrit une petite ellipse, que l'étoile paraît elle-même décrire.

Que cette ellipse est la base d'un cône, dont

Cette ellipse est la base d'un cône, dont le sommet est dans votre œil. Mais puisque, attendu

la distance, l'orbite de la terre n'est qu'un point, cette même orbite est, ainsi que votre œil, le sommet du cône; et votre rayon visuel a décrit ce cône de la même manière que si, partant du centre du plan de l'écliptique, il avait eu le même mouvement autour de la ligne dirigée à l'étoile.

le sommet est dans l'orbite même de la terre, ainsi que dans l'œil.

Vous pouvez donc remarquer actuellement la différence qui se trouve entre ces dernières ellipses et celles que nous avons tracées plus haut, lorsque nous supposions que les fixes ont une parallaxe sensible. Les unes se forment avec un seul cône, les autres se forment avec deux; et par conséquent pendant que la terre se meut dans son orbite, il faut qu'à chaque instant où vous observez l'étoile, le point auquel vous la rapportez dans les unes soit tout différent de celui où vous la rapportez dans les autres.

Comment cette ellipse diffère de celle qu'on apercevrait, si les étoiles avaient une parallaxe sensible.

Cette théorie ingénieuse et subtile, qui explique parfaitement toutes les apparences de l'aberration des étoiles, a été reçue avec applaudissement de tous les astronomes, et s'est toujours trouvée conforme aux observations. Vous voyez qu'après avoir cherché dans la parallaxe des fixes une preuve directe du mouvement de la terre, on l'a trouvée dans les aberrations, où on ne la cherchait pas. Cette théorie démontre également le mouvement progressif de la lumière. Les calculs de Bradley s'accordent même avec ceux qu'on avait déjà faits; car, selon lui, elle emploie envi-

Cette découverte confirme le mouvement de la terre, ainsi que le mouvement progressif de la lumière.

ron huit à neuf minutes à venir du soleil à nous.

Tels ont été les progrès de l'astronomie. Il nous reste à considérer comment ils ont contribué à la géographie.

Hypparque a le premier cherché la longitude et la latitude des lieux.

Les Grecs avaient laissé la géographie dans un état bien imparfait. Vous pouvez juger ce que c'était que leurs cartes, puisqu'Hypparque, qui florissait entre 168 et 129 avant Jésus-Christ, est le premier qui a imaginé de déterminer la position des lieux par la longitude et par la latitude.

Il se servait, à cet effet, des éclipses de lune.

Vous savez qu'on a les longitudes par l'intervalle qui s'écoule entre les temps, où de deux lieux, placés sous différens méridiens, on observe un même phénomène dans le ciel. C'est que l'angle que forment les plans des deux méridiens donne la distance qu'on cherche, lorsque sa valeur est connue par le temps que le soleil met à passer d'un méridien à l'autre. Hypparque, qui vraisemblablement a le premier connu ce moyen de juger des longitudes, se servait des éclipses de lune; mais, comme il n'avait pas de mesures exactes du temps, et que ces éclipses sont fort rares, il n'a pas pu ne pas tomber dans bien des méprises.

On doit à Ptolémée les principes de la construction des cartes de géographie.

Environ deux cent cinquante ans après, Ptolémée travailla sur les principes d'Hypparque. Ses cartes sont même les premières où la longitude et la latitude ont été marquées. Cependant comme les observations lui manquaient presque toujours, il a été obligé de juger de la position

des lieux, d'après des moyens très-sujets à erreur. Les astronomes étaient alors fort rares, et on ne connaissait encore qu'une très-petite partie de l'Asie, de l'Afrique et de l'Europe. Ce qu'on doit surtout à Ptolémée, c'est d'avoir le premier donné les principes géométriques de la construction des cartes de géographie, et des diverses projections propres à représenter la terre en tout ou en partie.

Depuis les progrès de l'astronomie, la géographie se perfectionne, et l'on détermine mieux les longitudes depuis qu'on peut observer les éclipses des satellites de Jupiter.

Depuis les progrès de l'astronomie dans le dix-septième siècle, la géographie en pouvait faire également, et elle en fit en effet de rapides, principalement par les travaux de l'Académie des Sciences. Il y avait alors d'habiles astronomes dans toute l'Europe. L'horloge d'Huyghens était une mesure exacte du temps, et les satellites de Jupiter, dont la révolution est si courte que chaque jour quelqu'un d'eux s'éclipse, offraient, par leurs immersions et leurs émersions, des phénomènes instantanés, qui sont bien plus propres à déterminer les longitudes que les éclipses de la lune et du soleil. Les tables du mouvement de ces satellites, que Cassini avait construites, dispensaient même d'un second observateur : car il suffisait d'observer le moment de l'immersion ou de l'émersion, vue dans le lieu dont on voulait avoir la longitude, avec le moment marqué par Cassini pour le lieu d'où il avait observé.

Ces moyens sont suffisans sur terre : mais pour

Mais on n'a

vait pas encore de moyens pour prendre les longitudes sur mer.

les progrès de la navigation, il faudrait pouvoir prendre les longitudes sur mer.

On a sur mer assez exactement l'heure du lieu où l'on est. Il ne restait qu'à la pouvoir comparer avec celle du lieu d'où l'on est parti; puisque la différence entre l'une et l'autre donnerait la différence en longitude. Si le mouvement de l'horloge n'était pas altéré par celui du vaisseau, il suffirait de s'être embarqué avec une horloge qu'on aurait réglée sur le midi avant son départ. Mais le pendule même qui doit régler le rouage le dérange, parce qu'il ne peut plus faire ses oscillations dans des temps égaux. Huyghens, jaloux de remédier à cet inconvénient, en chercha long-temps le moyen et crut enfin l'avoir trouvé. Il publia dans les journaux de Leipsick de 1693, qu'il pouvait faire décrire au pendule une courbe avec laquelle il lui conserverait même sur mer le mouvement le plus égal. Malheureusement il mourut peu de temps après avec son secret.

Le moment où la lune fait un triangle avec deux fixes, y serait propre, si l'on connaissait parfaitement la théorie de cette planète.

S'il était possible d'observer d'un vaisseau les satellites de Jupiter, on n'aurait pas lieu de regretter la découverte que Huyghens peut avoir faite. C'est ce que la longueur des télescopes et leur peu de champ ne permettent pas à un observateur toujours troublé par l'agitation de la mer. Vous avez vu comment Maupertuis, après avoir remarqué les défauts des horloges et des télescopes, propose de prendre en mer les lon-

gitudes, en observant le moment où la lune fait un triangle avec deux étoiles fixes. En effet, ce serait un phénomène qu'on pourrait voir à l'œil nu, ou du moins avec une lunette courte et d'un grand champ. Mais, comme il le reconnaît, cette méthode ne sera praticable que lorsque la théorie de la lune aura été perfectionnée. On a depuis peu imaginé une horloge avec laquelle on peut prendre ces longitudes sur mer.

Picard et Snellius mesurent un degré du méridien par une suite de triangles.

La connaissance de la grandeur de notre globe est sans doute nécessaire à la géographie, et vous savez qu'elle ne l'est pas moins pour s'assurer du vrai système du monde. On crut qu'il suffirait de mesurer un degré du méridien, parce qu'on supposait alors la terre parfaitement sphérique. Picard en fut chargé par l'académie, et il y travailla pendant le cours des années 1669 et 1670. Le résultat fut pour un degré 57,060 toises.

Au commencement du dix-septième siècle, Snellius, ce mathématicien dont nous avons, parlé, à l'occasion des lois de la réfraction, avait déjà mesuré un degré du méridien par une suite de triangles liés. Il est même l'auteur de cette méthode simple et exacte. Picard la suivit, et vous en avez vu l'explication dans Maupertuis.

Leurs résultats diffèrent peu l'un de l'autre.

Le degré du méridien, suivant l'ouvrage imprimé de Snellius, est de 55,011 toises. Mais il reconnut lui-même avoir fait des erreurs qu'il corrigea. Cependant il n'eut pas le temps de faire

réimprimer son livre, et on n'a su que long-temps après sa mort que ses corrections donnaient au degré 57,033 toises, ce qui diffère peu de la mesure de Picard. Je ne parle pas de celle du P. Riccioli, qui, par une méthode peu exacte, a trouvé le degré de 62,650 toises. On a depuis fait quelques corrections à la mesure de Picard. Mais je vous ai donné ailleurs l'histoire de toutes les tentatives qu'on a faites pour déterminer la figure de la terre.

En 1671 et 1672 les académiciens travaillèrent à une carte de la France. Les anciennes étaient si grossièrement faites, qu'elles avançaient la Bretagne de plus de trente lieues dans la mer. Ces terres, que de mauvais géographes avaient ajoutées à la France, ressemblent assez aux conquêtes, qui, à la paix, laissent un royaume dans ses premières limites.

Richer observe le retardement du pendule à l'équateur. Huyghens et Newton en concluent que la terre est aplatie aux pôles.

Pendant que ces opérations se faisaient en France, Richer avait été envoyé à l'île de Cayenne pour déterminer divers élémens de la théorie du soleil. Il s'agissait de son entrée dans l'équateur, de sa parallaxe, de la déclinaison de l'écliptique, et de plusieurs autres phénomènes qu'on observe à notre latitude avec moins de précision, parce que nous voyons le soleil trop obliquement. Ce fut alors qu'il fit l'observation du retardement du pendule, phénomène dont on fut étonné, et qui parut d'abord fort douteux, quoiqu'on eût dû le

prévoir puisqu'il est l'effet de la rotation de la terre. Mais si, dans les temps des hypothèses, on hasardait volontiers des conjectures, il était naturel qu'on devînt plus circonspect depuis qu'on étudiait d'après l'expérience.

Les découvertes faites jusqu'alors en astronomie, sont les élémens du système de Newton.

Galilée avait découvert les lois de la chute des corps, et démontré la courbe qu'ils décrivent lorsqu'ils sont projetés obliquement à l'horizon. Képler avait observé les deux lois que les planètes suivent dans leur cours; Huyghens avait donné la théorie des forces centrales dans les mouvemens circulaires, et Picard venait de donner une mesure plus exacte de notre globe. Ces premières découvertes sont les élémens de tout le système de notre monde; mais pour découvrir ce système dans ces élémens, il fallait sans doute le génie de Newton. Essayons de saisir par quelle suite d'idées ce philosophe a été conduit de découvertes en découvertes. C'est ce que je me propose dans le chapitre suivant; mais je ne vous donnerai qu'une ébauche imparfaite, et je n'irai pas même bien avant. C'eût été à Newton à nous donner l'histoire de ses pensées, et on doit regretter que les grands hommes tels que lui, se bornant à montrer le terme où ils sont arrivés, négligent de faire connaître le chemin qu'ils ont tenu.

CHAPITRE IX.

De la gravitation universelle découverte par Newton.

Un corps que nous jetons obliquement à l'horizon, décrit une courbe.

La gravité fait décrire une courbe aux projectiles qui sont jetés obliquement à l'horizon, près de la surface de la terre. Cette force aura-t-elle lieu à une plus grande distance? cessera-t-elle tout à coup? ou diminuera-t-elle seulement dans une certaine proportion?

La lune serait-elle donc un projectile?

La lune pourrait donc n'être qu'un projectile lancé à une certaine distance. Si elle ne pesait pas vers la terre, elle continuerait à se mouvoir dans une ligne droite. Il se peut donc que la courbe dans laquelle elle se meut soit l'effet de sa gravité combinée avec sa force de projection. Dans ce cas elle tomberait sur la terre, si son mouvement de projectile était détruit, et elle observerait dans sa chute les lois des corps pesans.

En ce cas elle doit tomber à chaque instant, suivant la loi de la chute des corps.

Tout corps qui décrit une parabole à la surface de la terre tombe à chaque instant, parce qu'il s'éloigne de la tangente, suivant laquelle il continuerait à se mouvoir s'il ne pesait pas.

Or, puisque la lune s'abaisse continuellement au-dessous de sa tangente, elle tombe donc continuellement vers la terre. Il ne reste plus qu'à

savoir si les espaces parcourus suivent la loi de la chute des corps.

L'orbite de la lune est à peu de chose près un cercle dont le rayon est soixante fois le demi-diamètre de la terre; sa circonférence est donc environ soixante fois la circonférence d'un grand cercle de notre globe.

Or, il est démontré qu'elle gravite suivant cette loi.

Or, d'après les mesures prises d'un degré du méridien, ce cercle a de circonférence 123,249,600 pieds de Paris. En multipliant ce nombre par 60, on aura la circonférence de la lune; et puisqu'elle achève sa révolution dans 27 jours 7 heures et 43 minutes, il sera facile de trouver l'arc qu'elle parcourt dans une minute.

Dès qu'on a cet arc, on a la quantité de l'abaissement au-dessous de la tangente. Il ne s'agit plus que de calculer. Or, on trouve que dans une minute la lune est tombée de 15 $\frac{1}{12}$ pieds de Paris.

Supposons que la gravité augmente à proportion que le carré de la distance diminue. Dans cette supposition, la lune tombant près de la surface de la terre, parcourrait dans une minute 60 fois 60 15 $\frac{1}{12}$ pieds. Elle courrait donc dans une seconde un espace moindre de 60 fois 60, c'est-à-dire 15 $\frac{1}{12}$ pieds. Or, cette gravité est précisément la même que celle des corps terrestres. On peut donc présumer qu'un boulet de canon, à la distance de la lune, pèserait en

raison inverse du carré de sa distance, et que sa gravité serait moindre de 60 fois 60, puisque la lune à la surface de la terre graviterait comme le boulet, et que sa gravité serait plus grande de 60 fois 60. Cela seul rend déjà assez probable que la gravité augmente et diminue dans la proportion supposée; et c'est une preuve que la lune obéit dans son mouvement aux lois de la gravité, ainsi que les corps qui tombent perpendiculairement sur la terre, ou qui tombent en décrivant une ligne courbe. En effet elle descend à chaque instant, et il est aussi démontré qu'elle gravite, que si elle tombait librement jusque sur la terre.

En serait-il de même de toutes les planètes ?

Mais si cela est, toutes les planètes gravitent, puisqu'elles se meuvent toutes dans des lignes courbes, et par conséquent la gravitation suivra dans chacune les mêmes lois; c'est ce dont il faut s'assurer.

Supposition dans laquelle Mercure décrirait une orbite circulaire autour du soleil.

Supposons qu'à une certaine distance du soleil Mercure soit lancé dans une direction perpendiculaire à celle de la gravité, qui l'attire vers le centre de cet astre, et que la force centrifuge qui résulte du mouvement de projection soit égale à la force centripède, qui n'est autre chose que la gravité même. Dans ce cas il est évident que Mercure décrira un cercle. Car s'il est à chaque instant poussé par une force qui tend à le faire échapper par la tangente, il est encore à chaque instant attiré vers le soleil par

une force égale, qui le fait descendre au-dessous de la tangente. Il faudra donc qu'il se meuve circulairement, sans pouvoir jamais s'approcher ni s'éloigner du centre de son mouvement.

La force de projection étant la même, la gravité qui le retiendra dans un orbite circulaire sera plus ou moins grande suivant la distance à laquelle il aura été projeté. Elle sera plus grande si la distance l'est moins, parce qu'alors l'arc décrit en temps égal sera d'autant plus courbe que ce cercle sera plus petit, et par conséquent Mercure descendra davantage au-dessous de la tangente. Par la raison contraire, la gravité sera moindre si la distance est plus grande.

Mais si, la distance demeurant la même, la vitesse de projection était augmentée, il serait nécessaire d'augmenter aussi la gravité pour retenir Mercure dans le même cercle. Supposons que la projection soit double en vitesse, l'arc parcouru sera double. Or, dans ce cas, comme on le démontre en géométrie, le corps projeté descend quatre fois autant au-dessous de la tangente; il est donc quatre fois autant attiré vers le centre. Donc Mercure, projeté avec une force double, ne peut être retenu dans le même cercle qu'autant qu'il est attiré vers le soleil avec une gravité quadruple.

Supposition dans laquelle il décrirait une ellipse.

La gravité peut prévaloir sur la force centrifuge qui naît de la force de projection, ou la force

centrifuge sur la gravité, et dans l'un et l'autre cas Mercure décrira une ellipse.

Dans le premier, il doit tomber au dedans du cercle, s'approcher du soleil à proportion que sa gravité prévaut, et descendre avec un mouvement accéléré. La gravité pourrait prévaloir au point que Mercure tomberait dans le soleil.

Dans le second cas, cette planète doit être emportée hors du cercle, et s'éloigner du soleil à proportion que sa force centrifuge est plus grande que sa gravité. Cette force pourrait être si supérieure, que Mercure s'éloignerait toujours.

Supposons que les deux forces soient combinées dans une telle proportion que la planète ne puisse ni tomber dans le soleil ni s'en éloigner continuellement; alors la gravité qui la fait descendre de l'apside supérieure ne peut que la rapprocher et en accélérer le mouvement. Or, lorsque le mouvement en ligne courbe s'accélère, la force centrifuge augmente. Elle ira donc toujours en augmentant, jusqu'à ce que Mercure soit arrivé au point où il est le plus près du soleil, c'est-à-dire à son apside inférieure. Parvenue alors à son dernier accroissement, elle prévaut; Mercure s'éloignera donc du soleil; il remontera donc, avec un mouvement retardé, à son apside supérieure, d'où sa gravité le fera redescendre, parce qu'elle vaincra sa force centrifuge. C'est ainsi que, ces deux forces prévalant

tour à tour, une planète peut décrire une ellipse.

Quoique de l'apside supérieure à l'apside inférieure la force centrifuge aille toujours en augmentant, la planète se rapproche continuellement du soleil, parce que dans toute cette partie de son cours la gravité continue de prévaloir sur la force centrifuge. Mais le moment où la planète arrive à son apside inférieure est celui où la force centrifuge va prévaloir à son tour, et quoique cette force aille ensuite en diminuant, elle éloigne la planète, et la fait remonter à l'apside supérieure, parce que dans toute cette partie de l'orbite elle continue de prévaloir sur la gravité qui l'a vaincue dans l'autre partie, et qui va la vaincre encore. Telle est la manière dont ces deux forces se combinent, et sont alternativement supérieures l'une à l'autre.

Dans la supposition que la gravité diminue dans la même raison que le carré des distances augmente, Newton fait voir comment une planète va continuellement d'une apside à l'autre.

Il s'agissait de déterminer dans quelle proportion les forces doivent être combinées pour ramener continuellement une planète d'une apside à l'autre. C'est où Newton entre dans de grandes recherches, et résout les problèmes les plus difficiles. Il nous suffira d'observer, comme un résultat de ses démonstrations, que lorsque la gravité diminue dans la même raison que le carré des distances augmente, une planète, avec quelque force finie qu'elle ait été projetée, est forcée à se mouvoir dans une section conique; qu'il faut une force de projection déterminée pour l'obliger à

se mouvoir dans une ellipse; et que cette force est différente dans les différentes sections coniques.

C'est ce qui n'aurait pas lieu, si la gravité diminuait dans la même raison que le cube des distances augmente.

Il n'en serait pas de même si la gravité diminuait dans la même raison que le cube des distances augmente. Dans cette supposition, il est démontré qu'un corps projeté avec une certaine force perpendiculairement à l'horizon, s'éloignera toujours avec un mouvement retardé, et ne retombera jamais. Les mêmes principes démontrent que s'il était projeté obliquement, il décrirait une spirale, en s'éloignant toujours du centre de gravitation.

La gravité agit-elle donc en raison inverse du carré des distances, ou en moindre raison?

Puisque les planètes font leurs révolutions dans les ellipses, il est évident que la gravité n'agit pas en raison inverse du cube des distances. Mais agit-elle en raison inverse du carré, ou dans une moindre proportion? c'est ce qu'il reste à chercher.

Un corps mu dans une courbe est toujours dirigé vers un même point, s'il décrit des aires égales en temps égaux.

Képler a observé qu'un rayon tiré d'une planète au centre de son mouvement, décrit des aires égales en temps égaux. Or cette observation est non-seulement une preuve de la gravitation des planètes, elle conduit encore à découvrir la loi que suit la gravité.

Vous savez que des triangles sont égaux, lorsqu'ils ont des bases et des hauteurs égales. Or, supposons un corps qui se meut d'un mouvement égal, dans une ligne droite : il parcourra des es-

paces égaux en temps égaux, et si nous imaginons un rayon tiré de ce corps à un point fixe, hors de la ligne de projection, ce rayon décrira des aires égales en temps égaux : car tous les triangles ont des bases égales sur la ligne de projection, et ayant tous aussi leur sommet au même point, ils ont encore des hauteurs égales.

Si nous supposons ensuite que ce corps, sans perdre sa première force de projection, reçoive une nouvelle force qui agisse dans la direction du rayon au point fixe; alors il obéira aux deux, et parcourra une diagonale. Mais les aires seront encore égales en temps égaux : car les triangles auront une base commune sur la première distance du corps au point donné, et ils auront une même hauteur puisqu'ils sont entre les mêmes lignes parallèles.

Que cette seconde force continue d'agir, qu'elle croisse, ou qu'elle décroisse, elle accélèrera ou retardera le mouvement du corps : mais elle ne changera rien à la grandeur des aires, qui gagneront d'un côté ce qu'elles perdront de l'autre; parce que les triangles, formés dans des temps égaux, auront successivement l'un avec l'autre une base commune, et une même hauteur. Les aires seront donc toujours égales; et la seconde force ne peut que changer la première direction du corps, et le faire mouvoir dans une courbe.

Puisqu'il est démontré que les aires sont égales

en temps égaux, lorsqu'un corps est toujours dirigé vers un même point, nous ne pouvons pas douter que l'inverse de cette proposition ne soit également vraie. Il est donc évident qu'un corps qui se meut dans une courbe est toujours dirigé vers un même point, toutes les fois que nous pouvons remarquer cette égalité entre les aires et les temps. En effet, si, dans des temps égaux, il était tour à tour dirigé à des points différens, les aires seraient nécessairement inégales.

Donc chaque planète, dans son cours, est toujours dirigée vers un même centre.

Or la lune décrit des aires égales en temps égaux autour du centre de la terre : il en est de même des satellites, soit autour de Jupiter, soit autour de Saturne, et des planètes autour du soleil. La lune est donc dirigée vers le centre de la terre, les satellites de Jupiter vers le centre de Jupiter, ceux de Saturne vers le centre de Saturne, et toutes les planètes vers le centre du soleil. Mais cette direction est une loi que suit la gravité dans les corps pesans, puisque nous voyons qu'ils tendent vers le centre de notre globe. La lune, les satellites et les planètes pèsent donc vers le centre de leur révolution. Quelques inégalités qu'on remarque dans leur mouvement, et surtout dans celui de la lune, confirment cette conséquence, bien loin de la combattre. Car si la lune ne décrit pas des aires exactement égales en temps égaux, c'est

qu'elle est tout à la fois dirigée vers deux points différens, vers le centre de la terre et vers le centre du soleil. Ces inégalités prouvent même que la gravitation est universelle, c'est-à-dire que les corps célestes gravitent réciproquement les uns vers les autres, et tous ensemble vers un centre commun, dont le centre du soleil s'approche ou s'éloigne suivant leur position.

Mais la puissance qui retient les planètes dans leurs orbites, est-elle la gravité même?

De ce que la puissance qui retient les planètes dans leurs orbites a la même direction que la gravité, j'ai conclu qu'elle est la gravité même. Peut-être cette conséquence est-elle trop précipitée. En effet, il faut encore s'assurer que cette puissance agit avec la même quantité de force; et, si nous le démontrons, elle sera semblable en tout à la gravité, que nous remarquons dans les corps terrestres.

Elle sera la gravité, si les espaces que parcourt une planète en tombant au-dessus de la tangente, sont comme les carrés des temps.

Nous mesurons la force par l'espace parcouru dans un temps donné, et nous observons que les espaces sont comme les carrés des temps. C'est la seconde et la dernière loi que suit la gravité. Or, en supposant que la puissance qui retient les planètes dans leurs orbites, suit encore cette loi, nous nous rendrons raison de leurs révolutions, jusqu'à découvrir dans quelle proportion la gravité augmente ou diminue suivant les distances.

Or, c'est ainsi que cette puissance agit sur la

L'orbite de la lune ne différant pas beaucoup d'un cercle, on en peut considérer les différentes

lune, et elle la fait graviter en raison inverse du carré des distances.

portions comme autant d'arcs de même courbure à peu de chose près.

Il est encore certain qu'à proportion que la lune s'approche de la terre, elle se meut avec plus de vitesse. Elle parcourt donc dans des temps égaux un plus grand arc à sa moindre distance qu'à sa plus grande. Elle descend donc davantage au-dessous de la tangente. Elle est donc dirigée vers la terre par une puissance qui agit avec plus de force.

Or, pour prendre le cas le plus simple, supposons que sa moindre distance soit la moitié de sa plus grande. Dans cette supposition, elle parcourrait à son périgée un arc double de celui qu'elle parcourrait dans un temps égal à son apogée : elle tomberait par conséquent autant au-dessous de la tangente en une minute, dans la partie inférieure de son orbite, qu'en deux dans la partie supérieure. La première loi de Képler le démontre : car si les arcs parcourus n'étaient pas dans cette proportion, les aires ne seraient pas égales en temps égaux.

Supposons ensuite que la lune étant à sa moindre distance, son mouvement de projection fût détruit; elle tomberait alors autant vers la terre en une minute, qu'elle serait tombée en deux, si son même mouvement de projection eût été détruit à sa plus grande distance : et dans l'un et l'autre cas elle descendrait avec un mou-

vement accéléré comme celui des autres corps; parce que la puissance qui la ferait descendre agit sans cesse, et peut être considérée comme une multitude d'impressions successives.

Si les espaces que parcourrait la lune en tombant perpendiculairement de son apogée sont les mêmes que ceux que parcourt tout corps dans sa descente, elle devrait tomber en deux minutes quatre fois autant qu'en une, puisque les espaces sont comme les carrés des temps. Par conséquent à son périgée, où nous supposons qu'elle est la moitié moins éloignée de la terre, elle devrait, dans des temps égaux, tomber quatre fois autant qu'à son apogée.

Or si, comme tous les corps qui sont à la surface de la terre, la lune est en effet assujettie à cette loi, elle doit la suivre également, soit qu'elle décrive une orbite, soit qu'elle tombe perpendiculairement. Car la force de projection ne peut pas empêcher l'effet de la puissance qui dirige la lune vers le centre de notre globe : elle peut seulement changer la direction perpendiculaire en une ligne courbe.

Mais nous venons de voir que dans la supposition, où la moindre distance de cette planète ferait la moitié de sa plus grande, elle parcourrait à son périgée des arcs doubles de ceux qu'elle parcourrait dans des temps égaux à son apogée. Elle tomberait donc quatre fois autant au-des-

sous de la tangente, puisque tous les arcs qu'elle décrit sont de même courbure : elle parcourrait donc, en descendant, quatre fois autant d'espace : la puissance qui la dirigeait vers la terre serait donc quadruple : elle augmenterait donc, comme le carré des distances diminuerait, c'est-à-dire qu'elle serait comme 4 à 1, lorsque les distances seraient comme 1 à 2.

Nous n'avons choisi cette supposition que pour simplifier davantage; et il est évident que les mêmes principes ont lieu dans toute autre. Quel que soit donc le rapport qu'il y ait entre la plus petite et la plus grande distance de la lune, il est démontré qu'elle obéit dans sa descente à toutes les lois des corps pesans. Elle gravite donc vers le centre de la terre; et nous voyons que sa gravité agit en raison inverse du carré des distances.

C'est donc la gravité qui retient la lune dans son orbite.

La même puissance qui fait tomber les corps avec un mouvement accéléré, et qui, contenant toutes les parties de la terre autour du centre, les empêche de se dissiper, retient donc encore la lune dans son orbite, et l'attire vers la terre, avec une force qui augmente et diminue, comme le carré des distances diminue et augmente.

Or, les observations démontrent qu'il en est de Jupiter par rapport à ses satellites, et de Saturne par rapport aux siens,

Or les observations démontrent que les satellites de Jupiter sont assujettis dans leurs révolutions aux mêmes lois que la lune. Leur gravité est dirigée au centre de leur planète prin-

cipale puisqu'un rayon, tiré de chacun d'eux à ce centre, décrit des aires égales en temps égaux. A chaque instant ils tombent au-dessous des tangentes de leur orbite, à proportion que le carré de leur distance diminue.

comme de la terre par rapport à la lune.

Jupiter est donc, par rapport à ses satellites, ce qu'est la terre par rapport à la lune. Les mêmes raisonnemens ont lieu dans l'un et l'autre cas; et puisque les principes sont les mêmes, les conséquences ne sauraient être différentes. Toutes les parties de Jupiter gravitent donc vers un centre commun. C'est cette gravité qui fait toute la force de leur union, et qui, agissant en raison inverse du carré des distances, retient chaque satellite dans l'orbite qu'il parcourt. Les observations autorisent à dire la même chose de Saturne et de ses satellites.

Il en est de même du soleil par rapport aux planètes et aux comètes.

L'analogie suffirait pour faire juger des planètes principales, dans le grand système solaire, par les planètes secondaires dans les systèmes de la terre, de Jupiter et de Saturne. Mais l'observation démontre encore que la même loi règle les mouvemens de tous les corps célestes. Car, soit que l'on compare les mouvemens d'une planète avec ceux d'une autre, ou les mouvemens de chacune dans les différentes parties de son orbite elliptique, on découvre qu'elles sont toutes dirigées vers le soleil par une puissance qui croît comme le carré des distances diminue. Les comètes, qui se meu-

vent dans des ellipses si excentriques, ne sont pas une exception à cette loi, puisqu'elles descendent avec un mouvement accéléré, et remontent avec un mouvement retardé, décrivant toujours des aires égales en temps égaux; et la différence qu'on remarque entre les ellipses des corps célestes vient uniquement des différens degrés de force avec lesquels ils ont été projetés à certaines distances du soleil. En un mot, c'est le même principe qui les règle tous dans leurs mouvemens, c'est la gravité combinée avec la force de projection; et les sections coniques dans lesquelles ils se meuvent ne sont différentes que parce que les forces avec lesquelles ils ont été projetés, sont différentes elles-mêmes.

La gravitation est un principe universel, par lequel les corps célestes s'attirent réciproquement, en raison directe des masses, et en raison inverse du carré des distances.

La gravitation des corps vient de la gravitation des parties dont ils sont composés; et par conséquent la force de la gravité est à distances égales, comme la quantité de matière. La gravitation est donc mutuelle entre tous les corps célestes; et elle agit en raison directe, si on n'a égard qu'aux masses, comme elle agit en raison inverse, si on a égard aux distances. C'est une action et une réaction par lesquelles tous les corps se balancent mutuellement. La terre gravite vers la lune de la même manière que la lune gravite vers la terre: il en est de même de Jupiter par rapport à ses satellites, de Saturne par rapport aux siens, des planètes les unes par rapport aux autres, et du

soleil par rapport à toutes les planètes. Ces conséquences sont démontrées par les irrégularités qu'on observe dans le mouvement de Jupiter et de Saturne, lorsqu'ils sont en conjonction, et par celles qu'on remarque encore dans le mouvement des lunes de Jupiter, de Saturne et de la terre. Ainsi la gravitation est un principe universel, qui, réglant tous les corps célestes dans leurs cours, concilie jusqu'aux mouvemens les plus irréguliers, ou plutôt varie les mouvemens sans produire d'irrégularités réelles, et entretient l'harmonie dans toutes les parties du système.

La seconde analogie de Képler suit du principe de Newton.

Quand on a prouvé que la gravité suit la raison inverse des carrés des distances, il ne faut plus que des calculs pour découvrir en quelles raisons sont entre elles les vitesses des planètes, qui font leurs révolutions à différentes distances d'un centre commun : et c'est de la sorte que Newton a tiré de son principe la démonstration de la seconde analogie de Képler, que les carrés des temps périodiques sont comme les cubes des distances moyennes.

Je m'arrête, Monseigneur : de plus grands détails demanderaient de trop grands calculs. S'il vous reste quelque curiosité, vous trouverez des écrivains qui la satisferont mieux que moi : mais, comme votre précepteur, je crois avoir assez fait, si je vous ai donné une première idée des découvertes d'un grand homme ; et vous, comme

prince, vous aurez bien d'autres calculs à faire que ceux de Newton, si jamais vous avez un peuple à gouverner. Je n'ai traité dans cette occasion, comme dans beaucoup d'autres, des matières qui sont éloignées de votre genre, que parce que je suis persuadé qu'un prince doit savoir de tout : mais je ne pense pas qu'il doive tout savoir. Bornez-vous donc, Monseigneur, dans ces sortes de recherches, et n'oubliez jamais que votre premier devoir est d'apprendre votre métier. Je ne vous parle pas des découvertes de Newton sur la lumière, parce qu'on en fera quelque jour les expériences devant vous.

CHAPITRE X.

Considérations sur les progrès des sciences et sur celui des lettres.

Des qu'on a su observer, on a été rapidement de découvertes en découvertes.

Quand on considère le progrès des connaissances depuis Copernic, il semble qu'on voit l'univers se former peu à peu.

Remarquez surtout, Monseigneur, qu'aussitôt qu'on a su observer, on a été conduit de découvertes en découvertes. Le chemin de la vérité s'ouvrait enfin : il se frayait à mesure qu'on avançait davantage . les vérités à découvrir touchaient

les unes aux autres; et elles paraissaient tellement liées, que si nous admirons à juste titre les génies auxquels nous en devons la connaissance, nous sommes étonnés de les voir quelquefois s'arrêter tout à coup, et laisser échapper une découverte à laquelle ils touchent.

Newton est certainement, de tous les philosophes, celui qui a le mieux connu cette route, que trace une suite de vérités liées les unes aux autres. Aussi s'est-il élevé aux plus sublimes connaissances. J'en conclus que celui qui a fait une première découverte est capable d'en faire d'autres, toutes les fois qu'il est doué d'assez de sagacité pour apercevoir cette liaison dont je parle. Voilà ce qui caractérise l'homme de génie. Il doit ce qu'il est à cette liaison qu'il aperçoit; et c'est par elle qu'il va rapidement de connaissances en connaissances. Quelques découvertes dues au hasard, comme les télescopes et les microscopes, auraient pu se faire par la seule liaison des idées, si ceux qui portaient des lunettes avaient su réfléchir sur l'usage dont elles leur étaient. Mais pendant des siècles les savans ont été avides de connaissances, sans savoir en acquérir. Ils ne ressemblent que trop souvent à ces chiens de chasse, qui, avec beaucoup d'ardeur et peu d'odorat, sautent par-dessus le gibier sans l'apercevoir. Il faut qu'en faveur de la justesse, ils me passent cette comparaison.

Newton n'a été plus loin que parce qu'il a mieux connu la liaison des vérités.

La liaison des idées fait la folie, la raison et toutes les qualités de l'esprit.

Je vous ai fait voir ailleurs que l'art d'écrire porte sur le principe de la plus grande liaison des idées; parce qu'en effet l'art de penser n'a pas d'autre principe lui-même. A proportion que nous sommes capables de suivre cette liaison, notre esprit s'étend davantage : il voit chaque chose à sa place : il embrasse à la fois une multitude d'objets : et les apercevant avec netteté, il les expose avec précision.

Plus vous réfléchirez sur l'histoire de l'esprit humain, plus vous vous convaincrez de l'universalité de ce principe. Locke a remarqué que les fausses liaisons d'idées font la folie, et il s'est arrêté là. Il était cependant facile de conclure que la vraie liaison des idées fait la raison; et en fléchissant un peu sur cette conséquence, ce philosophe eût vu que ce principe est l'unique cause de toutes les qualités de l'esprit.

Ce chemin était certainement le plus court pour découvrir l'universalité de ce principe; et vous croirez peut-être que c'est lui que j'ai pris.

Point du tout : je ne fais presque que de m'en apercevoir; et actuellement que je suis arrivé, je vois que j'ai fait de grands détours.

Ceux qui pensent comme par inspiration, obéissent à leur insu au principe de la plus grande liaison des idées.

Il y a des hommes de génie qui, ne paraissant pas suivre la trace que laisse la liaison des idées, semblent penser de grandes choses comme par inspiration. Mais lorsqu'on rapproche leurs vues, on voit facilement comment ce qu'ils ont

dit de mieux tient à ce qu'ils ont dit de bien, et comment ils ont été conduits à leur insu par le seul principe qui fait bien penser. Je crois que s'ils avaient connu ce principe ils n'auraient presque dit que de bonnes choses, et qu'on ne trouverait pas dans leurs écrits des vues hasardées, des idées mal déterminées, des notions trop généralisées et des pensées fausses.

C'est ce principe qui a guidé tous les bons esprits au renouvellement des lettres, et qui les a ramenés au vrai lorsque les Grecs de Constantinople les avaient égarés dans une érudition pédante. Alors toutes les sciences et tous les arts firent à la fois des progrès rapides. On en est étonné, et cependant il serait bien plus étonnant que le génie, qui avait appris à se conduire dans quelques genres, n'eût pas su se conduire également bien dans tous. Puisque toutes nos études tiennent les unes aux autres, elles doivent s'éclairer et contribuer mutuellement à leurs progrès. La marche de l'esprit est la même dans chacune; l'objet change seulement, et quiconque sait apprendre une chose et sait comment il l'a apprise, est capable d'en apprendre beaucoup d'autres.

C'est ce principe qui a guidé les bons esprits et les a rendus capables de perfectionner à la fois toutes les sciences et tous les arts.

La langue italienne s'est perfectionnée la première. Aussi c'est en Italie que les beaux-arts ont commencé avec le goût, et Galilée eût donné à sa patrie la gloire d'être le berceau de la vraie

Les arts et les sciences commencent en Italie, parce que le goût s'y forme avec la langue;

philosophie, si l'Allemagne n'avait pas produit Copernic, Tycho-Brahé et Képler.

Tandis qu'en France, où la langue était grossière, parce qu'on y manquait de goût, il n'y avait encore ni arts ni sciences.

La France, encore grossière et barbare, n'avait proprement ni langue, ni arts, ni sciences, lorsqu'au seizième siècle l'érudition grecque et latine s'y répandit. Cette révolution devait accroître, et accrut la barbarie, parce qu'on n'était pas capable de chercher dans les anciens une élégance qu'on ne sentait pas. C'était assez de faire connaître qu'on les avait lus, et, avec quelque peu de choix qu'on puisât dans leurs écrits, on était sûr de se faire une grande réputation.

La langue était pauvre et maniée par des esprits qui ne savaient pas penser; elle le paraissait encore plus qu'elle ne l'était. Si les mots manquaient quelquefois, si les constructions étaient dures et embarrassées, si les expressions figurées étaient exagérées et sans goût; en un mot, si le style n'avait ni netteté, ni précision, c'était plus la faute des écrivains que de la langue même. En effet le français de ce siècle a des grâces dans Marot et dans Amyot, qu'il ne faut pas confondre avec leurs contemporains; mais le pédantisme grec et latin permit rarement de les imiter.

Aussi François I ne peut pas être le restaurateur des lettres.

On est étonné que François Ier, que les savans appellent le père des lettres, parce qu'il les protégea, n'en ait pas encore été le restaurateur. Il les eût sans doute fait fleurir davantage s'il les eût protégées avec plus de discernement; mais il

encouragea la fausse érudition plus que le goût, et ses successeurs suivirent son exemple. Lorsque les princes n'ont pas des lumières au-dessus de leur siècle, ils estiment sur parole, et ils se laissent égarer par le public qui se trompe.

Ronsard, ...
Réglant tout, brouilla tout, fit un art à sa mode.
Et toutefois long-temps eut un heureux destin;
Mais sa muse, en français parlant grec et latin,
Vit, dans l'âge suivant, par un retour grotesque,
Tomber de ses grands mots le faste pédantesque.

Mauvais goût des Français dans le seizième siècle.

Ce Ronsard, né sous François Ier, en 1525, a vécu sous les règnes de Henri II, de François II, de Charles IX et de Henri III. Comblé des bienfaits, et même de l'amitié de ces princes, surtout de celle de Charles IX, il fut regardé lui-même comme le prince des poëtes. Les savans applaudirent à ses vers, parce qu'ils y trouvaient du grec et du latin; et lorsqu'il mourut, en 1585, toutes les muses le célébrèrent à l'envi. Vous pouvez juger à cette réputation éclatante du goût qui dominait dans le seizième siècle.

C'est ce qui nuisait au progrès des lettres.

On pourrait croire que les guerres civiles, et surtout les disputes de religion, auraient nui au progrès des lettres. Il est vrai que tout ce qui sortait des écoles était très-capable de corrompre le goût s'il y en avait eu, et que les questions qu'on agitait avec enthousiasme, et pour lesquelles on s'égorgeait, ont dû entraîner beaucoup d'esprits qui

auraient pu s'appliquer à d'autres études avec plus de succès. Mais la principale cause du peu de progrès des lettres, c'est le mauvais goût, surchargé d'une érudition pédante. Il était répandu partout, il régnait à la cour parmi les vices, et il ressemblait tout-à-fait aux mœurs.

Ca les guerres et les disputes de religion n'empêchaient pas de les cultiver.

Les guerres et les disputes de religion n'ont point empêché de cultiver la poésie. Le seizième siècle a produit un grand nombre de poëtes. Recherchés par les grands, protégés par les souverains, chéris même par Charles IX, qui se piquait de faire des vers, il ne leur manquait que du goût pour perfectionner leur art. Ils n'en auraient eu que trop d'occasion dans ces temps malheureux, où parmi les horreurs et les crimes on s'occupait continuellement de galanterie, de fêtes et de plaisirs; mais le fanatisme, qui étouffait tout sentiment d'humanité, permettait-il de sentir avec cette délicatesse qui caractérise le vrai goût?

Dans le dix-septième siècle, où le goût commence en France, les arts et les sciences y sont cultivés avec succès.

Enfin Malherbe vint. Il connut le premier le caractère de notre langue, il l'assujettit aux règles du bon sens, et tout à coup il se fit dans les lettres une révolution semblable à celle qu'éprouvait alors la philosophie. Ronsard et ses semblables tombèrent dans le mépris, non par un retour grotesque, comme dit Despréaux, mais par un changement très-judicieux. Les bons esprits se hâtèrent d'entrer dans la route qui leur était ouverte ; le dix-septième siècle produisit de grands poëtes

et de grands orateurs comme de grands philosophes; en un mot, tous les arts, toutes les sciences, cultivés à la fois et avec le même discernement, se perfectionnèrent ensemble. Je ne vous dirai rien de ces écrivains célèbres qui ont fixé notre langue, assez d'autres ont disserté sur leurs ouvrages. Il vaut mieux les lire, et vous en avez déjà lu plusieurs.

Mais le goût dégénérant en manie, produisit le purisme;

Lorsque nous eûmes de meilleurs écrivains, nous fîmes une étude plus particulière de notre langue; étude qui devint à la mode plus qu'aucune autre, parce qu'elle paraissait à la portée du plus grand nombre. Il parut des volumes d'observations sur le langage, et ces questions, souvent frivoles, faisaient les délices des conversations. Cette manie donna naissance à ce qu'on nomma *les puristes*.

Et les grammairiens, qui se firent législateurs du langage, donnèrent des entraves au génie.

Avant le dix-septième siècle on écrivait sans règle, et les poëtes se permettaient tout sous prétexte de licence. Depuis on tomba dans l'excès opposé, et on voulut, avec des règles arbitraires, mettre des entraves au génie. C'est que les grammairiens qui entreprirent de se rendre les législateurs du langage n'avaient pas le goût des hommes de talent, qui se contentaient de bien écrire, sans donner leurs observations sur la langue. Ils calquèrent la grammaire latine; ils prirent pour règle que ce qui n'a pas été dit ne peut pas être dit, sur le principe que l'usage est le seul maître

des langues, et en conséquence tout nouveau tour leur parut vicieux, ou du moins hasardé. Ils ne s'apercevaient pas qu'une langue ne peut se perfectionner qu'autant que l'usage change lui-même. Ils ne s'apercevaient pas même qu'ils étaient à la fin contraints d'approuver des expressions qu'ils avaient d'abord condamnées, et ils continuaient de dire qu'il ne faut employer que celles dont on s'est déjà servi.

L'analogie est l'unique règle pour juger si un tour est français.

L'analogie est l'unique règle. Quand on la connaît, on peut se permettre tous les tours qui ne s'en écartent pas. C'est ce qu'ont fait les grands écrivains qui ont enrichi notre langue. Peut-être même l'auraient-ils enrichie davantage si la pédanterie des grammairiens ne les avait pas quelquefois rendus timides. Racine est un de ceux à qui elle a le plus d'obligation.

L'érudition tendait à perpétuer le mauvais goût.

Pendant que le langage et la philosophie se perfectionnaient, l'érudition toujours pédante tendait à perpétuer le mauvais goût. Il est vrai qu'on étudiait l'histoire avec un peu de critique; les disputes de religion en avaient fait une nécessité. Mais la prévention aveugle pour l'antiquité subsistait dans toute sa force : on continuait de prodiguer l'érudition; on ne raisonnait que par autorité; on ne pensait que d'après les anciens, et on jugeait uniquement sur leur parole.

On demanda si la préférence

Alors les partisans des anciens et les partisans

des modernes formèrent deux sectes qui se traitèrent réciproquement avec mépris. Elles élevèrent une dispute qui a duré jusqu'à nos jours. Il s'agissait de savoir à qui la préférence est due des anciens ou des modernes ; question qui n'a jamais été bien traitée, parce que les partisans des anciens n'avaient lu que les anciens, et que les partisans des modernes étaient de beaux esprits qui ne connaissaient pas les progrès que la philosophie avaient faits de leur temps. Les vrais philosophes ne se mêlèrent jamais dans cette dispute : ils étaient sans doute trop sûrs d'avoir l'avantage pour ne pas dédaigner d'entrer en lice.

est due aux modernes, et ce fut une grande dispute.

Les érudits, accoutumés à raisonner sur des hypothèses, à l'exemple des sectes anciennes, étudièrent l'histoire avec cet esprit, et expliquèrent jusqu'aux temps fabuleux avec des suppositions. Étaient-ils embarrassés sur un fait, sur une époque, sur une généalogie, ils faisaient une hypothèse, et ils la donnaient pour l'histoire même. Ils n'avaient pas encore appris que pour être historien il faut des monumens, comme il faut des observations pour être philosophe. Nous avons déjà eu occasion de remarquer que lorsque les philosophes étaient mauvais les critiques ne l'étaient pas moins. Aujourd'hui que la vraie philosophie est plus répandue, la critique en est devenue meilleure, et l'on commence à reconnaître

Les érudits cherchèrent dans les hypothèses ce que les monumens ne leur apprenaient pas, et la critique se formait lentement.

qu'on ignore l'histoire d'un temps quand les événemens n'ont pas laissé de traces. Mais ceux qui les premiers ont élévé des doutes contre la crédule érudition, ont causé de grands seandales.

La critique étant plus saine, on pourrait étudier aujourd'hui l'antiquité avec plus de fruit. Mais il est à craindre qu'on ne tombe dans un autre excès, et qu'après avoir porté l'érudition jusqu'au pédantisme, on ne la néglige tout-à-fait.

Ordre des progrès de l'esprit en différens genres.

D'après cet exposé de l'histoire des sciences et des lettres, vous voyez que le goût a commencé avec l'étude des langues vulgaires, qu'il s'est perfectionné lorsqu'il avait déjà fait assez de progrès pour puiser avec discernement dans les anciens; que, la vraie philosophie se montrant presque aussitôt, nous avons eu de bons philosophes après avoir eu de bons poëtes, et que la saine critique a été la dernière à se former.

CHAPITRE XI.

Des progrès de la politique.

Il importe à un prince de se faire une idée complète de la politique.

Il est une science qui était fort imparfaite avant le dix-septième siècle, qui l'est encore à bien des égards, et qui se perfectionne tous les jours, au

moins quant à la théorie : c'est la politique.

En étudiant les différens gouvernemens, et en observant la conduite des bons et des mauvais princes, vous avez déjà pu vous faire quelque idée de cette science. Cependant vous ne sauriez dire tous les objets qu'elle embrasse. L'idée que vous en avez est donc incomplète, et il s'agit aujourd'hui de vous en faire une plus étendue.

Double objet de la politique.

La politique peut être considérée par rapport aux nations étrangères et par rapport aux peuples qu'on a à gouverner.

Objet de la politique par rapport aux nations étrangères.

L'objet de la politique par rapport aux nations étrangères, est d'en connaître le droit public, le gouvernement, les forces, les intérêts, les préjugés, les mœurs, les vues, les moyens et le caractère de ceux qui ont part à l'administration.

Son objet par rapport aux peuples à gouverner.

Par rapport aux peuples à gouverner, la politique embrasse encore un plus grand nombre d'objets. Tels sont les mœurs, les préjugés, l'industrie et le nombre des citoyens ; l'étendue des terres, leur valeur et les moyens de l'améliorer ; les lois, les abus qui se sont introduits, les changemens à faire, les obstacles auxquels on doit s'attendre, et la conduite à tenir pour les vaincre ; l'agriculture, la milice, les finances, le commerce, les arts ; en un mot, toutes les parties économiques.

Elle doit em-

Puisque le souverain doit également sa pro-

brasser toutes les parties de l'économie politique.

tection à tous les citoyens, il est de sa politique de protéger toujours également l'industrie qui les fait vivre. Tous les arts qui contribuent au bien commun ont plus ou moins de droits à la faveur, à proportion qu'ils sont plus ou moins utiles à la société entière. C'est l'utilité générale que l'homme d'état doit toujours se proposer : il ne serait ni juste ni prudent de la sacrifier à l'utilité de quelques membres, et d'oublier les arts généralement utiles ou nécessaires pour ne s'occuper que des arts moins utiles ou frivoles. Vous voyez que l'économie publique demande un génie vaste, qui connaisse tout, qui pèse tout, et qui, dirigeant tous les ressorts du gouvernement, les entretienne dans une harmonie parfaite.

Les hommes d'état ne réussiront jamais mieux qu'en laissant faire.

Il serait difficile, ou plutôt impossible de trouver un pareil génie. Les hommes d'état les mieux intentionnés et les plus habiles ont fait des fautes par ignorance ou par précipitation, tant il est difficile de tout voir et de tout combiner sans tomber quelquefois dans l'erreur. Tel excelle dans des parties, qui est médiocre dans d'autres ; et il se trouve naturellement porté à sacrifier les choses qu'il sait moins conduire, aux progrès de celles qu'il conduit mieux. Mais les hommes d'état ne nuisent jamais plus que lorsqu'ils veulent se mêler de tout. Il serait plus sage de se borner à prévenir les abus, et d'ailleurs de laisser faire. Sans doute qu'ils tiendraient tous cette con-

duite, s'ils voulaient toujours le bien, et s'ils connaissaient mieux les ressorts de l'économie publique.

Voilà, Monseigneur, l'étude à laquelle vous devez principalement vous appliquer. Comme un duc de Parme a peu d'intérêts à démêler avec les nations, vous pouvez vous borner à une connaissance imparfaite de la politique qui règle la conduite de souverain à souverain : mais vous ne devez jamais négliger de connaître les choses qui peuvent contribuer à la meilleure administration, si vous voulez être un jour en état de faire le bonheur d'un peuple que vous êtes destiné à gouverner.

Je viens de vous donner une idée générale des différentes parties de la politique. Voyons maintenant quels ont été les progrès de cette science.

Les anciens philosophes ne se sont pas appliqués à toutes les parties de l'économie politique.

Il ne s'agit pas de rechercher ce que les anciens philosophes ont écrit sur cette matière. Bornés à la morale et à la législation, ils ne se sont pas appliqués aux autres parties de l'économie politique, et ils ont d'ordinaire fondé leurs systèmes sur des principes qu'ils n'avaient pas pris dans la nature de l'homme. Vous ayant suffisamment entretenu de leurs opinions, nous jugerons aujourd'hui de l'état de la politique en considérant la conduite des peuples.

Les nations de l'Asie, accoutumées de tout temps au despotisme, n'ont pu se faire que des idées fausses

Les nations de l'Asie n'ont jamais pu avo

d'idée de la vraie politique.

du droit naturel et du droit des gens. Les révolutions auxquelles elles étaient exposées nuisaient d'autant plus aux progrès du gouvernement, qu'elles les assujettissaient à des barbares qui ne connaissaient d'autre vertu que le courage. La paix, qui succédait à ces révolutions, amollissait les conquérans, et en même temps étouffait dans le vaincu des lumières dont le vainqueur faisait peu de cas. On se conduisait uniquement d'après les coutumes que l'usage paraissait consacrer, et dont on s'était fait une habitude sans les avoir examinées. Enfin le joug de la superstition, qui entretenait l'ignorance, ne laissait pas la liberté de penser; et le monarque, adoré sur son trône, ne connaissait d'autre loi que sa volonté. Or, est-il possible qu'un peuple qui ne sent que la nécessité de céder à la force, se fasse des idées du droit naturel, et qu'un despote qui, se voyant maître d'un vaste empire, croit n'avoir à redouter aucune puissance, soupçonne qu'il a des devoirs à remplir envers ses sujets, et des ménagemens au moins à garder avec les nations voisines? Il ne faut donc pas s'attendre à trouver les commencemens de la politique parmi les peuples de l'Asie.

De tous les peuples anciens, les Grecs sont ceux qui ont eu les idées plus saines sur le droit naturel.

Les Grecs se trouvèrent dans des circonstances plus heureuses, lorsque, las des désordres, ils demandèrent des lois aux esprits les plus éclairés. Une expérience qui tâtonne introduit les abus comme les réglemens les plus sages : elle les au-

torise, elle les multiplie, elle permet rarement de les corriger. Les républiques de la Grèce, formées par des législateurs, se gouvernèrent par des lois plutôt que par des coutumes. Leur législation, ouvrage du génie, ne fut pas uniquement l'effet lent des circonstances. Elles s'éclairèrent mutuellement, et elles eurent de bonne heure pour citoyens des hommes d'état. Voilà pourquoi les Grecs sont de tous les peuples de l'antiquité païenne, ceux qui ont eu les idées les plus saines sur le droit naturel.

Cependant au siècle même de Solon, la morale n'était encore qu'à sa naissance. Elle se bornait à quelques maximes exprimées avec précision; et il ne paraît pas qu'on l'eût assez approfondie pour en développer tout le système. La célébrité que les sept sages acquirent par leurs apophthegmes, prouve assez que la morale était une science toute nouvelle pour les Grecs. Il faut même convenir que la plupart de ces sentences n'étaient pas ignorées des Barbares : mais il semble que la connaissance qu'en avaient les Égyptiens, les Chaldéens et autres, bornée à la spéculation, fût réservée aux savans. Les Grecs, au contraire, enseignaient la pratique de ces maximes, parce qu'ils les pratiquaient. Ils ont prouvé par l'applaudissement avec lequel ils les ont reçues, qu'ils étaient capables de connaître et d'aimer la vertu, et ils ont été vertueux.

Cependant, au temps de Solon, la morale était à sa naissance.

Les Grecs ont connu le droit des gens, mais non pas dans toute son étendue.

Le droit des gens ne leur était pas inconnu. Comme chaque république était faible par elle-même, et que celles qui acquéraient le plus de puissance, avaient des temps de faiblesse, elles eurent toutes souvent occasion d'éprouver qu'au lieu de se nuire, elles devaient se donner mutuellement des secours, et s'opposer de concert à toute entreprise injuste. Les faibles sont faits pour réclamer la justice et pour s'en faire des idées plus exactes.

Une chose a pu contribuer encore à donner aux Grecs une idée aussi saine du droit des gens; c'est qu'ils se regardaient en quelque sorte comme un seul peuple sorti d'une même famille. Mais ils n'étendaient pas ce droit des gens aux Barbares. Ils les traitaient au contraire comme des ennemis naturels, contre lesquels ils se croyaient tout permis. Cette erreur pouvait avoir pour cause le mépris qu'ils concevaient pour les autres nations, et les injustices qu'ils en avaient reçues.

Ils ont mieux connu l'art de négocier.

Les républiques de la Grèce, en considérant leur position et leurs intérêts, apprirent encore l'art de négocier, et de contracter des alliances pour maintenir une sorte d'équilibre entre elles. Cet art passa chez les Perses, lorsqu'ils eurent éprouvé les forces des Grecs. Le grand-roi employa les négociations, et s'occupa des moyens de diviser des peuples qu'il craignait de voir réunis

contre lui. Philippe de Macédoine usa dans la suite du même artifice pour les subjuguer.

Ils n'ont pas eu des principes sur toutes les parties de l'économie publique.

Les progrès du commerce et des arts sont une preuve que les gouvernemens de la Grèce n'ont pas négligé l'économie politique. Je doute cependant qu'aucune république eût un plan qui en développât toutes les parties; et il me paraît qu'à cet égard les Grecs n'avaient pas de science fondée en principes, mais seulement des connaissances pratiques dues à l'expérience.

Les Romains n'ont connu ni le droit naturel ni le droit des gens;

Un gouvernement, conquérant par sa constitution, ne permet pas de remonter aux vrais principes du droit naturel et du droit des gens. Aussi les Romains ne les ont-ils point connus. Presque toujours supérieurs en forces, s'ils ont voulu par prudence paraître justes, ils ont rarement senti le besoin de l'être en effet. Conduits par les circonstances, ils se sont trouvés dans le chemin de l'ambition, et ils l'ont suivi. L'art militaire a été l'unique étude à laquelle ils aient été portés par la nature du gouvernement, en sorte qu'ils n'en pouvaient pas faire d'autres sans s'écarter de l'esprit qui dominait dans la république. Bons soldats, ils pouvaient vaincre avec de mauvais généraux par l'effet de la discipline seule, et ils en ont souvent eu de bons. Enhardis par leurs succès, ils se persuadèrent bientôt que les dieux les destinaient à l'empire du monde. Dès lors toutes

leurs entreprises parurent justes à leurs yeux.

Et fort peu l'art de négocier.

Ils ont peu connu l'art de négocier, parce qu'une puissance dominante commande et négocie peu, ou du moins ne négocie qu'autant qu'elle a intérêt de paraître respecter le droit des nations. D'ailleurs les peuples faibles venaient d'eux-mêmes au-devant du joug ; et se croyant protégés contre leurs ennemis, ils aidaient à les subjuguer, pour être bientôt subjugés eux-mêmes.

Ce sont les peuples mêmes qui leur ont appris comment ils devaient se conduire pour les subjuguer les uns par les autres.

Les cités voisines osèrent d'abord résister ; mais n'ayant pas su réunir leurs forces, elles firent des efforts inutiles. Quelques-unes commencèrent à rechercher l'alliance du vainqueur, soit par l'impuissance de conserver autrement quelque espèce de liberté, soit dans l'espérance de partager avec lui les dépouilles des vaincus. Cet esprit gagna peu à peu toute l'Italie. Il devait se répandre à mesure que les armes des Romains feraient de plus grands progrès. Les cités les plus belliqueuses suivirent donc les unes après les autres l'exemple de celles qui s'étaient soumises les premières. Elles oublièrent insensiblement qu'elles avaient une patrie, et elles n'eurent plus d'autre ambition que d'être Romaines. Ce fut dans ces circonstances que la république s'aperçut qu'elle avait des peines et des récompenses pour se les attacher, et la conduite habile qu'elle tint fut moins son ouvrage que celui de tous les peuples d'Italie.

Pauvres d'abord, parce qu'ils ne connaissaient pas les richesses, et assez riches parce que cette ignorance les rendait sobres, les Romains commencèrent à piller des peuples aussi pauvres qu'eux; et cet amour du pillage croissant avec les conquêtes, ils s'enrichirent enfin des dépouilles des nations. La guerre suppléa au commerce, qu'ils ne connaissaient pas; et ils ne transportèrent les arts à Rome que parce que les arts étaient une partie des dépouilles des peuples subjugués. Si vous parcourez donc leur histoire, vous reconnaîtrez qu'ils n'ont jamais été dans le cas d'approfondir toutes les parties de l'économie politique; et que par conséquent, bien loin de songer à en former un corps de science, ils ne se sont conduits à cet égard qu'après des coutumes.

Ils n'ont eu que des usages pour conduire les différentes parties de l'économie publique.

La barbarie, qui avait commencé avec la décadence de l'empire romain, couvrit enfin toute l'Europe. Vous ne vous attendez pas à trouver des notions du droit de la nature et des gens, ni les vrais principes d'une sage administration parmi des nations féroces, qui ne connaissent d'autres lois que la force. Si quelquefois elles ont été conduites par de grands hommes, tels qu'un Théodoric-le-Grand et un Charlemagne, elles ont été heureuses, sans être capables de remonter aux principes de leur bonheur; et l'art de gouverner paraissait un secret réservé à quelques génies, bien supérieurs à leur siècle.

Les barbares, qui ont envahi l'empire d'Occident, ignoraient absolument tout ce qui peut contribuer au bonheur des sociétés civiles.

Ils se portèrent aux derniers excès, et ils parurent s'y autoriser par la religion même.

Le désordre s'accrut avec le gouvernement féodal, et fut porté au comble lorsque la puissance ecclésiastique foula aux pieds les lois qu'elle devait faire respecter par son exemple. On n'eut plus aucune idée du droit de la nature et des gens; il ne resta aucune trace du droit public, on viola sans remords la foi des traités; souvent même on s'y crut autorisé par le souverain-pontife: les nations ne connurent plus de lien; les sujets oublièrent la fidélité qu'ils devaient à leur prince; l'assassinat des rois fut regardé comme une action pieuse; et les maximes les plus monstrueuses, enseignées par des prêtres, prirent la place d'une religion qui n'aime que la justice et la paix. Ces abus continuèrent, et se multiplièrent jusqu'au dix-septième siècle, et finirent par des guerres de religion, où le fanatisme et l'ambition armèrent les peuples et les citoyens, et répandirent des flots de sang dans toute l'Europe.

Depuis deux siècles elles faisaient des ligues sans objet, et s'armaient sans dessein.

Il y avait deux siècles que les nations s'observaient mutuellement. Elles négociaient, elles traitaient, elles s'alliaient. Mais ces alliances n'étaient que des ligues formées sans objet, et conduites sans dessein. Les passions, toujours aveugles, réglaient les démarches des souverains, qui ne connaissaient ni leurs intérêts, ni leurs forces, ni leurs droits; et cependant l'Europe était baignée de sang.

Il était temps

Il était temps de rémédier à des désordres

qui, ruinant le vainqueur comme le vaincu, faisaient le malheur général de l'Europe. Il s'agissait de montrer aux peuples ce qu'ils se doivent les uns aux autres, et de combattre par conséquent l'ignorance, les préjugés et la superstition qui les armaient.

de leur apprendre ce que les nations se doivent les unes aux autres.

Pour remplir cet objet, il fallait créer une science qu'il était bien difficile d'enseigner aux nations. Grotius osa le premier le tenter, dans son *Droit de la guerre et de la paix;* ouvrage auquel il travailla les premières années de la guerre de trente ans, et qu'il publia en 1625.

C'est ce que Grotius se propose dans son *Droit de la guerre et de la paix.*

L'Allemagne, qui cherchait alors des secours pour défendre sa liberté contre les entreprises de Ferdinand II, trouva bientôt après dans Gustave-Aldophe un héros et un conquérant. De ce moment ces provinces furent continuellement ravagées, autant par ses propres troupes que par les armées étrangères, qui erraient les unes et les autres, comme des hordes dans un pays où tout serait au premier occupant. Il n'y avait donc point alors de nation qui sentît mieux le besoin d'un droit des gens, établi sur de bons principes, et généralement reconnu. Aussi l'ouvrage de Grotius eut-il en Allemagne le plus grand succès; il y fut enseigné dans les écoles, et il eut de bonne heure le sort des livres anciens, c'est-à-dire qu'il fut fort commenté et fort obscurci.

Cet ouvrage devait avoir et eut un grand succès en Allemagne.

Pourquoi Grotius donne à cet ouvrage le titre de *Droit de la guerre et de la paix.*

Quoique Grotius eût pour objet d'établir les principes du droit naturel, du droit des gens, et du droit public, et de résoudre d'après ces principes les questions qui intéressent le bonheur des peuples, il intitula son ouvrage *le Droit de la guerre et de la paix.* Il parut par-là se renfermer dans un plan moins étendu que celui qu'il se proposait; mais il usa de cet artifice, parce qu'il écrivait dans un temps où ce titre devait, plus que tout autre, attirer l'attention des puissances de l'Europe. Il eut la gloire d'avoir pour lecteur le grand Gustave, qui, désirant de s'attacher un écrivain dont il estimait les talens, était au moment de l'appeler à son service, lorsqu'il fut tué en 1632 à la bataille de Lutzen. Peu de temps après, le chancelier Oxenstiern, qui ne l'estimait pas moins, se fit un devoir de se conformer aux intentions du roi son maître, et nomma Grotius ambassadeur de Suède à la cour de France.

Cet ouvrage est digne d'étoges et de critiques.

L'estime de Gustave et celle d'Oxenstiern suffisent pour déterminer la vôtre. Grotius est en effet un homme de génie, qui commence à répandre la lumière. Malgré les progrès que faisait l'esprit humain, les puissances de l'Europe, dans la plus grande ignorance des matières qu'il traite, ne songeaient pas même à s'en instruire; et il semble leur enseigner l'art de défricher des terres, que la barbarie avait jusqu'alors laissées sans culture. Cependant ses principes ne sont pas toujours

exacts : il ne les développe pas assez ; il manque de méthode. Il raisonne avec profondeur ; mais il est difficile de le suivre, parce qu'il n'a pas su saisir cet ordre simple, qui ne se trouve que dans la plus grande liaison des idées, et qui rejette tout ce qui est superflu. Enfin il embarrasse ses raisonnemens, en produisant l'érudition pour les éclaircir, et il juge d'après l'autorité, quoiqu'il fût capable de mieux juger par lui-même. Malgré ces défauts, qui sont ceux de son siècle, son ouvrage mérite d'être étudié. Il a créé une science qui serait la plus utile si elle était connue ; et il a éclairé ceux qui, après lui, s'y sont appliqués avec plus de succès.

Hobbes, plus méthodique, se fit, sur la même matière, des principes d'après son éducation et d'après les circonstances où il vivait.

Ses vues était saines : on n'en peut pas dire autant de Thomas Hobbes. Génie pénétrant, celui-ci eût été fait pour développer les principes du droit de la nature et des gens, s'il eût été capable de raisonner sans prévention. Il avait de l'ordre, de la méthode, de la netteté, de la sagacité : mais bien loin d'être en garde contre les préjugés que l'éducation lui avait donnés, et que les circonstances où il vivait nourrissaient en lui, il ne fit un système que pour les établir. Naturellement porté aux paradoxes, il secoua tout-à-fait le joug de l'autorité : il crut juger par lui-même, lorsqu'il posa des principes, qui choquaient les idées les plus reçues : et il les prit pour des vérités, parce qu'ils le confirmaient dans

des opinions qu'il avait adoptées sans examen.

Élevé dans la religion anglicane, et persuadé que la démocratie était la cause de tous les troubles, il donne au monarque une autorité arbitraire et sans bornes.

Né en Angleterre, en 1588, et ayant vécu jusqu'en 1679, Hobbes vit naître les dissensions sous les Stuarts, et fut témoin des guerres qui déchirèrent sa patrie. Les maximes des épiscopaux, dans lesquelles il avait été élevé, lui inspiraient de la haine contre les presbytériens; et l'animant d'un zèle outré pour la monarchie, elles lui faisaient voir dans le monarque une puissance de droit arbitraire, sans bornes, et dont la volonté seule a force de loi. Les malheurs de l'Angleterre, qu'il attribuait à la démocratie, le confirmèrent dans cette pensée. Il crut que l'autorité illimitée du prince était absolument nécessaire pour maintenir la tranquillité dans l'état; jugeant que la paix dépend du commandement, le commandement des armes, et que les armes ne peuvent assurer l'obéissance si elles ne sont entre les mains d'un seul.

Pour établir ce despotisme, il imagine un état de nature, et il met le droit dans la force seule.

Afin d'établir le despotisme, il cherche les principes du droit dans un état de nature, qu'il imagine comme un état de guerre de tous contre tous; et il se représente le droit que chacun a de se conserver comme un droit qui s'étend sur tout, même sur les personnes. Dans cette hypothèse, il est évident que tout est au plus fort, que la force seule fait le droit, et que par conséquent l'autorité la plus injuste devient légitime, si elle est soutenue par la force.

Cependant

Hobbes aurait dû voir que ses principes pou-

vaient être aussi favorables à Cromwell qu'à Charles Ier. Si d'ailleurs il eût remarqué que la puissance arbitraire que s'arrogeaient les Stuarts avait été le prétexte de la révolte des presbytériens, il aurait jugé que ces rebelles n'étaient pas faits pour croire au despotisme, et que le moyen de les ramener à l'obéissance n'était certainement pas de leur offrir sans déguisement un despote dans le souverain. Les ouvrages dans lesquels cet écrivain établit sa doctrine sont le *Traité du Citoyen* et son *Léviathan*. Le premier parut en 1642, et l'autre quelques années après.

pouvait-il persuader aux peuples de se soumettre, lorsqu'il leur représentait le souverain comme un despote de droit?

Le Droit de la nature et des gens, que Pufendorff publia en 1672, est plus méthodique et mieux raisonné que tout ce qu'on avait fait jusqu'alors en ce genre. Cet écrivain judicieux, avec moins de génie que Grotius et que Hobbes, a mieux réussi, parce qu'il a su profiter des erreurs de l'un et de l'autre, comme de leurs lumières. Cependant il n'avait point encore assez de philosophie pour développer et rassembler toutes les parties de cette science dans l'ordre le plus exact, et d'après les principes les plus simples.

Pufendorff a mieux réussi que Grotius et que Hobbes, quoique son ouvrage soit encore bien imparfait.

On a beaucoup écrit depuis sur le droit de la nature et des gens, et les questions les plus simples me paraissent suffisamment éclaircies, si les puissances de l'Europe veulent être équitables. Mais après vous avoir montré cette science dans ses commencemens, il serait inutile de vous parler

Depuis on a beaucoup écrit sur les mêmes objets, et on a traité toutes les parties de l'économie publique.

de tous les écrivains qui en ont cultivé quelque parties; car il vous importe bien plus d'étudier leurs ouvrages que de savoir ce que j'en pense. Je vous les indiquerai quand il en sera temps, et je vous préparerai à les lire avec fruit, autant du moins que j'en serai capable. C'est dans le dix-huitième siècle qu'on s'est surtout appliqué à ce genre d'étude, et qu'on a plus travaillé pour votre instruction. Aucun des objets de la politique n'a été oublié. On a écrit sur les gouvernemens, sur les lois, sur le droit public, sur l'art de négocier, sur les finances, sur le commerce, sur les manufactures, sur l'agriculture, sur l'art de la guerre, en un mot sur toutes les parties de l'économie publique. Je ne vous citerai que l'*Esprit des Lois* de M. de Montesquieu, ouvrage où il y a de grandes vues et beaucoup de génie.

CHAPITRE XII.

Des progrès de l'art de raisonner.

Ce que c'est que la métaphysique des péripatéticiens.

Il vous paraîtra peut-être étonnant que j'aie oublié de faire l'histoire de la métaphysique; mais c'est que je ne sais pas ce qu'on entend par ce mot. Aristote, croyant créer une science, s'avisa de ramasser toutes les idées abstraites et gé-

nérales, telles que l'être, la substance, les principes, les causes, les relations, et d'autres semblables. Il considéra toutes ces idées dans un traité préliminaire, qu'il appela *sagesse première*, *philosophie première*, *théologie*, *etc.* Après lui, Théophraste, ou quelque autre péripatéticien, donna le nom de métaphysique à ce ramas d'idées abstraites. Voilà donc la métaphysique; c'est une science où l'on se propose de traiter de tout en général avant d'avoir rien observé en particulier, c'est-à-dire de parler de tout avant d'avoir rien appris; science vaine, qui ne porte sur rien, et qui ne va à rien. Puisque nous nous élevons des idées particulières aux notions générales, celles-ci ne sauraient être l'objet de la première des sciences.

C'est à l'analise à nous conduire de découverte en découverte.

Comme il est nécessaire d'analiser les objets pour nous élever à de vraies connaissances, il faut absolument mettre de l'ordre dans nos idées en les distribuant dans des classes différentes, et en donnant à chacune des noms auxquels nous les puissions reconnaître. C'est là tout l'artifice des notions plus ou moins générales. Si les analises ont été bien faites, elles nous conduisent de découvertes en découvertes, parce qu'en nous montrant comment nous avons réussi, elles nous apprennent comment nous pouvons réussir encore. Le caractère de l'analise est de nous conduire par les moyens les plus simples et les plus courts

Elle est la vraie méthode de toutes les sciences. On pourrait la nommer métaphysique.

Cette analise n'est pas une science séparée des autres. Elle appartient à toutes, elle en est la vraie méthode, elle en est l'âme. Je la nommerai métaphysique, pourvu que vous ne la confondiez pas avec la science première d'Aristote.

Elle suppose que nous connaissons l'origine et la génération de toutes nos idées, science nouvelle qui n'a point de nom.

Cette métaphysique n'est pas même la première science. Car sera-t-il possible d'analiser bien toutes nos idées, si nous ne savons pas ce qu'elles sont et comment elles se forment? Il faut donc avant tout en connaître l'origine et la génération. Mais la science qui s'occupe de cet objet n'a pas encore de nom, tant elle est peu ancienne. Je la nommerais psychologie, si je connaissais quelque bon ouvrage sous ce titre.

L'art de raisonner ne s'est perfectionné que dans le dix-septième et dans le dix-huitième siècles;

Comme on n'a fait de bonnes grammaires et de bonnes poétiques qu'après avoir eu de bons écrivains en prose et en vers, il est arrivé qu'on n'a connu l'art de raisonner qu'à proportion qu'on a eu de bons esprits qui ont bien raisonné dans différens genres. Vous pouvez juger par-là que cet art a fait ses plus grands progrès dans le dix-septième et dans le dix-huitième siècles.

Plus promptement dans les mathématiques, plus lentement dans les autres sciences.

En effet, la vraie méthode est due à ces deux siècles. On l'a d'abord connue dans les sciences où les idées se forment naturellement, et se déterminent presque sans difficulté. Les mathématiques en sont la preuve. On n'a pas été aussi heureux dans les sciences dont l'objet ne tombe pas sous le sens, parce qu'il n'était pas aussi fa-

cile de déterminer le nombre et la qualité des idées qui entrent dans la composition de chaque notion complexe. Telle est la politique. Aussi est-il arrivé à Grotius et à Pufendorff de déterminer souvent mal leurs idées, et d'être par conséquent dans l'impuissance d'analiser bien les sujets qu'ils traitent.

Avant le renouvellement des lettres, on ne le connaissait pas.

Je n'ai pas le courage de vous parler de ceux qui, avant le renouvellement des sciences, ont tenté d'enseigner l'art de raisonner. Si des Tartares voulaient faire une poétique, vous pensez bien qu'elle serait mauvaise, parce qu'ils n'ont pas de bons poëtes. Il en est de même des logiques qui ont été faites avant le dix-septième siècle.

Ce n'est que vers la fin du seizième siècle qu'on a pu en donner des règles.

Il n'y avait alors qu'un moyen pour apprendre à raisonner, c'était de considérer les sciences dans leur origine et dans leurs progrès. Il fallait, d'après les découvertes déjà faites, trouver les moyens d'en faire de nouvelles, et apprendre en observant les égaremens de l'esprit humain à ne pas s'engager dans les routes qui conduisent à l'erreur. Une pareille entreprise demandait un génie sage, juste, étendu. Tel fut Bacon, chancelier d'Angleterre.

C'est ce que Bacon entreprend dans son ouvrage du *Rétablissement des sciences*.

Né en 1561, il a été contemporain de Képler et de Galilée, il a vécu sous les règnes d'Élisabeth et de Jacques Ier, et il est mort en 1626, la seconde année du règne de Charles Ier.

Son grand ouvrage a pour titre : *Du Rétablissement des Sciences*. Fait pour les embrasser d'un coup d'œil et pour y répandre la lumière, il guide l'esprit humain, que les Grecs avaient égaré, et à qui la barbarie et la superstition paraissaient avoir fermé pour toujours le chemin de la vérité.

Dans le plan qu'il trace des scienses, il montre les progrès qu'elles ont fait et les causes qui les ont retardées; il enseigne le moyen de contribuer à leur avancement et d'en écarter l'erreur; il indique les recherches qui ont été négligées jusqu'à lui; il crée de nouveaux objets d'étude; en un mot, il semble mettre sous les yeux, comme dans un tableau, toutes les découvertes qui ont été faites et toutes celles qui restent à faire. Tel est l'objet de la première partie de son ouvrage, qu'il intitule : *De l'accroissement des Sciences*. C'est en observant les sciences dans ce point de vue qu'il découvre l'unique méthode à suivre; il l'expose dans son *Novum organum*, la seconde et la principale partie de son ouvrage.

Reproches qu'on lui fait et qu'on peut lui faire.

On lui reproche de changer la signification des mots, d'en créer de nouveaux, et d'affecter un langage qui n'est qu'à lui. Il pouvait user de cette liberté puisqu'il avait des vues toutes neuves; mais il est vrai qu'il en abuse quelquefois. C'est encore avec fondement qu'on se plaint des subdivisions qu'il multiplie trop. Je ne sais même si en divisant les sciences et les arts par rapport aux trois facultés

de l'entendement, la mémoire, l'imagination et la raison, il a suivi l'ordre le plus simple et le plus naturel. Cette division est au moins tout-à-fait arbitraire, et il me semble qu'il eût été mieux de considérer les sciences en elles-mêmes; car on les confond quand on les distingue, par rapport à trois facultés qui ne s'occupent pas d'objets tout-à-fait différens, et dont au contraire le concours est nécessaire dans toutes nos études. Je pourrais ajouter que le nombre de trois, auquel on réduit les facultés de l'entendement, n'est pas lui-même une division exacte. Ce n'est que le résultat d'une analise grossièrement faite; résultat qu'on reçoit par convention, et qu'on rejeterait si on analisait mieux.

Réflexions de ce philosophe sur la méthode.

Lorsque je me propose de vous faire connaître la méthode de Bacon, mon dessein n'est pas de traduire son *Novum organum*, ni même de vous en donner une analise complète. J'en extrairai seulement les choses qui vous montreront la marche de l'esprit de ce philosophe, et qui vous apprendront à guider le vôtre. Afin d'exciter votre attention, supposez que c'est lui qui va vous parler.

Excès où tombent ceux qui veulent s'instruire.

« Les hommes ne connaissent bien ni leurs ri-
« chesses, ni leurs forces; jugeant celles-là plus
« grandes qu'elles ne sont, et celles-ci plus petites.
« Tantôt parsuadés que tout a été dit, et que nous
« sommes venus trop tard pour prétendre à des

« découvertes, ils croient savoir tout ce qu'il est « possible de connaître, et ils estiment sottement « jusqu'à des sciences qu'ils n'entendent pas. « D'autres fois, se méfiant trop d'eux-mêmes, ils « désespèrent de pénétrer dans la nature, qui leur « paraît incompréhensible, et ils se consument « dans des occupations frivoles. On dirait que les « Grecs, et après eux les barbares, ont élevé des « colonnes au dernier terme où ils sont arrivés ; « et nous avons la simplicité de croire que nous « ne pouvons pas aller plus loin.

Les observations et les expériences doivent être nos seuls guides dans la recherche de la vérité.

« Les arts se perfectionnent, les progrès en sont « même rapides, tandis que les sciences n'avancent « pas, ou que même elles dégénèrent. Elles ont « été long-temps comme des eaux jaillissantes qui « ne peuvent s'élever au-dessus du niveau d'où « elles sont tombées. C'est ainsi qu'elles ont jailli « chez les Romains : mais chez les barbares elles « ont peu jailli, encore ont-elles été bourbeuses. « Il n'en a pas été tout-à-fait de même des arts, « parce que les artistes forcés à prendre l'expérience « pour guide peuvent toujours trouver de nouvelles « ressources dans la nature : ressources dont les « philosophes sont privés, parce qu'ils ne consul- « tent que leurs préjugés et leur imagination.

« Il faut donc se soumettre à la nature pour « s'en rendre maître. On ne la connaît qu'autant « qu'on observe : et puisque nous ne pouvons pas « la forcer à être telle que nous l'imaginons, c'est

« à nous à la voir telle qu'elle est. Peut-être ne « se cache-t-elle pas autant qu'on le pense, ou « du moins elle ne se cache souvent que pour se « faire découvrir. Elle joue en quelque sorte avec « nous, et se moquant de ceux qui la cherchent « où elle n'est pas, elle se laisse volontiers saisir « par ceux qui l'épient.

« Après avoir jeté un coup d'œil sur quelques « effets, les philosophes se sont hâtés de faire des « principes généraux : et comme si la vérité de- « vait leur être révélée par une inspiration inté- « rieure, ils ont interrogé leur imagination ; et « accommodant la nature à leurs principes, ils « ont rendu des oracles.

Mais les philosophes ont mieux aimé penser comme par inspiration.

« Mais il ne faut pas croire que par cette voie « l'esprit humain puisse s'élever à de vraies con- « naissances. Si dans les mécaniques les hommes « n'avaient employé que leurs mains, comme dans « les sciences ils n'ont employé que leur esprit, « les arts seraient encore à créer. En effet, pour- « rait-on, par exemple, sans le secours des ma- « chines, dresser un obélisque, quand même on « multiplierait les bras, quand on choisirait les « plus forts ? Comment donc les génies, quoique « choisis, quoique en grand nombre, avanceront- « ils dans les sciences, si, dénués de tout secours, « ils sont abandonnés à eux-mêmes ?

Ils ressemblent à des hommes qui tenteraient de dresser un obélisque sans le secours d'aucune machine.

« Il semble qu'on ait senti la nécessité d'une « bonne méthode ; mais on y a pensé trop tard,

Il faut d'autres machines que les regles.

des syllogismes pour aider l'esprit.

« et lorsque l'esprit, imbu des préjugés, avait déjà « contracté toutes sortes de mauvaises habitudes. « La dialectique n'a jamais été propre à le corriger : « elle l'entretient plutôt et le confirme dans ses « erreurs, parce que ce n'est qu'un jargon qui « apprend à disputer sur tout, et qui n'apprend « point à se faire des idées. Il faut d'autres ma- « chines que les règles des syllogismes pour aider « l'esprit.

« Il serait ridicule de prétendre faire mieux « qu'on a fait si nous n'avions pas d'autres moyens « que ceux qui ont été employés jusqu'à présent. « Mais si, connaissant la faiblesse de notre esprit, « nous l'aidons des secours dont il a besoin, il « sera raisonnable de se promettre plus de succès. « Celui qui élève de grands poids avec un levier, « ne se pique pas d'être plus fort que celui qui se « sert seulement de ses bras. Nous n'avons donc « pas la vanité de nous croire supérieurs en génie : « mais le hasard nous a fait trouver un levier, et « nous nous proposons de nous en servir.

Il faut d'abord écarter les préjugés.

« Il s'agit d'abord d'écarter les préjugés, espèces « d'idoles dont l'ignorance et la superstition font « l'objet de notre culte. Non-seulement les pré- « jugés nous ferment le chemin de la vérité ; mais « encore lorsque nous y sommes engagés, ils s'of- « frent continuellement à nous, semblables à ces « fausses lueurs, qui se montrent dans les ténè- « bres, et qui nous égarent.

« Les premiers préjugés sont ceux que je nomme « *idola tribus*. Il y a des défauts de famille dans « les maisons des princes : et il est difficile de s'en « défaire ; on ne le veut pas même, parce qu'on « croirait dégénérer. La famille d'Adam est dans « le même cas : elle a des préjugés qui nous sont « communs à tous. Il faudrait être quelque chose « de plus qu'homme, pour n'y point participer ; « comme il faudrait être quelque chose de plus « que prince, pour n'en avoir pas quelques défauts.

Première espèce de préjugés, *idola tribus*.

« Les préjugés de famille sont en grand nombre, « parce qu'ils sont fondés sur la nature de l'en- « tendement, qui, d'ordinaire accommode tout à « lui, au lieu de s'accommoder aux choses. Trop « paresseux pour analiser la nature, nous nous « hâtons d'abstraire et de nous faire des principes « généraux : nous supposons des ressemblances « parfaites, lorsqu'au premier coup d'œil nous ne « voyons pas de différences : nous imaginons un « certain ordre, que nous nommons régulier, « parce que nous le concevons facilement : nous « aimons à juger d'après les premières impressions « que nous avons reçues dans l'enfance, trouvant « plus commode de les prendre pour règles que « de les rappeler à l'examen : nous nous arrêtons « sur les choses qui nous frappent immédiatement « les sens, pour n'avoir pas la peine de porter la « vue au delà : enfin, toujours jouets de nos pas- « sions, si elles changent, nous ne tenons plus à

« nos opinions ; si elles ne changent pas, nous y « tenons avec opiniâtreté. C'est que notre esprit, « qui se repose dans ces principes généraux, dans « ces ressemblances, dans cet ordre prétendu « régulier, dans les impressions de l'enfance, et « en général dans tout ce qui lui plaît, croit n'a- « voir plus rien à chercher. Telles sont les prin- « cipales causes des *préjugés de famille.*

Deuxième espèce, *idola specus.*

« Une autre espèce de préjugés, que je nom- « merai *idola specus*, ont leurs sources dans le « tempérament de chaque individu, dans son « éducation, dans ses habitudes, et dans les cir- « constances particulières, ou même fortuites, où « il s'est trouvé. Par ce concours de causes, qui « produit une infinité de préjugés différens, notre « entendement devient comme un antre obscur « où la lumière ne pénètre jamais, et où nous « prenons des ombres pour des choses réelles.

Troisième espèce, *idola fori.*

« Dans le commerce que les hommes ont entre « eux, ils se communiquent mutuellement des « préjugés que chacun se fait à soi-même, et que « je nommerai *idola fori.* Ces préjugés viennent « du vice des langues, qui est tel, que nous fai- « sons prendre à ceux qui croient juger comme « nous, des opinions que nous n'avons pas. Car « les mots que l'usage fait sont si mal déterminés, « qu'on a souvent bien de la peine à saisir notre « pensée, et que nous en avons tout autant à l'expli- « quer. On croit corriger ces défauts avec des dé-

« finitions. Mais les définitions sont composées « de mots ; en sorte qu'il arrive que, les mots ne « produisant que des mots, nous nous embarras- « sons de plus en plus. Combien de questions, « d'opinions et de disputes sont nées du seul abus « du langage ?

« Enfin il y a des préjugés qui nous viennent des « chefs de secte, et que j'appelle *idola theatri*, « parce que les systèmes philosophiques ne sont « que des fables, ainsi que les pièces qu'un poëte « met sur le théâtre. Seulement les philosophes « observent un peu moins les règles de la vrai- « semblance.

Quatrième espèce, *idola theatri*.

« Il serait impossible de faire l'énumération de « tous nos préjugés, et même inutile de le tenter ; « car il suffit de les considérer dans leurs causes, « pour apprendre à s'en garantir. On voit alors qu'il « faut commencer par douter, et que notre doute « doit se répandre sur toutes nos idées sans excep- « tion. Elles doivent toutes nous paraître sus- « pectes, parce que si nous en conservions quel- « ques-unes sans les avoir examinées, elles pour- « raient nous jeter dans de nouvelles erreurs, et « donner naissance à de nouveaux préjugés. Il « faut donc considérer l'entendement humain « comme une table rase, où nous avons tout « effacé, et où il s'agit de graver d'après de bons « dessins.

Pour détruire tous ces préjugés, il faut commencer par douter et regarder notre entendement comme une table rase.

« Nous déterminerons nos idées dans de justes

Comment

nous détérmi-nerons les idées que nous gra-verons sor cette table.

« proportions, si commençant aux perceptions qui « viennent immédiatement des sens, nous nous « élevons par degrés, d'abstractions en abstrac- « tions, sans jamais perdre de vue les choses « que nous entreprenons d'analyser. Il faut que « l'esprit s'appuie toujours sur les faits : l'expé- « rience et l'observation sont comme des poids « qui doivent sans cesse le ramener à la nature et « l'empêcher de prendre trop d'essor.

« Je dis l'expérience et l'observation : car il ne « suffit pas d'observer la nature dans le cours « qu'elle suit d'elle-même et librement : il faut « encore la violenter par des expériences, la tour- « menter, la vexer.

« Les faits que nous aurons recueillis nous con- « duiront d'abord à des axiomes peu généraux. « Ces axiomes nous indiqueront des expériences « et des observations qui, ayant été faites, nous « découvriront de nouveaux faits; et ces faits, sui- « vant l'analogie qu'ils auront avec les premiers, « étendront ou limiteront les axiomes et les dé- « termineront avec précision.

« Si nous allons de la sorte des faits aux axiomes, « des axiomes aux faits, pour remonter encore aux « axiomes, et ainsi continuellement, nous géné- « raliserons avec ordre; et nos principes, puisés « dans la nature, offriront des idées exactes que « l'expérience ou l'observation aura déterminées. « Il faut surtout monter et descendre par degrés,

« sans jamais se lasser dans cette route pénible, « sans jamais franchir d'intervalle. Car le chemin de « la vérité étant rempli de haut et de bas, il est plus « sage de descendre pour remonter, et de ram- « per en quelque sorte sur les faits, que de s'élancer « de hauteur en hauteur. Ceux qui veulent s'élever « tout à coup au plus haut, n'y arrivent jamais. »

Bacon a ouvert la route à ceux qui se sont appliqués à l'histoire naturelle.

Voilà, Monseigneur, la manière dont Bacon étudiait la nature. Il s'est surtout appliqué à la philosophie expérimentale. Il en a été le restaurateur, ou plutôt le créateur : car si avant lui on avait des morceaux d'histoire naturelle, ce n'étaient que des matériaux pour la philosophie naturelle, qu'on ne connaissait pas encore. Depuis ce philosophe, cette science n'a fait des progrès qu'autant qu'on s'est tenu dans la route qu'il avait ouverte.

Je viens de vous donner une idée bien abrégée de sa méthode, et quoique j'aie tâché d'en conserver l'esprit, j'avoue que je vous l'ai exposée à ma manière, qui n'est pas la meilleure en elle-même, mais qui doit être plus à votre portée, parce que vous y êtes plus accoutumé. Il semble que j'aurais dû joindre des exemples aux préceptes : mais il sera bien mieux que vous en trouviez vous-même, et vous en trouverez si vous cherchez dans votre mémoire avec quelque attention.

Descartes a perfectionné l'art de raisonner en

des idées innées n'a pas permis à Descartes de raisonner dans toutes les sciences aussi bien qu'en géométrie.

géométrie. Les autres sciences ne lui ont pas la même obligation. Il a reconnu, comme Bacon, qu'il faut commencer par douter de tout; mais il s'est trouvé fort embarrassé dans son doute, parce que croyant que les idées sont innées, il n'imaginait pas les devoir refaire. Il s'est donc vu dans la nécessité de continuer de douter ou de raisonner d'après ses préjugés, et il a pris ce dernier parti.

Insuffisance de la principale règle qu'il s'est faite.

La principale règle qu'il s'est faite, et que ses sectateurs font valoir comme un grand principe, est qu'il faut s'assurer de l'évidence, et ne rien affirmer que sur des idées claires et distinctes. Cependant ni lui, ni aucun cartésien n'a su nous apprendre à quel signe on peut reconnaître l'évidence, ni comment nos idées sont claires et distinctes. Cela n'est pas étonnant, puisqu'ils ne savent pas même dire ce que c'est qu'une idée. Ils n'en parlent au moins que d'une manière fort vague. Ils se sont surtout égarés en physique, parce qu'ayant négligé l'observation et l'expérience, ils se sont hâtés de voler aux principes, et ils ont bâti des systèmes. Ils auraient dû étudier Bacon.

Locke a entrepris de regraver l'entendement humain.

Ce dernier philosophe regrettait que personne n'eût encore entrepris d'effacer toutes nos idées, et d'en graver de plus exactes sur l'entendement humain, comme sur une table rase. Locke ne laisse plus lieu à de pareils regrets. Persuadé

qu'on ne peut connaître l'esprit qu'en observant, il s'est ouvert et frayé une route qui n'avait point été battue avant lui. Il a pu former ce dessein et tenter de l'exécuter en considérant les progrès que les sciences devaient de son temps à l'expérience et à l'observation : mais il a la gloire que ses découvertes n'ont été préparées par aucun de ceux qui avaient écrit avant lui sur l'entendement humain.

Objet de son ouvrage.

Après avoir démontré qu'il n'y a point d'idées innées, il remonte à l'origine de nos idées, il en explique la génération, il analyse l'entendement, il montre l'abus des mots, il fait voir l'usage qu'on en doit faire, il indique les moyens d'étendre nos connaissances, il écarte les obstacles qui s'y opposent ; il mesure les différens degrés de certitude, et il marque les bornes de l'entendement.

Combien je dois à ce philosophe.

Si je me suis fait, pour vous instruire, une méthode simple et claire, si j'ai réussi à vous donner des connaissances, ou du moins à vous préparer à en acquérir ; c'est à ce philosophe, Monseigneur, que j'en ai surtout l'obligation, puisque c'est lui qui a le plus contribué à me faire connaître l'esprit humain. Je ne puis pas dire, comme il l'aurait pu lui-même, que personne ne m'a ouvert la route dans laquelle je suis entré : car il me l'a ouverte et même aplanie dans bien des endroits. Je ne suis que plus embarrassé à vous parler de ce grand esprit ; parce que si je le cri-

tique, on m'accusera de le vouloir déprimer; et si je le loue, on formera contre moi d'autres soupçons. Il faut bien cependant que je vous dise ce que j'en pense. Je le ferai en peu de mots, et je ne m'appesantirai ni sur les critiques, ni sur les louanges.

Eloge et critique de son ouvrage.

Ses ouvrages font son éloge. L'*Essai sur l'entendement humain* est celui qui a le plus de rapport au sujet de ce chapitre. Il est neuf pour le fond et en général pour les détails, et Locke y montre une sagacité singulière, soit qu'il observe, soit qu'il raisonne d'après ses observations. Mais il manque d'ordre : en négligeant de mettre les choses en leur place, il tombe dans des répétitions; il ne rapproche pas les observations qui peuvent s'éclairer mutuellement, il n'en recueille pas toutes les conséquences; il laisse échapper des vérités qu'il semblait devoir saisir, et il devient quelquefois obscur et même peu exact. L'analise qu'il donne de l'entendement humain est imparfaite. Il n'a pas imaginé de chercher la génération des opérations de l'âme; il n'a pas vu qu'elles viennent de la sensation, ainsi que nos idées, et qu'elles ne sont que la sensation transformée: il n'a pas observé que l'évidence consiste uniquement dans l'identité, et il n'a pas connu que la plus grande liaison des idées est le vrai principe de l'art de penser. Il touchait presque à toutes ces découvertes, et il eût pu les faire,

s'il eût traité son sujet avec plus de méthode.

Ce philosophe a reconnu une partie des défauts que je reproche à son ouvrage; mais, comme il le dit lui-même, il n'avait pas le courage de le recommencer. Cependant ce qu'il avait fait était peut-être plus difficile que ce qu'il laissait à faire, et d'ailleurs avec un génie fait pour vaincre les obstacles, il n'aurait pas dû se décourager. Il naquit en Angleterre en 1632, et mourut en 1704.

CHAPITRE XIII.

De l'utilité des sciences.

Quoiqu'on ait beaucoup écrit pour et contre les sciences, ce chapitre sera court; car il y aura peu de choses à dire, si nous établissons bien l'état de la question.

Quel est le caractère de la vraie science.

La lumière est le caractère de la vraie science; il ne faut donc pas regarder comme science ce que les sophistes enseignaient avant Socrate, et ce que les sectes grecques ont enseigné depuis ce philosophe.

Les sciences ténébreuses des barbares n'ont été que des fléaux.

Ces fausses sciences ont passé chez les Romains, où elles ont continué d'être fausses, et chez les barbares, où elles sont devenues tout-à-fait monstrueuses. Elles n'avaient éclairé ni les Grecs ni les

Romains, elles aveuglèrent tout-à-fait les barbares; et nous voyons croître les désordres à mesure que ce qu'on appelait science se défigure davantage. Alors les choses en viennent au point que les hommes ne conservent aucune idée de leurs devoirs. Entraînés par leur avidité, enhardis par le sentiment de leurs forces, tour à tour intimidés et rassurés par la superstition, ils ne paraissent avoir de réflexion qu'autant qu'il en faut pour se rendre criminels. Il faut donc regarder toutes ces sciences ténébreuses comme autant de fléaux de la société.

Les vraies sciences sont utiles, parce qu'elles éclairent.

Mais demander si les vraies sciences sont utiles, c'est demander s'il est avantageux d'être éclairé : question qui mérite à peine une réponse.

La science du gouvernement est celle que les Grecs ont le mieux connue, parce que c'est celle sur laquelle ils ont eu le plus de lumières. Cependant cette science est la seule à laquelle on n'ait pas donné le nom de science. Formées par des législateurs éclairés, les républiques de la Grèce ont été heureuses et florissantes. Les lumières leur ont donc été utiles.

Les Romains, conduits uniquement par les circonstances, ont été moins éclairés. Cependant la forme du gouvernement qui dirigeait leurs études, leur a fait apprendre tout ce qu'il leur importait de savoir, comme citoyens d'une république conquérante. Les lumières leur ont donc encore été

utiles. Mais ils ont eu le malheur de créer la jurisprudence; fausse science que les Grecs ne connaissaient pas.

Le règne de Constantin est le temps où le jour est sur sa fin, et où la nuit va commencer. Les ténèbres s'épaississent de siècle en siècle. Les étincelles que jettent quelques hommes de génie ne peuvent pas les dissiper, et les peuples sont toujours plus malheureux.

Enfin la lumière reparaît au seizième siècle. Elle croît d'abord lentement, mais elle ne cesse pas de croître, et elle éclaire enfin toutes les nations. Alors les disputes cessent insensiblement; les sectes disparaissent ou se tolèrent; le fanatisme s'éteint; les guerres de religion n'ensanglantent plus la terre; il paraît même qu'il ne doive plus naître d'hérésies, ou que, s'il en naît, elles troubleront peu le monde, parce qu'elles n'auront pas de grands succès. Les lumières ou les vraies sciences nous ont donc aussi été utiles.

Plus de lumières nous rendrait plus heureux.

Quel serait le siècle le plus heureux? Celui où les princes seraient assez éclairés pour mettre eux-mêmes des bornes à leur puissance, et pour reconnaître que les guerres ruinent à la longue les vainqueurs et les vaincus : vérité que l'Europe devrait avoir apprise.

Toutes les vraies sciences tendent directement ou indirectement à l'avantage de la société.

On dira peut-être que les lumières ne tendent pas toutes à l'avantage de la société, et je conviens qu'elles n'y tendent pas toutes immédiatement.

Mais celles qui paraissent y contribuer le moins, y contribuent d'une manière indirecte. C'est que toutes les sciences, quand elles sont vraies, s'éclairent mutuellement. Les découvertes, en apparence les plus utiles, si nous les devons à l'observation, nous apprennent au moins à observer et à raisonner; et le politique s'instruit à l'école du philosophe, qui ne croit pas lui donner des leçons sur le gouvernement. Vous pouvez remarquer que si l'on étudie aujourd'hui avec succès l'économie politique, cette étude a été préparée par les lumières de la philosophie, qui l'ont précédée.

Il n'en est pas de même de tous les arts.

Je ne parlerai point du bien ni du mal que font les arts. La discussion serait trop longue, et d'ailleurs l'histoire vous en instruira mieux que moi. Elle vous en a montré les avantages et les inconvéniens. Ils sont utiles en général; mais il faut beaucoup de discernement dans le prince qui les protége, parce qu'ils ne sont pas tous de la même utilité, et que ceux qui sont utiles dans certaines circonstances peuvent être nuisibles dans d'autres. Au reste, quoique les arts de goût puissent être plus ou moins protégés suivant le besoin, ils ne doivent jamais être tout-à-fait bannis, si, comme je l'ai fait voir, l'esprit ne s'éclaire qu'après que le goût s'est formé.

CHAPITRE DERNIER.

Des obstacles qui s'opposent encore aux bonnes études.

La manière d'enseigner se ressent encore des siècles où l'ignorance en forma le plan; car il s'en faut bien que les universités aient suivi les progrès des académies. Si la nouvelle philosophie commence à s'y introduire, elle a bien de la peine à s'y établir; et encore on ne l'y laisse entrer qu'à condition qu'elle se revêtira de quelques haillons de la scolastique.

Les études se ressentent encore des siècles d'ignorance où l'on en fit le plan.

On a fait pour l'avancement des sciences des établissemens auxquels on ne peut qu'applaudir. Mais on ne les aurait pas faits, sans doute, si les universités avaient été propres à remplir cet objet. On paraît donc avoir connu les vices des études; cependant on n'y a point apporté de remèdes. Il ne suffit pas de faire de bons établissemens, il faut encore détruire les mauvais, ou les réformer sur le plan des bons, et même sur un meilleur, s'il est possible.

Les établissemens faits pour l'avancement des sciences sont la critique des universités.

Je ne prétends pas que la manière d'enseigner soit aussi vicieuse qu'au treizième siècle. Les scolastiques en ont retranché quelques défauts, mais insensiblement et comme malgré eux. Livrés à

Il restera toujours dans les écoles des défauts dont on ne les corrigera pas.

leur routine, ils tiennent à ce qu'ils conservent encore; et c'est avec la même passion qu'ils ont tenu à ce qu'ils ont abandonné. Ils ont livré des combats pour ne rien perdre; ils en livreraient pour défendre ce qu'ils n'ont pas perdu. Ils ne s'aperçoivent pas du terrain qu'ils ont été forcés d'abandonner; ils ne prévoient pas qu'ils seront forcés d'en abandonner encore; et tel qui défend opiniâtrément le reste des abus qui subsistent dans les écoles, eût défendu avec la même opiniâtreté des choses qu'il condamne aujourd'hui, s'il fût venu deux siècles plus tôt.

Les universités sont vieilles, et elles ont les défauts de l'âge; je veux dire qu'elles sont peu faites pour se corriger. Peut-on présumer que les professeurs renonceront à ce qu'ils croient savoir, pour apprendre ce qu'ils ignorent? Avoueront-ils que leurs leçons n'apprennent rien, ou n'apprennent que des choses inutiles? Non; mais, comme les écoliers, ils continueront d'aller à l'école pour remplir une tâche. Si elle leur donne de quoi vivre, c'est assez pour eux, comme c'est assez pour les disciples, si elle consume le temps de leur enfance et de leur jeunesse.

Pourquoi les académies ont contribué à l'avancement des sciences.

La considération dont les académies jouissent est un aiguillon pour elles. D'ailleurs les membres, libres et indépendans, ne sont pas astreints à suivre aveuglément les maximes et les préjugés de leur corps. Si les vieillards tiennent à de vieilles

opinions, les jeunes ont l'ambition de penser mieux; et ce sont toujours eux qui font, dans les académies, les révolutions les plus avantageuses aux progrès des sciences.

Les professeurs de l'université sont forcés à se conformer au plan reçu.

Les universités ont perdu beaucoup de leur considération, et avec la perte de la considération l'émulation se perd tous les jours. Un professeur qui a du mérite se dégoûte, lorsqu'il se voit confondu avec des pédans que le public méprise, et lorsque, voyant ce qu'il faudrait faire pour se distinguer, il juge qu'il serait imprudent à lui de le tenter. Il n'oserait changer entièrement tout le plan d'études, et, s'il veut hasarder seulement quelques changemens légers, il est obligé de prendre les plus grandes précautions.

Les écoles, confiées à des ordres religieux, sont pires encore.

Si les universités ont ces défauts, que sera-ce des écoles confiées à des ordres religieux, c'est-à-dire à des corps qui ont une façon de penser à laquelle tous les membres sont obligés de s'assujettir? Si par hasard ces écoles sont mauvaises, peut-on raisonnablement supposer qu'elles deviendront bonnes un jour?

Nos écoles sont peu propres à nous instruire.

Quand nous sortons des écoles, nous avons à oublier beaucoup de choses frivoles qu'on nous a apprises; à apprendre des choses utiles qu'on croit nous avoir enseignées; et à étudier les plus nécessaires, sur lesquelles on n'a pas songé à nous donner des leçons.

De tant d'hommes qui se sont distingués depuis

le renouvellement des lettres, y en a-t-il un seul qui n'ait pas été dans la nécessité de recommencer ses études sur un nouveau plan? Ceux qui ont cru avoir appris quelque chose dans nos écoles ont-ils eu plus de connaissances ou plus de préjugés? et ceux qui ont cru n'y avoir rien appris, et qui s'en sont dégoûtés de bonne heure, n'ont-ils pas toujours été les meilleurs esprits? Si ces derniers nous avaient dit comment ils se sont instruits, nous ne serions plus dans le cas de chercher de bonnes méthodes. Il est bien étonnant que, vivant avec des hommes qui ont acquis des connaissances en tous genres, nous ne sachions pas comment on peut en acquérir.

Si c'est hors des écoles que nous commençons à nous instruire, à quoi servent-elles donc?

Elles n'ont produit aucun bon livre élémentaire. Ce sont elles cependant qui devraient nous apprendre les élémens des sciences.

A peine ose-t-on y enseigner les mathématiques;

Il y a des sciences sur lesquelles nous avons de bons livres pour nous instruire. Telles sont, par exemple, celles que nous comprenons sous le nom de mathématiques. Or on ne les enseigne pas dans nos colléges, ou du moins si quelques professeurs en donnent des leçons, il n'y a pas bien long-temps: ils s'écartent en cela du plan généralement reçu; ils n'oseraient s'étendre sur un sujet qui n'est pas entré dans la première institution des universités; ils n'en ont pas même

le loisir; car il ne leur est pas permis de ne pas enseigner ce que les autres enseignent; et on ne tolère leurs leçons sur des objets utiles, qu'à condition qu'ils n'oublieront pas les choses frivoles qu'on ne veut pas perdre. Il faut savoir gré à ces professeurs d'avoir profité des livres que leurs confrères n'ont pas faits. C'est à eux que les écoles ont l'obligation d'être moins mauvaises qu'elles ne l'ont été : elles seraient encore meilleures aujourd'hui, si ces bons esprits avaient été les maîtres de faire leurs leçons sur des sujets à leur choix, et avec la méthode qu'ils auraient voulu.

Et on néglige les sciences les plus nécessaires aux citoyens.

Si les meilleurs professeurs sont forcés à n'enseigner que superficiellement les sciences sur lesquelles nous avons de bons livres élémentaires, on peut bien juger qu'ils n'ont pas imaginé d'enseigner celles sur lesquelles nous n'en avons pas. Il arrive de là qu'on oublie précisément les plus nécessaires aux citoyens, qui doivent un jour conduire les autres.

Les écoles ayant commencé dans des cloîtres, il était naturel que l'instruction des ordres religieux en fût le principal objet, et qu'on s'occupât peu des choses qu'il aurait fallu enseigner aux autres citoyens. Voilà pourquoi nous passons notre enfance à nous fatiguer pour ne rien apprendre, ou pour n'apprendre que des choses qui sont inutiles; et nous sommes condamnés à attendre l'âge viril pour nous instruire réellement.

Tels sont les préjugés qui sont un obstacle aux bonnes études. Il semble qu'après en avoir parlé, je devrais peut-être essayer de tracer un nouveau plan. Mais si j'en avais connu un meilleur que celui que j'ai suivi avec vous, je l'aurais préféré. Il ne me reste donc rien à vous dire sur ce sujet, sinon que je regrette de n'avoir pas été capable de faire mieux.

C'est à vous, Monseigneur, à vous instruire désormais tout seul. Je vous y ai déjà préparé et même accoutumé. Voici le temps qui va décider de ce que vous devez être un jour; car la meilleure éducation n'est pas celle que nous devons à nos précepteurs, c'est celle que nous nous donnons nous-mêmes. Vous vous imaginez peut-être avoir fini; mais c'est moi, Monseigneur, qui ai fini, et vous, vous avez à recommencer.

FIN DE CE VOLUME.

TABLE DES MATIÈRES.

LIVRE QUINZIÈME.

CHAPITRE PREMIER. *Des intérêts et des vues des principales puissances.* Page 1.

SITUATION embarrassante de l'empereur. Il lui fallait diviser les deux couronnes, ou attendre que la minorité de Louis XIV causât des troubles. Il comptait sur l'un ou sur l'autre de ces deux évènemens, et se refusait à la paix. Il était bien plus facile au roi d'Espagne de troubler la France et d'en détacher les Provinces-Unies. La Suède ne pouvait traiter sûrement sans garantie; mais l'impuissance de l'Espagne était une garantie suffisante pour la Hollande. D'ailleurs cette république pouvait au besoin compter sur les secours de la France contre l'Espagne; et il pouvait arriver qu'elle aurait besoin des secours de l'Espagne contre la France. Mazarin devait peu compter sur le dernier traité fait avec les Provinces-Unies. Mais si elles paraissent vouloir traiter séparément, il doit leur reprocher leur infidélité et leur ingratitude. Cependant le reproche d'infidélité était peu fondé. Celui d'ingratitude l'était tout aussi peu; et on ne peut qu'applaudir à la Hollande, si elle ne se laisse pas tromper aux artifices du cardinal. Maximilien, duc de Bavière, était dans une position où il ne savait s'il devait se détacher de l'empereur, ou lui rester uni. Les autres princes de l'empire avaient peu d'influence par eux-mêmes, et ne demandaient que la paix. L'empire était sujet par sa nature à bien des variations. Après Louis IV

la couronne devient tout-à-fait élective. Effets de cette révolution pendant la première période, sous les princes de la maison de Saxe. Origine des comtes palatins, des margraves, landgraves, etc. Privilége des diètes. Prérogatives des rois de Germanie. Ils les perdent presque toutes sur la fin de la seconde période, qui comprend les princes de la maison de Franconie. Pendant la troisième, sous les princes de la maison de Souabe, il n'y a que des troubles. Ces troubles occasionnent plusieurs changemens. La quatrième période est un temps d'anarchie. C'est alors que les évêques et les ducs, qui avaient le droit de première élection, s'arrogent à eux seuls le droit d'élire l'empereur. Pour s'assurer les usurpations qu'ils ont faites, ils donnent la couronne impériale à des princes dénués de forces. Interrègne qui donne lieu à des lignes et à des usurpations. Pendant la cinquième période, les empereurs, occupés de l'agrandissement de leur maison, ou des troubles de l'empire et de l'église, n'ont pu recouvrer les domaines et les prérogatives enlevés à leur couronne. Lorsqu'après tant de révolutions, les princes de l'empire n'avaient plus, dans la sixième période, que des prétentions dont la force seule pouvait faire des droits, les hérésies semèrent de nouvelles divisions. Dans cet etat des choses, il était naturel que les membres de l'Empire s'unissent à la France et à la Suède, qui offraient de faire cesser l'oppression. Ils pouvaient compter sur la protection de ces deux puissances, parce qu'elles ne pouvaient s'agrandir qu'en ménageant leurs intérêts. Pour forcer Ferdinand et Maximilien à la paix, la France se propose de porter la guerre dans les états héréditaires et dans la Bavière.

CHAP. II. — *Du traité de Westphalie ou des négociations faites à Munster et à Osnabruck.* Page 22.

Médiation sans effet des Vénitiens et du pape. On n'attendait plus au congrès que les plénipotentiaires des Provinces-Unies. Plénipotentiaires des autres puissances. Obstacles qui retardent l'ouverture du congrès : 1° pleins pouvoirs qu'on veut trouver défectueux; 2° artifices de la maison d'Autriche pour diviser ses ennemis; 3° lenteur des états de l'empire à députer au congrès, comme ils y étaient invités par les plénipotentiaires de France et de Suède. Ferdinand aurait voulu empêcher cette députation. Le mauvais succès de ses armes le force à paraître moins contraire à la paix, et on prend jour pour les propositions. Les Impériaux et les Espagnols demandent qu'on leur restitue toutes les conquêtes. La Suède et la France se bornent à demander qu'on attende les députés des états de l'empire. On les attend en disputant si on les attendra. Malgré les oppositions de Ferdinand, le congrès est regardé comme une diète générale de l'empire. Les Suédois, qui avaient eu de grands succès, paraissaient vouloir hâter la négociation. Mais la France la voulait retarder, de crainte qu'ils n'en retirassent de trop grands avantages. Quoique les deux couronnes alliées eussent des raisons communes pour la retarder, elles consentent à donner leurs propositions. Elles paraissent dans leurs propositions ne s'occuper que des intérêts du corps germanique, et se bornent pour elles à une satisfaction qu'elles n'expliquent pas. C'était le vrai moyen d'obtenir ce qu'elles désiraient. Mais, ne s'expliquant pas sur leur satisfaction, elles n'avançaient pas la paix. Succès des armes de la France. Cependant elle cherchait des prétextes pour ne pas s'expliquer encore sur la satisfaction qu'elle demandait. L'empereur répond aux propositions des deux couronnes, et paraît prendre

pour juge les états de l'empire. Quelle était cette réponse. Les états s'occupent de leurs intérêts qui font naître bien des contestations. Se flattant de tout obtenir pour eux, ils ne paraissent pas s'intéresser à la satisfaction des deux couronnes. Ces deux couronnes n'osaient pas d'abord s'en expliquer l'une à l'autre. Enfin elles se devinent; et, ayant pressenti les dispositions du public, elles déclarent ce qu'elles demandent. La satisfaction de la France devait être prise sur les domaines de la maison d'Autriche. Il n'en était pas de même de celle de la Suède, c'est pourquoi elle souffrait plus de difficultés. Les états déclarent qu'il n'est dû de satisfaction ni à l'une ni à l'autre. Les deux couronnes ne s'inquiètent pas de ce jugement. Le comte de Trantmansdorff tente inutilement de réconcilier l'empereur avec le corps germanique. Il ne réussit pas mieux à détacher la Suède de la France. Il entame une négociation avec cette dernière couronne. Maximilien de Bavière traite aussi avec la France qui lui fait des propositions avantageuses. Quoique la négociation paraisse avancée, tout est encore suspendu. La France temporise pour ménager le duc de Bavière, et pour ne pas donner trop d'avantage à la Suède. Mais, par cette conduite, elle expose l'armée suédoise. Difficultés qui retardaient la négociation commencée entre la France et l'empereur. Le progrès des armées force les Impériaux à souscrire aux principales demandes de la France. Cependant la France ne peut pas conclure définitivement sans la Suède. Elle devient médiatrice entre les Suédois et les Impériaux. Mais plus elle prend de supériorité dans la négociation, plus les Suédois se montrent difficiles. Offres des Impériaux aux Suédois. Les plénipotentiaires français écrivent à ce sujet à Christine qui désirait la paix. Succès de Turenne et de Wrangel. L'Espagne, qui faisait des pertes, négociait lentement avec la France, et pressait les États-Généraux de conclure un traité particulier. Elle feignait de vouloir conserver toutes ses conquêtes, et l'Espagne paraissait ne vouloir abandonner que quelques places.

Philippe IV feint de vouloir céder les Pays-Bas en échange de la Catalogne. Il paraît disposé à conclure avec la France. Il prend les députés de Hollande pour arbitres. La France feint de ne vouloir pas abandonner la Catalogne; et, par cet artifice, Mazarin s'imagine engager les députés à offrir les Pays-Bas. Cet artifice ne devait pas réussir. Les Espagnols font des propositions que la France aurait dû accepter. Pour alarmer les États-Généraux, ils font courir le bruit du mariage de l'infante avec Louis XIV. Raisons des États-Généraux pour conclure leur traité particulier. Ils le concluent; mais ils en diffèrent la signature. Il était impossible aux puissances alliées de conduire leurs négociations du même mouvement. La France, qui se plaignait de la précipitation de la Hollande, était exposée aux mêmes reproches de la part de la Suède. Elle ne pouvait pas exiger que les États-Généraux s'arrêtassent à chaque incident qu'elle faisait naître. Par la médiation des députés de Hollande, tout était d'accord entre l'Espagne et la France, lorsque de nouvelles prétentions de Mazarin rompent la négociation. Alors les députés signent leur traité. Justification des États-Généraux. La France avait besoin de la paix, parce qu'elle était épuisée, et que le mécontentement général menaçait d'une révolte. Pendant que Servien travaillait à retarder la négociation de la Hollande, d'Avaux hâtait celle de la Suède. Les Suédois ne s'expliquaient pas sur leur satisfaction. Offres qu'on leur faisait. On convient de dédommager, aux dépens des églises, l'électeur de Brandebourg de la moitié de la Poméranie qu'on lui ôtait, et la Suède de l'autre moitié qu'on ne lui donnait pas. Mais le dédommagement devait-il être pris sur les protestans ou sur les catholiques? Fallait-il encore dédommager les églises qu'on dépouillerait? Le comte d'Avaux lève ces difficultés. Campagne de 1647. Les plénipotentiaires étaient d'accord sur les principaux articles, lorsque l'empereur voulut avoir l'avis des députés. Les Suédois paraissent s'intéresser vivement aux

protestans; ce qui met le comte d'Avaux dans une situation embarrassante. On convient de créer un huitième électorat pour le prince Palatin. Par rapport aux deux religions, on convient de rétablir les choses dans l'état où elles étaient en 1624, à quelques exceptions près. On règle la satisfaction du landgrave de Hesse. Les troupes suédoises demandaient une satisfaction. Deux demandes de la France sur lesquelles on consentait encore. L'empereur, qui compte sur des succès, suspend la négociation. Elle est encore retardée par le départ du comte de Trantmandorff, et par le duc de Bavière, qui se rejoint à l'empereur. Mais ce prince la hâta ensuite, au moins par rapport à la France. La Suède avançait plus lentement. Cependant la défection des Hollandais flatte l'empereur de pouvoir diviser ses ennemis. Il se trompait. Départ du duc de Longueville. Rappel du comte d'Avaux. Servien reste seul chargé des intérêts de la France. Le comte de Pegnaranda se retire à Bruxelles. Les députés d'Osnabruck se rendent maîtres de la négociation. Ils deviennent les arbitres des puissances de l'Europe. Chaque puissance voulait que l'on commençât par ses intérêts. Dans quel ordre les intérêts sont traités. Les articles du traité de paix sont arrêtés. Les succès des armées confédérées forcent l'empereur à le signer.

LIVRE SEIZIÈME.

CHAPITRE Ier — *Depuis la paix de Westphalie jusqu'à la paix des Pyrénées.* Page 83.

La guerre civile commençait en France. Les finances étaient dans un grand désordre. Les cris du parlement autorisent les murmures du peuple. Édits bursaux qui soulèvent les corps. Émeute du peuple de Paris. Le coadjuteur est l'auteur d'une nouvelle sédition. La cour s'enfuit à Saint-Germain,

où elle manque de tout. Les rebelles, maîtres de Paris, songent à s'y défendre. Mais on voyait que l'esprit de faction s'éteignait. Le parlement fait des propositions de paix. Elles sont acceptées. Caractère de Condé. Il est arrêté avec le prince de Conti et le duc de Longueville. Leur parti arme. Ils sont mis en liberté, et Mazarin est forcé à sortir du royaume. Condé arme. Louis, alors majeur, rappelle le cardinal, dont le parlement met la tête à prix. Paris ouvre ses portes à Condé. Mais une seconde retraite du cardinal ayant soumis les Parisiens, Condé se retire dans les Pays-Bas, et le cardinal revient. La France s'allie de Cromwel, qui déclare la guerre à l'Espagne. Charles I se conduisait en despote qui croit que toute l'autorité réside en lui. Cependant on était moins choqué de l'usage qu'il faisait de son pouvoir, que du pouvoir qu'il s'arrogeait. Il voulut changer, de son autorité, la liturgie des Écossais. Ce fut alors que l'Écosse se souleva. Quatre conseils se saisirent de l'autorité souveraine. Le Covenant, acte par lequel ils jurent de s'opposer à toute innovation. Charles, qui mollit, consent à convoquer une assemblée ecclésiastique et un parlement. L'assemblée ecclésiastique ordonne de signer le Covenant. On déclare que le parlement doit obéir lui-même à cette décision, et on arme. Charles, qui a besoin de subsides, convoque le parlement d'Angleterre. Mais ce corps veut profiter de la conjoncture pour ruiner les prérogatives de la couronne : et il le casse. Les Écossais armés demandent que le roi prenne l'avis de son parlement d'Angleterre. Se voyant sans resources, il est forcé à le convoquer. Mais il s'est donné un juge. Les communes recherchent les ministres sur leur conduite, les gouverneurs, les lieutenans. Elles donnent une paie à l'armée écossaise. Elles abolissent tout ce qu'elles jugent contraire à la liberté. Charles fait un voyage en Écosse, où il reçoit la loi. Le parlement licencie les troupes, parce qu'il craint qu'elles ne se déclarent pour le roi. Soulèvement de l'Irlande. Si l'on

avait voulu réformer le gouvernement, on le pouvait alors. Mais le fanatisme ne devait pas se borner à une réforme. Le parlement emploie jusqu'aux impostures pour perdre Charles. Le peuple de plusieurs provinces et celui de Londres offrent leurs services au parlement. Le parti que le roi conserve dans ce corps est forcé au silence. La guerre commence. Le parlement d'Angleterre demande des secours aux Écossais. Un parlement, convoqué en Écosse sans l'aveu de Charles, fait alliance avec celui d'Angleterre. Alors les indépendans, qui se confondaient avec les presbytériens, se rendaient insensiblement maîtres du parlement. Ils se proposent de forcer les membres du parlement à renoncer aux emplois civils et militaires. Ils réussissent dans ce dessein. Par ce moyen ils font passer toute la puissance militaire entre les mains de Cromwel. Charles se livre aux Écossais, qui le vendent au parlement. Les indépendans, qui ont chassé de ce corps tous ceux qui leur sont contraires, le font périr sur un échafaud. Alors la maison d'Autriche venait d'être humiliée, et la maison de Bourbon manquait du nécessaire. Désordre où se trouvait l'Angleterre. La nation anglaise, devenue plus courageuse et plus entreprenante, avait besoin d'un chef. Elle le trouve dans Cromwel. Cromwel casse le parlement, qui tentait de diminuer son autorité. Il en crée un, composé de fanatiques, qu'il casse, encore. Il est déclaré protecteur par l'armée. Cependant l'Angleterre était formidable au dehors, et Cromwel donne la loi dans le traité qu'il fait avec la France. Avantages que l'Angleterre trouva dans l'alliance de la France. Mort de Cromwel. Traité des Pyrénées. Charles II est rétabli sur le trône d'Angleterre. Les royaumes du Nord font la paix.

CHAP. II. — *Depuis la paix des Pyrénées jusqu'à la paix de Nimègue.* Page 114.

Quel était le parlement qui rappela Charles II. Bonnes et

mauvaises qualités de Charles. Le parlement, quoique soumis et respectueux, paraît prendre des mesures contre le despotisme. Un nouveau parlement renonce au droit des armes; mais il ne donne que de légers subsides. Pour fournir à ses dépenses, Charles vend Dunkerque à la France. Il en est blâmé. A la sollicitation des communes, qui lui promettent des subsides, il fait la guerre à la Hollande. Les Anglais, comme les Hollandais, désirent bientôt la paix. Le pensionnaire de Wit venge sa patrie. Paix de Bréda. A la mort de Philippe IV, Louis XIV réclame les Pays-Bas, quoiqu'il eût renoncé aux droits de sa femme. Louis XIV était né avec d'heureuses dispositions qu'une mauvaise éducation avait rendues inutiles. La régente et Mazarin auraient voulu faire durer son enfance. Honteux de ne disposer de rien, il désire de s'instruire : Mazarin le fait travailler avec lui. Après la mort de ce cardinal, il travaille avec ses ministres, qui lui persuadent qu'il sait tout, et qu'il fait tout par lui-même. Il goûte moins Colbert, qui le sert sans le flatter. La France était épuisée. Cependant les courtisans ne parlaient que de la puissance de Louis XIV; et malheureusement ce fut quelquefois dans des circonstances où ils ne paraissaient pas le flatter. Entretenu dans cette illusion par Louvois, il entreprend de faire valoir les droits qu'il se fait sur les Pays-Bas. Fier de ses premiers succès, il ne songe plus qu'à conquérir et à se rendre redoutable. L'Europe aurait dû prévoir qu'il porterait son ambition sur la couronne d'Espagne. Mais Léopold ne s'occupait que des moyens de régner despotiquement en Hongrie. Les princes de l'empire ne s'alarmaient pas de l'agrandissement de la France, qu'ils s'imaginaient les devoir protéger, parce qu'elle les avait protégés. L'Italie ne craignait que la maison d'Autriche. Les Hollandais, qui jugeaient mieux, étaient trop faibles et troublés par des factions. Ils craignaient le stathoudérat, contre lequel ils songeaient à prendre des précautions. Le pensionnaire de Wit

avait donné l'exclusion à Guillaume III, qu'il avait élevé. Cette exclusion donnait de nouveaux partisans à ce prince, qui montrait des vertus. Parce qu'il était fils d'une sœur du roi d'Angleterre, de Wit était resté dans l'alliance de la France. Alors il charge de plan, et la tripe alliance, qu'il a méditée, force Louis XIV à la paix. Le traité en est conclu à Aix-la-Chapelle. Louis songe à se venger de la Hollande. La duchesse d'Orléans, qui passe en Angleterre, trouve le roi son frère dans des dispositions favorables au dessein de Louis. Ces deux rois déclarent la guerre à la Hollande. Cette république n'était pas en état de se défendre. Conquêtes de Louis XIV. Troubles qu'elles causent en Hollande. Cette république met toute sa ressource dans le jeune prince d'Orange, qu'elle fait stathouder. L'empereur, qui d'abord avait désiré l'humiliation des Hollandais, fait une ligue contre Louis. Le roi d'Angleterre fait la paix avec la Hollande. Toute l'Allemagne se déclare contre Louis, à qui il ne reste que l'alliance de la Suède. Cependant Louis a de grands succès. Pacification de Nimègue. Causes des succès de Louis dans cette guerre.

CHAP. III. — *Depuis la pacification de Nimègue jusqu'à celle de Riswyck.* Page 140.

Les ennemis de la France avaient été trop humiliés pour songer à se réunir de nouveau contre elle. Mais Louis veut être craint. La flatterie lui exagère sa puissance; et Guillaume III s'étudie à répandre des terreurs paniques. Il eût fallu dissiper les alarmes de l'Europe. Mais Louvois paraît se concerter avec le prince d'Orange, pour forcer l'Europe à redouter Louis. Seignelai veut aussi faire redouter le roi sur mer. Il bombarde Gênes, et force cette république à députer le doge au roi. Mot du doge. Le maréchal de Créqui se rend maître de Luxembourg. L'Allemagne cependant paraissait vouloir s'opposer aux entreprises de Louis. Mais

Léopold soulevait les Hongrois, et Vienne était assiégée par les Turcs. Lorsque Jean Sobieski a délivré Vienne, la Hollande, qui voit l'impuissance des ennemis de Louis, propose une trêve qui est acceptée. L'Angleterre était alors occupée d'une prétendue conspiration que la crédulité du parlement rendait vraisemblable. On jetait des soupçons sur la religion de Charles, et on craignait le duc d'Yorck, qui s'était converti. Charles casse le parlement. Le nouveau parlement est plus séditieux encore. Il exclut le duc d'Yorck du trône; il le bannit: il est encore cassé. On lui fait des suppliques pour en convoquer un autre. Il s'en fait faire pour n'en pas convoquer. Parti des pétitionnaires ou whigs : partis des abhorrans ou torys. Nouveau parlement qui se rend odieux à la nation. Le peuple commence à voir le peu de fondement de la conspiration qui l'avait effrayé. Le roi casse le parlement et en convoque un autre à Oxford. Il casse encore ce dernier. La nation applaudit à cette démarche. Le roi gouverne en monarque absolu. Plus affermi après une conspiration qu'il découvre, il avait repris son indolence, lorsqu'il mourut. Jacques II lui succède sans opposition. Il soulèvera le peuple en abusant de son autorité. Il s'attribue d'abord des revenus qu'il devait demander au parlement. Il les obtient ensuite du parlement qu'il convoque. Monmouth décapité. Jacques protège ouvertement les catholiques, et casse le parlement qui lui résiste. Sur ces entrefaites Louis XIV révoque l'édit de Nantes; et on lui fait croire qu'il a extirpé l'hérésie parce qu'il a envoyé des dragons contre les hérétiques. Les huguenots, qui se réfugient en Angleterre, font craindre les mêmes persécutions de la part de Jacques. Toutes les sectes se réunissent contre la religion romaine. Jacques envoie une ambassade au pape, pour réconcilier son royaume avec l'Église. Confiance aveugle des catholiques d'Angleterre. Il fait conduire à la tour six évêques qui refusent de publier une déclaration sur la tolérance.

Le peuple et l'armée s'intéressent au sort de ces évêques, et applaudissent au jugement qui les déclare innocens. Alors Guillaume III avait formé la grande alliance contre Louis XIV. Gendre de Jacques et son héritier présomptif, il refuse de concourir aux projets de ce roi. Il s'attache les Anglais, qui ne balancent plus à l'appeler au trône, lorsqu'ils voient que Jacques a un fils. Alors Louis XIV avait commencé les hostilités, et faisait encore des conquêtes. Sous prétexte d'armer contre la France, Guillaume se prépare à faire une descente en Angleterre. Il y débarque. Jacques, abandonné, se retire en France. Le parlement met des bornes à la prérogative, et donne la couronne à Guillaume. Les Hollandais et les Anglais accèdent à la grande alliance. Ordres sanguinaires donnés par les conseils de Louvois. La France fait face de tous côtés. La grande alliance n'est pas aussi redoutable qu'elle le paraît. Guillaume devait porter presque tout le faix de la guerre. La France aurait donc dû tourner ses forces contre l'Angleterre. Ce ne fut pas l'avis de Louvois. Succès de la France dans les cinq premières campagnes. Ces succès l'avaient épuisée. Dépenses qu'ils avaient occasionées. Expédiens ruineux auxquels on avait eu recours. Désordres dans les finances. Faibles ressources du ministère. Louis, malgré ses succès, commence à s'apercevoir de sa faiblesse. Il fait des propositions de paix, qu'on ne croit pas sincères. Campagne de 1694. Le peuple, qui se croit exposé aux invasions des ennemis, se soumet à la capitation sans murmure. Bombardement de Bruxelles. Pacification de Riswyck.

LIVRE DIX-SEPTIÈME.

CHAP. Ier. — *Des puissances du midi de l'Europe, jusqu'au commencement du dix-huitième siècle.* Page 181.

Etat des finances en France après la pacification de Riswyck. L'altération des monnaies avait diminué les revenus de la couronne. Autres mauvais effets de cette altération. Louis, ne pouvant plus se dissimuler les maux qu'il a causés, se reproche ses projets ambitieux. Ses ennemis, qui n'ont pas moins souffert, sont forcés à renoncer aussi à leurs projets. Ainsi les puissances de l'Europe commencent la guerre sans savoir comment elles la soutiendront, et elles posent les armes par épuisement. Cette guerre n'avait été utile qu'à Guillaume, à qui la paix devenait nécessaire depuis qu'il était roi d'Angleterre. Il eût été sage de régler à Riswyck la succession du roi d'Espagne. Mais il n'est pas d'usage en Europe de prévenir de nouvelles guerres. Après la conclusion du traité de Riswyck, il n'était plus temps de réparer cette faute. Projet de partage. Autre partage. L'Angleterre et la Hollande s'arrogeaient le droit de disposer de la succession de Charles. Cette entreprise, qu'on pouvait se permettre malgré les protestations de ce prince, avait cependant besoin du consentement de Léopold : elle n'assurait donc pas la paix. La signature du traité de partage avait souffert des retardemens. Le roi d'Espagne se plaint qu'on dispose de ses états. Les vœux des Espagnols sont pour un prince de la maison de Bourbon. Le roi d'Espagne appelle à sa succession le duc d'Anjou, à charge qu'il ne démembrera pas la monarchie. Ce testament était mal raisonné. Cependant la maison de Bourbon acquérait un titre à la couronne d'Espagne, par le consentement des peuples. L'agrandissement de cette maison ne devait pas effrayer l'Europe. Le roi d'Espagne ne pouvait pas être l'allié de la France. Mais l'Europe

s'était accoutumée à craindre l'agrandissement des Bourbons. Guillaume avait donné ce préjugé à l'Europe; mais il ne l'avait pas pris. L'Angleterre et la Hollande n'avaient consenti qu'à regret au traité de partage dont il était l'auteur. Si Louis XIV s'en fût tenu au traité de partage, il n'aurait armé que la maison d'Autriche. Il accepte le testament. L'Angleterre et la Hollande, qui reconnaissent d'abord Philippe V, font bientôt après un traité d'alliance avec l'empereur. Mais comme elles craignaient une nouvelle guerre, elles se bornent à demander une satisfaction pour la maison d'Autriche. L'empereur ne paraissait pas devoir tirer de grands secours de ses alliés. Louis n'avait pas désarmé. Philippe était en possession de l'Espagne. Ils avaient des alliés; mais ils pouvaient ne pas compter sur tous. Ils devaient, après quelques campagnes, se trouver sans ressources. Ils auraient dû par conséquent se hâter d'accorder une satisfaction à la maison d'Autriche. La guerre commence en Italie. Eugène force le poste de Carpi. Il défait à Chiari le maréchal de Villeroi. A la mort de Jacques II, Louis reconnaît le prince de Galles. Cette démarche offense les Anglais, et Guillaume excite leur ressentiment. Le parlement lui accorde toutes ses demandes. Mort de Guillaume. Quelle a été sa puissance en Angleterre et en Hollande. Anne, qui lui succède, donne sa confiance à Marlborough.

CHAP. II. — *De la Russie jusqu'au commencement du dix-huitième siècle.* Page 205.

Jusqu'au dix-septième siècle les Russes ont été barbares. Michel Féodorowitz élu czar. Alexis, son fils, qui a le premier connu l'ignorance des Russes, a protégé les arts et les sciences. Féodor, son fils aîné, lui succède, et le prend pour modèle. Pierre, son frère, qu'il désigne son successeur, est reconnu par les boyars. Jean lui est associé par les intrigues

de Sophie, sœur de ces deux princes. Sophie, qui a obtenu la régence, et Basile Gallitzin, son ministre favori, songent à écarter du trône le czar Pierre. Mauvaise éducation qu'ils lui donnent. Entouré de débauchés, Pierre s'abandonnait au vice. Il n'était pas content. Il fait connaissance avec le Fort, qu'il s'attache. Jean Sobieski, allié de l'empereur contre les Turcs, engage les Russes à faire une diversion en Crimée. Boris Gallitzin, ministre de Pierre, éloigne Basile Gallitzin, en lui donnant le commandement de l'armée. Mauvais succès de Basile. Mazeppa est fait hetman d'Ukraine. Nouvelle campagne de Basile avec aussi peu de succès. Sophie conspire contre Pierre qu'elle veut faire périr. La conspiration est découverte, et Sophie est renfermée. Le czar Pierre se propose de policer les Russes. Il est tambour dans une compagnie que le Fort a levée. Cette compagnie devient un régiment et une école. Commencement de la fortune de Mentzikof, qui entre dans cette compagnie. Mésintelligence entre la Pologne et la Russie. Elle empêche ces deux couronnes de donner des secours à l'empereur contre les Turcs. Les soupçons ayant été dissipés, Pierre fait le siége d'Asoph. Il construit une flotte. Asoph capitule. Entrée triomphante de l'armée. Nouveaux succès; nouvelle conspiration de Sophie; elle est découverte. Après avoir pourvu à la sûreté de ses états, le czar se prépare à voyager, l'année qu'Auguste, électeur de Saxe, et le prince de Conti avaient été élus roi de Pologne. Il part confondu dans la suite de ses ambassadeurs. Il est mécontent du gouverneur de Riga. Il tire dans le vin l'épée contre le Fort. Il arrive à Amsterdam. Il va à Sardam apprendre la construction des vaisseaux. Il passe en Angleterre pour y puiser de nouvelles connaissances. Il engage à son service des étrangers instruits. Il était à Vienne lorsqu'il apprend la révolte des strélitz. Causes de ce soulèvement. Il arrive à Moscou lorsque les strélitz avaient été défaits. Exécution barbare. Regrets du czar à la mort de le Fort. Ses

soins pour accoutumer ses troupes à la discipline. Pourquoi il proscrit les barbes et les habits longs. Il accoutume sa noblesse à la bienséance, et institue l'ordre de Saint-André pour lui donner de l'émulation. Il travaille à la réforme du clergé. Il défend d'entrer dans les ordres monastiques avant l'âge de 50 ans. Il ordonne de commencer l'année au 1er janvier. Il fait avec les Turcs une trêve de 30 ans. Il s'allie de la Pologne et du Danemarck contre la Suède. Le czar paraît s'être trompé sur les moyens propres à civiliser ses peuples.

CHAP. III. — *De la Suède, du Danemarck et de la Pologne jusqu'à la fin du dix-septième siècle.* Page 230.

Passion de Christine pour l'étude et pour les savans. Cette passion lui fit désirer le repos, et hâta la conclusion du traité de Westphalie. Ses profusions. Ses peuples se lassent de son gouvernement, et elle se dégoûte de régner. Voulant vivre dans le célibat, elle désigne pour son successeur Charles-Gustave. Cependant on la presse de choisir un époux. Alors elle déclare qu'elle veut abdiquer, et Gustave l'invite à conserver la couronne. Le sénat lui fait la même invitation, et elle s'y rend à condition qu'on ne lui parlera plus de mariage. Michon, son médecin, la dégoûte des sciences. Sa prévention pour cet homme. Pimentel, envoyé d'Espagne, supplante Michon, et rend à Christine son goût pour les sciences. Il l'engage à rompre avec le Portugal; et le sénat, qui désapprouve cette démarche, attend avec impatience l'abdication de cette princesse. Elle abdique. Elle enlève toutes les richesses des palais. Elle abjure le luthéranisme et se retire à Rome. État où Charles X trouve les finances. Charles enlève la Pologne à Casimir V, qui avait protesté contre les dispositions de Christine. Il la reperd aussitôt. Il tourne ses armes contre le Danemarck, et menace Copenhague. Il l'assiége. La Hollande donne des secours au roi de Danemarck.

La mort de Charles met fin à cette guerre, que les négociations de plusieurs puissances n'avaient pu terminer. Traité d'Oliva entre ces deux couronnes. Les nobles danois refusaient de contribuer aux charges de l'état. Pour se soustraire à leur tyrannie, le clergé et le peuple accordent au roi une autorité absolue, et déclarent la couronne héréditaire. Abdication de Jean Casimir. La guerre fut funeste à la Suède, lorsqu'en 1667 elle s'allia de Louis XIV. Charles XI, qui rendit son autorité absolue, mourut lorsque les conférences de Riswick avaient commencé sous sa médiation. Puissance de Charles XII à son avénement. Cette puissance ne paraissait pas devoir inquiéter. Les états de Danemarck avaient réuni à la couronne les duchés de Sleswik et de Holstein. Christian III les cède à ses deux frères, malgré les protestations des états. Cette disposition est une source de guerre. C'est à cette occasion que Frédéric IV se ligue avec la Pologne et la Russie contre Charles XII, allié du duc de Holstein. Frédéric-Auguste était entré dans cette ligue, afin d'avoir un prétexte pour ne pas licencier ses troupes saxonnes.

LIVRE DIX-HUITIÈME.

CHAP. 1er. — *De Charles XII et du czar Pierre jusqu'en 1708.* Page 250.

Charles XII donne de la confiance à la Suède alarmée. Il tourne ses armes contre le Danemarck. Il force Frédéric IV à la paix. Il marche contre le czar qui ravageait l'Ingrie. Déroute entière des Russes, qui assiégeaient Narva. L'épouvante des Russes assurait de nouveaux succès à Charles, s'il n'eût pas donné au czar le temps de les rassurer. Mais voulant humilier son troisième ennemi, il marche contre les Saxons qu'il défait : il soumet la Courlande et la Lithuanie

Le gouvernement de Pologne est une anarchie. Les rois, en démembrant leurs domaines, avaient fait des vassaux plus puissans qu'eux. Il n'y a dans ce royaume que des nobles et des serfs. Époque où a commencé la république de Pologne. Puissance des nobles. Prérogatives de la couronne. L'unanimité est nécesseaire pour terminer les délibérations, et la république obéit à la force, qui arrache aux diètes cette unanimité. Charles se propose de détrôner Auguste. L'archevêque de Gnesne, primat du royaume, entre dans ses vues. La noblesse, qui avait des sujets de mécontentement, regardait Charles comme le défenseur de la république. Auguste est forcé à convoquer une diète, qui arrête d'envoyer une ambassade à Charles. Le sénat confirme ce décret, et ne permet pas au roi d'armer. Charles défait Auguste à Clissau. Sur le faux bruit de la mort de Charles, Auguste convoque une diète à Lublin. Charles en assemble une autre à Varsovie, et défait encore les Saxons. La diète de Varsovie déclare le trône vacant. Jean Sobieski, à qui on voulait donner la couronne, est enlevé. Alexandre, son frère, la refuse. Stanislas Lekzinski est élu. Traité d'Alt-Ranstadt. Patkul, ambassadeur du czar auprès d'Auguste, est livré à Charles qui le fait périr. Cependant le czar donnait des lois, disciplinait ses troupes et faisait des conquêtes. Il traite avec humanité les citoyens de Narva. Il fait une entrée triomphante. Moyen dont il se sert pour détruire la prévention des Russes pour leurs anciens usages. Il bâtit Pétersbourg, malgré les obstacles qui s'y opposent. Victoire des Russes sur les Suédois. Pierre eût voulu arrêter Charles en Pologne. Charles marche contre lui, et passe le Boristhène.

CHAP. II. — *Du midi de l'Europe, depuis* 1702 *jusqu'en* 1710. Page 270.

Ressources ruineuses de la France pour soutenir la guerre.

Commencement de ses revers. Campagne de 1705. La maison d'Autriche exagère sa faiblesse, afin de rendre la maison de Bourbon plus redoutable. Campagne de 1706. Campagne de 1707. Campagne de 1708. La paix était nécessaire à la France et à l'Espagne; et l'intérêt de l'Angleterre et de la Hollande demandait qu'elle se fît. Mais Marlborough, Eugène et Heinsius voulaient la guerre. Propositions préliminaires de la Hollande à la France, qui demande la paix. Louis les accepte, et se borne à demander un dédommagement pour Philippe V. Mais la Hollande ne pouvait pas donner la paix. Marlborough et Eugène répandent que Louis ne veut que diviser ses ennemis. La France pouvait avoir la paix, s'il se faisait un changement dans le ministère de Londres. Plus la France cédait, plus la Hollande demandait, et la négociation n'avançait point. D'ailleurs la Hollande ne s'engageait point et voulait que la France s'engageât. Elle refuse de traiter séparément, quoiqu'on lui accorde tout ce qu'elle demande pour elle. Elle souffre beaucoup de la guerre; mais elle se flatte d'achever la ruine de la France. État de la France, et situation de Louis d'après M. de Torci. Louis se résout à faire de nouveaux sacrifices. Torci, son principal ministre, part pour la Haye. Le roi voulait prouver à l'Europe et à la France combien il désirait sincèrement la paix. Torci a des conférences avec Heinsius, et la négociation souffre de nouvelles difficultés. A l'arrivée de Marlborough, les conférences recommencent. Louis satisfait l'Angleterre et la Hollande sur toutes leurs demandes, et renonce pour son petit-fils à toute la monarchie d'Espagne. Il offre de retirer les troupes qu'il avait données à Philippe V. On veut qu'il soit garant que cette monarchie sera dans deux mois livrée tout entière à la maison d'Autriche. On veut qu'il donne des places en otage. Torci remet à Heinsius un écrit contenant les offres du roi. Heinsius y répond. Il est prouvé qu'on met la paix à des conditions qui ne sont pas au pouvoir de Louis.

L'Angleterre et la Hollande se plaignent qu'on laisse échapper la paix. Les Français sont prêts à tout sacrifier pour soutenir le roi dans cette guerre. Ils sont défaits à Malplaquet; mais la victoire coûte cher aux ennemis. Louis se soumet à toutes les conditions qu'on lui impose, et demande seulement qu'on trouve quelque tempérament à la garantie qu'on exige de lui. Philippe V ne recevait plus de secours de la France, et se défendait avec ses seules forces. Voyant le peu de concert de ses ennemis, et l'attachement de ses sujets, il était résolu à ne pas céder sa couronne. Cependant on ne conférait que de loin avec les plénipotentiaires français, qu'on tenait comme enfermés à Gertruidenberg. On demande que Louis arme contre son petit-fils; encore se réserve-t-on des demandes ultérieures qu'on n'explique pas. On offre en dédommagement la Sicile à Philippe V. Louis consent à tout, pourvu qu'on ne le force pas à armer contre son petit-fils. Mais on veut qu'il se charge lui seul de le détrôner. Plus Louis est humilié, plus il trouve de ressources. Cependant la campagne de 1710 parut les lui ôter toutes, et à lui et à son petit-fils.

CHAP. III. — *De la campagne de Pultawa avec ses suites, et de celle du Pruth.* Page 302.

L'Europe étonnée observait Charles XII avec inquiétude. L'empereur Joseph, qui le craint, se hâte de le satisfaire sur toutes ses demandes. Le bruit courait qu'il voulait unir ses forces à celles de la France. Il eût pu disposer de la monarchie d'Espagne; mais il était impatient de se venger du czar. Ce dessein le conduit au delà du Boristhène où les provisions de toutes espèces lui manquent. Le czar, qui attend que la famine lui livre ses ennemis, ne laisse après lui que des pays qu'il a dévastés. Mazeppa s'était ligué avec Charles; et le roi jugeait que l'Ukraine lui préparait la conquête de la Russie; mais lorsqu'il arrive sur les bords de la Desna, il y

trouve un corps de Russes, et Mazeppa ne le joint qu'avec trois ou quatre mille hommes. Il comptait sur les troupes et sur les provisions que Lœwenhaupt conduisait; mais ce général, défait par le czar, ne lui amène que quatre mille hommes. Il eût désiré une action générale; mais Pierre ne hasardait que de petits combats. Le froid de 1709 est un nouveau fléau pour les Suédois. Charles met le siége devant Pultawa. Pierre avance sur la Vorskla. Il passe cette rivière et défait les Suédois. Charles cherche un asile chez les Turcs. Auguste recouvre la couronne de Pologne. Les puissances du Nord se préparent à profiter de l'état d'épuisement où se trouve la Suède. Conquêtes du czar. L'empereur Joseph se reproche ses complaisances pour Charles. La France et la Suède avaient eu des succès en même temps. Elles tombent toutes deux; mais la Suède est sans ressources. La chute de la Suède cause une diversion en faveur de la France. Moyen qu'on imagina pour empêcher l'effet de cette diversion. Il ne pouvait réussir. Charles XII tente d'armer la Porte contre la Russie. Le kan des tartares de Crimée sollicite aussi la Porte à prendre les armes, et la guerre est résolue. Le czar, qui veut prévenir ses ennemis, s'avance sur le Niester. Il comptait sur les vaivodes de Moldavie et de Valachie, dont il ne retire aucun secours. Il hâte sa marche pour dégager son avant-garde, qui campait sur le Pruth. Il ne peut plus ni se retirer ni combattre qu'avec désavantage. Hauteur déplacée de Charles XII. Cruelle situation du czar. Le czar avait épousé Catherine. Ce mariage était contraire aux usages des Russes. Les vertus de Catherine pouvaient faire taire les préjugés. Elle négocie avec les Turcs. La paix qu'elle obtient sauve l'armée. Pendant que Catherine le devance à Pétersbourg, il fait avec Auguste une alliance défensive contre les Turcs. Il déclare plus solennellement son mariage avec Catherine. Il songe à mettre la dernière main à ses grands desseins.

LIVRE DIX-NEUVIÈME.

CHAP. 1er. — *De la pacification d'Utrecht.* Page 325.

La grande alliance était menacée d'une dissolution entière. Cependant Philippe pensait à se retirer dans les Indes occidentales, lorsqu'il obtient le duc de Vendôme. Ce général le rétablit sur le trône. Si les confédérés eussent accepté les offres de Louis XIV, Philippe n'eût pas recouvré sa couronne. Le dixième sur les terres, levé sans murmures, prouve les ressources que Louis trouvait dans ses sujets. Une révolution, qui se préparait en Angleterre, devait rendre le calme à l'Europe. Les Stuarts avaient été à la tête de la faction des torys. Les sectes comprises sous le nom de non-conformistes, formaient la faction des whigs. Guillaume III avait ménagé les whigs qui entraient dans ses vues, et à qui il devait la couronne. Marlborough s'était attaché à eux, et ce parti s'était rendu maître du gouvernement. Les whigs oublièrent l'objet de la grande aillance. Ils s'obstinèrent dans une guerre qui ruinait la nation. Ce que cette guerre coûta dans cinq ans à l'Angleterre. Fausse politique des puissances de l'Europe. Il importait de casser le parlement d'Angleterre, et de changer tout le ministère. Intrigue de la Hill. Elle prend les conseils de Harlei. Sermon d'un torys. Il soulève le parlement, où les whigs dominaient. La reine Anne voit que les whigs sont les ennemis de son autorité. Comme elle voulait casser le parlement, la Hill lui conseille de donner sa confiance à Harlei. La reine change tout son conseil, casse le parlement et en convoque un nouveau. Cependant elle conserve le commandement des armées à Marlborough, parce qu'elle n'ose encore découvrir ses desseins. Il importait à la reine

et aux nouveaux ministres de rendre Marlborough inutile, et par conséquent de faire la paix. Ils font connaître leurs intentions à Louis XIV. Content des propositions que le roi leur fait, ils sont jaloux de rester maîtres de la négociation que la Hollande veut reprendre. Louis devait se refuser, et se refuse aux offres des Hollandais. Prior lui apporte les propositions de la reine Anne. Ménager passe à Londres pour y traiter les articles qui souffraient des difficultés. Sur ces entrefaites, Joseph étant mort, il n'était pas de l'intérêt des confédérés de donner l'Espagne à l'archiduc, qui héritait de tous les domaines de la maison d'Autriche. Mais Marlborough et les whigs s'opiniâtraient à vouloir la guerre. Ils voulaient forcer la reine à la continuer, ou ils menaçaient de mettre la couronne sur la tête de l'électeur de Hanovre. Il importait donc aux ministres de Londres de hâter la paix; mais ils craignaient des disgrâces après la mort de la reine. Une paix glorieuse pouvait seule les justifier. Cependant déjà coupables aux yeux des confédérés et des whigs, pour avoir ouvert la négociation, il ne leur restait plus qu'à conclure. Artifices des négociateurs. Avec des lumières et de la bonne foi sans artifices, on terminerait promptement les négociations. Une puissance dominante peut empêcher qu'on use d'artifices avec elle. Pour prévenir ces artifices, les ministres de Londres demandent que Ménager réponde par écrit aux propositions qu'ils ont faites. Ménager les satisfait. Ils ne veulent régler dans les préliminaires que les intérêts de l'Angleterre. On confère sur les articles contestés. On signe les articles préliminaires. La reine désigne ses plénipotentiaires pour le congrès. Elle instruit les états-généraux de l'état de la négociation et de ses intentions. Elle déclare qu'elle a choisi Utrecht pour le congrès, et demande des sauf-conduits pour la France. Elle fait part à Louis de ses démarches. Elle lui demande,

sous le secret, ce qu'il veut faire pour chacun des confédérés. Louis s'ouvre au point qu'il lui communique le fond des instructions faites pour ses plénipotentiaires. Offres qu'il fait. Plus le parti qui veut la guerre s'oppose à la paix, plus il importe au conseil de Londres de le hâter, même par des complaisances pour la France. Le nouveau parlement est pour la paix, malgré les oppositions de beaucoup de membres. Les plénipotentiaires français se rendent à Utrecht. Eugène, sollicité par les whigs, vient à Londres; mais il trouve Marlborouhg dépouillé de toutes ses charges, accusé et jugé coupable. Mort du duc de Bourgogne et du duc de Bretagne. On craint que la couronne d'Espagne et celle de France ne se réunissent sur la tête de Philippe V. Cette crainte retarde la négociation. Il fallait la dissiper. Dans cette vue le ministère de Londres demande que Philippe V renonce purement et simplement à la couronne de France. Réponse du ministère de France, qui s'imagine que la renonciation serait nulle. Cette réponse, qui ne portait que sur des mots, eût rendu la paix impossible. Le ministère anglais ne croit pas que la renonciation fût nulle. En attendant la réponse de Philippe, on lève les autres difficultés qui s'opposaient à la paix. On propose à Philippe un échange qui retarde encore la négociation. Philippe donne une renonciation solennelle à la couronne de France. Tout était d'accord entre le France et l'Angleterre, et la reine Anne avait l'aveu de son parlement. Les troupes anglaises se séparent du prince Eugène. Suspension d'armes entre la France et l'Angleterre pour les Pays-Bas. Cette suspension ne produit pas tout l'effet qu'on en avait attendu. Cessation de toute hostilité entre ces deux couronnes. Les Hollandais se flattent de soutenir la guerre avec avantage. Eugène assiége Landrecie. Disposition de son armée. Villars force les lignes de Denain. Les ennemis lèvent le siége et perdent plusieurs places. Les Hollandais

demandent la paix. La renonciation de Philippe s'était fait attendre. Louis XIV en avait retardé l'enregistrement, quoique la cour de Londres n'attendît que cet acte pour faire sa paix particulière. Si l'on se fût plus pressé, elle eût été moins favorable à ses alliés. Pacification d'Utrecht terminée.

CHAP. II. — *De l'Europe depuis le traité d'Utrecht jusqu'à la cessation de toute hostilité.* Page 370.

Quoique le traité d'Utrecht eût terminé bien des querelles, il n'ôtait pas tout sujet de guerre. Charles XII revient dans ses états. La Suède avait perdu plusieurs provinces. Ligue qui se propose de chasser tout-à-fait d'Allemagne les Suédois. Frédéric Ier, roi de Prusse, dissipait ses finances, et trafiquait du sang de ses peuples. Frédéric-Guillaume, son fils, qui se ligue contre la Suède, se rendait puissant par son économie. Charles XII perd toutes les places qu'il occupait en Allemagne. Il porte ses plaintes à la diète de Ratisbonne, qui n'y a nul égard. État de la Suède qui avait encore la guerre avec le Danemarck. Georges succède à la reine Anne. Il fait le procès à Oxford et à Bolingbroke. Les commencemens de son règne sont troublés par une guerre civile. Mort de Louis XIV. Leçon qu'il laisse au dauphin. Inquiétudes de la France et de l'Europe en considérant la jeunesse de Louis XV. Traité de la triple alliance. C'est après des guerres civiles qu'un bon gouvernement peut retirer une nation de la léthargie où elle était auparavant. Le gouvernement de Philippe V n'a fait que jeter les peuples dans leur premier assoupissement. Fortune du cardinal Albéroni. Il médite la conquête de l'Italie. Il suscite des troubles en France pour ôter la régence au duc d'Orléans. Il intrigue de concert avec le baron de Gœrtz, qui médite une révolution dans le Nord, et qui fait goûter ses projets au roi de Suède son maître. Cette intrigue se tramait tout à la fois en Angleterre, en France, en Hollande, en

Espagne, en Russie et en Suède. Gœrtz et Gyllembourg, ambassadeurs de Suède en Angleterre, sont arrêtés. Le czar vient en France, et à sa considération le duc d'Orléans demande et obtient la liberté de ces deux ministres. L'escadre anglaise ruine la flotte qu'Albéroni avait armée pour ses projets de conquêtes. Paix entre la Porte et la cour de Vienne. Alors l'Angleterre et la France concluaient le traité de la quadruple alliance. L'Espagne refuse d'accéder à la quadruple alliance. Mort de Charles XII. La France déclare la guerre à Philippe, qui accède à la quadruple alliance. Cependant la paix donnée à l'Europe n'était rien moins qu'assurée. Changement dans le gouvernement de Suède.

LIVRE DERNIER.

DES RÉVOLUTIONS DANS LES LETTRES ET DANS LES SCIENCES DEPUIS LE QUINZIÈME SIÈCLE.

CHAP. I. — *Révolution que produisent dans les lettres les Grecs qui se réfugient en Italie après la prise de Constantinople.* Page 389.

L'Europe était dans l'ignorance et ne faisait que de mauvaises études, lorsque le goût se forma tout à coup en Italie; mais il se perdit à l'arrivée des Grecs de Constantinople. L'étude de la langue grecque avait commencé en Italie avec le quinzième siècle. C'est pourquoi les Grecs y trouvèrent un asile et de puissans protecteurs. Alors l'étude de leur langue devint la passion des Italiens, qui cherchaient l'instruction ou la considération. Ils auraient dû étudier le grec pour en transporter les beautés dans leur langue; mais ils laissèrent leur langue pour lire du grec et pour écrire en latin; et l'Italie fut féconde en écrivains latins. Au seizième siècle les meilleurs esprits d'Italie cultivèrent l'italien; mais partout ailleurs les

langues vulguaires furent négligées et méprisées. Cette passion pour les langues mortes devait retarder les progrès du goût. Les langues n'ont d'élégance qu'autant qu'il y en a dans l'esprit de ceux qui les parlent. Les esprits étaient donc bien grossiers au quinzième siècle, puisque les langues étaient grossières. Ils auraient pu se former le goût, s'ils n'eussent étudié les langues mortes que pour perfectionner les langues vulgaires. Mais dès qu'ils se bornaient à l'étude des langues mortes, le goût ne pouvait plus se former. Cependant ils se comparaient aux écrivains du siècle d'Auguste. La manie du latin a nui à la langue italienne. La langue française a été formée sous de plus heureux auspices. Tant que le goût était encore grossier, les autres facultés ne pouvaient pas se perfectionner. Si Corneille n'eût écrit qu'en latin, il n'eût été que médiocre. Il ne pouvait pas y avoir de grands écrivains dans le quinzième siècle. Dans le seixième siècle les arts fleurissent en Italie. La cour de Léon X y contribue beaucoup; mais ce pontife a fait payer cher à l'Église et à l'Europe la protection qu'il a donnée aux arts. Les arts se sont formés en Italie malgré les savans.

CHAP. II. — *Absurdités et fanatisme des littérateurs et des scolastiques du seizième siècle.* Page 402.

Dans un temps où l'on commençait à quitter la scolastique pour lire les meilleurs écrivains de l'antiquité, il était naturel qu'on se livrât avec trop de passions à l'étude du grec et du latin. De là deux partis : celui des scolastiques, qui traitaient de païens ou d'athées ceux qui les méprisaient; et celui des latinistes qui canonisaient les écrivains de l'antiquité, et qui en transportaient le langage jusque dans la théorie. Au milieu de ces disputes, les meilleurs esprits s'éclairaient. Tel est Erasme. Erasme se refuse aux invitations de François I. Il voyage. L'éloge de la folie lui suscite des

ennemis, et la Sorbonne le condamne. Il reconnaît qu'il y a des choses à reprendre dans cet ouvrage. Reproches qu'il faisait avec fondement aux théologiens de son temps. Il écrit contre les cicéroniens qui lui répondent avec des injures. Le goût de l'antiquité s'était répandu trop promptement pour ne pas dégénérer en fanatisme. Mauvais raisonnemens des ennemis d'Erasme. Il était suspect parce qu'il n'approuvait pas qu'on punît de mort les luthériens. Scène pantomine où l'on joue l'empereur et Léon X. Les disputes de religion se multipliaient, et détournaient de toute autre étude; mais elles devaient enfin produire la lumière.

CHAP. III. — *Des sectes de philosophie au quinzième et au seizième siècles.* Page 412.

Les anciens étaient de mauvais guides en philosophie. Cependant il était naturel de les consulter, et de se prévenir pour eux et pour les Grecs modernes qui paraissaient les entendre. Cette prévention devait se porter à l'excès. On croira que les anciens ont tout su, et qu'il ne nous reste qu'à les étudier. De là naîtront toutes les sectes. Le péripatétisme et le platonisme passent de Constantinople en Italie. Ces deux sectes y élèvent des disputees l'une contre l'autre, et ne s'accordent que dans le mépris qu'elles ont pour la scolastique. Une secte de sincrétistes veut concilier Aristote et Platon. Jean Pic de la Mirandole, phénix du quinzième siècle. Le seizième siècle donne la préférence à Aristote sur Platon. Deux sectes de péripatéticiens. La naissance du luthéranisme donne de nouveaux partisans à Aristote. Les scolastiques les moins passionnés, conviennent qu'il y a des vices dans leur méthode. Mais ils pensent qu'il la faut conserver pour défendre la religion. Ils croient la coriger en se rapprochant du péripatétisme, et Aristote prend possession des écoles. Il eût été bien étonné d'enseigner dans les universités la doctrine de saint Thomas

et de Scot. Le premier défaut de la scolastique est de n'avoir voulu faire qu'une sience de la philosophie et de la théologie. Les péripatéticiens ne se rapprochaient pas des scolastiques, qu'ils continuaient de mépriser, et ils croyent que pour être chrétien, il suffisait de penser comme Aristote. Mais on ne raisonnera bien, que lorsqu'on abandonnera et le péripatétisme et la scolastique. Secte ennemie des péripatéticiens. Bernardo Télesio, qui a le premier refuté solidement Aristote, renouvelle la secte de Parménide. Les erreurs où tombent d'autres ennemis d'Aristote font dire que hors le péripatétisme il n'y a plus de religion. Erreurs ou absurdités de Giordano Bruno. Il y a cependant dans ses écrits des choses dont des philosophes se sont fait honneur. Tommaso Campanella, et d'autres qui puisaient dans le platonisme, n'enseignaient guère que des visions. Parmi les troubles du seizième siècle, Juste-Lipse cherche un asile dans la philosophie des stoïciens.

CHAP. IV. — *Des opinions philosophiques du dix-septième siècle.* Page 430.

Dans le seizième siècle, on avait renouvelé quantité de sectes; mais sans critique et comme au hasard. Dans le dix-septième, des observations, ou des hasards plus heureux convaincront peu à peu qu'il faut étudier la nature. La secte ionique avait été oubliée. Claude Guillermet de Bérigard la renouvela pour attaquer indirectement Aristote, qu'il n'osait combattre ouvertement. Il n'était pas permis d'écrire contre ce philosophe, quoique ses principes commençassent à être démentis par les observations. Pendant la guerre de trente ans on put le combattre avec plus de liberté; mais pas encore bien ouvertement. Bérigard est appelé en Toscane, où l'inquisition ne permettait pas d'attaquer Aristote. Au lieu donc de le combattre lui-même, il fait des dialogues où

l'un des interlocuteurs oppose les sentimens d'Anaxagore à ceux d'Aristote. En France on pouvait être plus hardi, pourvu néanmoins qu'on fût prudent. Avec quelle précaution Gassendi combat Aristote. Il ne suit pas le plan qu'il s'était fait de détruire le péripatétisme dans toutes les parties. Il renouvelle le système d'Épicure. Jusqu'alors les philosophes avaient commencé par les causes pour descendre aux effets. Il était temps de s'apercevoir qu'il faillait commencer par les effets pour remonter aux causes. Descartes ne s'est pas mis à l'abri des reproches qu'il fait aux philosophes de son temps. Pour former le monde, il ne demande que de la matière et du mouvement. Essence du corps, selon lui. Il divise la masse de la matière en cubes. Les cubes étant mus, ils s'arrondissent et forment des globules, ou le second élément. Les parties des angles brisés forment la matière subtile, ou le premier élément. Ce qui reste de parties plus grossières produit le troisième élément, dont se forment les planètes. Le soleil est formé d'une portion de la matière subtile. Formation des tourbillons. Comment un tourbillon est enveloppé dans une autre. Chaque planète est entraînée dans une couche du grand tourbillon. Ce système devait avoir et a eu le plus grand succès. Il devait aussi se défendre long-temps. Descartes n'eût pas combattu avec succès les erreurs, s'il n'eût pas substitué d'autres erreurs. Ses erreurs mêmes étaient un pas vers la vérité. Il n'y a point de système qu'on n'ait essayé de concilier avec la théologie. Tant d'efforts inutiles, pour découvrir la vérité, font juger que la raison est insuffisante. On a donc recours à la révélation, et on imagine une philosophie mosaïque et chrétienne. Excès où tombent les philosophes mosaïques. Leurs visions infectent les sectes luthériennes. Ils ont donné naissance au quiétisme. Leurs absurdités ont pour principe les émanations de Zoroastre. L'esprit humain, humilié par les erreurs de tant de siècles, prend le parti de douter de tout, et le scepticisme se renouvelle. De Bayle.

CHAP. V. — *Commencement de la vraie philosophie. De l'astronomie sous Copernic, Ticho-Brahé, Képler et Galilée.* Page 448.

Les découvertes n'ont fait un corps de science que vers la fin du dix-septième siècle. Quoiqu'il fût temps d'observer, les philosophes les plus sages avaient bien de la peine à se borner à l'observation. Il faut étudier la philosophie pour apprendre comment on évite l'erreur et comment on acquiert des connaissances. La vraie méthode a été connue avant qu'il y eût des philosophes. En effet, dès l'origine des sociétés, les hommes ont su qu'il fallait observer pour s'instruire. C'est ainsi qu'ils se sont fait une idée de la rondeur de la terre, de la distance des astres; et qu'avant Thalès et Pythagore ils ont fait de grandes découvertes. Ils pouvaient déjà former des conjectures sur le système du monde. Il est certain qu'ils en savaient assez pour cela. C'est le besoin de déterminer les saisons qui les avaient mis dans la nécessité d'observer. Dans les siècles d'ignorance on n'a cultivé la chimie et la physique, que pour abuser de la crédulité. Naissance de l'astronomie moderne. Système de Copernic. L'inquisition le condamne, lorsque de nouvelles observations le confirmaient. Découverte du télescope. Galilée en fait un qui augmente trente-trois fois le diamètre des objets. Avec ce télescope il découvre des inégalités dans la lune. Il découvre plus de cinq cents étoiles dans l'Orion seul. Il découvre les satellites de Jupiter. Il découvre les phases de Vénus, deux globes qui accompagnaient Saturne et des taches dans le soleil. D'après ces observations, il juge que la terre n'est pas immobile au centre du monde. Il est cité à l'inquisition, qui le fait arrêter. Il recouvre sa liberté, et comme il ne change pas de sentiment, il la reperd encore. Objection qu'on faisait au système de Copernic. Cet astronome l'avait prévenue. Autre

objection qui pouvait se résoudre avec les mêmes principes que la première. Les coperniciens y répondent mal. Autre objection. Elle trompe Ticho-Brahé. Système de cet astronome. Ses découvertes. Képler, jeune encore, fait un mauvais système. Corrigé par Ticho-Brahé, il observe. Il détermine l'ellipse de Mars. Première analogie de Képler. Seconde analogie. Pensées de Képler sur la gravité.

CHAP. VI. — *Naissance de plusieurs sciences. L'algèbre, l'analise : principes de mécanique, lois du mouvement, horloge à pendule.* Page 467.

Les découvertes qu'on doit à l'observation, étendront nos connaissances, et nous forceront à créer de nouvelles sciences et de nouveaux arts. De l'optique perfectionnée naîtront la catoptrique et la dioptrique. L'astronomie, alors mieux connue, perfectionnera la géographie et la navigation, et ce sera une nécessité d'étudier les mécaniques. Pour réussir dans ces sciences, il faudra être géomètre. Ce sera donc encore une nécessité de perfectionner la géométrie. Voilà les objets qui vont occuper les génies du dix-septième siècle. Les sciences doivent leurs progrès à la simplicité des méthodes. L'art de calculer en est la preuve. C'est ainsi que l'algèbre s'est perfectionnée ; et que la géométrie, à laquelle on l'a appliquée, s'est perfectionnée elle-même pour perfectionner ensuite les mécaniques et la physique. Les méthodes se simplifient en substituant des expressions abrégées : c'est ce que fait l'analise de Descartes. Du temps de ce philosophe, et depuis, on a cultivé la géométrie avec passion, et l'analise s'est perfectionnée de plus en plus. Il n'y a point de repos réel. Il n'y a point de repos relatif, sans une tendance au mouvement. C'est dans les lois du mouvement et dans celles de l'équilibre que sont les principes des mécaniques. Pour les découvrir il faut donc mesurer et calculer. C'est pourquoi la mécanique et la géo-

métrie se cultivent ensemble. Galilée fait voir que des corps de pesanteur inégale tombent avec la même vitesse. Il découvre les lois du mouvement accéléré dans la chute des corps. Il fait voir que le long d'un plan incliné, elles sont les mêmes que dans une direction perpendiculaire. L'idée qu'il s'en fait, lui découvre les lois du pendule dans ses vibrations. Il détermine le rapport de la longueur du pendule au nombre des vibrations. Il découvre la courbe que décrit un corps projeté obliquement. Castelli et Toricelli ses disciples. On voyait les effets de la pesanteur de l'air, et on les expliquait par l'horreur du vide. Galilée, qui croyait l'air pesant, tenait lui-même à ce préjugé. L'expérience du mercure qui se soutient dans un tube au-dessus de son niveau, fait soupçonner la pesanteur de l'air à Toricelli. Pascal achève de démontrer la pesanteur de l'air. Descartes est le premier qui ait expliqué, par la pesanteur de l'air, l'expérience du mercure suspendu dans le tube. Lois générales du mouvement données par Descartes. La société royale de Londres propose la recherche des lois de la nature dans le choc des corps. Principe général de ces lois. Lois du choc dans les corps parfaitement durs. Lois du choc dans les corps parfaitement élastiques. Ces lois peuvent être appliquées aux corps dont l'élasticité n'est pas parfaite. Recherches d'Huyghens sur les forces centrifuges. Il invente l'horloge à pendule. Il détermine la longueur du pendule, en déterminant le centre d'oscillation.

CHAP. VII. — *De l'optique et de ses premiers progrès.* Page 490.

A quoi se bornaient les connaissances des anciens sur l'optique. Jean-Baptiste Porta a le premier observé les rayons qui entrent dans une chambre obscure, à laquelle il compare l'œil. Maurolicus a le premier connu l'usage du crystallin. Il explique le premier un phénomène proposé par Aristote. Pre

mières découvertes sur l'arc-en-ciel. Marc-Antoine de Dominis explique l'arc inférieur en ne le supposant que lumineux. Descartes rend raison de l'arc extérieur. Il les mesure l'un et l'autre; mais il ne rend pas raison des couleurs dont ils se peignent. Képler explique le premier l'usage des parties de l'œil; mais l'image renversée l'embarrasse, et il n'eût pas su dire comment nous voyons des grandeurs et des distances. Képler perfectionne la théorie des télescopes. D'après cette théorie, on fait des télescopes qu'on perfectionne encore. Découverte du microscope. Képler étudie les effets de la lumière dans les télescopes et dans les microscopes. Il détermine le foyer ou le point dans lequel se réunissent les rayons parallèles. Il fait voir ce que deviennent les rayons qui partent du foyer, ou d'un point en deçà ou d'un point en delà. Exemple qui rend sensibles les premières observations de Képler. Explication du télescope de Galilée. Explication des télescopes à deux verres convexes; à trois. L'apparence de grandeur est surtout sensible dans le microscope. Pour expliquer parfaitement ces phénomènes, il fallait déterminer avec précision le rapport de l'angle de réfraction à l'angle d'incidence. Képler ne le détermine qu'à peu près, et pour un cas particulier. Descartes a suppléé en cela à ce qui manquait à la théorie de Képler. Le père Grimaldi a le premier remarqué l'inflexion des rayons. Phénomènes qu'on n'expliquait pas encore.

CHAP. VIII. — *Grandes découvertes.* Page 504.

Les découvertes précédentes ne sont que des préliminaires à de plus grandes. On trouve les nœuds et l'inclinaison d'une planète inférieure, en observant son passage sur le disque du soleil. Képler prédit le passage de Mercure sur le disque du soleil. Gassendi l'observe et perfectionne la théorie de cette planète. D'après les tables de Képler, Horoxes prédit le pas-

sage de Vénus sur le disque du soleil, l'observe, et marque avec plus de précision le cours de cette planète. Halley fait voir qu'en observant de deux endroits la durée de ce passage, on peut déterminer la parallaxe du soleil à peu de choses près. Huyghens découvre l'anneau et le quatrième satellite de Saturne; et Cassini, les quatre autres. Celui-ci donne la théorie des satellites de Jupiter, et découvre la rotation de cette planète et celle de Mars. Cette théorie confirme les deux analogies de Képler. En observant les éclipses du premier satellite, Cassini découvre le temps que la lumière emploie à venir du soleil jusqu'à nous. Raisons qui font juger à Cassini même que cette découverte est fausse; à Maraldi. Roëmer et Halley la défendent. Pound en prouve la vérité. Elle a été confirmée depuis, lorsqu'on a découvert la cause de l'aberration des étoiles. Les astronomes cherchent une preuve du mouvement de la terre dans la parallaxe des fixes. Comment cette parallaxe, si elle avait lieu, prouverait ce mouvement. L'aberration des fixes ne prouve pas qu'elles aient une parallaxe. Galilée a le premier imaginé des moyens pour trouver cette parallaxe. Bradley, en la cherchant, a découvert que les aberrations sont des mouvemens réguliers, et qu'elles sont l'effet du mouvement de la terre combiné avec le mouvement progressif de la lumière. Comment ces deux mouvemens se combinent. Comment l'étoile paraît décrire une ellipse. Que cette ellipse est la base d'un cône dont le sommet est dans l'orbite même de la terre, ainsi que dans l'œil. Comment cette ellipse diffère de celle qu'on apercevrait si les étoiles avaient une parallaxe sensible. Cette découverte confirme le mouvement de la terre, ainsi que le mouvement progressif de la lumière. Hypparque a le premier cherché la longitude et la latitude des lieux. Il se servait à cet effet des éclipses de lune. On doit à Ptolémée les principes de la construction des cartes de géographie. Depuis les progrès de l'astronomie, la géographie se perfectionne; et on détermine mieux les longitudes depuis qu'on

peut observer les éclipses des satellites de Jupiter. Mais on n'avait pas encore de moyens pour prendre les longitudes sur mer. Le moment où la lune fait un triangle avec deux fixes, y serait propre si on connaissait parfaitement la théorie de cette planète. Picard et Snellius mesurent un degré du méridien par une suite de triangles. Leurs résultats diffèrent peu l'un de l'autre. Richer observe le retardement du pendule à l'équateur. Huyghens et Newton en concluent que la terre est aplatie aux pôles. Les découvertes faites jusqu'alors en astronomie, sont les élémens du système de Newton.

CHAP. IX. — *De la gravitation universelle découverte par Newton.* Page 526.

Un corps que nous jetons obliquement à l'horizon, décrit une courbe. La lune serait-elle donc un projectile? En ce cas elle doit tomber à chaque instant, suivant la loi de la chute des corps. Or il est démontré qu'elle gravite suivant cette loi. En serait-il de même de toutes les planètes? Supposition dans laquelle Mercure décrirait une orbite circulaire autour du soleil. Supposition dans laquelle il décrirait une ellipse. Dans la supposition que la gravité diminue dans la même raison que le carré des distances augmente, Newton fait voir comment une planète va continuellement d'une apside à l'autre. C'est ce qui n'aurait pas lieu si la gravité diminuait dans la même raison que le cube des distances augmente. La gravité agit-elle donc en raison inverse du carré des distances, ou en moindre raison? Un corps mû dans une courbe, est toujours dirigé vers un même point, s'il décrit des aires égales en temps égaux. Donc chaque planète dans son cours est toujours dirigée vers un même centre. Mais la puissance qui retient les planètes dans leurs orbites, est-elle la gravité même? Elle sera la gravité si les espaces, que parcourt une planète en tombant au-dessous

de la tangente, sont comme les carrés des temps. Or c'est ainsi que cette puissance agit sur la lune, et elle la fait graviter en raison inverse du carré des distances. C'est donc la gravité qui retient la lune dans son orbite. Or les observations démontrent qu'il en est de Jupiter, par rapport à ses satellites, et de Saturne, par rapport aux siens, comme de la terre par rapport à la lune. Il en est de même du soleil par rapport aux planètes et aux comètes. La gravitation est un principe universel, par lequel les corps célestes s'attirent réciproquement en raison directe des masses et en raison inverse du carré des distances. La seconde analogie de Képler suit du principe de Newton.

CHAP. X. — *Considérations sur le progrès des sciences et sur celui des lettres.* Page 542.

Dès qu'on a su observer, on a été rapidement de découvertes en découvertes. Newton n'a été plus loin, que parce qu'il a mieux connu la liaison des vérités. La liaison des idées fait la folie, la raison et toutes les qualités de l'esprit. Ceux qui pensent comme par inspiration, obéissent à leur insu au principe de la plus grande liaison des idées. C'est ce principe qui a guidé les bons esprits, et les a rendus capables de perfectionner à la fois toutes les sciences et tous les arts. Les arts et les sciences commencent en Italie, parce que le goût s'y forme avec la langue; tandis qu'en France, où la langue était grossière, parce qu'on y manquait de goût, il n'y avait encore ni arts ni sciences. Aussi François Ier ne peut pas être le restaurateur des lettres. Mauvais goût des Français dans le seizième siècle. C'est ce qui nuisait au progrès des lettres. Car les guerres et les disputes de religion n'empêchaient pas de les cultiver. Dans le dix-septième siècle où le goût commence en France, les arts et les sciences y sont cultivés

avec succès. Mais le goût, en dégénérant en manie, produisit le purisme ; et les grammairiens, qui se firent les législateurs du langage, donnèrent des entraves au génie. L'analogie est l'unique règle pour juger si un tour est français. L'érudition tendait à perpétuer le mauvais goût. On demanda si la préférence est due aux modernes ; et ce fut une grande dispute. Les érudits cherchèrent dans les hypothèses ce que les monumens ne leur apprenaient pas, et la critique se formait lentement. Ordre des progrès de l'esprit en différens genres.

CHAP. XI. — *Des progrès de la politique.* Page 552.

Il importe à un prince de se faire une idée complète de la politique. Double objet de la politique. Objet de la politique par rapport aux nations étrangères. Son objet par rapport aux peuples à gouverner. Elle doit embrasser toutes les parties de l'économie publique. Les hommes d'état ne réussiront jamais mieux qu'en laissant faire. Les anciens philosophes ne se sont pas appliqués à toutes les parties de l'économie politique. Les nations de l'Asie n'ont jamais pu avoir d'idée de la vraie philosophie. De tous les peuples anciens, les Grecs sont ceux qui ont eu les idées plus saines sur le droit naturel. Cependant, au temps de Solon, la morale était à sa naissance. Les Grecs ont connu le droit des gens, mais non pas dans toute son étendue. Ils ont mieux connu l'art de négocier. Ils n'ont pas eu des principes sur toutes les parties de l'économie publique. Les Romains n'ont connu ni le droit naturel, ni le droit des gens, et fort peu l'art de négocier. Ce sont les peuples mêmes qui leur ont appris comment ils devaient se conduire pour les subjuguer les uns par les autres. Ils n'ont eu que des usages pour conduire les différentes parties de l'économie publique. Les barbares, qui ont envahi l'empire d'Occident, ignoraient absolument tout ce qui peut contribuer au bonheur

des sociétés civiles. Ils se portèrent aux derniers excès, et ils parurent s'y autoriser par la religion même. Depuis deux siècles, ils faisaient des ligues sans objet et s'armaient sans dessein. Il était temps de leur apprendre ce que les nations se doivent les unes aux autres. C'est ce que Grotius se propose dans son *Droit de la guerre et de la paix*. Cet ouvrage devait avoir, et eut un grand succès en Allemagne. Pourquoi Grotius donna à cet ouvrage le titre de *Droit de la guerre et de la paix*. Cet ouvrage est digne d'éloge et de critique. Hobbes, plus méthodique, se fit sur la même matière des principes d'après son éducation et d'après les circonstances où il vivait. Élevé dans la religion anglicane, et persuadé que la démocratie était la cause de tous les troubles, il donne au monarque une autorité arbitraire et sans bornes. Pour établir ce despotisme, il imagine un état de nature, et il met le droit dans la force seule. Cependant pouvait-il persuader aux peuples de se soumettre, lorsqu'il leur présentait le souverain comme un despote de droit? Pufendorff a mieux réussi que Grotius et que Hobbes, quoique son ouvrage soit encore bien imparfait. Depuis on a beaucoup écrit sur les mêmes objets, et on a traité toutes les parties de l'économie publique.

CHAP. XII. — *Des progrès de l'art de raisonner.* Page 568.

Ce que c'est que la métaphysique des péripatéticiens. C'est à l'analise à nous conduire de découverte en découverte. Elle est la vraie méthode de toutes les sciences. On pourrait la nommer métaphysique. Elle suppose que nous connaissons l'origine et la génération de toutes nos idées : science nouvelle qui n'a point de nom. L'art de raisonner ne s'est perfectionné que dans le dix-septième et dans le dix-huitième siècle, plus promptement dans les mathématiques, plus lentement dans les autres sciences. Avant le renouvellement des

lettres on ne le connaissait pas. Ce n'est que vers la fin du seizième siècle qu'on a pu en donner des règles. C'est ce que Bacon entreprend dans son ouvrage du *Rétablissement des sciences*. Reproches qu'on lui fait, et qu'on peut lui faire. Réflexions de ce philosophe sur la méthode. Excès où tombent ceux qui veulent s'instruire. Les observations et les expériences doivent être nos seuls guides dans la recherche de la vérité. Mais les philosophes ont mieux aimé penser comme par inspiration. Ils ressemblent à des hommes qui tenteraient de dresser un obélisque sans le secours d'aucune machine. Il faut d'autres machines que les règles des syllogismes pour aider l'esprit. Il faut d'abord écarter les préjugés : 1re espèce de préjugés, *idola tribus ;* 2e espèce, *idola specus ;* 3e espèce, *idola fori ;* 4e espèce, *idola theatri*. Pour détruire tous ces préjugés, il faut commencer par douter et regarder notre entendement comme une table rase. Comment nous déterminerons les idées que nous graverons sur cette table. Bacon a ouvert la route à ceux qui se sont appliqués à l'histoire naturelle. Le préjugé des idées innées n'a pas permis à Descartes de raisonner dans toutes les sciences aussi bien qu'en géométrie. Insuffisance de la principale règle qu'il s'est faite. Locke a entrepris de regraver l'entendement humain. Objet de son ouvrage. Combien je dois à ce philosophe. Éloge et critique de son ouvrage.

CHAP. XIII. — *De l'utilité des sciences.* Page 585.

Quel est le caractère de la vraie science. Les sciences ténébreuses des barbares n'ont été que des fléaux. Les vraies sciences sont utiles parce qu'elles éclairent. Plus de lumières nous rendrait plus heureux. Toutes les vraies sciences tendent directement ou indirectement à l'avantage de la société. Il n'en est pas de même de tous les arts.

CHAPITRE DERNIER. — *Des obstacles qui s'opposent encore aux bonnes études.* Page 589.

Les études se ressentent encore des siècles d'ignorance où l'on en fit le plan. Les établissemens faits pour l'avancement des sciences, sont la critique des universités. Il restera toujours dans les écoles des défauts, dont on ne les corrigera pas. Pourquoi les académies ont contribué à l'avancement des sciences. Les professeurs de l'université sont forcés à se conformer au plan reçu. Les écoles confiées à des ordres religieux sont pires encore. Nos écoles sont peu propres à nous instruire. A peine ose-t-on y enseigner les mathématiques; et on néglige les sciences les plus nécessaires aux citoyens.

FIN DE LA TABLE ET DU DERNIER VOLUME DE L'HISTOIRE MODERNE.

BINDING SECT. APR 30 1968

B
1982
A2
1822
t.14

Condillac, Étienne Bonnot de
Oeuvres complètes

PLEASE DO NOT REMOVE
CARDS OR SLIPS FROM THIS POCKET

UNIVERSITY OF TORONTO LIBRARY